



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°05 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Budget 2018 - suite du débat et votes	p. 145	Sommaire des séances publiques n°s 13 et 14	p. 175	13 ^e séance	Jeudi 14 décembre 2017
Réforme du congé	p. 157	Sommaire des questions parlementaires	p. Q77	14 ^e séance	Jeudi 14 décembre 2017
Prolongements du tramway	p. 167				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite officielle du Président de la Chambre des Députés à Cuba

Construire des ponts plutôt que des murs!

«Nous soutenons et suivons de près le projet de modernisation de Cuba.» C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en visite officielle à Cuba du 22 au 25 janvier, s'est exprimé auprès de son homologue cubain, le Président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, M. Juan Esteban Lazo Hernández.

La délégation parlementaire luxembourgeoise, composée en outre du Vice-Président de la Chambre, M. Henri Kox, et de deux membres du Bureau, MM. Marc Angel et Eugène Berger, a entamé sa visite officielle à un moment très important et particulier pour le pays, les élections législatives et le début d'une nouvelle ère post-Castro étant très proches.

Les valeurs au cœur des discussions

«La solidarité dans le secteur de la santé et de la sécurité sociale ainsi que la lutte contre les inégalités occupent une place très importante dans le système politique luxembourgeois», a expliqué M. Mars Di Bartolomeo à son homologue cubain. «La qualité d'une démocratie ne se mesure pas au nombre des par-

tis représentés. Elle se mesure aux valeurs qu'elle incarne et respecte: l'indépendance de la justice, la solidarité, l'ouverture, la liberté d'expression, la liberté d'association et de la presse, le pluralisme et le respect des minorités», a-t-il plaidé auprès de la délégation cubaine.

Celle-ci s'est composée de la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Ana María Mary Machado, de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères, du Président de la Commission juridique et du Président du groupe d'amitié Cuba-Luxembourg.

«Construire des ponts plutôt que des murs»

Au cours des échanges de vues, le Président de l'Assemblée nationale cubaine a également remercié à plusieurs reprises la délégation luxembourgeoise d'avoir été un des premiers États membres de l'Union européenne à avoir ratifié à l'unanimité l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'UE et Cuba. «Le Luxembourg se donne comme mission de construire des ponts plutôt que des murs. Voilà

pourquoi il accorde une grande importance au dialogue politique, à la coopération et aux échanges économiques», a relevé le Président de la Chambre des Députés.

Renforcer les relations économiques

À l'occasion d'une rencontre avec le Ministre du Commerce extérieur, M. Rodrigo Malmierca Díaz, la délégation luxembourgeoise a souligné l'opportunité de développer les échanges dans des domaines d'intérêt commun et de renforcer les relations économiques entre les deux pays. Dans ce contexte, l'accent a été mis notamment sur le secteur des transports aériens. Le Luxembourg et Cuba négocient actuellement un accord dans le domaine de l'aviation et le Président du Parlement luxembourgeois a insisté pour que cet accord soit négocié dans les meilleurs délais.

Les députés luxembourgeois ont également relevé l'intérêt qu'ont les deux États à négocier une convention de non double imposition. Ces sujets ont été approfondis lors de leur rencontre avec la Vice-Ministre des Relations extérieures, Mme Ana Teresita Fraga.

À la rencontre des ONG à Cuba

La délégation luxembourgeoise a rencontré différents représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile cubaine; elle a en outre participé à la présentation du nouveau logo de l'ONG Handicap International. Lors de ces échanges de vues, le Président de la Chambre a insisté sur l'importance du travail des ONG: «Elles permettent d'avoir une vision plus large et parfois plus critique sur différents aspects de la société et contribuent à améliorer la situation des gens!»

Une école pour des «enfants exceptionnels»

Un autre moment fort de la visite officielle fut la visite de l'école «Solidarité avec Panama» qui accueille environ 200 enfants atteints d'une déficience motrice et/ou mentale. «L'appui psychologique aux enfants et à leurs familles ainsi que leur intégration dans la société font partie des objectifs de l'école», a expliqué la directrice aux députés tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'enfants handicapés ou spéciaux, mais d'«enfants exceptionnels».



Les Présidents des Parlements luxembourgeois et cubain, M. Mars Di Bartolomeo et M. Juan Esteban Lazo Hernández



Les députés luxembourgeois ont visité une école locale.



La Vice-Ministre des Relations extérieures cubaine, Mme Ana Teresita Fraga, entourée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Eugène Berger (3^e et 2^e de gauche), M. Henri Kox et M. Marc Angel (3^e et 2^e de droite).

Le Président du Parlement d'«Ostbelgien» à la Chambre

La pétition publique au centre des discussions



Les membres des délégations parlementaires belge et luxembourgeoise.

La visite officielle de M. Alexander Miesen, Président du Parlement de la communauté germanophone de Belgique le 30 janvier 2018 à la Chambre des Députés était historique: c'était en effet la première fois, malgré les échanges multiples et les relations étroites entre les deux voisins, notamment au sein des diffé-

rents organismes de la Grande Région, que le Président du Parlement d'Eupen a été reçu en visite officielle à la Chambre des Députés.

Accompagné d'une délégation de cinq parlementaires de la Belgique de l'Est, M. Miesen a été accueilli par le Président de la Chambre, M. Mars

Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

La «success story» des pétitions publiques, introduites au Parlement luxembourgeois en 2014 pour encourager la participation citoyenne, était un des sujets au cœur de

l'échange de vues entre les élus luxembourgeois, membres de la Conférence des Présidents respectivement de la Commission des Pétitions, et les représentants de la plus petite entité fédérée de Belgique qui compte 77.000 habitants. Plus généralement, les deux délégations parlementaires ont discuté du fonctionne-

ment de leurs parlements respectifs en évoquant entre autres les projets à venir.

La constitution d'une expertise interne à la Chambre des Députés et la mise en place d'une évaluation des politiques publiques ont ainsi été abordées.

Une délégation du Parlement de Togo en visite

Pour le respect des valeurs démocratiques



Le Président du Parlement togolais (4^e de gauche) et sa délégation parlementaire

«La solidarité luxembourgeoise ne s'arrête pas aux frontières du pays.» Tel fut le message transmis par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à son homologue togolais, M. Dama Dramani, en visite au Parlement luxembourgeois le 29 janvier 2018. En effet, le Grand-Duché consacre 1% du

revenu national brut à la coopération au développement et sa politique de coopération n'est pas liée à d'autres agendas.

«Même si le Togo n'est pas un pays partenaire de la coopération luxembourgeoise, plusieurs ONG luxembourgeoises sont présentes dans le pays», a ajouté le Président

de la Chambre. Les deux interlocuteurs s'étaient déjà rencontrés une première fois au Luxembourg dans le cadre des festivités des 50 ans de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) en juillet 2017.

Les réformes constitutionnelles

L'échange de vues du Président de l'Assemblée nationale togolaise avec les députés luxembourgeois a majoritairement porté sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles en cours au Togo. Depuis plusieurs mois, le pays est touché par diverses vagues de manifestations en relation avec des changements prévus de la constitution.

Les revendications principales portent sur la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs et l'instauration d'un scrutin uninominal à deux tours pour l'élection présidentielle. Lors des discussions, les députés luxembourgeois ont fait part de leurs expériences au niveau des travaux sur une future constitution et ont insisté sur les droits des minorités.



Les représentants de la Chambre des Députés

Les priorités du Togo

À la question des députés sur les priorités de leur pays, la délégation togolaise a répondu que l'éducation ainsi que la formation d'enseignants, des améliorations dans le secteur de la santé et l'approvisionnement énergétique sont ses préoccupations ma-

jeures. L'expiration de l'Accord de Cotonou en 2020 - pierre angulaire de la coopération et du dialogue politique, économique, commercial et de l'aide au développement entre l'Union européenne et les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) - était un autre sujet évoqué lors des discussions.

Le Liechtenstein à l'honneur à la Chambre



Mme Aurelia Frick, Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture du Liechtenstein, a rencontré des parlementaires luxembourgeois.

«Bien qu'étant de petits pays, nous réussissons à faire bonne figure sur la scène internationale.» Voilà un point commun que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a relevé lors d'une réunion avec Mme Aurelia Frick, Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture du Liechtenstein.

Celle-ci fut reçue le 1^{er} février 2018 pour un échange de vues avec des parlementaires luxembourgeois, membres du Bureau respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le Président de la Chambre a souligné que le Liechtenstein (38.000 habitants) et le Luxembourg (590.000 habitants) ont de nombreuses convergences. C'est avant

tout l'engagement pour une Europe forte qui lie les deux pays.

Mme Aurelia Frick a présenté le Liechtenstein en tant que partenaire fiable au sein de l'Espace économique européen (EEE). La Principauté n'est pas membre de l'Union européenne mais fait partie intégrante du marché intérieur et de l'espace Schengen. Elle participe, à titre volontaire, à certains programmes européens comme celui qui vise à mieux répartir les demandeurs d'asile en Europe.

Le Brexit préoccupe également la Principauté. Dans ce cadre, Mme Frick a lancé un appel à ses interlocuteurs luxembourgeois pour que ceux-ci aident à inclure le Liechtenstein en tant que partenaire quand il s'agira de négocier les futures relations économiques avec la Grande-Bretagne.

Répercussions du futur numérique et statut de Jérusalem

Les défis et incertitudes entourant la digitalisation en Europe et au pourtour de la Méditerranée de même que le statut de la ville de Jérusalem suite à la déclaration récente du Président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël: tels étaient les sujets à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, présidée par Mme Margarida Mano, le 18 décembre 2017 à Lisbonne.

Troisième révolution industrielle

M. Luís Viegas Cardoso, conseiller numérique au sein de la Commission européenne, a présenté une analyse

critique de l'état de la situation du numérique en Europe et dans les pays du Sud: la troisième révolution industrielle comporte de grands progrès technologiques et d'intelligence artificielle, mais provoque de ce fait des problèmes de cybersécurité et des craintes quant au nombre d'emplois appelés à disparaître.

Selon l'expert, les technologies du futur vont se développer encore plus rapidement et l'avance des États-Unis et de la Chine est en augmentation constante. Parallèlement, le clivage entre les pays du Nord et ceux du Sud risque de s'aggraver.

Devant ces pronostics, des questions s'imposent quant

- au financement des infrastructures nécessaires au «Big Data» (in-

ternet rapide par la pose de fibres optiques notamment, etc.);

- à l'information des citoyens (guichets uniques);

- à une éducation intelligente des enfants et des jeunes (mise à disposition gratuite de tablettes électroniques);

- à la protection des citoyens contre les cyberattaques de tous genres

- et surtout au nombre et au genre d'emplois appelés à être supprimés.

Tous les participants étaient conscients que ce sera surtout dans le secteur des services (banques, assurances) et dans ceux de la santé et de la production (à cause de la robotique) que des emplois risqueront de

disparaître. Au contraire, les professions traditionnelles d'artisan tout comme les missions de négociateurs de toutes sortes seront irremplaçables à leur avis, et la créativité humaine devra garder le dessus.

Statut de la ville de Jérusalem

Quant au statut de la ville de Jérusalem, les contestations virulentes de la part de tous les participants originaires des pays du Maghreb comme du Proche-Orient à l'égard de ladite déclaration du Président américain et le texte trop consensuel d'une résolution proposée sur le sujet par la présidente et son équipe ont mené à la discorde totale au sein de la Commission de sorte que cette résolution est restée sans suite.



Mme Simone Beissel

Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

«Trop peu d'argent nuit au football, trop d'argent le tue»



(de gauche à droite) M. Yves Carl de l'Administration parlementaire, M. Claude Adam, Mme Martine Mergen, Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire, Mme Anne Brasseur et M. Yves Cruchten

Trop peu d'argent nuit au football, trop d'argent le tue: telle est la première phrase du rapport de Mme Anne Brasseur sur la bonne gouvernance du football. La rapportrice a souligné que le football n'appartient à personne, à aucune organisation, mais à tout le monde et que le football ne peut se soustraire au droit commun ou être considéré comme une zone de non-droit. Le rapport propose l'instauration d'un observatoire indépendant pour évaluer la

gouvernance des organismes de football, non seulement pour se conformer au droit commun, mais pour restaurer la crédibilité que le sport, les sportifs ainsi que les supporters méritent.

Le rapport adopté à une très large majorité sollicite en outre une séparation nette entre les activités commerciales et l'organisation sportive proprement dite; il préconise le respect des droits civils et politiques

fondamentaux par les pays qui accueillent les événements et la fin des «transferts forcés» de joueurs mineurs. En plus, il faut également mener une réflexion commune sur les excès financiers.

M. Yves Cruchten a mis en avant la capacité du football de réunir des personnes de différentes couches sociales, cultures, langues et croyances. Dans le monde du football cependant, le risque de corruption, de ma-

nipulation de résultats, de dopage ou de fraudes lors de l'attribution des grandes manifestations est réel. Il a plaidé pour une meilleure mise en œuvre des réformes entamées par les organes décisionnels du football et une plus grande transparence afin de rétablir la crédibilité.

Les membres de l'assemblée parlementaire ont également procédé à l'élection de plusieurs postes clés: le député italien Michele Nicoletti fut élu comme 31^e Président de l'APCE depuis 1949 et la Bosnienne Dunja Mijatović comme Commissaire aux droits de l'homme.

Dans son discours d'investiture, le nouveau président a plaidé en faveur d'une unité renforcée du Conseil de l'Europe «en tant qu'unique institution européenne rassemblant 47 États autour des valeurs des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, et la reconnaissance de la Cour européenne des droits de l'homme».

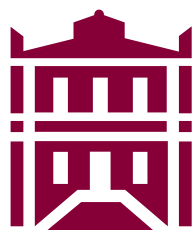
Lors d'un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères du Danemark, qui assume actuellement la présidence du Conseil des Ministres, M. Yves Cruchten a interpellé ce dernier au sujet des violations systématiques des droits de l'homme les plus élémentaires par les forces de police et les gardes-frontières, en particulier aux frontières entre la Hongrie et la Serbie et entre la Serbie et la Croatie. Le Ministre des Affaires

étrangères a indiqué qu'un rapport à ce sujet a été publié et s'est montré confiant que les recommandations de ce rapport seront respectées.

Intervenant pendant le débat sur un revenu de citoyenneté de base, Mme Martine Mergen a souligné que même si au Luxembourg, le revenu minimum garanti (RMG) est l'un des plus élevés d'Europe, ce revenu ne permet pas à tous les concernés d'accéder à un niveau de vie décent. Elle a ajouté qu'il faut avoir recours à d'autres indicateurs plus objectifs que le RMG tel que proposé par le rapport et essayer de toucher davantage de personnes.

Les principaux débats de la session d'hiver ont porté sur les conséquences humanitaires de la guerre en Ukraine, la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires, le dernier rapport de suivi sur le respect par la Bosnie-Herzégovine de ses obligations et engagements envers le Conseil de l'Europe ainsi que les «examens périodiques» de la situation en Estonie, en Grèce, en Hongrie et en Irlande.

Les Présidents de l'Arménie et de l'Autriche ainsi que le Premier Ministre et S.A.R. la Princesse Héritière de Danemark ont figuré parmi les personnalités ayant fait une allocution lors de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



NOUVELLES LOIS

Régime d'aides à la protection de l'environnement

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

L'objet principal du dispositif susmentionné est de mettre en place un nouveau régime d'aides d'État à l'investissement, en matière de protection de l'environnement. Ce régime d'aides vise à inciter les entreprises à utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle et à réduire l'empreinte environnementale liée à

leurs activités de production. Les entreprises sont ainsi incitées à contribuer à atteindre les objectifs nationaux en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, prévus dans le programme gouvernemental de 2013 et par la stratégie Europe 2020.

Ce régime remplace celui défini par la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, s'intègre dans la stratégie de diversification économique du Grand-Duché de Luxembourg et contribuera à développer son secteur des écotechnologies. Il couvre ainsi notamment le recyclage et le réemploi de déchets afin de permettre la mise en œuvre d'une politique d'économie circulaire efficace.

Le projet de loi reprend dans le fond les régimes d'aides de la loi précitée, à savoir les aides à l'in-

vestissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes, les aides à l'investissement en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'Union, les aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique, les aides aux investissements dans la cogénération à haut rendement, les aides aux investissements en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et les aides aux études environnementales.

La future loi renferme en outre de nouveaux régimes d'aides dont notamment les aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments, les aides à l'investissement en faveur de l'assainissement des sites contaminés (nouveau pour les entreprises industrielles), les aides à l'investisse-

ment en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces, les aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets et enfin les aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques.

Ces dispositions légales s'appliqueront exclusivement aux aides ayant un effet incitatif, c'est-à-dire qu'elles doivent conduire à la modification du comportement de l'entreprise bénéficiaire de manière à ce qu'elle crée des activités qu'elle n'exercerait pas sans l'aide ou qu'elle n'exercerait que d'une manière limitée ou différente.

Pour les entreprises industrielles et en comparaison à la loi du 18 février 2010 précitée, aucun taux d'aide ne baisse et le taux d'aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique augmente de dix points, régime qui compte parmi les plus importants de la loi vu son incidence directe sur la réduction



du coût de production et donc la compétitivité des entreprises.

Les anciens seuils de notification à la Commission européenne ont été augmentés et pour les nouveaux régimes d'aide, le seuil de notification est dans tous les cas relativement élevé (15-50 millions d'euros).

Les formes d'aides ont ainsi été significativement élargies vu que, selon l'ancienne loi, seule la subvention en capital ou les bonifications d'intérêts étaient d'application.

Cette future loi grèvera le budget de l'État; une fiche financière afférente était jointe au document de dépôt.

Le présent projet de loi vise à modifier les dispositions du Code du travail en matière de congés pour raisons d'ordre personnel, en matière de congé pour raisons familiales ainsi qu'en matière de congé postnatal.

En ce qui concerne les congés pour raisons d'ordre personnel, le changement majeur a trait au congé du deuxième parent en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant qui sera étendu d'actuellement deux jours à désormais dix jours. L'État financera les huit jours de congé supplémentaires par rapport aux deux jours prévus par la législation actuelle. Cette modification tient compte des discussions au niveau européen d'un nouveau projet de directive prévoyant un congé «paternel» de dix jours et elle s'inscrit dans une politique générale visant un meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

Pour ce qui est des jours de congé accordés en cas de mariage ou de déclaration de partenariat, le projet propose un certain nombre de réductions pour les personnes directement concernées et les parents de celles-ci. Ainsi en cas de mariage, le congé est réduit de six à trois jours, le congé des parents en cas de mariage d'un enfant est réduit de deux à un jour. Pour la déclaration de partenariat, le congé est réduit de six à un jour, le congé des parents en cas de déclaration de partenariat d'un enfant est supprimé.

Le projet de loi porte à cinq jours le congé en cas de décès d'un enfant mineur.

En ce qui concerne le congé accordé au salarié pour son déménagement, celui-ci sera dorénavant limité à deux jours sur une période de trois ans. Ce droit se créera individuellement auprès de chaque employeur.

Par ailleurs, le jour de congé accordé avant l'enrôlement au service militaire est abrogé.

En matière de congé postnatal, le projet propose un allongement généralisé de ce congé à douze semaines pour ne plus défavoriser les femmes accouchées qui ne souhaitent ou ne peuvent pas allaiter leur enfant. Cette durée ne sera donc plus soumise à aucune condition additionnelle particulière telle que l'allaitement ou la naissance prématurée ou multiple.

En cas d'adoption par deux conjoints d'un enfant âgé n'ayant pas atteint l'âge de douze ans

accomplis, le projet de loi prévoit également d'augmenter à douze semaines le droit au congé dit «congé d'accueil».

En ce qui concerne le congé pour raisons familiales, le projet introduit un nouveau système qui donne aux parents plus de flexibilité pour utiliser les jours de congé.

Au lieu de deux jours de congé pour raisons familiales par parent et par an, congé qui - actuellement - est perdu s'il n'est pas utilisé pendant l'année de calendrier, le projet de loi prévoit un certain nombre de jours utilisables par tranche d'âge de l'enfant dont chacune couvre plusieurs années. Ainsi, le contingent prédéfini par tranche d'âge déterminée peut être utilisé en cas de besoin à n'importe quel moment à l'intérieur de la tranche en question. Le projet prévoit un contingent de douze jours de congé par parent pour les enfants âgés entre zéro et moins de quatre ans accomplis. A partir de quatre ans accomplis et jusqu'au jour précédant le treizième anniversaire de l'enfant, chacun des parents peut bénéficier de dix-huit jours de congé pour raisons familiales pour un enfant. A partir du treizième anniversaire et jusqu'à dix-huit ans accomplis les parents pourront chacun bénéficier de cinq jours de congé pour raisons familiales en cas d'hospitalisation de l'enfant.

Ainsi la limite d'âge maximale est portée de quinze à dix-huit ans, alors que pour les enfants de treize à quinze ans le congé pour raisons familiales est dorénavant limité aux cas d'hospitalisation.

À noter que pour les enfants bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire (enfants handicapés), la durée du congé pour raisons familiales est portée au double par tranche d'âge. En cas de maladie ou de déficience d'une gravité exceptionnelle, le congé pour raisons familiales peut, sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, être prorogé jusqu'à maximum 52 semaines sur 104.

Les dispositions transitoires prévoient que les jours de congé pour raisons familiales déjà pris au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sur base des anciennes dispositions légales dans la tranche d'âge concernée sont portés en déduction du nombre maximal de jours de congé familial pouvant être attribués dans la tranche d'âge en question.

Institut grand-ducal

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

Le projet de loi sous rubrique vise à réformer le statut juridique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg (ci-après «l'Institut»), créé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du Règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg.

Contrairement aux différentes sections de l'Institut qui ont développé, au cours des années, une activité soutenue en produisant de façon régulière des communications de qualité et des publications importantes, l'Institut grand-ducal en tant que tel n'a pas exercé ses fonctions durant de longues années, ni nommé un président ou un secrétaire général. Ce n'est que récemment que l'Institut à proprement parler a été réactivé et que des assemblées générales annuelles ont à nouveau eu lieu, comme le prévoit d'ailleurs l'article 14 dudit arrêté royal grand-ducal.

Bien que le texte initial définisse toujours de manière assez adéquate l'objet et l'organisation de l'Institut et de ses sections, une adaptation législative s'impose pour que l'Institut puisse continuer à assumer sa représentation sur le plan national en faveur de l'État et de ses institutions, ainsi que, en toute modestie, sur le plan international, à l'égard d'institutions comparables.

Il se pose notamment la question du statut juridique de l'Institut. En effet, il ne relève d'aucune des formes actuelles des institutions à caractère non lucratif, ne s'agissant ni d'une association sans but lucratif (a.s.b.l.), ni d'une fon-

dation, ni encore d'un établissement public. Contrairement à une a.s.b.l., l'Institut n'est pas créé par ses membres, mais par la loi elle-même et, contrairement à une fondation, il ne repose pas sur l'affectation d'un patrimoine; enfin, contrairement à un établissement public, l'Institut, pour sauvegarder son caractère et celui de ses sections, est revêtu de l'indépendance également à l'égard de l'État.

Sur le plan international, la France aussi bien que la Belgique ont proposé des exemples édifians qu'il semble indiqué de suivre. En France, l'article 35 du titre IV de la loi de programme n°2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche dispose que «l'Institut de France ainsi que l'Académie Française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui le composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République». En Belgique, la personnalité morale des Académies royales avait été reconnue par la loi du 2 août 1924 «accordant la personnification civile» à ses «compagnies». En effet, la forme de «personne morale de droit public» est celle qui convient le mieux au caractère unique de l'Institut grand-ducal.

En raison de la nature constitutionnelle d'arrêté-loi, les auteurs du projet de loi ont préféré abroger l'arrêté de 1868 au lieu de le modifier. Il est toutefois veillé à ce que le présent projet de loi et le règlement grand-ducal suivent dans les grandes lignes le règlement de 1868 de sorte que l'Institut continuera à répondre en grande partie à la même vocation et au même objet qu'aujourd'hui.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.09.2016

Rapportrice: Mme Taina Bofferdig

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

- 26.06.2017 Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'État
- 13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
- Examen des amendements gouvernementaux
- 15.11.2017 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 06.12.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1082, page 1

Protection du patrimoine audiovisuel

7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001.

La ratification de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel (ci-après la «convention») permet d'illustrer l'intention du Luxembourg de collaborer de manière effective en matière de protection audiovisuelle et la volonté de transmettre les richesses audiovisuelles aux générations futures.

Le but de la convention est notamment d'assurer la sauvegarde du patrimoine audiovisuel européen et sa mise en valeur en tant que forme d'art et mémoire de notre passé par la collecte, la conservation et la mise à disposition, à des fins culturelles, scientifiques et de recherche, des images en mouvement, dans l'intérêt général.

Les dispositions de la convention engagent les parties signataires, entre autres, (i) à introduire une obligation de déposer les images en mouvement faisant partie de leur patrimoine audiovisuel et qui ont été produites ou coproduites sur leur territoire, ainsi que (ii) l'obligation de désigner un ou plusieurs organismes d'archives ayant pour mission d'assurer la conservation, la documentation, la restauration et la mise à disposition à des fins de consultation des images en mouvement déposées.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 03.02.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture (Président: M. André Bauler):

Réforme du congé

7060 - Projet de loi portant modification 1. du Code du travail; 2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006

portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales



10.07.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
07.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.11.2017 Loi du 1 ^{er} décembre 2017 Mémorial A: 2017, n°1027, page 1	

A3: mise à 2 x 3 voies

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer l'élargissement à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la croix de Gasperich et la frontière française. Le projet comprend non seulement le volet infrastructure,

mais aussi des mesures compensatoires environnementales et celles relevant de la mobilité durable.

Le coût total du projet s'élève à 356.000.000 €. Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.

Les travaux à financer par ce projet sont déclarés d'utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.05.2017 Rapporteur: Mme Josée Lorsché	
Travaux de la Commission du Développement durable (Présidente: Mme Josée Lorsché): 06.11.2017 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État 23.11.2017 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport	
Vote en séance publique: 14.12.2017 Loi du 17 décembre 2017 Mémorial A: 2017, n°1072, page 1	

Compte général 2016

7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

Le compte général de l'exercice 2016 se solde par un résultat négatif au budget des recettes et des dépenses, tandis que le budget pour ordre affiche un solde positif.

L'exercice 2016 dégage un résultat négatif de -1.292.620.188,92 €. En imputant ce résultat au solde cumulé des exercices clos antérieurs, le report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital, repris au bilan financier de l'État à présenter par la Trésorerie de l'État, s'établit à -2.425.896.209,48 €.

Situation globale de l'exécution du budget 2016

Le compte général de l'exercice 2016, en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, ainsi que les écarts par rapport au budget voté se présentent comme suit:

Tableau: Budget et compte général de l'exercice 2016

	Budget voté 2016	Compte général 2016	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	12.976.352.372,00	13.228.405.016,08	252.052.644,08	1,94%
- en capital	90.214.500,00	189.141.291,47	98.926.791,47	109,66%
Total recettes (1)	13.066.566.872,00	13.417.546.307,55	350.979.435,55	2,69%
Dépenses				
- courantes	12.174.626.808,00	12.131.229.582,05	-43.397.225,95	-0,36%
- en capital	1.330.180.729,00	2.578.936.914,42	1.248.756.185,42	93,88%
Total dépenses (2)	13.504.807.537,00	14.710.166.496,47	1.205.358.959,47	8,93%
Excédent de dépenses (2) - (1)	438.240.665,00	1.292.620.188,92	854.379.523,92	

Source chiffres: budget de l'État 2016, compte général 2016; tableau: Cour des comptes

Le compte général de l'exercice 2016 s'est clôturé avec un déficit de 1.292,62 millions d'euros, alors que le budget voté renseignait un dé-

ficit de 438,24 millions d'euros. Cette différence de 854,38 millions d'euros entre le compte général et le budget voté s'explique notamment par une série d'opérations exceptionnelles, à savoir:

- la comptabilisation du remboursement intégral de trois prêts bancaires, pour un montant total de 400 millions d'euros, contractés en 2006 et venus à échéance en 2016;

- des dotations supplémentaires au profit du Fonds du rail et du Fonds des routes, étant donné que le budget voté avait initialement prévu que ces deux fonds spéciaux se voient allouer respectivement 200 et 150 millions d'euros du produit d'un emprunt obligataire à émettre au cours de l'exercice 2016; or, cet emprunt n'a pas été contracté;

- une augmentation des quotes-parts du Luxembourg dans le capital du Fonds monétaire international (FMI), à hauteur de 285 millions d'euros, au titre de la 14^e révision des quotes-parts du FMI.

Les recettes totales effectivement encaissées en 2016 dépassent de 2,69% le montant prévu au

23.10.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du rapport général de la Cour des comptes
04.12.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 14.12.2017 Loi du 15 décembre 2017 Mémorial A: 2017, n°1088, page 1	

Budget 2018

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

Le budget de l'État pour l'exercice 2018 est arrêté:

- en recettes à la somme de 14.064.546.242 € soit:

recettes courantes: 13.981.052.042 €

recettes en capital: 83.494.200 €

- en dépenses à la somme de 15.029.797.945 € soit:

dépenses courantes: 13.394.509.690 €

dépenses en capital: 1.635.288.255 €

L'article 3 vise à permettre aux contribuables résidents mariés de choisir, pour une année d'imposition donnée, un des trois modes d'im-

position qui leur peuvent être appliqués à partir de l'année d'imposition 2018 (imposition collective, imposition individuelle pure, imposition individuelle avec réallocation) en pleine connaissance de cause.

Le même article introduit une incitation fiscale à la mobilité durable au bénéfice des entreprises. Cette incitation consiste à intégrer une catégorie spécifique de voitures automobiles à personnes, à savoir à zéro émissions, dans le périmètre des biens éligibles à la bonification d'impôt pour investissement.

L'article 10 du projet de loi s'inscrit dans la continuité de la poursuite des objectifs à la base de la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs. Celle-ci a pour vocation de contribuer à l'augmentation de l'offre de terrains à bâtir et d'habitations en assouplissant la fiscalité en matière de réalisation de terrains et d'immeubles bâtis. Si les mesures d'assouplissement de l'impôt sur le revenu dans ce domaine sont nécessairement limitées dans le temps, le Gouvernement entend prolonger cette mesure d'une durée additionnelle d'un an (extension de la date butoir au 31 décembre 2018).

L'article 55 modifie la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse afin de procéder à un changement de barème du chèque-service accueil. Ce barème aura pour caractéristique de tenir compte à la fois de la taille du groupe familial et de la situation de l'enfant dans ce groupe. Les dispositions de l'article 55 sont entrées en vigueur le 2 octobre 2017.

Budget pluriannuel 2017-2021

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encadrement législatif dans le domaine des finances publiques. Elles ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'Administration publique: État, administrations locales et administrations de sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'insèrent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

La loi de programmation pluriannuelle a pour mission principale d'arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'Administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Elle a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

La programmation financière couvre une période mobile de cinq ans comprenant l'année en cours et les quatre années suivantes, donc la période 2017 à 2021 pour le présent projet de loi.

Les amendements gouvernementaux 1 à 3 ont adapté les tableaux des articles 2, 3, et 5 du projet de loi en vue de tenir compte des modifications de certains projets de loi déjà déposés à la Chambre des Députés, ainsi que de certaines décisions du Gouvernement en conseil ayant un impact budgétaire.

Il s'agit ainsi plus particulièrement de:

a) la décision de ne plus prendre en compte les allocations familiales lors de la détermination du revenu du ménage pour l'octroi d'une allocation de vie chère;

b) la modification du projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale (...);

c) la modification du projet de loi portant 1. modification du Code du travail; 2. abrogation des articles 13 à 18 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

d) l'inscription d'une dotation au profit du Centre pour l'égalité de traitement (CET) à la section 00.1 - Chambre des Députés du Ministère d'État au profit du Centre pour l'égalité de traitement suite au vote du projet de loi 7102

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017 Rapporteur: Mme Diane Adehm	
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Diane Adehm): 05.10.2017 Présentation par M. le Ministre des Finances	



rattachant le CET à la Chambre des Députés à partir du 1^{er} janvier 2018;

e) la décision de modifier la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d’ajustement vers l’objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2017 à 2021:

En % du PIB	2017	2018	2019	2020	2021
- administration centrale	-1,6%	-1,6%	-1,4%	-0,6%	-0,2%
- administrations locales	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
- sécurité sociale	1,9%	1,7%	1,7%	1,6%	1,4%
- administrations publiques:					
solde nominal	0,6%	0,5%	0,6%	1,3%	1,6%
solde structurel	0,6%	0,1%	-0,1%	1,0%	2,0%

Dépôt des projets de loi 7200 et 7201 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.10.2017

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 01.09.2017 Désignation d’un rapporteur
- 11.10.2017 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l’Inspection générale des finances (IGF) et des représentants du Trésor
Présentation du budget du département «Finances»
- 12.10.2017 Échange de vues avec des représentants de l’Administration de l’enregistrement et des domaines
Échange de vues avec des représentants de l’Administration des douanes et accises
- 13.10.2017 Échange de vues avec des représentants de l’Administration des contributions directes
- 17.10.2017 Échange de vues avec des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)
- 24.10.2017 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
- 06.11.2017 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et M. le Directeur de l’Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)
- 09.11.2017 Échange de vues avec le Ministre de l’Intérieur
- 17.11.2017 Présentation de l’évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)
- 21.11.2017 Présentation de l’avis de la Cour des comptes
- 24.11.2017 Présentation des amendements gouvernementaux
- 01.12.2017 Présentation de l’avis de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)
Examen des avis du Conseil d’État
- 05.12.2017 Examen des avis des chambres professionnelles
- 07.12.2017 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

- 08.11.2017 Présentation et examen du projet de budget du Ministère d’État concernant la Commission

Travaux de la Commission de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l’Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

- 16.10.2017 Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

- 06.11.2017 Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire
Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et M. le Directeur de l’Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

- 24.10.2017 Analyse des volets concernant la politique du logement

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l’Immigration

(Président: M. Marc Angel):

- 06.11.2017 Échange de vues sur le volet «Coopération et action humanitaire»
- 20.11.2017 Examen du volet concernant le département «Affaires étrangères et européennes»
Examen du volet concernant le département «Immigration»

Travaux de la Commission de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 25.10.2017 Examen des volets budgétaires «Éducation nationale, Enfance et Jeunesse»

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

- 09.11.2017 Échange de vues avec le Ministre de l’Intérieur

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

- 07.11.2017 Examen du volet budgétaire «Culture»

Travaux de la Commission de l’Environnement

(Président: M. Henri Kox):

- 08.11.2017 Présentation du budget du Ministère de l’Environnement

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

- 16.11.2017 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

- 15.11.2017 Présentation du volet «Justice»

Vote du projet de loi 7200 en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1097, page 1

Vote du projet de loi 7201 en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1099, page 1

Tramway: prolongement I

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d’Or

Le projet de loi autorise le Gouvernement à réaliser le prolongement de la ligne de tramway entre la Gare centrale et la station Cloche d’Or à Luxembourg-ville qui comprend les travaux nécessaires à la construction des infrastructures de la ligne à proprement parler, les mesures

compensatoires, l’acquisition des rames de tramway et les études y relatives.

Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 114.900.000 € (hors TVA). Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l’indice des prix de la construction en question. Les dépenses sont imputées à charge des crédits du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Les travaux relatifs à la construction de la ligne de tram sont déclarés d’utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- 30.11.2017 Désignation d’un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l’avis du Conseil d’État
- 07.12.2017 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1076, page 1

Tramway: prolongement II

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre de Circuit de la Foire internationale et l’aéroport du Findel

Le projet de loi autorise le Gouvernement à réaliser le prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale à Luxembourg-ville et l’aéroport du Findel à Niederanven. Le financement comprend les travaux nécessaires à la construction des infrastructures de la ligne à proprement

parler ainsi que des infrastructures connexes, l’acquisition des rames de tramway, les mesures compensatoires et les études y relatives.

Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 99.100.000 € (hors TVA). Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l’indice des prix de la construction en question. Les dépenses sont imputées à charge des crédits du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Les travaux relatifs à la construction de la ligne de tram sont déclarés d’utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

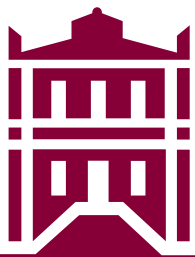
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- 30.11.2017 Désignation d’un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l’avis du Conseil d’État
- 07.12.2017 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1077, page 1



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:
 - 1° le Code de la sécurité sociale;
 - 2° le Code du travail;
 - 3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
 - 4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
 - 5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - 6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
 - 7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
 - 8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;
 - 9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - 10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
 - 11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - 12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
 - 13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;
 - 14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
 - 15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
 - 16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;
 - 17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
 - 18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;
 - 19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;
 - 20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;
 - 21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;
 - 22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)et
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen et M. Marc Spautz)

- Parole après ministre: M. Gilles Roth, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Pierre Gramegna
3. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016
 - Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri (intervention de M. Alex Bodry), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Haagen), M. Claude Wiseler (intervention de M. Alex Bodry)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 5. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)
et
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7200 et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7201 et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. David Wagner, Mme Viviane Loschetter
 6. Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Henri Kox
 7. 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
 - Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)
 8. 7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal
 - Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler
 - Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert), M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 9. 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Setzung op a ginn dovun aus, dass déi Matdeelung, déi vun der Regierung de Moie gemaach gött, vum Här Finanzminister kënnt an dass der-niewent keng Matdeelung virgesinn ass.

Ech géif duerfir och direkt d'Wuert un de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, weiderginn, fir zu de Budgetsdebatten an den Debatten iwwert d'pluriannuel Finanzplanung Stellung ze huelen. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

- 1° le Code de la sécurité sociale;
- 2° le Code du travail;
- 3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- 4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- 6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
- 7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Prise de position du Gouvernement

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kollegen aus der Regierung, ech wäert elo a siwe Punkten op d'Debatte reagieren, déi mer geschter haten.

Dat Alleréisch, wat ech wëll ënnersträichen, ass, dass d'Finanzsituatioun, d'Budgeten, déi mer elo stëmme fir 2018, an de Pluriannuel souwéi d'Exekutioun vum Budget 2017 am Fong geholl weisen, dass d'Situatioun besser ass wéi dat, wat mer nach virun engem Joer geduecht hunn. Ech hunn dat och a menger Ried ënnerstrach. Dat ass vläicht herno an den Debatten net genuch erauskomm, well et och relativ rezent Norichte sinn. Mä ech kann hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Exekutioun vum Budget vun 2017 haut scho vill besser ausgesäit wéi viru sechs Méint a souguer nach besser wéi au moment, wou mer de Budget fir 2018 deposéiert hunn, soudass den Defizit am Zentralstat wäert ënner 500 Milliounen leien.

Dat wäert och natierlech e positiven Impakt hunn op d'Exekutioun vum Budget vun 2018. Wann een dann elo deen Defizit fir 2017 vun enge 500 Milliounen en perspective setzt mat der Perte vum Commerce électronique vun enger Milliard, da muss ee jo scho soen, dass mer gutt geschafft hunn.

Ech hat och geschter a menger Ried iwwerhaapt net méi vun deem Thema vum Commerce électronique geschwat, well ech mer geduecht hunn, d'Thema ass bekannt an ech widderhuelen dat net alles nach eng Kéier. Mä vu dass och d'Opposition, an haaptsächlech d'CSV, sech immens Méi ginn huet, fir dorüwer ze schwätzen, wëll ech awer do reagieren. Fir d'Eischt emol fir ze soen, dass d'Pa-



rallé, déi gemaach ginn ass tëscht dem Ewechfale vun de Recetten an der TVA électronique op där enger Säit an dem Tanktourismus, nun einfach guer net stëmmt!

De groussen Ënnerscheid bei der TVA électronique war, dass mer do woussten, dass et eng Guillotine gëtt. An déi Guillotine, dat war d'Joer 2015. An déi Guillotine war säit 2007 bekannt. Do hat een also aacht Joer, fir sech drop virzubereeden. An et ass net gemaach ginn.

Beim Tanktourismus wësse mer, dass deen amgaangen ass ze schmëlzen. An ech kann lech confirméieren, dass dee weider schmëlzt. De richtigen, echten Tanktourismus, dat heescht, déi Leit, déi eng extra Streck fueren, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen - dat ass jo den Tanktourismus -, ass e relativ klengen Deel haut vun all dem Bensinn, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt. Well een, deen natierlech duerch eist Land firt, well e vun Norden an de Süde geet oder vum Westen an den Osten, dat ass keen Tanktourismus. Déi bleiwen enzwousch stoen. Dofir ass dee Verglach net richtig.

An da gëtt all Kéiers vun der CSV erëm ënnerstrach, dass si déi eenzeg Partei waren, déi ugemellt haten, dass ee misst mat der TVA an d'Luucht goen. An da si se och nach extra stolz drop, dass se déi Eenzeg sinn, déi dat gemellt haten.

Ech weess, firwat Dir déi Eenzeg sidd, déi dat scho versprach haten: Dir wusst, wéi grav d'Situatioun wier, wéi schlecht eis Finanzlag war,...

(Brouhaha général)

...an dofir hutt Dir dat versprach!

(Interruptions diverses)

Jo, et ass esou! Esou ass et! Esou ass et!

(Interruptions diverses)

Esou ass et!

An Dir hutt et dunn och net brauchen ze maachen, déi Augmentatioun vun der TVA. Dir hutt där nächster Regierung dat iwwerlooss. An dunn hat Der Pech oder Chance, Dir hutt et net selwer brauchen ze maachen, well mir hunn et misse maachen.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Dofir sidd Der gewielt ginn.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mä wat mech gëschter awer..., soss hätt ech déi ganz Saach guer net opgerullt, wat ech awer wierklech als eng Provokatioun empfonnt hunn, als eng richtig Provokatioun empfonnt hunn, dat ass, dass gesot ginn ass, dës Regierung hätt jo mat der TVA électronique genau datselwecht gemaach wéi déi viereg, well mir jo déi Recettë vun der TVA électronique net an de Fonds souverain gesat hätten. Mir hätten also sollen Honnerte Milliounen och nach direkt an de Fonds souverain setzen.

Majo, wéi hätte mer dat da kënne maachen, mat där Lag, déi mir fonnt hunn, wéi mer komm sinn? Wou e Risk bestanen huet, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance net géifen anhalen? A fir dann ze soen: „Dës Regierung mécht datselwecht wéi déi viereg“, dat ass eng richtig Provokatioun.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dofir war d'Diskussioun dëst Joer, wéi esou oft a wéi all Kéiers, leider, fannen ech, ze vill schwaarz a wäiss, ze vill provokatoresch an net genuch konstruktiv.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir waart awer deen, deen der vieregter Regierung et reprochéiert huet, et net gemaach ze hunn. An Dir maacht et genau d'selwecht.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech fannen et ganz normal, dass d'Oppositioun géint de Budget stëmmt. Dat läit an der Natur vun der Saach. Wat net onbedéngt an der Natur vun der Saach ass, dat ass, dass een...

(Interruption)

Dat ass, dass een alles schwaarzmoolt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, wann ech gelift! Wann ech gelift, Kollegeen!

(Interruptions)

Am Moment huet just den Här Gramegna d'Wuert a wann Der d'Wuert wëllt huelen, da mellst Der lech, wann ech gelift!

Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D'Oppositioun...

(Interruption)

D'Oppositioun riet alles schlecht a versicht, bei alles Panik ze provozéieren.

Dat ass net gutt. Mä dat wonnert mech net. Et wonnert mech awer vun där Partei, déi siwe Legislaturen de Finanzminister gestallt huet. Si kéint e bësse méi Nuance an d'Diskussioun bréngen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mäin zweete Punkt ass iwwert den Zukunftspak. Den Zukunftspak, an dat ass och gesot gi vum Här Bodry, ganz kloer, an ech si frou, dass en dat ënnerstrach huet, deen Zukunftspak war inevitabel. Mir hu jo misse eppes maachen. A mir hunn et gemaach. Mir hunn et och an enger grousser Transparenz gemaach. Nach ni, menges Wëssens, huet eng Regierung Honnerte Mesuren esou un den Dag geluecht an dat Joer fir Joer akribesch suivéiert a Rapporten driwwer gemaach.

Mir maache keng Rapporten iwwert dem Zukunftspak seng Exekutioun, fir der CSV an der Oppositioun Freed ze maachen; mir maachen dat, well mir eis Saache seriö maachen an ëmsetzen an dofir hale mer akribesch Nott, wéi dee Pak ëmgosat gëtt.

Et ass richtig, dass net alles gemaach ginn ass. Dat ass richtig! Mä de Gros ass gemaach ginn! An dat gesäit een all Joers, wa mer d'Exekutioun vun de Mesurë publizéieren.

Eng wichteg Measure vum Zukunftspak gëtt et haut net méi. Dat ass den Impôt d'équilibre budgétaire provisoire. Deen hu mer agefouert, deen huet zwee Joer laang gedéngt an dunn ass deen ausgeblent ginn. Dat war vun Ufank u virgesinn, dass dee sollt provisoire sinn. An ech ënnersträichen, dass déi speziell Steuer de Salaire minimum exonériert huet. Déi Steuer ass also nëmme bezuelt gi vun deene Leit, déi méi hu wéi de Salaire minimum.

Den Zukunftspak huet och säin Zil erreecht, well 2015 hate mer en Defizit vu ronn 200 Milliounen am 2008! An 2016 am 2009! Engem Defizit vu 600 just ronn 200. D'CSV huet géint den Zukunftspak gestëmmt, well e soi-disant net géif duergoen. Haut wësse mer, dass en duergaangen ass!

Mä wann d'CSV weider seet, sous-entendu, och an den Diskussiounen, déi mer gëschter haten, dass mer nach méi misste spueren, dass mer nach méi Marge de manoeuvre bräichten, da ginn ech dovunner aus, dass d'CSV fir d'nächst Joer an hirem Programm wäert e Spuerpak vu senger eegener Zort baken.

Mäin drëtten Punkt ass d'Reforme fiscale.

(Interruption)

Vun der Réforme fiscale huet den Här Bodry gesot, dass dat dee gréissten Exploit wier vun dëser Regierung. Ech fannen, dass mer an deem Dossier effektiv och als Regierung gutt mam Parlament, an haaptsächlech mat den dräi Parteien, geschafft hunn. An dofir hu mer och, fannen ech, eng ganz equilibréiert Réforme fiscale gemaach.

An déi vun lech, déi scho méi laang derbäi sinn, wëssen, wivill Aarbecht et ass, eng Réforme fiscale ze maachen a wéi schweier dass dat ass.

Den Här Berger an den Här Bodry hunn och Calcul gemaach, wat dat de Leit bruecht huet. Den Här Bodry huet vu ronn 1.000 Euro geschwat, den Här Berger vu souguer méi wéi 3.000 Euro. Dat muss een natierlech kucken...

(Interruption)

Jo. Wat gelift?

► **M. Eugène Berger (DP).**- 3.600 Euro am Joer.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Am Joer. An do sinn och eng ganz Rëtsch Abattementer an Neiegekeete mat dran. Mä bref, et ass eng spierbar Erliichterung gewiescht, déi och haaptsächlech fir déi kleng a mëttel Akommesse kloer konnt gesi ginn.

De groussen Ënnerscheid an der Manéier, wéi de Budget 2017 an 2018 gemaach gi si vun dëser Regierung par rapport zu deem, wat d'CSV preconiséiert, ass justement dës Steuerreform. Do ginn d'Gemiddler ausserneen an d'Reflexiounen ausserneen. Dir fannt, dass dat net gutt ass. Dir fannt haaptsächlech, dass et ze deier ass an dass et net am richtige Moment kënnt.

Fir d'Éischt emol wëll ech ënnersträichen: Dir sot, dass et ze deier ass, an ech wëll lech do op eng Kontradiktioun hiweisen. An zwar: Dës Steuerreform kascht à partir vum nächste Joer ongeféier 0,8% vun eise Rächttum. 0,8%!

Wann ech déi dräi...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat sot Dir! Dat seet d'Banque centrale awer net. Déi seet eppes ganz, ganz aneres.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Mä d'Joer 2017 beweist jo schon, dass mir méi richtigleie wéi dat, wat d'Banque centrale preconiséiert huet.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- D'Joer 2017 beweist iwwerhaapt näischt, well Der d'Avancen net ugepasst hutt, well Der Arrièreën anescht gemaach hutt...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wann ech gelift! Wann Der keng Argumenter méi hutt, da contestéiert Der d'Zifferen. Dat ass ëmmer esou.

Ech weess dat!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Neen, neen, neen! Oh la la! Wann Dir géift Är Zifferen esou adaptéieren, wéi et misst sinn, da bräichten déi och net contestéiert ze ginn.

(Brouhaha général)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech sinn nach net fäerdeg. Ech sinn nach net fäerdeg!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et ass zwar typesch.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Loost mech emol meng Demonstratioun hei maachen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Finanzminister,...

► **Une voix.**- Loost den Här Minister schwätzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... den Här Roth huet eng Fro. Sidd Der domat d'accord, dass e se stellt?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hunn eng Fro.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Neen. Ech sinn nämlech nach net mat mengem Rasonnement fäerdeg.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wann e mäi Rasonnement héieren huet, da kann e seng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

(Interruptions)

Dat ass eng gutt Propos. Mir loosse den Här Minister säi Rasonnement fäerdeg maachen an da kritt Dir d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dëst Joer kascht d'Reforme fiscale 0,5% vum PIB an d'nächst Joer 0,8%. Elo soen ech lech emol, wivill d'Steiererliichterung vun der CSV an de vergaangene Jore kascht huet: am Joer 2001 1%, am Joer 2002 2,1% vun eise Rächttum an am Joer 2009 1,9% vun eise Rächttum!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Dat huet all Kéiers d'DP matgestëmmt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, jo. Dat ass jo elo net de Punkt. De Punkt ass,...

(Interruptions)

...den Total vun dësen dräi Steuererliichterungen ass 5% vun eise Rächttum an der leschter Decennie. An da kommt Dir an Dir sot, dass déi Steuererliichterung, déi mir hei dëst Joer gestëmmt hunn oder d'lescht Joer gestëmmt hunn an déi dëst Joer a Kraaft getrueden ass an déi 0,8% wäert ausmaachen, dass déi ze héich wier!

Déi zweet Kontradiktioun bei der Steuerreform, déi mer vum éischten Dag un opgefall ass an déi net genuch ënnerstrach gëtt: Dir sot, dass déi Steuerreform ze wäit gaangen ass, an Dir sot am selwechten Otemzuch, dass fir d'Entreprises hätt misse méi gemaach ginn. Ma dann hätt se jo nach méi kascht!

A firwat hätt een dann onbedéngt fir d'Entrepris misse méi maachen, wann ee weess,...

(Interruption)

...wann ee weess, dass beim Zukunftspak d'Personne-physiquen zu zwee Drëtter oder dräi Véierel déi Mesurë gedroen hunn? D'Entreprises hu mer grosso modo aus dem Zukunftspak erausgelooss! An dofir war et och normal, dass, wa mer eng Steuererliichterung maachen, déi haaptsächlech de Personne-physique profitéiert.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Den drëtten Punkt oder déi drëtt Kontradiktioun..., oder ech soen nach fir d'Éischt eng aner Saach. Déi Steuerreform gëtt international begréisst. Den FMI, d'OCDE an d'Kommissioun, ech hunn et och gëschter zi-

tiert, soen ausdrécklech: „Dir hutt am richtige Moment Steuererliichterunge gemaach. An Dir hutt et gemaach, well Är Finanzsituatioun dat hiergëtt.“ Exactement dat, wat d'Regierung seet!

Drëtten Punkt, dat sinn d'Propositionen, déi den Här Roth gëschter hei gemaach huet. Ech ginn net duerch den Detail vun deenen. Ech wëll just soen, dass eng éischt Héichrechnung, déi mer elo ganz séier gemaach hunn, weist, dass de Cumul vun all deene Mesuren op d'mannst 150 Milliounen Euro wäert kaschten. An ze soen, dass dat géif kompenséiert ginn duerch d'Stock-Options, déi géife geännert ginn, ass jo net ganz richtig, well wann den Dechet 150 bis 180 Milliounen ass, a vu dass d'nächst Joer d'Besteuerung jo verduebelt gëtt, ass den Déchet maximal 80 oder 90. Mä dat wäerte mer jo da gesinn, wa mer d'Zifferen d'nächst Joer hunn.

Mä et ass e Fait, dass Är Propositionen, Här Roth, en Déchet fiscal wäerte mat sech bréngen, deen da muss op eng Aart a Weis kompenséiert ginn.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Fir déi Déck hutt Der eppes iwwer an de Mindestlounbezieier muss um Dréchene sëtze bleiwen.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Interruptions)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dir hutt 15 Joer nogekuckt an elo kommt Der als wäisse Ritter ugerannt!

(Hilarité)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech wëll elo...

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Do ass den neie Sozialist bei der CSV!

(Interruptions diverses)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Mosar, hutt Dir näischt dozou ze soen?

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Kommt bei eis, Här Roth!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, ech mengen, et steet elo 1:1.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Zu de Leit mat klenger Revenuen. Déi Steuerreform, déi mer gemaach hunn, ech soen dat all Kéiers erëm, dat ass déi gerechtst, déi jee gemaach ginn ass.

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech stinn dozou.

De Crédit d'impôt...

(Brouhaha)

De Crédit d'impôt salarial...

(Brouhaha)

...ass eng sozial Measure, déi deene Revenuen, déi méi kleng sinn, entgéintkënn. Mir hunn do en Instrument geschaaft, wat all Mënsch wäert frou sinn, muer kënne ze gebrauchen, well da kann een nämlech eng Steuerpolitik maachen, déi cibléiert ass.

De Crédit d'impôt salarial huet bestanen. Mä d'ganz Welt huet e kritt! Dat heescht, déi Spëtzeverdénger, déi hunn de Crédit d'impôt salarial an der Vergaangenheet kritt! Dat muss ee sech emol virstellen!

► **Une voix.**- Ah jo!

(Interruption)

► **Une autre voix.**- Här Roth!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. An dat hu mer geännert. An dat ass eng selektiv Manéier, eng Steuerreform ze maachen.

Dat, wat den Här Roth gëschter proposéiert huet, wat en och schon d'lescht Joer proposéiert huet, a wou ech schon d'leschte Kéier gesot hunn, dass ech do net d'accord sinn an dat net wäert maachen, dat ass, de Plancher, de Seuil, vun deem un ee Steiere bezilt, vun 11.265 op 12.000 Euro eropzesetzen. Dat ass eng net selektiv Politik, déi mat sech bréngt, dass een zwar effektiv op 735 Euro muer Steiere bezilt, mä dat zitt sech duerch dee ganze Barème. An dofir kascht déi Measure och ganz deier!

► **Une voix.**- Hutt Der net nogelauschtert?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Dofir hu mer jo proposéiert, dass d'Spëtzezeiersatz sollten éischter gräifen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, jo. Ech hunn dat gutt verstanen. Mä dat ass eben net déi Manéier, wéi mir



d’Steierreform gemaach hunn. Dir setzt ënnen...

(Brouhaha)

...de Seuil erop an da gitt Der uewen de Spëtzeistersaz méi héich maachen. Dat ass net kohärent!

Et muss een also fir dat, wat Dir proposéiert... Wat Dir macht, bréngt mat sech, dass ee muss direkt e Mécanisme correcteur aféieren. Dat brauche mir mam Crédit d’impôt salarial net! Dofir ass dat vill besser!

(Brouhaha)

Zweetens, de Spëtzeistersaz...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wien huet dann de Spëtzeistersaz zu Lëtzebuerg op 38% erofbruecht?

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wien huet dat gemaach?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Eng Koalitioun mat der DP!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo!

(Interruption)

A wie war Finanzminister an där Zäit? Net d’DP!

(Brouhaha)

Also ass et och net kohärent, fir elo hinzegoen an ze soen: Dee Spëtzeistersaz, deem dës Regierung an d’Luucht gesat huet,...

(Interruption)

...deem dës Regierung an d’Luucht gesat huet, eis bal de Reproche ze maachen, dass mir deem net genuch an d’Luucht gesat hunn. Dir wëllt dee méi héich setze wéi dat, wat Dir gemaach hutt, wéi Der um Rudder waart.

Dat ass net kohärent!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir wëllen en net méi héich setzen, mir wëllen en éischter gräife loosser. Just fir kloer ze sinn.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Gramegna, mir wollten evitéieren, dass e Stot mat 500.000 Euro Joresakommes, versteierbart Joresakommes, mat Ärer Steierreform nach mat 1.500 Euro géif iwwert den Tariff entlaascht ginn. Dat fanne mir net sozial gerecht.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also, wann ech dat gemaach hätt, wat Dir proposéiert, de Seuil eropzesetzen, ma, dann hätten déi vill méi kritt!

► **Plusieurs voix.**- Neen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Vill méi hätte se kritt!

(Brouhaha)

Majo sécher!

An dann en anere Punkt, dee mech awer och immens iwwerrascht huet, dat ass, dass d’CSV sech elo visiblement vun där gemeinsamer Linn ewechbeweeget, vun där ech geduecht hat, dass mer se hei am Land hätte bei der Situation vun de Wittfraen oder Wittmänner, déi da vun der Steierklass 2 no dräi Joer an d’Steierklass 1A falen. Do hutt Der jo gëschter proposéiert, dass een dat misst reconsideréieren. Woubäi, wéi mer déi Diskussioun hei am Parlament haten op Basis vun där Petitioun, déi stattfonnt hat,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ...hate ganz weeneg...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, loosst mech fäerdeg schwätzen!

(Brouhaha)

Neen, neen, neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wéi déi Diskussioun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kommt, mir loosser den Här Minister seng Räsonnementer fäerdeg maachen! A wann duerno eng Fro ze stellen ass, da ganz gär.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Well d’Diskussioun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Minister huet d’Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt de Minister just froen, ob hie wéisst, wien...

► **Plusieurs voix.**- Neen!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt just froen, ob de Minister wéisst,...

(Brouhaha)

...wien déi Bestëmmung agefouert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also...

(Brouhaha général)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wien hat dann déi Bestëmmung agefouert?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Gibéryen, Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, Här President, Dir hutt recht...

Ech wollt just froen, wien dat agefouert hat.

(Brouhaha)

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Dir musst elo de Mikro ausmaachen.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also, dee Passage...

(Brouhaha)

D’Gesetzgebung war...

► **Une voix.**- Ech mengen, et war d’CSV.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D’Gesetzgebung war esou, dass et an der Vergaangenheet en Delai vu fënnef Joer war, wou een nach konnt an der Steierklass 2 bleiwen. Deen Delai ass dunno op dräi erofgesat ginn. An et war an der Diskussioun am Kontext, wéi gesot, vun där Petitioun ganz kloer erauskomm, dass d’Partei geife fannen, net alleguerten, mä ech hat awer och verstanen, dass d’CSV géif fannen, dass een op deem Punkt net sollt bougéieren. Firwat? Well et eng Mesure ass, déi immens deier kascht. An zweetens gëtt et dat praktesch a kengem Land.

Ech hu mer deemools fir déi Diskussioun ugekuckt, wéi dat an deenen anere Länner ass. Majo, wann een do net méi bestuet ass, da geet een direkt an déi aner Klass. A bei eis geet een och net an d’Klass 1, mä et geet een an d’Klass 1A, wat oft méi favorabel ass.

Elo kréie mer da presentéiert, do misst elo eppes d’urgence gemaach ginn, dass dat erëm vun dräi op fënnef Joer soll zrëckgoen. Dat heescht, en Aller-retour maachen. Ech fannen net, dass dat ganz kredibel ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D’lerfschaftssteiere sinn och zitéiert ginn. Ech fannen dat e wichtegt Thema an ech fannen och, dass ee misst déi Tariffer, déi Tabell iwwerschaffen. Ech hoffen, dass mer an deenen nächste Joren d’Geleeënheet kréien, dat an engem gewëssene Konsens ze maachen, well dat ass utile.

Dës Regierung huet awer grad an dësem Budget, et ass och net vill beschwat ginn oder diskutéiert ginn, virgeschloen, dass an enger Saach d’Besteuerung bei de bestuete Koppele soll geännert ginn. Et ass esou, dass et en ligne directe keng Steiere ginn, dass awer bei bestuete Koppelen, déi keng Kanner hunn, dann, wann d’lerfschaft vun deem engen op deem anere Partner geet, do nach eng Steier drop war. An dat war en fait eng Bestrafung vun deene Koppelen, déi keng Kanner haten, par rapport zu deene Koppelen, déi Kanner haten. An déi Diskriminatioun huet dës Regierung elo mat dësem Gesetz ofgeschaft.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mä véierte Punkt ass den Invest. Ee ganz wichtige Sujet. Et ass och vill driwwer geschwat ginn. Jo, eisen Invest ass ganz héich. En ass méi héich wéi dat, wat mer 2013 fonnt hu vun der viregter Regierung. A mir hunn en Zeeche gesat, andeem mer vun Ufank u gesot hunn: „Mir wäerten déi Investissementer héich halen!“

Mir hätten eis d’Liewe méi einfach kënne maachen, andeem mer vun Ufank u gesot hätten: „Mir versichen, déi verzwickte Lag vun eise Statsfinanzen ze sanéieren, andeem mer manner investéieren.“ An ech hätt lech kënne Zifferen bréngen a soen: „Elo investéiere mir nach liicht méi wéi Däitschland a mir investéiere 700 Milliounen manner.“ Dat hu mer net gemaach. Mir wollten net zulaaschten, op d’Käschte vun den nächste Generatiounen spueren. Dofir den Zukunftspak. Dat war par rapport zu der Popularitéit dobaussen net déi einfachst Léisung.

Ech héiere vum Här Wiseler, deem eis seet, wat den Invest ubelaangt: „Wann een de Programme pluriannuel analyséiert, do gesäit een, dass nach ganz vill ze maachen ass. A souguer nach vläicht méi ze maachen ass wéi dat, wat am Pluriannuel steet.“ Mag sinn! Mä wann dat wouer ass, da muss ee mer erklären, wéi en dat wëllt finanzéieren. An déi Explikatioun hu mer net kritt.

Ech hunn awer och vum Här Spautz héieren, dee gesot huet, eis Investissementer wäeren

esou héich, dass se net méi kéinten exekutéiert ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat stëmmt net!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dach!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech hunn lech d’Fro gestallt, wéi vill vun deenen 2,3 Milliarde realistesche kënne verschafft ginn.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Do gëtt et Statistiken an déi si vu Joer zu Joer verschidden. An dat hänkt natierlech dovunner of, wéi séier een déi Aarbechte kann exekutéieren. An d’lescht Joer ware mer op 2 Milliarde par rapport zu 2,25 Milliarde. Et ass also 10%... Enfin, dëst Joer ass dat 10% manner. Dat war dat Joer virdru liicht besser. Mir wëssen, dass dat ëmmer esou ass. An da gëtt et Domänen - den Här Wiseler huet et jo selwer ënnerstrach - wéi zum Beispill d’Eisebunn, wou méi investéiert ginn ass, well do d’Aarbechten amgaange sinn.

Soit. Mä de Paradox läit hei: Et kann een net op där enger Säit fuerderen, dass nach méi misst gespuert ginn, dass also de Solde budgétaire nach besser sollt sinn, an an engems fuerderen, et soll een d’Investissementer nach méi héich schrauwen, an net soen, wéi een déi Equatioun wëllt léisen.

Elo kommen ech op de Pluriannuel, deem och vill diskutéiert ginn ass. Ech wëll emol fir d’Eischt an de Kontext setzen, dass en fait dës Regierung déi éischt war, déi mat där ganzer Problematik vum Pluriannuel konfrontéiert ginn ass, well dat d’Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven an europäeschen Traitéen ass. Vu dass ech deem éischte Finanzminister sinn, dee sech mat där Saach beschäftegt huet, kann ech lech soen, dass dat e ganz groussen Impakt huet op d’Aart a Weis, wéi een de Budget opstellt.

An der Vergaangenheet konnt een, ech huelen zum Beispill d’Steierreform, do hätt ee fir d’Steierreform just brauchen ze soen: „Déi kascht am Joer 2017 350 Milliounen“, an dat ass et. Da brauch ee sech keng Suergen ze maachen, wat ee fir déi aner Joren do dräischreift. Et ass also en Exercice, dee ganz wichtig ass an dee mer och guer net op d’licht Schëller huelen.

Zu Lëtzebuerg huele mer deem d’autant manner op d’licht Schëller, well mir eent vun deenen eenzege Länner sinn, wou fir de Budget pluriannuel e Gesetz gemaach gëtt, wat ofgestëmmt gëtt. An deene meeschte Länner ass de Pluriannuel eng Diskussioun ouni Gesetz. An ech wëll, dass mer dat emol an de Kontext setzen, fir ze realiséieren, dass dat, wat mir hei maachen, scho relativ wäit geet.

Ech si mat lech d’accord, et sinn der e puer, déi gesot hunn, dass een dat nach kéint verbesseren. Jo, alles ass méiglech. Ech sinn och der Meinung, dass een Dialog soll mam Parlament gemaach ginn, wéi ee kéint déi gréisser Blocke reperéieren, individualiséieren, well do geet zwar Informatioun verluer op där enger Säit, mä et kritt een eng besser Iwwersiicht. Deen Échange de vues solle mer ganz bestëmmt matenee maachen.

Mäi sechste Punkt ass d’Schold. Dës Regierung huet ni gesot - ni gesot -, se géif manner Schold maachen, gesamt gekuckt. Dat heescht, dass den Total vun der Schold misst erfoegen, dat hu mir ni gesot. Mä mir ginn awer elo déi ganzen Zäite vun der Oppositioun dorobber gemooss, obwuel dat ni en Zil war. An et wär och e schlecht Zil gewiescht. Well wann ee sech als Zil setzt, dass een iwwerhaapt keng Scholde méi ka maachen, dass een d’Investissementer just nach mat Iwwerschëss finanzéiere kann, jo, da muss een alles méi lues maachen. Da muss ee vill manner investéieren, wat dann erëm eng Kéier net kohärent ass mat där anerer Positioun, déi seet: Et ass awer gutt, wann ee vill investéiert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt zwar elo just gesot, datt Der wëllt d’Schéier vun de Recetten an den Depensen an den Equiliber bréngen. Dat heescht, keen Defizit maachen. Dat hutt Der a multipler Reprise...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...an Äre Präsentationsriede vum Budget gesot.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dat ass richtig, Här Wiseler. A mir haten och all déi Joren, 2014, 2015 an 2016, eng positiv Schéier, well d’Recettë si méi séier gewuess wéi d’Depensen. Positiv.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mir hunn, an ech mengen, dat muss een all Kéiers erëm widerhuelen, déi Schold,

déi eenzeg, déi mer d’ailleurs gemaach hu vun 2 Milliarden dëst Joer, gemaach, fir déi héich Investissementer ze finanzéieren. Mir wäerten an der Period 2014 bis 2018, also op fënnef Joer, 10 Milliarden, ronn, an eis Wirtschaft an an eist Land investéieren, a mir hunn 2 Milliarde geléint. Dat heescht, manner wéi ee Véierel finanzéiere mer mat Emprunten an dräi Véierel mat lafende Recetten. Gitt en anert Land an Europa sichen, wat esou positiv Zifferen huet!

D’Verschëldung vu Lëtzebuerg ass haut bei 22,7%. Domat si mir déi Zweetbescht an Europa. D’Moyenne vun Europa läit bei 81%. Dat, wat de Maastrichter Vertrag virgesinn huet, ass e Maximum vu 60%. D’ganz Moyenne vun Europa ass iwwert deem, wat de Pacte de stabilité et de croissance erlaabt. An dofir fannen ech et net novollzéibar, dass gemaach gëtt, wéi wann déi Politik, déi mer hei maachen, déi Finanzpolitik, déi mer hei maachen, als net gutt ze bezeichne wier, wat d’Schold ubelaangt.

Mäi siwente Punkt ass dat ganz Thema vun der lerschaft vun dëser Regierung, déi Verschiddener vun lech ugeschwat hunn, well et jo effektiv dee leschte Budget ass, dee mer an dëser Legislaturperiod stëmmen. Den Här Bodry huet gesot, dass dat, wat mir wäerten hannerloossen, déi lerschaft kéint ee sous bénéfice d’inventaire wahrscheinlech unhuelen. D’Maddam Loschetter hat och eng ganz flott Expressioun, wéi se gesot huet, dass et keen Dossier gëtt, wou d’Hausaufgab net op d’mannst ugepaakt ginn ass. Mir hu ganz vill gemaach a mir hunn eis net gescheit, fir Problemer unzepakken, déi ganz schweier sinn.

Mä d’Resultat schwätzt fir sech selwer. Ech mengen elo net nëmmen d’Statsfinanzen, vun deene mer elo déi ganzen Zäit hei geschwat hunn, mä ech denken un de Chômage, deem déi ganz Period vun 2014 bis 2018 erofgaangen ass. Den Emploi, deem eropgeet. An eis Economie, déi en moyenne ëm 3,9% gewuess ass.

An dofir ass et jo net verwonnerlech, dass d’Privatleit an d’Entreprises esou positiv a confiant si wéi nach ni fir d’Zukunft vun eisem Land. Se si confiant fir hir eegen Zukunft, fir hir eege Salären a Revenuen, an d’Entreprisë sinn zouversichtlech, wat hir Perspektiven ubelaangt. Dat ass also keen Zufall.

2013 hate mer e Risk, dass onst Land géif de Pacte de stabilité et de croissance net méi anhalen. Dat muss ee sech emol virun Aen halen! Eisen Defizit wier ze héich gewiescht. D’Schold war ganz séier geklommen, mä déi wier nach gutt gewiescht, déi wier bal 30% gewiescht. Mä eisen Defizit hat riskéiert, ze derapéieren. Déi Situation, déi mir hannerloossen, ass eng, wou d’Kommissioun nach virun e puer Deeg gesot huet: „Lëtzebuerg hält d’Kritären alleguerten an.“ Mir sinn nëmme sechs Länner dëst Joer, déi dat maachen. Also, dat ass e groussen Ennerscheid tëschent der Situation, déi mir hannerloossen, an där, déi mir virfonnt hunn.

Als Konklusioun: Wann en Ausländer, deem eist Land net gutt kennt, deem net hei aus- an ageet, bei eiser Debatt derbäi gewiescht wier gëschter, deem hätt sech wahrscheinlech Froe gestallt, ob eist Land da wirklech esou eng diviséiert Gesellschaft wier an ob eis Finanzen wirklech esou schlecht dru wieren, wéi d’Oppositioun dat seet. An en hätt wahrscheinlech d’Impressioun gehat, dass mer hei e Clivage hätten. Mä d’Realitéit ass: Et ass nëmmen eng politesch Diskussioun gewiescht, mä keng faktuell.

Dofir, den FMI, d’OCDE, d’Kommissioun soen all matenee, dass eis Finanzen an der Rei sinn.

Ech soen lech: Dëse Budget ass e realistesch. Dëse Budget préparéiert eis Zukunft. Et ass dee richtige Budget fir Lëtzebuerg zur richteger Zäit.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Den Här Roth freet wahrscheinlech Parole après ministre.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Et geet awer ganz séier. Also ech mengen, dass een...

(Brouhaha)

Neen, neen, neen! Ech mengen, dass een ënnerschiddlech Usichten zu den Zuelen huet, wat Finanzen a Fiskalpolitik ugeet, dat ass an enger Demokratie fir eis normal. Dat, wat eis awer net normal schéngt, dat ass, dass à itératives reprises eis Lëtzebuerger Zentralbank, wat jo en onofhängege Gremium ass, awer ëmmer



gefrot huet, fir un dat Zuelematerial ze kommen, wat um Niveau vun dem Finanzministère ass.

An ech mengen, dass e groussen Deel vun deenen - ech soen - zum Deel penibelen Diskussiounen, déi mer d'lescht Joer haten iwwert de Käschtepunkt vun der Steierreform, wou awer de Coût du simple oder méi wéi au double war tëschent deem, wat de Finanzminister ageschat huet, an deem, wat eis Zentralbank ageschat huet, dat wier wahrscheinlech net komm, wann deen Echange vläicht e bësse besser géif funktionéieren.

Ech muss lech awer och soen, dass de President vun der Zentralbank, den Här Gaston Reinesch, deen en ausgewisene Finanzfachmann ass, deen ëmmerhin 18 Joer Administrateur général am Finanzministère war, an ech mengen, deem een net en X fir en U vormécht, eis Fiskal- a Finanzpolitik am Land laang mat-geschräwwen huet.

An duerfir wier et eis Demande, Här Finanzminister, vun der CSV, an ech mengen, dass déi och large gedeelt gouf, zumindest vun de Membere vun der Finanzkommissioun, dass den Echange vun deenen Donnéeën, déi Dir hutt, déi Är Verwaltungen hunn, méi fluid gëtt a méi transparent ass, wéi dat bis elo an der Vergaangenheet de Fall war. Wann dat kéint eng Konkusioun si vun deenen Debaten, dat wiere mer op jidde Fall als CSV doriwwer frou.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ma ech soen lech Merci, Här Roth. Ech deelen Är Analys komplett. Et ass guer net rasurant, wann eng wichteg Institutioun vum Land wéi d'Lëtzebuerger Zentralbank aner Zifferen gëtt wéi dat, wat d'Regierung oder d'Administration ausrechent.

Ceci dit, mir wëssen, dass se eng aner Methodologie gebraucht hunn. Do si mer eis eens. Dat erlaabt et, den Ennerscheid zu engem gewëssenen Deel ze reconciliéieren, mä net ganz. An ech wäert alles drusetzen, dass mer... An ech muss lech soen, dass ech par ailleurs mat der Zentralbank eng exzellent Zesummenaarbecht hunn.

Ech mengen och net, dass et e Mangel un Informatiounen ass, mä et ass vläicht e Mangel un Zesummekommen, fir déi Saachen auszediskutéieren, fir ze verstoen, well dat misste mer jo awer fäerdegbréngen, verstoen, wou deen Ennerscheid hierkum. A weder d'Zentralbank nach eis Spezialisten hunn dat fäerdegbruecht. Si hu sech zwar kontaktéiert, mä wahrscheinlech nach net genuch. A mir mussen dat klären. Ech si ganz mat lech d'accord.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Déi Fro, déi ech dem Här Minister virdru wollt stellen, dat war am Fong eng Fro, déi e vläicht arrangéiert hätt, well ech wollt am Fong den Här Minister froen, ob en da wéisst, nodeems d'CSV gëschter hei verlaangt huet, datt d'Reklasséiere vun de Wittfrae misst geännert ginn, ob e wéisst, wien déi Regelung agefouert hat. Well dat war näamlech d'CSV, déi déi agefouert hat! An duerfir sinn ech och frou, datt d'CSV elo e gewëssene Sënneswandel anscheinend, zumindest elo virun de Wahlen, virhuet.

D'Fro, déi ech un den Här Minister hunn, dat ass déi, déi ech gëschter gestallt hunn an zwar am Zesummenhang mat den Dekonte vun der Steierverwaltung, wou eis an der Finanzkommissioun gesot ginn ass, datt e puer gréisser Betriber elo ofgeschloss gi wieren an dat hätt extraordinär elo kierzlech dem Stat e puer Honnert Milliounen u Recetten erabruucht.

A meng Fro war, ob de Minister eis kéint soen, wéi wäit datt d'Steierverwaltung wier mat den Dekonten an ob do ënner Ëmstänn nach aner gréisser Zommen a Betriber leie vu Steieren, déi de Stat kéint eng Kéier elo kuerzfristeg oder mëttelfristeg anzéien.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Ech hat et och op mengen Notten, fir dorop ze äntwerten, mä mat all deenen anere Punkten ass dat mer duerch d'Lappe gaangen.

Fir d'Éischt emol eng generell Ausso, well Dir dat Wuert gëschter gebraucht hutt: Mouk. Mir hu keng Mouk an der Steierverwaltung. Dat emol ganz kloer. D'Steierverwaltung, wéi déi aner Verwaltungen alleguerten, schaffen an engem Flux...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass keng Mouk an der Steierverwaltung, et ass eng Mouk an de Betriber.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, mä ech wëll domat soen, dass d'Steierverwaltungen alleguerten en flux continu schaffen a versichen, bäi ze sinn. An et ass keng Politik an där Administration oder eng Pratique do, déi géif doranner bestoen, e bësse méi lues ze besteieren, e bësse méi séier ze besteieren oder Saache leien ze loossen. Dat ass net de Fall.

An déi Ziffer, déi Dir genannt hutt gëschter, Här Gibéryen, ech hunn extra d'Madamm Toussing ugeruff, well déi Ziffer mer enorm geschéngt huet, déi Der genannt hutt. An ech wëll elo hei keng genau Ziffer soen, mä déi Ziffer an déi puer Betriber, déi effektiv besteiert gi sinn, déi gréisser sinn, den Ordre de grandeur ass guer net esou héich wéi dat, wat Dir gesot hutt. Dat ass dat, wat mir gesot ginn ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech kann do nëmme soen: Déi Chiffere sinn an der Finanzkommissioun genannt ginn. An d'Kollegen heibanne kënnen dat jo bezeien. Et ass net esou, datt ech déi Zifferen erfonnt hätt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Ech huele se zur Kenntnis.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä, Der hutt den Numm elo genannt, déi si vun der Madamm Toussing an der Finanzkommissioun genannt ginn.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Ech kann dozou elo kee Kommentar maachen, well ech jo och keen Abléck hunn an déi Zifferen.

Voilà. Ech soen lech Merci.

3. Ordre du jour

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Finanzminister.

Mir wäeren dann elo emol provisoersch um Enn vun de Budgetsdebatten ukomm. Ier mer zum Vott iwwert d'Projets de loi 7200 a 7201 iwwerginn, wollt ech proposéieren, dass mer elo d'Presentatioun vun de Statskonte vun 2016 gemaach kréien an d'Diskussioun doriwwer féieren, dann iwwert d'Statskonten ofstëmmen, dann iwwert de Budget an dann iwwer eng vun de Motiounen, déi vun de Kollege vun der Lénker abruecht gi sinn.

(Renvoi de la discussion et du vote de la motion 2 de M. David Wagner liée aux projets de loi 7200 et 7201 à la séance 14, point 6 de l'ordre du jour dédié aux projets de loi 7209 et 7210)

Déi aner, wou et ëm den Zesummenhang mam Tram geet, wollt ech proposéieren ze vertagen, bis mer iwwert de Projet d'extension vum Tram schwätzen, wann de Kolleg David Wagner domat d'accord ass. Ech mengen, dat ergëtt méi Sënn, wéi wa mer dat elo bei de Budgetsdebatten géife maachen.

Sidd Der do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech elo d'Wuert un d'Rapportrice vun de Konnte vun 2016 ginn, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte vun 2016 gouf den 3. Juli an der Chamber deposéiert. D'Eckdate vum Joer 2016 si gutt. Eis Wirtschaft ass ëm 4,2% gewuess, obschonn de Statec nëmmen e Wuesstum vun 3,4% virgesinn hat. D'Inflatioun louch bei 0,3%. D'Regierung hat awer 1,6% virgesinn, wéi de Budget fir d'Joer 2016 opgestallt gouf. D'Beschäftegung ass ëm 3,3% gewuess an de Chômage louch bei 6%.

An deem wirtschaftlech gönschtegen Ëmfeld gouf de Budget vun 2016 ausgefouert. De Budget hat Einnahme virgesi vun 13 Milliarden Euro an um Enn vum Joer waren et der 13,4 Milliarden. D'Ausgaben am Budget waren op 13,5 Milliarde chiffriert an et waren der effektiv 14,7 Milliarden.

Den Defizit war mat 438 Milliounen Euro virgesinn. Tatsächlech goufen d'Statskonten awer mat engem Defizit vun 1,3 Milliarden ofgeschloss. Den Defizit war also 854 Milliounen Euro méi héich wéi virgesinn.

Dës Differenz gouf mat folgenden Argumenter erkläert: d'Zréckbezuere vu Statsemprunten an Héicht vu 400 Milliounen Euro, zousätzlech 200 Milliounen, déi an de Fonds du rail gaange sinn, an 150 Milliounen, déi un de Fonds des

routes gaange sinn. D'Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international goufen ëm 285 Milliounen Euro gehéicht.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC 2010-Presentatioun ugeet, esou war am Budget en Defizit vu 633 Milliounen Euro beim Zentralstat virgesinn. Schlussendlech waren et beim Dépôt vun de Statskonten awer nach just 215 Milliounen. Bei der öffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesec-teur an der Sécurité sociale zesummen, war en lwwerschoss virgesi vun 269 Milliounen am Budget an et gouf, laut de Statskonte vun 2016, en lwwerschoss vun 845 Milliounen Euro.

Här President, den 23. Oktober 2017 huet d'Cour des comptes hire Rapport iwwert d'Statskonten 2016 virgestallt. Si betount, dass den Defizit fir 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet awer a sengem Avis drop higewisen, dass laut dem Rapport vum Regierungsrot vum 21. Juni 2017 d'Statskonten 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléissen. Dëst ass awer definitiv net de Fall.

Här President, d'Cour des comptes huet och eng Analys vun den Transfers de crédit gemaach an dëst op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999. Si huet misse feststellen, dass eng Partie Transferten net genuch motivéiert waren. Des Weideren ass der Cour des comptes opgefall, dass bei zwee Ministère d'Transfers de crédit systematesch vu Beamten ënnerschrifwe goufen an net vum zoustännege Minister, esou wéi d'Gesetz et verlaangt.

An d'Cour des comptes huet festgehalen, dass iwwert déi lescht fënnf Joer verschidde Budgetskreditte systematesch ze héich oder ze niddreg am Budget stoungen. D'Cour des comptes verlaangt an deem Zesummenhang, dass an Zukunft d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 respektéiert gëtt. D'Budgetskontrollkommissioun ka sech dëser Opfuerderung nëmmen uschléissen.

Wat d'Spezialfongen ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dëse Fongen am Joer 2016 ëm 253 Milliounen Euro eropgaange sinn. An deem Zesummenhang huet d'Cour des comptes festgestallt, dass de Fonds du rail 78 Milliounen méi ausginn huet, wéi am Budget virgesi war. Dëst sinn 18,3%. De Fonds des routes par contre huet 31 Milliounen Euro manner ausginn, wéi am Budget virgesi war. Dëst si 14,72%.

Wat de Budget pour ordre ugeet, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir se weiderzeleeden, weist d'Cour des comptes drop hin, dass fir 2016 den Desequibler bei 12,4 Milliounen Euro läit.

Här President, esou wéi an deene leschten zwee Joren huet d'Regierung och dëst Joer keng Opstellung bei de Statskonte gemaach, wat all eenzel vun den 258 Moosnamen aus dem Zukunftspak bruecht huet. D'Regierung behaupt sech drop, dass si géif d'Détailler am Budgetsprojert fir 2018 liwweren. D'Cour des comptes freet och dëst Joer erëm d'Regierung, dass dës detailléiert Opstellung vun den 258 Mesurë soll en integrale Bestanddeel vun de Statskonte sinn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech dëser Demande vun der Cour des comptes un.

D'Cour des comptes huet och de Suivi gemaach vun de Recommandatiounen vun der Budgetskontrollkommissioun aus dem Rapport vum leschte Joer. Dobäi stellt si fest, dass vu siwe Recommandatiounen der zwou an eng hallef ëmgesat goufen a véier Recommandatiounen net ëmgesat goufen.

Här President, an der Sitzung vum 4. Dezember huet d'Budgetskontrollkommissioun och den Avis vum Statsrot gekuckt. Wéi scho gesot, hält de Statsrot fest, dass den Defizit fir d'Joer 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. An deem Zesummenhang weist de Statsrot drop hin, dass verschidden Ausgaben, déi méi héich wéi virgesi waren, vläicht aussergewéinlech waren, mä dass dës Ausgaben awer vorauszegesi waren.

Soss freet de Statsrot, wéi schonn an der Vergaangenheet, dass d'Presentatioun vun de Statskonten op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 soll un déi europäesch Method SEC 2010 ugepasst ginn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech och dëser Demande un.

Zum Schluss hält de Statsrot nach fest, dass de Solde cumulé vun de Statskonten zënter 1946 negativ ginn ass am Joer 2005. Dëst bedeit, dass mir keng sougenannte Réserve budgétaire méi hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wéilt ech mäi Rapport zu de Statskonten 2016 ofschléissen an ech géif elo weiderfuere an als mandatéierte Spriecher vun der CSV schwätzen.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, normalerweise schwätzt d'CSV nom Rapport net méi zu de Statskonten. Mä aussergewéinlech Situatiounen verlaangen awer och heiansdo aussergewéinlech Äntwerten.

(Brouhaha général)

Ech erkläre mech. Den Artikel 104 vun eiser Verfassung gesäit vir - an ech zitieren: «Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.» Dëst ass de Prinzip vun der Universalitéit vum Budget.

Am Text vum Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte mécht de Finanzminister eng äusserst speziell Presentatioun vum Resultat. Fir d'Éischt kënnt en Tableau mat de richtegen Zuelen, den Tableau 2a mat der lwwerschrëft Tableau 2a, Comparaison du Budget voté 2016 par rapport à son exécution. Aus dëser Tabell geet en Defizit vun 1,3 Milliarden Euro ervir. Duerno zielt de Finanzminister dräi Grënn op, déi en Deel vum Defizit erklären. Dëst sinn: d'Zréckbezuere vun Emprunten, zousätzlech Dotatiounen un de Fonds des routes an de Fonds du rail an eng Erhéijung vun de Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international. Esou wäit, esou gutt.

Duerno kënnt awer eng nei Tabell, déi sougenannten Tabell 2b, déi dës dräi Operationen erausrechent an doduerjer op en Defizit vun 256 Milliounen Euro kënnt. An da seet de Finanzminister, d'Resultat wier ëm 181 Milliounen Euro méi déif wéi am Budget virgesinn. Fakt ass awer, dass den Defizit bei 1,3 Milliarden Euro läit an net bei 256 Milliounen Euro. Dëst gouf och vum Statsrot bestätegt.

De reellen Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich, wéi de Finanzminister eis wëllt gleewen dinn. An da steet am Compte rendu vum Regierungsrot, dass d'Statskonte vun 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléissen. Och dat ass falsch! Den Defizit ass 1,3 Milliarden.

An engem Pressecommuniqué schreift de Finanzministère, dass de Compte général mat engem Defizit vun 256 Milliounen ofschléisst, wann een dräi aussergewéinlech Operationen erausrechent. Vun den 1,3 Milliarden Defizit gëtt an deem Communiqué emol guer net geschwat.

Dat ass eng Täuschung vun der Öffentlechkeet! Mir bedauern als CSV-Fraktioun ausdrécklech, dass de Finanzminister seng Zuelen esou duerstellt, wéi wann hie besser geschafft hätt, wéi et a Wierklechkeet de Fall ass. D'Statskonte vun 2016 sinn eng eenzeg Katastroph!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Hilarité générale)

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Den Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich wéi am Budget virgesinn. An dat bei engem Wirtschaftswuesstum vu 4,2%, 4,2%!

► **Une voix.**- Egal wat!

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Aus deem Grond kann d'CSV-Fraktioun d'Konte vun 2016 net unhuelen.

(Brouhaha)

An eisen Ae mécht dës Regierung eng Budgets-a Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun den nächste Generatiounen geet.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Dat ass inakzeptabel!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Nächst Riednerin ass d'Madamm Anne Brasseur fir d'DP.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hat net wëlle, eng gréisser Interventioun ze maachen, mä opgrond vun deem, wat d'Spriecherin elo vun der CSV gesot huet, muss ech awer am Numm vun der DP mer e puer Froe stellen.

Déi éischt Fro ass, ob dann d'CSV elo de Rapport, deen d'Kommissioun vun der Exécution budgétaire gestëmmt huet, ob d'CSV deen elo net unhëlt an net mat de Konkusiounen d'accord ass. Also, ech weess net, wellech Tendenzen do virherrschen.

Ech ka mech och nëmme wonneren, wann ech déi Ausféierunge vun der Madamm Adehm héieren, wann ech kucken, wéi gutt d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun ass iwwer all Parteien ewech, a wann ech gesinn, dass mer an den öffentleche Finanzen Progrësen iwwert déi lescht Jore gemaach hunn! Well et wor eng immens Schéier zum Beispill bei den Investisse-menter.



An den Här Wiseler weess dat. Den Här Wiseler huet deemools als Minister vun den Travaux publics eng Method agefouert, dank och enger neier Prozedur, dass mer, wat d'Devisen ubelaangt, méi no bei der Exekutioun sinn, mä dass mer do derzou koumen, dass déi Schéier net esou grouss ass, wéi dat virdrun de Fall war. Mir hunn an der Exekutioun vun deene grouse Projets d'investissement festgestallt, dass d'Devisen net iwwerschrott gi sinn.

Wat d'Transferten ubelaangt, do hu mer an der Kommissioun och ëmmer drop gepocht, Explikatiounen ze kréien, an dann hu mer duerno déi Transferten och an der Kommissioun gutt-geheescht. Elo ze soen, et wier eng eenzeg Katastroph, ech weess net, wéi dann d'Sprieche- rin vun der CSV als Presidentin vun der Bud- getskontrollkommissioun dat ënner een Hutt kritt, well mer, souwäit ech mech kann erënne- ren, Här President, alles à l'unanimité an där Kommissioun gestëmmt hunn.

► **Plusieurs voix.** - Voilà!

(*Brouhaha général*)

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ech wëll lech och soen, dass, wann een d'Chiffere kuckt an et schwätzt ee vun Defizit: Wat ass en Defizit? An ech mengen, dat ass eng Affär, wou mer ons musse bewosst sinn iwwert d'Definitioun.

An engem perséinlechen, an engem private Budget doheem huet ee Recetten, et huet een Depensen, et geet ee Sue léinen, fir en Haus ze bauen, iwwer Joren, wat ee muss zréckbezue- len. Dat, wat ee muss zréckbezuelen, gehéiert natierlech zu de gängegen Ausgaben, mä et kann een awer net soen: Well ech elo en Em- prunt maache vun 125.000 Euro, fir mer eng Uschafung ze maachen, dass dat da bei den Defizit bäigerechent gëtt, well soss hätt ee jo en enormt Lach an da kéim een net méi iwwert d'Ronnen Enn des Joers.

Dofir ass dat einfach net richtig, Äppel mat Bi- ren ze vergläichen, an dofir fannen ech déi Duerstellung, wéi se aus dem Tableau, deem éischten Tableau vum Finanzminister envirgeet, déi richtig: 256 Milliounen Defizit, dee par rapport zu deem virgesinnene vu 633 Milliounen vill besser ass. Jo, et ass och eng besser Kon- junktur, iwwert déi mer ons musse freeën.

Ech wëll der CSV och eng Fro stellen. Si poche jo drop, et wier en Defizit vun 1,3 Milliarden, an da soe se, den Emprunt, d'Fongen an den FMI; jo, wat géif d'CSV dann, an dat ass eng Fro, déi ech mer stellen, wat géif d'CSV da maachen? Géif se den Emprunt net maachen? Géif se manner an d'Fonge setzen, a wa se manner an d'Fonge géife setzen, wou géife se manner an d'Fonge setzen? Well dat si jo d'In- vestissementer fir d'Zukunft!

Et gëtt gesot: Sinn d'Investissementer héich ge- nuch? Och do gesinn ech Kontradiktiounen dran. Wann een also seet, et wëllt ee keen Em- prunt, et wëllt ee manner an d'Fongen din, da muss een och soen, wou a wat: beim Fong vun den Investissements scolaires, bei der Eise- bunn? Dat ass och ugeschwat ginn.

Mä Gott sei Dank investéiere mer elo an d'Schinn, well dat ass e Réckgrat vun onser Mobilitéit!

Ech wëll awer zréckkommen op dat, wat d'Ma- damm Adehm als Presidentin vun der Kommis- sioun am Ufank gesot huet: „D'Eckdaten 2017 si gutt.“ An doriwwer solle mer ons all freeën!

An dofir verstinn ech déi Konklusioun dann net, déi se als Spriecherin vun der CSV zitt. Ech op jiddwer Fall kann déi Konklusioun net deelen. An ech mengen, dat ass en vue vun deem Ter- min, dee mer d'nächst Joer am Oktober hunn,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- ...an nëmmen doduerch ze explizéieren. Mä hei si mer wierk- lech do, fir ze kucken, ob mer eng gutt Gestion budgétaire hunn. Déi Gestion budgétaire ass ganz gutt. Ech wëll dem Finanzminister dofir Merci soen, mä och all deene Leit, déi an de Ministère schaffen, fir dat esou ze exekutéieren, wéi mir dat hei stëmmen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci.

(*Interruption*)

Jo, Dir kennt jo herno d'Wuert kréien. Ech géif mengen, dass mer elo déi normal Reiefolleg huelen.

► **Une voix.** - Jo, jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Ah, Dir hutt lech gemellt fir herno?

► **La même voix.** - Jo, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Tipp- topp. Dann huet den Här Negri d'Wuert.

► **La même voix.** - Kee Problem.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här Presi- dent, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madamm Diane Adehm Merci soe fir hire Rap- port. Ech wëll awer hir net Merci soe fir dat, wat se als CSV-Spriecherin hei gesot huet, well mer iwwerhaupt net verstinn, wat dat soll, well mer de Rapport an der Kommissioun unanime ugeholl hunn.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Unanime ugeholl!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Unanime!

(*Interruptions diverses*)

Dofir, dat wonnert eis enorm. An dofir kann ech mech awer nëmmen uschléissen un dat, wat d'Madamm Anne Brasseur elo grad gesot huet, wat mer voll ënnerstëtzen.

An ech wëll just ganz kuerz eng Kéier soen: Ech mengen, dass de Finanzminister Pierre Gra- magna eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- A wann een déi dräi Punkten emol eng Kéier sech ukuckt, wou mer engersäits de Remboursement vum Em- prunt vu 400 Milliounen gemaach hunn, wou jo ëmmer hei am Haus och gesot gëtt, dass de Stat keng Emprunten zréckbezilt, da gesi mer jo hei, dass dat och net wouer ass; dass mer zweetens eng Affektatioun maachen un de Fonds des routes an de Fonds du rail vun am Gesamten 350 Milliounen, wat jo awer wierk- lech an deem Haus och näischt Neits ass, an dass mer dem FMI mussen 285 Milliounen zréckbezuelen, dat ass jo eng Evidenz en elle- même.

A wann een dann doropshi kuckt, wéi am Rap- port festgehal ginn ass, dass dee Sold, dee vir- gesi war vun 256,82 Milliounen, elo verbessert ass op 181,42 Milliounen par rapport zum votéierte Budget, da kënne mir als LSAP nëm- men dem Finanzminister felicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet, fir déi exakt Aarbecht, déi e gemaach huet, a mir ginn hei- madder och den Accord zu de Konte vun 2016.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Merci, Här President. Ech wëllt mech de Wieder vun der Madamm Brasseur uschléissen. Mir verstinn net richtig, ob d'CSV de Rapport, dee se selwer dann hei virgestallt huet, net wëllt stëm- men, oder ob se just d'Statskonten net an der Rei fënnt. Dat hu mir einfach net richtig elo verstanen a wäere frou, eng Erklärung dozou ze kréien.

Mir hunn op jidde Fall Vertrauen an eise Fi- nanzminister an och an d'Gestioun vun de Statskonten a sinn d'accord mat deem, wéi et elo presentéiert ginn ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här Pre- sident. Ech mengen, et ass Usus, datt mer hei- bannen eis politesch Meinungsverschieden- heeten am Kader vun de Budgetsdebatte maa- chen. An déi eng stëmmen derfir an déi aner stëmmen dergéint.

Dat, wat mer haut hei stëmmen, dat sinn d'Konte vun 2016. Net d'Politik vun 2016!

(*Brouhaha*)

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech sinn der Meinung, datt et eng gutt Traditioun ass, déi mer heibannen haten, wa mer sot: Déi Suen, déi de Stat erakritt huet, respektiv déi Suen, déi de Stat ausginn huet, déi si korrekt zu eise Ge- setzer erakomm a korrekt zu eise Gesetzer erausgaangen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass souwuel am Politesche wéi och am Administrativen. Well wa mer hei d'Konte stëmmen, da soe mer net nëmmen, datt am Politeschen, mä och am Administrativen an de Verwaltungen eng kor- rekt Aarbecht gemaach ginn ass. An duerfir hu mir an der Vergaangenheet ëmmer zu deene Konte Jo gesot an zougestëmmt. A mir maa- chen dat och haut.

Dat ass keng Bewäertung vun der Politik, mä et ass eng Bewäertung vun der Kontabilitéit, déi de Stat an deem Joer gemaach huet. An duerfir brénge mir och hei d'Zoustëmmung haut zu de Konte vum Joer 2016, déi wéi gesot och an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg ugeholl si ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- De Kolleeg Ro- ger Negri huet elo hei eng Zwëschebemier-

kung gemaach, op déi ech wëll reagéieren. Well och an deene Konten en Emprunt rem- bourséiert ginn ass vu 400 Milliounen, huet e gesot, et géif ëmmer heibanne gesot, de Stat géif seng Scholden net zréckbezuelen. Et stëmmt: 2016 ass en Emprunt vu 400 Mil- liounen rembourséiert ginn. Mä et muss ee fairerweis awer och derbäisoen, datt de Stat deen Abléck och eng Ligne de crédit opgeholl hat.

Dat heescht, déi Sue waren net an der Keess. Mir haten an dem Joer 2016 iwwer eng ganz Rëtsch vu Méint, mir hunn och vum Finanzmi- nister deemools op Ufro vun der Finanzkom- missioun déi Tabell kritt, wou de Stat an de Kel- ler gaangen ass an eng Ligne de crédit opge- holl huet, fir seng Engagementer kënnen ze fi- nanzéieren. An eng Ligne de crédit ass noutge- drongen och eppes wéi en Emprunt. Dat just gesot.

(*Interruption*)

Mä wat d'Konten... Jo, zu 0%, zu 0%, déi Saach ass an der Rei.

(*Interruption*)

Ah jo, jo, déi Saach ass an der Rei. Et war 0%. Mä et ass eng Ligne de crédit opgeholl ginn.

► **Une voix.** - Fir dräi Méint!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo. Ech wëll dat jo just soen. Datt et 0% sinn, ech mengen, och bei dem Emprunt vun 2 Milliarden, deen d'lescht Joer oder dëst Joer uganks vum Joer opgeholl ginn ass, huet de Stat e ganz gudden Zëssaz kritt, dat ass ganz kloer. Dat steet jo net zur Diskussioun. Ech wollt just soen, datt de Stat och eng Ligne de crédit e puer Méint opgeholl hat, d'lescht Joer, fir sengen Engage- menter nozekommen.

Mä wéi gesot d'Ofschlosskonten, déi sinn eiser Meinung no korrekt. An duerfir fanne se eis Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Jo, mä Virriedner huet et scho gesot: Mir stëmmen iwwert d'Ofschlosskonten, mir stëmmen net iwwer eng Politik of. An an deem Sënn wäerte mir och déi heiten Ofschlosskonte matdroen. Och wa mer e bëssen erstaunt sinn, wann d'CSV elo wierklech an hirem Spuerwahn onbedéngt all Possibilitéit ausnotzt, fir nach kënnen op sech opmierksam ze maachen. Ech mengen, deen heiten Zäitpunkt war net dee richtegen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Ech huelen dann den normalen Tour, d'Madamm Adehm an dann den Här Bodry.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Also, ech wëllt eppes riichtbéien. Mir si guer a glat net d'accord mat der Presentatioun, déi de Finanzmi- nister vun de Konte gemaach huet. Mir sinn net d'accord, wéi en et am Compte général selwer presentéiert huet. Mir sinn net domad- der d'accord, wéi d'Cour des comptes eis et geschrivven huet, wéi et am Regierungsrot presentéiert ginn ass. A mir sinn net domadder d'accord, wéi dat herno an engem Pressecou- muniqué vum Finanzministère motivéiert ginn ass.

Mir fannen, dass einfach déi ganz Presenta- tioun vum Compte général net an der Rei war, well iwwerall probéiert ginn ass, fir den Defizit vun 1,3 Milliarden...

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

Pardon?

...fir den Defizit vun 1,3 Milliarde schéinzerie- den an engem wirtschaftlech gönschtegen Émfeld.

(*Interruption*)

Dat dote sinn einfach Fakten. An ech kann lech déi och ganz gären dohinnerleeën.

Ech hunn awer zu kengem Zäitpunkt gesot, dass de Kont 2016 net technesch korrekt aus- gefouert ginn ass. Mir kënnen eis net mat der Presentatioun, souwuel am Compte général selwer wéi an der Éffentlechkeet, ufrënnen. Mir hunn awer kee Problem mat der Ausféierung dovunner. An ech wëllt dat just gäre riichtbéien. Et ass vläicht virdrun net esou eriw- werkomm. Mä eise Problem ass...

(*Brouhaha général et interruptions*)

...d'Presentatioun.

► **Une voix.** - Dir hutt awer de Rapport an der Kommissioun gestëmmt!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Deen hu mer och gestëmmt.

(*Interruptions*)

Ech si Presidentin vun der Kommissioun. Mir hunn de Rapport an der Kommissioun ge- stëmmt. Mir hu gesot, dass de Kont technesch korrekt ausgefouert ginn ass, dass mir dat do- ten och en tant que tel matdroe kënnen, d'Exe- kutioun, d'technesch Exekutioun dovunner. Mä d'Duerstellung an der Éffentlechkeet an am Compte général kënne mir net matdroen.

(*Brouhaha général*)

An duerfir wäerte mir déi heite Konten och,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Wann ech gelift!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- ...esou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer gemaach ginn ass, matstëmmen. Mä mir distanzéieren eis formell vun der Presentatioun dovunner.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Den Här Bodry huet elo d'Wuert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Mir mussen awer e bësse seriö bleiwen!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Här President, och no deenen doten Ausféierunge vun der...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Awer éierlech!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...CSV-Spriecherin, déi och Presidentin ass vun der zoustänneger Kommissioun, wat, muss ech soen, opgrond vun deenen Aussoe mech e bësse beonrouegt, wëll ech Folgendes kloermaachen: Dat hei war eng Wahlkampfried, déi hir awer mëssgléck ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Richteg!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Well wann een hei seet, als Member vun där Kommissioun...

► **Une voix.** - Als Presidentin!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...an als Presiden- tin, wat d'Saach nëmme verschlëmmert, dass dat heiten, dat war dee leschte Saz, dat heiten dee katastrophaalste Kont ass vun deene leschte Joren, dann ass dat schlicht eng Ligen!

Dat heiten, an dat wäerte mer gesinn, wa mer am Abrëll am Pacte de stabilité et de croissance wäerten d'Zuele géintivwerstelle vun all deene Joren an an d'Zukunft erakucken, da wäert sech näamlech eraustellen, dass no der euro- päescher Liesaart, wat déi gängeg Liesaart ass, fir eis Finanzsituatioun ze analyséieren, well et déi richtigst ass, well do Transferten tëschent Secteuren net kënnen duerchgefouert ginn a well och d'Depensé vun de Fonge gekuckt ginn an net d'Dotatioun vun de Fongen als De- pensé gerechent ginn, wéi dat no der Lëtze- buerger Kontabilitéitsliesaart de Fall ass.

Dat heiten ass objektiv gesinn, an dat ass e Fakt, dee Statskont, deen dee klengsten Defizit ausweist par rapport zu all deenen, déi déi lescht Jore gemaach si ginn. An dat wäerte mer am Abrëll bestätegt kréien, wa mer dann eis Zuelen, déi offiziell Zuelen op Bréissel mellen. Wa mer déi hei diskutéieren, da wäert do net iwwer eng Milliard Defizit stoen, mä et wäerten déi Zuelen dostoan, déi am Dokument vun der Regierung sinn.

Dat heite schreift sech alt erëm eng Kéier an an déi onsäglech Strategie vun der CSV, alles wëlle schlechterieden, alles wëlle schwaarzzemolen, alle wëllen ze weisen: Déi dote wëssen net mat éffentleche Suen ëmzegoen!

Dës Konte bewiese just de Contraire. Et ass normal, dass een déi extraordinär Elementer mental erauserechent - dat hunn och déi viregt Regierungen gemaach - a se affektéiert bei déi Exercicer, wou se eigentlech higeheieren.

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Näischt aneschtens huet dës Regierung an der Presentatioun ge- maach. Mir stëmmen natierlech eise Kontabili- téitsgesetzter no iwwer aner Chifferen of. Mä et muss een awer hei wierklech net d'Opinion pu- blique fir domm verkafen an Äppel a Bire bewosst matenee vermëschen!

Wann d'CSV sech nëmmen ee Moment kon- sequent ass, därer si ni e Kont stëmmen, deen dee katastrophaalsten ass vun deene leschte Jo- ren. Da stëmmt Neen a stëmmt de Contraire vun deem, wat Der an der Kommissioun ge- stëmmt hutt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- A wat fir enger Prozedur si mer? D'Riedezäit fir d'CSV ass eriwwer.

(*Brouhaha*)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll just soen: D'Madamm Adehm huet kloer Stellung



geholl zu deem, wat mer wëlle maachen. Si huet eng Contestatioun vun der Presentatioun vum Kont hei kloer an däitlech gemaach, genau d'selwecht mat genau deeneselwechten Argumenter, wéi d'Cour des comptes an hirem Rapport et gemaach huet.

Déi Argumenter hu mer widderholl. Wat d'Technizitéit vun de Konten ugeet, wat d'Veritéit vun de Konten ugeet, huet se gradesou kloer gesot, datt mer selbstverständlech do hannendrustinn. An dofir wäerte mer dee Kont hei stëmmen, egal wat Dir elo sot.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Et deet mer leed, si huet geschwat vun deem katastrophaalste Kont vun deene leschte Joren. Déi Ausso ass falsch. A wa se richtig ass, musst Dir als CSV dergéint stëmmen.

► **Une voix**.- Richtig.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Also, Här Bodry, mir wësse selwer, wat mir ze stëmmen hunn, dat braucht Dir eis net hei ze soen.

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An elo huet de Finanzminister d'Wuert. Här Gramegna, wann ech gelift! Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

(*Brouhaha*)

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass wierklech schued, dass hei eng Polemik gemaach gëtt iwwert d'Presentatioun - d'Presentatioun! - vun de Konten. An der Vergaangenheet ass ëmmer drop higewise ginn an de Konten, normalerweis mat engem Asterisque ënnen op der Säit ganz kleng, dass keen et konnt liesen, wat fir eng speziell Depensen oder Evénementen waren, déi ee misst mat aberechnen, fir kënnen eng Comparaisoun mam Joer vir-drin ze maachen.

Elo si mer dëst Joer higaangen a mir hunn dat méi kloer gemaach. Mir hunn et an den Tableau geschriwwen, fir dass et méi apparent ze gesinn ass, well mer näischt ze verstopen hatten an näischt ze verstopen hunn. An da gëtt dorauer e Stréck gemaach!

Fir ganz kloer ze soen: Am Artikel 1 vum Gesetz, wat d'Kont presentéiert, wat verbindlech ass, steet ganz kloer dran, dass den Defizit 1,3 Milliarden ass. Natierlech, mir wenden d'Gesetz an d'Constitutioun un, dat ass den Artikel 1.

Mä d'Regierung wäert awer nach dierfen an engem Communiqué schreiwen, wat se wëllt. Et ass net d'CSV, déi eis diktéiert, wéi dat ze interpretéieren ass!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Ech kann lech oder direkt berouege fir d'Joer 2017. Do hu mer jo en Emprunt vun 2 Milliarden gemaach. Dofir kann ech lech elo scho prophezeien, egal wéi dee leschte Mount eriwwegeet an deenen nächsten dräi Méint, wou mer nach kënnen Saachen ausbezuelen: De Kont vun 2017 wäert an lwwerschoss hunn no der Lëtzebuerger Kontabilitéit vun ongeféier 1,5 Milliarden.

► **Une voix**.- Aah!

(*Interruption*)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Mat 2 Milliarden Emprunten. An do wäerte mir dann derfir suergen, dass do erëm eng Kiéier Appel mat Appel verglach ginn. An da wäerte mer soen: Do muss een natierlech intellektuell den Emprunt vun 2 Milliarden erausrechnen.

(*Brouhaha*)

► **Une voix**.- Voilà.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Dofir,...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Dee beschte Kont, dee mer bis elo hatten.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo. Dofir, kommt, mir sinn hei verstänneg a mir akzeptéieren, dass, wann ee wëllt Vergläicher maachen, ee muss Bire mat Bire vergläichen an Appel mat Appel!

Ech hat e bëssen anticipéiert, dass mer Diskussiounen hei géife kréien, well gëschter hunn ech an der Grafik 5 a menger Ried drop opmierksam gemaach.

(*M. Pierre Gramegna montre une documentation*.)

Kuckt emol, wéi schéin déi rout Kurv hei ass, dat ass déi no dem Lëtzebuerger 1999er Kontabilitéitsgesetz! Kuckt emol, déi beschte Joren, déi mer hatten no der Lëtzebuerger Kontabilitéit, sinn d'Joren 2009 an 2012, jo, déi Joren, wou mer am meeschten Emprunte gemaach hunn! Ass dat e gutt Bild vun der Realitéit?

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Dat heescht, mir musste méi Emprunte maachen, fir eng besser Situatioun ze kréien?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Dofir, eis Gesetzgebung ass eben, wéi se ass. All Recettë mussen gezielt ginn, an dat ass gemaach ginn. An dofir sinn déi Kommentaren iwwerdréiwven, dass hei net richtig geschafft gi wär. Ech sinn awer berouegt ze héieren, dass d'Presidentin gesot huet, dass awer trotz de Krittiken vun der Presentatioun d'Konten och géife vun der CSV gestëmmt ginn. Dat ass gutt esou fir d'Serenitéit an d'Aarbecht, déi mer hei all zesumme fir eist Land maachen.

Den ajustierten Defizit, elo nenne mer deen esou, wann een also déi dräi grouss Saachen erausrechnet, déi elo schonn x-mol hei genannt gi sinn, déi ech dann net widderhuelen, ass dann 256 Milliounen. An dat ass 180 Milliounen besser wéi dat, wat virgesi war.

Do gesäit een e gewëssene Parallelismus vum ajustierten Defizit mat dem Defizit no de Bréisseler Regeln, dee jo amplaz 633 Milliounen nëmmen 211 Milliounen war. A mat deem ajustierte Calcul hu mer eng gewësse Konvergenz vun den Zifferen no der Lëtzebuerger Kontabilitéit an deenen, déi mer op Bréissel schécken.

Ech hu mer dat awer fest virgeholl, dass ech d'Aarbechte wäert ulafe loosse, fir et fäerdegzebréngen, dass mer an Zukunft dat heiten evitéieren. De Conseil d'État huet jo recommandéiert, et soll een d'Lëtzebuerger Gesetzgebung alignéieren oder kompatibel maachen, méi kompatibel, wéi dat haut de Fall ass, mat de Regeln, déi Bréissel virgesäit. Dat ass eng Aarbecht, déi ganz schwéier ass a laangwiereg, mä ech wäert se ufänken. Ech weess net, weini mer se fäerdeg kréien. Mä ech preparéieren op jidde Fall den Terrain, well dat géif eis déi heiten Diskussioun och erspieren.

Ech soen all deenen, déi an der Kommissioun geschafft hunn, Merci, inklusiv der Presidentin, well et ass ganz vill Aarbecht. An ech si frou, dass mat der Klarifikatioun zum Schluss et esou ass, dass dann all Partei wäert kënnen déi Konten hei unhuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun dëser Diskussioun a kënnen zur Ofstëmmung iwwert d'Konten 2016 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7156 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(*Brouhaha*)

Domat sinn d'Konten 2016 ugeholl. An ech froen d'Chamber, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott unzefroen.

(*Assentiment*)

Jo, ass dat esou? Dann ass dat esou decidéiert.

5. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Da géife mer elo iwwert de Statsbudget, de Projet 7200, ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7200 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Budget fir 2018 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM.

Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7201, déi pluriannuel Finanzplanung, iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7201 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass och hei elo ofgeschloss. Datselwecht Resultat: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An, wéi ofgemaach, géife mer dann elo déi éischt Motioun vun deene Lénken zur Diskussioun stellen. Ech mengen, den Här Wagner hat se motivéiert. Wëllt Dir nach eng Kiéier drop zrëckkommen?

Motion 1

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ganz kuerz, Här President. Et huet jo net jiddweree gëschter d'Motivatioun héieren, da kann ech déi erëm eng Kiéier hei soen.

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kënn Dir wann ech gelift de Mikro umaachen?

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Oh, pardon! Jo. Dann huet elo och keen dat heiten héieren. Pardon! Ganz kuerz, Här President. Mir sinn der Meenung, datt den ëffentlechen Transport ëmmer méi Succès kritt a souwisou ëmmer méi néideg ass, zemools deen op de Schinnen. Mir kennen d'Situatioun zurzäit. Et gëtt investéiert, an eisen Aen net genuch, mä ëmmerhin. Et plazen d'Bussen an zemools d'Zich, zu de Spëtzenzäiten haaptsächlech, a gewësse Strecken sinn einfach iwwerfëllt.

Bon. Mir sinn awer der Meenung - vu datt gewësse Käschte souwisou esou héich sinn, datt



d'Leit mussen den ëffentlechen Transport huelen, fir schaffen ze goen -, datt den ëffentlechen Transport hautzudaags zu Lëtzebuerg misst gratis sinn, wéi dat och de Fall ass an anere Länner oder an anere Stied. Zu Niort a Frankräich, eng Stad, déi genausou grouss ass wéi Lëtzebuerg d'ailleurs, ass den ëffentlechen Transport gratis.

Mir sinn der Meenung, datt Bus, Tram, Bunn zu Lëtzebuerg misst sou lues gratis sinn. Dat wier en Invest hei am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg. Dat wier och e Bäitrag fir den CO₂. An dat wier e Bäitrag natierlech och fir eis Paräiser Ziler hei zu Lëtzebuerg. An et wier eng sozial Mesure.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Här President, ech hunn eng Propos ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo. Zwou Propositionen zur Prozedur. Den Här Bodry an d'Madamm Loschetter. Madamm Loschetter!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Ech mengen, Här President, datt ech ka souwiso am Numm vun eis all schwätzen. Mir géifen Iech gäre proposéieren, datt mer déi zwou Motiounen de Mëtten huelen, wann den zoustänneg Minister vum Transport och do ass, deem da Ried an Äntwert zu Äre Propose ka stoen, an datt mer dann déi Motiounen do géifen debattéieren an, le cas échéant, och ofstëmmen. Wäer dat an Ärem Sënn? Dat wëllt ech, Här President, eigentlech de Kollege vun deene Lénke proposéieren.

6. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech hat d'Propos gemaach fir déi eng, mä et gëtt och Sënn, fir déi zwou dann ze huelen. Da maache mir dat esou.

(Renvoi de la discussion et du vote de la motion 1 de M. David Wagner liée aux projets de loi 7200 et 7201 à la séance 14, point 6 de l'ordre du jour dédié aux projets de loi 7209 et 7210)

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Proposition de loi vum Här Henri Kox iwwert déi national Nohaltegkeet...

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Neen, ech erklären dat.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Okay. Entschëllegt, ech hunn d'Droit-d'auteurs verletzt. Fir d'Proposition de loi Schank ass de Rapporteur den Här Kox. Wann ech gelift!

7. 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Merci, Här President, ech wäert souwiso an der Presentatioun hei awer och entsprecheend nach eng Kéier drop zrëckkommen.

De 25. Juni 2004 gouf e Gesetz hei an der Chamber gestëmmt, wat sech ëm den «développement durable en promouvant l'intégration sectorielle du développement durable dans la politique et en élargissant le débat à la société civile» dréit. Dat heescht, e Gesetz, fir méiglechst den Développement durable a senger ganzer Gesamtheit an der Breet kënnen ze diskutéieren.

Dës Gesetz gouf u sech gestëmmt op d'Suite vun internationale Konventionen an internationalen Debatten, wou mer ëmmer derbäi waren. Dat war Rio 1992 respektiv Johannesburg 2002. Dat war de Sujet. A bei deem Gesetz goufen zwee Gremien deemools gegrënnt: Deen éischte war de Conseil supérieur pour un développement durable, e Conseil, dee ganz breet zesummegeat ass, 16 Leit aus der Société civile, fir eben déi Debatte breet kënnen an engem Conseil ze féieren. Dobäi ass och eng Commission interdépartementale du développement durable an d'Liewe geruff ginn, fir déi interministeriell Koordinatioun iwwert den Dossier vun der Durabilitéit kënnen ze debattéieren.

Den honorabelen Här Marco Schank huet eng Proposition gemaach, fir d'Gesetz ze erweideren. Wéi hien deemools Minister war, hat hien d'Initiativ geholl, fir d'Société civile bei der Elaboratioun vun dem zweete Programm oder zweete Plan d'action national de réduction des émissions de CO₂ anzubannen. Deemools ware Ministären, Syvicol, ONGen, Patronat an d'Syn-

dikater associéiert. Dat war eng punktuell Zesummenaarbecht, fir, wéi gesot, den zweete Plan national fir d'Reduktioun vum CO₂ opzestellen, dee mer jo och konnten hei an der Chamber des Laangen an des Breeden debattéieren.

D'Kommissioun huet sech mat deem Sujet ausenangeresat a mëttlerweil muss een awer feststellen, dass eng ganz Rei vu positiven Initiativen dobaussen an d'Liewe geruff gi sinn. Ech wëll dodrun erënneren, dass de fréiere Minister selwer e Pacte Climat an d'Liewe geruff huet, deem insbesondere d'Gemege mat an d'Boot geholl huet a wou d'Gemengen d'Obligatioun hunn, wa se matmaachen, d'Bevëlkerung mat an d'Boot ze huelen, wat haut och gréisstendeels vun deene meeschte Gemengen ëmgesat gëtt duerch e Klimateam, wou d'Fräiwëllegkeet do ass a wou sech ganz vill Leit engagéieren, fir dat kënne breet ze diskutéieren.

Mir hu gemengt, dass och am Regierungsplang eng ganz Rei Moosnamen ergraff gi sinn, dass den Développement durable net méi eng Silopolitik eleng vum Environnement ass, mä eng breet opgestallten Diskussioun a sämtleche Ministären, well mer alleguerten de Paräiser Accord och ënnerschriwwen hunn, fir kënnen do méi breet ze diskutéieren. Mir hu fonnt, dass mat där Evolutioun niewent dem Paräiser Accord och d'ODDen, also déi sougenannten „objectifs du développement durable“ zu New York vu sämtleche Länner ugeholl gi sinn, déi jo soen, mir sollten eis a 17 Beräicher, net nëmmen d'Entwicklungslänner, mä och d'Industrielänner, mat dem Développement durable ausenansetzen.

An déi 17 ODDe si mëttlerweil och méi breet diskutéiert. Och den CDD, de sougenannte Conseil supérieur pour un développement durable, huet sech scho mat deem Dossier ausenangeresat a wäert sech mat der Jugend an och zesammen hei mat der Chamber - ech hunn et gëschter an der Ried vum Budget gesot - nach eng Kéier mat deem Thema ausenansetzen, soudass mer mengen, dass eng breet Diskussioun gefouert gëtt.

Den drëtten Allocatiounsplang ass och amgaangen ausgeschafft ze ginn, an ech ginn der-vun aus, dass mer do och wäerten agebonne ginn. Ech erënneren och un déi Rifkin-Debat, déi eng ganz breet ëffentlech Debat ass. Gëschter ass nach eng Kéier gesot ginn, do waren der 315, déi sech a verschiddene Kommissiounen engagéiert hunn, fir ganz breet iwwert déi Politicken ze diskutéieren.

Ech wëll awer trotzdem Merci soen, ob-schonn mer an der Kommissioun gesot hunn, dass et net méi néideg wär, dat nach ze institutionaliséieren, niewent deem, dass de Statsrot dat jo och mat op de Wee ginn huet. Och den Avis vom Conseil de Gouvernement seet datselwecht: dass mer schonn eng breet Debat hunn an dass mer dat net onbedéngt nach müssen institutionaliséieren, well et schonn a verschiddene Gremien diskutéiert gouf.

Dofir hu mer déi Propos, déi luewenswäert Propos awer net ugeholl, wëssend, dass dem Här Schank säin Engagement och ëmmer iwwert déi Jore grouss war, hien och ëmmer ganz aktiv an eise Kommissioun mat un deem Dossier schafft.

Ech kommen da just nach zu den Eckdaten, wéi et zu dem Rapport komm ass. Wéi gesot, d'Proposition de loi gouf vum Marco Schank den 19. November 2015 deposéiert, si ass weidergeschéckt ginn den 1. Dezember 2015 un de Statsrot. De Statsrot huet säin Avis ginn den 11. Oktober 2016. De Gouvernement huet eis säin Avis zoukomme gelooss, en hat en awer scho virdrun am Conseil gemaach, den 9. Oktober 2017. Ech selwer gouf de 15. Februar 2017 an der Kommissioun zum Rapporteur ernannt. An de Rapport ass mat der Majoritéit vun de Memberen an der Kommissioun de 27. November 2017 ugeholl ginn.

De Rapport seet, dass mer, wéi ech virdrun an der Explikatioun gesot hunn, dës Proposition net sollen unhuelen, well scho genuch institutionaliséiert Gremien do sinn an och d'Abzeiung vun der Bevëlkerung respektiv den ONGen an dem Patronat haut scho ganz breet de Fall ass.

Da wëll ech just kuerz nach am Numm vun deene Gréngen den Accord natierlech zu deem Rapport ginn, awer fir eben d'Gesetz dann net hei ze stëmmen. Ech soen awer nach eng Kéier Merci fir d'Initiativ vum Marco Schank.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kox. An da geet elo d'Wuert un den Auteur, deem zu Recht seet, dass et kee Krimi ass: den Här Marco Schank.

(Interruption et hilarité)

Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV), *auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...Merci dem Kolleg Rapporteur Henri Kox fir déi luewenswäert Wierder, soen ech emol. Ech hu seelen dräimol Merci gesot kritt vun der Majoritéit fir eng Initiativ. Et ass awer schonn eng begrëssenswäert Virgeeeënweis.

Virun zwou Wochen hunn ech am Kader vun der Heure d'actualité iwwer Bonn, also iwwert d'Weltklimakonferenz gesot, datt mer wäit-reechend Mesurë brauchen, wa mer wëllen déi minus 40% CO₂ fir Lëtzebuerg am Kader vum „effort sharing“ en vue vun 2030 erreichen.

Ech hunn och ënnerstrach, ech soen et nach eng Kéier, datt mer dat net fäerdegbréngen - ech sinn net deen Eenzege, deem dat ëmmer erëm seet -, wa mer net d'Leit alleguer, d'Zivillgesellschaft an d'Boot kréien, mat all deem, wat an der Zivillgesellschaft drunhänkt. Deemno staark Moosnamen, wann een déi wëllt ergräifen, da brauch een e ganz staarke Réckhalt an der Bevëlkerung. An dat Abezéie vun der Bevëlkerung, dat muss een organiséieren, dat muss ee strukturéieren, soss fonctionnéiert dat net.

Dës war d'Zil vu menger Initiativ vun dëser Proposition de loi fir d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohaltege Entwécklung a Klimaschutz, gewëssermooossen en Upgrade vun deem, wat mer elo an deem Gesetz stoen hunn: eng strukturéiert Partnerschaft vu Stat a Gemengen, déi hu mer am Klimapakt, dat ass richtig, mä och mat den ONGen, mat de Gewerkschaften a mam Patronat. Dës Proposition de loi ass vun der Regierung ecartéiert ginn, an och d'Majoritéit, mir hunn et virdrun héieren, wäert dës Gesetzesvorschlag haut net stëmmen.

A sengem Avis geet de Statsrot awer net op de Fong vun der Proposition an, fir esou eng strukturéiert Partnerschaft ze schafen. Hie seet awer zu Recht, dass eng Analys an Evaluatioun vun deene besteeënde Strukture sënnvoll wier. An de Statsrot seet och, datt dës Proposition de loi ee Point de départ sollt sinn, fir déi Strukturen, déi duerch d'Gesetz vun 2004 en place gesat goufen, eemol op de Leescht ze huelen.

An da seet en nach, datt zënter der Expérience vun der viregter Regierung 2011 mat där Ad-hoc-Partnerschaft natierlech eng Rei vun Evolutiounen geschitt sinn, wéi de Klimapakt, dat huet och de Rapporteur virdru gesot, oder d'COP21 zu Paräis respektiv d'Agenda 2030.

Mä dat alles gëtt awer keng Äntwert op d'Fro: Wéi kréien ech zu Lëtzebuerg fir eis ambitiéis Ziler am Klimaschutz nieft de Gemengen d'ONGen, d'Gewerkschaften an d'Patronen an d'Boot?

Am Avis vun der Regierung gëtt wuel d'Initiativ och vum Auteur begrësst, mä da gëtt direkt op d'Koordinatioun tëschent de Ministären higewe respektiv op déi Ofännerung vum Règlement iwwert d'Organisatioun vun der Commission interdépartementale du développement durable. Dat ass alles gutt, mä dat ersetzt an eisen Aen awer net d'Abzeiung vun allen Akteure fir een effikasse Klimaschutz op héijem Niveau, dat heescht vu Ministären, Gemengen, ONGen, Syndikater a Chef d'entreprises.

Dës Regierung wëllt deemno een anere Wee goen. Dat ass scho beim Rapporteur deelweis ugeklungen. Ech denken, datt d'Madamm Minister och dat nach eng Kéier wäert erläuteren. Dat ass hiert gutt Recht. Obwuel mir der Meenung sinn, datt mer dann net effikass genuch kënnen d'Zivillgesellschaft abezéien, well mer wierklech enorm staark Mesurë brauchen an d'Bierger an d'Biergerinnen am Boot brauchen.

Ech wollt dann nach vläicht eng, zwou Froen stellen. A menger Proposition de loi war och virgesinn, datt déi nei national Kommissioun och sollt de Contrôle vun der Exekutioun vum Nohaltegkeetscheck maachen, déi och vun der Majoritéit an der Regierungserklärung verankert gouf, dës en vue vu Projeten an Decisiounen, déi d'Regierung hält, fir ze kucken, ob déi eng Incidence hunn an Terme vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz.

Meng Fro deemno: Huet d'Regierung wëlles, dat an deenen nächste Méint ze finaliséieren, well esou vill Méint sinn dat jo net méi virun de Wahlen, fir esou een Nohaltegkeetscheck anzeféieren?

Déi lescht Woch, Här President, hat ech och am Kader vun där Heure d'actualité iwwer Bonn d'Fro gestallt, weini mir den drëtten CO₂-Aktiounsplang géife presentéiert kréie respektiv wou mer mam Adaptatiounsplang dru wieren. D'Madamm Minister hat mer gesot, duerch en Intermezzo heiuweien op der Tribün hätt se dunn net dru geduecht, fir dat ze maachen. Ech denken, datt se eis dat elo wäert beäntweren.

Dann och nach vläicht d'Fro, déi gëschter scho gestallt ginn ass vun eise Fraktiounscheef, wéi et elo mat der Tanktourismusetüd virueet. Eis interesséieren d'Echeancen, souwuel wat den Aktiounsplang fir d'Erofsetze vum CO₂, ubelaangt wéi wat den Aktiounsplang fir d'Upassung un de Klimawandel ubelaangt.

An och: Kënnt déi Réunion jointe, déi mer virun engem Joer gefrot hunn tëschent der Finanzkommissioun an der Ëmweltkommissioun, fir iwwert déi Conséquences fiscales kënnen ze schwätzen am Kontext vun där Etüd?

Domat, Här President, sinn ech um Schluss. D'CSV-Fraktioun wäert selbstverständlech fir dës Proposition de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet den Här Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Villmools Merci, Här President, an och Merci un de Rapporteur Henri Kox fir säin exzellente Rapport an och e Merci un den Auteur vun der Proposition de loi Marco Schank.

Wéi de Rapporteur scho gesot huet, besteet hei kee legislativen Handlungsbedarf. An dofir wäerte mir als LSAP dës Proposition de loi och net stëmmen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Hahn huet d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Och ech wëllt dem Marco Schank Merci soen. Ech mengen, eng Proposition de loi ass näischt Aldeegleches, dat ass mat ganz vill Aarbecht verbonnen. Duerfir Merci dem Marco Schank heifir, awer och dem Henri Kox, eise President vun der Kommissioun an dem Rapporteur, Merci fir säi schrëftlechen a säi mündlechen Rapport.

Aus deene souwuel vum Här Kox wéi och vum Här Negri genannte Grënn wäert och d'Demokratesch Partei déi heite Proposition de loi net matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Merci un de Rapporteur an och un den Här Schank fir dës Proposition de loi.

Mir hunn eis déi Proposition de loi ganz genee ugekuckt an och de Rasonnement, deem d'Regierung, de Statsrot an aner Parteien zu dësem Thema virbruecht hunn. Et ass och eisen Androck, datt déi Iddi, fir méi Effikassitéit an dësem Beräich ze kréien, net iwwereneestëmmt mat där Proposition de loi. Et schéngt eis éischter esou, datt nach méi Lourdeur administrative, nach méi Lenteur administrative an dësem Beräich entsteet, wou scho ganz vill Leit drénner leiden, datt ganz vill Oploen a ganz vill Delaien dermat verbonne sinn.

Mir wäeren éischter derfir, d'Administratioun méi séier ze maachen a se ze vereinfachen. Dat schéngt eis mat dëser Proposition de loi net méiglech ze sinn.

Ech mengen, mir sollte kucken, datt mer ex ante, ier mer esou international Engagementer huelen, eng méi seriö fundéiert Diskussioun kréien, och mat allen Akteuren an der Zivillgesellschaft, fir esou och ze verhënneren, datt vläicht ze vill ambitiéis Ziler geholl ginn, am-plaz ze kucken, datt ex post probéiert gëtt ze reparéieren, wat eng Regierung hält, déi sech net virdru mat jiddwerengem consultéiert, deem d'Konsequenze vun deenen Engagementer muss droen.

Wa mer dat alles kucken a ponderéieren, wat hei an der Diskussioun virbruecht ginn ass, denke mir och, datt dat dote wierklech keng Valeur ajoutée bréngt. A mir wäerten dës Proposition de loi dowéinst och net matstëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. D'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Voilà, mir hunn eis déi Proposition de loi vum Här Schank ugekuckt. Mir wollten och nach dem Här Schank Merci soe fir seng Initiativ. Ech hu versicht, mech e bësse schlauzemaachen, wat de Sujet ugeet, well et muss een e bëssen dra sinn, fir dat kënnen och ze evaluéieren. Et ass jo och eng Fro vun Organisatioun an esou weider. An déi eng oder déi aner Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi sech e bësse méi auskennen, hunn awer fonnt, datt dat eng relativ gutt Propos wier, och wat d'Abannung ugeet vun der Société civile. An



ech mengen och tatsächlech, datt, une fois n'est pas coutume, d'CSV eng gutt Proposition de loi gemaach huet.

An deem Sënn kann een natierlech laang driwwer diskutéieren: Ass et superfétatoire oder sinn aner Entwécklungen an der Tëschenzäit komm - an esou weider?

Mä wann een einfach déi Proposition de loi kuckt, déi och eng gewësse Logik huet, eng gewësse Kohärenz huet an och eng gewëssen - wéi soll ech soen? -, eng gewëssen Dynamik huet, fir datt awer Saache geschéien, da géif et mer wierklech schwéierfalen, fir dës Proposition de loi net unzehuelen. An deem Sënn wäerte mer d'Proposition de loi vum Här Schank matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Émweltministesch Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.**- Här President, Dir Dammen an Härén Deputéierten, ech mengen, dass ech als Éischt emol allegueren deene Merci soen, déi geschwat hunn. An ech mengen, dass ech mech och de Mercien un den Här Schank an där Hisiicht uschléissen, dass et wichteg ass, dass mer wierklech, an dat huet e richtig gesot, an dat huet och de Statsrot gesot, wichteg ass, dass mer all Leit abannen, net nëmmen, wéi mer et bis ewell elo gemaach hunn, duerch d'Erweiderung vum Klimapakt, mam CELL, wou mer jo d'Zivillgesellschaft abannen, mat IMS, wou mer speziell eppes fir déi kleng Betriber maachen, also och fir en Deel vun de Patronen, déi vläicht am Alldag mat ganz anere Suerge geplot sinn, dat heescht jiddweree matabannen. Do si mer eis hei ganz eens, net nëmmen heibannen, mä och an der Regierung. An dass mer erausklammen aus de Siloen an de Klimaschutz jiddwereen eppes ugeet an dat sënnavoll ass, dat, mengen ech, wësse mer allegueren.

Ech menge just, dass, wa mer de Projet hei kucken: Et geet hautzudaags net duer, niewent dem Émwelt- einfach och nach e Klimaberäich derbäizesetzen an dat ze erweideren. Mir sinn haut dräi Schrëtt weider wéi nach virun dem Paräiser Accord. Mir schaffen haut, sief et am Beräich vun den Aarbechtsgruppen iwwert d'Rifkin-Etüd, sief et am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, mir schaffen haut op villen Ebene ganz aneschtens. Mir hunn och d'ailleurs nom Unhuele vun der Agenda 2030 de Comité interdépartemental, de CIDD, erweidert, merklech erweidert, an d'ganz Regierung schafft mat un der Agenda 2030, wou mer jo dann och am nächste Joer elo deen nächsten nationalen Nohaltegkeetsplang wäerten net nëmme lancéieren, mä och all zesumme mat alle Partner debattéieren an hoffentlech weider virundreiwen.

An da kommen ech op d'Fro vum Här Schank, zu Recht, an ech hunn dat hei scho betount: Den Nohaltegkeetscheck hu mer eis virgeholl a wëlle mer maachen. Mä et huet kee Sënn, deen elo ze maachen, ier mer deen drëtten Nohaltegkeetsplang gemaach hunn. Mir hunn elo vill a laang an Aarbechtsgruppen tëschent de Ministären nach eng Kéier un den Indicateure geschafft. Mir sinn elo op engem Punkt, dass mer eppes Uerdentlech virleien hunn. An ech mengen awer, dat muss een elo, ouni engem virzegräifen, am Kader vun a mat der Realisation vum drëtten Nohaltegkeetsplang dann och esou lancéieren an deem uschléissen, ouni elo eppes ze iwwerstieren, fir dass een eppes huet, wat wierklech och an Zukunft Sënn mécht a guidéiert. An et läit mir um Häerz, dass mer kee Pabeiertiger kreéieren.

Dofir bleiwen ech derbäi, an ech hunn dat hei schonn zwee-, dräimol gesot, dass deen Nohaltegkeetscheck immens wichteg ass, mä e muss och sënnavoll émgemat ginn. D'ailleurs an anere Beräicher, zum Beispill am Beräich Landwirtschaft, hu mer rezent eng flott Presentation gemaach kritt iwwer en Nohaltegkeetscheck vu Betriber. An do gi mer mat op de Wee mat den Akteuren, fir do e Schrëtt méi wäit ze goen.

Da gouf gefrot, och vum Här Schank, nom Adaptatiounsplang. Deen ass bal ofgeschloss an der Concertatioun tëschent de Ministären a kann also uganks vum nächste Joer och presentéiert an debattéiert ginn. Datselwecht géllt fir deen drëtten nationale Klimaaktiounsplang, wou mer natierlech wëllen d'Zivillgesellschaft, d'ONGen, d'Gewerkschaften, d'Patronen, jiddwereen, deen haut schonn aktiv ass, nach eng Kéier matabannen.

Mä haut muss mer e Schrëtt méi wäit denken. An dofir, ofschléissend: No engem drëtten Klimaaktiounsplang muss mer, wéi aner Länner, wéi Schweden rezent, un engem Klimagesetz schaffen. Dat sollt mer eis virhuelen. Et geet net duer, dat hei an engem Partenariat ze institutionaliséieren. Do muss mer haut an no Paräis, an ech mengen, dass mer do hei an deem Raum enger Meenung sinn, e Schrëtt méi wäit goen, fir déi Ziler, déi mer eis virgeholl hunn, och gemeinsam ze erreechen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Émweltministesch.

Mir géifen dann elo iwwert d'Proposition de loi 6912 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6912

Mir stëmmen also iwwert d'Proposition de loi of. Déi, déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn, stëmme mat Neen. D'Ofstëmmung fänkt un, fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 24-mol Jo, 35-mol Neen. Domat ass d'Proposition de loi 6912 ofgeleent. An hei brauch ech jo déi klassesch Fro net ze stellen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi 6912 est rejetée par 35 voix contre et 25 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagén, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7021 iwwert den Institut grand-ducal, wou ech och dem Statssekretär Merci wollt soe fir seng Flexibilitéit, dass mer deen de Moien nach kënnen huelen, grad ewéi och der Émweltministesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Bauler. Här Bauler, Merci och fir d'Disponibilitéit.

8. 7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, bezitt sech op eng vun den eelsten Institutiounen hei am Land, näamlech den Institut grand-ducal, dat groussherzoglecht Institut.

Bei engem Alter vu bal 150 Joer verwonnert et een e bëssen, dass dës Institutioun net grad zu deene bekanntesten hei am Land gehéiert. Er laabt mer dofir, emol fir d'Éischt a kuerze Wierder op d'Geschicht vum Institut grand-ducal anzegoen. Den Institut royal grand-ducal ass de 24. Oktober 1868, also viru bal annerhallwem Jorhonnert, per Arrêté royal grand-ducal vum deemolege Roi Grand-Duc Wëllem III an d'Liewe geruff ginn.

Zu deem Zweck sinn dräi wëssenschaftlech Gesellschaften, déi et zu deem Zäitpunkt scho gouf, zu enger Institutioun zesummegeschloss ginn. D'Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques aus dem Joer 1845, d'Société des sciences naturelles vun 1850 an d'Société des sciences médicales vun 1861 goufen déi dräi éischt Sektione vum Institut: d'Section des sciences historiques, d'Section des sciences naturelles et mathématiques an d'Section des sciences médicales.

D'Schafe vun deser neier Institutioun war gedroe vum Wëllen, d'Wëssenschaften ze férdere

ren an déi intellektuell Produktioun respektiv dat intellektuell Liewen zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Et kann een dovunner ausgoen, dass sech dobäi un äänlechen Institutiounen, déi et zu deem Zäitpunkt jo schonn an anere Länner gouf, orientéiert gouf.

Am Laf vun de Jore sinn nach dräi weider Sektioniounen derbäikomm. 1935 ass déi véiert, d'Section de linguistique, de folklore et de toponymie, geschafe ginn. 1962 ass eng Section des arts et lettres entstanen a schliesslech 1966 d'Section des sciences morales et politiques.

Déi eenzel Sektioniounen hu sech duerch hir sëllege Publikatiounen, Konferenzen an aner Aktivitéiten, awer och duerch hir Ënnerstëtzung fir Wëssenschaftler a Chercheuren, Auteurs a Kënschtler, zum Beispill duerch Präisser, déi se verginn an deene jeeweilege Beräicher, am Laf vun der Zäit kënnen etabléieren. Als Beispill erlaabt mer, just de Prix Arts et lettres vun där selwechter Sektioon hei ze nennen, oder nach de Grand prix en sciences de l'Institut grand-ducal vun der Sektioon Sciences naturelles.

Am Géigesaz zu de Sektioniounen awer louch den Institut als solchen en tant que tel jorelaang an enger Aart Dornréischeschlof. Dat huet sech am däitlechsten doranner manifestéiert, dass bis 2011 kee President oder Generalsekretär genannt an och keng Generalversammlung gehale goufen, ewéi dat eigentlech am Arrêté virgesinn ass.

De 25. Oktober 2011, 140 Joer also no der leschter Séance ordinaire, ass den Institut reaktivéiert ginn. Mam Paul Dostert, dem President vun der historiescher Sektioon, krut den Institut och säin éischte President zënter Laangem. An zanterhier huet den Institut sech Méi ginn, fir sech ze erneieren a méi eng grouss Visibilitéit no baussen ze kréien. Eng verstärkte Präsenz vum Institut an der wëssenschaftlecher Effentlechkeet schafft näamlech zum engen eng gewësse Konkurrenz zu anere wëssenschaftlechen Ariichtungen ewéi zum Beispill der Uni, zum aneren entsteet awer och neit Potenzial, fir Synergien ze schafen a Kooperatiounen op de Wee ze bréngen. Dofir ass dës Reaktivatioun evidenterweis begrëssenswäert.

Am Kader vun deem Renouveau ass awer festgestallt ginn, dass déi juristesche Basis, op där den Institut a seng Sektioniounen opgebaut sinn, un déi haiteg Émstänn muss ugepasst ginn. Et si virun allem zwou Froen, déi et néideg war ze klären. Fir d'Éischt huet sech d'Fro nom Statut juridique vum Institut gestallt, déi jo sui generis ass a sech vun allen aneren ënnerscheet. An déi zweet Saach, op déi huet missen opgepasst ginn an déi och huet missen ugepasst ginn, war d'Capacité d'ester en justice. Déi zwee Problemer ginn deemno mat deem Gesetzesprojet geléist.

Den Artikel 1 définéiert, dass den Institut eng Personne morale de droit public ass. Dernieft gétt am Artikel 2 festgeluecht, dass den Institut als solchen en tant que tel vu sengem President respektiv sengem Generalsekretär viru Geriicht a vis-à-vis vun Drëttpersounen vertruede ka ginn, während déi eenzel Sektione vum hirem jeeweilege President respektiv Sekretär vertruede ginn.

Eng weider Neierung par rapport zur existéierender Gesetzgebung ass awer och, dass neierdénge den Institut mat senger Sektioniounen der Kontroll vun der Cour des comptes, dem Rechnungshaff, ënnerworf ass. De Gesetzestext, deen haut zur Debatt steet, ass also e reng juristeschen an huet als Objet, den Institut an en neie legale Kader ze setzen.

No eenzelnen Oppositions formelles vum Statsrot an deementspriedchen Amende-menter vun der Kulturkommissioun huet déi héich Kierperschaft an hirem zweeten Avis complémentaire vum 5. Dezember schliesslech hiren Accord zum Gesetzestext ginn. Dësen abrogéiert den Arrêté royal grand-ducal aus dem Joer 1868 an ersetzt en duerch e ganz neit Gesetz, dat awer inhaltlech zum groussen Deel mam genannten Arrêté iwwereneestëmmt.

Doduerch bleift d'Kontinuitéit vum Institut erhalen an de sougenannten neien Institut kann do uschléissen, wou deen alen, Här Bodry, opgehalen huet.

Här President, ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dese Projet. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bauler. Éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Härén, am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord vun der CSV zum Gesetzesprojet 7021, deen enger altherwürdiger Institutioun, dem Institut grand-ducal, eng gesetzlech Basis gétt.

Et ass keng staatlech Verwaltung oder e Regierungsservice, mä en éischer wëssenschaftlech Institut, dat hei eng Gesetzesassise kritt, dat dat och selwer gefrot huet. An aus där Ursach kënnen mir eisen Accord derzou ginn.

Den Institut grand-ducal fousst um Arrêté royal grand-ducal vun 1868. Dat huet de Rapporteur scho gesot. Him e Merci fir säin ausféierleche Rapport. An den Arrêté royal grand-ducal vun 1868, dat ass en Acte équipollent à la loi, soudatt eigentlech dese Gesetzesprojet net néideg wär, mä superfétatoire. Et sief, datt den Institut heimat expressis verbis d'Personnalité juridique kréich.

D'Regierung hätt awer kënnen da profitéieren, fir e Bësse méi ambitiéis ze sinn, fir dese Gesetzestext méi ambitiéis ze sinn, wéi just op där enger Säit eng Transpositioun vun de Statuten an e Gesetz, zum aneren nëmmen e bessere Règlement d'ordre intérieur opstellen, also drëtten méi ambitiéis, ewéi en deposéierten Text mat legistesche juristesche Schwaachstellen an Inkohärenzen ze maachen, deen eréischt nom Statsrot a villen Oppositions formelles e richtige Gesetzestext ginn ass.

Well, Dir Dammen an Dir Härén, den Institut grand-ducal ass um Institut de France inspiréiert. An eise net gradesou grouse Land wéi Frankräich ass de Lëtzeburger Pendant net esou staark ausgebaut, natierlech. Ech géif et begrëssen, wann déi sechs verschidden haiteg Sektione vum Institut grand-ducal ënnerenee besser vernetzt wäeren an trotz onofhängege Sektione kee Silosesprit hätten.

Inter- a Pluridisziplinaritéit wäeren e wichtege Atout, getrei der Philosophie vun engem Parlement des savants, wéi se den Institut de France als Usproch u sech selwer stellt. Mä, ech géif mam Montesquieu soen: „Et kéint op den Esprit de la loi un.“ An dee mécht den Institut grand-ducal lieweg, deen insgesamt méi Visibilitéit kéint hunn a méi Kooperatioun mat der Uni an anere wëssenschaftleche Stellen. Well den Institut grand-ducal war natierlech och geduecht, fir ze interagéieren, besonnesch mat der Gesellschaft, der Wirtschaft an och mat der Politik, deemno als eng Chambre des savants, als kritesch intellektuell Stëmm zu Lëtzebuerg.

An Interaktioun mat der Gesellschaft an dem grand Public, zu deem e sech öffne muss, kann domat dem Institut grand-ducal a senger Sektioniounen eng wichteg Roll an der Demokratiséierung vum Wëssen an der Debatt zoukommen.

Ënnert de leschte Regierungen huet den Institut säi Sëtz an der neier Nationalbibliothék zougesot kritt, confirméiert vun der aktueller Regierung. Sécherlech wäert deen neien Ënnerdaach och nei Méiglechkeete bidde fir Interdisziplinaritéit an Demokratiséierung. Vläch och, fir en ze feminiséieren, andeems e méi Fraen ophëlt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Mä onofhängeg vun deem neien an zäitgerechte Sëtz géif mat engem Netzwerk vu Geléierte fir d'Demokratie deem Gesetz dann eng reell Plus-value zoukommen a rechtfertegen, datt en Arrêté royal grand-ducal aus dem 19. Jorhonnert e Gesetz fir d'21. Jorhonnert gétt, mat enger Populariséierung vun der Institutioun Institut grand-ducal.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Härén, wär dann an Uleennung zu engem elo just versterwene franséischen Académicien an Immortel, dem Jean D'Ormesson, den «crayon des enchantements», fir deem éischer formale Gesetz eng Plus-value quant au fond ze ginn, en Impuls fir e méi ambitiést Gesetz, e Gesetz fir d'21. Jorhonnert, e Fortschritt op politeschem, wëssenschaftlechem, kulturellem an demokrateschem Plang.

Fir et mam Michel Serres, dem Member vun der Académie française, ze soen: «Face à ces mutations, sans doute convient-il d'inventer d'inimaginables nouveautés.»

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo. Merci, Här President. E grouse Merci un de Rapporteur, dee jo bal alles gesot huet zu der Reform vun deser venerabler Institutioun. D'Madamm Modert ass och agaangen op dese Projet de loi. Si huet effektiv déi interessant Fro gestallt iwwer eng vläch méi déif gräifend Reform vum Institut grand-ducal.

D'Fro stellt sech natierlech haut, 2017, no der Plus-value vun esou engem Institut an der Lëtzeburger Gesellschaft, am Lëtzeburger Debat. Haut, wou mer eng Uni hunn, déi aktiv ass, déi kontribuéiert, déi vläch nach méi misst kontribuéieren, wéi se dat am Moment mécht, mä déi awer trotzdem zum Débat pu-



blic kontribuëiert, wou et eng ganz Rei Thinktanke gëtt, wou et eng lieweg Zivillgesellschaft gëtt, wou vill diskutéiert gëtt, muss ee sech effektiv heiansdo froen, wat d'Valeur ajoutée ass vun deem Institut grand-ducal, vun deene verschiddene Sektioneen, déi nach ëmmer ganz zou sinn. Dat sinn zoue Sociétés savantes, wou och de Membership oder d'Kritäre fir d'Eligibilitéit net ëmmer ganz kloer sinn a wou ee muss soen, dass och dann d'Selektioun net ëmmer op eng ganz transparent Aart a Weis geschitt.

Et ass, wéi gesot, eng venerabel Institution, déi nach méi misst, mengen ech, och no bausse schaffen, mä déi sech wierklech och muss Froe stellen iwwer hir Vernetzung an der Lëtzebuerger Gesellschaft an iwwer hir Valeur ajoutée.

Voilà! Dat gesot, stëmme mer natierlech dat Gesetz hei mat, wëssend awer, dass et déi grouss Diskussioun ronderëm d'Raison d'être vun deem Institut sécher net wäert léisen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Dann ass et un dem Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools Merci, Här President. A fir unzefänken och e ganz grouss Merci un den Här Bauler, deen eis dee Rapport hei presentéiert huet.

Ech muss soen, ech hu mech wierklech gewonnert elo déi lescht fénnef Minutten, wou mer hei iwwert dee Projet geschwat hunn. Hei kënnt d'CSV mat engem Spriecher, d'Madamm Modert, déi selwer Kulturminister war, déi selwer jorelaang d'Geleeënheet gehat hätt, eppes fir den Institut grand-ducal ze maachen,...

(*Interruption*)

...déi näischt, näischt gemaach huet fir den Institut grand-ducal an dann eng positiv Initiativ wéi déi heiten hei kritiséiert! Et ass natierlech hiert Recht, awer gläwderg Politik ass dat do net.

Mir soen als ADR,...

(*Brouhaha*)

...datt et, fir den Institut grand-ducal erëm nei ze beliewen an ze stäerken, eng gutt Initiativ ass, a mir wäerten dat heite matdroen.

Déi Reform...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Entschëllegt. D'Madamm Modert wollt ganz kuerz, wann Dir erlaabt, eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Eng Fro stellen? Selbstverständlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Madamm Modert, Der hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert** (*CSV*).- Merci, Här President, et ass fir Fait personnel. Ech wëll lech just soen, Här Kartheiser, ech hunn ebe grad just dofir keen esou een Text wéi dat heiten deposéiert, dee just formal Formalitéite geregelt huet an eppes iwwerholl huet, wat haut scho besteet, mä Iwwerleeungen amgaange gehat, fir dorausser méi ze maachen. A genau dofir hunn ech esou en Text net deposéiert gehat. Mä déi Iwwerleeunge si leider an dëser Regierung net virugefouert ginn.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo. Merci.

(*Interruption*)

Ech hunn dat Gefill gehat, dass an der leschter Legislaturperiod am Kulturministère ganz vill Iwwerleeunge gemaach gi sinn, déi zu näischt gefouert hunn. An dat heiten...

► **Mme Octavie Modert** (*CSV*).- Awer nach méi wéi elo.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Ech begrëssen et wierklech, dass hei elo emol eng Kéier Neel mat Käpp gemaach ginn. An ech soen, ech maachen net gär an net dacks Komplimenter un dës Koalitioun, mä dat hei ass wierklech ee gutt Gesetz.

► **Mme Octavie Modert** (*CSV*).- Ech weess, dass Dir aus dem 19. Jorhonnert sitt, Här Kartheiser,...

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dat heiten...

► **Mme Octavie Modert** (*CSV*).- ...wéi hei den Arrêté royal grand-ducal. Dat ass gewosst.

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dat heiten ass e Gesetz an esou eng Reform muss sech an der Kontinuitéit vum Opdrag vun deem Institut grand-ducal maachen, am Respekt vu senger Geschicht a vu senger Onofhängegkeet. An et ass och ënnert deene Kritären, wou mir dëst Gesetz wäerte beuerteelen.

Et ass eng gutt Wiel, fir eng Personne morale de droit public als Rechtsform ze wielen. An et ass och eng ganz flott Saach, dass et konnt gewäerleescht ginn, dass dee Begrëff „sous la protection du Grand-Duc“ an deem Gesetz ass, genausou wéi an der Belsch den Institut ënnert der Protektioun vum Kinnek ass an a Frankräich ënnert der Protektioun vum President. Ech mengen, mir schafen hei och en Usproch, e Qualitéitsusproch an eng historiesch Kontinuitéit, déi een nëmme ka liewen.

Et sinn natierlech och Froen ze stellen. Et kann een elo kucken, wéi deen Institut fonctionnéiert. Seng Onofhängegkeet muss garantéiert sinn. An ech mengen, et ass wichteg, an dat ass elo eng Kritik un lech, och an enger Zäit, wou d'Regierung awer higaangen ass an esou vill Instituter, wëssenschaftlech Instituter ofgeschaaft huet oder zesummegeleucht huet, do muss awer garantéiert sinn, dass déi Onofhängegkeet vun deem Institut grand-ducal wierklech garantéiert ass.

An dat gëllt och fir de Rôle vum Kulturminister. Deen ass am Gesetz net ganz kloer bestëmmt. D'Gesetz seet zwar: De Budget muss dem Kulturminister virgeluecht ginn, mä wat elo wierklech d'Kompetenze vum Kulturminister sinn, ausser der Verdeelung vun deene Suen tëschent deene verschiddenen Instituter, steet net am Gesetz. Wéi ass den Usproch vun der Onofhängegkeet wierklech kompatibel mat deem Rôle, deen dem Kulturminister am Gesetz zougeduecht ass, awer deen net präziséiert ginn ass?

Och bei der Notioun vun „sous la protection du Grand-Duc“ kann ee sech froen, wéi déi ka mat Liewen erfëllt ginn. Huet de Grand-Duc ausser engem symboleschen Opdrag och nach méi Méiglechkeeten, Afloss ze huelen op de Fonctionnement vum Institut grand-ducal, em méi Prestige ze ginn eventuell, wéi dat bei engem normalen Institut de Fall wär? Och doríwwer kann een eng Kéier nodenken.

Genausou wéi och d'Membere mussen kënnen garantéieren, dass deen Institut eng ganz wäertvoll Aarbecht ka leeschten. Mir därefen net nëmmen de Lëtzebuerger Mikrokosmos hei bedéngen, mä mir mussen wierklech kucken, dass deen Institut sengem Ruff a senger Aufgab ka gerecht ginn.

Dofir ass et och wichteg an eisen Aen, dass de Lien mat Lëtzebuerg och betount gëtt. Et steet näischt am Gesetz. En heescht zwar Institut grand-ducal, mä et ass net präziséiert am Gesetz, wéi wierklech de Lien mat Lëtzebuerg soll ausgestallt ginn. Ob zum Beispill elo speziell d'Lëtzebuerger Sprooch oder d'Nationalitéit vun de Memberen (veuillez lire: solle gefërdert ginn), all déi Saachen, wou een hätt kennen en Ophänkert huelen, fir de Lien mat Lëtzebuerg ze hunn, och dat steet net am Gesetz. Dat ass eng Lacune. De Konträr steet och net dran, dofir kënnen mer dermat liewen. Mä op jidde Fall ass et esou, dass een de Lien mat Lëtzebuerg, mat eiser Kultur, mat eiser Sprooch an der Aarbecht vum Institut grand-ducal muss erëmfannen.

D'Notioun Archäologie ass ewechgefall. Mir hate jo am alen Institut grand-ducal déi Section archéologique. Dat ass u sech schued, dass déi Notioun net méi am Gesetz steet, well d'Geschicht fänkt jo do un, wou mer d'Schrëftdokumenter hunn. An dat, wat virdrun ass, ass u sech archäologesch. A mir hunn en immense Patrimoine archéologique hei am Land. An dofir ass et e bësse schued, dass déi Notioun am Gesetz net méi dran ass.

An natierlech schlësse mer eis och den Iwwerleeunge vum Här Fayot a vun aneren un, déi soen, mir müssen eng Reflexioun driwwer féieren, wou dann elo d'Zesummenaarbecht ass mat der Universitéit a mat deenen anere wëssenschaftlechen Instituter, déi mer do kennen hunn. Dat ass och eng Aufgab, déi an der nächster Zukunft vum Institut muss ugeduecht ginn a präziséiert ginn.

Mä mat all deene Reflexiounen kënnen mer awer nëmme soen: Dat hei ass eng positiv Initiativ a mir wäerten déi als ADR och matstëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo als Leschten den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. No den Ausféierunge vum Spriecher

vun der ADR an och no deenen Diskussiounen, déi mer gëschter an haut hei am Plenum hatten, kann ee feststellen, dass eng Separatioun schwéier ass, d'Separatioun vu Loveren. D'ADR fänkt un, just nach op d'CSV ze klappen. Et mengt ee bal, si wieren dat véiert Rad um Gambiawon. Wat ganz erstaunlech ass. E Returnement,...

(*Brouhaha général*)

...deen d'ADR hei gemaach huet.

► **Une voix**.- Elo iwwerdreift et net!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Zum Projet.

(*Brouhaha général*)

Den Institut grand-ducal, dat Gesetz, mat deem mer et...

(*Brouhaha*)

Bei deem Gesetz, mat deem mer et hei ze dinn hunn, do geet et am Wesentlechen drëm, dass de Statut juridique vun enger Institution gekläert gëtt, déi zumindest an deene leschte Joréngten net duerch Aktivismus opgefall ass. An et hätt ee sech effektiv kënnen méi e grouss Worf erwaarde vun enger Regierung, déi awer ugekënnegt hat, d'Fënstere grouss opzerappen an de Mief aus vergangene Joréngten a Jorhonnerten erauszeblosen. Mir stelle fest, dass awer nach ganz vill vun deem Mief an deem heiten Text mat dran ass.

Dat, wat den Här Kartheiser virdrun och zitéiert huet, näämlech dass deen Institut sous la protection du Grand-Duc steet, wou souguer de Statsrot sech gefrot huet, wat dann d'Valeur normative vun esou enger Qualifikatioun wier, ass, mengen ech, e gutt Beispill derfir, dass, wa mer am Joer 2017 Gesetzer maachen, wou iergendwellech Instituter sous la protection vum Groussherzog gestallt ginn, dass awer ganz, ganz bizarre uklängt.

(*Interruption*)

Déi zentral Fro ass awer an dësem Text net gestallt, näämlech déi, wéi eng Roll esou en Institut soll an der lëtzebuergescher akademescher Landschaft a Kulturlandschaft anhuelen, déi jo awer definitiv eng aner ass wéi 1868, wou dat Ganzt geschafe ginn ass. Mir hunn haut eng Uni, mir hunn aner kulturell Institutionen, mir hunn aner Recherchezentren. A wéi eng Funktioun esou en Institut doranner huet, wat d'Plus-value dovunner ass, dass net wierklech ersichtlech an deem heiten Text.

Dir gesitt, d'Euphorie, fir en ze stëmmen, hält sech a Grenzen. Mir maachen et awer.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Merci, Här President. Ech géif virop direkt dem Rapporteur e grouss Merci soen. En huet ganz villen gesot, wat wichteg war. Duerfir kann ech am Fong och meng Interventioun e bësse méi kuerz maachen.

Wéi gesot, den Institut grand-ducal huet seng Plaz. Mir brauchen him keng Aufgaben ze ginn, wat en ze maachen huet. Ech mengen, déi Leit, déi an deem Institut dra sinn, wësse ganz genau, wat ze maachen ass. Si sichen elo schonn an enger gewëssener Interdisziplinariétéit a si sollen och op där Schinn virufueren.

Den Institut grand-ducal ass e wichtegt Element an deem Sënn, dass ganz vill Recherche gemaach ginn zesumme mat der Uni. Si hale Konferenzen, si maache Seminären, et gi Publikatiounen gemaach.

Also, si sinn e ganz, ganz wichtegt Element an eiser kultureller Landschaft. Si hunn och en enorme Patrimoine, deen elo dann och transferéiert gëtt an d'Bibliothèque nationale, fir kënnen do opgeschafft ze ginn, well si hunn an déi 80.000 Dokumenter. Dat ass schonn net näischt.

Déi Haapterneuerung, wéi gesot, vun dësem Projet de loi ass, dass mer dem Institut grand-ducal eng Personnalité juridique ginn, eng Personne morale de droit public, souwuel fir den Institut grand-ducal en général wéi och fir déi sechs Sektioneen, déi de Moment bestinn.

Déi Personnalité juridique huet éischstens emol praktesch Ursachen, dass mer déi ginn, mä se ass awer och op där anerer Säit indispensable, fir dee Patrimoine, deen den Institut huet, kënnen ze valoriséieren.

Am Ausland hunn déi Instituter natierlech och déi Personnalité juridique, notament a Frankräich an an der Belsch, wou mer eis de toute façon och inspiréiert hunn.

Dem Institut grand-ducal seng Missiounen sinn awer och kloer definéiert ginn am Text, Artikel 2. Den Institut huet och verschidde finanztechnesch Regeln, deenen en ënnerläit.

Den Artikel 3 gesäit vir éischstens, dass se emol ënnerschiddlech Ressources financières kënnen hunn, zweetens, dass den Institut e Budget prévisionnel muss ofginn, mat engem Rapport d'activité, an drëttens, dass den Institut dem Contrôle vun der Cour des comptes ënnerläit, wat bis elo nach net de Fall war.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dësen Text soll u sech, quitte dass dat haut kritiséiert ginn ass, en zäitgemësse Kader fir den Institut grand-ducal schafen. E soll sech selwer a seng Sektioneen national an international méi visibel maachen. An, ganz wichteg, den Institut a seng Sektioneen sollen dem Public méi zougänglech gemaach ginn, notament, an ech hunn et schonn ugedeit, mat den 80.000 Dokumenter, déi se an hirer Bibliothék hunn, déi dann eben, wéi gesot, elo an der Bibliothèque nationale ënnerbruecht ginn. De Moment si se verspreecht op x Plazen a si ginn elo konzentréiert op enger Plaz.

Fir ofzeschlësse wollt ech am Fong soen, dass - dat ass schonn ugeklongen - den Institut d'nächst Joer seng 150 Joer feiert. An ech géif mengen, deen heiten Text kënnt grad zum richtige Moment, och an der Joreszäit. Dat wär fir den Institut, wann d'Gesetz ugeholl gëtt, e schéine Chrëschtkaddo.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Statssekretär.

A mer géifen dann zum Vott iwwert de Projet 7021 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7021 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eríwwer: 59-mol Jo. Keen Neen a keng Abstentioun. Domat Unanimitéit vun deenen, déi ofgestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7021 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'accord fir d'Dispens?

(*Assentiment*)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum leschte Punkt vun de Moien iwwergoen: d'Proposition 7213, eng Annerung vum Règlement, fir der rezenter Reform vum Conseil d'État Rechnung ze droen. An d'Wuert huet den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry.

9. 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*), *rapporteur*.- Jo, Kolleeginnen a Kolleegen, bei dëser Ofännerung vun eise Chambersreglement geet et drëm,



fir eis intern Regelung un déi lescht Gesetzesmodifikatioun unzepassen, wat d'Organisatioun vum Statsrot ugeet: d'Gesetz vum 16. Juni 2017, wou eng Rei Punkte geännert gi si par rapport zu der Gesetzgebung, déi virdu bestanen huet an déi mir an eisem Reglement iwwerholl haten, déi mer elo mussen dann och vollzéien, fir dass eng Konkordanz besteet tëschent eisem interne Reglement, wat d'Organisatioun vun eisen Aarbechte regelt, an dem Gesetz iwwert de Conseil d'État.

Et geet dorëm, fir d'Éischt ze kucken - dat war eng Fro, déi mer diskutéiert hunn, och den Här Meyers hat déi opgeworf -, ob mer all Kéiers sollten, wann e Gesetz geännert gëtt oder wann e Gesetz eng Regelung virgesäit, déi d'Aarbechte vun eiser Chamber betrëfft, ob mer dann och dat Reglement automatesch mussen änneren oder ob et net géif duergoen, fir de Gesetzestext einfach ze applizéieren, ouni dass mer eist Reglement op deem Punkt iwwerhaupt musse virhuelen.

Mir waren der Meenung, well dat bis elo déi generell Approche war, déi mer och zum Beispill beim Droit d'enquête a bei der Kommission vum dem Contrôle vum SREL hunn, sollte mer déi bäibehalen. Déi besteet doranner, dass mer gesetzlech Bestëmmungen an eist internt Chambersreglement integréieren, wa se en direkte Bezug zu eisen Aarbechten hunn. A mir hu gemengt, mir sollten elo do kee Broch maache mat där Traditioun, déi mer bis elo hatten, mä an deem Stadium, virun enger allgemenger Iwwerschaffung vun eise Reglement, och bei där doter Praxis bliewen.

Dat heescht also, dass mer elo da virun der Fro stinn, wéi mer déi Modifikatioun vum Gesetz iwwert de Statsrot hei och an eist Chambersreglement integréieren. Mir hu probéiert, eis do esou wäit wéi méiglech eent zu eent un den Text vum Gesetz ze halen, just op deem engen oder anere Punkt eng licht Modifikatioun eranzebréngen, fir an der Kohärenz vun dem Opbau vun eise eegene Reglement ze bleiven, ouni awer doduerch an Interpretatiounsschwieregkeeten eranzekommen.

Soudass keng Divergences d'interprétation kënne bestoen tëschent dem Gesetzestext op där enger Säit an dem Reglementstext op där anerer Säit, wou ee sech jo da géif d'Fro stellen: Wat priméiert am Endeffekt, d'Reglement vun der Chamber, deem seng Basis direkt an engem Verfassungsartikel ass, oder d'Gesetz? Déi spannend Fro brauche mer hei net ze tranchéieren, wa mer Suerg droen, dass mer plus ou moins déiselwecht Texter hei am Gesetz an am Reglement vun der Chamber stoen hunn.

Wat sinn dann elo och déi wichtegst Ännerungen, déi sech aus där Reform vun 2017 vum Statsrot hei erëmspielen am neien Text vum Reglement vun der Chamber?

Et ass éischters emol d'Verhältnis, d'Relatiounen tëschent der Chamber als Institutioun an dem Conseil d'État als Institutioun. Déi geschéien an Zukunft op direktem Wee an net méi par l'intermédiaire vun der Regierung. Doduerch réckelt de Conseil d'État och praktesch an eng Äquidistanz zur Regierung an zum Parlament, wat sech jo och an der Zesummesetzungsprozedur vum Conseil d'État erëmस्पигelt, wou souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber e Virschlosrecht hunn, niewent der Kooptatiounsprozedur, déi beim Conseil d'État selwer ass.

Mir mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. An dat geschitt dann op deem normale Wee. Dat heescht, u sech leeft dat iwwert de President vun der Chamber mam President vum Conseil d'État.

Dat huet och eng Konsequenz: dass d'Proposition-de-loien net méi, wéi eigentlech eist Reglement et virgesäit, wéi d'Projet-de-loien iwwert d'Regierung un de Conseil d'État weidergeleet ginn, mä elo schreiwe mer ausdrécklech an eisen Text dran, dass mir als Chamber d'Proposition-de-loien, wat also Initiativ vun den Deputéierten ass, direkt un de Conseil d'État weiderginn, ouni iwwert d'Bréifkëscht vum Statsministère ze fueren. Alles dat geet, mengen ech, och an eng vernünfteg Richtung eran, wat de Stellwäert vum Parlament par rapport zu aneren Institutiounen ugeet.

Da gesäit eng interessant Bestëmmung, déi mer am Gesetz gestëmmt hunn hei, vir, wann d'Chamber dat verlaangt, dass dann och de Conseil d'État oder eng Kommission vum Conseil d'État muss eng Kommission vun der Chamber zu engem präzise Gesetzesprojet oder Gesetzesinitiativ unhéieren, déi an der

Chamber behandelt gëtt, fir esou Onkloerheete vläicht aus dem Raum ze kréien.

Dat ass ausdrécklech an deem neie Gesetz vun 2017 vum Conseil d'État esou virgesinn. Och dat ass, mengen ech, e Fortschrëtt par rapport zu virdrun an de Relatiounen. Dat ass et haut schonn op enger offiziöser Basis ginn. Do sinn esou Kontakter vun Zäit zu Zäit organiséiert ginn tëschent enger Kommission an normalerweise enger Kommission och vum Conseil d'État op eenzelne konkrete Projeten, mä dat war bis elo eigentlech net formaliséiert. Elo maache mer dat. A mir hunn als Kommission vum Reglement och kloer zum Ausdrock bruecht, dass mer och der Meenung sinn, dass dat dann och eng normal Kommissions-sitzung ass vun där Kommission vun der Chamber.

An natierlech heescht dat och, dass se och op deemselwechte Wee muss geneemegt ginn, wéi wann ee Kontakter zu baussen ophëlt. Dat heescht, u sech ass et de President vun der Chamber, deem dat geneemegt, awer sur avis conforme vun der Conférence des Présidents, wéi dat och mat anere Kontakter zu externen Institutiounen vun der Chamber Usus ass.

Soudass mer also do, mengen ech, eng Rei vu positiven Ännerungen selwer hei an d'Wee geleet hunn, déi déi Relatioun mam Conseil d'État am Sënn vun enger gudder parlamentarischer a legislativer Aarbecht kënne verbesseren.

Dann dat anert wichtegt Element vun de Modifikatiounen, wat d'Chamber an de Statsrot ugeet, ass d'Nominatiounsprozedur bei zukünftige Conseillers d'État, wou jo d'Chamber eng vun den Instanzen ass, déi Kandidaten proposéiert.

Bis elo war dat esou, dass d'Chamber eng Lëscht vun dräi Kandidaten proposéiert huet. D'Gesetz huet do gesot, dass just nach eng Kandidatur eigentlech dem Grand-Duc zur Ennerschrëft virgeluecht gëtt an dass dat och, wéi elo, duerch eng Kommunikatioun no bausse geschitt, wou d'Kandidaten sech kënne hei bei der Chamber mellen, wann esou e Posten als vakant erkläert gëtt, a wou dann och an där Annonce, déi no bausse gemaach gëtt, d'Konditiounen vun der Stee vun der Kandidatur festgeluecht sinn, wéi se am Gesetz vun 2017 iwwert d'Organisatioun vum Conseil d'État festgeluecht sinn.

Do sinn e puer nei Elementer mat derbäikomm. Et ass jo och d'Iddi festgehalen ginn am Gesetz, dass do de Conseil d'État zwee Profiller definéiert, déi am Prinzip solle vun deem neie Kandidat oder där neier Kandidatin erfëllt ginn. An et kënnt derbäi, dass d'Chamber och elo duerch d'Gesetz d'Verpflichtung huet, derfir ze suergen, dass heescht drop opzepassen - d'Verb „veiller“ ass hei gebraucht ginn -, dass déi eenzel politesch Kräfte, déi politesch Parteien, déi an der Chamber hei vertritt sinn, och adequat vertritt sinn am Conseil d'État, soufern se eng minimal Verriedung vun dräi Deputéierten an der Chamber hunn.

Dat ass also och ee Kritär, deem elo ze berücksichtigen ass. Et ass kee Critère de recevabilité vun enger Demande, mä et ass awer e Kritär, deem herno d'Chamber an hirer Ofstëmmung, déi se dann iwwert d'Kandidature mécht, ze berücksichtigen huet.

Dobäi ass och eng nei Geschlechterbestëmmung komm, déi mer bis elo an deem heiten Domän guer net kannt hunn. Et ass, géif ech soen, déi, bon, moralesch Verpflichtung do - déi ass net bannend -, fir fir eng gläichwäerteg Verriedung vu béide Geschlechter ze suergen. Mä et ass awer dann eng Fernbestëmmung dran. Dat ass déi, dass u sech d'minimal Verriedung vun deem ënnerrepresentéierte Geschlecht muss siwen ausmaachen.

Dat heescht also ganz kloer: Et ass eng Fro vu Recevabilitéit vun den Demanden. Dat heescht, u sech muss gewäerlescht ginn, dass mindestens siwe Männer oder Fraen, jee no der Konstellatioun - am haitege Kontext sinn et Fraen, mä et ka sech awer natierlech eng Kéier änneren -, am Conseil d'État vertritt sinn. Soulaang also déi Mindestziel net erreecht ass, kann u sech kee Kandidat genannt ginn.

Datselwecht, eng äänlech Bestëmmung hu mer scho méi laang, wat d'Zuel vun de Juristen ugeet, wou jo eng Majoritéit vun de Membere vum Conseil d'État muss Jurist sinn. An dat ass och eng Fro vu Recevabilitéit. Do muss also, ausser an enger Iwwergangsperiod tëschent enger Demission an enger Nominatioun, gewäerlescht ginn, dass eng minimal Ziel vu Juristen am Conseil d'État ass. Hei kënnt also nach eng zousätzlech Geschlechterbestëmmung derbäi, déi mer natierlech och, wéi d'Gesetz, an eist Chambersreglement mat erageholl hunn.

Voilà! Déi Ännerungen do, mat enger Kandidatur just nach, déi proposéiert gëtt, maachen, dass mer elo déi ganz Dispositiounen, wat d'Poste vu President, Vizepräsident a Conseillers an der Cour des comptes ugeet, eleng an engem Artikel stoen hunn. Déi ass elo net méi comparabel mat där, déi mer fir d'Membere vum Conseil d'État hunn. Duerfir ännert sech och an deem dote Punkt eist Reglement vun der Chamber.

Wéi gesot, dat ass elo keng revolutionär Neierung, déi ech hei proposéieren. Dat sinn déi Neierungen, déi mer selwer hei decidéiert hunn, wéi mer d'Reform vum Conseil d'État gestëmmt hunn, an déi mer probéieren also hei korrekt och an eist eegent Reglement ëmzesetzen.

Ech géif also proposéieren am Numm vun der Kommission, do war Eestëmmegkeet, deen heiten Text ze stëmmen. An ech bréngen och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir hunn an der Kommission iwwert déi Upassungen zum Reglement diskutéiert. Mir hatten als CSV géint de Projet de loi vun der Modifikatioun vun dem Statsrot gestëmmt. Hei geet et awer ëm reng technesch Upassungen par rapport zu deem Gesetz.

Mir hunn eisen Accord an der Kommission dozou ginn a ginn nach heimadder den Accord fir d'Upassung vum Reglement interne vun der Chamber zu deenen Upassungen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - D'Madamm Beissel mécht dat.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wéi Der wëllt!

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Ech soen dem Alex Bodry och am Numm vun der DP-Fraktioun en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et wär u sech vill ze soen, mä en huet dat esou gutt virbruecht, dass ech mech ganz kuerz wäert faassen.

U sech ganz kuerz dräi Iddien.

Dat Éischt ass: Mir regulariséieren haut. Mir hunn en neit Gesetz iwwert de Statsrot. An dofir musse mer hei an deem Haus, a mir hu jo och déi Optioun geholl, dass mer dat ëmmer maachen, dass déi Texter beienee sinn, ebe just d'Designatiounsprozedur no den neie Konditiounen, dass mer d'Chambersreglement dem Statsrotsgesetz upassen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass eng Revalorisatioun vum Parlament doduerch, dass mer u sech méi no beieneeréckelen, d'Kollaboratioun oder d'Kooperatioun mam Statsrot straffen, an op där anerer Säit e bësse méi schnell kënne fueren, net ëmmer mussen iwwert d'Regierung fueren. Do maache mer eis e bësse flügge als Parlament, och vis-à-vis vum Pouvoir exécutif.

An dat Drëtt, wat ech lech wëll soen, ass: Mir maachen dat doten elo als Adaptatioun, mä Dir wësst, dass mer amgaange sinn, eis Gedanken ze maachen, well d'Reglement misst eigentlech eng Kéier generell a ganz op de Métier geholl ginn, fir et wierklech no där haiteger Zäit ze moderniséieren. Do gëtt virun dru geschafft. De Moment ass et eng Etapp, wou mer dat dote maachen. Dat ass wichteg.

An dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Madamm Loschetter d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech hunn eigentlech näischt méi bäizefügen. Et ass alles erkläert. Mir setzen e Gesetz an e Chambersreglement ëm, fir datt mer och konform kënne schaffen. An aus deem Grond wäerte mir natierlech dese Projet de loi oder dat Reglement matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, och ech brauch net méi vill zu dem Text hei ze soen. Ech wëll just dem Kolleeg Alex Bodry Merci soen, deem dat mat senger Kompetenzen hei wonnerbar als Rapporteur explizéiert huet.

Et ass eng Ëmsetzung vun engem Gesetz, wat mer kierzlech gestëmmt hunn, wat mer elo an eist Reglement integréieren. An ech mengen, esou wéi et erkläert ginn ass, si keng weider Wieder méi noutwendeg. An ech kann den Accord vun eise Grupp bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Et ass schonn e puermol gesot ginn: Et ass d'Ëmsetzung an d'Aschreiwung an eist Reglement vun engem Gesetz. E Gesetz, wat virun e puer Méint hei diskutéiert ginn ass, mat deem mir net averstane waren, bei deem mir eis enthalten hunn, well nieft verschiddenen eenzelne Fortschrëtter awer éischter d'Enttäuschung iwwerwien huet.

Dat heiten ass elo d'Ëmsetzung dovunner an eis Reglement. Et kann een net vill anescht maachen, wéi déi dote Prozedur unzehuelen. Duerfir, mir stëmmen dat heiten och mat, net ouni ze vergiessen ze soen, datt mer awer mat dem urspréngleche Gesetzestext net averstane waren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwergeen.

Ech wollt just zu der Suggestioun vun der Madamm Beissel soen, dass an deene leschte Méint ganz exzellent Viraarbechte gelescht gi sinn an der Administratioun, de Verglach vun eise Reglement mat anere Reglementer, soudass déi noutwendeg Viraarbecht gelescht ass, fir dass mer als Chamber kënne an absehbare Zäit un eng Iwweraarbechtung vum Reglement goen. An ech wollt duerfir och Merci soe fir déi exzellent Aarbecht an dann zur Ofstëmmung iwwert d'Ännerungspropositioun iwwergeen.

Vote sur la proposition de modification 7213 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An elo gläich ass d'Ofstëmmung eriwwer.

A mir stellen Unanimitéit fest.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

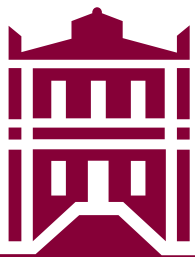
Ech soe Merci.

An domat si mer um Enn vun eiser Moiesetzung ukomm.

Rendez-vous ass de Mëtten um zwou Auer fir de Rescht vum Programm. Mir wäerte mat enger Question urgente ufänken an dann de Projet vun der Economie huelen an duerno direkt hannendrun de Projet iwwert d'Congéspécialien huelen.

Voilà! Dat gesot, ënnerbriechen ech eis Sëtzung. A Rendez-vous ass um zwou Auer. Gudden Appetit!

(Fin de la séance publique à 11.37 heures)



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours
 - M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur
- 6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant
 - la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
 - la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale
 - Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding
 - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7060 - Projet de loi portant modification
 - du Code du travail;
 - de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant
 - la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales
 - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding
 - Discussion générale: M. Marc Spautz (intervention de M. le Ministre Nicolas Schmit), M. Georges Engel, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Nicolas Schmit), M. Marc Baum
 - Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. Fernand Kartheiser), Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de Mme Viviane Loschetter)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)
 - Discussion générale: M. Laurent Zeimet (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre François Bausch), M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas (interventions de M. Eugène

Berger et Mme Claudia Dall'Agnol), M. Gast Gibéryen, M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- 7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Roger Negri (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Roy Reding (dépôt d'une motion) (intervention de M. Gast Gibéryen), M. David Wagner (intervention de M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer, M. Gilles Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Roger Negri (intervention de Mme Lydie Polfer)
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Serge Wilmes et M. Gast Gibéryen)
- Motions: M. David Wagner, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Ministre François Bausch), M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Georges Engel et M. Alex Bodry)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7209 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7210 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7200 et 7201) (rejetée)
- Vote sur la motion 2 (liée aux projets de loi 7200 et 7201) (rejetée)
- Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7209 et 7210) (rejetée)

- Discours de fin d'année de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- M. Alex Bodry

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An ech gesinn, d'Regierung huet direkt keng Kommunikatioun ze maachen. Merci, Här Vizepremier.

Da géif ech zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Question urgente, déi vun de Kollege vun der CSV komm ass. An den Här Zeimet dréit se vir.

2. Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Merci, Här President, an och Merci, datt Der d'Urgence unerkannt hutt. Dir Dammen an Dir Hären, et geet em de Finanzement vum zukünftege CGDIS a verschidde Consignes, déi den Innenminister de Gemengen an de leschte Wochen zoukomme gelooss huet. Ech schécke viraus, datt et eis elo net em eng prinzipiell Diskusioun em de CGDIS geet, mä em déi zukünftege eventuell Finanzéierung vun deemselwechten.

An der Budgetscirculaire, déi den 10. November vum Innenminister un d'Gemenge gaangen ass, sinn d'Gemengen u sech opgefuerdert ginn, an hire Budgeten déi normal Kreditter fir d'Rettungsdéngschter weider virzege sinn. An effektiv huet de Minister doranner geschriwwen, „dans les meilleurs délais“ géif en nach eng Kéier op Präzisiounen zrëckkommen, wat de CGDIS géif ugoen. An en huet do ugekënnegt an der Budgetscirculaire, datt de CGDIS géif den 1. Juli da fonctionnéieren, wat e bésse fir Erstaune gesuergt huet, datt iwwer eng Budgetscirculaire matgedeelt gëtt, weini de CGDIS géif fonctionnéieren. E CGDIS, dee bis ewell jo emol nach net hei an der Chamber approuvéiert ginn ass! Mä et sief!

Ech denken, datt déi meescht Gemenge sech dorunner gehalen hunn an och weider natierlech d'Kreditter virgesinn hunn, fir hir Rettungsdéngschter ze finanzéieren am Laf vum nächste Joer.

Mir haten dunn als CSV-Fraktioun e Courier gemaach un de President, fir ze froen, fir eng Commission jointe ze kréie vun der Finanzkommission an der Interieurskommission, fir genau iwwert de Punkt vun der Finanzéierung vum CGDIS eng Kéier kënnen zesummen ze diskutéieren. An der Interieurskommission war dat och esou zougesot ginn, datt dat sollt geschéien, well mir eis awer Gedanke maachen - an do sinn ech mat mengem Kolleg, dem Léon Gloden, net eleng, mä et sinn der eng ganz Rei an eiser Fraktioun an ech denken och op anere Bänken -, wat genau elo do op eis zoukënn als Stat, awer natierlech och als Gemengen.

Wou si mer drun? Dat heescht, wat ass de Finanzplang vun deem CGDIS? Wéi soll en herno finanzéiert ginn? Wéi deelt déi Fifty-fifty-Opdeelung sech herno genau op? Wat bedéit dat fir de Stat? Wat bedéit et fir d'Gemengen? Dat ass esou zougesot ginn. De Minister huet och gesot, si wären amgaangen dann ausrechnen, wat dat fir déi eenzel Gemenge géif ausmaachen.

Du ware mer dann awer erstaunt an de Gemengen - an och do, mengen ech, war ech mam Här Gloden net eleng erstaunt, mä och anerer -, wéi mer de 5. Dezember e Courier kritt hu vum Innenminister, nach eng Kéier zur Finanzéierung vum CGDIS, a wou dann all Gemeng eenzel e Montant matgedeelt kritt huet, dee se da soll an den Depensé virgesi fir hir Kontributioun an dee sougenannte CGDIS.

Elo ass et esou, datt déi Circulaire esou formuléiert ass, oder villméi dee Bréif esou formuléiert ass, wéi e formuléiert ass, a mer net vill Leit begéint hunn, déi dat direkt verstanen hunn, wat de Minister elo vun de Gemenge verlaangt huet. An et sinn och Kollegen, déi nogefrot hu bei de Servicer vum Minister, an déi kruten do och verschidden Interpretatiounen. Also gëtt et do Interpretatiounsdivergenzen, wat genau elo gemengt a verlaangt ass a wéi et geduecht ass virun allem.

Wat ee versteet, ass, datt ee soll eng Depense virgesinn als Kontributioun fir de CGDIS. Et leeft jo awer ëmmer nach weider, denke mer jo emol, déi normal Fonctionnementskäschten, déi mer solle virgesinn iwwert d'Joer 2018. Oder vläicht awer och net, well et gouf och gesot: „Jo, mä Dir kënnt jo vläicht dann och op

der Recettésäit schonn eppes virgesinn, well iergendwéi soll de Stat jo herno, wann dann dee CGDIS do géif kommen...“ An do stellt Der scho fest, ech soen ëmmer „wann“! Wann, well ausser, mir hätten op dëser Säit iergendeppes verpasst hei, mengen ech, ass de CGDIS vun dëser Chamber nach ëmmer net gestëmmt ginn! An ob e gestëmmt gëtt, steet jo awer soulaang, bis e gestëmmt ass, ëmmer nach an de Stären. An ech denken, datt et awer e bessen e komescht Virgeeën ass, fir hei ëmmer schonn erëm esou ze maachen - et ass net déi éischte Kéier! -, wéi wa schonn eppes en viqueur wär, wat dës Chamber nach net passéiert huet!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Et ass e bessen e komescht Verständnis vum Fonctionnement vun dësem Stat, well ech awer eng Kéier an der Klammer hei bemierken.

Op alle Fall, dee Bréif stellt vill Froen, an dem Minister dierft et sécherlech net entgaange sinn, datt eng Rei vu Gemengen hir Budgete scho gestëmmt hunn. An et wäert dem Minister och net entgaange sinn, datt eng aner Rei vu Gemengen hir Budgete souwäit préparéiert hunn an drop waarden, datt se elo an de Gemengerot kommen, fir diskutéiert an normalerweis dann och gestëmmt ze ginn.

Elo kënn awer da just viru Kleeserchersdag e Bréif, deen erëm opfuerdert, d'Budgeten elo nach ganz schnell erëm eng Kéier ëmzënnern, wou dann och Montanten drastinn, wou ech mer kéint virstellen, datt et an där enger oder anerer Gemeng awer vläicht e bessen enk kéint ginn am Budget.

Dofir, Här Minister, d'Fro: Dir sidd jo sécherlech au courant, datt d'Gemenge ganz kuerz virum Vott vun hirem Budget stinn. Ech denken och, datt Dir och wësst, datt de CGDIS nach net gestëmmt ass, an Der och au courant sidd, datt et verschidden Interpretatiounen zu Ärem Bréif gëtt. Dofir wäer mer net onfrou, wann Der elo vun dëser Geleeënheet géift profitéieren, fir dann Ären eegene Bréif eng Kéier ze erklären, wéi e geduecht ass, fir datt d'Gemengen da kënnen eventuell deem nokommen, wat Der verlaangt.

An dann ass och d'Fro: Wat maacht Der am Fall elo vun deene Gemengen, déi hire Budget

scho gestëmmt hunn? Gitt Der dohinner an ännert déi dann eegenhändeg em? Oder wat maacht Der, wann d'Gemengen deem Bréif elo net nokommen?

Nach eemol: Mir stellen net am Moment prinzipiell de CGDIS a Fro. Mir stinn hannert eise Rettungsdéngschter. Mir wëllen och selbstverständlich déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, datt se kënnen fonctionnéieren. Mä bei där Reform wëlle mer awer wëssen, wat op eis duerkënn. Mir wëlle wëssen, wat et kascht, a mir wëlle genau herno wëssen, wie wat ze droen huet. An eréischt da gi mer eis Zoustëmmung fir déi Reform oder net.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Wuert huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch, fir op d'Fro ze äntworten.

► **Une voix.**- D'Fro urgente!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- D'Fro urgente. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et war e bésse laang, eng Minutt ze laang.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dat ass kee Problem. Wann ech déi Minutt ka recuperéieren, da sinn ech frou.

(Interruptions)

Ech sinn e bessen erstaunt, dass den Här Zeimet erstaunt ass,...

(Hilarité)

...well dat, wat mer, wéi e selwer gesot huet, mat deem Bréif un d'Gemenge bewierke wollten, ass dat, wat mer och laang virdrun ugekënnegt haten, engersäits, wéi en et selwer gesot huet, an eiser Circulaire, déi mer un d'Gemenge gemaach hunn iwwert d'Gemengebudgeten, déi den 10. November erausgaangen ass, wou mer ganz kloer gesot hunn, dass e Bréif géif nokommen, wou mer d'Gemenge géifen driwwer informéieren, wat se



mussen an de Budget aschreiwen en vue vun der Realisatioun vum CGDIS.

Et ass nach net ganz laang hier, dunn hat ech dem Här Zeimet e klengen Dictionnaire zoukomme gelooss, a wann een d'Definitiouen vun engem Budget am Petit Robert noliest, da steet dodran, dass een an dee Budget alles soll aschreiwen, wat previsibel un Dépense kënnt. Ech mengen awer, Här Zeimet, kënnen hei ze behaupten, och wann d'Gesetz nach net gestëmmt ass, dass et awer previsibel ass, dass mer am Joer 2018 en neien Etablissement public wäerte kreéieren, wou dann d'Rettungsdéngschter ënner engem Hutt wäerte vereenegt ginn. An ech mengen och kënnen hei ze soen, dass mer bis elo an der Chamberskommissioun an enger grousser Eintracht un deem Projet do geschafft hunn.

Eis Aufgab als Interieur ass et, d'Gemengen am beschten dorobber hinweisen, wat an der nächster Zukunft ka kommen! Dat heiten ass, mengen ech, och ganz kloer an der Kommissioun vun eis verlaangt ginn, dass mer de Gemenge matzäit sollte soen, wat op se duerkennt. An eiser Budgetcirculaire hu mer de Gemengen engersäits gesot, dass se déi Depensen, déi se haut dran hu fir den Entretien vun de Service-d'incendies, dass se déi Budgetartikel sollte bäibehalen an dass mer géifen, esou séier wéi dat méiglech wär, och eng Aschätzung maache vun deenen zukünftige Käschten, déi op se duerkommen, wat de CGDIS ugeet. Dat hu mer gemaach, esou wéi et och an der Chamberskommissioun ugekënnegt ginn ass.

Effektiv ass et awer elo esou, dass eng Rei vu Gemengen hire Budget entweder scho gestëmmt haten - bis de 5.12. war dat genau eng Gemeng, näamlech d'Gemeng vu Käerjeng -, eng Rei anerer hunn dat awer e puer Deeg drop gemaach. An déi zwou Gemenge respektiv déi Buergermeeschtere vun deenen zwou Gemengen, déi elo d'Question parlementaire de Mëtting gestallt hunn, näamlech vun der Gemeng Beetebuerg an der Gemeng Gréiwemaacher, wann ech richteg informéiert sinn, wäerte muer hire Budgetprojet stëmmen, sou dass also gutt Zäit war, dat, wat mer hinnen als Depense ugeroden hunn, an de Budget dranzusetzen, dass se dat och nach ëmmer kéinte maachen.

Mä och, wa se et net maachen, an dat wëssen och déi zwee, well et si schlisslech schonn al Huesen als Buergermeeschter, dann ass dat och nach net dramatesch, well et gëtt eng Rei vu Moyenen, dat dann och eng Kéier nodréiglech ze redresséieren. Ech mengen, och dat sollt hei awer eng Kéier gesot ginn.

Wat wichteg ass, wann et ëm den Inhalt geet, an dovun ginn ech jo emol aus: Wat hu mer de Gemenge geschriwwen? Et geet drëms, fir elo scho kënne kloer festzeleeën, wat reng CGDIS (veuillez lire: wat dat reng de CGDIS betreffend fir d'Gemenge bedeit.) Wann et dann esou gestëmmt gëtt, wéi dat ofgemaach ass oder wéi dat diskutéiert gëtt oder wéi dat och an der Chamber, an der Chamberskommissioun an allen Amendementen, déi mer elo diskutéiert hunn, ofgestëmmt ginn ass, dann heescht dat, dass an Zukunft eng Rei vun Depensen op d'Gemenge wäerten duerkommen.

Eis ass et drëms gaangen, de Gemenge matzäit ze soen, wou se dru sinn an dass se dat kënnen aschreiwen.

Mä nach eng Kéier ganz kloer gesot: Wa se dat net wëllen an hire Budget aschreiwe loossen dës Kéier, dann ass dat och nach net dramatesch. Et gëtt och nach ëmmer d'Méiglechkeet, nodréiglech eng Rektifikatioun vum Budget ze maachen. An et gëtt och nach ëmmer d'Méiglechkeet, dat an engem Budget rectifié nach eng Kéier kloer duerzeleeën.

Hei ass et drëms gaangen, fir d'Transparenz vun Ufank u spillen ze loossen. An ech wëllt lech awer soen, Här Zeimet, dass déi alermeeschst Gemengen domadder absolutt kee Problem haten. Mir hate genau néng Gemengen, déi bei eis ugeruff hunn, fir ze froen, wéi dat da gemengt wier a wéi dat da sollt am Budget ganz konkret ausgesinn. Déi Gemengen hunn och alleguerten déi nämlecht Äntwert vun eis kritt!

An et ass dofir eng falsch Interpretatioun, fir ze soen, et wär bei menge Servicer esou, dass deen ee géif dat eent soen an deen aner dat anert. An deem Bréif, dee mer un d'Gemenge geschriwwen hunn, do sinn eng ganz Rei vun Telefonsnummere mat Nimm vu Beamten ernimmt ginn, un déi ee sech sollt wënnen, wann dozou Froe wieren. An alleguerten déi

Leit, déi déi Leit ugeruff hunn, hunn och iwwerall déi nämlecht Äntwert kritt!

Ech verstoppem net, dass et deen een oder anere Gemegepolitiker gëtt, dee mengt, dass en aus där aler Zäit vum Interieur, wou en eng Rei vu Relatiounen hat, nach ëmmer kéint seng Relatiounen spille loossen, déi al Seilschaften, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, wou een deen anerem da praktesch...

(Brouhaha et protestations)

...wou een deen anerem nach ëmmer dann no Informatiounen gefrot huet. Ech kann lech just soen: Wann Der lech un dat gehalen hätt, wat a mengem Bréif un d'Gemenge gestanen huet, dass Der déi Leit ugeruff hätt, déi wëssen, ëm wat dass et geet, dann hätt Der och iwwerall déi nämlecht Äntwert kritt!

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6855 betreffend d'Neuerdnung vun enger Rei vun Hëllef fir den Ëmweltschutz. An déi riichte sech un eis Betriber. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Franz Fayot.

3. 6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer iwwer e Projet de loi of, dee wichteg ass direkt an zwou Beräicher: Deen éischte wichtige Beräich ass dee vum Ëmweltschutz an deen zweeten, dat ass deen, dass en och zu der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft bäidréit op eng net onwichtig Aart a Weis.

Mat deem Projet de loi féiere mer näamlech en neie staatlechen Hëllefssystem an am Beräich vum Ëmweltschutz. An dese Regimm remplaceiert den aktuelle Regimm aus dem Gesetz vum Februar 2010, deem seng initial Dauer bis den 31. Dezember 2013 limitéiert war, deen awer du bis 2017 verlängert gouf.

D'Hauptzil vun deem Gesetzestext ass et, d'Betriber ze encouragéieren, fir déi natierlech Ressourcen op eng rational Aart a Weis ze verwennen an esou den ekologesche Fousofdruck vun de Produktiounsaktivitéiten a -prozesser ze reduzéieren.

Op dës Manéier sollen d'Entreprises encouragéiert ginn, zu den nationalen Ziler fir erneierbar Energien, Energieeffizienz a Reduktioun vun Treibhausgasen bäizetroen, wéi et och am Regierungsprogramm vun 2013, an der Strategie Europa 2020 an natierlech och an den Ziler vum Paräisser Accord virgesinn ass.

Den neie staatlechen Hëllefssystem viséiert exklusiv Hëllef, déi en incitativen Effekt hunn. Dat heescht, hei geet et drëm, d'Betriber dozou ze kréien, hiert Verhalen ze änneren. Also soll de Betrib encouragéiert ginn, fir nei Aktivitéiten ze schafen, déi een ouni dës Hëllef net kéint réaliséieren respektiv nëmme limitéiert kéint ëmsetzen.

De Betrib soll incitéiert ginn, fir den Niveau vum Ëmweltschutz bei sengen Aktivitéiten ze heijen an esou zu engem sécheren, nohaltegen an abordablem europäeschen Energiemaart bäizetroen.

Här President, e weideren Zweck vun deem Gesetzesprojet ass et dann och, fir den nationale Sektuer vun den Ekotechnologien weiderzuentwëckelen, woubäi gewosst ass, dass dat dës Joer eng vun den Diversifizéierungsachsen vum eise Land ass.

Et kann een elo schonn ënnersträichen, dass Lëtzebuerg am Beräich vu sougenannten „gréngen“ respektiv „propperen“ Technologien eng ganz Rei flott Nischen opzeweisen huet. An ech erënneren do un d'Ried gëschter vum Henri Kox zum Budget, dee jo och eng Partie Beispiller ginn huet, notament an der Kreeslafwirtschaft, wou elo scho Lëtzebuerg Betriber ganz flott Modeller ausgeschafft hunn an deem Beräich.

Lëtzebuerg huet sech op spezifescht Gebidder an op spezifescht Stadie vun der Wäertkette fokusséiert an ënnerstëtzt aktiv de sougenannten „greening“ vun der wirtschaftlecher Struktur vum eise Land.

Deen neien Investitiounsprogramm vun der Regierung huet mat deem Gesetz och eng positiv Auswirkung op d'Schaffen an d'Erhaltung vun Aarbechtsplazen. Den Aarbechtsmaart profitéiert also och vun der Moderniséierung vun der EU hirer Bähëllefspolitik am Ëmweltschutz. D'EU huet näamlech d'Kritäre souwuel iwwerpréift wéi och adaptéiert, déi et den EU-Staten erméiglechen, staatlech Hëllef auszebeziehen.

Mam neie Reglement N°651 vun der Kommissioun vum Juni 2014 goufen elo eng Rei vu weideren Hëllef als kompatibel zum Banne-marché deklaréiert. Och dësen Hëllefssystem, iwwert dee mer haut schwätzen, gehéiert zu deem neie Kader.

Esou wéi de viregte Regimm ass och den neien Hëllefssystem dorobber ausgebaut, fir e staarken, kompetitiven an diversifizéierten Industriesektuer en place ze setzen, dës duerch e rationale Gebrauch - nach eng Kéier - vun natierlechen Ressourcen, virop der Energie. Fir och weiderhin eng effikass circulaire Wirtschaftspolitik ëmzesetzen, viséiert den neien Hëllefssystem och de Recyclage an d'Weiderverwäertung vum Offall.

Am Beräich vun der effikasser Energiepolitik ginn d'Betriber och encouragéiert, a besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, fir hiren Energieverbrauch ze reduzéieren. Den neien Investitiounsregimm hëllef, genau dës Ziler weider ze erreechen, andeems e finanziell Hëllef fir Ëmweltetüden an déi doraus entstane Investitiounsmoossnamen bereetstellt.

Här President, à moyen terme sinn déi vill verschide politesch Mesuren am Beräich vum Klimaschutz, der Promotioun vun erneierbaren Energien an Energieeffizienz en zentraalt Element, fir eng nohalteg Entwécklung vun eise Land ze féieren.

An nach eng Kéier: Dës sinn och zentral Diskussiounen en rapport mam Rifkin-Rapport an deene villen Diskussiounen, déi mer hunn am Beräich vum dauerhafte Wuesstum, oder déi aner géife soen „dem effiziente Wuesstum“.

Den neien Hëllefssystem huet awer och nach weider Mesuren ze offréieren. Sou besteet d'Méiglechkeet vun der Kofinanzéierung vun Investissementsprojeten am Beräich vun Technologien, déi d'Emissioun vun Treibhausgasen reduzéieren, an dës och fir Firmen, déi net am sougenannten „ETS - Emissions Trading System“ sinn, wéi zum Beispill Biogasproduzenten.

Här President, dese Gesetzestext iwwerhëlt zu engem groussen Deel d'Hëllefssystem vum viregte Gesetz vum 18. Februar 2010, mä setzt se à jour par rapport zu den neie Precepter vum Reglement vun 2014. Sou iwwerhëlt dës Gesetz och d'Hëllefssystem, déi d'Entreprises encouragéieren sollen, fir iwwert de Standard vum Ëmweltschutzmoossnamen erauszugeen oder den Niveau vum Ëmweltschutz ze erhéien.

Da ginn et och weiderhin Hëllefssystemen, déi et de Betriber erlaben, sech schonn deelweis un déi zukünftige Ëmweltschutznorme vun der EU unzupassen. Derbäi kommen nach Hëllefssystemen fir Energieeffizienzmoossnamen a fir d'Förderung vun Energien aus erneierbaren Quellen an Investitiounen an Ëmweltschutzanalyse souwéi och Etüden.

Dësen Text enthält awer och nei Hëllefssystemer, dorënner d'Investitiounsbähëllef fir Projeten, déi d'Energieeffizienz vun de Gebaier ënnerstëtzen, Bähëllef fir d'Sanéierung vun kontaminéierten Plazen, Investitiounsbähëllef fir effizient Hëtze- a Killreseauen a fir de Recycling an d'Weiderverwendung vun Offäll ze encouragéieren, an zu gudder Lescht och nach Bähëllef fir Energieinfrastrukturen.

Wat d'Sanéierung vun ehemolegen Industriesiten ugeet, ass ze bemerken, dass d'Investitiounsbähëllef fir d'Dekontaminatioun vu Plazen ausschliesslech fir Entreprene geduecht sinn, wéi dat et de Fall bei all deenen anerem Hëllefssystem ass, déi an deem Gesetzestext opgeléicht sinn.

Déi interkommunal Gewerkschaften zum Beispill falen net an de Kader vun deem Gesetzestext a kënnen net vun dësen Investitiounsbähëllef profitéieren. Allerdéngs sinn d'Firmaen, wou d'Gemeng Aktionär ass, net ausgeschloss vun deem Régime d'aides. Déi méi breet Opstellung vu Bähëllef ass ze begrëssen an et ass ze hoffen, dass se déi ekologesche Konversioun vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft, vun de Lëtzebuergesche Betriber accompagnéiert an och wäert weider ukuerbelen.

Fir Industriebetriber an am Verglach mam Gesetz vum 18. Februar 2010 ass feststellen, dass d'Hëllefstaue gläich héich bleiwen an den Taux d'investissement fir d'Energieeffizienzmesur souguer ëm zéng Punkten erhéicht gëtt. Den Taux d'investissement huet domadder dann och en direkten Impakt op d'Re-

duktioun vu Produktiounskäschten an domadder op d'Kompetitivitéit vun den Entreprene.

Fir Industriebetriber gouf de Seuil de notification bei der EU-Kommissioun fir déi meescht Hëllefssystem vum 7,5 Milliounen op 15 Milliounen Euro erhéicht. Wat d'Hëllefssystemen fir d'Energieeffizienzmoossnamen ugeet, gouf de Seuil de notification vum 7,5 op 10 Milliounen Euro erhéicht, a fir déi nei Hëllefssystemen hu mer e Seuil de notification, deen an der Moyenne tëschent 15 a 50 Milliounen Euro läit.

Här President, d'Hëllefssystemen goufen also staark erweidert, dës och, well ënnert dem ale Gesetz nëmme d'Kapitalerhéijung oder d'Zënssubventiounen uwendbar waren.

Här President, mir hunn am Kader vun deem Gesetz dann och eng Revisioun gemaach vun deenen zwee viregte Régimes d'aides fir infrastrukturelle Regiounen an och fir de Régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation. Dat war néideg, well d'europäescht Reglement nach eng Kéier am Juli 2017 modifiéiert ginn ass a well do verschiden Adaptatiounen hu misse gemaach ginn. Dës Adaptatiounen touchéieren awer net de Fong vun dese Gesetzter.

Mir haten eng Rei Aise vum Statsrot zu deem Projet, wou och eng Partie Opposition-formellen opgeworf gi sinn, op déi ech elo hei net am Detail wëll agoen. Ech géif lech do op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

Mir haten och eng gutt Kooperatioun an der Ekonomieskommissioun. Ech géif och all de Kollege gäre Merci soe fir déi gutt Zesammenaarbecht. Ech géif och dem viregte Rapporteur Frank Arndt Merci soe fir seng Virbereedung an deem Dossier an natierlech och de Leit aus dem Ministère an dem Minister Merci soe fir d'Kooperatioun hei an deem wichtige Projet.

Ech mengen, dozou wär alles gesot. Wéi gesot, fir de Rescht, fir den techneschen Detail verweisen ech lech op mäi schrëftleche Rapport, ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. Dann huet den Här Gloden d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

Et ass e wichtige Projet, well en eis Betriber och fit mécht, fir doduerch kompetitiv ze bleiwen, datt een an ëmweltschounend Equipementer investéiert. Ech mengen, déi Leit, déi Gemenge leeden, wëssen, datt d'Betriber oft bereet sinn, och an esou Installatiounen ze investéieren. Besonnesch Betriber, déi méi Energie brauchen, probéieren esou vill wéi méiglech Energie ze spueren. Ech kann a menger Gemeng eng ganz Rei där Betriber opzielen. An duerfir ass et wichteg, datt se och kënnen do Aidë kréien, fir an zukunftsorientéiert Equipementer ze investéieren.

An d'CSV gëtt heimadder hiren Accord dofir.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Bauler huet d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn dës Woch am Kader vun de Budgetdebatten dacks héieren: „Dës Regierung investéiert an d'Zukunft vum Land mat engem héijen Investitiounsniveau.“ D'Demokratesch Partei wënscht sech natierlech, dass nieft dem Stat och eis Betriber investéieren.

Fir d'Betriber ze motivéieren, an eise Standuert a seng Modernisatioun - seng Digitalisatioun, awer och seng Modernisatioun - ze investéieren, gëtt et eng Panoplie vun Investitiounshëllef. De Rapporteur Franz Fayot, deem ech och vun eiser Säit aus wëll felicitéieren a Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport, huet dat alles gesot an ënnerstrach.

D'Gesetz, dat mer haut stëmme sollen, ass en Deel vun där Strategie, fir eis Economie ze féieren a se och ze diversifizéieren. Am März hate mer schonn e Gesetz gestëmmt, dat den neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëllef, déi an d'Recherche, an d'Entwécklung an an d'Innovatioun ginn. Am Juli hu mer dunn d'Gesetz gestëmmt, dat d'Hëllef fir Entreprene, déi a sougenannten defavoriséierten Zonen investéieren, definéiert.

Haut wäerte mer da mat deem Projet dat lescht Gesetz vun dëser Strategie stëmme, soudass dës Regierung déi dräi wichtegst Investitiounshëllef fir Entreprene an dëser Legislaturperiod op de Leescht, op de Metier geholl huet a finalement daitlech verbessert.



An der viiregter Period vun dësem Gesetz goufen effektiv 61 Projekte mat ongeféier 52 Milliounen Euro subventionéiert. Mat dem neie Gesetz, dat bis Dezember 2020 wäert gëllen, rechent de Stat, dass ee sech mat bis zu 125 Milliounen Euro un Investissementen vun de Lëtzebuerger Entreprises wäert bedeelegen.

Här President, ech wëll nach just eng Käier ënnersträichen, dass dësse Projet zwee Haaptziler verfollegt. Éischtens, d'Hëllef sollen eis Entreprises effektiv ureegen, fir a ressourcëschounend an ekologesch Moosnamen ze investéieren. Doduerjer verbrauche si net nëmme manner Energie, mä si spueren Suen. Mä si ginn doduerjer och méi kompetitiv par rapport zu Entreprises, déi méi energieopwendeg, méi ressourcenopwendeg, also och méi deier, manner kompetitiv produzéieren.

Dat Zweet ass, dass eis Entreprises mat dësen Investissementen, déi se am Kader vun dësem Gesetz wäerten tätigen, dozou bäidroen, dass Lëtzebuerg och seng national Ziler a puncto Verréngerung vun den CO₂-Ausstéiss respektéiert souwéi seng international Klimaobjektiver fir 2030 erreeche kann.

Ech ginn elo wierklech net méi an d'Detailer an; de Rapporteur huet eis dat op eng ganz präzis Manéier virgestallt.

Ech wollt just betounen, dass d'Demokratesch Partei et ausdrécklech begreist, dass nieft deenen Hëlfe, déi aus dem viiregte Gesetz iwwerholl goufen, och eng Rei nei Äiden agefouert goufen, dass keen Taux erofgesat gouf, mä der e puer souguer erhéicht goufen, an dass déi kleng a mëttelgrouss Betriber - dat ass jo nach ëmmer d'Majoritéit vum Tissu économique vum Land - nach ëmmer méi ënnert d'Äerm gegräff kréie wéi déi sougenannt grouss Entreprises.

Dës gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Als nächste Riedner huet den Här Gérard Anzia d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här Persident. Léif Kollegeinnen a Kollegen, e grouss Merci un de Rapporteur Franz Fayot. Am Rapport ass alles detailléiert beschriwwen. Ech wäert déi Detailer och elo net hei nach eng Käier opzielen. An och an deem mëndlechen Deel ass jiddwerengem heibanne kloer ginn, ëm wat et geet.

Et geet ëm Bähëllef fir de Schutz vun der Ëmwelt, eppes, wat eis alleguerten um Häerz läit a virun allem eppes, wou elo, mengen ech, niewent dem Stat an de Gemengen, niewent de Privatle, niewent den Haushalter eben och Betriber gefuerdert sinn, sief et d'Industrie, sief et d'PME, awer och d'Handwerk. An duerfir mengen ech, dass dat heite Gesetz mat dëse Bähëllefen incitéiert, fir dass eben och an de Betriber am Sënn vun der Ëmwelt geschafft gëtt.

Et schreift sech an, an et ass scho gesot ginn, an d'Strategie, déi Europa sech ginn huet fir 2020, an de Regierungsprogramm vun dëser Regierungskoalitioun. Et schreift sech an an déi Engagementer, déi mer am Dezember 2015 op der COP21 geholl hunn, an et schreift sech och an an de Cadre d'action 2030, deen also e bësse méi wäit kuckt. Et geet also ganz kloer drëm, fir dem Klimawandel entgéintzewierken.

Dës Bähëllef sollen och virun allem Neies ustoussen, sollen nei Produktiounsaktivitéiten ervirbréngen an och bekannt Produktiounsweeër mat Hëllef veränneren. Déi nei Aktivitéiten, d'Ekotechnologien si schonn ugedéit ginn. Am Rifkin-Prozess gi se beschriwwen als eng méiglech Entwécklungsstrategie fir d'Lëtzebuerger Land. Duerfir ass et richtig a gutt, dass mer do iwwer 100 Milliounen Euro am Budget wäerte virgesi bis 2020, fir dës Moosnamen unzustoussen.

De Virriedner huet et gesot: Mir hu Bähëllefen an der Fuerschung. Mir hu Bähëllefen, déi hei elo drëm ginn, fir de Betriber direkt ze hëlfe. Et geet also drëm, Aarbechtsplazen ze sécheren, wat wichteg ass, well wann ech et fäerdegbréngen, méi ressourcëschounend ze produzéieren mat manner Energieasaz, mat manner Materialasaz, dann hëlleft dat, déi besteeënd Aarbechtsplazen ze sécheren, well ech mäi Produkt méi kompetitiv kann herstellen, an et entstinn duerch déi nei Ekotechnologien eben och nei, zukunftsfaeg Aarbechtsplazen.

Ëm wat geet et bei de Bähëllefen? Nëmme ganz kuerz.

D'Ressourcë méi effikass notzen. Do ass de Volet vum Offall, dem Recycling, awer och vum Notze vun den Decheten an de Betriber selwer, fir se erëm direkt ze valoriséieren als Matière première, wat e grouss Virdeel ka sinn, well

keng Offallkäschten entstinn, mä dat Material erëm direkt an d'Produktioun kann afléissen. An domat reduzéiere mer och den ekologesche Foussofdruck an de Betriber am Sënn vun der Économie circulaire, wat ënner anerem esou e gudden Uklang fënnt beim Handwerk an och bei de Betriber, well et och ekonomesch real Virdeeler huet.

Den zweete grouss Volet, dat sinn d'erneierbar Energien. Dat ass net eleng eng Aufgab vun de Gemengen, vum Stat a vun de Privatle. Do sinn och d'Betriber gefuerdert. Och Betriber hu grouss Diech, wann ech u Solarenergie denken, och Betriber hunn d'Méiglechkeet, erneierbar Energien an hir Produktiounsprozesser afléissen ze loosse, an et bitt och eng Méiglechkeet fir si, fir ze soen: „Meng Produktioun ass energie- oder emissionsneutral“, an domat gëtt dat och erëm eng Käier e Wettbewerbsvirdeel fir d'Betriber.

A mir hunn natierlech och en Zilwäert ze erfëllen als Lëtzebuerger Land: déi 11% erneierbar Energie bis 2020. An do brauche mer alleguerten d'Akteuren, fir zu deem Zil ze kommen. A wa mer vu Rifkin-Prozess schwätzen, mat enger Zilsetzung, déi méi wäit kuckt, bis 2060, mat 70% oder 100% erneierbaren Energien, da muss all Secteur säi Volet bei den erneierbaren Energie bäidroen, soss ass deen Ëmschwung an der Energieproduktioun net denkbar.

Mir haten d'virlescht Joer, wann ech mech richtig erënneren, schonn e Reglement hei, eng europäesch Direktiv ëmgeseet an e Gesetz gestëmmt, wat d'Betriber zu méi Effikasitéit zwéngt, an zwar déi, déi d'Energie verdriewen. An dat ass och ee Volet, deen hei am Gesetz mat weiderkënnt: dass u sech den Endverbraucher probéiert, méi Effizienz a seng Energienutzung eranzekréien. All Energie, déi ech net brauch, brauch ech och net ze bezuelen. Duerfir geet dat an d'Kompetitivitéit vun de Betriber mat eran.

Eis Gréng schénkt et och wichteg, dass eben eng Ofstufung hei geschitt an dass net, wéi dacks gesot gëtt, d'Handwerk vergiess ass. Et ass ganz kloer, dass hei eng Grondbasis bei allen eenzelne Bähëllefen - ech ziele se net nach eng Käier all op -, e Grondtaux do ass an dass u sech déi petites Entreprises bis zu 20% méi Subside kënne kréien, also all déi Betriber, déi ënner 20 Leit beschäftegen, an och bei de moyennes Entreprises gëtt et en Top-up vun 10% bei de Bähëllefen. An dat weist jo grad, dass dës Regierung och wëllt d'Handwerk an déi mëttel Betriber ënnerstëtzen an hiren Demarchen, fir sech kompetitiv opzustellen.

Duerfir, mir sinn all gefuerdert, léif Kollegeinnen a Kollegen - Stat, Gemengen, Privat-haushalter, Betriber -, fir den Challenge vum Klimawandel unzegoen. An eis Gréngen ass et wichteg, dass herno dat Ganz endlech a konkreten Aktiounen um Terrain geschitt; an net nëmmen deenen um Pabeier. Doru wäerte mir gemooss ginn an duerfir sti mir och als Gréng an. An duerfir ginn ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Mir stëmmen als ADR dësse Projet, dee finanziell Hëllef fir eis Betriber virgesäit, net ouni Bauchwéi, aus zwou Ursachen:

Déi éischt Ursach läit bei de Klimaziler, wou mir denken, datt déi, wéi se definéiert gi sinn, onerreechbar sinn. Mir ënnerstëtzen all Efforten zum Klimaschutz an zur Energieaspuerung, mä mir denken, datt utopesch Ziler ze fixéiere weder eisem Land nach dem Klima schlussendlech hëlleft.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Hei wär einfach méi Realismus néideg.

Dat Zweet, dat ass, datt wéi esou oft verpasst gouf, eng Simplification administrative ze maachen. Mir hunn hei nees en Text, wou eng schrecklech bürokratesch Prozedur virgesinn ass, déi zwee Ministären an eng Commission consultative implizéiert. An dorobber hunn och esouwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers mat Recht higewisen.

Simplification administrative bleift schlussendlech soulaang en eidelt Wuert, wéi d'Auteurs vu Gesetzesprojeten an in fine och mir hei an der Chamber net ëmdenken. Et geet net drëm, de Verwaltungen d'Liewe méi einfach ze maachen, mä de Mënschen dobaussen, de Bierger an de Betriber. An dat ass hei alt nees eng Käier versäumt ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir sinn um Enn vun der Riednerlescht

ukomm. An d'Wuert huet elo den Här Wirt-schaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Här President. Fir d'Alleréischts wëll ech dem Rapporteur, dem Franz Fayot, villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport an och fir seng Aarbecht an der Kommissioun, fir dass mer dee Projet hei duerkreien. Ech mengen, dass et e ganz wichteg Instrument ass, wat mer dem Land hei ginn, fir ebe just eis Betriber ze encouragéieren, hir Ressourcen an och hiren Energieverbrauch vill méi rationell kënnen an Zukunft ze notzen, fir den Ëmwelt-impakt och vun hiren Aktivitéiten ze reduzéieren.

Et ass also e Projet, dee sech ganz kloer areit an de Kader vun der Nohaltegkeet, vun den erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz. An deemno ass et e ganz wichtige Projet, fir ebe genee dat ze maachen, wat mer jo zënter enger Zäit hei och am Kader vun der Rifkin-Debat diskutéieren: näämlech Weeër fannen, wéi mer eben eise Wirtschaftswuesstum an Zukunft méi nohalteg kënne gestalten.

Duerfir Iech alleguerten hei e grouss Merci, zumindest emol all deenen, déi de Projet de loi hei wäerte matstëmmen. E grouss Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister.

Da kënne mer och direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6855 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6855 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo, keng Abstentiounen a keen Neen, also Unanimitéit vun deene Kollegeinnen a Kollegen, déi ofgestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6855 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Léon Gloden), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da bräicht ech jo wuel d'Fro no der Dispens net ze stellen, maachen et awer: D'Dispens, ass dat an der Rei?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7060, deen eng ganz Rei vun Neierungen a Verbesserungen, Annerunge bei de Congé-spécialle bréngt fir Familjen, ënner anerem och beim Pappennurlaub.

(Interruptions)

Ech soen näischt.

An d'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Taina Bofferding.

(Interruptions)

4. 7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Jo, wann hie fäerdeg ass, brauch ech de Rapport net méi ze halen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, ech hat dee scho viru 15 Joer gemaach!

(Interruptions et hilarité)

► **Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice.** - Gutt, dass mer dat elo gekläert hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz hei ënnerstëtze mer haapt-sächlech schaffend Elteren. Mir suergen derfir, dass d'Eltere Beruff a Famill besser ënner een Hutt kréien. Mir erméiglechen hinne méi Zäit a Flexibilitéit, besonnesch wann hiert Kand krank ass, a mir kommen der Chancéglichheet e gutt Stéck entgéint.

No der Reform vum Congé parental stinn elo weider Reformen un. Et geet ëm d'Neistrukturierung vum sougenannte Familljecongé duerch méi e flexibele System, deen et den Elteren erlaabt, sech besser ëm hir Kanner am Krankheitsfall ze këmmen. Et geet och ëm d'Verlängerung vum Congé postnatal vun aacht op zwielef Wochen an et geet ëm d'Neistrukturierung vun de Congé-extraordinaires, wéi zum Beispill dem sougenannte Pappcongé fir d'Gebuert vu sengem Kand.

Dat alles ass e gutt Signal fir d'Familjen hei am Land, well dovunner profitéieren d'Elteren a ganz besonnesch och d'Kanner. Mir gi weider a Richtung vun enger moderner Familljepolitik.

Dës Changementer passen och ganz gutt an d'Gesamtkonzept vun der neier Ausrichtung vun der Familljepolitik, déi an de leschte Joren aktiv bedriwwen gëtt. An der Regierungserklärung gouf sech drop geeenegt, d'Familljepolitik un déi haiteg Besoine vun de Familjen unzepassen, konkret Mesuren ze schafen, fir d'Elteren domadder geziilt ze ënnerstëtzen. Dës leien ëmmer d'Richtlinn vun der Chancéglichheet, der Sozialofsécherung vun de schaffenden Elteren an d'Wuel vum Kand zugronn.

Mat dëse Reformen haut wäerte mer weider d'Konditiounen verbessern, fir dass d'Elteren, d'Partner sech kënnen zesummen a gutt ëm d'Kanner, de Stot, awer och ëm de Beruff këmmen. Ewech vun der konservativer Approche mat der iwwerlieferter Rolleverdeelung hin zu enger moderner Familljepolitik, déi sech un déi haiteg Liewensrealitéiten vun all de Familjen upasst: Dat ass d'Essenz, an net, wéi de Majoritéitsparteien ëmmer erëm virgeworf gëtt, de Familjen e bestëmmte Liewensmodell wëllen opzezéien respektiv den traditionelle Familljemodell wëllen ze diskreditéieren.

Villméi brauchen Eltere konkret Mesuren, mat deene si hiert Privatlieve besser mam Beruff kënne verbannen. A genau dofir maache mir als Legislatuer déi verschidde Reformen. Fir eng seriö Familljepolitik ze maachen, däerfe mer keen - wéi soss an der Vergaangenheet - ideologeschen Discours féieren, mä mir mussen dorobber lauschten, wat d'Eltere wëllen, wat si an hir Kanner brauchen.

Eltere wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen a verlaange vun der Politik méi Ënnerstëtzung, fir d'Privat- mam Berufsliewe besser openeenofzestëmmen. A genau dat gouf och elo gemaach: op d'Besoinen vun den Eltere gelauscht, woufir dann elo de Congé pour raisons familiales reforméiert gëtt.

Domadder kommen ech dann och direkt zum éischte Punkt, der Neistrukturierung vum Congé pour raisons familiales. Dat ass dat Recht, dat Elteren hunn, fir doheem bei hirem kranke Kand ze bleiwen, wann den Zoustand vum Kand d'Präsenz vun engem Elterendeel verlaangt. Et ass wichteg, dësen anescht ze strukturéieren.

Aktuell huet all Elterendeel zwee Deeg d'Joer zegutt, wann d'Kand ënner 15 Joer krank ass. Schonns laang reegen Eltere sech op, dat zu Recht, dass déi zwee Deeg net duerginn an d'Handhabung vill ze vill rigid ass. A grad wann d'Kanner nach méi kleng sinn, gi si och méi oft krank.

Ech erënneren hei och un eng Petitioun aus dem leschte Joer, wou mer en Débat public hatten, wou mer genau dës Kritikpunkten och erëm ze héiere kruten. Elo soll eng méi flexibilitéit Form den Elteren hëlfe, sech besser kënnen ze organiséieren wéi mat där aktueller starrer Form vun zwee Deeg pro Joer.

D'Reform gesäit vir, dësse Congé dem Alter no ze staffelen. Fir e Kand vun 0 bis 4 Joer huet een Elterendeel insgesamt 12 Deeg zegutt. Bei engen Kand tëschent 4 bis 12 Joer sinn et insgesamt 18 Deeg. An nei ass, dass och fir e



Kand vun 12 bis 18 Joer 5 Deeg Congé accordéiert kënnen ginn, wann d'Kand muss an d'Spiddol goen. Ënnert dem Stréch ginn et also liicht méi Deeg, insgesamt 35, géigeniwwer den aktuellen 30 Deeg.

Verbesserunge kréien d'Elteren duerch d'Flexibiliséierung. Wann een Elterendeel an engem Joer keen Dag gebraucht huet, stinn him déi Deeg an deem Joer duerno innerhalb vun der Alterstranche nach ëmmer zou. Dat heescht, si entfalen net automatesch, wéi dat haut de Fall ass. Der Tatsaach, dass kleng Kanner méi oft krank ginn, gëtt och domadder Rechnung gedroen.

Dës Reform, sou kann een et, mengen ech, kloer soen, kënnst hei de Besoin vum de Familljen entgéint.

E Problem, iwwert dee mer an der Diskussioun méi laang diskutéiert haten, ass dee vun den Elengerzéier. Wann deen een Elterendeel aus wéi engem Grond och ëmmer sech net kann ëm d'Kand këmmen, wann et krank ass, oder deen aneren Elterendeel och soss op keng Hëllef aus sengem Entourage kann zréckgräifen, ass dat onmoosseg schwier, esou Situatiounen ze geréieren.

Eng Iddi wier gewiescht, dem elengerzéien Elterendeel de Familljecongé ze verduebeln. Nun ass et awer esou, dass dëst Recht awer all Elterendeel, also deenen zwee zousteet. An eiser Legislatioun gëtt och ëmmer méi Wäert drop geluecht, dass béid Elterendeeler responsabaliséiert ginn a sech zesummen ëm hirt Kand këmmen, och wann dës getrennt liewen. Ech verweisen hei och op de Projet de loi zur Autorité parentale conjointe.

Mir wëssen awer och, dass déi gutt gemengt theoretesch Praxis net ëmmer där geliefter Praxis entsprécht. Däers si sech och déi staatelech Administratiounen bewosst an erlabe bei der Interpretatioun e gewëssene Spillraum, wéi aus enger Nott vun der IGSS un d'CNS ervirgeet. Dat heescht, dass och an esou Fäll, wou et en neie Partner am Menage gëtt, och dee kann asprangen, wann dem Partner säi Kand krank ass. Dat heescht zum Beispill, dass de Stéifpapp ka fräigestallt ginn, fir doheem beim kranke Kand ze bleiwen.

Dir wäert lech vläicht elo froen, firwat mer dat net direkt an d'Gesetz schreiwen. Dat ass net esou ganz einfach, fir dat juristescht festzeleeën, fir hei déi richteg Termen ze fanne fir all déi eenzel Fäll, déi sech haut nun eemol stellen, fir déi allegueren ze couvréieren. Dat wäerte mer nach spéider bei engem anere Beispill leider musse feststellen.

Weider hat den urspréngleche Projet de loi virgesinn, dass d'Zuel vun den Deeg proportional géif ausgerechent ginn zu der Zäit, wou een affiliéiert ass. Opgrond vun de Kritikken vum Statsrot, a well dat effektiv och schwierig ass ze rechnen, gouf dat fale gelooss. Fir d'Praxis nach wichteg ze wëssen ass, dass déi Deeg, déi elo schonns bannent enger Altersklass geholl goufen, vum Contingent an Zukunft wäerten ofgerechent ginn.

Här President, déi zweet Reform ass d'Neistrukturéierung vun de Congés extraordinaires. Heibäi handelt et sech ëm déi fräi Deeg, op déi e Salarié aus perséinleche Grënn Recht huet, wann en aussergewöhnlecht Ereegnis a sengem Liewe stattfënnt. Dës goufen op de Leescht geholl, fir se den haitege Realitéiten unzepassen, wouropshi mat de Sozialpartner Folgendes verhandelt gouf:

Vu dass den obligatoresche Militärdéngscht ofgeschafft gouf, gëtt och net méi de Congésdag virun der Aberuffung gebraucht.

Beim Plënnere kritt een net méi d'office zwee Deeg fräi, mä eng Kéier zwee Deeg limitéiert op eng Period vun dräi Joer bei engem an deemselwechte Patron.

Weider kënnst et zu enger Erhéijung vun dräi op fënnf Deeg beim Stierfall vun engem manerjärege Kand. Dëst entsprécht enger Fuerderung vun der Stéftung „Kriibskrank Kanner“, fir hei konkret eben d'Elteren ze ënnerstëtzen, déi esou eng Tragedie leider musse matmaachen.

Beim Mariage vun hirem Kand kréien Elteren an Zukunft nach just een Dag fräi, beim Pacs kee méi. An d'Koppel selwer, déi sech bestuet, kritt amplaz sechs nach dräi Deeg fräi fir hir Preparativen a beim Pacs gëtt et nach just een Dag.

Wien elo gutt opgepasst huet, deem fällt op, dass vill Congésdeeg ewechfalen. Dat mécht ee scho stutzeg, wann een ebe gesäit, dass Acquis gestrach ginn. Et muss een awer och fairerweis soen, dass d'Zäite sech geännert hunn,

besonnesch wat déi administrativ Preparative fir de Mariage betrëfft. Déi fräi Deeg waren ursprénglech geduecht fir déi sëllechen Tester an Demarchen, déi beim Bestueden obligatoresch waren. Haut ass dat alles méi einfach an hält och manner Zäit an Usproch.

Beim Pacs dergéint war uganks guer kee Congé virgesinn. Well awer de Mariage op déi heterosexuell Koppele limitéiert war, gouf decidéiert, de Pacs ëmmer méi un de Mariage unzeleenen. Zënter dem Mariage pour tous, deen 2014 agefouert gouf, ass deen Alignement deemno hifälleg.

Déi verschidden Ännerunge bei dësem Congé goufen ënnert de Sozialpartner verhandelt. D'Resultat ass eben dat hei, wou verschidde Congéen, déi no hirem Ursprungsiddi net méi an deem Mooss néideg sinn, erof- an anerer substanzuell eropginn, wéi eben de Pappecongé, wou en Eropsetze längst iwwerfälleg ass. Dass e frëschgebakene Papp genausou vill Congé kritt wéi wann e plënnert, ass eng archaisch Regelung. Dës staamt aus enger Zäit, wou dem Papp seng Haaptroll déi war, Sue fir seng Famill ze verdéngen, a bei der Gebuert huet laut dësem Gesellschaftsbild seng exklusiv Aufgab doranner bestanen, d'Kand bei der Gemeng unzemellen an an deene meeschte Fäll duerno mat de Kolleegen dëst freedegt Evenement am Café ze feieren.

(Interruptions)

Am Sënn vun der Egalitéit war dat awer kloer net. Eng modern Familljepolitik geet anescht. Eng modern Familljepolitik steet fir Gläichberechtigung. D'Gläichberechtigung mengt, dass déi zwee, Mamm a Papp, oder ebe Papp a Papp oder Mamm a Mamm, dass si ebe gläich wäert sinn, dass d'Pappen elo hei ganz geziilt beim Pappecongé ebe vun Ufank un eng gläichberechtigt Roll bei der Kannerbetreuung kënnen iwwerhuelen. Virun allem an deenen éischten Deeg no der Gebuert sollen d'Elteren d'Méiglechkeet kréien, sech zesummen ëm hiren Nowuess ze këmmen.

Den urspréngleche Projet de loi huet virgesinn, de Pappecongé vun zwee op fënnf Deeg eropzesetzen. Nodeems zu Bréissel e Projet de directive op den Dësch koum fir zéng Deeg Pappecongé, huet de sozialisteschen Aarbechtsminister mam Accord vun deene meeschte Parteie proposéiert, direkt op zéng Deeg ze goen an domadder der Direktiv virze-gräifen. Trotz enger gewëssener Opreegung goufen d'Gesprécher nees opgeholl an et konnt sech dann och schlussendlech geeenegt ginn, dëst ënnert der Konditioun vum Patronat, dass de Stat déi aacht zousätzlech Congésdeeg bezilt. Dat ass dann elo wuertwierlech de Präis, deen de Stat derfir bezilt. Et sinn 12 Milliounen pro Joer, gëtt geschat.

Dat gefält natierlech elo net jiddwerengem. Effektiv, finanziell gesi kommen d'Patronen och elo besser ewech, well beim urspréngleche Projet sollte si dräi Deeg bezuelen. Elo iwwerhëlt awer de Stat dat, mä accordéiere mussen d'Betriber awer elo dat Duebelt un deene Congésdeeg. Dat Wichtegst fir eis ass, dass schlussendlech en Accord konnt fonnt ginn an dass d'Pappen dann elo schlussendlech méi fräi Deeg fir d'Gebuert vun hirem Kand kréien. Dat war d'Fuerderung, déi un eis geriicht gouf, an déi gouf elo erfüllt.

Weider gouf och nach verhandelt a sech drop geeenegt, dass de Pappecongé flexibiliséiert soll ginn. Dat heescht, e ka fraktionéiert ginn. Déi zéng Deeg mussen net strikt, mä kënnen flexibel geholl ginn, dëst ënner zwou Konditiounen: De Patron muss matzäit Bescheid wëssen, dat heescht, de Salarié muss säin Employeur zwee Méint virum presuméierte Gebuertsdatum benotiichten, an déi zéng Deeg Pappecongé musse bannent zwee Méint no der Gebuert vum Kand geholl ginn.

Ee Punkt, wou mer mussen agestoen, dass en nach net zefriddestellend ass, ass dee vum Term. Mir soen zwar ëmmer, mir schwätzen ëmmer vum „Pappecongé“, mä mir richten eis selbstverständlech och u gläichberechtigt Kop-pelen, also un déi aner Fra, déi bei der Gebuert oder beim Accueil vum Kand och Recht op dës Congésdeeg hätt.

Mir wollten den Term „père“ sträichen an duerch „conjoint“ ersetzen. Dat klängt aliichtend, mä setzt juristescht virus, dass déi concernéiert Koppel bestuet oder gepacst misst sinn. Dat war fir eis awer ze vill restriktiv an dréit och de Realitéit vum de Familljen dobaussen net Rechnung. Elo musse mer nach emol nobessere respektiv an engem globale Kontext all déi Termen definéieren, wien als Elteren an als direkte Familljemember consideréiert gëtt. Dat kann ee vläicht och hei iwwer esou eng Nott vun der IGSS an der CNS maachen.

Eng Remarque nach zur Kritik, dass d'Statsbeamten elo net vun dëse Modifikatiounen be-traff sinn. E Papp ass e Papp. Als Elterendeel soll een déiselwecht Rechter hunn, egal ob een elo

fir de Stat oder am Privatsecteur schafft. Déi Differenz tëschent de Statsbeamten an de Salariéen, déi gëtt et haut awer schonn. Et ass esou, dass e Papp beim Stat, also dee beim Stat schafft, fir d'Gebuert vu sengem Kand haut véier Deeg kritt, an deen am Private kritt just zwee Deeg, ausser de Kollektivvertrag gesäit eppes aneschters vir.

Et muss een dofir soen, dass et eelef Joer laang soss kee gestéiert huet, dass et hei schonn déi Differenz ginn ass. Déi Differenz, déi elo esou vill kritiséiert gëtt, déi ass, wa mer ganz éierlech sinn, eigentlech guer net nei. An et ginn nach weider Ennerscheeder! Déi kann een elo gutt oder schlecht fannen. Déi ergi sech awer do-rauser, dass mer et hei mat zwee verschiddene Statuten ze dinn hunn. Dëse Punkt hei, dee viséiert gesetzlech Modifikatiounen, déi ebe just d'Salarié betreffen.

Dat heescht awer net, dass net den öffentleche Secteur och kéint nozéien. Mä datselwecht zielt dann och fir d'Congésdeeg beim Mariage. Modifikatiounen fir d'Statsbeamte sollen dohier bei den nächste Gehälterverhandlungen eiser Mee-nung no ganz kloer diskutéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, nach en drëtte grouss Punkt an dësem Gesetz ass d'Verlänge-rung vum Congé postnatal. De Moment kritt eng Mamm iwwert de Congé de maternité no der Gebuert aacht Woche fräi, fir kënnen do-heem bei hirem Puppelchen ze sinn. Véier Woche kritt se zousätzlech, wa se niert. Mat der Reform soll elo all Mamm, onofhängeg do-vun, ob se kann nieren oder net, insgesamt zwielef Woche Congé postnatal kréien. Dës Neiregelung richt sech selbstverständlech och un d'Adoptiounen, also un Elteren, déi e Recht op Congé d'accueil hunn.

Här President, dëst sinn elo déi grouss Change-menter, déi dëst Gesetz wäert mat sech brén-gen. D'Detailer kënnst Der a mengem schrëft-leche Rapport noliese wéi och an de Procès-verballe vun der parlamentarescher Kommissioun.

Ofschléissend wëll ech nach eemol ervirhie-wen, dass niewent den Infrastrukturen, dem Kannergeld an de Familljereprestatioune d'Zäit e ganz, ganz wichtege Facteur ass vun enger verantwortungsvoller Familljepolitik. Mat deene Reformen haut ënnerstëtze mer déi schaffend Elteren, fir Beruff a Famill besser kënnen ze ve-eenegen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Intervention par la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nee, nee, dat war net fir lech. Dat war fir een, deen net nogelauschtert huet.

Merci villmools der Madamm Rapportrice.

(Brouhaha)

Soll ech Ross und Reiter nennen?

► **Plusieurs voix.** - Jo, jo!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, ech maachen dat net. Deen, dee beträff ass, dee weess et.

Voilà. An elo huet d'Wuert den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här Pre-sident. Hei huet ee säi Knäpziedel leie gelooss.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gitt mer en emol hei!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech ginn deen dann eriwier. Ech weess net, wien säin et war, mä deem musst Der da bei der Prüfung eppes ofzéien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, dat war Äre Fraktiounskolleeg.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Oh, ech mengen éischer, dass et den Innenminister war. Mä dann...

(Hilarité)

► **Une voix.** - Gitt dem Här Zeimet en, deen hält en!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, do sinn ech ganz diskret.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätzen haut iwwer zwou Saachen: iwwert d'Änne-runge vum Code du travail no de Bestëm-munge vum 31. Juli 2006 an iwwert d'Änne-runge vum Gesetz vum 12. Februar 1999, dat de Congé parental an de Congé pour raisons familiales agefouert huet.

Fir d'Alleréischts wëll ech soen, dass d'CSV dee Projet wäert matdroen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wëll awer gläichzäiteg op verschidde Punkten agoen, souwuel bei dem éischten Deel, dem Congé pour raisons familiales, wéi beim zweeten Deel, dem Congé extraordinaire, wéi beim drëtten Deel, deem vun der Verlängerung, vun deenen zwielef Wochen.

Et ass kloer an et ass wichteg, dass verschidden Adaptatiounen gemaach gi sinn, virun allem beim Congé pour raisons familiales, wou et wichteg ass, dass d'Kand en Usprichpartner huet, wann et krank ass, an dass déi Prozedur jo och elo - d'Madamm Bofferding hat gesot vun zwee Deeg, mä et war och elo schonn eng Méiglechkeet, wann en Dokter eppes geschriw-en huet, dass een dann och méi laang konnt fortbleiwen -, dass dat elo am Automatismus kann aneschtens goen. Dofir begrësse mir dat ausseruerdentlech a mir fannen dat och gutt.

A mir bedauern och do d'Haltung vun enger anerer Institutioun, déi verschidde Verbesse-rungen, mengen ech, déi an der Kommissioun an och vun der Regierung ugeduecht gi waren, net berücksichtegt huet. Dat sinn notament d'Hëllefe fir d'Monoparentallen. Mir fannen dat net gutt, dass do déi grouss Kierperschaft fënnt, dass dat net noutwendeg wier respektiv dass et vill ze vill schwierig wier, fir dat herno ze kontrolléieren, wann do verschidde Partner géife méi kréien. Dofir ass dat e Punkt, dee mer bedauern.

Wat de Congé extraordinaire ubelaangt, do wëll ech soen... An d'Madamm Bofferding huet elo scho gesot, et wier déi grouss Kritik. Ech muss lech éierlech soe bei der Kritik, ech ken-nen der eng hallef Dosen, déi sech intensiv do-mat beschäftegen, well se där Meenung sinn, dass dat net gutt ass, dass eng ënnerschiddlech Behandlung ass tëschent dem öffentleche Sec-teur an dem Privatsecteur. A wann ech dat rich-teg gelies hunn am Avis, da mécht och déi grouss Kierperschaft, déi ech elo grad kritiséiert hunn, de Statsrot, drop opmierksam an hirem Avis, dass se seet, dass dat do awer komesch wier, dass dat just fir eent vun deenen zwee Re-gimmer géif gellen.

An déi Kolleegen aus der Kommissioun, déi wëssen et all, ech wëll et awer och fir déi 55, neen, net déi 55, mä déi 47 aner Kolleege soen: Ech beruffe mech do an där Ausso op eng Festschrëft vun engem grouss Jurist, näämlech dem Paul Mousel, deen eng Kéier gesot huet, dass ee bei allgemenge Saache keng Differenz vun de Statuten därer maachen. An dat war an der Festbroschür vun der Confé-rence Saint-Yves, wou dat och eng Kéier be-handelt ginn ass, dass keen Ennerscheed soll sinn tëschent deenen eenzelne Statuten. Wann ech och domat d'accord sinn, wat d'Madamm Bofferding gesot huet, dass et schonn zanter eelef Joer Ennerscheeder gëtt!

Ech hat d'Chance, an der Zäit, wéi ech nach e bësse méi jonk war, emol och zu Genève der-bäi ze si bei dem Bureau international du tra-vail. An do gëtt et eng Konferenz, déi sech näämlech iwwert d'Inegalitéiten ënnerhält. An do ass ëmmer driwwer geschwat ginn, dass et net normal wier, dass, wann e Gesetz besteet, iergendwou awer an iergendenger Ofmaa-chung manner wéi am Gesetz géif gemaach ginn. Dat ass d'Commission des normes um BIT - den Här Minister geet all Joers am Juni dohinner, hie weess dat -, do ginn et esou ver-schidde Kommissiounen, an do ass et grad, wou op déi Inegalitéiten opmierksam gemaach gëtt!

An ech wëll dat nach eng Kéier soen: Mir fan-nen dat net gutt, dass deen Ennerscheed do gemaach gëtt! Mä wann déi Betraffe sech net dergéint wieren a wann déi soen, si hu kee Pro-blem domat, muss ech lech soen, da kommen ech mer e bësse vir wéi der einsame Rufer in der Wüste. Well wann déi Betraffe selwer dat do gutt fannen an dat net kritiséieren, da wëll ech lech just soen, da maachen ech hei de Constat. An ech sinn nach ëmmer där Mee-nung, dass et net richtig ass. Op alle Fall, ob mer elo juristescht richtigegleien oder net, dat mussen d'Gerichter entscheeden. Do ass et net u mir, déi Decisioun ze huelen. Mä ech fannen et net richtig, dass elo do an engem Statut, ënnert dem Gesetz, well mer elo jo e Gesetz kréie fir de Statut privé, dass do manner Congé zur Verfügung steet, wéi dat bis elo de Fall war.

An en anere Punkt, deen ech och do wëll soen, an d'Madamm Bofferding huet och schonn drop higewisen: Et war verhandelt ginn tëschent der Regierung an de Sozialpartner, dass dee Congé fir Pappe sollt vun zwee op fënnf Deeg an d'Luucht goen, an am Géige-stéck sollten de Congé fir se plënnern, de Congé wann ee bestuet gëtt, de Congé wann ee gepacst gëtt erofgoen. Dat war e Package. Dat war e Package an deen hu mer an der Chamber virgestallt kritt, wéi dee Package aus-gehandelt ginn ass. A mir hunn duerno eng Diskussioun gehat, wéi de Projet de loi disku-



teiert ginn ass, wou drop opmierksam ge-
maach ginn ass, dass eng Direktiv ënnerwee
wier, wou et vu fënnef op zéng Deeg géif
goen, an ob et dann elo net besser wier, mir
géifen direkt op déi zéng Deeg goen a mir géi-
fen net nach eng kéier déi Tëschenetapp mat
deene fënnef Deeg maachen.

An ech ka mech do erënnere, wien deemools
wat gesot huet a wat do am Land lass war! Ech
wëll net soen, dat wier vum Här Minister
komm oder vu mir, mä vun anere Leit, déi sech
deemools fierchterlech opgereegt hunn, déi do
fierchterlech mat de Fililleke geklappt hunn: Dat
wier dach e Skandal, do wier eppes ofgemaach
gi vu fënnef Deeg, an dass elo géif hei pro-
béiert ginn, eesäiteg Verträge ze brieschen! An
dofir war ech awer e bësse paff! Also, ech be-
grëssen, dass déi zéng Deeg do sinn. Mä do
war ech awer e bësse paff, dass op eemol déi
zéng Deeg do waren an déi Leit sech guer net
méi zu Wuert gemellt hunn!

(Interruptions)

An dofir mengen ech, dass dat vläicht de
Kaddo da war vun 12 Milliounen, deen dat
vläicht bewierkt huet. 12 Milliounen ass de
Chiffer, deen d'Madamm Bofferding gesot
huet, déi dat kascht, wann dat elo de Statsbud-
get vum drëtze bis den zéngten Dag a Rech-
nung hält.

Ech huelen also un, dass do mat 12...

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de
l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dat
war den Här Juncker.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Gelift?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de
l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Den
Här Juncker wëllt dat esou.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ah, ech hunn elo
net vun deenen zéng...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Här Schmit, nach eng kéier: Ech contestéieren
déi zéng Deeg iwwerhaapt net, well ech
mengen, Dir kënnt lech erënnere, am Juni,
wien do zesumme fir déi zéng Deeg...

(Interruption)

Neen, ech contestéieren och net déi 12
Milliounen!

(Brouhaha et interruptions)

Ech stelle just fest, wann een op eemol eppes
bezilt, da geet et an da rutscht et. Pardon, fir
dat esou ze soen! Dat stellen ech fest.

(Brouhaha et interruptions)

An do wëll ech just soen, dat erënnert mech un
Diskussionen, déi d'lescht Woch an engem
aneren Thema waren, wou och do Leit haart
gejaut hunn, dass dat net normal wier, dass elo
verschidde Leit géife fannen, et géif net duer-
goe mat deene Léin, déi de Moment do sinn.
Och do misst een eng Augmentatioun maa-
chen. Wann do och vläicht eng Pusta vum Stat
kéim, da géif dat och vläicht passen. Dat war
elo meng perséinlech Bemierkung, Klammeren
zou!

Soudass mer dat och gutt fanne mat deene
fënnef op zéng Deeg. Mir fannen dat anert
manner gutt. Mä wann dat en Arrangement
ass, deen d'Sozialpartner mat der Regierung
fonnt hunn, ass et net un eis, dat hei a Fro ze
stellen.

Et géif mech just do interesséieren, Här Minis-
ter... An do géif ech lech awer bieden, direkt
derfir ze suergen, dass keng Mësstëmmung an
herno erëm Interpretatioun opkënnt. Ech er-
kläre mech. An de Kollektivverträge, do sinn déi
eng Kollektivverträge, déi schreiwen einfach,
dass déi Congé-spécialle geregelt sinn „suivant
les dispositions de la loi“. Domadder ass et
automatesch: Wann den 1. Januar dat Gesetz
hei a Kraaft trëtt, sinn do déi nei Regeln do. Et
sinn awer och aner Kolleegen, an dat wëssen
och nach anerer heibannen, déi hunn dat ëm-
mer ofgeschriwwen. An déi hu keng Disposi-
tioun (veuillez lire: kee Verweis) op d'Gesetz
gemaach, mä déi hu geschriwwen: „sechs
Deeg“, déi hu geschriwwen: „dräi Deeg beim
Plënneren“. Do ass et fir mech kloer a logesch,
dass dat bestoe bleift, soulaang dee Kollektiv-
vertrag a Kraaft ass.

Ech soen och, firwat ech dat hei op der Tribün
soen. An den Här Arndt ka sech och nach do-
drun erënnere, an den Här Kaes, 1989, wéi
deen neien Aarbechtsvertrag komm ass. Do
sinn et näamlech Interpretatiounsschwie-
regkeete ginn, wéi den Aarbechtsvertrag
komm ass: Wat ass bindend a wat ass net
bindend? Wann eng besser Regelung do ass,
gëllt déi oder gëllt déi net? An dofir wëll ech
elo just, oder ech hunn de Wonsch, dass den
Här Minister dat direkt kloerstellt, fir dass et do
net bei verschiddene Kollektivverträge, déi do
bestinn, fir d'Éischt muss zum Sträit kommen,
ier dat do gekläert gëtt.

Dofir mä waarmen Appell un de Minister an
och u seng Servicer, dat direkt ze soen, dass et
kloer ass, do wou et drasteet namentlech a kee
Bezuch ass op d'Gesetz, dass dat och an deem
Fall direkt muss gekläert ginn, fir och duerno
herno keng Streidereien op eis zoukommen ze
loossen, déi onnéideg wieren an déi deem
gudde Gesetz domadder géifen net zum Luef
gerechen.

Da wëll ech soen zu engem anere Punkt, wou
och nach gesot ginn ass, dat wier déi éischte
kéier, wou doriwwer geschwat ginn ass: Ech
wëll lech just soen, wann Der am Comité per-
manent de l'emploi Berichter vun 1999 noliest,
do hu scho Leit vum Pappecongé geschwat,
deen iwwer zwee, iwwer fënnef, iwwer zéng an
iwwer zwanzeg Deeg erausgaangen ass. Dat
war näamlech de Comité permanent de l'em-
ploi, deen dozou gefouert huet, dass de Congé
parental agefouert ginn ass. An do huet et och
geheescht vun Ufank un, dass et wichtig wier,
dass d'Pappe géife mat dovunner profitéieren,
an net nëmmen d'Mammen, well mer festge-
stallt hunn, dass et virun allem d'Mamme wa-
ren, déi éischt sechs Méint duerno, an dass och
beim Congé parental Leit dat net geholl hunn.

Do ass deemools schonn driwwer diskutéiert
ginn, fir e Pappecongé obligatoresch anzeféie-
ren, fir dass domadder den Attrait, fir an de
Congé parental eranzegoen, och méi grouss
gemaach géif ginn. Dat ass deemools am Co-
mité permanent de l'emploi net zrëckbehal-
en, mä dat fënnt een awer an den Ennerlage
vum Comité permanent de l'emploi vun dee-
mools erëm.

Dofir hunn ech kee Problem, wann ee seet:
„Mir féieren eppes Neies an“, oder: „Mir ver-
besseren eppes“, mä et kann een awer net
soen, dass dat elo op eemol aus heiterem Him-
mel komm ass oder dass elo op eemol d'Iddi
eréischt komm ass. Schon 1999, dat si méi
wéi 18 Joer hier, ware Leit, déi an déi Richtung
wollte goen. An déi hu sech da vläicht dee-
mools net duerchgesat kritt oder keng Majori-
téit fonnt, fir dat ze kréien, mä d'Iddi u sech
huet awer keen neie Moment.

Wat dann den drëtze Congé ubelaangt, dat ass
dee mat dem Congé de maternité, wou et bis
elo iibblech war aacht Woche virdrun an aacht
Wochen duerno d'office, an zwielef Wochen,
wann ee géif nieren. Ech wëll elo kengem Dok-
ter ze no trieden, mä ech mengen, dass de
gréissten Deel - wann ech de Rapport liese vun
deene jeeeweilege Keesen, déi dat en charge
huelen -, dass déi meescht Dokterinnen dat ge-
schriwwen hunn. Ob et elo esou war oder net,
et ass net u mir an och u soss kengem, fir dat
kucken ze goen. Mä dofir fannen ech et och
gutt, dass déi Generaliséierung kënnt. Dann ass
et fir d'Dokterinnen och vläicht méi einfach. Da
brauche se näischt méi ze schreiwen, wat net...
- Dir verstitt, wat ech wëll soen - ,...

(Interruptions)

...an dass et dofir och gutt ass, dass mer och
déi Ännerunge maachen.

Dat Eenzege, wéi gesot, wat mer nach eng
kéier wëlle rappeléieren: dass et gutt wier, wa
schnellstméiglech déi Ennerscheeder vun
deene Statute géifen opgehuewe ginn. An do
si jo Méiglechkeeten, wa Verhandlung sinn an
der Fonction publique, fir dat ze maachen. Res-
pektiv bei deenen anere Verhandlungen ass et
jo ëmmer méiglech, méi ze maache wéi dat,
wat am Gesetz steet. Well dat léisst d'Kollek-
tivvertragsgesetz, den Artikel 166 vum Code
du travail zou, dass een nach ëmmer méi ka
maachen an och méi ka verhandelen, mä dass
d'Base légale erhalte bleift.

Mä wéi gesot, nach eng kéier mäin Appell un
den Aarbechtsminister: Sot Äre Servicer dat,
well net dass mer ab dem 2. Januar schonn
erëm eis müssen ënnerhalen, wat ass dann elo
in a wat ass net in!

An dann, wéi gesot, d'CSV gëtt d'Zoustëm-
mung zu dësem Gesetz.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci
dem Här Spautz. Den Här Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Här President,
Dir Dammen an Dir Härren, ech wollt u sech
keng gréisser Interventioun maachen, well de
Rapport vu menger Kolleegin, dem Taina Bof-
ferding, esou ganz gutt war, souwuel dee
mëndlechen an och dee schrëftleche Rapport,
an awer wollt ech elo nach eng kéier hei d'Po-
sitioun vun der LSAP kloermaachen. Als
Rapporteur ass dat net ëmmer esou einfach,
ass dat iwwerhaapt net einfach, an duerfir wollt
ech hei awer profitéieren, fir dat ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat
ass net gefrot.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Et ass och net
gefrot, dat ass richtig, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et ass
net de Rôle vum Rapporteur.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Et ass net de
Rôle vum Rapporteur. Dee soll de Rapport vun
der Kommissioun maachen.

Ech si frou, dass d'CSV hei dee Wandel ge-
maach huet. An der Kommissioun hu se nach
géint..., pardon, net dergéint gestëmmt, mä
hu se sech nach beim Rapport enthalen, wann
ech dat richtig an Erënnung hunn.

(Interruption)

Wéinst dem Rapport, richtig. Mir sinn haut an
der Pleniëre, do stëmme se dëse Projet mat, an
ech fannen dat och ganz gutt a wëll se och fel-
icitéieren zu deem Schratt, dee se do gemaach
hunn. Well dat hei ass ganz konkret Politik. Dat
hei ass Politik, déi bei de Leit ukënnt. Dat ass
Politik fir unzepaken. An et ass virun allem och
Politik fir déi schaffend Leit. Et ass eng modern
Familljpolitik an dat ass och de Kärpunkt vun
dëser Regierung, vun dëser aktueller Re-
gierung: modern Familljpolitik am Sënn vun
de Kanner, vun der Gläichbehandlung vun de
Geschlechter an och vum Gläichgewicht
tëschen Beruff a Privatliwene.

A mat dësen Ännerunge suerge mer fir eng
Verbesserung fir d'Familljen. D'Eltere kréie méi
Zäit, fir sech besser kënnen ze organiséieren.
An dat ass och dat, wat d'Eltere brauche fir hir
Kanner. Duerfir huet d'LSAP och nach ëmmer
gekämpft a wäert et och weider maachen.

Déi Changementer, déi mer elo maachen, déi
sinn alleguerter Verbesserung fir d'Familljen.

Éischtens, d'Flexibiliséierung vum Pappecongé,
an dat mat enger Erhéijung vun de Moment
zwee Deeg op ëmmerhin zéng Deeg, wat awer
eng substanzuell Erhéijung ass!

Dann, d'Neistrukturierung och vum Congé
pour raisons familiales. Mir haten hei Leit sët-
zen, déi eng Petitoun eragin hunn an déi
sech wierklech mat ganz gudden Argumenter
hei abruucht hunn an eng Diskussioun, déi och
ganz wichtig ass an déi mer, mengen ech, och
mat dësem Gesetzesprojet an déi richtig
Richtung viroustousse mat engem méi flexibele
System, deen et den Elteren erlaabt, sech be-
sonnesch ëm déi méi kleng Kanner ze këmme-
ren, wa se dann och krank sinn.

An dann och d'Verlängerung vum Congé post-
natal vun aacht op zwielef Wochen an dat in-
dépendant, ob een elo säi Kand niert oder och
net. An och do, mengen ech, kann ech dem
Här Spautz bäiflichten: Ouni engem wëllen ze
no ze trieden, mengen ech, kéint ech an déi sel-
selwecht Richtung argumentéieren, wéi dat
den Här Spautz och gemaach huet. An ech fan-
nen dat och gutt, dass mer elo hei op zwielef
Woche gaange sinn an dat net ofhängeg maa-
chen dovun, ob een elo niert oder net.

Dann ass déi véiert Mesure hei d'Erhéijung
vum Congé extraordinaire beim Stierfall vun
engem sengem Kand. Och dat, mengen ech,
ass eng ganz wichtig Mesure. Do gi mer op
fënnef Deeg erop - wat ee jo kengem natier-
lech wënscht, mä wat awer heiansdo vir-
kënt -, an duerfir bréinge mer hei de Leit eng
substanzuell Verbesserung, déi mer, mengen
ech, alleguerter musse kënnen vertrieden.

Eng Rei vu Congésdeeg, déi falen awer ewech.
An dat sinn och Ännerungen, déi gesellschaft-
lech gerechtfertegt sinn, esou wéi beim Ma-
riage, wou et vu sechs op dräi Deeg erfogheet.
D'Eltere kréie vun zwee op een Dag erf. An de
Partenariat geet och vu sechs op een Dag erf
an d'Eltere kréien och do keen Dag Congé.

An et muss een do fairerweis och soen, dass
d'Zäite sech jo an eiser Gesellschaft awer geän-
nert hunn. Déi verschidden Ännerunge bei
dëse Congéen, déi goufen ënnert de Sozial-
partner verhandelt. An d'Resultat ass eben dat,
wat eben elo och hei erauskomm ass, dass déi
verschidde Congéen, déi no hirer Ursprungs-
iddi net méi an deem Mooss noutwendeg sinn,
néideg sinn, dass déi och da kënnen erfogoen
an dass awer aner Mesuren, déi an eiser Gesell-
schaft méi ugepasst sinn a méi gebraucht ginn,
dass déi dann och kënnen eropgoen, esou wéi
zum Beispill de Pappecongé.

D'Leit bestuede sech och vill méi spéit, soudatt
et och an der Regel oft esou ass, dass déi Eltere
vun deene Kanner, déi sech bestueden - jo, et
sinn ëmmer Kanner, och wa se scho 35 Joer
hunn -, vläicht schonn an der Pensioun sinn,
soudatt dat...

Wat gelift?

(Interruption par M. Roberto Traversini)

Jo! ...soudatt dat u sech och net méi esou de
mise ass, dass d'Leit onbedéngt dee Congé do
och brauchen. Vill Leit, déi sech pacsen, déi
wëllen iwwerhaapt keng Zeremonie, kommen
e ganz kuerze Besuch op d'Gemeng maachen,
bréngen hir Pabeiere laanscht an dann ass déi
Demarche och fäerdeg. Dat ass eng ganz re-
duzéiert Demarche. An et freet ee sech effektiv,
firwat dass do déi sechs Deeg Congé waren.

D'Madamm Rapportrice huet dat erkläert, dass
dat eng Upassung war natierlech, fir sech mam
Pacs a mat dem Mariage gläichzesetzen. Mä
ech mengen, och do muss een evoluéieren an
do muss ee sech der Zäit upassen, gradesou
wéi beim Plënneren, do geet dat op zwee
Deeg an dräi Joer bei engem Patron, an och
bei deem Dag Congé beim Militärdéngscht,
deen een och net méi brauch.

Wichtig ass awer, an ech kommen nach eng
kéier dorop a wëll dat nach eng kéier ënner-
sträichen, dass beim Doud vun engem mineure
Kand dat eropgeet op fënnef Deeg. An déi sinn
absolutt och noutwendeg, déi brauche mer
och.

Och nach en anere Punkt, dee vläicht elo net
esou genannt ginn ass, dass ass am Fall vun
enger Adoptioun vun engem Kand ënner zwie-
lef Joer: Do ginn et och elo zwielef Woche
Congé d'accueil. Och dat, mengen ech, ass e
Schratt, deen an déi richtig Richtung geet.

Duerfir géif ech hei als LSAP nach eng kéier ën-
nersträichen, dass dat hei eng Reform ass, déi
iwwerfälleg ass, an dass et ganz gutt ass, dass
mer net gewaart hunn, bis déi Direktiv effektiv
a Kraaft getrueden ass, mä dass mer eis u sech
emol eng kéier virun de Won gespaant hunn a
gesot hunn: „Mir wëllen hei déi Kar no vir
zéien a mir wëllen an déi richtig Richtung
goen.“ Duerfir sinn dat heite Mesuren, déi mer
zu 100% kënnen ënnerstëtzen.

An ech ginn heimat och nach eng kéier den
Accord vun eiser Fraktioun an ech soe Merci fir
d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci
och dem Här Engel. An nächste Riedner ass
den Här Claude Lamberty.

► **M. Claude Lamberty** (DP).- Här President,
léif Kolleegen, dëse Projet de loi reit sech an an
eng ganz konsequent Fërderung vun de Famill-
jen zu Lëtzebuerg. Mä Kolleeg, de Gilles Baum,
ass jo gëschter a senger Interventioun zum
Budget schonn ausféierlech op ganz vill famill-
jepolitesch Mesuren agangene, déi dës Re-
gierung ëmgesat huet.

Op dëser Plaz och e grouse Merci un d'Rap-
portrice, d'Madamm Bofferding, déi hei
exzellent an detailléiert erkläert huet, wat alles
ëmgeännert gëtt, fir zu esou engem moderne
Kadergesetz fir eng modern Gesellschaft ze
kommen.

Ech wëll op dëser Plaz dann awer och aus-
drécklech de verantwortleche Ministeren aus
eiser Regierung, dem Aarbechtsminister Schmit
an och besonnesch der Familljeministesche Co-
rinne Cahen, déi den Ustouss zum Iwwerdenke
vun dëse Mesurë ginn huet, scho laang ier se
iwwerhaapt Minister ginn ass, Merci soe fir hi-
ren Asaz fir d'Familljen an d'Kanner zu Lëtze-
buerg.

Hei hu mer e Paradebeispill, wéi Iddien ze-
summen diskutéiert an ausgeschafft ginn am
Sënn vun enger Verbesserung fir d'Leit an d'Fa-
milljen dobaussen. Et geet konkret ëm déi bes-
ser Vereenbarkeet vu Beruff a Famill. Duerch
eng Rei Upassung vum Congésdispositionen
am Code du travail erreche mir, dass d'Eltere
vu klenge Kanner méi Zäit mat hire Bëbeeë ver-
bréinge kënnen, an zwar dann, wann et am
wichtigsten ass, näamlech direkt no der Ge-
buert oder wann d'Kanner emol krank sinn.

Déi éischt a wichtigst Neierung an dësem Pro-
jet de loi ass d'Eropsetze vum Pappecongé vun
zwee op zéng Deeg. Dass dëst méi wéi iwwer-
fälleg war, weist de Fait, dass aktuell d'Eltere
vun enger Koppel, déi sech pacst, genausou vill
Congé kréie wéi d'Pappe vun neigebuerene
Kanner! Dass dëst net méi zäitgeméis war, er-
kläert sech, mengen ech, vum selwen.

D'Rollenopdeelung vu fréier, dass exklusiv
d'Mamm fir d'Erzéiung vun de Kanner suert
an d'Papp d'Suen an de Stot bréngen, ass
haut glécklecherweis scho ganz laang keng
Realitéit méi.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.-
Wann ech gelift!

► **M. Claude Lamberty** (DP).- Ganz am
Géigendeel: D'Pappe wëllen Zäit mat hire
Kanner verbréngen! Dat weist ganz beson-
nesch och den neie Congé parental, vun deem
virun allem méi Pappe profitéieren, wéi dat
fréier de Fall war.

Et war eis als DP wichtig, dass d'Sozialpartner
mam neie Pappecongé averstane sinn. Aacht
Deeg zousätzleche Congé vun engem oder méi
Mataarbechter an engem klengen Betrib an
enger intensiver Schaffperiod kënnen nawell fir



Onrou am Betrib suergen. Fir deem entgéint-zewierken, huet d'Regierung entscheet, déi zousätzlech aacht Deeg aus eegener Täsch ze bezuelen. Fir d'Joer 2018 sinn dofir jo knapp 12 Milliounen am Budget virgesinn.

D'Salariéen, déi vum neie Pappecongé profitéiere wëllen, mussen hirem Patron spéitstens zwee Méint am Virus Bescheed ginn, fir dass sech am Betrib och kann organiséiert ginn. Ech mengen, dass dës Informatiounsflucht fir d'Salariéen net an d'Gewicht fällt, well d'Gebuert vun engem Kand meeschtens jo och relativ genau virauszegesinn ass.

Den neie Pappecongé ass also eng exzellent Noriicht fir jiddwereen, deen am Privatsektor als Salaré schaff. D'DP ass der Meinung, dass an Zukunft no dëser éischter Etapp all Papp, egal wou oder fir wien hie schafft, vun dëser Innovatioun profitéiere soll a muss. Do schlësse mir eis als Demokratesch Partei de Wieder vun der Rapportrice total un.

Dofir denke mir, déi zéng Deeg Pappecongé an Zukunft och de Fonctionnaire an den Indépendanten zougänglech ze maachen, an dëst esou séier, wéi dat ebe méiglech ass. E Papp ass e Papp, egal wéi säi Patron ass, an et sollt ee kengem Papp d'Chance huelen, fir säi Puppelchen direkt no der Gebuert nach besser kënne kennenzeléieren a fir seng Famill kënne do ze sinn.

An och d'Mamme kréien an Zukunft méi Zäit, déi se direkt no der Gebuert mat hirem Kand verbréngen kënnen. De Congé geet nämlech fir all Fra op zwielef Wochen erop, onofhängeg dovun, ob se de Bëbee stëllt oder net. Et ass nämlech net méi zäitgeméiss, d'Längt vum Congé postnatal dovunner ofhängeg ze maachen, ob eng Mamm kann oder wëllt stëllen.

Eng drëtt grouss Modifikatioun ass déi vum Congé pour raisons familiales, deen daitlech méi flexibel gëtt. Et geet drëm, dass d'Mamm an de Papp kënne bei hirem Kand sinn, wann d'Kand krank ass an d'Kand also eng Bezuchsperson dréngend brauch. Dat ass aktuell leider net ëmmer méiglech, well ee pauschal pro Joer just zwee Deeg Congé zegutt hat. Wann déi net gebraucht goufen, da si se verfall. Grad am jonken Alter gi Kanner awer emol méi oft krank.

Fir deem entgéintzewierken, gesäit dat neit Gesetz Alterstranché vir, an deenen d'Eltere vun enger bestëmmter Unzuel u Congésdeeg profitéiere kënnen, wann hir Kanner krank sinn. Am jonken Alter sinn et deementsprechend méi Deeg wéi fir en Alter, wou d'Kanner och emol eleng kënnen doheem bleiwen. D'Unzuel vun den Deeg pro Alterstranche ass jo virdru scho genannt ginn. Am Fall vu schwéiere Krankheete kënnen d'Congésdeeg zousätzlech an d'Luucht gesat ginn.

Här President, léif Kolleegen, dëst Gesetz war iwwerfällg, an ech si frou fir all aktuell an zukünftg Eltere vu kleng Kanner, dass mir et gepackt hunn, dass déi nei Congésdeeg elo a Kraaft triede kënnen.

Dëst Gesetz markéiert d'Upassung vun eiser Legislatioun un eng nei Realitéit an eiser Gesellschaft. Dofir wonnert et lech also net, wann ech den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn, net ouni nach eng Kéier der Rapportrice e grouss Merci ze soe fir hire Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut geet et ëm de Congé fir d'Salariéen a spezielle Liewenssituatiounen a virun allem fir d'Familljen. E grouss Merci un d'Rapportrice! En exzellente Rapport, wéi mer dat gewinnt sinn, dee schréfflechen an och dee mëndlechen Deel.

Ech wëll awer och direkt soen, ech war awer „piffpaff“, wéi de Kolleeg vun der CSV dat virdru gesot huet, an zwar dass, nodeems d'CSV an der Kommissioun de Rapport net konnt stëmmen, se awer elo seet, dass se de Projet de loi hei wäert matdroen. Doriwwer, wéi de Virriedner och schonn eng Kéier gesot huet, si mer awer ganz frou, well ech hätt mer och net kënne virstellen, wéi een dergéint kéint sinn, fir u sech den Equilibre tëschen Beruff a Familljeliewen ze fannen, a wéi een dat hei op der Tribün hätt wëlle verrieden.

An dësem Projet de loi geet et ëm d'„work-life balance“, wann et Englesch ass, dann héiert dat sech besser un. Et geet drëm, dass Mammen a Pappen et fäerdegbréngen, schaffen ze goen an awer ze kucken, dass hiert Famillje-

lieue stëmmt an dass hir Kanner entsprechend versuergt ginn.

E Projet de loi ass och ëmmer e Kompromëss. En ass ausgehandelt gi mat de Sozialpartner. Domat kann een also ni all Mënsch zefriddestellen, dat ass ganz normal. Verschidde Congés ginn erof, wat vläicht deelweis iwwerfällg war, an déi, déi och deene Gréngewicht sinn, déi ginn an dësem Projet de loi erop.

Fir d'Éischt vläicht de Pappecongé. De Pappecongé ass fir déi gréng ganz kloer e Moyen vu Chancëgläichheet, dee vun zwee op zéng Deeg eropgeet, fir dass de Papp sech direkt no der Gebuert vum Kand ka méi engagéieren an en anere Kontakt fannen. Datselwecht géllt awer och, wann et net eng Gebuert ass, mä eng Adoptioun vu Kanner ënner 16 Joer. Och dat ënnerstëtzt mer als Gréng.

Mir haten awer och opgeworf, dass d'Terminologie vun dem Pappecongé net méi ugepasst ass fir een Eenzelfall, an dat vun enger gläichgeschlechtlecher Koppel, wou eng Fra e Kand kritt an d'Partenaire eben och eng Fra wier. An dat ass sécherlech nach ee Volet, deen ee muss kucken, wéi een dee kann upassen. Dee Choix, dee mer gemaach haten, deen hätt u sech déi Leit, déi Zilgrupp reduzéiert, déi eligibel kënne sinn, an dat war natierlech och an deem Moment net ze verrieden, wa mer dat reng op de Conjoint bezunn hätten.

Et ass also e Volet vu Chancëgläichheet, wa mer hei vun engem Pappecongé schwätzen.

Deen zweete Volet, dat ass de Mammecongé, dat ass de Congé postnatal, deen hei eropgeet vun aacht op zwielef Wochen, onofhängeg dovun, ob eng Fra elo stëllt oder net stëllt, net wëllt stëllen, net ka stëllen, ob d'Kand eventuell ze fréi kënnt oder ob et Méifachgebuerte sinn. Duerfir ënnerstëtzt mir dat och ganz kloer. Niewebäi bemierkt, bleift awer ëmmer nach fir Fraen, déi stëllen, den Temps d'allaitement am Betrib bestoen, wa se u sech da weiderhin hiert Kand iwwert déi Wochen do eraus wëlle stëllen.

Wéi d'Rapportrice och gesot huet, muss ee kucken, ob een net dee Volet vun de Monoparentalen nach eng Kéier kann op eng aner Aart a Weis léise respektiv Ënnerstëtzung fannen, fir ze kucken, dass grad bei der Gebuert eben déi noutwendeg Ënnerstëtzung méiglech gëtt, wat eben iwwert dëse Projet de loi elo net geet.

Ech wäert net am Detail op de Mariage an d'Déclaration de partenariat respektiv Décès a Plënnere goen.

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass, dass hei dee Congé d'accueil awer nach geschaaft gëtt, wann e Kand adoptéiert gëtt, wat manner wéi zwielef Joer huet. Dat sinn zwar vill Wochen, déi zwielef Wochen, mä trotzdem bréngt et awer mat sech, dass déi zwee Partenaire an dat Kand, wat nei an eng Famill kënnt, mateneen e gudde Start kréien.

De wichtegste Volet, deene Gréngen no, ass ganz kloer de Congé pour raisons familiales, well dat geliefte Alldag ass an enger Famill, wou een ëmmer erëm als jonk oder méi eeler Koppel dorop treëft, dass, wa Kanner kleng sinn, se vill Krankheeten hunn, eng Häufung vu Krankheitsfäll do ass, an dass et net evident ass, wann déi zwee Partner wëllen och nëmmen Deelzäit schaffen, fir sech ze organiséieren, wann ee Kand krank ass, fir bei em ze sinn. Déi zwee Deeg pro Joer, déi bis elo do waren, sinn op kee Fall duergaangen.

An duerfir begreisse mer, dass mer do elo eng Modularitéit erakréien, dass och e bësse gekuckt gëtt no den Tranches d'âge. An dat passt jo och: Vun 0 bis 4 Joer, do hu mer zirka 3 Deeg an der Moyenne pro Joer, déi ee kann notzen, am Ganzen déi 12 Deeg. An dann huet een, mengen ech, de Gros vun den Infektiounskrankheete bei de Kanner erduerch. An da kann een awer d'Berufsliewen an d'Familljeliewe méi einfach beieneekréien, ouni dass ee muss higoen an engem Patron uruffen a soen: „Ma ech si krank de Moien“, wat jo iwwerhaupt net de Fall ass, mä wou u sech d'Wourecht ass, dass ee keng Léisung fonnt huet, fir bei sengem Kand kënnen doheem ze bleiwen.

Dann ass et esou, dass mer eben an där anerer Tranche d'âge - et ass scho virdru gesot ginn - nach déi 18 Deeg hu bis 13 Joer. An domat hätte mer déi 30 Deeg, déi mer och elo schonn am Gesetzestext stoen haten. An do kommen zousätzlech 5 Deeg derbäi, wann u sech een an eng Klinik muss goen, e Kand tëschen 13 an 18 Joer, wann also och do eng Begleedung noutwendeg ass.

Mir sinn och ganz frou, dass a spezielle Fäll eng Verduebelung ka komme vun dëse Congészäiten, wann eng méi grav Krankheet virläit, wann en Accident virläit oder wann e Kand en Handicap huet, an och dat pro Tranche d'âge a souguer, wann eben dat sougenanntent „duebelt Kannergeld“ ausbezuelt gëtt, wëll heeschen, wa festgehalde ginn ass, dass dat Kand en Han-

dicap huet, wat iwwer 50% vun deenen normale Fonctionnalités eben erausgeet, dass dann déi Tranche, déi Limite d'âge eben och eropgehewe gëtt bis 25 Joer. Dat ass ganz gutt esou. Dat begreisse mer.

Mä et muss een awer wëssen, dass dat an eenzelnen oder a ville Fäll guer net duergeet! An zwar stellt sech do ganz dacks d'Fro an de Fäll vu Maladie-graven, ob déi zwee Partner nach weider kënne schaffen goen, well eben einfach déi Fäll do net mat deem übliche Congé ofzeschaffen sinn. Duerfir gëtt et jo och déi Regelung, dass et méiglech ass, an zwar iwwer de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, festzeleeën, ob dee Fall esou schlëmm ass, dass mer higin an dee Congé pour raisons familiales bis op 52 Woche kënnen erausbréngen.

Do muss mer just oppassen, dass mer net... Do hunn ech zwou Saachen, déi, mengen ech, wichteg sinn ze soen, zwou Saachen: ob mer net an de Konflikt komme mat deenen 52 Wochen, déi mer soss am Aarbechtsrecht stoen hunn, fir dass net op eemol mäin Aarbechtskontrakt kann opgekënnegt ginn, wann ech do un déi Limitt eroustoussen. Dat ass eng Bemierkung, déi ee soll iwwerleeën. Well et ass jo esou, wann ech dee Congé pour raisons familiales huelen, da gëtt deen ugerechent, wéi wann et eng Période d'incapacité de travail pour cause de maladie wär.

(Coups de cloche de la présidence)

An do wëll ech just drop hiweisen, dass dat aarbechtsrechtlech kéint a gewëssene Fäll op e Problem stoussen.

Déi zweet Saach, déi ech ze bedenke ginn a wou och muss dru geduecht ginn, dat ass de Règlement grand-ducal, deen u sech d'Basis ass, weini ausgeschwat ka ginn, dass ee Fall vu Maladie grave virläit. An zwar - ech huelen dat eng Kéier just kuerz erbäi -, ass d'Formuléierung am Moment esou baséiert - an duerfir huet dat an der Praxis dacks zu Problemer gefouert: Do ass de Kriib als Krankheet bei de Kanner opgefouert, an natierlech och aner Pathologien, wou eng Hospitalisatioun virläit. Mä et gëtt awer nach eng Partie Krankheeten, déi do net erfaasst sinn!

Duerfir géif ech just roden, dass een do soll oppassen op Häerzerkrankungen, neuromusculaire Erkrankungen. Mukoviszidos ass och e Problem, deen do ganz dacks optaucht, deen elo net hei ernimmt ass. Dann och chirurgical Agréff, wa Feelstellungen do si bei engem behënnerte Kand, wou ganz dacks méi dacks an Etappe muss chirurgesch Agréff virgeholl ginn. An dann ass et och dacks esou, dass no esou engem Agréff déi Kanner net direkt an eng Crèche oder an eng Schoul erëm zrëckkomme kënnen. Da muss se awer nach fir eng lwwergangszäit eventuell doheem sinn.

Duerfir ass et wichteg, dass dee Règlement grand-ducal mat deene betraffene Leit aus dem Secteur esou formuléiert gëtt, dass et ebe manner Problemer gëtt an dass och natierlech déi Instanz, déi driwwer ze befannen huet, et méi einfach kritt, fir u sech deene Fäll Rechnung ze droen, wéi dat an der Vergaangenheet heiansdo war, dass do Problemfäll eben opgetaucht sinn.

Dat gesot, mengen ech, ass dëse Projet de loi e ganz grouss Fortschritt - ee ganz grouss Fortschritt! -, well en et fäerdegbréngt, Familljen- a Berufsliewe besser op e Leescht ze bréngen, virun allem dee leschte Volet, de Congé pour raisons familiales, wou ganz dacks ebe Problemer entstinn a wou een et net einfach huet, wann een et wëllt, och nëmmen an Deelzäit d'Berufsliewen an d'Familljeliewe beieneenzebréngen.

A Beruffs- a Familljeliewe beieneenzebréngen, dat ass eng Häerzensugeleeënheet och vun deene Gréngen. Et ass eng Erausforderung fir d'Zukunft, vu dass mer och net wëssen, wéi den Aarbechtsmaart an Zukunft sech wäert entwéckelen. An duerfir mengen ech, dass mir als déi gréng all Beméiunge vum Aarbechtsminister wäerten an Zukunft ënnerstëtzen, déi an déi dote Richtung ginn.

An ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An deen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, éischtens emol e grouss Merci och un d'Madamm Bofferding vun eiser Säit, well si huet eis dee Projet de loi hei ganz kloer exposéiert an op eng Manéier ageféiert, mengen ech, déi eis direkt dozou féiert, e puer Reflexiounen ze maachen.

D'Madamm Bofferding, mengen ech, hat gesot: „Et ass keen ideologesche Projet.“ Jo, wat

ass et dann? Selbstverständlech ass et en ideologesche Projet, wann eng Regierung heihin-herkënn an iwwer jore sech méi gëtt, ee Modell vu Famill ze favoriséieren: deen, wou déi zwee Eltere schaffen ginn an d'Kanner da betreie loossen! Mir als ADR maachen an dësem Beräich keng Ideologie, well mir soen, mir ginn de Leit de Choix, ob se dat do wëllen, wat Dir och ënnerstëtzt, oder ob se wëllen, datt ee vun den Ehepartner oder Partner doheem bleibt a selwer seng Kanner erzitt.

Mir ginn de Choix! Dir favoriséiert ee Modell an näischt anescht. Da froen ech lech: Wie mécht dann Ideologie? Dat si ganz kloer dës Regierungsparteien an déi, déi just deen dote Modell wëlle favoriséieren!

An dësem Projet de loi sinn eng Rei Avantagen. Dofir stëmmen mer och net dergéint, mä mir hunn eng ganz Rei Kriticken. Mä et ass vun de Virriedner och ëmmer erëm betount ginn: Wann e manerjäregt Kann stierft, huet ee méi Congé, a verschiddenen anere Situatiounen huet ee méi Congé zegutt. Dat si sozial Virdeeler, dofir stëmmen mer och net géint dëse Projet, awer Kriticken hu mer. An ech wëll lech déi elo presentéieren.

Eng éischt ass, an dat ass och vun e puer Parteien opgegraff ginn: Firwat just de private Secteur an net och den ëffentleche Secteur? Wa jo - ech mengen, do si mer eis all eens - e Papp e Papp ass an e Kand e Kand, a mer alleguer dat Zil hunn, fir datt de Kontakt tëschen Papp a Kand soll méi staark sech kënnen entwéckelen; an dat ass jo net ëmstridden.

Mä dat hätt ee jo och kënnen hei maachen an esou engem Gesetz! Näischt verhënnert dat, wa schonn zwou vun deenen dräi Regierungsparteie soen, si hätten dat gär. Datt een dann higee, wéi et hei am Rapport steet, a seet: „Dat maache mer an de Gehälterverhandlung mam ëffentlechen Déngscht!“ Dat steet am Rapport, Här Minister! Dofir ass et an eisen Ae jo och u sech onfair, fir eppes a Gehälterverhandlung mat der CGFP oder mat anere Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht ze verlageren, wat een hätt kënnen hei gesetzlech scho regelen, wann een da wierklech dat och esou hätt wëllen ugoen.

Eng zweet Observatioun, déi mer hunn, ass den Interêt vun den Entreprises. Mir hunn eng Rei Gesetzer - d'Chambre de Commerce huet dat och gesot -, déi d'Entreprises administrativ staark belastaachen, well déi Regelungen, déi gesetzlech Regelungen, esou gutt gemengt wéi se och sinn an esou positiv wéi se dacks och sinn, awer eng Rei vun administrative Lourdeure fir d'Entreprise mat sech bréngen. Dat ass den Temps de travail, dee soll kommen, et ass de Congé parental, dee mer gestëmmt hunn, et ass och elo dat hei Gesetz, wat awer d'Entreprise virun eng Rei Erausforderungen...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Pardon?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Den Temps de travail ass scho laang gestëmmt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, jo, mä dat ass onwichtig an dësem Zesammenhang. De Punkt ass, et ass wichteg, datt eben d'Entreprises eng ganz Rei administrativ Lourdeuren heimadder kréien. An och dëse Congé, deen ass schwéier u sech ze kontabiliséieren, an et sinn eng Rei praktesch Erausforderungen awer do, wann een dat wëllt wierklech präzis verfollegen, ob do och déi Tranches d'âge an esou weider, ob dat da korrekt applizéiert gëtt.

Déi drëtt Observatioun, déi mer hunn, ass: De Stat bezilt, an dat ass relativ schwéier ofzeschätzen - och dat steet an der Fiche financière vum Projet de loi -, wat déi Mesuren elo am Eenzelnen direkt kaschten. Et ass e bëssen..., et sinn elo keng riseg Zommen, mä awer an engem Kontext vun engem Statsdefizit soll een dorop oppassen.

Mir stelle just fest, mir si mat enger Rei vun deene Moosnamen d'accord. An awer wësse mer nach net genau, wat am Statsbudget d'Incidence vun där enger oder anerer Moosnam ass.

Am Eenzelne wëll ech op dräi Saachen agoen:

Éischtens, de Congé pour raisons familiales. Mir begreissen ausdrécklech, datt e gehéicht gëtt, och wa mer ebe soen, datt mer eis Froe stellen iwwert d'Modalitéite vun der Applikatioun; dat ass net ëmmer einfach. Mä wat eis interesséiert och an der Politik, dat ass: Wie kann dann elo op dat krank Kand oppassen? An ech mengen, datt mer do de Problem hunn, dee mer ganz gutt kennen: Dat ass dee vun de gescheetene Pappen oder gescheetene Mammen, wa se den Droit de garde net hunn. Dat ass, datt och déi kënne bei hire Kanner sinn! Well et ass ganz liicht... Et ass an enger Circulaire! Et ass an enger Circulaire! Mä ech wëll et hei soen, well et ass jo och diskutéiert ginn am Laf vun der Diskussioun ëm dëst Gesetz.



Et ass kloer an eisen Aen, datt eng Famille monoparentale heiansdo manner monoparentale ass wéi et schéngt, well et gëtt dacks de gescheetene Partner, déi gescheete Mamm oder de gescheetene Papp, deen deen Droit de garde net huet, dee sech och gär wëilt ëm d'Kand këmmere. An do gëtt et eng Circulaire, déi dat regelt, wou gesot gëtt: „Jo, gutt, dee Partner soll dat och kënne maachen.“ Mä dat ass awer eng relativ onsécher Saach!

Ech froe mech, ob an der Praxis och ëmmer all Patronen do matspillen a wéi dat an der Praxis dann och ausgesäit, datt e gescheetene Papp oder eng gescheete Mamm sech kann ëm e Kand këmmere, notament och, wann et Problemer scho gëtt beim Droit de visite, wéi deen exercéiert gëtt. A mir soen, et ass wichteg, datt e biologeschen Elterendeel sech och ka rechtlech a praktesch ëm e krankt Kand këmmere.

Dat Zweet ass de Congé am Fall vun enger Gebuert. Hei si mer awer wierklech elo voll am ideologesche Beräich! An ech wëll dat ausféieren. D'ADR begréisst, datt mer de Congé am Fall vun enger Gebuert eropsetzen. Dat ass eng positiv Saach. Et kënnt jo och eng Direktiv: vun zwee op zéng Deeg. Fein! Mir sinn och d'accord a frou driwwer bei enger Kanneradoption, datt dee Congé d'accueil eropgesat gëtt. Do hu mer also kee politeschen Ennerscheid an deene Saache mat der Regierung; en anere Grond, firwat mer net géint dëst Gesetz stëmmen.

De Problem ass och hei bei där ganzer Diskussion ëm déi homosexuell Koppelen, déi Kanner wëllen. Do hu mir traditionell ëmmer erëm gesot, et ass fir eis wichteg, datt e Kand e Recht huet op seng Mamm a säi Papp, datt et fir dat Kand dat Beschit ass an eisen Aen, an net nëmmen an eisen Aen, datt sech e Kand entweckelt, wéi et och an der Kannerrechtskonvention iwwregens steet, mat sengen Elteren a sech kann entwëckelen an dem Vergläich mat deenen zwee Elteren, Mamm a Papp.

Hei ass awer eng Diskussion geféiert ginn an der Commission du travail - an dat léisst och déif kucken, dat ass jo an der ganzer Logik vun deem Mariage pour tous, deen d'Madamm Bofferding jo och rappeliert huet -, datt een dee Begrëff „Papp“ souguer soll sträichen an ebe just den „parent 1“, „parent 2“ oder „conjoint“ soll benotzen, also datt een eleng schonn d'Begrëfflechkeet vu Mamm a Papp, wéi se och aus dem Code civil erausgeholl ginn ass, sollt vergiessen. Et ass eng Fiktioun!

D'Kand huet net méi d'Chance op eng vraisemblable Filiatioun. Dat ass fir eis e grave Problem zulaaschte vun de Kanner an och zulaaschte vun deene Koppelen, heterosexuelle Koppelen, déi Kanner wëllen adoptéieren. Well et si jo eng Rei Länner, déi eis keng Kanner méi ginn, well mer de Mariage pour tous ageféiert hunn!

Et ass jo och net normal, wann ee seet „Mamm a Mamm“. Kee Kand op dëser Welt huet zwou Mammen! Kee Kand op dëser Welt huet zwee Pappen! Dat ass eng reng Fiktioun. A wann ee seet, zwou Mammen, a mir féieren elo e Congé an, da seet een u sech GPA, pardon, PMA normalerweis, mat allen ethesche Problemer, déi domadder verbonne sinn. A wann ee seet, Papp a Papp, da seet een normalerweis Leihmutterschaft, well Adoption meeschtens iwwerhaupt net méiglech ass, eppes, dat hei am Land, wéi d'Madamm Loschetter och seet, soll verbuede ginn, mä mat allen Dieren op fir datt, wann eng Leihmutterschaft am Ausland organiséiert gëtt, déi dann och sollen d'Méiglechkeet hunn, fir e Congé d'accueil oder soss eppes ze kréien.

Hei si mer am volle Beräich vun der Neikonstruktioun vun der Famill aus reng ideologesche Grënn, vun der Filiatiounsdiskussion aus reng ideologesche Grënn, a wou mir als ADR soen: „Hei gëtt eppes organiséiert, och iwwert de Wee vum Congé, wou eng ganz Rei vun ethesche Problemer domat verbonne sinn!“

Dat Drëtt ass de Congé postnatal. Do wëlle mer awer och soen... Mir kënnen et matdroen! Et ass net, datt mer och do eppes dergéint hätten, mä mir wëllen awer och do opmierksam maachen op déi Kriticken, déi zu Recht vun der Chambre des Métiers an och vun der Chambre des Salariés formuléiert gi sinn.

Et gëtt ganz lücht an eiser Gesellschaft hautdesdaags geschwat vu Leit, déi benodelegt wären ee géintwärtig deem aneren, och, an dat ass dee wichtige Punkt, wa se objektiv an enger anerer Situatioun sinn! Eng Mamm, déi niert, ass objektiv an enger anerer Situatioun, och medezinnesch, wat hire ganze Kierper an esou weider ugeet, wéi eng Mamm, déi net niert!

Do war also deen Ennerscheid, deen do gemaach ginn ass, begrënn, medezinnesch begrënn, wéi och d'Chambre des Métiers eis et rappeliert. An dofir woren eben zwou objektiv

aner Situatiounen do, déi och anescht beuerteelt gi sinn am Aarbechtsrecht. Och wor e politesche Wonsch do, näamlech d'Nieren ze encouragéieren. Och dat gëtt elo duerch déi hei Reform e bëssen a Fro gestallt.

A schlussendlech gëtt et eng Kummer, näamlech d'Chambre des Salariés, déi och freet: Wéi ass et da mat den Naissances multiples, wann een Zwillingen, Drillingen an esou weider kritt? Och dat ass leider hei net berücksichtegt ginn.

Wann ech dat also wëll zesummefaassen, dann ënnerscheet eis an deene meeschte Punkte vun dësem Gesetz wéineg vun der Regierung. Mir stëmmen et net mat, well mer ze vill Kriticken hunn. Mir enthalen eis. Mä et sinn eng ganz Rei Punkten, wou eis och ganz vill vun Ärer Politik trennt, an zwar all Keiers virun allem do, wou et ëm den Interessi vum Kand geet, virun allem do, wou eng Berufskategorie par rapport zu enger anerer objektiv benodelegt gëtt, an dësem Fall d'Fonction publique par rapport zum Secteur privé. Et ass e Gesetz, wat a verschiddene Punkten op e gudde Wee geet, mä op anere wierklech de Contraire mécht.

Mir wäerten eis enthalen. Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Kënnt Der lech nach drun erënneren, wéi am Mäerz dëst Joer zwee jonk Leit dosouzen, déi eng Petitioun am Januar lancéiert haten, déi innerhalb vun nëmmen e puer Deeg d'Rekorder gebrach huet, näamlech an e puer Deeg 4.500 Ennerschrëften hat an e puer Deeg drop déi symbolesch Mark vun 10.000 Ennerschrëften iwwerschratt hat? Et war e bëssen eng Bouffée d'air frais als Petitioun, well et ass emol eng Kéier net drëm gaangen, a wéi enger Sprouch e Croissant soll bestallt ginn oder wéi d'Kappbedeckung vu Frae soll ausgesinn, mä et ass ëm Aarbechtsrecht a Sozialrechter gaangen.

An déi zwee jonk Leit hunn eng Gewerkschaftsfuerderung als Petitioun erabruucht, näamlech d'Fuerderung no der sechster Congéswoch, fir d'Eropsetze vum legale Mindestcongé vu 25 op 30 Deeg. Si hunn hir Argumenter hei exposéiert, an op der Géigesäit war d'Majoritéit vun den Deputéierten, déi deem awer kritesch géigeniwwerstellungen a gesot hunn, dat wier net appropriéiert, dat op 30 Deeg eropzesetzen, et misst een aner Weeër fannen. Et wier e Gesetz iwwer Harcèlement an der Maach. An et ass sech op dat heite Gesetz referéiert ginn, wat diskutéiert géif ginn a wat deene Problematike géif gerecht ginn.

Duerfir muss een dann och kucken, ob dëst Gesetz deem dann och esou gerecht gëtt. Dëst Gesetz huet Verbesserungen, an dat ass virun och schonn explizéiert ginn, an et huet Verschlechterungen.

Zu de Verbesserunge gehéiert op jidde Fall d'Aféierung vum Pappecongé vun zwee op zéng Deeg, dee fraktionabel ass. Dat heescht, et muss een déi zéng Deeg net an enger Kéier huelen an net direkt no der Gebuert, mä am Accord mam Patron kann een och zweemol fënnf Deeg à la guise huelen, bannent deenen éischten zwee Méint no der Gebuert.

Et muss een allerdéngs dem Patron e Preavis schécke vun zwee Méint, wat deemno wéi zu Problemer awer féiere ka bei Fréigebueren, also bei Leit, déi eigentlech besonnesch problematesch Situatiounen hunn, wou de Patron kéint soen, datt en ze spéit de Preavis kritt huet, an dann, an deem dote Fall géif et dann zrëckgesat ginn op den Istzoustand, näamlech op zwee Deeg, déi direkt ze huele wieren am Fall vun der Gebuert.

Positiv ass och, an och dat ass hei gesot ginn, datt et emol eng Kéier eng positiv Flexibilisierung vum Congé am Interêt vum Salaré ass. Wat de Congé pour raisons familiales ugeet, war et bis elo esou, datt d'Leit, d'Pappen an d'Mammen Urecht haten op zwee Deeg pro Joer, déi se konnten huelen am Fall, wou hiert Kand krank war. Dat gëtt elo an Tranche-d'âge gerechent an der Realitéit eigentlech méi no bruecht, wou et näamlech ka sinn, datt e Kand eng Woch laang krank ass an et muss een eng Woch laang - zu engem bestëmmten Alter - doheem bleiven. Dat ass dann iwwert dat heiten ofgedeckt. Ech mengen, dat ass wierklech e Fortschrëtt a warscheinlech och déi fortschrëttlechste Mesure an deem heite Gesetz.

Positiv ass awer och, datt de Congé beim Doud vun engem Mannerjärege, also bei engem Kand, wat mannerjärege ass, vun dräi op fënnf Deeg eropgesat gëtt, woubäi ee sech d'Fro allerdéngs stelle kann, firwat mer net iwwer gaange sinn an de Regimm, datt een, wann een e Mensch am éischte Grad verléiert, insgesamt vun dräi op fënnf Deeg géif eropgoen. Ech kommen drop zrëck, firwat dat vläicht hätt kënnen interessant ginn.

Gutt ass awer och de Congé postnatal, dee vun aacht op zwoelfe Woche systematiséiert gëtt, wat eng iwwerfällg Upassung ass, besonnesch well Fraen elo net méi mussen eng zum Deel awer humiliant oder tendenziell humiliant Preuve weisen, datt se nieren, fir kënne véier Woche weider Congé ze kréien.

De Congé d'accueil fir Kanner ënner zwoelfe Joer, déi adoptéiert ginn, gëtt deementsprechend och op zwoelfe Wochen ugepasst. Dat si Verbesserungen. An do muss een unerkennen, datt dat och Verbesserung sinn!

(*Mme Simone Beissel prend la présidence.*)

An ech hat och wëlles, eigentlech mat zwar e puer kritesche Bemerkungen, dat heite Gesetz ze stëmmen. Mir wäerten et och maachen. Mä ech hu mer, wéi ech de verschiddene Majoritéitsvertrieder nogelauschtert hunn, awer geduecht: Dat do kann dach net sinn! Et kann net sinn, datt déi Verschlechterungen einfach gerechtfertigt gi mat: „Bon, dat ass iwwerfällg, datt dat gemaach gëtt. Et ass net méi ugepasst un d'Modernitéit, un eis Zäiten“, wa Congé-extraordinaires, déi Leit zegutt hunn, einfach esou gestrach ginn!

Datt een eventuell seet: „Et ass e Kompromëss, deen aus Verhandlungen entstanen ass“, wou dat doten eventuell aus engem schlechte Kräfteverhältnis als Kompromëss erauskomm ass, jo, dat kann een als Argument huelen. Woubäi ech als Deputéierten dann nach ëmmer d'Recht hunn, deem Kompromëss net mussen zoustëmmen. Dat ass awer zumindest en Argument, wat ech hätt kënnen akzeptéieren. Awer et ideologesch ze rechtfertigen, dat fannen ech net an der Rei!

Déi Verschlechterunge bestinn doranner, datt beim Bestietnis de Congé vu sechs op dräi Deeg erofgesat gëtt a beim Pacs vu sechs op een Dag. Fir d'Elteren, déi virun, wann hir Kanner gepacst oder bestuet gi sinn, jo och Urecht op zwee Deeg haten, gëtt de Congé beim Bestietnis op een Dag a beim Pacs op null erofgesat. Also, eng Baisse vun extraordinäre Congésdeeg ass sécherlech kee Fortschrëtt a keng fortschrëttlech Politik an net am Interessi vun de Salariéen. Ech géif dat awer gär festhalen hei!

An da muss ech awer soen, datt ech awer och bass erstaunt war, wéi ech d'Argumentation gelies hu vun der Begrënnung vum ënnerschiedlechen Traitement vum Mariage a vum Pacs. Et ass richtig, datt am Ufank dem Pacs iwwerhaupt kee Congé zougestane ginn ass. Mä dat ass geännert ginn 2010, well de Pacs sollt gläichgestallt gi mam Mariage, awer net nëmme fir gläichgeschlechtlech Koppelen, mä fir jiddwereen!

Ech hunn 2011 mech gepacst an ech hat Urecht op sechs Deeg Congé. Ech hunn e Choix getraff, mech näamlech ze pacsen a mech net ze bestueden. An dee Choix, dee war gläichberechtigt unerkannt! Hei, mat deem heite Gesetz gëtt dat bewäert, wat ech gemaach hunn. Ech hunn näamlech just nach Urecht op een Dag Congé an net en Urecht op dräi Deeg, wéi am Fall vum Bestietnis. Ech mengen, datt Der do de Beräich vun der Sozial- an der Familljepolitik iwwerschrëit an Der eigentlech Gesellschaftspolitik maacht, näamlech eng Bewäertung vun där enger oder anerer Form vu Liaison.

A wann Der dat wëllt maachen, da stellen ech mer awer d'Fro: Wéi gesäit dat dann an Zukunft weider aus mat der Sécurité sociale, mat der Fiskalitéit, wou et jo och eng Gläichstellung, eng partiell Gläichstellung gëtt vum Mariage a vum Pacs? Ech mengen, datt dat do kee gudde Choix war.

Madamm Presidentin, et ginn awer och Gewënner, daitlech Gewënner bei dësem Gesetz. An dës daitlech Gewënner, dat sinn d'Patronen! Si haten näamlech e Kompromëss ausgehandelt, wou se op där enger Säit sollten Deeg ewechgeholl kréien, op där anerer Säit nei Deeg sollte ginn. Am Kader vun der Erweiderung vum Pappecongé vu fënnf op zéng Deeg ass hir Obligatioun, näamlech datt si d'Augmentatioun vun zwee op fënnf Deeg am Ufank hätte sollen aus der eegener Täsch bezuelen, wat se kompenséiert kritt hu mam Bestietnis, ewechgefall.

Dat heescht, de Patron bezilt keng vun deenen neie Forme vu Congé. En huet awer de Gain financier, dee bei dräi Aachtel vun zwoelf Milliounen, also ongeféier bei 4,5 Milliounen läit, déi d'Patrone gewannen, also e bessert Resultat kréie wéi dat, wat se an den Negotiationen verhandelt hunn.

Bon, elo kann ee soen: Fir d'Salariéë kënnt et jo awer insgesamt zu enger Null-plus-Situatioun: D'Verbesserungen iwwerweien d'Verschlechterungen, dat mengen ech och. Mä et stéisst engem awer schweier op, ze gesinn, datt d'Patronen eppes verhandelen, an duerno, no der Intervention vun der Chamber, kënnt et dann dozou, datt se eigentlech nach méi gewannen, wéi se ursprénglech ausgehandelt haten.

Madamm Presidentin, als Of Schloss géif ech soen, datt dat hei leider kee grouse Worf ass. Et si partiell Verbesserungen, deenen och partiell Verschlechterunge géigeniwwerstinn. Et ass, mengen ech, en Null-plus fir de Salaré. Mä wat feelt, ass eng strukturell Verbesserung vum Congé. An ech mengen, fir op den Ufank zrëckzekommen, datt déi Fuerderung vun deenen zwee jonke Leit, déi hei souzen, nach ëmmer aktuell ass.

Déi sechst Congéswoch ass eppes, wat muss kommen, well se der Realitéit vun haut entsprecht. Mir ënnerstëtzen och d'Fuerderung, wat een och hätt kënnen an deem heite Kontext ëmsetzen a wat et a verschiddene Kollektivverträge gëtt, näamlech de Congé social, wou et net nëmmen drëm geet, sech ëm d'Kand ze këmmere, mä sech eventuell och ëm säi Partner ze këmmere a verschiddene Fäll. Et ginn esou Beispiller. Et gi Kollektivverträge, wou dat esou ausgehandelt ginn ass. Mir mengen, datt dat och misst an den Droit commun kommen an zum allgemengen Aarbechtsrecht gehéieren.

An eng lescht Fro - domat halen ech dann op, Madamm Presidentin -, déi mat der Aktualitéit ze dinn huet, un den Aarbechtsminister: Déi 52-Woche-Regelung fir Leit, déi méi wéi 52 Woche krank sinn, hunn ech héieren, soll jo elo geännert ginn an ausgeweit ginn. An an deem heite Gesetz gëtt et och esou eng Regelung, wann d'Kand 52 Woche krank ass. Gëtt dat och an deem heite Fall fir d'Eltere vun deem Kand applizéiert oder net? Dat ass meng lescht Fro.

Dëst gesot a mat dëse kritesche Remarques ofgeschloss, stëmme mer dem Projet awer zou.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Baum.

(*Brouhaha*)

Ee Moment. Sou, d'Regierung huet elo d'Wuert. Ech ruffen elo den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, erop, dee schonn ënnerwee ass. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kollegen aus der Regierung, ech mengen, haut ass e gudden Dag fir eng fortschrëttlech Familljepolitik. Haut ass och e gudden Dag, fir effektiv dat ze realiséieren, wat eng Rei Riedner scho gesot hunn, fir dat beruflecht Liewen an d'Familljeliewe besser beieenezebréngen.

Haut ass och e gudden Dag, fir e Schrack méi ze maachen a Richtung vu méi Gläichheet tëschent Mann a Fra. A grad do, Här Kartheiser, wéilt ech lech eng Fro stellen: Ass et Ideologie, wann ee fir Gläichheet tëschent Mann a Fra ass? Ass et Ideologie, wann ee géint all Form - all Form - vun Diskriminatioun ass? Ech mengen, do ass net Ideologie op onser Säit, do ass Ideologie vill méi op Ärer Säit.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Bon, ech mengen, den Här Kartheiser kann do...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech dorop äntwert?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Jo natierlech, duerfir hunn ech et jo gemaach.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Kartheiser, et ass un lech.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Madamm Presidentin, ech soen lech Merci. Den Här Minister huet mer eng Fro gestallt, déi ganz einfach ass. Déi éischt Fro, mengen ech, Gläichheet tëschent Mann a Fra, dat hänkt dovun of, wat domadder gemengt ass. Mann a Fra sinn...

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Aah!!

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Däerf ech äntweren?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wann Der domadder mengt, datt Mann a Fra déiselwech



Rechter sollen hunn, dann ass dat selbstverständlech „Jo“, datt se déiselwecht Chancë sollen hunn, dann ass et selbstverständlech „Jo“. Wann awer eng Obligation de résultat domat verbonnen ass, dann ass et selbstverständlech „Nee“, well déi Gläichheet gëtt et och net tëschent zwee Männer oder tëschent zwou Fraen. Dat heescht, et muss ee scho gesinn, wat de Legislateur ka maachen, fir eng rechtlech Gläichbehandlung an eng rechtlech Chancëgläichheet ze garantéieren, mä et ass net um Legislateur, fir eng Obligation de résultat virzugesinn.

Déi zweet Fro iwwert d'Diskriminatioun, ech mengen, déi ass in extenso an der rechtlecher Literatur beäntwert ginn. Eng Diskriminatioun läit da vir, wa Leit an enger objektiver Situatioun d'selwecht behandelt ginn oder wa Leit an enger objektiver selwechter Situatioun anescht oder ongerecht behandelt ginn. Wann dat den Diskriminationsbegrëff ass, vun deem Dir schwätzt, Här Minister, dann ass et deeselwechte wéi deen, vun deem mir schwätzen.

Wann et en aneren ass, ech mengen, dann hu mer wahrscheinlech eng aner Vue.

Merci.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech mengen, hei gëtt d'Gläichheet ganz staark relativiséiert an de Prinzip vun der Netdiskriminatioun och. Ech mengen, domat hu mer d'Saachen op deem Punkt gekläert.

Ech wëll hei just op den Här Spautz agoen, deen ons rappeliert huet, datt déi Diskussioun iwwert de Pappecongé 1999 schonn am Raum stoung. An ech bedauern, datt dat 1999 - wie war deemools Aarbechtsminister a wie war deemools Familljeminister, dat wëll ech elo net hannerfroen - net zu engem Resultat komm ass. Well ech muss soen, d'Pappecongé sinn et och schonn deemools a ville Länner an Europa ginn. A Lëtzebuerg ass haut, géif ech soen, eent vun deene rare Länner, wat elo eigentlech erëm ophëlt an an e Grupp kënnt, wou effektiv de Pappecongé unerkannt ass. Well zwee Deeg, ech mengen, d'Madamm Rapporteur huet et jo gesot, dat kann ee jo net als e Pappecongé ugesinn.

Duerfir begrëssen ech et natierlech, datt mer haut an déi fortschrëttlech Richtung ginn. An ech mengen, ech brauch elo net laang op de Fong vun deem Gesetz hei anzegoen, well d'Madamm Rapporteur huet dat jo gemaach. Mä ech muss awer feststellen, datt et laang Zäit gebraucht huet, vun 1999 bis zu där heite Regierung.

An ech muss do soen, meng Kolleegin Familljeministesch war ganz schnell, wéi mer iwwert den Dossier Congé parental geschwat hunn, wou Dir jo ëmmer e bësse sot, dee misst nach méi flexibel ginn an e wier ze deier. Dat heescht, Dir wëllt e méi bëlleg maachen. Dat heescht, Dir wëllt eigentlech, datt manner Leit e sollen huelen. An ënner „flexibel“, do weess ech net, wat Der dorënner verstitt. Mä wéi mer déi Dossieren nei verhandelt hunn, ass d'Madamm Familljeministesch komm an huet gesot, mir mussen déi Congéen, a besonnesch de Congé vun de Pappen, änneren.

A mir hunn dat deemools an de CPTE bruecht. Dat war 2014. Dat ass also schonn eng Zäiten hier. Mir hunn zimlech laang gebraucht, fir dodriwwer ze diskutéieren. D'Gesetz ass dun 2016 komm an dun ass e Fait nouveau komm. An dat war effektiv déi Propositioun vun der Kommissioun am Kader vum Pilier des droits sociaux, déi gesot huet, europäesch soll et e Minimum gi vun zéng Deeg Pappecongé.

► **Une voix**.- A wien ass de President?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Den Här Juncker, jo, dat erkennen ech un, domat hunn ech guer kee Problem, deen awer 1999...

(**Brouhaha**)

...deen awer 1999 de Congé parental just als eng Mesure gesinn huet, fir géint de Chômage virzegoen, an net als eng familljepolitesch a Gläichheitsmesure fir Mann a Fra am Berufsliewen, mä deen haaptsächlech dun nëmme de Congé parental als Chômagemesure gesinn hat. Dat wësst Dir och. Villes huet sech an der Tëschenzäit entwéckelt. Villes huet evoluéiert an ech begrëssen och, datt Leit, déi vläicht net op deem Standpunkt deemools waren, elo haut op engem vill méi oppene Standpunkt sinn.

Ee Wuert iwwert d'Fonction publique. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt eigentlech ni ee Mënsch sech doriwwer opgereegt huet, datt de Pappecongé an der Fonction publique véier

Deeg war - véier Deeg - an am Privatsecteur zwee Deeg. Do huet kee gesot: „E Kand ass e Kand an e Papp ass e Papp.“ Mä neen, e Fonctionnairespapp hat véier Deeg an en Netfonctionnairespapp hat zwee Deeg! An da soen ech lech elo ganz kloer: Natierlech wäert et ganz schnell zu enger Adaptatioun an der Fonction publique kommen.

Éischtens emol, wann déi Direktiv, esou wéi se jo doläit an esou wéi se negociéiert gëtt, amgang ass negociéiert ze ginn, wann déi adoptéiert ass, da stellt sech déi Fro net méi: Fonction publique géint Secteur privé. Déi Mesure, déi jo dann europäesch Recht gëtt, déi muss applizéiert gi fir jiddwereen. Also déi zéng Deeg ginn dann absolutt och applizéiert an der Fonction publique.

En attendant bleift de Statut vun der Fonction publique deen, deen et ass. An de Statut ass jo ëmmer och eng Saach vun Negociatioun tëschent dem Patron Stat a senge Beschäftegten, de Fonctionnaires an Employéen, a bleift natierlech och esou bestoen, wéi dat elo steet an deem sougenannten „Kollektivvertrag“, wann ech dat emol esou dierf soen, deen an der Fonction publique besteet. Mir änneren dat elo net. An déi aner Dispositiounen sinn dann natierlech och Objet vun Negociatiounen tëschent de Sozialpartner an der Fonction publique.

Elo e Wuert zu enger ganz berechtigter Fro iwwert d'Kollektivverträge, wou déi verschidde Congéen dra virgesi sinn. Do, mengen ech, si mer ganz kloer: Wann e Kollektivvertrag ofgeschloss ginn ass op Basis vun enger Disposition légale, déi kloer war dee Moment, esou wéi se dee Moment war, da kann et elo net sinn..., wann déi geännert gëtt - besonnesch wa se en défaveur geännert gëtt, dat heescht e bësse manner favorabel ass, well dräi ass jo manner wéi sechs -, dann heescht dat natierlech, datt de Kollektivvertrag weider esou leeft mat deenen Zuele vun Deeg, déi deemools applikabel waren.

Wann dee Kollektivvertrag ausleeft an et géif kee Kollektivvertrag méi ginn, dann applizéiert sech dat Gesetz esou, wéi et ass. Wann et en neie Kollektivvertrag gëtt, da muss eben negociéiert ginn op Basis vun deem, wat Gesetz ass, an deem, wat d'Sozialpartner an engem Kollektivvertrag ënner sech ausmaachen. Dat, mengen ech, ass also eng ganz kloer Linn. An duerfir brauche mer och elo net weider doriwwer ze schwätzen.

Ech sinn och iwwerrascht, wann elo op eemol iwwert d'Komplexitéit vun deene Mesuren do geschwat gëtt. Also ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt mer zwar iwwert d'Digitaliséierung schwätzen, datt alles computeriséiert ass, mä wa mer dräi an dräi mussen zesummenzielen, dann ass dat eng Komplexitéit, déi kee Mënsch ka maîtriséieren. Mä ech soen lech, dat gëtt haut scho gemaach.

Wann e Computerprogramm existéiert, dann ass dat kee Problem ze kucken, ob déi Persoun während deenen éischte véier Joer, wann d'Kand krank ginn ass, hire Congé geholl huet oder net. An dat ass iwwerhaapt keng Komplexitéit, och net fir e Betrib, déi och, mengen ech, alleguer e Computer hunn. An et brauch ee kee ganz décke Computer duerfir. An natierlech gëtt déi Kontabilitéit gemaach an der Sécurité sociale.

Duerfir, wann ech gelift, kommt dach net ëmmer erëm mat där Problematik vun deem Alourdissement vun de Prozeduren! Hei ass et eng ganz einfach Saach vun Addition. An ech mengen, all relativ einfache Computer bréngt et fäerdeg, dat ze maachen.

Elo hunn ech nach ee Punkt, dat ass mat deem Plënnere. Ech hunn héieren, mir géifen do d'Saache verschlechteren. Neen, d'Leit behalen déi zwee Deeg beim Plënnere. Just muss mer jo soen, haut hu sech vill Saache geännert: D'Leit plënnere méi oft, wéi se dat an der Vergaangenheet gemaach hunn. Soss sinn d'Leit am Liewen eemol, zweemol, vläicht dräimol geplënnert. Haut plënnere se vill méi oft. An dat ass hiert gutt Recht, esou oft ze plënnere, wéi se wëllen.

De Punkt ass, ob dat elo muss onbedéngt all Kéiers och dem Patron imputéiert ginn, dat léisst sech diskutéieren. An duerfir, mengen ech, ass deen Deal hei fonnt ginn, fir ze soen: Okay, all dräi Joer dierf ech plënnere, dierf ech zwee Deeg fräi kréien. Wann ech awer léiwer all sechs Méint plënnere, okay, dat ass kee Problem, mä da muss ech dat eben op Käschte vu mengem eegene Congé maachen. Mir verschlechteren hei näischt. Mir adaptéieren awer wierklech eppes, wat haut anere Realitéiten entsprécht wéi virun zéng, virun zwanzeg oder viru fofzeg Joer.

An an deem Sënn, mengen ech, ass iwwerhaapt deen Text hei geduecht, och wat déi aner Elementer vum Congé ugeet. A grad iwwer ee Volet wollt ech d'Madamm Famillje-

ministesch froen ze intervenéieren, besonnesch déi Saach mam Allaitement a mam Congé vun de Fraen. Voilà.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Minister Schmit. Dann ass et elo un der Madamm Familljeminister Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut e ganz, ganz groussen Dag fir d'Familljen hei zu Lëtzebuerg. Mir maachen hei wierklech aktiv Familljepolitik fir déi jonk Familljen, fir d'Mammen, fir d'Pappen, fir d'Conciliatioun vum Berufsliewe mam Privatliwien, fir d'Organisatioun vun de Familljen. An Dir hutt et grad schonn e puermol héieren, et geet hei ëm ganz verschidde Voleten.

De Pappecongé, do ass vill driwwer geschwat ginn. Déi jonk Pappe vun haut, an et sëtzen der och e puer heibannen, déi wëssen, dass och si wëllen eng Bindung zu hire Kanner opbauen. Si wëssen, dass och si wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. An dofir ass et wichteg, net nëmme fir d'Mamm, mä och fir de Papp, fir méi Zäit mat de Kanner ze verbréngen.

Ech géif awer gären als Fra an als Mamm a virun allem als Fra, déi ganz laang geniert huet all Kéiers, eppes zum Congé d'allaitement soen. An ech géif do awer gären op en Zitat vun lech, Här Spautz, zréckkommen. Dir hutt näamlech gesot: „Dat gëtt fir d'Doktere méi einfach.“ Ech fannen dat ganz interessant als Fra, wa mer iwwert de Congé d'allaitement schwätzen, dass Der ons sot, dass dat da fir d'Doktere méi einfach gëtt.

(**Brouhaha**)

Et gëtt virun allem fir d'Frae méi einfach! Et gëtt virun allem fir d'Frae méi einfach. An ech hu jo gesot, dass ech laang geniert hunn, an ech hoffen eben dofir, dass nieren dat Bescht ass, wat ee fir seng Kanner ka maachen, wann ee seng Kanner laang niert. Mä ech weess net, ob Dir schonn eng Kéier eng Fra gesinn hutt...

(**Brouhaha et hilarité**)

...- ob Dir schonn eng Kéier geniert hutt, wollt ech net froen, mä ob Dir schonn eng Kéier eng Fra gesinn hutt -, déi hätt wëllen nieren a wou et net geklappt huet an déi sech kristillegt huet an déi sech forcéiert huet, fir sech bis deen éischte Rendez-vous beim Gynéko - an do si mer jo da bei den Dokteren - ze kristillegen, fir ze nieren, och wann et net geklappt huet a wann et wéi gedoen huet a wa se Entzündungen hat, just fir déi véier Woche Congé do méi ze kréien.

An dann nach en anere Volet als Fra, déi laang geniert huet: Ech fannen, dass d'Fraen de Choix mussen hunn, ob se wëllen nieren oder net. An dat ass hire fräie Choix. An et ass net un iergendengem Legislateur, de Frae virzeschreiwen, e schlecht Gewëssen ze hunn, oder hinne virzeschreiwen, firwat. Dat ka ganz verschidde Grënn hunn, firwat se vläicht net wëllen nieren. Ech fannen, dass dat de Legislateur näischt ueegt! Ech si wierklech frou an ech fannen, dass dat fir d'Fraen e risegrousse Schrëtt ass a Richtung - 2017 -, dass d'Fraen haut selwer kënnen hir Decisiounen huelen an dass se net méi vum Legislatuer forcéiert ginn ze nieren, wa se et net wëllen. Ech fannen, dat ass wierklech fir d'Fraen e ganz, ganz groussen Dag haut!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- A vum Dokter ofhänken.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- A vum Dokter ofhänken, jo.

De Congé pour raisons familiales. Et ass scho vill driwwer gesot ginn. Ech wëll dofir net ze vill laang doriwwer schwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass, wann d'Kanner kleng sinn, se dann éischtens emol méi dacks krank sinn, mä virun allem, dass se vill méi Assistenz brauchen. Wann Dir en zwee Joer aalt Kand doheim hutt, wat eng Angine, eng Otite oder soss iergendwéi e Schnapp, en Houscht a Féiwer huet, da sidd Dir de ganzen Dag méi wéi beschäftegt mam Kand. Dat wëllt ameséiert ginn, dat wëllt occupéiert ginn.

Wann Der e 14-järegt Kand hutt, wat krank ass an eng Angine oder eng Otite huet, dat ass éischter frou, wann een et dann e bësselche mat Rou léisst, nodeems een em säi Sirop oder seng Pëlle ginn huet, fir d'Féiwer erofzesetzen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer déi Congéé méi flexibel maachen, fir dass d'Eltere sech besser kënnen organiséieren, wann d'Kanner se och wierklech brauchen. Well dorëms geet et ons jo.

An da vläicht nach en anere Volet, deen och ugeschwat ginn ass, deen och haut hei matgestëmmt gëtt: Bis elo hat een zwee Deeg

Congé zegutt pro Joer pro Elterendeel pro Kand, bis d'Kand 15 Joer al war. Mä wann Aert Kand 17 Joer al ass a mat engem geplatzene Blinddarm, soen ech emol, an d'Klinik kënnt, da wäert Dir als Elterendeel och gäre fir Aert Kand do. An dofir sinn ech immens frou, dass mer och do en Accord fonnt hunn, fir déi fënnel Deeg nach eng Kéier bäizeginn, wann e Kand iwwer 13 Joer dann an d'Klinik kënnt.

Déi lescht Deeg ass hei vill iwwert de Budget geschwat ginn, iwwert d'Finanzinvestitiounen. Abee, ech soen lech haut: Dat Gesetz hei ass eng gutt Investitioun an d'Liewensorganisatioun vun de Mënschen hei am Land! Dat ass eng Investitioun an d'Kanner, dat ass eng Investitioun an d'Zukunft vun de Familljen zu Lëtzebuerg an dat ass eng Investitioun och an de Standuert Lëtzebuerg. Well och dat ass wichteg: Eng modern Familljepolitik ass immens wichteg fir e modern Land a fir de Standuert Lëtzebuerg, mat deem mer ons jo awer gäre bretzen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence**.)

Mä dëst ass - mam Nicolas zesummen - nëmme e Puzzlestéck. Et ass ee weideren Deel an enger moderner Familljepolitik. Mir mussen och weiderschaffen. Mir musse weiderschaffen. D'Betriber haut wësse ganz genau, dass d'Leit haut net nëmme méi schaffe kommen, fir Suen ze verdéngen. Hir „work-life balance“ ass hinne wichteg. Et ass hinne wichteg, frou op der Aarbecht, awer och frou ausserhalb vun der Aarbecht ze sinn.

Ech wëll als Familljeministesch net bei deem stoe bleiwen, wat mer eben haut erreecht hunn. An ech hunn nach e ganz grouse Wonsch als Mamm an och als fréiere Patron, näamlech deen, dass mer weiderfuere mat den Diskussiounen ronderëm méi flexibel Aarbechtszäite fir d'Salariéen, fir d'Betriber, an och iwwer alternativ Aarbechtsmodeller, wéi se haut schonn an der Diskussioun sinn. Ech nennen emol den Teletravail, mä et ginn och nach aneren.

D'Besoine vun de Betriber, déi gläiche ganz dacks de Besoine vun de Mataarbechter. An d'Betriber hätte gäre Mataarbechter, op déi se ziele kënnen. Si hätte gäre gutt Mataarbechter. A fir haut gutt Mataarbechter ze kréien, muss een deene Mataarbechter och eppes bidden. Dat heescht, haut ass et ganz dacks esou, dass d'Leit sech hire Betrib eraussichen, an net méi de Betrib säi Salarié.

Nach e Wuert zum CPTE. Den Här Spautz hat et ugeschwat: Fir d'Éischt hate mer fënnel Deeg, du si mer erop op zéng Deeg gaangen, nodeems d'Chamberskommissioun dat zesumme mam Minister Schmit gefrot hat. Mä et war mir wichteg, dass ee mat de Patronen nach eng Kéier schwätzt, well et war en Accord do. An dun hunn d'Patrone gesot - an ech muss deenen och awer eng Kéier vun hei aus Merci soen -, dass si d'accord wäeren, vun zwee op zéng Deeg an net vun zwee op fënnel Deeg Pappecongé eropzegoen. Ech mengen, dass dat awer och engem grouse Merci hei bedarf, well dat war net evident, well mir hate jo en Accord.

An ech mengen, dass dat wierklech ganz wichteg a flott war, dass d'Patronat domadder averstane war, fir do op déi zéng Deeg weider eropzegoen, ebe well si wëssen, dass d'„work-life balance“ wichteg ass, a well si wëssen, dass et wichteg ass. A si wësse jo och vum Terrain all Dag, dass et ganz, ganz weíng Pappe ginn... Also ech kennen elo keen direkt, deen net en normale Congé nach geholl huet dee Moment, wou e Papp ginn ass.

Erlaabt mer awer virun allem, e Merci haut lasszeginn. Ech géif gäre virun allem menge Regierungskollegen, an do virun allem dem Nicolas Schmit, Merci soen. Ech géif gären dem Nicolas Merci soen, dass e mat op dee Wee gaangen ass, fir mat de Sozialpartner iwwert déi Proposen hei ze schwätzen, dass e sech staark gemaach huet fir d'Elteren hei am Land, fir d'Kanner hei am Land, dass e gekämpft huet, fir dass méi Gerechtegkeet kënnt, och tëschent Mann a Fra, dass mer dee Congé d'allaitement endlech kënnen begruuewen an dass all d'Fraen deen nämelechte Congé de maternité kréien. Dofir géif ech gären dem Nico Schmit, awer och dem Romain Schneider, villmools Merci soen, dass Der mer op dësem Wee hei gehollef hutt.

Ech mengen, dass dat heiten e ganz, ganz wichteg Schrëtt war. Et war ee weidere Schrëtt, et war sécher net dee leschte Schrëtt!

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Une voix**.- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- A Merci der Chamber, dass se der Madamm Minister zwou an eng hallef Minutte bäiginn huet.



Voilà, da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7060 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7060 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo bei 3 Abstentiounen, domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech ginn dovun aus, dass mer d'Dispens fir den zweete Vott froe wäerten?

(Assentiment)

Merci. Dann ass d'Dispens och ugefrot.

Den nächste Projet ass de Projet de loi 7144, deen den Ausbau vun der A3, der Autobunn Stad-Diddeleng, betrëfft. An d'Wuert huet elo een aus der Nopeschgemeng, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), *rapportrice*.- Merci, Här President. Jo, mir kommen zu engem aneren Thema: vum Elterecongé op d'Strooss. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi gesot, ëm den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn, der A3, op jeeeweils dräi Spueren tëschent dem Gaasperecher Kräiz an der franséischer Grenz.

Dës Autobunn ass 1978 gebaut ginn, gehéiert zum transeuropäesche Stroossereseau TERN a méi speziell zum Korridor E25, dee Rotterdam mat Genua a Palermo verbënnt.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Zu Lëtzebuerg verbënnt se Diddeleng mat der Hauptstadt a verleeft laanscht den Territoire vun de Gemengen Diddeleng, Beetebuerg a Réiser mat den Uertschafte Krautem, Peppeng, Léiweng, Bierchem a Béiweng an zum Deel dann och nach laanscht den Territoire vun Hesper. Dëst op enger Längt vun eppes iwwer zwielef Kilometer, wat de lëtzebuergeschen Territoire betrëfft.

Weinst der Usiidlung vun neie Betriber an der steigender Zuel vun Aarbechtsplazen, net nëmmen am Südoste vum Land, mä och ronderëm d'Stad, an donieft och weinst dem Zouwuess vum Tourismus a Richtung Süden ass et kee Wonner, datt den Trafic op der A3 sech am Laf vun de Jorzéngte carrement multiplizéiert huet.

Mëttlerweil läit d'Moyenne vun de Gefierer, déi deeglech op der Strooss ënnerwee sinn, bei ganz genee 70.000 - dat hunn d'Comptagen erginn -, mat Spëtztze bis zu 90.000 Gefierer am Dag. 20% dovun bestinn aus Camionnetten a Camionen. Fir dësen extremen Trafic op der Autobunn besser ze geréieren, ass schonn zanter Enn vun den 90er Joren iwwer en Ausbau nogeduecht ginn, dëst mat verschiddene Varianten a verschiddenen Ukënnegungen.

Richteg konkret gouf den Ausbau dunno am Kader vun enger rezenter Verkéiersetüd, déi vun de Gemengen Diddeleng a Beetebuerg zesumme mat de Ponts et chaussées a mam MDDI realiséiert ginn ass. Déi huet sech iwwer e puer Joer gezunn.

An där Etüd gouf festgehalen, datt den Ausbau vun der A3 an de komplette Reamenagement vun den Echangeuren Diddeleng a Léiweng nieft villen anere Moossnamen déi adequaatste

Léisung wier, fir de Camiontrafic a Richtung Multimodal- a Logistikzentrum tëschent Diddeleng a Beetebuerg besser ze geréieren, awer och fir ze verhënneren, datt d'Camionen an d'Camionnetten duerch d'Niewestroosse vun den Uertschafte fueren, an och fir d'Sécherheet op der ganzer Streck ze verbessern, wou de gréisste Problem momentan op der Aire de Berchem läit. Do geschéie vill Accidenter.

E weidert Zil, wat den Nohaltegkeetsminister an der Kommissioun schonn ugeschwat huet a wat do op e breede Konsens gestouss ass, besteet doran, déi drëtt Spur fir d'Busser a fir de Covoiturage ze reservéieren an der nohalteger Mobilitéit op déi Manéier e Virdeel ze verschäfe par rapport zum Privattransport.

Des Weidere soll de Projet et erméiglechen, e Pôle d'échange mat engem Parking relais um Echangeur Diddeleng unzeleeën, dëst mam Zil, d'Frontalieren, déi jo e ganz groussen Deel vun de Benotzer ausmaachen, direkt hannert der Grenz opzefänken an déi Leit a Richtung Busan Zuchtransport ze orientéieren.

Fir ze verhënneren, datt den Trafic während dem Chantier muss ënnerbrach ginn, ginn d'Aarbechten a verschidde Phasen an a fënnef Lousser agedeelt. Op den Tronçonen, déi am Chantier sinn, gëtt d'Vitesse op 70 km/h erofgesat, wat jo och am Ausland eng gängeg Praxis ass, wann op Autobunne geschafft gëtt. Woubäi ee muss soen, datt se momentan och net ëmmer méi héich ass, mä éischter méi niddreg, duerch déi grouss Zuel vun Autoen, déi do ënnerwee sinn.

Déi viraussiichtlech Bauzäit läit bei sechs bis siwe Joer. Fir d'Acquisitioun vun den néidegen Emprisen ze erméiglechen, gëtt de Projet d'utilité publique deklaréiert. Allerdéngs befënnt de Gros vun den Emprisé sech schonn haut an effentlecher Hand, soudatt op deem Niveau kee gréissere Problem wäert entstoen.

Här President, wéi bei all gréisserem Bauprojet ginn et och bei dësem Bauprojet eng ganz Rei Kompenséierungsmoossnamen, déi schonn all geplangt sinn. Dobäi muss ee wëssen, datt déi staark Fragmentéierung vun de Bëscher laanscht d'A3 op d'Aarbechte vu virun 1978 zrëckzeféieren ass. Dat war déi Zäit, wou nach kaum rieds goug vun Naturschutz a Kompenséierung, wa gebaut ginn ass.

Mat dësem Projet soll d'Kontinuitéit vun de Bëscher duerch de Bau vun zwou neie Wëldebrécke verbessert ginn. Déi éischt entsteet tëschent dem Gaasperecher Kräiz an der Aire de Berchem, déi zweet tëschent dem Echangeur Diddeleng-Zentrum an der franséischer Grenz op der Héicht vum Därebësch. Donieft ginn och eng ganz Rei Neieuplanzunge laanscht d'Streck virgeholl.

Zu de Kompenséierungsmoossname gehéiert och de Bau vun enger Vëlospist. Dës Pist ass nodréiglech an de Projet integréiert ginn a verleeft westlech vun der Autobunn tëschent der N13 zu Léiweng an dem CR132 bei Peppeng.

Ech kommen zu der Problematik vum Kaméidi, déi generell ronderëm d'Autobunne fir lenger suert, net nëmme laanscht dës Autobunn, mä um ganze Reseau, an dat net zu Onrecht. Kaméidi ass nämlech net nëmmen desagreabel. Laut der Weltgesundheitsorganisatioun féiert dauerhafte Kaméidi och zu Schlofstéierungen, zu Allergien, Häerzkreeslaferkrankungen, héijem Bluttrock, Kappwéi a villen anere Beschwerden. Et kann een also soen, datt de Kaméidi carrement krank mécht.

Fir d'Situatioun ronderëm d'A3 ze verbessern an d'Awunner besser virum Kaméidi ze schützen, ass eng speziell Lärmschutzetüd an engem Radius vun 2,4 km an op enger Längt vun 12 km laanscht d'Autobunn realiséiert ginn. Op Basis vun där Etüd gesäit dës Projet de loi vir, Lärmschutzwäll mat enger Längt vu 5,3 km, dat ass etwa d'Halschent vun der Autobunnslängt, an enger Fläch vun 20.000 m² laanscht en Deel vun der Streck ze realiséieren.

Här President, fir d'Detailer zu den Aarbechten um Niveau vun der Voirie a vun den Echangeuren, déi zum Deel ganz nei gebaut ginn, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a virun allem op den Document parlementaire 7144. Dëst Dokument enthält net nëmmen eng Hällewull vu Pläng an techneschen Erklärungen, et dokumentéiert och den Oflaf an de Phasage vun den Aarbechten op eng ganz iwwersiichtlech Manéier.

D'Kreditter, déi fir d'Aarbechte gebraucht ginn, lafen iwwert de Fonds des routes a leie bei insgesamt 356 Milliounen Euro. Doran abegraff sinn d'Erneuerung vun Kontroll- an Informatiounssystemen, dem CITA, an eng ganz Rei Moossnamen um Niveau vun der Waasserwirtschaft ronderëm d'Autobunn. Abegraff sinn och sämtlech Kompensatiounsmoossnamen an enger Héicht vun net grad 50 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, deposéiert gouf dës Projet de loi de 26. Mee 2017 vum Nohal-

tegteetsminister François Bausch. De 26. September 2017 huet de Statsrot e positiven Avis zum Projet ofginn, huet allerdéngs bemierkt, datt den Ausbau op dräi Spuren op der franséischer Grenz zu engem Enkpass kéint féieren, falls den Ausbau net op der franséischer Säit weidergefouert gëtt. Dozou wäert den Här Minister wahrscheinlech e puer Erklärunge ginn.

D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech an zwou Sëtzunge mam Projet befaasst an huet mäi Rapport de 7. Dezember eestëmmeg ugeholl. An deem Kontext wéilt ech de Mataarbechter vun de Ponts et chaussées mat hirem Direkter, dem Här Roland Fox, e grouse Merci ausdrécke fir déi kompetent Presentatioun vum Projet an der zoustänneger Kommissioun. Mat deenen Erklärunge versteet een och als Netingenieur bei esou engem Projet, ëm wat et geet. A wéi ëmmer och e grouse Merci un eis Sekretärin, d'Madamm Rachel Moris.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wéilt lech eng Motioun iwwerreechen, déi vun alle Fraktiounen a politesche Sensibilitäten heibannen ënnerschrifwen ass a véier Verbesserungsversich enthält.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu d'une part

- la nécessité de garantir une protection optimale de l'environnement humain contre les nuisances sonores causées par le trafic autoroutier;

- la volonté du Gouvernement de réaliser des mesures compensatoires liées à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 et englobant l'installation de dispositifs antibruit le long de l'autoroute;

- le plan d'action national contre le bruit qui vise à diminuer les nuisances sonores à tous les niveaux et par tous les moyens possibles;

vu d'autre part

- la volonté du Gouvernement de promouvoir le transport en commun y compris le covoiturage;

- la nécessité de favoriser les modes de transport en public par rapport au transport individuel;

- la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 qui est destinée à créer une voie supplémentaire pour le trafic journalier;

invite le Gouvernement à

- examiner le prolongement des dispositifs antibruit en direction de la Croix de Bettembourg et à mettre à disposition les crédits nécessaires en cas de besoin;

- réaliser une étude globale sur les effets positifs qu'une baisse de la vitesse maximale sur des tronçons sensibles du réseau autoroutier pourrait avoir sur les nuisances sonores;

- prévoir de réserver la troisième voie aux autobus, autocars, taxis et au covoiturage pendant les heures de pointe et étudier la faisabilité d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence pour le transport public en cas d'embouteillage.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Roger Negri, David Wagner, Laurent Zeimet.

► **M. Henri Kox**, *Président de séance*.- Merci.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), *rapportrice*.- De President huet geännert!

Éischtens invitéiert d'Chamber d'Regierung mat dëser Motioun, d'Verlängerung vum Lärmschutz bis op d'Beeteburger Kräiz nach eng kéier ze analyséieren, fir de ganze Südoste vu Beetebuerg, wou vill Leit wunnen, an net just en Deel dovun besser virum Kaméidi ze schützen an déi néideg Kreditter, de Fall gesat, dofir zur Verfügung ze stellen.

Zweetens invitéiere mer d'Regierung, generell um ganze Reseau ze analyséieren, awéifern eng Reduktioun vun der maximal erlaabter Vitesse och de Kaméidi ronderëm den Autobunneseau géif reduzéieren. Dat gëtt och an anere Länner praktizéiert. An ech denken, et huet e grousst Resultat, virun allem op deene sensibelen Tronçone bei den Agglomeratiounen.

Den drëtte Punkt: Mir proposéieren der Regierung, déi drëtt Spur, wa se bis gebaut ass, effektiv fir d'Busser, d'Taxien an de Covoiturage ze reservéieren, sou wéi den Här Minister et och schonn an der Nohaltegkeetskommissioun ugedeit huet.

A véiertens proposéiere mir, datt analyséiert gëtt, awéifern d'Pannespur am Fall vu Stau fir den effentlechen Transport kann opgemaach ginn, fir der nohalteger Mobilitéit och hei e Virdeel ze verschafen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech mäi Rapport schonn ofgeschloss a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Henri Kox**, *Président de séance*.- Merci der Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, wie Stroosse baut, zitt Verkéier un.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Mengt Der?

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Dat dierft jo eng Ausso sinn, déi souwuel dem Minister wéi de Kollege vun deene Gréngen net onbekannt ass, well se se dacks zitéiert hunn an der Vergaangenheet. An et ass sécher net vun der Hand ze weisen! Mä eigentlech ass jo och de Sënn vun der Strooss, fir Verkéier unzezéien.

► **Une voix**.- Ouh!?

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Jo, well wie Stroosse baut, deen erméiglecht, datt d'Leit kënne reesen, datt se sech kënne bewegen, an en erméiglecht och eng ekonomesch Entwécklung.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Géif een haut vun der Stad Lëtzebuerg schwätzen, wann net zwou Stroossen, zwou réimesch Stroosse sech douewen um Bock gekräizt hätten an ëm déi Kräizung sech hätt kënne e Maartliewen entwéckelen, e Geschäftsliewen entwéckelen an esou och dann d'Stad sech entwéckelt huet, ënner anerem dann och haut hei um Krautmaart?

An och mam Bau vun den éischten Autobunne konnt eist Land sech ekonomesch entwéckelen. Wéi e Magnéit huet d'Stad Lëtzebuerg Servicer an Aktivitéiten an de leschte Jorzéngten ugezunn. Mä wéi mer wëssen, koume mer mat dem Wuess vun eisen Infrastrukturen net ëmmer no. An ech brauch heibanne kengem e Bild ze molen, wéi et moies an owes op den Autobunnen um Wee an d'Stad oder um Wee aus der Stad eraus wäert ausgesinn. Mir wäerten a kuerzer Zäit jo erëm, déi meescht op alle Fall vun eis, an de Genoss dovunner kommen.

(Interruption)

An déi Entwécklung geet jo nach virun. Wann ee sech ukuckt, wat amgaangen ass, an de Gaasperecher Wäsen ze wuessen, da freet ee sech, wéi dat an nächster, an noer Zukunft soll goen, wéi mer iwwerhaupt nach sollen de Wee an d'Stad fannen.

Eis Autobunne sinn an de Spëttestonne moies an owes iwwerlaascht. A mir sinn de Stau, iwwert dee mer eis opreegen. Och dat ass richtig!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

Mä eleng den Ausbau vum effentlechen Transport, Madamm „Lolo“, wäert dës Problem net léisen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Mesdames! Mesdames!

► **Une voix**.- Mesdames!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Eng besser Landesplanung, méi Dezentraliséierung an eng Verbesserung vum effentlechen Transport si sécher néideg a kréien och do eis Ënnerstëtzung. Dat ass alles richtig. Mä mir bleiwen awer iwwerzeugt, mir bei der CSV bleiwen op alle Fall iwwerzeugt, datt mer och an den nächste Joren net derlaanscht kommen, eis Stroosseninfrastrukture weider auszubauen an och ze verbessern.

Här President, haut an hei geet et ëm d'A3, ëm d'Diddelenger Autobunn, d'Häerzstéck vun eise Autobunneseau. Zanter dem Bau vun dëser Autobunn sinn net nëmmen d'Stad an d'Uertschaften ëm d'Stad an ëm d'Autobunn gewuess, mä och d'Zuel vun deene Leit, déi all Dag, all Dag vun zimlech wäit hier iwwert d'Grenz an d'Land kommen, fir hei ze schaffen, ass ëmmer an d'Luucht gaangen. Tëscht Beetebuerg an Diddeleng hu sech zanter dem Bau vun der A3 an de leschte Jore vill Betriber néiergelooss. Op deem fréiere Site vun dem amerikanesche Militärlager ass den Eurohub entstanen an am leschte Juli huet och d'Plattform CFL Multimodal hir nei Autoroute ferroviaire a Betrib geholl.

Logistik bedeit natierlech zousätzleche Verkéier, méi Camionen an ëmmer méi Camionen. Beim Multimodal gëtt wuel d'Remorque op d'Schinne gesat, mä de Camion muss fir d'Éischt dohinnerkommen oder e kënnt d'Remorque sichen a fiert vun do aus erëm fort.

Wann all déi Camione matzäit sollen op de Site kommen an iwwert d'Autobunn solle kommen an op der Autobunn solle bleiwen, da musse mer d'Autobunn stäerken. A mir mussen den Accès iwwert d'Autobunn an déi Logistikzone



garantéieren. Dofir ass et wichteg, niewent dem Echangeur Helleng a Biereng den drëtten Accès iwwert den Echangeur Diddeleng méiglech ze maachen. An dat mécht dëse Projet an dofir fënnt en eis Ennerstëtzung.

Här President, den Duerchgangsverkéier an eisen Uertschaften un der A3 ass zanter Jore schwéier ze erdroen. D'Situatioun huet eis als Gemenge Beetebuerg an Diddeleng dozou bruecht, am Joer 2012 e Rendez-vous beim deemolegen Infrastrukturminister Claude Wiseler ze froen, fir kloer ze soen, datt et esou net kéint weidergoen.

De Claude Wiseler huet reagéiert an doropshin en Aarbechtsgrupp agesat ënnert dem Virsätz vum Här Roland Fox vu Ponts et chaussées - d'Madamm Lorsché huet drop higewisen -, zesumme mat den CFL, zesumme mam Ministère vun der Economie, zesumme mat anere staatléche Servicer, zesummen och mam Bureau Schroeder, fir all méiglech Zeenarien duerchzegoen, all méiglech Projektiounen ze maachen, a si sinn op all Wënsch an Iddie vun de Gemengen agaangen, wat ee kéint eventuell da maachen, fir d'Verkéierssituatioun ze verbesseren.

Dat waren zwielef ganz intensiv grouss Aarbechtsstëtzen iwwer zwee Joer. An ech soen nach eng Kéier Merci fir déi Aarbecht, déi do gemaach gouf. Wéi dunnt de Wiessel an der Regierung kouw, hu mer eis jo fir d'Éischt liicht Suerge gemaach, wéi et géif weidergoen. Mä mir waren dunnt awer frou, Här Bausch, datt Der decidéiert hutt, dësen Aarbechtsgrupp weiderzeféieren.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Zeimet, wann Der erlaabt, wëll ech lech just soen, datt déi meescht Sëtze vum deem Aarbechtsgrupp ënner menger...

(Problème de sonorisation)

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Dat ass jo grad dat, Här Bausch! Elo wollt ech lech grad luewen! Elo wollt ech lech grad luewen!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also war ech e bëssen ze schnell.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Dir waart e bëssen ze schnell.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Schued! Dir kéint et awer nach ëmmer maachen.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Soll ech et nach eng Kéier widerhuelen? Dofir ware mer frou, Här Bausch, datt Der deen Aarbechtsgrupp weiderlafe gelooss hutt an datt déi Aarbecht esou intensiv ënner Ärer Regie och da konnt weidergefouert ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- 19 Mesurë sinn zréckbehale ginn: 7 Mesuren dovunner, fir den Autobunnsreserue ze stäerken, 6 fir an den Uertschaften verkehrsbereuegend ze wirken, a 6 och, fir den öffentliche Transport ze stäerken. D'Konklusioun vum Aarbechtsgrupp war kloer: Ouni Stäerkerung vun der Autobunn kann all de Rescht och net fonctionnéieren a kréie mer net eng Verbesserung vun der Verkéierssituatioun an der Regioun Beetebuerg-Diddeleng, oder, Här President, Diddeleng-Beetebuerg.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat gefält mer!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Wa mer wëllen also och d'Liewensqualitéit an eisen Uertschaften duerch manner Verkéier an eisen Uertschaften erreechen, da brauche mer den Ausbau vun der A3. An och dat ass e Grond selbstverständlech, fir dësem Projet zoustëmmen.

Zur Liewensqualitéit vun den Awunner laanscht d'Autobunn gehéiert natierlech och, datt se méiglechst vum Kaméidi verschount bleiwen. Den aktuelle Lärmschutz laanscht d'Autobunn ass méi spët an den 90er Joren nogerëscht ginn, mä e wirkt net wierklech. De Kaméidi vun der Autobunn gëtt wäit an d'Uertschaften eragedroen.

Dëse Projet gesäit eng Erweiterung vum Lärmschutz vir an e gesäit och eng Verbesserung vir. An och eventuell weider Verbesserung an e méi laangt Zéie laanscht d'Autobunn solle jo elo gepréift ginn. Dat fënnt och eis Ennerstëtzung a mir hunn eis jo och dofir an der Kommissioun, all déi, déi aus där Géigend kommen, agesat, datt dat sollt geschéien.

Wichteg ass awer och, datt mer d'Bierger elo, d'Awunner vun den Uertschaften, déi betrafft sinn, fréi doriwwer informéieren, wat gemaach

ass. Well d'Suerg ass do. Si héieren de Kaméidi, si mussen en erdroen. An ech denken, Här Minister, datt Der bereet sidd, fir an d'Gemengen ze goen, fir doriwwer ze informéieren, wat genau elo soll geschéien, fir d'Situatioun ze verbesseren an den nächste Joren.

Vläicht kënne mer jo och iwwert den Tapis eppes maachen, fir datt de Kaméidi reduzéiert gëtt. A sécher och, wa mer d'Vitesse laanscht d'Wunnebidder géife limitéieren, kéint dat och dozou bäidroen, fir eng weider Reduktioun ze erreechen.

Ech ginn ze bedenken, datt an dësem Ballungsgebiet et jo net nëmmen den Autobunnskaméidi ass, deen d'Leit mussen erdroen, mä et ass och de Kaméidi, dee vun der Eisebunn provozéiert gëtt, et ass och de Kaméidi, dee vun der Fligere provozéiert gëtt, well et ass och eng Afluchschneis op de Findel. An et ass och eng Dauerhellegkeet, déi duerch déi vill Betriber natierlech ënner anerem elo do entstanen ass. Mir mudden also den Awunner an der Regioun munches zou.

A well dëse Projet eng Verbesserung vum Lärmschutz virgesäit laanscht d'A3, ass och dat e weidere Punkt, fir dësem Projet zoustëmmen.

Här President, d'A3 a besonnesch d'Aire de Berchem hu leider och eng ganz traureg Bekanntheet, well vill Accidenter do geschéien a well an de leschte Jore vill Leit hiert Liewen op där Plaz gelooss hunn. Et ass eng geféierlech Situatioun, déi duerch dëse Projet entschäerft gëtt. An och dëst ass e Grond, fir dësem Projet zoustëmmen.

A wa mer dann haut d'Zoustëmmung ginn, fir 356 Milliounen ze investéieren, da muss mer eis op siwe Joer Phasë vu Chantier wuel astellen. Chantiere sinn eng Erausforderung. Si maachen net ëmmer Freed. Si suergen net ëmmer fir Begeeschterung, besonnesch dann, wann, wéi an dësem Fall, se un engem liewegen Objet musse virgeholl ginn.

An et ass jo och esou, datt de Chantier A3 net deen eenzege Chantier an där Regioun an den nächste Jore wäert sinn, mä och an de Gemenge ronderëm wäert deen een oder anere Projet musse realiséiert ginn. A mir hoffen dofir, datt de Bierenger Rond-point wäert, esou wéi virgesinn, 2019 fäerdeg sinn, wa mer mam Rescht starten.

Mä, Här Minister, mir sinn op eng intensiv Koordinatioun tëschent eise Servicer ugewisen. Aus Erfahrung wësse mer: Dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Et klappt dacks ganz gutt. Mä et klappt awer heiansdo net. A bei esou ville Chantieren, déi mer virgesinn hunn, denken ech, wär et wierklech wichteg, denke mir, datt et wierklech wichteg ass, datt mer eng enkl Kooperatioun, en enken Informationsaustausch och hunn, fir datt mer dat do gutt iwwert d'Bün kréien.

Da war ee Punkt an där Etüd, vun der Mobilitéetsetüd och deen, fir derfir ze suergen, datt mer d'Beschëlderung op eisen Autobunnen einfach vereinfachen. Ech weess net, ob Der d'Nimm vun den Aktivitéitszone bei eis am Eck kennt: Schéleck, Krakelshaff, Wolser. Dat ass alles net esou einfach an e GPS anzeginn.

(Hilarité)

An et kéint een de Leit, de Chauffeuren d'Liewe sécher vereinfachen, wa mer, wéi virgeschloen, op „West“ an „Ost“ oder op alle Fall op méi eng einfach Denominatioun géifen zréckgoen, fir d'Leit och ze guidéieren.

Och hei sollt den Aarbechtsgrupp déi Iddie weider verdéiwen. Eise Wëssen no ass dat awer nach net esou richtig vun der Plaz komm. An et wier awer wichteg, datt mer dat vläicht elo schnell géife relancéieren, well eng vereinfacht Benennung an eng vereinfacht Beschëlderung sécherlech géifen erméiglechen, datt manner Camione sech an den Uertschaften verieren, déi doduerjer dann och natierlech den Duerchgangsverkéier net verbesseren.

Här Minister, dofir géife mer lech invitéieren, Är Servicer ze relancéieren, fir mat de Servicer vun der Gemeng erëm do unzëknäppen, fir datt mer deen do Projet och schnell elo weidergedriwwer kréien.

Da si mer natierlech och iwwerzeegt, sou wéi och de Statsrot et ugeduecht huet, datt et natierlech besser wär, wann déi franséisch Säit och eng Kéier géif d'Autobunn op den Ordre du jour huelen. Mä d'Regierung huet jo gutt Relatiounen mat där neier Regierung a Frankräich an da kritt se déi wahrscheinlech jo dann och „en marche“ gesat, fir dëse Projet unzegoen.

Mir sinn averstanen, datt een och déi drëtt Spur, wa se dann eng Kéier do ass, ka reservéieren fir de Covoiturage, fir den öffentliche Transport, fir d'Taxien an de Spëtzenzäiten, wann een do net eleng ënnerwee ass. Mir sinn och frou, datt och d'Majoritéit mat op de Wee

geet, fir ze préiwen, ob een net och d'Pannespur kéint fir den öffentliche Transport notzen, wann dat machbar ass.

Mir stëmmen den Ausbau vun der A3 aus all deene Grënn, déi eng Verbesserung an den nächste Jore wäerte bréngen. Ech géif ganz gäre menger Kolleegin, dem Sylvie Andrich, Merci soen, mat deem ech op dësem Dossier geschafft hunn a wat den Diddelenger Point de vue materabuecht huet.

An ech géif selbstverständlech net wëlle schléisen, ouni der Madamm Lorsché Merci ze soe fir hiren ausseruerdentlech gudde Rapport. Merci.

(Exclamations)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Wuert huet elo den Här Yves Cruchten.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Villmools Merci, Här President. Als éischten net Beetebuerger Riedner...

(Hilarité)

...géif ech mer dann erlaben, haut och e bësse méi eng generell Ried ze halen zu deem Projet de loi, well ech sécher sinn, dass déi lokal Detailler schonn zur Genüge a genuch belicht goufen an och bestëmmt haut nach weider ginn.

Mä doriwwer eraus, an all eise Riede vun alle politesche Parteien, an all eise Rieden, déi d'Mobilitéit uginnt, do hu mer alleguerten ee grouss Konsens: Eis Bevëlkerung, d'Zuel vun de Frontalieren an domat den Trafic hu sech an de leschte Jorzéngten däitlech méi séier entwéckelt, wéi mer dat virausgesinn haten.

Mir bauen zwar stänneg eis Infrastrukturen aus, an dach hu mer zu de Stousszäiten iwwerdriwwer laang Transportzäiten, sief dat moies op d'Aarbecht oder nach owes erëm heem. Mir komme beim Émsetze vun eise respektive Mobilitéitskonzepter einfach net no. Dat huet eng Rëtsch Ursachen. Natierlech gëtt et budgetär Limiten. Dës Regierung investéiert esou vill an d'Mobilitéit wéi keng Regierung virdrun. An nawell muss ee wëssen, dass net alles an net alles matenee machbar ass! Et gëtt och Limiten bei deenen, déi déi Infrastruktur baue mussen.

Mir kënne jo zum Beispill all Joer x Milliounen méi an de Budget setze fir den Ausbau vum Schinnennetz, mä et gëtt och fir eis Eisebunn eng Limit bei deem, wat si all Joer ka realiséieren. Bei der Stroossebauverwaltung, huelen ech un, ass et net ganz vill anescht.

Doriwwer eraus gëtt et awer och eng Ursach fir Retarden, wou mir eis hei bei der eegener Nues mussen huelen. Mir diskutéieren a streiden zu Lëtzebuerg dacks jorelaang, jo heiansdo jorzéngtelaang iwwer en eenzelne grouss Projekt, amplat dass mer Neel mat Käpp maachen.

Mir verléieren enorm Zäit, bis mer eis eens sinn iwwer en Tracé oder iwwert den Detail vun der Ausféierung an esou weider. Duerno stellt sech dann eraus, dass mer nach d'Terrainen net alleguerten hunn, déi mer brauchen. An esou vergeet Joer ëm Joer, ouni dass mer wierklech virkommen.

E gutt Beispill ass do den Tram, dee mer jo elo endlech no 25 Joer konnten aweien. Ech denken awer och un d'Nordstrooss, an dann natierlech och un den dräispuregen Ausbau vun der A3, vun deem nach laang net jiddwereen d'Noutwendegkeet agesinn huet.

Haut ass et dann endlech souwäit, dass mer dee Projet stëmme kënnen! Bis mer awer all vun dëser neier Strooss oder méi breeder Strooss kënne profitéieren, verginn nach eemol siwe Joer, wann alles esou leeft wéi geplangt.

Et gëtt eng Ausso, déi ëmmer erëmkënn, an zwar déi, dass méi Stroosse méi Verkéier unzeien an domat keng Léisung fir e Verkéiersproblem wieren. Dat ass a mengen Aen en Totschlagargument.

Mir sinn nämlech scho laang net méi am Zeenario, wou mer Stroosse bauen hei zu Lëtzebuerg, fir de Verkéier vu muer opzefänken, mä mir si leider scho laang am Zeenario, wou mer Stroosse musse bauen, fir de Verkéier, deen haut schonn do ass, ze bewältegen. An dofir halen ech dat Argument och fir falsch.

Mir hunn elo scho méi Verkéier op der A3, wéi dës Strooss eigentlech verdroe kann. Mir sollen an de Verkéiersfroen dofir manner ideologesch a méi pragmatesch virgoen. Mir wëllen, dass d'Leit verstärkt den öffentliche Transport benotzen. Déi lescht Zuelen, déi eis de Minister viru ganz Kuerzem an der Kommissioun duergeleucht huet, weisen, dass dat scho geschitt. Dee Modal Split huet sech an deene leschte Joren däitlech zugongschte vum öffentlichen Transport entwéckelt. Mä och den Zuch a Bus stoussen ewell un hir Capacitéitslimiten. Och do baue mer jo massiv aus, wat ze begreissen ass.

Wann ee sech da virun Aen hält, dass et an a ronderëm d'Stad nach eng Rëtsch grouss Entwécklungsprojete gëtt, wéi zum Beispill dee vum Ban de Gasperich, da wäert eise Besoin u Mobilitéit nach an d'Luucht goen. Et ass richtig a wichteg, dass mer esou vill Efforte maachen, fir den öffentlichen Transport auszubauen, an hei och eng kloer Prioritéit setzen. Allerdéngs och mat engem bessere Modal Split bleiwen nach ëmmer eng 70% vun den Trajerten, déi all Dag mam Auto gemaach ginn. Net jiddweree kann all Dag op den öffentlichen Transport zréckgräifen. Dat géifen de Bus an den Zuch och guer net packen.

Dofir mussen ni eisen Investissementen an d'Shinn, an de Bus an och an déi duuss Mobilitéit och nach eis Capacitéit vum Stroosseseau vergréissert ginn. Anescht ausgedréckt: Et mussen och nach Stroosse gebaut ginn hei am Land. Mir mussen net nëmmen eise Réckstand ophuelen, mä mir mussen endlech och no vir kucken an der zukünftiger Entwécklung besser Rechnung droen.

De Projet, dee mer haut stëmmen, wäert sécher eng Rëtsch Verbesserung bréngen. Op där Streck mécht de Gidderverkéier e wesentlechen Deel vum Verkéier aus. Mat der drëtter Spur gëtt et sécher méi einfach, d'Camionen an d'Autoe laanschteneenzebréngen. Net vergiesse sollte mer och, dass et ni e Camionen och nach vill Automobiliste gëtt, déi iwwerhaupt net an d'Stad, mä ronderëm fueren, also am Transit sinn. Speziell op der Diddelenger Autobunn kënn dann nach dobäi, dass duerch déi nei Multimodalplattform vun der Eisebunn de Camionsverkéier zougeholl huet an nach wäert zouhuelen.

Insgesamt soll mat dësem Ausbau den Trafic op der A3 méi fléissend ginn an et fir d'Autofuerer manner interessant gemaach ginn, op Schläichweeër zréckzegräifen. Eng gewësse Suerg bleift allerdéngs, wann op franséischer Säit e Peage géif agefouert ginn. Do ass nämlech ze fäerten, dass d'Autofuerer dann awer op Niewestroossen auswäichen an net direkt iwwert d'Autobunn an eist Land kommen.

Dir hutt verstanen, dass ech als Spriecher vun der LSAP dësem Projet wäert zoustëmmen, well mir eben der Meinung sinn, dass e sech areit an eng ganz Rëtsch vu Projeten, déi eis Mobilitéit verbessere wäerten. Natierlech wäerten doduerch net all Stauen an den décke Verkéier verschwannen. Mä mir sinn iwwerzeegt, dass et e Stéckelche méi flësseg gëtt.

Mir sinn och dovunner iwwerzeegt, dass et domat net duergeet an dass mer musse konkret dru schaffen, och déi aner Strecken, wéi d'Arel oder nach d'Escher Autobunn, auszubauen. De Verkéier ass mat Momenter op eise Stroossen op ville Plazen am Land eng Zoomuddung. Kommt, mir hunn de Courage, fir och Stroossebauprojeten émsesetzen! A kommt, mir verléieren eis net a jorelaangen Diskussiounen a verléieren Zäit, bis et iergendwann, jo, bis et iergendwann eng Kéier net méi anescht geet!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

(Brouhaha général)

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech berouegen: Et ass zu dësem Thema dee leschte Beetebuerger, deen hei schwätzt.

► **Une voix**.- Aah!

(Interruptions)

► **M. Gusty Graas** (DP).- Dir musst lech allerdéngs e bësselchen elo schonn drop stellen, datt awer och wäerten e puer Punkten zur Sprooch kommen, déi dann awer eis oder meng Gemeng och betreffen, ech mengen, wat jo och ganz normal ass, wann een iwwert dee Projet hei diskutéiert, deen iwwerregens schonn, oder d'Autobunn villméi, 1950 erwänt ginn ass, an zwar an engem Accord vu Genf. Deemoos hat eist Land sech scho verpflichtet, fir d'E9, déi vu Bréissel erofkomm ass, ze verlängeren iwwert d'Stad a Richtung Didenuewen-Metz.

Et huet allerdéngs bis an d'70er Jore gedauert, bis mer ugefaangen hunn, dëse Projet émsesetzen. An ech kann lech soen, wéi déi éischt Baggeren duerch d'Wise gefuer sinn, fir den Tracé ze amenagéieren, do war dat u sech awer eng Saach, déi bei de Leit dobause ganz positiv opgeholl ginn ass. An ech ka mech selwer nach erënneren, datt sonndes mëttes, wa gutt Wieder war, Honnerte vu Leit iwwert deen Tracé do getrëppelt sinn. Dat war spektakulär. A wann ee bedenkt, datt haut bis zu 90.000 Camionen, Autoen, Camionnetten an esou weider iwwert déi Strooss do fueren, da gesäit een, wat fir eng Dimensioun d'A3 an all deene Joren do ugeholl huet.



Bon, eng Autobunn ass oft e Fluch an och e Segen. An dësem Fall ass dat och net vill aneschtens. Ech wëll och nach eng Kéier zrëckkommen op d'Gesetz vum 11. Juli 1967, wou jo u sech decidéiert ginn ass, dee Bau vun der Autobunn A3 virzehuelen. Deemools war eent vun deenen Objektiver vun deem Gesetz, an ech zitieren: «...de relire notre pays aux grandes voiries de communication de nos voisins par des routes adaptées à celles qui se construisent le long de nos frontières.»

Haut sinn et natierlech aner Ursachen, déi dozou féieren, datt mer en Ausbau, eng Verbreederung vun der Autobunn musse virhuelen. Et ass schonn e puermol hei gesot ginn. Virun allem gëtt jo als Argument hei ennerbreet, datt et bedéngt ass duerch déi vill Entwécklung vu Betriber am Raum Beetebuerg-Diddeleng. Et gëtt op CFL Multimodal higewisen. Et gëtt op eng Rei aner Betriber higewisen. Datt ass en Argument, wat richteg ass, mä dat geet awer net duer. Et kann een net nëmmen eleng dat als Ursach huelen, als Justifikatioun, firwat datt d'A3 hei muss verbreedert ginn. Mir dierfen awer net vergiessen, datt mer engersäits e ganz héije Flux vu Pendler all Dag hunn. A mir hunn awer och en héije Vakanzentrafic. Et ass eng international Strooss, déi vun Holland erofkënn, déi bis an de Süden vun Europa féiert, soudatt dat also alleguer Argumenter genuch sinn, fir sech fir en Ausbau an d'Verbreederung vun der Strooss anzusetzen.

Selbstverständlech ass e Betrib wéi CFL Multimodal ouni Zweifel och positiv ze gesinn. Mir wëssen, datt do ganz vill Wuere vun der Strooss erofgehoen ginn. Mä wéi virun hei scho richtegerweis bemierkt ginn ass: Natierlech musse fir d'Éischt och emol d'Camionen op d'Plaz dohinnerkommen.

An datt eist Land nach wie vor wüsst, och dat ass keng nei Erkenntnis, och dat mierkt een all Dag. Mir sollen eis also kengen Illusiounen higin: De Verkéier wäert och an noer Zukunft mat Sécherheet net ofhuelen.

Eppes ass ganz kloer: Deen Ausbau hei ass noutwendeg. Mir hunn zum Deel jo schonn déi dräi Spuren op der A3, an zwar am Beräich vun der Aire de Berchem. Do kréie mer awer virmonstréiert, wat dat awer och kann un negative Konsequenze mat sech bréngen, nämlech do, wou dann erëm vun dräi op zwou Spure gewieselt gëtt. An eng vun den Ursache vum Stau, vum dagdeegleche Stau an de Spëttestonnen a Richtung Stad ass enner anerem jo och d'Situatioun op der Aire de Berchem.

Zënter 2011, wéi gesot, schaffen dann awer och d'Ponts et chaussées oder villméi schafft de Ministère, kann ee soen, zesumme mat de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng un engem neie Verkéierskonzept. Do sinn eng Rei Mesuren entworfen ginn, virun allem natierlech och den Ausbau vun der A3. Munchere behaupt jo relativ locker, Diddeleng a Beetebuerg hätten eng Ëmgeungstrooss, an dat wier d'A3. Dat wier déi schéinst an déi breetst, déi et géif ginn.

Och dat Argument muss een awer e bësselche relativéieren. Jiddefalls sinn eng ganz Rei Chauffeuren, déi dat net esou gesinn an déi et dann awer éischter op sech huelen, fir sech duerch d'Uertschaften ze quälen, wéi dann iwwert d'Autobunn ze fueren, well se ëmmer esou praktesch déi Angscht hunn, et wier souwisou ëmmer Stau do, obwuel een, mengen ech, muss objektiv sinn an et soll een och net ëmmer ze vill streng mat där Autobunn sinn. Effektiv sinn an de Spëttestonne ganz schwierig Situatiounen. Mä et dierf een awer och net vergiessen, datt tëschent 16 an 18 Stonnen den Dag déi Autobunn normal ze befueren ass.

Natierlech gëtt d'A3 virun allem gekennzeechent duerch deen héije Camionstrafic, et ass schonn hei gesot ginn: 20% vum gesamten Trafic setze sech aus Camionen a Camionnetten zesummen. Mir hate schonn am Joer 2000 zum Beispill bal véier Milliounen Camionen, déi do zirkuléiert sinn.

Wa mer natierlech och gär eng besser, méi eng héich Fluiditéit op där Autobunn hätten, da muss een awer och iwwer en Iwwerhuelverbuet zum Beispill vu Camionen nodenken. Dat ass och keng nei Iddi. Ech wëll drop hiweisen, datt schonn den 11. Juni 1996 zwee Deputéierter, dovun een eminenten, deen nach haut hei enner eis sëtz,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Hannerun lech!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Souguer hannerun eis.

(*Hilarité*)

Den Här Lucien Lux,...

(*Hilarité générale*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Neen, deen net.

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...dee sëtz net méi hei, e sëtz awer duerfir op anere Plazen, an den Här Mars Di Bartolomeo, déi haten eng Proposition de loi eraginn, an zwar wou se dra gefuerdert haten, datt en Iwwerhuelverbuet fir Camionen sollt agefouert ginn. Déi staatlech Verkéierskommissioun huet sech allerdéngs deemools dergéint ausgeschwat. Dunn hat Der wahrscheinlech nach net deen Afloss, Här Präsident, wéi Der deen haut hut!

An 2006 kounn dat erëm eng Kéier zur Sprooch. An zënterhier waart een nach ëmmer drop: Ass dat dann eng Iddi, déi nach sollt zrëckbehale ginn, diskutéiert ginn? Vlächicht kann den Här Minister herno eng kuerz Äntwert dorobber ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Ech mengen, ech reechen déi nach eng Kéier an.

(*Hilarité*)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et ass nach ëmmer Zäit. Dës Kéier géif ech se iwwregens vlächicht mat erareeche.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Okay. Chiche!

► **M. Gusty Graas (DP).** - De Reamenagement vun der A3 gesäit dann, wéi gesot, och den Neibau respektiv d'Upassung vun den Echangeure vir. Ech wëll besonnesch op déi vu Léiweng an Diddeleng hiweisen. Dat misst u sech och zu Verbesserungene féieren, besonnesch deen zu Diddeleng, wou jo dann nach eng Reserv, kann ee soen, fir e Parking fir Camionen kann amenagéiert ginn. Dat kéint och derzou bäidroen, datt d'Aire de Berchem géif entlaascht ginn.

An et muss een och iwwert déi sekundär Aménagementen nodenken. Wat heescht dat? Bon, dat sinn natierlech Aarbechten, déi an direkter Proximitéit vun der Autobunn gemaach ginn. Ech denken natierlech och hei virun allem un den Echangeur Biereng, deen och wäert derzou bäidroen, datt manner Camionen wäerten duerch Diddeleng respektiv duerch Beetebuerg hire Wee an Zukunft sichen.

Wa mer natierlech och scho bei den Informatiounen op den Autobunnen u sech sinn, da muss een och e Wuert iwwert den CITA hei verléieren, dee jo net ëmmer ganz luewensvoll duergestallt gëtt. An hei am Projet ass jo och elo virgesinn, datt eng Rei Adaptatiounen solle virgeholl ginn. Dat ass och gutt esou. Ech mengen, et ass gutt, datt den Autofuerer fréizäiteg op Problemer op der Autobunn opmierksam gemaach gëtt, an net eréischt, wann en wéi gesot scho virum Problem steet, datt en dann eréischt gesot kritt, datt effektiv eng Schwierigkeet géif bestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun Autobunnen schwätzt a wann ee vu Stroosse schwätzt, ass een natierlech ganz séier bei engem Punkt - an et ass och dee westlechste Punkt, kann ee bal och soen, vun dem Ausbau hei vun der Autobunn -, dat ass natierlech de Kaméidi. Däers si mer eis ganz bewusst. Jiddwereen, deen a Proximitéit vun enger villbefuerener Strooss oder enger Autobunn wunn, weess, wat dat bedeit. An deemno wéi eng Wandrichtung ass, da kann ee sech och e gutt Bild dervu maachen, wat fir Problemer dat sinn.

Jiddefalls, wéi de Projet vun den Autobunnen an den 80er Joren duerghefouert ginn ass, du war dat weider keen Thema. Ech ka mech erënneren, datt eréischt Mëtt den 80er Joren éischt warnend Stëmme komm sinn, déi drop higewisen hunn, wat sech am Fong geholl awer och do géif Negatives entwéckelen. A besonnesch am Raum Léiweng, Peppeng, Beetebuerg, zum Deel Diddeleng, sinn dann awer och Ennerschrëfte gesammelt ginn. Et ass intervenéiert gi bei deenen zoustännege Ministeren. Et ass och en éischte Lärmschutzwall amenagéiert ginn. Dat waren...

(*Interruption*)

Et ass méi wéi eng Question parlementaire gestallt ginn. Dat stëmmt. Et ass dann en éischte Lärmschutzwall amenagéiert ginn. Dee sollt e gewëssene Projet - wéi soll ech soen? -, e Virbildprojet duerstellen. Dat war een, deen aus recycléiertem Material gebaut ginn ass, mat esou Modullen.

(*Interruption*)

Gelif? Vum Ëmweltministère finanzéiert. Ech mengen awer, wa meng Memoire gutt ass, hunn d'Gemengen en awer prefinanzéiert. An do dertëscht ass da mat Buedem opgeschott ginn, wou sech da konnt eng Plantatioun entwéckelen, wat vun der Ästhetik hier mat Sécherheet e gelongene Projet war, mä vun der Effikasitéit hier allerdéngs manner.

Ech wëll och drop hiweisen: Nach am Juli 2003 huet zum Beispill d'Madamm Erna Hennicot-Schoepges, déi deemoleg Bauministesch, op eng Ufro vum Kolleg Gast Gibéryen, dee sech deemools och scho Gedanken iwwert de

Kaméidi gemaach huet, geäntwert: «L'étude de bruit a montré qu'à l'horizon 2010 et en considération d'une autoroute à trois voies (...), les valeurs limites seront seulement dépassées pour deux maisons de Livange...», Här Berger, Dir kennt lech do besser aus, «... situées à moins de 150 mètres de l'autoroute. Les premières maisons de Peppange sont éloignées de plus de 600 mètres de l'A3.»

Also, dann ass u sech nach quasi a Fro gestallt ginn, ob een nach misst zousätzlech Efforte géint de Kaméidi maachen. Ech wëll dat net weider kommentéieren, just drop hiweisen. Och déi Leit, déi haut nach mengen, Kaméidi wier subjektiv an deem Eck, déi invitéieren ech ganz gären eng Kéier op e klengen Tierchen. Dann trëppele mer an der Géigend laanscht d'Autobunn; net ze no, well soss verst mer eist eegent Wuert net. An da wäerte se mierken, datt dat eng ganz grouss Plo ass fir déi Leit, déi do wunnen.

Mä den Här Berger ass amgaang ze pompelen. Ech huelen un, Dir wëllt mer gär eng Fro stellen. Här President?

(*Hilarité*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Wann Dir schonn esou oppe sidd, da mat Freed.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech stelle mat Freed fest, datt den Här Graas, praktesch mäin Noper, also och deen Eck gutt kennt. Ech kann dat doten ongeféier confir-méieren an duerfir just rappeléieren, datt ech selwer als Deputéierten eng Kéier eng Question parlementaire gestallt hat. Ech weess net méi genau... Ech hunn net nogekuckt, mä ech ka mech erënneren, datt ech d'Äntwert deemools krut, de Lärmschutz géif eréischt erweidert ginn,...

(*Interruption*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Ech mengen, ech gi mech an déi zweet Rei setzen.

(*Hilarité*)

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...wann dräi Spure géife gebaut ginn. Dat war also deemools d'Konditioun praktesch, déi ech an der Äntwert krut: Jo, eng Lärmschutzwand, wann emol eng Kéier dräi Piste do sinn, well et wier jo keng Plaz do bei zwou Pisten. Duerfir steet also elo näischt méi der Saach am Wee.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Richteg.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Ech hat och eng Kéier eng Question parlementaire dozou. Dierf ech dat just soen?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dierf ech froen:...

(*Brouhaha et hilarité*)

Ass nach een heibannen, deen eng Question parlementaire dozou hat?

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Hei, dee mellt sech elo! Wie bitt méi? Nee éierlech! Wat ass dat hei da fir en Niveau!

(*Brouhaha général*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.** - Sou, wann ech gelift! Et ass eng ganz eescht Saach. Fuert weider, Här Graas!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech gesinn, et ass geféierlech, wann een e bëssen an d'Geschicht geet an da Kollegen zitéiert. Da kann et emol sinn, datt een ee vergësst. Dann hunn ech awer Verständnis, datt anerer sech dann zu Wuert mellen.

Mä wéi gesot, fir beim Kaméidi ze bleiwen: Ee vun den Haaptpunkten, firwat datt iwwerhaapt eng héich Kaméidisquell do entsteet, dat ass natierlech och, well den Tracé onglécklech verleeft a well en op der Héicht vum Krakelshaff ass. An do kënn ebe ganz vill Kaméidi erof an d'Uertschaft.

Et ass och dowéinst, firwat datt mer an der Kommissioun ëmmer drop insistéiert hunn, datt mer et wierklech begrëssen, datt elo zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir de Lärmschutzwall ze erhéien, ze verlängeren, mä datt et eiser Meenung no awer nach net wäit ge-nuch geet. An dowéinst ass dat jo dann och an där Motioun do festgehalen. Et soll sech also ganz eeschthaft iwwerluecht ginn, ob een net soll eng Verlängerung vun dem Ecran antibruit bis zumindest a Richtung vu LuxConnect virgesinn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt een net nëmme soll vun enger Säit schwätzen, mä och zum Beispill vun där anerer Säit, well ganz kierzlech ass och eng nei Bësch-Crèche beim Fussballterrain zu Beetebuerg opgaangen. An déi läit och an der direkter Proximitéit. Et wier also vlächicht net schlecht, wann och op där Säit e Lärmschutzwall kéim.

Jiddefalls als Resumé, wat de Volet Kaméidi ubelaangt: Et dierf een dat net ignoréieren, et dierf een dat net als e marginaalt Thema do-

histellen. Mä mir begrëssen awer, datt elo éischt zousätzlech substanzéiert Efforten hei virgesi sinn.

Manner Kaméidi kann een awer och erreechen, andeems datt zum Beispill eng Reduktioun vun der Vitesse gemaach gëtt, besonnesch während den Nuetsstonnen. Dat hu mer op ganz ville Plazen am Ausland. Och doriwwer soll ee sech vlächicht emol eng Kéier Gedanke maachen.

Wa mer scho bei den Nuisancë sinn, dann ass een och ganz séier bei der Problematik vum Waasser. Et ass wierklech positiv hei ervirzehiewen, datt véier zousätzlech Reeréck-haltebecke virgesi sinn.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer nach en anere Problem hunn, deen ass bis dato nach vu kengem hei ugeschwat ginn: Dat ass d'Aire de Berchem. Ouni do ze vill an den Detail ze goen, mä do wësse mer jo awer, datt nach alles net esou fonctionnéiert, wéi et sollt fonctionnéieren, an datt et do nach eng Rei gréisser Problemer mat den Ofwässer gëtt. An et wär awer vlächicht héich Zäit, datt do och emol eng Kéier géifen eenzel Exploitanten op hir Verant-wortung higewise ginn! Wa vill Leit vill Geld verdéngen, mengen ech, da kann een och emol a munches méi investéieren, fir datt do manner belaschtend Waasser an déi nächst Baach respektiv an d'Kläranlag leeft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo virgesinn, datt déi Aarbechte solle siwe Joer daueren. Et ass deen éischte Moment e bëssen erstaunlech, datt dat esou laang soll daueren, mä mir wëssen, datt dat hei keen ein-fache Projet ass. An dowéinst ass et och wich-teg, datt den Impakt op de Verkéier ronderëm muss ganz genee analyséiert ginn. De Laurent Zeimet huet dat och schonn zu Recht hei ervir-gehewen.

Dat muss minutiéis zesumme geplangt ginn, well et dierf een net vergiessen, datt et jo tem-porairement kann zu enger Vollspärung vun der A3 kommen, an da wësse mer jo an engem Raum wéi Beetebuerg/Diddeleng, wat dat ouni Zweifel géif bedeiten. Dowéinst soll een och elo scho virgesinn, e Maximum vun Aarbech-ten och nuets ze maachen. Ech hoffen och, wat d'Emprisen ubelaangt, datt mer net eng zousätzlech Iwwerraschung erliewen. Net datt mer e Bypass Helling bis erliewen oder och nach eng Opfaart Fréiseng erliewen, oder datt mer jorelaang mussen drop waarden, bis mer déi néideg Terraine kréien! Entre-temps huet zwar d'Legislatioun geännert, soudatt dat net méi esou dierf an deem Mooss de Problem ginn.

D'Fro muss natierlech gestallt ginn, wat mer mat där drëtter Spur genee maachen, wéi déi ka rationell am beschte genotzt ginn. D'Iddi ass opkomm, fir se an de Spëttestonnen, wéi ge-sot, virun allem ze reservéieren fir den öffent-lechen Transport, fir den Taxi a fir de Covoitu-rage.

Och dat sinn Iwwerleeungen, déi mir als DP matdroen, woubäi ech allerdéngs wëll eng Aschränkung maachen an deem Sënn, wat den Term „covoiturage“ ubelaangt. Do dierf een dat net nëmme limitéieren op deen offizielle Covoiturage, dat heescht déi Autoen, déi aus-gewise si mat enger Vignette. Mä Covoiturage heescht fir eis ganz kloer, datt et en Auto ass, wou méi wéi een dräsetzt.

Da soll ee sech net elo derzou hiräisse loos-sen a mengen, dat dierf et während de Summer-méint net erlaben, well jo dann deen héijen Touristestrom iwwer eis Autobunn kënn, well do natierlech méi Leit an den Autoe sëtzen, mä et dierf een awer och net vergiessen: Dat ass vill méi iwwert den Dag opgedeelt. An dat ass fir mech jiddefalls keen Argument, datt een de Covoiturage nëmme soll am eigentleche Sënn vum Wuert gesinn, mä et soll een dat vill méi breet herno interpretéieren, wann et dann eng Kéier souwäit ass.

Sécher soll een awer ganz realistesch sinn. Deen Ausbau hei, dee mir natierlech matdroen, wäert awer net all d'Problemer léisen. Spéits-tens jiddefalls, wann dee Projet bis realiséiert ass, wäerte mer dat och mierken, well d'Fran-sousen dat jo mat Sécherheet net als eng Prio-ritéit ugesinn, fir och bei hinne vun zwou op dräi Bunnen ze goen. An ech ka mer kaum vir-stellen, datt dat och an noer Zukunft wäert bei hinne eng Prioritéit sinn. Da wäerte mer leider och an de Spëttestonnen e Réckstau awer pro-voziert kréien, well et spéitstens op der Grenz erëm vun dräi op zwou Spuren zrëckgeet. A wéi gesot, d'Aire de Berchem iwwert de Mo-ment jo schonn e Beispill, wéi dat da kann herno ausgesinn.

Fazit jiddefalls, nach eng Kéier: Mir begrëssen deen Ausbau, ouni allerdéngs elo an d'Illusioun



ze verfalen, domadder wieren all d'Problemer op där Autobunn do geléist. Natierlech wäert et temporär zu enger Entlaaschtung kommen, do ass guer keen Zweifel, mä mir müssen op där anerer Säit vill méi Ustrengunge maachen. Déi geschéien och. Ech mengen, des Regierung ass do ouni Zweifel ganz aktiv. Dat hu mer jo spéitstens de leschte Sonndeg nach gesinn.

Mir müssen och weider investéieren um Niveau vum éffentlechen Transport. Mir musse kucken, datt de Verkéier méi fluid gestalt gëtt an datt et manner interessant gëtt, sech eleng mam Auto dorëmmer ze deplacéieren. Woubäi dat allerdéngs net sollt esou interpretéiert ginn, wéi wann ee sech hei géint d'Autofuere géif aussprechen. Bestëmmt net! Mä et muss een awer wëssen, datt sech awer lues a lues gewëssen Zenitter an der Landschaft weisen an datt mer an Zukunft net méi kënnen dem Auto déi absolute Prioritéit ginn.

An deem Sënn, wéi gesot, wäert d'DP selbstverständlech dëse Projet stëmmen. An ech wëll der Madamm Lorsché awer och nach Merci soe fir dee gudden Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis eens, datt den Dag vun haut an d'Geschicht vum Parlament ageet, well et ass fir d'Éischt, datt mer e grénge Minister hunn, deen eis e Projet vun enger Autobunn presentéiert huet, an eng gréng Kolleegin, déi e Rapport iwwer eng Autobunn gemaach huet: d'Kolleegin Josée Lorsché, där ech wëll Merci soen a felicitàiere fir dee gudden Rapport, dee se eis hei gemaach huet.

Här President, datt d'Autobunn Diddeleng-Lëtzebuerg, d'A3, wéi mer se nennen, ausgebaut gëtt, ass méi wéi iwwerfällg. A mir als ADR si frou, well mir haten den Ausbau vun där Autobunn an eise Wahlprogramm stoen. Anerer haten et net drastoen, mä si baue se awer elo. Dat ass positiv ze bewäerten. Duerfir wäerte mer och dëse Projet stëmmen.

Op dräi Spure ausbauen, wéi gesot, dat ass méi wéi iwwerfällg. An ech wëll op e puer prinzipiell Punkten agoen.

Dat eent ass: Wa mer d'Diddelenger Autobunn ausbauen, da si mer eis eens, datt dat méi wéi iwwerfällg ass, mä mir müssen awer och wëssen, wa mer nëmmen d'Diddelenger Autobunn ausbauen an d'Fransouse bauen net op dräi Spure aus a mir fueren net Richtung Stad oder Richtung Belsch mat anere Moyenen, da schäfe mer a priori just e Stauraum weider tëschent der Stad an der Diddelenger Grenz.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat heescht, mir kréien d'Fransousen dann owes fir heem méi séier aus der Stad eraus, vläicht och vum Contournement erof, mä da sti se an dräi Spure ze waarden, fir erëm a Frankräich op zwou Spure eranzefueren.

A moies hu mer datselwecht. Mir hu méi Parkraum Richtung Stad, awer d'Entrée an d'Stad gëtt duerfir net méi grouss. Mir schafen also och do Parkraum.

A well mer esou laang fir esou Projekte brauchen, wou mer müssen driwwer diskutéieren, de Projet maachen, stëmmen, eng Bauzäit vu siwe Joer, kann een also soen, op d'mannst zéng Joer brauche mer mat der Planung an allem. Do kann een nëmme soen, datt mer net elo solle waarden, bis déi Diddelenger Autobunn fäerdeg ass, ier mer ufänken ze diskutéieren, wat hannendrukënn, mä mir si gutt beroden, direkt ze diskutéieren, wéi mer hei am Land den Ausbau musse maachen.

An eis schéngt et evident ze sinn, datt mer musse Richtung Belsch Grenz virufueren an esou zumindest eng Spur fir den Transit, deen aus der Belsch a Frankräich kënn, eng Spur vu Stengefort bis op d'franséisch Grenz hunn, well soss kréie mer dee Problem doudséch net geléist.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - En zweete Punkt ass: Léise mer de Problem domat? Wa mer d'Situatioun haut kucken: Den 29. Juni 1982 ass d'Diddelenger Autobunn opgaangen. Ech weess et, well mir hunn näämlech deemools müssen - de Boy Konen war Stroossebauminister - zu Fréiseng déi nei Strooss, déi Kräizung aweien, well deemools de Minister gesot huet: „Mir müssen déi Strooss nach aweien, ier d'Autobunn opgeet.“ Also hu mer

se zwee Deeg virdrun ageweit. An zwee Deeg duerno ass d'Autobunn opgaangen.

An déizäit war do kee Frontaliersverkéier, dee mer haten, mä dat war den Transitverkéier, dee vu Stengefort dann iwwer Dippech a Beetebuerg, Helleng, Fréiseng iwwert d'Grenz gefuer ass. An do war Dag an Nuecht Stau op där Streck, iwwer Garnech vu Stengefort bis op Fréiseng.

A wéi déi Autobunn zu Diddeleng opgaangen ass, du war dee Stau eriwuer bei eis, deen Dag an Nuecht war, dunn ass d'File op en Enn gaangen an et ass keen Auto méi gefuer. D'Pompisten op den Tankstellen, déi stoungen do ze kräischen. Déi hu 24 Stonnen den Dag Bensinn verkaaft, a vun enger Minutt op déi aner war kee Client méi do.

An haut? Haut hu mer erëm méi Verkéier do, wéi et es jeemools war. Et ass näämlech net nëmmen zu Beetebuerg/Diddeleng, mä et ass och dee ganze Réiserbann, deen domadder belaauscht gëtt, an et ass natierlech och eise Raum: Fréiseng. Moies vu Fréiseng bis an d'Stad muss ee mindestens fënnf Véierelstonne rechnen, fir déi zwielef Kilometer hanneru sech ze leeën. A firwat? Ma well d'Autobunn iwwerfëllt ass, ass et normal, datt d'Frontalieren iwwer Diddeleng, iwwer all d'Wëer niewent den Autobunne versichen, an d'Land eranzekommen.

An da musse mer wëssen - mir hunn dat gëschter hei diskutéiert -, datt mer, wa mer weider esou wuessen - mir hunn dat kloer gesot, an et ass net nëmme vu mir gëschter gesot ginn -, am Abléck an engem Rhythmus leie vu siwen, aacht Joer, wou mer 100.000 Awunner bäikréien. Residenten! An a siwen, aacht Joer kréie mer och 100.000 Frontaliere bäi. Dat heescht, mir hunn am Fong an zéng Joer - oder manner wéi zéng Joer, an eise Rhythmus - méi wéi 200.000 Leit den Dag weider hei am Land.

A wa mer an deem Rhythmus weiderfueren, da weess een, wann déi Autobunn hei eng Kéier fäerdeg ass - déi ass an zéng Joer fäerdeg -, wat bis an deenen zéng-Joer geschitt ass a wéi da vläicht d'Verkéiersituatioun an deenen zéng Joer sech hei am Land entwéckelt huet: Da geet guer näischt méi! Well d'Stauen, déi ware jo soss moies eng Stonn an owes eng Stonn. Dat huet sech ausgedeeent. An haut sinn déi Stau moies an owes, kann ee scho bal soen, op véier Stonne moies a véier Stonnen owes verdeelt, well wann een um véier Auer elo heemfuer, da steet ee schonn am Hesper Bierg am Stau. An dat wüsst vun Dag zu Dag!

Wa mer also esou weiderwuessen, a mir wuesse jo anscheinend esou weider, da musse mer wëssen, datt an deenen nächsten zéng Joer, wann déi Autobunn hei eng Kéier fäerdeg ass, dann ass déi doudséch den Dag drop genauesou voll, wéi se haut schonn ass mat zwou Spure. Vläicht - vläicht, an duerfir soll kee sech ze vill freeën, och net zu Beetebuerg/Diddeleng oder an eise Raum - hu mer dann an eisen Dierfer ronderëm keng sechs Stonne méi den Dag Stau, mä vläicht nëmme méi dräi Stonnen. Mä dee Verkéier hält net méi of! Déi Situatiounen, déi wäerten net méi zrëckgoen, wa mer ebe weider esou wuessen.

Duerfir ass einfach déi Diskussioun, där mer eis musse stellen, ob mer wëlle weider esou wuessen, well mer jo ëmmer méi feststellen, datt d'Nofolgekäschte vun deem Wuesstum méi grouss gi wéi am Fong dat, wat de Wuesstum a sech erabrëngt. De Stat kënn net méi no, d'Infrastrukturen ze finanzéieren. A wa mer se och all maachen, mir gesinn et: Mir sinn un der Limmitt ukomm! Well bis mir all dat nohuelen... Mir sinn an engem Nohuelbedarf. An an där Zäit, wou mer mengen, mir hätten dat nogeholl, si schonn erëm esou vill Situatiounen bäikomm, soudatt mer ni méi wäerten nokommen a riicht an de Chaos wäerten erasteieren.

Här President, duerfir mengen ech, ass et wichteg, datt mer wierklech ënner eis eng Kéier an Zukunft müssen diskutéieren. Déi Wuesstumsfro musse mer klären. Dat ass dee gréisste Problem, dee mer hei am Land hunn. An egal, wat d'Konsequenzen op anere Politicke sinn: Mir musse bereet sinn, doriwwer ze diskutéieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt ëmmer méi Leit - ëmmer méi Leit! - bereet sinn, fir doriwwer ze diskutéieren, och wann et vläicht op deem engen oder anere Punkt da méi lues geet. Mä mir müssen doriwwer diskutéieren.

Mir gesinn, datt mer wierklech hei um Enn si vun de Méiglechkeeten, déi mer hunn. A mir gesinn et och doduerch, datt eben d'Frontaliere vun ëmmer méi wäit - well do gëtt et jo och eng Kéier Grenzen - heihinnerkommen, ëmmer méi laang am Stau stinn. Et gëtt jo och vill Frontalieren, déi gutt hei am Land verdéngen, déi d'Moyenen och hunn, fir hei am Land Wunnengen ze kafen. Dat heescht, wann déi vu wäit müssen hierkommen, laang müssen a Stau stoen, dann ass et jo och normal, datt déi wëllen hei am Land bauen. A wa mer e Problem mam Logement hunn, datt mer do och

net méi nokommen, dann ass dat och eng vun deene Konsequenzen.

Mä mir sollen net nëmme vun de Frontaliere schwätzen. Mir sollen och vun eis schwätzen. Wann ech kucken, wat am Raum Beetebuerg/Diddeleng lass ass! An dat soen ech och de Lokalpolitiker, souwuel deene Beetebuenger wéi deenen Diddelenger, déi sech esou vill iwwert de Stau an de Verkéier do opreegen: Déi waren awer dermat averstanen, datt geschwënn tëschent Beetebuerg an Diddeleng alles mat Industrien zougebaut ass, datt do Honnerten an Dausende vun Autoen och dohinner schaffe kommen. Si waren awer averstane mat allem, wat mer haut do hunn a wat mer nach dohinnerkréien!

Dann hätt een och missen esou konsequent sinn a soen: „Mir hu scho genuch Verkéier, mir wëllen dat net esou.“ Mä si hunn awer alle guerte matgemaach. Si vergiessen dat just. Se reege sech haut op iwwert den Transitverkéier, deen och elo duerch d'Dierfer fiert, well d'Autobunn voll ass, mä et ass selwer en eegene lokale Verkéier och do produzéiert ginn duerch all déi Industrien, déi mer do opgebaut hunn. Industrien, wou ee sech wierklech och Froe muss stellen. Ech denken do un d'Juggurtsfabrick, déi elo dohinnerkënn, ob mer wierklech do en Interêt haten, fir esou eppes och nach hei an d'Land ze huelen, fir do eben nach weider Verkéier ze kréien.

Och beim Multimodal wouste mer alleguer, wéi mer deen hei gestëmmt hunn, wat dat och géif vu Camione mat sech bréngen, datt dat kann Honnerten an zum Schluss souguer bis 3.000 Camione mat sech bréngen. Dat hu mer alleguer gewosst! Elo reege mer eis op, datt op eemol ze vill Camionen an der Géigend sinn an datt d'Autobunnen dat net méi packen. Mä da musse mer och selwer wëssen, wa mer esou vill Entreprisen an ee Raum stiechen, datt dat seng Konsequenzen huet.

Duerfir si mer frou, datt dëse Projet elo gestëmmt gëtt. Mä mir musse wëssen, datt dëse Projet de Problem net léist, wa mer net esou séier wéi méiglech weider investéieren an de Stroossebau, selbstverständlech och niewent dem éffentlechen Transport.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dee leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerzfaassen. Ech mengen, dat stéiert hei guer kee méi ëm dës Zäit.

De Problem ass, wann een hei op dëser Säit vun der Tribün setzt...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Méi haart!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ah, also souguer wann ech hei sinn, héieren ech déi gréng awer während menger Ried schwätzen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mir héieren lech och heiansdo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, dat ass gutt. An der Rei.

De Problem, wësst Der, wann een hei op dëser Säit vun der Chamber setzt, da gesäit een net onbedéngt, wien hei am Publikum setzt nozekucken. Well ech duecht ee Moment, vläicht géif den Här Robert Goebbels douewe setzen a géif voller Wehmut erokucken, datt endlech elo d'A3 eng drëtt Spur kritt, a sech soen: „Oh, wéi schued! Wéi kann et sinn, datt grad de Fränz dat elo mécht, an net ech?“

Ech mengen, ech hat och e bëssen ironesch an der Commission du Développement durable virgeschloen, wéi mer dat virgestallt kritt hunn, ob mer net vläicht a sechs Joer - deemno wéi, wa mer gewuess sinn - an darselwechter Logik eng véiert Spur a Wierklechkeet bräichten, an datt mer scho misse virsurgen, fir eng véiert Spur ze hunn, amplaz eng drëtt Spur. Well esou wéi et ausgesäit, hu mer nach ëmmer e Wuesstum, deen an déi Richtung kéint féieren. Dat war ironesch gemengt, mä ech weess emol net, ob een dat wierklech esou ironesch misst gesinn.

Ech mengen, mir hu schonn eis Meinung gesot. Mir sinn der Meinung, datt déi Ausweitung vun der A3 keng gutt Saach ass. Mir soe weiderhin dat, wat och de Mouvement écologique nach dëst Joer dozou seet. Dat heescht, dat ass ganz einfach - well déi hunn tatsächlech nach dëst Joer Stellung dozou geholl -, datt et keng Solution judicieuse a moyen terme ass. Ech ginn dovunner aus, datt de Mouvement écologique, deen haut guer net méi zitéiert gouf, muss ech soen... Anerer hätten en zitéiert, wa se an der Opposition gewiescht wieren, mä elo schéngen déi Zäiten eriwuer ze sinn.

Et sinn natierlech Mesurë geholl ginn zur Sécherheet, mä trotz alldem, ech fannen, datt déi Saach vun der drëtter Spur iwwerweit. An aus där Ursaach kënnen mir dee Projet de loi net matstëmmen. Och déi Geschichte vun der Vélospist an esou weider, dat kéint ee quasi als „bikewashing“ bezeichnen. Et ass jo schéin a gutt, eng drëtt Pist ze hunn, an duerno, pour dorer la pilule, fir dat e bëssen ze verséissen, datt een aner ekologesch Mesuren hält.

An nach eng lescht Saach: Deen Ausbau vun der A3 huet jo och mam Wuesstum a mat der Attraktivitéit ënner anerem vun der Stad ze dinn. An ech hunn dat gëschter hei gesot an ech soen et erëm eng Kéier: Et muss ee kohärent sinn!

Och an der Stad gouf eng Wuesstumspolitik bedriwwen, net nëmmen - enfin, deen heite Schäfferot, déi heite Majoritéit, déi hat nach keng Chance -, mä och vun der Majoritéit virdrun, grad virdrun, ënner anerem déi homeresch Diskussiounen, déi mer am Stater Gemengerot haten iwwert d'Erhéijung vum Hiefsaz vum Impôt commercial, wou deemools awer, muss een och soen, de Finanzschaffen der Meinung war, datt een deen net misst erhéien. Ech soen net, datt een domadder alles gebremst hätt, mä wann een esou eng Politik bedreift, dann dierf ee sech och net wonnere, datt een Aarbechtsplazen unzitt, datt een Trafic an der Stad unzitt.

Ech mengen, d'Wuesstumsfro: Et ass richtig, datt déi och vun der Regierung thematiséiert gëtt, mä ech hunn net ëmmer den Androck, datt eng grouss Kohärenz do ass. Dat heescht, mir stëmme géint dëse Projet de loi, géint eng Ausweidung op eng drëtt Spur. A mir wäerten och a sechs, siwe Joer, wa mer nach hei an dëser Chamber sinn, dann ebe géint eng eventuell Ausweidung op eng véiert Spur stëmmen, wa mer nach ëmmer an darselwechter Logik sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An ech profitéieren da vun der Zäit, bis dass den Nohaltegkeetsminister hei ass, fir am Numm vun deenen Diddelenger vläicht drop hinweisen, dass mer nach ëmmer op déi Tankstell waarden, déi beim Multimodal soll agericht ginn,...

(Interruptions)

...déi derzou soll féieren, dass d'Camionen net méi an d'Stad erakommen, mä beim Multimodal bleiwen. Vläicht eng Geleeënheet, fir eis nei Hoffnung ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, fir dee Rappell, och wann ech et e bësse speziell fannen, wann de Chambers-president, deen eng neutral Positioun soll anhuelen, hei am Numm vun den Diddelenger eng Positioun hält. Dat wëll ech lech awer och soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wëll lech just soen, dass dat hei eng neutral Positioun ass, well et eppes ass, wat versprach ginn ass.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Bon... Neen, dat gëtt och gebaut. Ech muss soen, ech fannen et awer - et stéiert mech och net esou terribel - e bësse speziell.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech huelen dat zur Kenntnis.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll alle Riedner Merci soe fir hir Stellungnam hei haut de Mëtteg. An ech wëll vläicht fir d'Éischt nach eng Kéier déi zwee Haaptargumenter erläutere, firwat ech der Meinung sinn, datt deen Ausbau hei noutwendeg ass.

Dat éischt ass, datt mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng eng vun deenen, fir net ze soen, déi gréisste Konzentratioun vun nationalen Aktivitéitszonen am Land hunn. En plus sinn et net iergendwelch Aktivitéitszonen, et sinn der lauter oder ganz vill, déi virun allem mat der Logistik ze dinn hunn. A wie Logistik seet, dee seet Gefierer, Camionen an esou weider. An et geet drëms ze kucken, datt natierlech Beetebuerg an Diddeleng, d'Uertschaften an och, wat dertëscht läit, net ze vill belaauscht gi vun de Camionen, déi do an déi Zone fueren.

Ech mengen, et ass eng verstänneg Decisioun, dat esou ze maachen, well déi Logistikzonen do sinn, ausser et hätt ee mer elo hei eng Motioun erabruucht, fir ze soen, mir sollen dat erëm alles ofrappe respektiv zoumaachen. Dann hätt ee kënnen vläicht doriwwer diskutéieren. Mä ech hu keen esou héieren: vu kenger Partei, vu kenger Regioun a vu kenger Gemeng. Duerfir ginn ech emol dervun aus,



datt da jiddwereen och der Meenung ass, datt mer musse kucken, datt mer déi Logistikzonen herno och un d'Fonctionnéiere kréien.

Et ass och ze soen, datt effektiv een Deel vun der Logistikzon, an zwar de Multimodal zu Beetebuerg, jo och geduecht ass, fir d'Camione vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Do kann een natierlech soen: „Okay, do zéie mer zousätzlech Camionen un.“ Ech mengen dat net.

Mir sinn en Transitland fir d'Camionen. An ech mengen, et ass ëmmerhin nach besser, wa se dann duerch d'Land kommen a mir kréien en Deel zu Beetebuerg erof op d'Schinn verlagert, wéi datt se weider mat de Camione fueren. Si géifen dann egal wéi och duerch eist Land fueren a wahrscheinlech souguer nach méi wäit duerch eist Land fueren, mä och do ass et wichteg, datt mer effektiv, wéi gesot, déi Camionen dann direkt an d'Zon erakréien an op den Zuch kréien an datt se net mussen duerch d'Uertschafte fueren.

Wéi gesot, dat ass ee Grond. An deen zweete Grond ass, datt ech effektiv gär hätt, datt mer méi Capacitéit kréien op deem Stéck do, awer net egal wéi, mä méi Capacitéit, fir déi intelligent duerno ze notzen. An ech sinn och net averstane mat Analysen, déi hei gemaach ginn, fir eis ze soen, duerch de Fait, datt mer elo d'A3 op zweemol dräi Spure bauen, datt mer doduerjer automatesch méi Flëssegheet op där Autobunn kréichen.

An ech sinn och net dermat d'accord, datt et en Zesummenhang gëtt. Zum Beispill d'franséisch Frontalieren, déi kommen, déi fueren net iwwert d'A3 eriwuer op d'A6, mä déi fueren iergendwou um Gaasperecher Kräiz meeschtens eraus a siche sech dann hire Wee an iergendeng vun deenen Aktivitéitszone ronderëm d'Stad oder an der Stad an op hir Aarbechtsplaz.

Dat heescht, mir kommen egal wéi an e Flaschenhals, wa mer do erausfueren. An dee Problem kréie mer net geléist, wa mer einfach nëmmen d'Capacitéit op zweemol dräi Spure ausbauen. Dat féiert just derzou, datt mer herno zweemol dräi Spure Stau hunn. An effektiv, mir kënnen dat dann och op véier Spure maachen, dann hu mer herno zweemol véier Spure Stau, well ëmmer erëm alles iergendwou an deem Flaschenhals wëllt erausfueren an dat herno e Réckstau produzéiert a well duerch de Fait, datt mer dann d'Impressioun ginn, datt méi Capacitéit do wär, mer esouguer éischter nach méi Leit kuerzfristeg erëm unzéie vum ëffentlechen Transport eriwuer zum Autosverkéier, fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen, an dat eis herno eis Stroosse just méi belaascht.

Et gëtt iwweregens Géigenden a Stied an der Welt, do hu se Autobunne gebaut an den Agglomeratiounen, an den urbane Raim, vun zweemol aacht Spure. Also ech mengen, och déi ginn haut futti am Verkéier. Ech brauch lech se net opzezielen, Dir kennt se allegueren. An och an deene Stied, an den Agglomeratioune gëtt an déi nämlechte Richtung nogeduecht.

An iwweregens ass et esou, datt hei zu Lëtzebuerg - mir hu vläicht e spezifesch Problem, wat de Wuesstum ubelaangt, ech kommen nach dorobber ze schwätzen - mir awer net dee spezifesch Problem vun den Agglomeratiounen hunn, wou de Verkéier net méi geet. Ech mengen, et brauch een nëmmen d'Aen an d'Oueren opzemaachen, a wann een e bëssen duerch d'Welt kënnt, da gesäit een, datt et an allen Agglomeratiounen, wou eng grouss Wirtschaftsdynamik ass op der Welt, deen nämlechte Problem ass, an och iwwerall mat deenen nämlechte Mëttele versicht gëtt, dee Problem elo Meeschter ze ginn. A meeschtens geet et an d'Richtung, fir ze soen: Mir mussen an de Spëttestonnen, am Berufsverkéier manner privaten Individualverkéier kréien a méi ëffentleche Verkéier. A wa privaten Autosverkéier getäteg gëtt an de Spëttestonnen am Berufsverkéier, da mussen mer derfir suergen, datt méi wéi een an deem Auto sëtzt.

An dofir ass dat deen zweete Punkt, datt et muss drëms goen, datt duerch dee Méi u Capacitéit, dee mer hei schafen, mer do net méi nëmmen een am Auto sëtzen hunn, mä datt mer effektiv déi Spure dann esou intelligent notzen, datt mer d'Leit derzou beweegt kréien, zu zwee oder zu dräi am Auto ze sëtzen, well dat am Endeffekt herno derzou féiert, datt mer am Flaschenhals der manner hunn, well manner Autoen an de Spëttestonnen do sinn. Dat ass dat, wat mer als Zil mussen hunn.

Also wéi gesot, et gëtt zwee Grënn: éischstens d'Aktivitéitszonen, de Multimodal. An den zweete Grond ass dee Méi u Capacitéit, fir datt een deen herno intelligent notzt. An ech wëll dofir soen: Mir mécht op der A31bis - dat ass dann d'Extensioun a Frankräich - natierlech och e bësse Suergen déi Fro oder déi Diskussioun vum Peage. Mir mécht awer nach bal méi Suergen - well ech mengen, datt se wäert gebaut ginn - ob och d'Fransousen op där Säit mat op dee Wee ginn, dee mir wëlle goen. An

do hu mer och de Moment Diskussiounen. D'Ponts et chaussées sinn an engem Aarbechtsgrupp mat de Fransousen zesummen, fir ze kucken, datt déi nämlechte Philosophie, déi mir wëllen uwenen op eiser Säit, bei hinnen och weidergeet. An ech mengen, datt entretemps d'Erkenntnis do ass, och bei de Fransousen, datt dat dat Eenzege ass, wat eis wäert schlussendlech kënnen hëllefen.

Duerfir wäert och deen Ausbau siwe Joer daueren. Et gëtt gesot, dat wier eng laang Zäit. Dat ass richtig. Mä dat ass eng laang Zäit, well mer an enger ganz kriddlecher Verkéierssituatioun musse schaffen. Mir kënnen net egal wat maachen. Wa mir kéinten do ganz Stécker zoumaachen, da wär dat einfach, da géif dat natierlech net esou laang daueren. Mä mir mussen derfir suergen, datt permanent zweemol zwou Spuren op sinn. An Dir kënnt lech virstellen, datt dat komplizéiert ass. An och, wéi mer d'Echangeuren upaken, déi mussen jo all ëmgebaut ginn op där Autobunn. Dofir muss dat eent nom anere gemaach ginn, datt mer net en totale Verkéierschaos do produzéieren. An dofir dauert et esou laang.

Mä souwisou, och wann et manner laang géif dauere respektiv wann et bis eng kéier fäerdeg ass, ass et net esou, datt eleng duerch den Ausbau vun zwou op dräi Spure mer iergendeng Illusioun sollen hunn, datt dat de Verkéiersfloss wäert wesentlech verbessern. Mir kréien dat nëmmen hin, wa mer et intelligent notzen a wa mer awer och iwwer aner Saachen diskutéieren, op déi ech nach kommen.

Dann ass gefrot ginn no der Koordinatioun. Ech kann lech soen, datt d'Ponts et chaussées amgaange sinn, mat der CFL ze kucken, well d'Beetebuurger Eisebunnstreck gëtt jo och ausgebaut op véier Gleiser, vun zwee op véier Gleiser. An dat ass enk uneneegebonnen, déi Chantieren, do gëtt versicht, eng optimal Koordinatioun ze maachen tëschent der CFL an der Ponts et chaussées.

Ech mengen, d'Ponts et chaussées sinn amgaangen, de CITA komplett ëmzebauen a méi en „digitalen“ - entre guillemets - CITA, loosse mer en emol esou nennen, wou een an Zukunft och méi Méiglechkeeten huet, fir d'Verkéiersfloss besser ze regelen. Mir wëllen och am Stroossereseau ëmmer méi higoen an d'Richtung, datt mer d'Digitaliséierung notzen, fir wierklech méi Capacitéit aus de besteeende Stroossen erauszuhelen.

Duerch eng intelligent Steuerung, duerch déi Méiglechkeeten, déi et haut gëtt, kann ee 15% bis 20% Capacitéit méi erausschloen, ouni datt een eppes un der Strooss mécht. Dat ass alles an der Ausaarbechtung parallel zum Ausbau vun der Autobunn.

Et ass gesot gi virdrun, ech weess net méi vu wem, de Verkéier hätt 3% zougeholl. Ech kann lech soen, um Autobunnseuseau op där doter Autobunn, also op deem Stéck vun der A3, huet eleng am Joer 2017, dëst Joer, de Verkéier ëm 8% zougeholl. 8%, dat ass bei enger Belaaschtung vu bal 90.000 Autoen enorm. Duerfir, wann d'Leit da soen: „Ech hunn d'Impressioun, datt et all Mount méi schlëmm gëtt op där Autobunn“, dann hu se recht. Wann ech bei 90.000 Autoen an engem Joer 8% derbäihuelen, da kënnt Der lech jo ausrechnen, wiwilt datt dat der pro Mount ausmécht. Dat ass op enger Autobunn, déi souwisou schonn 20% iwwert dem Saturatiounsgrad läit, enorm. An dofir ass et och kloer: De klengsten Accident, dee geschitt, da geet iwwerhaapt näischt méi op där Autobunn, da steet dee ganze Buttek. Wéi gesot hunn d'Leit recht, wa se dat esou empfangen, et ass esou.

An duerfir ass et natierlech och esou, datt, wa mer déi Zuelen do kucken, da mussen mer eis - elo ginn ech dem Här Gibéryen recht - och d'Fro stellen doriwwer, wéi dat Land an Zukunft soll wuessen. An ech si jo amgaangen, mat der Landesplanung en Dokument auszuschaffen. Dat wëlle mer der Nohaltegkeetskommissioun Enn Januar, ufanks Februar presentéieren. Dat soll d'Basisdokument si fir déi Debat, déi mer jo fixéiert hunn, fir se Enn Februar hei an der Chamber ze féieren iwwert déi ganz Entwécklung vu Lëtzebuerg, wou déi ganz Wuesstumsproblematik jo eng gréisser Roll spillt. An do wäert Der all déi aktualiséiert Zuelen dran hunn, sougutt wéi mer gewuess si populatiounsméisseg, aarbechtsplazméisseg, d'Perspektiven, firwat an esou weider. Déi ganz Detailler wäerten do dra sinn, well dat si wierklech déi lescht aktualiséiert Zuelen.

A vu datt ech der scho vill gesinn hunn, soen ech lech - ech hunn et och schonn oft gesot an deene leschte Méint: Si si wierklech alarmant. An et ass och kloer, ob et eng Autobunn ass, eng Strooss, en Zuch, en Tram oder e Bus: Mir kënnen ganz vill Efforte maachen, a mir maachen der de Moment ganz vill fir d'Infrastrukturen, mä eleng mat den Infrastrukturen kréie mer de Problem net an de Grëff! Dat ass ganz däitlech, wann Der déi Zuele wäert gesinn. A wann

déi Dynamik einfach weiderlafe gelooss gëtt, esou wéi se déi lescht 20 Joer lafe gelooss ginn ass, da wäert dat éischstens net ze packe sinn, an och net ze finanzéiere sinn.

An ech kann nëmme staunen, wann ech elo lénks a riets liesen, wat et alles vu Wonschleschte gëtt. Ech hat bal geduecht, et wär Kleeserchersdag, wéi ech eng Lëscht gelies hunn déi lescht Deeg. Wann ech op där enger Säit héieren, datt d'Regierung virgeworf kritt, si hätt d'Finanzen net am Grëff a si géif mat Scholde Saache finanzéieren, an da liesen ech do déi Lëschten... Ech hunn nëmme versicht, mat menge Leit ganz graff ze schätzen, wat dat alles géif kaschten, déi Lëscht, déi doruechter geegeschtert ass: Dat ass gigantesch par rapport zu deem, wat mer amgaange sinn ze maachen! An dat ass schonn net schlecht, behaupten ech emol, wat mer amgaange sinn ze maachen. Et muss ee mer emol soen, wéi een dat da wëllt finanzéieren!

Ech wësst och emol gär, wéi déi Widderspréch dann opzehiewe sinn, wann een op där enger Säit wëllt soen, dës Regierung géif ze vill Suen ausgi fir den Invest, a wann een op där anerer Säit esou Lëschte virleet an awer dobäi net seet, wéi een déi wëllt finanzéieren. Mä mir kréie jo dann an deenen nächste sechs Méint genuch Geleeënheet, dat ze diskutéieren. Ech waarden da mat Freed op déi Diskussioun.

Här President, ech wëll der Chamber Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richtig gesinn hunn, gëtt dëst Gesetz jo mat 58 Stëmme gestëmmt. Deenen 58 Deputéierte wëll ech Merci soen.

Ech wëll och soen, datt ech déi Motioun, déi d'Madamm Lorsché hei presentéiert huet, wou jo och déi meescht Gruppéierungen heibannen ënnerschriwwen hunn, ganz gutt fannen. Et ass net u mir, der Chamber ze soen, wéi se ze stëmmen huet, mä op alle Fall begrëssen ech déi Motioun, well se geet genau an déi Richtung wéi dat, wat ech och denken. Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuertmeldungen zu der Motioun maache mer herno. Da stëmme mer elo direkt iwwert de Projet 7144 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7144 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

58-mol jo an zweemol Nee, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par Mme Simone Beissel), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

D'accord. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann zu der Motioun, déi den Här Minister ugeholl huet, do mussen mer nach ofstëmmen. Sidd Der d'accord, dat mat Handophiewen ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Keng, domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Ech soen lech Merci.

A mir géifen dann zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7209 an dem Projet de loi 7210 iwwert d'Verlängerung vun der Tramslinn, déi mer zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelen. Et sinn zwee Projeten, 7209 an 7210. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmools Merci, Här President. „Dee leschten ass dee beschten“, seet een esou schéin. Ech mengen, dat wier dësse Projet de loi.

Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Juni 2014 huet d'Chamber mat 57 vu 60 Stëmmen zwee wichteg Mobilitéitsgesetzter gestëmmt. Dës Gesetzter hu sech ergänzt a si schonn zum Deel ëmgësat. Dat Éischt war geduecht, fir de Bau vun enger Tramslinn tëschent der Luxexpo an der Stater Gare ze finanzéieren. Dat Zweet war dat iwwert de Bau vum Arrêt Pont Rouge mam Funiculaire, dee grad ewéi den éischten Tronçon vun der Tramslinn dee leschte Sonndeg definitiv a Betrib gong.

Um Ordre du jour vun haut stinn nees eemol zwee Gesetzter, déi sech ergänzen, an och dës kéier als Utilité publique deklaréiert ginn. Si si geduecht, fir de Projet vum Tram zügeg weiderzedreiwen. Ganz einfach, well den Tram dréngend gebraucht gëtt.

Beim éischten, dem Projet de loi 7209, handelt et sech ëm d'Extensioun vun der Tramslinn tëschent dem Kierchbiert an dem Findel, beim zweeten, dem Projet de loi 7210, ëm d'Extensioun tëschent der Stater Gare, dem Houwald, dem Ban de Gasperich an der Cloche d'Or.

Anescht wéi ursprénglech am MoDu virgesinn, sollen dës zwou Linnen net eréischt um Horizont 2030, mä schonn am Dezember 2021 funktionsfäeg ginn. Den Dezember huet sech jo scho fir Aweeunge bewäert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Et gëtt also e gudd Grond, firwat mir mam Vott vun dësen zwee Projeten net laang wëlle waarden.

Deposéiert goufe se allen zwee de 14. November 2017 vum Minister François Bausch. An der Nohaltegkeetskommissioun vum 30. November 2017 huet de Minister se zesumme mat de Responsabele vu LuxTram - dem Här Von der Marck - a vum MDDI am Detail virgestallt. Ech wëll just op dëser Plaz e Resumé maachen, well déi technesch Detailler wäit reechen.

Ech loosse lech d'Dokumente mat de Biller a Grafiken awer ganz gär zoukommen, wann dat lech interesséiert.

Bei der éischter Extensioun, dem Projet de loi 7209, geet et, wéi gesot, ëm d'Ubannung vum Tram un d'Cloche d'Or mat Start bei der Stater Gare. Dës Extensioun ass 4,9 km laang a beinhaltet insgesamt siwe Statiounen an dräi Pôles d'échange. Dat setzt virus, dass insgesamt siwe Rammen op där Linn fueren, mat enger Capacitéit vu 450 Persounen pro Ramm. De Präis vun enger Ramm läit iwweregens bei 4 Milliounen Euro.

D'Extensioun vun der Gare op d'Cloche d'Or ass an zwee Tronçonnen agedeelt. Deen éischten, dat ass den Tronçon C vum Gesamtprojet, dee verleeft vun der Gare bis bei de Pôle



d'échange vu Bouneweg, deen an direkter Proximitéit zum Lycée technique vu Bouneweg läit, also e grouse Virdeel fir d'Schüler. De Fuertakt läit, grad ewéi tëschent dem Kierchbiereg an der Gare centrale, bei dräi Minutten.

D'Assise fir den Tronçon C ass iwwert d'Gesetz vum 24. August 2016 autoriséiert ginn. Dir kënnt lech wahrscheinlech erënneren: An deem Gesetz goug et ëm d'Moderniséierung vum Pont Buchler bei der Stater Gare mat der Schafung vun enger Ramm, déi op der Place de la gare ufänkt.

Zweetens dann och ëm de Bau vun der éischter Phas vun der neier N3 tëschent der Diddenuewener Strooss an dem Rangwee. Dat war de Module nord. Drëttens ëm den Aménagement vun der Diddenuewener Strooss tëschent dem Pont Buchler an der Bifurcation zu der N3. A véiertens ëm de Bau vum Pôle d'échange beim Lycée technique zu Bouneweg. Wéi gesot ass d'Assise vum Tram fir den Tronçon C mat dem Projet de loi schonn am Virfeld gestëmmt ginn, dofir brauche mer dat haut net ze maachen.

Den zweeten Tronçon vun där Extensioon, den Tronçon D vum Gesamtprojet, verbënnt de Lycée technique vu Bouneweg duerno mat der Cloche d'Or, dëst an enger Frequenz vu sechs Minutten. Dësen Tronçon verleeft duerch d'Rue d'Orchimont iwwert de Rangwee an d'Rue des Scillas bis bei de Pôle d'échange Houwald, dee mir de leschte Sonndeg jo op eng zimlech amusant Manéier mat der Groussherzoglecher Koppel ageweit hunn.

Vun deem Pôle d'échange geet et weider iwwert d'Rue Albert Einstein bei de Lycée Vauban um Ban de Gasperich a vun do aus op de Boulevard Kockelscheier, wou eng nei Statioun wäert entstoen.

De Schluss vun där Linn befénnt sech um Pôle d'échange Cloche d'Or beim neie Fussballstadion. Op deem Site gëtt dann och e Park & Ride mat 2.000 Emplacementen geschaffen, nieft der Ubannung un d'Busser, der Installatioun vun enger mBox an enger vel'oh-Statioun.

Wat d'Kompensatiounsmoosnamen ugeet, esou ass op Basis vun der EIE virgesinn, datt e Bësch mat Lafbeem vun 345 bis 480 m² an der Géigend vum Gréngewald ugeplant gëtt, well et net méiglech ass, esou massiv Kompensatiounen am urbane Raum ze realiséieren.

D'Depensé leie fir déi gesamt Extensioon bei 114,9 Milliounen Euro a gi ganz vum Stat iwwerholl, mat Ausnam vum Park & Ride um Pôle d'échange Cloche d'Or, dee vun der Stad Lëtzebuerg kofinanzéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu der zweeten Extensioon, dem Projet de loi 7210, déi de Kierchbiereg mam Héienhaff a mam Findel soll verbannen an 3,9 km laang ass. Op där Linn, op där fënnel Ramm wäerte fueren, si just zwou Statiounen virgesinn, eng um Héienhaff an eng um Findel. Am Géigesaz zu deenen anere Linnen, wou den Tram mat enger duerchschnëttlecher Vitesse vun ongeféier 25 bis 30 km ënnerwee ass, erreecht en op där Linn 70 km an der Stonn.

D'Extensioon fänkt beim Centre de remisage um Kierchbiereg un, iwwerqueert d'Autobunn A1 an zitt sech bis op de Parking vum Héienhaff, wou 4.000 Stellplaze wäerten entstoen. Ennstatioun ass, wéi gesot, um Findel.

Kompenséierungsmoosname ginn et der bei deem Projet eng ganz Rei, ënner anerem d'Kreatioun vun engem Bësch mat enger Fläch vu bis zu 9,6 ha, dem Bau vun enger ekologescher Bréck, déi de Süden an den Norde vun der Zone spéciale de conservation vum Gréngewald matenee verbënnt an d'Kreatioun vun neien Habitatstrukturen am Gréngewald.

D'Depense läit bei där Extensioon bei 99,1 Milliounen Euro. Och hei iwwerhëlt de Stat déi integral Finanzéierung.

Hei wëll ech bemierken, Här President, datt d'Depense fir d'Zuchstreck, déi an der Zäit vun der Gare op de Findel geplangt war, bei ganzer 1,3 Milliarden Euro geleëen hätt.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Genau!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Mat 99,1 Milliounen fir dëse Projet ass dat natierlech erstaunlech. Dat ass vill, vill manner wéi dat, wat fir den Zuch hätt missen investéiert ginn. An ech denken, dat gëtt vun alle Säite begréisst.

Erlaabt mir ofschléissend nach e Wuert zu de Sécherheetsbestëmmungen um gesamte Réseau vum Tram! Mam Projet de loi vum 13.

Juni 2017 sinn eng ganz Rei Moosnamen an Normen definéiert ginn, fir eng sécher Gestéioun vum System ze garantéieren.

Wat zu Lëtzebuerg am Géigesaz zu anere Länner awer nach net méiglech ass, ass, den Tramsréseau an d'Kräizungen och mat Kameraen ze iwwerwaachen, fir eng onmëttelbar Visibilitéit op de Réseau ze hunn. Domat kéinte Geforen, wéi zum Beispill Autoen en panne oder aner Obstakelen, direkt um Schierm vum Poste de commande centralisé erkannt ginn.

Obscho keng eenzeg Donnée stockéiert gëtt an obschonn d'Persounen an d'Nummerschëlde géifen onkenntlech gemaach ginn, ass dës Form vu Supervisioun vum Réseau um Widerstand vun der nationaler Dateschutzkommissioun gescheitert. An der Kommissioun ware mir eis eens, datt dee Problem an nächster Zäit vun den zoustännegen Autoritéiten op de Leescht muss geholl ginn, fir eventuell Geforen op der Assise a virun allem op de Kräizungen esou séier wéi méiglech ze gesinn an esou séier wéi méiglech ze eliminéieren, ouni datt den Dateschutz a Gefor geréit.

Här President, a sengem Avis vum 28. November 2017 hat de Statsrot ausser e puer legisteschen a linguistesche Remarques näischt un deenen zwee Projeten auszesetzen. An och d'Kommissioun huet meng zwee Rapporte praktesch eestëmmeg ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech schonn um Schluss ukomm a ginn zur Ofwiessung emol net den Accord vun der grénger Fraktioun, well de Kolleeg Henri Kox och nach wëllt Positioun derzou bezéien. An ech denken, e mécht dat mat grousser Freed.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Marc Lies fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marc Lies** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech mengen, de Mëtten ass e wichtige Dag. Hei geet et ëm d'Mobilitéit. Et geet ëm de Verkéier. An ech mengen, et ass wichtig, datt mer haut de Mëtten alleguerten, am plaz ze vill ze polemiséieren, dat Ganzt solle pragmatesch analyséieren an dann dee Moment och ugoen.

Ech mengen, wa mer alleguerten déi Problemer gesinn, déi Dag fir Dag an eise Gemengen, an der Stad a ronderëm, wat de Verkéier ugeet, (veuillez lire: oprieden,) dann ass et wichtig, datt mer derfir suergen, datt Äntwerte geliwwert ginn op déi Froen, déi effektiv d'Leit och dobaussen hunn. An duerfir sollte mer dat Ganzt nuancéiert analyséieren an dann dee Moment awer och kucken, datt déi néideg Mesuren an deenen nächste Joren ergraff ginn.

Ech mengen, de Mëtte geet et ëm zwee Gesetzestexter, wat d'Prolongatioun vun der Tramstreck ugeet. Eng Kéier den 7209, deen da vun der Gare bis op d'Cloche d'Or geet, an deen aneren, de 7210, bis op den Héienhaff, zu deem mäi Fraktiounskolleeg, de Serge Wilmes, dann herno och nach e puer Wuert wäert soen.

Ech géif mech elo méi op deen Deel Gare centrale a Cloche d'Or beschränken, well deen nottamment dann och iwwert den Territoire vu menger Gemeng, der Gemeng Hesper, geet. Dat ass awer och een Deelstéck, wat ee relativ komplizéiert Deelstéck ass. D'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, huet et virdu schonn ugeschwat gehat: Do muss entre autres de Pont Buchler verbreedert ginn. Dat heescht, datt den Tablier muss ausgebaut ginn, fir datt an Zukunft den Tram iwwerhaupt kann do-riwwerfueren, datt an Zukunft awer och déi duuss Mobilitéit verstärkt iwwert dës Bréck kann zirkuléieren.

Duerno geet et da viru mat enger Neibaustreck vun enger neier Strooss. An ech mengen, dat sollt een och eng Kéier ganz kloer ervirhiewen, datt mat där neier N3 eng Strooss geschaff gëtt, déi et erméiglecht, datt déi jëtzege Route de Thionville, déi ebe vun Alzeng erfort, vun den Alzenger Koppe bis op d'Gare centrale geet, an Zukunft kann zrëckgebaut gi mat där neier N3, wou dann eng ganz Partie vum Trafic soll och ronderëm d'Gemeng Hesper geleet ginn. Dëst ass awer ee relativ komplizéiert Unterfangen, vu datt et dräi verschidde Moduller sinn: de Module nord, de Module central an de Module sud. Ech wäert herno nach eng Kéier kuerz dorop agoen, well, wéi gesot, déi eng oder déi aner Komplikatioun sech awer och mat der Ëmsetzung vun deem Neibau vun där N3 wäert doen.

Ben, mat der Neibaustreck vun der N3 duerno duerch de Module central iwwert den Houwald firt den Tram da bis op de Boulevard de Kockelscheuer an da viru bis bei de Stadion op Cloche d'Or. Ech mengen, mir gesinn et all

Moie respektiv héieren et och an den Noriichten, elo mat deem Chantier, deen opsäite vun der Stad Lëtzebuerg um Ban de Gasperich, Cloche d'Or am Moment amgaangen ass, gebaut ze ginn, dat huet Revendikatiounen, oder Repercussioune besser gesot op de ganzen Trafic ronderëm déi ganz Stad.

Dat ass ee Riseproblem. D'Stroosse sinn awer nach net alleguerte gebaut. Ech kucken douewen den Här Fox, deen nach äifreg amgaangen ass, de Boulevard de Kockelscheuer fäerdeg ze bauen an awer och de Boulevard F.W. Raiffeisen. Wann effektiv déi Stroosse bis fäerdeg gebaut sinn, wäert sech och sécherlech déi Verkéierssituatioun um Ban de Gasperich awer och ronderëm nees eng Kéier e bëssen normaliséieren. Dat sollt oder dierft oder misst och eng Repercussioune op den Trafic dann an den Anrainergemengen hunn.

Ben, ech mengen, d'Mobilitéit war dës Woch ee grouse Sujet: de leschte Sonndeg mat der Aweigung vun der Tramstreck um Kierchbiereg, wou entre autres och d'Gare périphérique um Houwald an dann den Arrêt Pafendall, de Funiculaire an natierlech déi éischt Streck vum Tram ageweit gi sinn. Ee ganz, ganz wichtigen Dag, mengen ech, wat d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg ugeet. An och wéi et de Minister Bausch e Sonndeg gesot huet: Dorun hunn iwwert déi lescht Jore schonn eng ganz Partie Ministere geschafft, fir datt wierklech dat leschte Sonndeg dann och konnt realiséiert ginn.

Just eng Kéier kuerz als Rappel: Dës Ëmsetzung vun deem ganzen Tramsystem mat senger Pôle-d'échange fousst op dem MoDu-Konzept, wat de 17. Februar 2012 vum deemolegen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler virgestallt ginn ass. An ech mengen, et éiert den Här Bausch, datt e genau dëst MoDu-Konzept virugefouert huet an och ëmgesat huet an elo un engem MoDu 2020-2 schafft, wat wichtig ass, wat d'Mobilitéit an deem Land ugeet.

Wat d'Gare périphérique um Houwald ugeet: Ech hunn elo néng Joer d'Eier, Buergermeeschter vun eiser Gemeng ze sinn. Zanter méi wéi néng Joer gëtt och vun der Gare périphérique vum Houwald geschwat. Awer och vun engem Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper gëtt zanter méi wéi néng Joer geschwat. Duerfir ass et wichtig, datt deem och Rechnung gedroe gëtt an datt virun dorunner geplangt gëtt, fir datt dëst och alles kann ëmgesat ginn.

Fir datt awer och den Tram an Zukunft eng Kéier ka bis op d'Cloche d'Or fueren, ass et awer och wichtig, datt verschidde Stroosse gebaut ginn. Ech hunn et virdu gesot, entre autres déi nei N3, de Module nord, gouf d'lescht Joer am Juni hei an der Chamber gestëmmt, de Gesetzestext 6998. Elo ass et awer wichtig, datt dat zentraalt Modul, dat heescht dann dat Stéck, wat um Houwald duerch d'Rue des Scillas geet, och gebaut gëtt. Wann déi Strooss nach net gebaut respektiv verbreedert ass, da kann an Zukunft weder een Tram nach ee Bus duerch dës Strooss fueren. Déi Strooss, déi muss onbedéngt erweidert ginn, fir dann dee Moment och där ganzer Entwécklung, déi am Ban de Gasperich, awer och an der Zone d'activité Houwald an deenen nächste Jore wäert kommen, entgéintzewierken. Duerfir muss dat onbedéngt geschéien, datt dës Aarbechte kënne gemaach ginn.

Duerfir, Här Minister, wëllt ech lech och froen: Wou ass de Projet de loi drun, wat dann dat zentraalt Modul ugeet vum Stroossebau? Wéini kënne mer mat deem Gesetzestext rechnen? Well ech mengen, dat ass eng Prämiss, ier datt iwwerhaupt kann dru geduecht ginn, datt den Tram duerch dës zentral Streck firt. An deene leschten 18 Méint gouf vill un deem zentralen Modul geschafft, nottamment wat dann heescht d'Rue des Scillas, eng Rue des Scillas, déi ee vergläiche ka mat der Neier Avenue. Dat si ronn 800 m vun dem Rangwee, dat heescht, wou et duerch den Tunnel geet fir an de Rond-point Glück bis erop bei de Cactus um Houwald. 800 m, praktesch eng Nei Avenue, déi do an deenen nächste Jore wäert gebaut ginn.

Do si vill Efforten an deene leschte Méint gemaach gi mat och deenen Hären, déi heiuewen op der Tribün sëtzen, mat dem Minister, awer och der Gemeng, den Urbaniste vun der Gemeng, de Ponts et chaussées, wéi ech scho gesot hunn, de CFL, LuxTram, Gestion de l'eau an natierlech net ze vergiessen alleguerten déi Propriétaires, déi eenzel Lousen op där Streck hunn.

Net méi spéit wéi dës Méindeg gouf och am Gemengerot vun Hesper eng éischt Modifikation ponctuelle, wat dës Strooss ugeet, gestëmmt. Wat wichtig ass, ass, datt och eng Libération vun den Terraine konnt gemaach ginn. Do sinn eng ganz Partie Emprisen, déi ze huele sinn. Duerfir ass et wichtig, datt eben och dës Emprisen an de Besëtzt vum Stat kom-

men. An do war eng enk Kollaboratioun tëschent der Gemeng Hesper, tëschent eben deenen eenzelnen Akteuren, déi elo just ernimmt hunn, an dem Stat, fir ze kucken, datt iwwer eng Densificatioun 3:49 vun deem ganzen Areal an der Rue des Scillas de Stat soll an de Besëtzt vun dësen Emprisen kommen.

Leider gouf bis elo just den Accord mat enger Partei fonnt. An duerfir ass et schued, datt déi aner Propriétaires net mat op deeselwechte Wee gaange sinn. Merci wëllt ech hei dem Nohaltegkeetsminister soen, awer och dem Ëmweltministère, vu datt eng SUP, strategische Umweltpflicht, huet misse gemaach ginn, an do gouf wierklech en dernière minute dann och vusäit vum Ëmweltministère gehollef, datt do schnellstméiglech een Avis géif virleien.

Ben, ech mengen, dat ass een Terrain, dee komplett bebaut ass, wou sécherlech net nach muss gekuckt ginn, ob do verschidde Grieser sinn oder verschidde Villercher do bréien, soudatt deen Avis schnellstméiglech konnt iwwermëttelt ginn un d'Gemeng, soudatt d'Modification ponctuelle an awer och d'Saisine vun dëser Modifikatioun mat der SUP zesumme konnt dës Méindeg agereecht ginn.

Duerfir, Här Minister, do vläicht och zwee Wuert vun Arer Säit, wéi et mam Rescht vun den Emprisen ausgesäit, well ech mengen, ouni Emprisen, do komme mer leider net virun. An ech mengen, do wäert wuel kaum Ponts et chaussées, den Här Fox oder soss ee Büro mandatéieren, fir ze schaffen, respektiv Entreprises, fir ze schaffen, wann net d'Emprisen bis dohinner geholl sinn.

Wat awer och wichtig ass an deem Deelbereich - an dat weess och den Här Minister -, dat ass, datt d'Zuchstreck, oder besser gesot d'Tramstreck, datt déi relativ no bei den Haiser wäert laanschtfueren. Dat heescht dann, am Rangwee respektiv an der Rue Eugène Welter an an der Rue Auguste Scholer um Houwald ass et wichtig, datt wierklech nach eng Kéier en détail mat dëse Leit gekuckt gëtt, wat d'Emprisen och op där Plaz sinn a probéiert gëtt, fir hinnen déi Angscht ze huele virun deem Neien, wat do op si wäert zoukommen, an awer och Schallschutz-, Lärmschutzmesuren op deene Plazen ze huelen, datt d'Leit an Zukunft och weider en toute tranquillité do kënne wunnen.

Ben, ech mengen, aus dëse Grënn, déi ech elo just kuerz erläutéiert hunn, gëtt sécherlech den Dezember 2021, wéi d'Rapportrice gesot huet, ee ganz, ganz sportlechen Timing. Mä gutt, ech mengen, am Liewen, do soll een Ziler hunn an et soll een och kucken, fir dës Ziler schnellstméiglech da kënnen ëmzesetzen. 2020, wéi gesot, dat ass net grad direkt muer, awer iwwermuer. An duerfir mengen ech, sollen déi Efforte schnellstméiglech op alle Säite gemaach ginn.

Här Minister, Dir verstitt, datt ech och no deem leschte Modul froen, wat dann dee Moment d'Süd-Modul ass - dat ass dann déi berüümt-berüchtigt Ëmgeungstrooss vun der Gemeng Hesper, och haut genannt Contournement d'Alzingen -, fir do ze froen, wou d'Avisen dru si respektiv wéini d'Consultation publique vun dëser Strooss ka stattfannen. Ech mengen, d'Awunner aus der Gemeng Hesper, awer och aus deene Gemenge ronderëm waarde mat enger gewëssener Impatience dorop, datt och elo Bewegung an dësen Dossier kënnt. An ech mengen, d'Consultation publique ass deen éischte Punkt, wou et dann och ka viruoen.

Déi lescht Fro ass déi, ob bei deem neie Quai op der Gare périphérique net d'Méiglechkeet besteet, eventuell och vun dem Park & Ride Sud respektiv deem neie Park & Ride, deen elo no bei der Fourrière wäert entstoen, een direkten Accès op dee Quai ze kréien. Well an derwäerts mussen d'Leit relativ wäit ronderëmlafen, fir op dëse Quai ze kommen. A wann do eng Méiglechkeet géif bestoen, mengen ech, wär dat och am Interesse vun alleguerten de Leit ronderëm.

Voilà. Aus deem Grond an, ben, ech mengen, allem deem, wat ech elo just opgezielt hunn, wëllt ech alleguerten deene Leit, déi heiru geschafft hunn - ech kucken hei op d'Tribün -, alleguerten de Büroen, déi un deem Projet geschafft hunn, ee grouse Merci soen. Ech wëllt awer och der Rapportrice, der Madamm Lorsché, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. An ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Dezember 2017 wäert an d'Geschicht vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg agoen. Ab leschestem Sonndeg



fiert zu Lëtzebuerg e modernen Tram, dat no-deems 25 Joer virdrun de Mouvement écologique déi sougenannte Knoflacher-Etüd fir e modernen Tram zu Lëtzebuerg mat private Gelder an Optrag ginn huet. Dat ass am Fong deen eenzege Saz, deen ech zur 25-järegger Vergaangenheet soe wäert. Ausser dem Hiweis, dass mir als LSAP ëmmer, ohne Wenn und Aber,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- ... zum Tram stoungen an dass eis LSAP-Ministère Robert Goebbels, Mady Delvaux a Lucien Lux ëmmer dru geschafft hunn, de Projet Tram virunzebréngen.

Säit leschtem Sonndeg ass deen éischte Schrëtt mam Tram um Kierchbiereg gemaach. Et kommen der elo successiv no, wann déi scho säit Längerem gestëmmt nach aacht Kilometer bis op d'Lëtzebuurger Gare fäerdeggestallt ginn.

Haut stëmme mer eemol eng Extensiou vum der Lëtzebuurger Gare Richtung Houwald bis op d'Cloche d'Or bei den neie Fussballstadion a Park & Ride an eng zweet Extensiou vum der Luxexpo bis op de Flughafen um Findel.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësen zwee Projet-de-loien a soen der Rapportrice Josée Lorsché e grouse Merci fir hir jeeweileg exzellente Rapporten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Här President, et bleift nach e bëssen Zäit. Da géif ech mer erlaben, nach e puer Iwwerleeungen ze maachen iwwer weider Tramsextensiousméiglechkeeten, déi wäit iwwert deen nächste Wahltermin vum 2018 erausginn.

Dobäi wëll ech mech awer elo net mat der ganzer Mobilitéitsfro beschäftegen, de Minister huet jo an der Kommissioun annoncéiert, dass am Fréijoer 2018 en Débat de consultation dorüwer wäert stattfannen. Dofir wëll ech mech haut just mat Mobilitéitsfroen beschäftegen, déi sech reng op den Tram beschränke wäerten an och passend zu deenen zwee Projekte vum haut sinn.

Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass den Tram eng Success Story wäert ginn ...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Ass! Ass!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- ...an ass, mä nach weider wäert ginn,...

(Hilarité)

...wéi dat a villen anere Stied op der Welt de Fall ass.

(Interruption)

Ech mengen, dat kann een a ganz Europa gesinn an dorüwer eraus.

Dofir si mir als LSAP frou, dass, als Äntwert op meng diesbezüglich parlamentäresch Fro de Minister dat och schonn des Éfteren duerno gesot huet, d'Extensiou vum Tram op der Stäreplaz an der Stad iwwert d'Areler Strooss an d'Plans sectoriels opgehoill gëtt. An zwar iwwer Stroossen, d'Areler Strooss, zu Bartreng laanscht dee grouse Supermarché, den Tossbiereg erof laanscht déi zweet Europaschoul, de Mamer Lycée a wahrscheinlech op Ufro vum der Regierung och d'École de la 2^e Chance, déi deemnächst soll am Mamer Gemengerot via eng Modifikatioun vum PAG op den Instanze-wee goen.

Den Tram gëtt dann duerch Mamer verlängert iwwert d'Areler Strooss weider bis op d'Kräizung mat der Autobunnsofpaart an -ausfaart vu Mamer a Kapellen, wou jo dann och dem Plan sectoriel no e grouse Park & Ride soll gebaut ginn.

Wann déi haut gestëmmt, éischt Extensiou bis op d'Cloche d'Or bei den neie Fussballstadion fäerdeg ass, jo, dann ass et och net méi wäit bis op Leideleng an déi Zone d'activité. An och dat huet de Minister schonn an Aussicht gestallt, fir et an de Plan sectoriel eemol opzehuelen.

Jo, a vu Leideleng ass et och guer net méi esou wäit bis op Esch an op Belval op d'Uni an esou weider. A wa mer laanscht d'Escher Autobunn eng Véloexpresslinn bauen, da kéint ee sech jo emol vläicht iwwerleeën, ob net och Plaz do derniewent wär fir en zweemol 2,65 m breeden Tram, deen eng Schneis brauch vum zéng Meter, fir eng Tramtrass, déi déi zwou gréisste Stied, Lëtzebuerg an Esch, matenee géif verbannen. Dat mat engem Train-Tram, ech wëll net soe BTB.

A wa mer eis dann déi haut ze stëmmend Extensiou bis op de Findel ukucken, da kéint ee sech awer vläicht och nach eemol Gedanke maachen dierfen iwwer eng Trass laanscht de Flughaf bis bei d'Eisebunn zu Hamm respektiv op de Cents. Mat engem iwwerierdeschen

Tram - dat ass jo elo déi nei Donnée - bräicht een do keen Tunnel ze bauen, well den Train-Tram ganz aner Penté fuere ka wéi en Zuch. En Zuch ka maximal 25‰ fuere, bieregop, bieregop, d'Regel dovunner ass 12,5‰, dat ass 1,25%. Den Tram packt 6%, bieregop, bieregop. Fir lech eng Iddi ze ginn: Dat ass esou géi wéi den Eecher Biereg, wann Der op Dummeldeng eroffuert. Do ass jo och den Tram an der Zäit gefuer.

Iwwerens wëll ech och hei drun erënneren, dass en Zuchprojet vum Hamm bis bei d'Luxexpo den 18. Dezember 2003 - dat ginn elo 14 Joer - hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, deen de fréieren Transportminister Henri Grethen den 11. Februar 2003 hei an der Chamber deponéiert huet.

Ech hu mer dat emol ugekuckt, well do nach ëmmer vum engem véier Milliarden Euro deiere Projet geschwat ginn ass. Am finanzéierungstechnesche Plang vum deemools war de Projet vum Hamm bis bei d'Luxexpo op 390 Milliounen Euro estiméiert ginn. An do ass interessant ze gesinn - ech hu mer en hei erausgeholl -, dass den Tronçon vum Hamm, Flughafen, Héienhaff bis quasi also op d'Tréier Autobunn 4,7 km laang war an op 172,75 Milliounen estiméiert war.

Dat wäeren, wann een déi haiteg Extensiou vum Findel, déi mer jo elo dann haut geneemegen, bis op Hamm weiderféiert, zimlech genau véier Kilometer. Dat ass och zimlech genau déiselwecht Distanz, déi e Sonndeg a Betrib gaangen ass um Kierchbiereg. A wann een do kuckt, déi 172,75 Milliounen vum 2003, wat dat kascht huet, an et géif ee sech do virstellen, net en Zuch ze bauen, mä en Tram - iwwerierdesch, ouni deieren Tunnel -, da kann ech mer net virstellen, wann ech de Gesamtpräis vum Tram kucken, deen ëm ronn 350 Milliounen läit, dass dat fir déi Suen do net ze maache wär.

Dobäi ass eng Ausso aus dem „Lëtzebuurger Land“ vum 8. Dezember 2017, also viru knapp enger Woch, ganz interessant. A wann Der erlaabt, géif ech déi hei zitieren. Am Artikel vum Peter Feist heescht et: „Kann sein, dass in ein paar Jahren neue Schienenverbindungen geschaffen werden, wenn das Wachstum anhält.“ Dat hu mer jo elo grad och héieren. „Vielleicht werden das Züge sein, vielleicht Train-Trams, vielleicht andere Fahrzeuge. Verkehrsplaner wissen, dass von Nutzern des öffentlichen Transports Schienenlösungen per se um 30% bis 40% attraktiver aufgefasst werden als ein Bus. Die Infrastruktur der Tram lasse sich auf jeden Fall auch für Train-Trams verwenden, teilt Luxtram auf Land-Anfrage mit.“

An da war e groussen Encadré an der Zeitung ze gesinn, ech liesen deen och vir: „Die Infrastruktur für die Tram könnte auch für Train-Tram-Züge verwendet werden - falls diese Idee aufkommen sollte.“

A wann een da weider iwwerleet an drun denkt, dass op der Stater Gare no der Demolitioun vum den CFL-Ateliere Plaz gemaach gëtt fir e fénneften an e sechste Quai, dat heescht fir véier Gleiser, an dass den Train-Tram och vum do aus direkt op Hamm kéint fuere iwwert deen zweeten neie Viaduc an iwwert déi zweegleiesch Streck, déi gebaut ginn ass a Richtung Sandweiler - well ech wëll drun erënneren, dofir sinn déi gebaut ginn -, da kéint ee sech do virstellen, dass bei dem zounemende Wuesstum et an der Mobilitéitsfro och kéint interessant sinn, un déi Léisungen nach eng kéier erunzegoen, well net jiddweree wëllt vläicht e Sightseeing duerch d'Stad maachen, wann en op de Findel, wou vill Aarbechtsplaze kommen, respektiv op de Kierchbiereg kënnt.

Wann dat elo net ze vill gëtt, da géif ech lech och nach virschloen, mech virtuell an de Süde vum Land ze begleeten, wou mer eng Léisung mat engem Bus à haut niveau de service, BHNS ofgekierzt, studieren, wéi mer dat d'lescht Woch hei an der Chamber jo decidéiert hunn.

Do wëllt ech awer drun erënneren, dass et aktuell méiglech ass - ech wëll doru just erënneren -, mam Zuch - a vläicht och eemol mat Train-Tram - elo schonn direkt an ouni ëmzeklamme vum Diddeleng op Esch an op Belval-Uni a weider op Péiteng, Rodange ze fuere, dat duerch dee sougenannte Beetebuurger Dräieck, wou soss fréier ëmmer d'Gidderzich gefuer sinn aus Frankräich Richtung Schmelz. A genausou ass et haut scho méiglech, vu Rémeleng, Téiteng a Käl op Esch, Belval-Uni ze fuere duerch de Schëfflenger Dräieck, och vu fréier, wéi de Minerai vu Rémeleng op d'Schmelz gefouert ginn ass. Dat kéint een dann eventuell e Südtram nennen, ouni natierlech ganz kloer de BHNS, dee Bus à haut niveau de service, a Fro ze stellen.

A wann ech mer dann nach dierft erlaben, lech virtuell matzehuelen an den Norden, wou et net onméiglech wär, sech virzustellen, dass op der aktueller Eisebunnstreck vum Ettelbréck op Dikrech - wou 1997 - 1997! - scho während

engem Weekend en Train-Tram gefuer ass als Demonstratioun, do gouf d'Catenaire, dat ass de Stroumabnehmer, vu 25.000 Volt Wiesselstrom op 750 Volt Gläichstrom ëmgeklemmt - en Train-Tram géif fuere.

An da kéint ee sech jo emol vläicht virstellen, iwwert d'Dikrecher Gare ewech vum Ettelbréck virunzufuere bis bei déi nei Ackerbauschoul zu Gilsdref. Wéi gesot, et wär vläicht derwäert, sech dat emol eng kéier ze iwwerleeën.

Mä ech mengen, dat do géif alles vläicht haut ze wäit féieren.

(Brouhaha)

Jo, haut! Haut féiert dat ze wäit.

Mä déi Mobilitéitsfro hei am Land, déi hu mer nach laang net geléist. A mir sollten eis alle guerten zesumme keng Denkverbueter operleeën an och kee lästegt - wéi den Här Marc Lies elo virdru gesot huet - Parteieplänkels méi leeschten, wéi mer dat déi lescht 25 Joer gemaach hunn, well d'Mobilitéitsfro hei am Land ass nach laang net geléist.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Här President, Merci fir d'Wuert. Wie war net schonn zu Wien oder zu Montpellier?

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Ech war a leschter Zäit e bësse méi oft do, well eng Duechter do studéiert huet. Awer déi Stied hunn eppes gemeinsam. Et kann een awer och do nach Basel derbäi nennen, et kann een Zürich derbäi nennen, et kann ee Kopenhagen an nach aner Stied nennen.

(Brouhaha)

Wann een de Ranking vum deene Stied am internationale Verglach kuckt, da leien déi Stied all wäit vir. Firwat leie se vir? Well d'Liewensqualitéit an deene Stied extrem héich ass. A firwat ass hir Liewensqualitéit esou héich? Well an all deene Stied an deene leschte Jorzingen en neit, performant Verkéiersmëttel do erakomm ass, nämlech zum gréissten Deel en Tram. Net nëmmen en Tram. Ech kommen dorop zrëck.

An all deene Stied, wou ee gär higeet als Tourist, ass eppes awer och wichteg: Et ass net nëmmen e Verkéiersmëttel, dat ee benotzt, et sinn der méi. Et ass ze Fouss goen, et ass de Vëlo, et ass en Tram, et ass en Zuch, et ass e Bus, et ass awer och den Auto. Et ass den Auto, deen ee brauch, fir op e Pôle d'échange ze kommen, e Pôle d'échange, deen een op enger Plaz fënnt, wou een zäitlech mat enger gudder Ukënnegung vum engem Trafic op en anert Verkéiersmëttel eriwuergeet (veuillez lire: wou een zäitlech mat enger gudder Ubannung vum engem Verkéiersmëttel op en anert eriwuergeet).

Den Tram an enger Stad mécht en anert Erscheinungsbild. En Tram mécht an enger Stad eng aner Liewensqualitéit. Gitt duerch déi Stied, wou een higeet, wou ee sech als Tourist gären ophält! Well, wat geschitt? De Kaméidi hält of, manner Loftproblemer, Loftqualitätsproblemer. An d'Etüde weisen et jo, wann den Tram bis op d'Gare fiert, kommen eng Abberzuel - ech hunn d'Zuelen net méi ganz am Kapp, ech mengen et sinn 2.000, iwwer 2.000 - Busfaarten op der Hauptstreck dann ewech. Et gëtt manner Kaméidi an ech denken, d'Erscheinungsbild ass e ganz anert.

An ech zitieren gären d'Stater Buergermeeschtesch,...

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- ...déi de Sonndeg...

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- ...déi de Sonndeg bei der Ouverture oder der Aweigung vum Tram am neien Tramsschapp gesot huet: „E schéinen Tram...“

(Interruption)

„E schéinen Tram fir eng schéi Stad.“ An ech denken,...

(Brouhaha)

...deen Zesummenhang weist, dass, wa mer zesummen an déi Richtung ginn, mer op dem richtige Wee ginn.

An den Tram ass och e siichtbart Zeeche vum enger Modernitéit. An ech denken, dass mer do endlech op dem richtige Wee sinn.

Knapps gouf en also de Sonndeg ageweit, sti mer haut schonn erëm hei, eng nächst Extensiou vum der Tramslinn ze stëmmen, obscho mer nach net de ganzen Tramstrajet, wéi mer en elo geplangt hunn, ëmgesat hunn.

Ech wëll awer fir d'Éischt och dem Minister Bausch Merci soe fir säin Engagement, seng Konsequenz, seng Ausdauer an Zilstrebekeet, dat ëmzesetzen, fir deem esou séier wéi méiglech och entgéintzegoen.

An et ass virdru gesot ginn, dass och déi viregt Ministeren hiren Undeel drun haten, fir dass mer op dee Punkt kommen. An dofir erlaabt mer, an dat konnt d'Rapportrice net selwer maachen, ech wëll hir awer en extra Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer dëst Joer net nëmme fir dese Projet haten, mä iwwert dat ganz Joer, wa mer gëscher am Budget gesot hunn: „Mir hunn e Paradigmewiessel“, an dass ganz vill Projeten, ganz vill Investitiounen iwwert den MDDI ginn, dann ass et ganz luewenswäert, wivill Aarbecht hannendrustécht, fir vill Rapporten hei kënnen ze presentieren. Dofir vum der ganzer grénger Fraktioun en décke Merci...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- ...fir déi gutt Fläissaarbecht iwwert déi ganz Zäit.

Ech hu gesot, den Tram ass a ville Stied, wou en haut fiert, wou en erëm nei entdeckt ginn ass, d'Réckgrat. D'Réckgrat léist awer net alles. An dat huet de Minister Bausch och viru Kuerzem an engem Interview gesot. Et kann net alles léisen. Déi éischt dräi Pôle-d'échange sinn e Sonndeg jo och an engems ageweit ginn: Et ass den Houwald genannt ginn, et ass ënnen elo de Pafendall mat dem Funiculaire respektiv hanne bei der Luxexpo jo och den drëtten Pôle d'échange gemaach.

An et ass dat, wat déi nei Mobilitéit vu muer wäert ausmaachen. Wa mer gewinnt sinn, haut vum engem Punkt A op de B mat mengem Bus ze fuere an och do erauszekommen, da wäert dat muer changéieren. Muer musse mer eis dru gewinnen, op en anere Moyer ëmzesteigen.

A wann do, wéi et ugekënnegt ass... An dat gesäit een elo um Kierchbiereg, wou déi nei Schëlder... D'Stad Lëtzebuerg huet dat jo och scho bei hire Busser, wann d'Faarten ugekënnegt ginn: „Ech brauch nach zwou Minutten ze waarden oder eng Minutt souguer, an da kënnt dat nächst Transportmëttel, wat eis weiderbréngt.“

An ech denken, dass dat schonn d'Ursprongsiddi vum MoDu war, wéi en deemools presentéiert ginn ass. Mir waren och fervent Befürworter vum deem Prinzip, nämlech vum där Mobilité durable fir muer, fir verschidde Mobilitéetsketten opzebauen, fir esou séier wéi méiglech vun A op B kënnen weiderzegoen.

Duerch déi Extensiou elo vum Findel bis op d'Cloche d'Or, praktesch bis deen neie Fussballsterrain, wann en da bis gebaut ass, ginn déi Hauptpölen dann elo matenee verbonnen. An awer duerch d'Extensiou, dass mer och gläichzäiteg Pöle-d'échange maachen, wéi den Héienhaff, komme sämtlech Verkéiersmëttelen, déi aus dem Oste kommen, praktesch op en Echange, a si gi weider an d'Land verdeelt.

An de MoDu seet jo net nëmmen, dass déi Verdeelung an der Stad gemaach gëtt. Déi fänkt scho vill éischter un. Déi huet zum Beispill och bei der Linn, wann ech den direkte Bus vu Réimech an d'Stad huelen, e Pôle d'échange zu Mutfert. Dat heescht, wann ech muer wëll op d'Cloche d'Or fuere, fuere ech net op den Héienhaff, mä ech klammern zu Mutfort erëm op en anere Bus, dee mech dann direkt op d'Cloche d'Or féiert an dee mech da vläicht op Gaasperech oder an den noen Émberäich vum der Stad erabrëngt.

Et geet drëms, dass mer wéi e Spannennetz op Lëtzebuerg leeën, wou mer déi eenzel Moyens de communication, Mobilitéetskommunikatiounen, matenee verbannen. An et ass dat, wat mer och an der Vakanz maachen, wat mer de Leit musse vermittelen, am Alldag ze maachen.

A wa mer dat bis verstanen hunn, wa mer dat kënnen ëmsetzen, wa mer d'Leit do kënnen mathuelen, dann, mengen ech, ass dat heiten e Succès. Da wäerte mer och déi Problemer, déi mer nach ëmmer am Autosverkéier hunn... Dann ass de Choix éischter gemaach. D'Qualitéit muss stëmmen. An dofir, all déi Hären, déi dann douewen sëtzen, garantéieren, dass an der Zukunft d'Qualitéit muss an de Vierdergrond gestallt ginn. An et ass dat, wat dat Wichtigst ass.

En anere Punkt wollt ech awer och nach soen: Mir müssen de Quellverkéier - esou gëtt dat ëmmer an der Literatur genannt - esou fréi wéi méiglech opfänken. De Quellverkéier ass do, wou en am éischten ufänkt. Dat ass do praktesch virun denger Hausdier. A wa mer de Quellverkéier vum eise Frontaliere fréi genuch



opfänken, net nëmmen op der Grenz, wat jo elo scho geplangt gëtt mat deene Park & Ride, mä iwwert d'Grenz eraus...

An dofir gi mir jo op Arel. Mir ginn a Richtung Thionville. Mir ginn a Richtung vu Pärle op der anerer Säit vu Réimech a Schengen. Do si mer amgaang an der Héicht vu Maacher. Ech weess, dass de Buergermeeschter vu Maacher och amgaang ass mat den Nopeschgemengen. A wa mer iwwert d'Grenzen eraus ginn, et ass do, wou déi meescht kënnen opgefaang ginn. A wa mer déi op e performante System eriwuerbréngen, dann, mengen ech, hu mer et gepackt. Dann, mengen ech, kéinte mer och domadder weidergoen.

A bei deenen Etüden, déi elo an der Preparatioun sinn, mat deenen Zuelen, déi de Minister eis an der Kommissioun gewisen huet, ass nach e Stéck ze maachen. Mir wollte bis 2020 mat dem éischte MoDu op en Modal Split kommen - wann ech dat elo nach richtig hei gesinn -: 25% Vëlo an ze Fouss goen; 56% Auto; an 19% ëffentlechen Transport. A wann ech haut kucken, si mer beim Fouss a Vëlo bei 14%, beim Auto nach ëmmer bei 69%, a beim ëffentlechen Transport bei 17%.

Dat heescht, mir si schonn um gudde Wee. Et bleift awer nach e gutt Stéck ze maachen. An dofir freeë mer eis op déi Zuelen, op déi Debatten, déi mer d'nächst Joer hei wäerten hunn, sief et iwwert de Wuesstum am Allgemengen, d'Entwécklung vum Lëtzebuurger Land. Mir freeën eis och op d'Debatt, wa mer déi am Abrëll hunn, iwwert de MoDu 2.0, dee fir 2020 virgesinn ass.

An dann, denken ech, esou wéi meng Virriedner dat och scho gesot hunn, dass mer déi Debatt no 25 Joer am Konsens elo kënnen ugoen, well mir brauchen hei jiddwereen am Boot: d'Gemengen am Boot, de Stat am Boot a schlussendlech eis Leit, eis Bevëlkerung an doriwwer eraus, iwwert d'Grenzen eraus, all déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, dass mer déi mat an d'Boot, mat an den Tram kréien. An dofir kënnen mir als Gréng nëmmen der Extensioun no riets an no lénks vun dëser neier Tramsbunn zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no 53 Joer ass jo endlech erëm de leschte Sonndeg den Tram duerch eis schéi Stad gefuer. Dat war ouni Zweifel en aussergewöhnleche Moment. Et kann een och vun engem histoiresche Moment schwätzen, well, wéi virdrun hei scho richtig bemierkt ginn ass: Eng modern Stad verkierpert sech haut virun allem awer och duerch ebe modern Transportmëttelen. An zu engem modernen Transportmëttel gehéiert jo ouni Zweifel och en Tram.

Et muss een elo scho feststellen, dass déi éischt Phas hei gutt, ech géif scho bal soen, ganz gutt realiséiert ginn ass; an enger Rekordzäit, kann ee soen. A wann een déi Infrastrukturen de Moment do analyséiert, wann een déi éischt Ramme gesäit, da kann ee méi wéi zefridde sinn. E flotten Tram, deen d'Stadbild och ouni Zweifel wäert verschéineren.

Vum technesche Standpunkt hier ass et och ouni Zweifel gutt, dass zwou Fuorkabinen an deenen eenzelne Ramme sinn. Wat jo och mat sech bréngt, dass Zäit gewonne gëtt. 450 Leit kënnen transportéiert ginn. An e ka jo bis zu 70 km, dat zwar nëmmen op enger begrenzter Streck, fueren, mä elo kann ee scho vun engem gewëssene Succès vun dem Tram schwätzen.

Sécher ass déi Streck, déi de Moment fonctionnéiert, nach relativ kuerz. Den direkten Impakt op de Verkéier an der Stad Lëtzebuerg kann een nach net ofschätzen. Dofir ass et wichteg, dass mer haut zwou weider Extensiounen hei wäerten decidéieren, déi awer dann, wa se bis definitiv fäerdeggestallt sinn, beweisen, dass de Verkéier an der Stad Lëtzebuerg vill besser an de Grëff geholl gëtt.

De Moment gi jo - an d'Madamm Buergermeeschtesch muss mech berichtegen, wann ech eppes Falsches hei soen - 37 Milliounen Passagéier d'Joer mat de Bussen transportéiert. Dat ass eng enorm Zuel. 1991 waren dat nëmme 15 Milliounen. Do gesäit een also schonn, wat fir eng Progressioun do och am Transport vun de Passagéier um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg virkomm ass. Et huet also

mussen op deem Gebitt ouni Zweifel eppes geschéien.

Déi rasant Entwécklung kenne mer alleguer. Mir kennen och d'Ursaachen. Op déi brauch een net weider hei anzegoen. An ech beruffe mech dann elo op eng Ausso, déi de Minister an engem Artikel vum „Lëtzebuurger Wort“ där Deeg gemaach huet, dass 2.200 Bussen u sech elo ersat ginn duerch d'Inbetriebnahm vum Tram.

Datt mer haut hei stinn, dass mer haut kënnen déi zweet Extensioun stëmmen, ass engersäits natierlech och de Verdéngscht vun enger viregter Regierung, besonnesch och vun dëser Regierung, awer och der Ennerstëtzung vun der Stad Lëtzebuerg, well och ouni d'Ennerstëtzung vun deene Responsabelen aus deene responsabele Schänneréit wieren all déi Realisatiounen net méiglech gewiescht.

Den Tracé virun allem op d'Cloche d'Or ass ganz wesentlech. Hei gëtt dann den Zentralpunkt virun allem och d'Gare. Mir wëssen och, dass vun der Gare aus ganz vill Trafic wäert weidergoen op de Ban de Gasperich. De Ban de Gasperich, deen de Mëtte schonn e puermol hei an der Diskussioun war.

Och do gesäit een eng immens Dynamik sech entwéckelen. Dat gesäit ee schonn un der Zuel vun de Kranen, am Fong geholl, kann ee scho bal soen, eng Explosioun vu wirtschaftlecher Dynamik, wou dann awer och nach schoulesch Infrastrukturen hikommen. An et ass evident, dass hei muss ganz kloer e Konzept entworfen ginn: Wéi kënnen mer déi vill Leit do all Dag dohinner drainéieren? An dann därefer mer jo och net vergiessen, dass och nach en neie Fussballstadion do gebaut gëtt. Et ass also héich Zäit ginn, dass hei e Konzept entworfen ginn ass, wéi den ëffentlechen Transport kann do verbessert ginn.

Et ass och evident, dass laanscht d'Piste vun dem Tram nach Vëlospiste kënnen amenagéiert ginn. Och dat, mengen ech, ass e wesentlecht Element vun der Mobilité douce. An dowéinst begrëisse mer, dass dat och do, wou et méiglech ass, elo direkt geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fluchhafen huet ouni Zweifel och eng rasant Entwécklung an deene leschte Joren hanner sech. Ech erënnere mech nach drun, wéi den Terminal B 2004 opgemaach gouf, dann awer erëm zougemaach ginn ass, an elo erëm op ass. Bon, doriwwer kann een och munch Kommentarer maachen. Dat maache mer awer elo haut net. A wann een awer gesäit, wéi d'Zuel vun de Passagéier sech do entwéckelt huet: Déi louch zum Beispill 1990 bei 1.072.264. 2015 waren dat der schonn 2.687.566. An d'Tendenz ass steigend.

Datt also de Findel och endlech un e modernt Transportmëttel ugeboun gëtt, ass méi wéi evident. Sécher hu mer de Moment relativ gutt Busverbindungen, mä dat geet net duer. Mir hunn och Taxien. Mir brauchen en Tram, esou wéi dat och bei all modernem Fluchhafen op der Welt de Fall ass.

Da muss ee jo nach eng Kéier drun erënnern: Mir hate schonn eng Kéier e Gesetz hei gestëmmt, dat war am Joer 2002, wou jo ursprénglech virgesi war, fir en Zuch un de Fluchhafen unzebannen. Sécher war dat och eng Iddi, déi deemools gutt geduecht war. Haut si mer natierlech frou, dass se net realiséiert ginn ass.

Et kënn natierlech dann och derbäi, bedéngt eben elo doduerch, dass herno de Fluchhafen mam Tram vun der Gare aus kann ugefuer ginn, dass souguer doduerch vläicht méi Eenheemescher net méi mam Auto op de Fluchhafen fueren, mä da mam Zuch op d'Gare, a vun do aus den Tram fir op de Fluchhafen huelen.

Hannert dem Centre de remisage ass jo dann och elo eng 100 m laang Bréck a Richtung Findel geplangt. An ech fannen et och do interessant, dass awer och versicht ginn ass, well jo do vill Bëton entsteet, der Asthetik do eng gewësse Rechnung ze droen an deem Sënn, dass och versicht gëtt, déi Brécken do méi flott ze gestalten. An och dat si wesentlech Elementer, wann ee wëllt, wéi gesot, eng flott a lieweg Stad amenagéieren.

Als Tëschestopp op de Findel ass jo dann och den Héienhaff virgesinn, wou jo e Pôle d'échange entsteet, e wichtige Pôle d'échange, wou jo och 4.000 Plaze fir d'Autoe reservéiert ginn. Dat bréngt dat mat sech, dass besonnesch déi Leit, déi aus dem Norde kommen, déi Leit, déi aus dem Oste kommen, net méi müssen direkt mam Auto an d'Stad fueren, mä do kënnen ëmklammen a sech dann op vill méi eng komfortabel Manéier bis an den Zentrum vun der Stad respektiv souguer spéider bis op d'Cloche d'Or kënnen bewegen.

Pro Stonn solle jo, wéi gesot, dann 10.000 Passagéier vum Findel op d'Cloche d'Or transpor-

téiert ginn. Dat packe selbstverständlech d'Bus-sen haut net. An dann därefer ee jo och net vergiessen, dass den Tram u sech jo awer méi flexibel ass. Dat, wat munchmol vergiess gëtt: Mä en huet en eegene Couloir. En ass net duerch Stau behënnert. An dat mécht natierlech och ganz vill aus.

Wann ee jo bedenkt, dass, wéi gesot, 420 Leit kënnen transportéiert ginn, dass am Duerchschnitt an engem Auto 1,1 Persounen sëtzt, da kann ee ganz séier ausrechnen, wivill Autoen mander den Dag an der Stad dat u sech kann ausmaachen.

Ech mengen, ee wesentlechen Aspekt, deen ech awer och nach wëll hei ervisträichen, dat ass d'Accessibilitéit. Et ass wichteg, dass och do un déi Leit geduecht gëtt, déi mander gutt mobil sinn, dass och, wéi gesot, mat der Gesellschaft ADAPTH Kontakt opgeholl ginn ass, fir eben och deene Leit, déi esou e Problem hunn, kënnen d'Accessibilitéit méi einfach ze maachen.

Et ass gëschter eng Motioun hei virgeluecht ginn, fir den ëffentlechen Transport gratis ze maachen. Mir als Demokratesch Partei sinn do awer vill méi staark reservéiert. Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Präisser awer duerch d'Bank hei zu Lëtzebuerg fir den ëffentlechen Transport sozial sinn. Et brauch een nëmmen drun ze erënnern, dass ee fir zwee Euro kann zwou Stonnen duerch d'ganz Land fueren, inklusiv, wéi gesot, den Tram. Eng Joreskaart kascht 440 Euro. Wann een da méi wéi 60 Joer al ass, kascht se jo och nëmmen 100 Euro. Also, och do muss een awer hei ënnersträichen, dass, ech mengen, dat scho sozial Elementer sinn, déi an der Präisgestaltung matintegriert goufen.

An da wëll ech och déi gutt Iddi hei ënnersträichen, dass den Tram jo bis Enn Januar elo emol gratis ass, fir eben d'Loscht op den Tram nach méi grouss ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, wann esou Tracé gemaach ginn, besonnesch deen a Richtung Findel, dass dat natierlech och e gewëssenen Agrëff an d'Natur bedeit. Dat hu mer scho gemierkt beim Centre de remisage, wou leider hu müssen eng Rei Beem dru gleewen. Deen aarme Gréngewald, dee jo schonn eng Kéier Blessuré krut, wéi d'Nordstrooss gebaut ginn ass. Op där anerer Säit ass eng elementar Verflichtung vun der Politik, fir dann awer och fir Kompensatiounen ze suergen. An duerfir muss och e Maximum un Naturschutzmoossname gemaach ginn. An et geet jo och ganz kloer aus dem Projet de loi eraus, dass dat och esou virgesinn ass.

Et ass ee Punkt, an deen ass hei virdrun och scho vun deem engem oder deem anere mentionnéiert ginn, dass ass dee vun dem Opstelle vun de Kameraen op den neuralgesche Punkten, fir eben do d'Sécherheet besser kënnen ze iwwerwaachen.

Och mir als Demokratesch Partei si jo vläicht besonnesch derfir bekannt, net onbedéngt Befirworter ze sinn, fir iwwerall Kameraen opzestellen an dass all Handgrëff vun de Mënsche soll iwwerwaacht ginn, mä och hei muss een awer vläicht mander puristesche denken a méi rational an och, géif ech soen, méi sécherheetsbezunn. An duerfir bedauere mer och déi Decisioun vun der Nationaler Datschutzkommissioun, fir, wéi gesot, op deene Punkte keng Kamerae virzugesinn.

Dat ass net onbedéngt fërderlech fir de Sécherheetsaspekt. Mir hoffen, dass do awer vläicht dann nach kann en Emdenke kommen, well et därefer ee jo awer net vergiessen, dass et am Ausland Gang und Gäbe ass, dass op deene méi geféierleche Punkte jo awer Kameraen installéiert ginn. Dat wier ouni Zweifel awer och am Sënn vun enger allgemenger Sécherheet. An et wier u sech net eng Anengung vun der Privatsphär.

Wa mer scho beim Volet Sécherheet sinn: Natierlech muss och de Foussgänger, den Autofuerer sech lues a lues méi un d'Präsenz vum Tram gewinnen. E muss wëssen, dass den Tram eng Prioritéit huet. Mä, ech mengen, och do ass dat eng Affär vun enger gewëssener Ulafzäit. Dann dierft dat och e vill mander grouss Problem duerstellen.

D'Organisatioun vun deenen zwee Chantiers wäert natierlech zu enger Rei vu Perturbatiounen, besonnesch am Verkéier, féieren. Ech weess, dass och - an zu Recht! - d'Geschäftswelt an der Zäit emol sech Suerge gemaach huet, wann Tracéen amenagéiert goufen. Dass dat natierlech och den Accès zu verschiddene Commercé beanträchtegt, ass gewosst. Och hei muss een also, wéi gesot gouf, esou vill wéi méiglech mat der Geschäftswelt zesummenkommen, fir dann och eben déi bescht-méiglech Léisungen ze fannen.

Wann een hei iwwert déi zwee Projeten diskutéiert, dann ass et evident, dass ee sech och Gedanken mécht: Wéi soll den Tram vu muer

ausgesinn? Wat fir eng Extensioun sollen nach virgeholl ginn? Ech denken do zum Beispill, wat den Niveau vun der Stad ubelaangt, un eng Extensioun a Richtung Hollerech-Zéisseng. Dat ass fir eis och e ganz wichtegt Element.

Da sinn och scho Stëmmen aus anere Gemengen, déi sech hei bemierkbar maachen, déi och wëllen eng Ubannung un den Tram hunn. Dat ass legitim. Dat ass berechtigt. Dat soll och sachlech iwwerluecht ginn, a gekuckt ginn: Wou kënnen mer nach gewëssen zousätzlech Linnen amenagéieren? Ech denken hei u Gemenge wéi Leideleng, Bartreng, Stroossen oder Mamer.

Et gëtt och nach aner Gemengen, déi Iddien hunn. Ech wëll dat awer elo net nach verdéiwen, well mäi Kolleg Gilles Baum wäert och nach hei Positioun bezéien, well och hien eng Virstellung huet, wéi den Tram vu muer nach kéint op anere Plazen ausgesinn.

(**Interruption**)

Jiddefalls, den Tram huet eng Neigebuert elo erlieft oder ass amgaang, se ze erlieden. Ech mengen, de leschte Sonndeg war en éischte wichtige Schrëtt do ënnerholl ginn. Mir sinn duerfir och der Meinung, dass déi zwou Extensiounen, déi mer haut stëmmen, wesentlech sinn. Doduerch entsteet méi e Ganz. An et ass och wichteg, dass mer e kohärent Schinnen-netz kréien. Dat, wat de Moment ass, ass flott, mä dat geet nach laang net duer. Wann, wéi gesot, déi zwou Extensiounen virgeholl sinn, dann huet den Tram ouni Zweifel un zousätzlecher Attraktivitéit gewonnen.

Natierlech därefer een awer och do, genau wéi bei dem Ausbau vun der A3, net ze vill naiv sinn an net mengen, mir hätten dann all Problem geléist. Och an Zukunft wäerte mer eis nach mussen mat anere Problemer do ofginn, wat den Trafic, net nëmmen an der Stad, mä och ronderëm d'Stad ubelaangt. Nach gëtt ze vill oft den Auto geholl.

An déi Etüd luxmobil - esou heescht se jo, Här Minister? -, déi Der eis elo kierzlech an der Kommissioun a graffen Zich virgestallt hat, huet jo och ganz kloer bewisen, dass den Auto nach fir ganz vill Deplacementer genotzt gëtt, wat net onbedéngt misst de Fall sinn. Wat jo besonnesch frappant ass, ass, dass jo ganz vill Studente mengen, si misste sech och mam Auto an hir Schoul deplacéieren. Och do muss ee sech awer vläicht emol eng Kéier méi Gedanke maachen, wéi mer kënnen hëllefen, d'Mentalitéit bei Verschiddenen do awer ze änneren.

An deem Sënn, wéi gesot, ginn ech awer elo schonn och den Accord vun der Demokratescher Partei. Mir si frou, dass mer haut déi zwou Extensiounen hei stëmmen a freeën eis drop, dass déi Aarbechten esou schnell wéi méiglech kënnen realiséiert ginn. Dass ass am Interêt vun enger besserer Verkéiersorganisatioun, virun allem um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och. D'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Merci, Här President. Jo, mir als ADR waren, mir sinn och nach ëmmer a mir bleiwen och haut nach géint déi falsch Léisung vun engem richtige Problem.

Mä d'Leit, déi an d'Stad wëlle schaffen oder akafe kommen, vun esou wäit wéi nëmme méiglech ofzehuelen, dass fannen och mir nach ëmmer richtig. De Knackpunkt ass a bleift an der Stad selwer. Eis Alstad ass an eisen Ae fir den Tram einfach net gemaach.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR). - Ze enk sinn d'Stroossen, ze grouss d'Nuisancen, déi de Chantier den Awunner bréngt, de Geschäftsleit bréngt, ze grouss de Stau, dee wäert op neuralgesche Punkten, wéi zum Beispill der Place de l'Étoile, entstoen an eisen Aen, ze grausam och d'Verschampléierung um Glacis an esou weider. J'en passe et des meilleurs.

Duerfir ware sinn a bleiwe mir Verfechter vun enger ënnerierdescher Léisung. Mir hunn déi Léisung „City Tunnel“ genannt, et kann ee se och „Metro“ nennen. Den Ennerscheid ass just, dass mir am City Tunnel mat besteeenden Zich oder mengetwege mam Tram ënnert der Stad erduerch gefuer wieren, ouni dass muss ëmgeklomme ginn.

Aus allen Himmelsrichtungen wieren déi Zich, oder eben den Tram... Ech hunn dem Här Negri seng Ausféierungen zu den technesche Virdeeler vun engem anere Genre Zuch héieren. Déi kommen aus allen Himmelsrichtungen, mä fuere virun der Stad an ënnerierdeschen Tunneln. An do kënnen d'Leit dann ënnerierdesch op deene Statiounen erausklammen,



wou se schaffen oder wou se wëllen hikommen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR).- En fait maacht Dir haut deelweis genau datselwecht: Schinnen, déi vu wäit - hei gëtt da vu Findel an Houwald a Cloche d'Or geschwat, an den Här Negri huet der scho vu méi wäit ugekënnegt, an en huet recht, der Uni Esch a firwat net der Grenz - bis an d'Stad kommen. Eng gutt Léisung! Den absolutten Ënnerscheed bleift awer, datt mir déi Schinne bannent der Stad ënnerierdesch geluecht hätten. Dat war, ass a bleift technesch machbar, net méi deier, an déi eenzeg richteg Léisung.

D'Extensionsiounen, iwwert déi Der elo hei diskutéiert, retten also vläicht eng falsch Léisung, mä et bleift an eisen Aen, zumindest fir d'Stad als solch, eng falsch Léisung.

Ech hunn dann nach eng speziell Fro an eng Motioun.

Meng speziell Fro un den Här Minister ass: Stëmmt et, datt eng Ofzweigung vun der Tramslinn um Kierchbierg geplangt ass? Um Boulevard Adenauer vis-à-vis vun der Europaschoul, do soll jo en autofräie PAP, genannt „Laangfur“, entstoen an och en zousätzleche Lycée. Ech hu mer soe gelooss: Wann een esou eng Linn géif dohinner zéien, da misst eng Ëmweltschutzzon, déi als Zone nationale klasséiert ass, do derduerchfueren. Wéi stitt Dir dozou? Stëmmt et, datt Der dozou positiv stitt?

An ech mengen, mir wëssen, datt déi Zone-nationalen haut Zone sinn, wou ee souguer fir e Picknick eng Autorisatioun vum Minister brauch. Et wier also interessant, dat dote gewuer ze ginn.

Da wëll ech och nach eng Motioun ofginn, well mer jo grad iwwert den Tram diskutéieren. An do geet et ëm LuxTram als solchen, dee jo zu 100% der Stad an dem Stat gehéiert, deen aussschliisslech um nationalen Territoire aktiv ass, wou awer fir d'Aarbechtsplaze Franséisch obligatoresch als Sprooch verlaangt gëtt.

(**Interruption**)

Jo, et ass esou.

Den Här Minister fir nohalteg Entwécklung huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu mengem Kolleeg Fernand Kartheiser geäntwert, et wier aus Sécherheetsgrënn néideg, datt do Franséisch als operationell Sprooch géif agesat ginn. Ech froe mech dann, wéi et da bei de CFL ass, gellt, Här Negri, wou d'Leit jo international aktiv sinn, firwat datt do dann d'Lëtzebuergesch duergeet. Oder sinn do Sécherheetsbedenke bei de CFL? Ech denken net. Ech gleewen einfach där Äntwert vum Här Minister net.

An eiser Motioun hätte mer gären, datt mer d'Regierung opfuerderen, datt bei LuxTram déi Plazen, déi an Zukunft ausgeschriwwen ginn, obligatoresch d'Lëtzebuurger Sprooch verlaangen an datt déi Leit, déi haut scho bei LuxTram agestellt sinn, besonnesch déi, déi am Kontakt si mat den Usageren, esou séier wéi méiglech Lëtzebuergesch léieren.

A schlussendlech, well de Fernand mech op déi gutt Iddi bruecht huet, den Här Kartheiser, hu mer dann och nach als drëtt Opfuerderung drugehaangen, datt solle Leit, déi fräiwëlleg an eiser Arméi waren, beim Rekrutement bevirdeelegt ginn.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

D'Chamber stellt fest,

- datt LuxTram zu 100% a Lëtzebuurger ëffentlecher Hand an ausschliisslech op engem klengen Deel vum nationalen Territoire aktiv ass;

- datt LuxTram fir Aarbechtsplaze Franséisch obligatoresch verlaangt, iwwerdeems Lëtzebuergesch an Däitsch nëmmen als Virdeel ugesi ginn;

- datt d'Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 de Gebrauch vun eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch a vun eisen Amtssproochen regelt;

- datt den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2795 dëst Bevirdeelege vum Franséischen als „operationell Sprooch“ mat Sécherheetsgrënn erkläert;

- datt d'Lëtzebuurger Eisebunn, obwuel si och international aktiv ass, an hire Berufsfuerderunge Lëtzebuergesch verlaangt,

fuerdert d'Regierung op, derfir ze suergen,

- datt LuxTram bei Plazen, déi an Zukunft ausgeschriwwen ginn, obligatoresch d'Lëtzebuurger Sprooch verlaangt;

- datt, déi Leit, déi LuxTram agestellt huet, a besonnesch déi Leit am Kontakt mat de Passagéier, esou séier wéi méiglech Lëtzebuergesch léieren;

- datt LuxTram beim Rekrutement Fräiwëlleger aus der Arméi besonnesch berücksichtegt.

(s.) Roy Reding.

► **Une voix.**- Hie mellst sech vläicht.

(**Hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Hutt Dir eppes do dergéint?

► **Une voix.**- Neen, ech hunn eigentlech näischt dergéint.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Da kréie mer elo e Militärtram, wann een dat richtig versteet.

(**Hilarité**)

Ech wäert mech kuerzfaassen, well, ech mengen, den Historique ass haut vun alle Säiten eng Dose mol gemaach ginn. Ech mengen, mir wëssen elo Bescheed. Et ass u sech keng Diskussioun iwwert den Tram, et ass eng Extensioun vum Tram.

Ech maachen awer dann e mini Historique, well ech ka mech erënneren, déi éischt Parlamentswahlen, déi ech aktiv matgemaach hunn, dat war 1999. An do war eng Wahlparty an do huet eng deemoleg Beamtin aus dem Transportministère traureg dragekuckt a mir gesot: „Elo ass den Tram dout“, oder „de BTB“, sot si deemools. A si hat net onrecht, well dunst ass d'OP an d'Regierung erakomm a mir hunn immens vill Jore verluer. Ech wollt dat just nëmmen erëm eng Kéier zur Erënnerung bréngen, well wou ech den Här Gusty Graas héieren hu schwätzen, dunst hat ech bal den Androck, datt een der DP iergendeng Kéier och nach misst Merci soe fir den Tram. Dat ass net de Fall.

Mir begrëssen natierlech, datt... Déi Ausweidung wäerte mer natierlech matstëmmen. Et ass eng ganz spannend Saach. Mir hoffen och, datt et weider Entwécklung wäert ginn, wat den Tram ugeet, well dat bestëmmt och néideg ass.

Ee Saz wollt ech awer nach zu de Kamerae verléieren. Ech mengen, et geet jo haaptsächlech drëms, wann een iwwer Sécherheet schwätzt, datt een och Personal am Tram huet, also souwuel, datt een derfir suergt, datt eng mënschlech Präsenz do ass; net onbedéngt iwwer Securityagencen, déi net onbedéngt déi Leit hunn, déi dofir forméiert sinn, mä datt ee wierklech och mat Mënschen eng Präsenz hätt.

An et kéint jo an déi Richtung goe justement, datt een eng Gratuitéit - an da schwätzen ech och schonn eng Motioun un - am ëffentlechen Transport hätt. Mir wësse jo, datt mer elo e puer Deeg d'Gratuitéit wäerten am Tram hunn, fir e schmackhaft ze maachen. Ech mengen, souwisou, dovun ofgesinn, brauchen d'Leit déi Gratuitéit net, fir e schmackhaft ze maachen, well deen ass scho schmackhaft esou. Mä e gëtt et nach méi, an do huet den Här Graas recht, wann e gratis ass. Dat wier och de Fall beim Bus, dat wier och de Fall beim Zuch. An dat muss een net onbedéngt op eng Woch limitéieren. Et kéint een dat permanent schmackhaft maachen.

An da kéint een och dat Personal, wat normalerweis misst do sinn, fir d'Ticketen ze kontrolléieren... Dobäi muss ech soen: Als Stater weess ech net, weini ech fir d'lescht an engem Bus kontrolléiert gi sinn. Et ass net schlëmm, mä bon, et ass egal. Datt een dat Personal awer och kéint benotzen, fir en anere Service un d'Usageren ze ginn. Dat wier eng interessant Saach. An do kéint ee sech vläicht och d'Fro vun de Kameraen erspueren.

Voilà! Mir wäerten déi zwee Projet-de-loien natierlech ënnerstëtzen. An ech ginn dovunner aus, datt mer d'Motioun herno huelen? Da brauch ech net...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Jo.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Voilà! Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och. Dann d'Madamm Polfer. Ausser der Rei, oder? Well Dir sidd nach ageschriwwen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ausser der Rei.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Ausser der Rei! D'Madamm Polfer ausser der Rei als Reaktioun.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Ech probéieren awer, an der Rei ze schwätzen.

(**Hilarité**)

Neen! Ech fille mech awer elo wierklech genéidegt, ganz kuerz d'Wuert ze huelen. Ech weess net, Här Wagner, ob Der e Sonndeg do waart, wéi mer eben den Tram...

(**Interruption**)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Aah!

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Voilà, dat gesäit een. Well soss hätt Der dat net kënne soen, wat Der elo gesot hutt. Ech mengen, souwuel den Här Minister huet et ganz kloer gesot, wéi ech selwer och: De BTB ass net 1999 gestuerwen duerch d'OP, mä de BTB ass vu sech selwer gestuerwen, well en net machbar war. A souwuel den Här Minister huet dat gesot...

2003 koum d'Etüd eraus, datt de BTB technesch net machbar wier. Dat hunn d'CFL gesot, an dat huet och de Bureau d'étude, dee selwer awer de BTB...

(**Interruption**)

Dach, dach, dach.

...dee selwer de BTB gemaach huet. Ech wëll elo den Numm net hei soen, mä dee Projet, dee 1994 sollt op d'Schinne gesat ginn, dat war den Zuch duerch d'Stad. Dat war net den Tram, esou wéi en eben elo ass. Dat war den Zuch-Tram, deen op deenen nämlechte Schinne sollt duerch d'Stad kommen, wéi en iwwert d'Schinne vu Beetebuerg sollt erakommen.

Effektiv, ech perséinlech, an ech hunn dat dee Moment e Sonndeg gesot, hunn dorun ni gleeft, hunn der Bunn...

(**Interruption**)

Jo. De Bus-Tram-Bunn!

An deen ass senges eegenen Doudes gestuerwen, well déi nämlechte Leit, déi deen op d'Schinne wollte setzen, hunn herno mussen alles nokucken an den Etüden, déi hu selwer musse soen, datt dat technesch net méiglech gewiescht wier.

Mä, wéi gesot, den Här Minister wäert jo nach Stellung huelen. Hien huet et e Sonndeg selwer och nach eng Kéier gesot. Do sinn also effektiv zéng Joer - zéng Joer! - verluer gaangen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Gilles Baum elo d'Wuert. Den Här Wilmes huet verzicht.

► **Une voix.**- Wéi dann?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Den Här Serge Wilmes huet verzicht.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Très bien!

► **Une voix.**- Très bien!

(**Exclamations**)

► **M. Gilles Baum** (DP).- Très bien! Et ass gutt. Da sinn ech dee Leschte fir dëst Joer? Dat ass gutt.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, haut stëmme mer d'Extensioun vum Tram a Richtung Cloche d'Or an a Richtung Findel, Projeten, déi eng etlech Rei Joren no vir gezu ginn. An dat ass och gutt esou.

An dobaussen an der Diskussioun gëtt och scho geschwat iwwert d'Extensioun Richtung Stroossen, Bartreng, Mamer, Leideleng. An och dat ass gutt esou.

Wa mer wëllen de Verkéier aus der Stad eraushalen - an ech mengen, do si mer eis alleguer eens -, da musse mer de Verkéier virun der Stad opfänken. An do wäerte mer mussen an Zukunft kreativ ginn a mir wäerte vläicht mussen an Zukunft e bësse méi queesch denken, e bësse méi Querdenker spillen, fir der Situatioun Här ze ginn.

Ech hunn de Sonndeg d'Riede ganz interesséiert gelauschtert am Tramsschapp. An et ass vill dovun geschwat ginn, dass, wann een e Projet wëllt ugoen, ee muss eng Visioun hunn, dass ee muss dru gleewen, dass een haartnäckeg muss sinn a virun allem dass een och e laangen Otem muss hunn. Eppes feelt mer awer, an ech mengen, wann ee wëllt eppes realiséieren, da muss ee sech matzäite mellen an da muss ee matzäiten och de Fanger weisen.

Wann ech moies d'Neiegekeete lauschteren, esou wéi Dir och, Kolleeginnen a Kolleegen, dann héieren ech ëmmer nëmme vum Stau op der A1, op der A7, op der Escher, op der Diddelenger, mä komescherweis gëtt ni iwwert dat geschwat, wat sech op der lechternacher Streck ofspillt, op der N11, op der E42. An do ass regelméisseg an och all Dag, all Dag moies an owes Rückstau vun dräi bis véier Kilometer bis zur Opfaart erop op d'A7, déi dann zesummekënnt mat der Nordstrooss.

Wat fir eng Leit sinn dat, déi do moies am Stau stinn? Dat sinn eis däitsch Kolleegen, net déi mam TR-Zeechen, mä déi mam Bitburger Zeechen, déi do stinn. An et sinn haaptsächlech d'Awunner aus dem lechternacher Kanton, aus de Gemenge Bech, Beaufort, Bäerdref, Konsdref, Waldbëlleg, lechternach, Rouspert an natierlech och aus der Gemeng Jonglënster.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- De ganzen Osten!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Neen, et ass net dee ganzen Osten. Et ass ee vun dräi Kantonen, Här Gibéryen, awer net déi mannst.

Wann d'Extensioun Richtung Findel 2021 ofgeschloss ass, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, da wär ech frou, wa sech am MDDI, am Ministère, zesumme mat alle Servicer sech géif Gedanke gemaach ginn, fir och e Pôle d'échange op de Waldhaff ze kréien. E Pôle d'échange fir Bus, fir Auto a fir Tram um Waldhaff, wéi gesot. Ech mengen, do misst mer terrainsméisseg keng Problemer hunn, well mir hunn do e ganz groussen Terrain leien. An alleguerten déi Leit aus deene Gemengen, déi ech elo opgezielt hunn, déi wäerten doudsécher net iwwert den Héienhaff fueren, fir an d'Stad ze kommen, well dat e risegen Ëmwee wär.

Ech weess, dass dat do net wäert haut a muer geschéien. Duerfir hunn ech lech jo virdu gesot, dass ee muss fir Projeten e laangen Otem hunn. An ech wär dann och frou, wa mer mat deem dote Projet fäerdeg wären, wa mer géifen d'Schinnen duerch déi drëtt Bunn am Gréngewald leeën, fir op Jonglënster ze kommen, fir an d'Gemeng Jonglënster mam Tram ze kommen. Duerfir, Här Minister, ech weess, dass dat do net fir haut a muer ass, mä an der Politik muss een, wann ee gären eppes hätt, de Fanger matzäite weisen.

Firwat d'Gemeng Jonglënster? Et ass net nëmmen déi gréisst, et ass net nëmmen déi, déi bei Wäitem déi meeschten Awunner huet, et ass net nëmmen déi Gemeng, déi och déi meeschten Aarbechtsplazen huet, et ass haaptsächlech eng CDA-Gemeng an et ass eng Gemeng, wou all Dag, haut schonn, 17.000 Autoen iwwert de Contournement fueren. An Dir sidd sécher, et wäerten där 17.000 Autoen net manner ginn.

Ech si mer ganz bewosst, dass mer dat doten net vun haut op muer kréien. Ech si mer ganz bewosst, dass mer alleguerten zesummen, fir esou e Projet ze realiséieren, laang Zäit brauchen. Méi wéi 10 Joer mat Sécherheet, vläicht 15. Mä ech kommen nach eng Kéier op dat zrëck, wat den Här Minister am Tramschapp gesot huet: „Wann een e Projet am Kapp huet, da muss een dru gleewen.“

An, Här Minister, ech gleewe ganz staark drun, dass mir zwee an 10 oder a 15 Joer vu Jonglënster mam Tram bis an d'Stad wäerte fueren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ech wënschen lech et!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Si keng weider Wuertmeldungen? Den Här Negri? Jo, Dir hutt nach Riedezäit.

(**Brouhaha**)

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Ech hat a menger Ried ganz bewosst gesot, dass ech op déi 25-järeg Geschicht vum Tram net méi wëllt zrëckkommen. Mä ech wëll awer soen, dat hunn ech ganz bewosst gemaach, an ech hunn och ganz bewosst versicht, en Ausblëck ze ginn, wat ee ka maachen, virun allem a Richtung vun deem, wat sengerzäit de BTB oder den Train-Tram vun der Knoflacher-Etüd war. An ech muss soen, dass ech dat och ganz bewosst gemaach hunn, aus deem Grond, well dat einfach net richtig ass, well a kenger Etüd jeemools geplangt war, en Zuch duerch d'Stad ze bauen.

Dat ass einfach net richtig! Et war virgesinn, en Train-Tram ze bauen. An ech mengen, mer hu jo hei ee Kompromiss fonnt - dat ass de Sonndeg och gesot ginn -, 2005, 2006 konnte mer eis eenegen op en Tram léger, wéi dat heescht, deen immens flott ass a wou mer jo och net méi sollen doriwwer diskutéieren. Mä ech mengen, et soll een awer och bei der Saach bleiwen. Ech hu kee Problem dermat, dass keen Train-Tram duerch d'Stad fiert. Dat ass absolutt richtig! Mä dat war ni en Zuch. Ech wëll dat just nach eng Kéier ënnersträichen.

► **Une voix.**- Très juste!

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Dir hutt ganz recht, et war een Train-Tram.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Et war en Train-Tram geplangt duerch d'Stad Lëtzebuerg.

(**Interruption**)

Dat war just keen Zuch. An dofir mengen ech, hunn ech ganz bewosst nach eng Kéier déi Projeten opgezielt, wou ech mengen, dass et derwäert ass, fir dass een awer trotzdem beim Train-Tram net einfach mécht, wéi wann dat eppes wär, wat net ze maache wär ronderëm d'Stad, am Süden oder am Norde vum Land.

Ech hu virun dat Beispill geholl - kommt, mir huelen dat! - am Norden, vun Dikrech an esou



weider. Ech mengen, dat mécht awer vläicht Sënn, sech an Zukunft Gedanken doriwwer ze maachen, well déi Mobilitéétsfro, ech mengen, den Här Gibéryen huet et virdru gesot, mir kommen do einfach net no. An et geet net duer, mat engem Moyaen ze soen: Dat ass elo d'Léisung. Ech mengen, mir mussen all déi Moyaenen cumuléieren. Dofir kënnst jo déi Debatt, wéi den Yves Cruchten gesot huet, fir d'Autobunnen ze vergréisseren an esou weider. Mä mer sollten awer och vläicht deen Train-Tram net elo verdamen, dass dat wierklech eng Katastroph war.

Ech mengen, wa mer eis doriwwer eens sinn, da wär kee Problem do. Ech wollt dat just, wann Der erlaabt, nach eng Kéier soen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. An elo kënnst den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, ganz schnell, fir dass ech keng Zäit hunn, fir nach eng Fro ze stellen.

(*Hilarité*)

► **Une voix.**- Très bien!

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt hei soen, dass ech immens frou sinn, dass, bis op dräi Ausnamen, hei eng richteg Trambeegeeschterung ausgebrach ass an deem Parlament. Well wann ech hei alles nogelasscht hunn, wat hei alles gefuerdert gëtt, ech mengen, da gëtt et kee Stéck méi am Land, wou net herno en Tram fiert.

(*Hilarité*)

Neen, Wolz. Ech mengen effektiv, de Buergermeeschter vu Wolz war deen Eenzege, dee sech net gemellt huet, ...

(*Hilarité*)

... mä fir de Rescht mengen ech, war zimlech alles ...

(*Interruption*)

Péiteng och nach? Okay, da maache mer en och nach op Péiteng.

(*Hilarité et brouhaha*)

Neen, Här President, Spaass beisäit. Ech wëll vläicht am Ufank e puer Wuert soen iwwert déi zwou Extensiounen, déi geplangt sinn, awer ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll der Madamm Lorsché Merci soe fir hire gudder mëndlechen a schrëftleche Rapport, wou alles dran ass, ëm wat et geet.

Fir d'Éischt emol zu deem Deel op d'Cloche d'Or, Ban de Gasperich, Houwald, fir deen unzabannen. An ech muss soen, et läit mer wierklech um Häerz, ze betounen, dass dat deen allerwichtigsten Deel ass, dee relativ schnell oder esou schnell wéi méiglech muss gebaut ginn. An ech muss och soen: Et ass richteg, dass mäin Haaptsoeci war, wéi ech an d'Regierung komm sinn, fir de MoDu, deen ech 2012 och begréisst hunn an der Opposition, esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. Ech muss alerdéngs soen - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen -, dass am MoDu den Tramausbau dohinner eréischt virgesi war fir 2030.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Horizont 2030!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Horizont 2030, Här Wilmes, dat ass net Horizont 2021. Do si mer ons jo awer eens, neen?

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- An net 2030!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, dat sinn zéng Joer virgezunn. Gitt eis dee Meritt, dass mer dat awer agesinn haten! An ech wousst och firwat. An ech wousst och firwat! Den Här Wilmes huet mer eng Fro ze stellen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Soll ech em d'Wuert ginn?

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, selbstverständlich.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Wilmes, ech ginn lech d'Wuert.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Neen. Ech hat jo virdru de Choix getraff, näischt ze soen.

(*Brouhaha général*)

► **Une voix.**- Très bien!

Well ech wosst, ech hunn drop gewaart, ...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech mengen, et wier och besser gewiescht, Dir wäert dobäi bliwwen!

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Ech hunn näamlech festgestallt, dass et net géif erëmkommen. Mä elo sot Der et awer nees. Mä Dir musst awer fairerweis zouginn, kee Mënsch,...

► **Une voix.**- Stellt Är Froen!

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Och elo d'CSV, mir sinn natierlech frou, dass dat éischter geschitt ass. Mä esou stoung et awer och an der Dokumentatioun dran! An dat ass awer ni erwänt ginn! Et ass eng Kéier en toutes boîtes erausgaangen am ganze Land, wou de Phasage erkläert war. Do stoung dran Horizont 2030, an et stoung erkläert ënnendrenner, dass et natierlech géif ofhänke vun der sozioekonomescher Entwécklung vum Land an notament vun der budgetärer Situatioun. Ech kann lech dat hei virliesen, ech hat et eng Kéier erausgedréckt.

► **Une voix.**- Neen!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Wilmes, Der sidd...

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- An dat heescht, deemools ware mer 2012 an enger Situatioun, wou mer an enger Kris waren, wou mer net wossten, ob mer déi Suen hätten, fir et esou séier ze maachen. Awer keen, kee contestéiert, och mir net als CSV, dass et gutt ass, dass dat elo séier gemaach gëtt. Mä mer wäer just frou, wann endlech géif opgehele ginn, ze soen, dass wär eréischt 2030 geplangt gewiescht. An „Horizont“ ass approximativ, dass ass ongeféier, an et hätt näischt verhënnert, dass éischter ze maachen, wat Der jo gemaach hutt. Voilà!

(*Brouhaha*)

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, do war zwar keng Fro dran, mä ech wëll awer nach eng Kéier dorobber agoen, fir dem Här Wilmes ze soen,...

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Sidd Dir och där Meenung, dass dat awer net falsch ass, wat ech gesot hunn?

(*Hilarité générale*)

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech sinn där Meenung, Här Wilmes, dass Der dat Dokument natierlech gutt gelies hutt an et och richteg zitiiert. An zum Horizont 2030 soen ech lech, d'Strukturdaten, wéi Der se nennt, wivill Aarbechtsplazen am Ban de Gasperich an op der Cloche d'Or, um Houwald géifen entstoen, déi waren 2012 glaskloer. Well 2012 war scho relativ kloer, wat éischens do war an och wat an den nächste Jore géif dohinner kommen.

An ech kann lech soen, dass ech mat där Kap, déi ech virdrun hat, déi Dir elo hutt, dass ech mech mat där Kap als Mobilitéétschaffé scho Jore virdrun duerfir agesat hunn an ëmmer sougutt dee viregte Minister wéi deen, deen nach virdrun do war, versicht hunn ze drécken, dass, wann ech gelift, deen Tram soll direkt gebaut gi bis op d'Cloche d'Or erop, well ech einfach der Iwwerzeegung war, dass dat unerlässlech wär, wann déi Cloche d'Or an de Ban de Gasperich nach solle fonctionnéieren. Also déi Strukturdaten, déi hunn 2012 ganz kloer erginn, dass een dat direkt misst maachen an net eréischt no 2020.

An da wëll ech lech och soen, wat de Finanzement ubelaangt: Also mir hunn 2014 hei dat éischt Finanzéierungsgesetz gestëmmt. Dat hutt Der matgestëmmt. Parallel dozou hu mer eng Motioun eraginn. An déi Motioun huet mer et iwwerhaupt eréischt erlaabt, dass ech d'Studie kéint maachen, fir dass mer fir 2021 dat heite fäerdegkréien.

Dir hutt déi deemools net gestëmmt mam Argument, well Der gesot hutt, de Finanzement wier net kloer. De Finanzement war deemools genausou kloer wéi haut. Well ech hunn deemools gesot, dass d'Regierung an d'Koalitionsofkommes drageschriwwen huet, dass de Stat sech géif engagéieren a verflichten, dass esou séier wéi méiglech ze bauen, well mer déi Strukturdaten eecht geholl hunn, an dass de Stat géif 100% vum Finanzement iwwerhuelen. A genau dat steet hei an deem Gesetzestext dran. Dir hutt dat deemools net matgestëmmt. Kommt, mir sinn awer fair, da soe mer dat esou!

Ech si frou, dass Der haut Är Meenung geännert hutt. Ech fannen, am Liewen ass et net esou, dass engem eng Zack aus der Kroun erausfällt, wann een eng Kéier seet: Ech hu meng Meenung geännert. Ech si frou, dass Der se geännert hutt an dass Der haut d'Gesetz matstëmmt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll

awer dann och soen, dass deen aneren Deel op de Findel zwar vläicht net gradesou wichteg ass wéi deen op der Cloche d'Or - deen op der Cloche d'Or ass méi urgent -, mä deen op de Findel ass och ganz wichteg.

Firwat? Mä weinst dem Héienhaff a well ronderëm de Findel natierlech vill Aarbechtsplazen entstinn a ganz vill Leit vun do kommen. An et gëtt esou gebaut vun den Accèsen, dass natierlech mat deem Park & Ride, e grouse Park & Ride, deen dohinner kënnst, ganz kloer eng ganz nei Méiglechkeet geschafe gëtt, fir do de Verkéier ze entlaaschten, haaptsächlech och dann eben um Kierchbiere op deenen Accèsen, wou mer wëssen, dass mer haut grouss Problemer hunn, well déi Leit kënnen do op den Tram herno an Zukunft ëmsteigen.

Also déi zwou Extensiounen si wichteg. Natierlech ass den Timing extrem serréiert. Et ass ambitieus, fir den Dezember 2021 dat fäerdeg ze hunn. Mä ech mengen, et ass e puermol gesot ginn, och vum Här Lies: Et muss ee sech hei ambitieus Ziler setzen, fir dass ee weiderkënnst. Et ass och esou, den Här Lies huet eng ganz Rei richteg Remarquë gemaach am Zusammenhang mam Houwald. Mir hunn elo emol eng Konventioun zesummen ausgehandelt an ausgeschafft, déi ënnerschriwwen ass tëschent dem Stat an engem grouse Propriétaire vun Terrainen an der Rue des Scillas, déi mer brauchen. Et sinn nach zwee aneren.

Ech muss awer soen, do sinn d'Gesprécher och ganz positiv a ganz konstruktiv. Déi wollt just net mat op de Wee goe vun enger Konventioun, mä si hu gesot, si wëlte separat mam Stat den normale Wee fuere vun Emprise verkaufen, oftrieden un de Stat. An ech mengen, dass ass elo dem Stat a mir zimlech egal. Ech mengen, et geet eis drëms, dass mer hei séier weiderkommen.

Do ass och eng Entreprise derbäi, ech mengen, déi iergendwann eng Kéier mëttelfristeg wäert wahrscheinlech vun do fortgoen. Mir hëllef och, dass déi en aneren Emplacement fënnst, souguer een, dee besser läit fir si als Entreprise wéi haut. Mä ech mengen, dass déi Gesprécher ganz gutt lafen, an ech si ganz optimistes, dass mer dat hikréien.

An och, Dir hutt zu Recht d'Fro opgeworf vun den Haiser, déi elo... Do sinn een, zwee Haiser e bëssen duerch Emprise betraff. Do lafen d'Diskussiounen awer och ganz gutt, muss ech soen. Mä virun allem hunn d'Leit sech natierlech Suerge gemaach, ob dat net géif Kaméidi maachen. An ech mengen, d'Gesprécher sinn och do ganz gutt.

A mir hunn hinne versprach, also LuxTram esou gutt wéi Ponts et chaussées, dass am Kontext vum Embau vun der Strooss wéi och vum Tram - den Tram läit zwar op där anerer Säit, deen ass elo net esou direkt betraff - natierlech alles gemaach gëtt, wéi Kaméidisetüden, a gekuckt gëtt, och Mesuren ze ergreifen, dass keng Nuisance fir déi Leit do ass. An ech muss och soen, dass déi Gesprécher och ganz positiv waren.

An dann zu där Fro mat dem Ausbau vun der Gare Houwald, also dem Accès eriwuer a Richtung Ban de Gasperich. Ech mengen, dass ass ganz kloer och mäi Wonsch. An ech hu sougutt de CFL wéi och de Ponts et chaussées gesot - well d'Ponts et chaussées fänken d'nächst Joer un, d'Busgare ze bauen op där anerer Säit -, dass mer direkt dee Foussgängeriwergang matbauen. Dat misst relativ gutt goe parallel zu dem Bau vun der Busgare.

Dat heescht, dass scho laang virdrun, ier de Pôle d'échange, also déi ganz Gare fäerdeg ass an den Tram do ass, et mindestens scho vun der Gare Houwald och iwwer ee Fousswee an och souguer vläicht e Véloswee méiglech gëtt, fir Richtung Ban de Gasperich an op de Park & Ride ze kommen, wat sécherlech an der Iwwergangsphas, déi net einfach gëtt, vill hëlleft.

Ech mengen, mir müssen eis hei bewosst sinn, 2019 wäerten do ganz, ganz vill Aarbechtsplaze bäikommen an dann hu mer nach net den Tram an och net de Pôle d'échange a senger kompletter Versioun, déi ganz Gare, wéi se herno wäert fäerdeg sinn an esou weider. Dat gëtt eng ganz schwierig Phas, obscho mer d'Boulevard bis dohinner fäerdeg kréien. Ech mengen, Dir gesitt jo...

(*Interruption*)

Gelift?

► **Une voix.**- A mir hunn de Stadion.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, genau. Also ech mengen, dass dat eng schwierig Phas gëtt a mir musse kucken, dass an där Iwwergangsphas do, bis dann den Tram an d'Pôle-d'échange fäerdeg sinn, alles wierklech esou gemaach gëtt, dass méiglechst vill Méiglechkeeten awer kënnen bestoen, fir dohinner ze kommen.

Och de Busreseau ass jo schonn ëmorganiséiert ginn haut, sougutt d'Stad Lëtzebuerg huet zwou Buslinnen organiséiert, déi elo wäerten d'Gare scho bedéngen an eriwuerfueren an de Ban de Gasperich, wéi mir och um Niveau vum RGTR hunn eng Rei Linnen esou geluecht, dass mer vun do eng Verbindung kréien.

An dat ass och e grouse Gewinn, muss ech soen, well ganz vill franséisch Frontaliere schaffen an där Aktivitéitszon do, an deenen Aktivitéitszonen do. An déi wannen natierlech och elo haut, genausou wéi een, dee vum Norden erokënnst, scho mat der Gare Houwald enorm vill Zäit, well déi net méi op d'Gare Lëtzebuerg brauchen ze fueren an da mat engem Bus erëm komplizéiert zréckzufueren. Déi hunn en direkten Accès eben op hir Aarbechtsplaze vun do.

Zu dem weideren Ausbau duerno, dass heescht de regelrechte Contournement vun Alzeng, wat jo dat lescht Stéck ass, do si mer amgaange mat der EIE, do ass déi éischt Phas ageleet. Dat heescht, den Environnementsministère an och de Ministère de l'Aménagement du territoire, déi hunn d'Këschte mat den Dossiere scho kritt. Déi hunn en Delay vun dräi Méint, wou se müssen hir Avisen ofginn. Dat wäert da bis Enn Mäerz fäerdeg sinn. Ech ginn dovun aus, dass mer Abrëll, Mee an d'ëffentlech Prozedur gi fir dee ganze Contournement an dem Kader vun der EIE, soudatt mer dat nach virum Summer kënnen ofschléissen an dass dann ab Hierscht, géif ech emol soen, d'Stroossebauverwaltung kann um APD schaffen.

Dann nach zu deene ganzen Ausbaupropositionen, déi hei gemaach gi sinn. Ech wëll elo net op déi eenzel Detailler agoen. Ech mengen, dass mécht net ganz vill Sënn. Ech wëll just soen, dass mer sollen oppassen, bei aller Freed, déi ee kann hunn, fir elo iwwerall Trammen ze bauen: Mir müssen haut an eise Mobilitéitsbedierfnisser, déi mer hunn, op d'Multimodalitéit setzen. Dat heescht vum Foussgänger bis zum Auto, alles, d'ganz Kette vu Mobilitésträger, déi et gëtt, mussen mer notzen an intelligent notzen a matenee verknäppen. An da mécht et net ëmmer Sënn, elo ze mengen, mer géifen iwwerall mam Tram de Problem léisen.

Éischens kann den Tram nëmme fonctionnéieren am Zesummespill mam ganze Rescht an zweetens gëtt et Plazen, wou et vläicht aner Verkéiersmëttel gëtt, déi weinst der Capacitéit, déi mer brauchen, duerginn, also wou mer net onbedéngt en Tram musse bauen. Also d'Beispill vun der N11: Mir si ganz an den Detailstudien, fir vum Waldhaff eng Busspuer op de Kierchbiere ze bauen. An do kënnst dann e Bus-Pôle d'échange um Waldhaff. Dat géif ganz vill hëllef fir d'Leit, déi vun der lechternacher Streck kommen, dass déi mat de Busse ganz schnell op de Kierchbiere kommen oder vill méi schnell wéi haut. Mä wéi gesot, dee Projet ass an der Schlussphas a léisst sech och maachen. An et gëtt och eng Studie gemaach, wéi mer vun do aus weiderfueren.

An ech mengen, et muss een einfach realistesch sinn. Am Moment, vun der Capacitéit hier, ass dat zum Beispill an där Richtung dat, wat mer do brauchen. Mä fir de Rescht géif ech soen, alles dat, wat hei opgeléicht ginn ass, mir hu jo zwou Saache gemaach als Ministère: Mir hunn éischens déi Luxmobil-Studie gemaach, déi jo ofgeschlossen ass, wou mer amgaange si mat der Auswärtung, wou mer vun engem éischten Deel schonn déi grob Zuelen ausgewäert hunn.

Mä do sinn Honnerten an Dausenden Detailzuelen, déi wäert ech am MoDu all virstellen: d'Gewunnechte vun de Leit, firwat maache se dat eent an net dat anert, jee nodeem vu wou se kommen. Do sinn d'Frontaliere mat agebaut. An op Basis vun deem Zuelematerial wëlle mer jo dee MoDu 2.0 ausschaffen, fir ze kucke fir d'Zukunft, wat mer maachen.

An da gëtt et eng zweet Studie, dass ass eng Käschtennotestudie, wou e grouse Schwäizer Büro dru schafft, wou mer eis wierklech en Instrument an de Grapp ginn, fir dass mer wierklech präzis kënnen ofweien en fonction vum Problem, wat dann deementsprechend dat Effikasst ass, wat mer da kënnen maachen. An et ass nëmme mat deenen zwee Instrumenter zesummen, wou mer dann och déi richteg Decisionen huelen. A mir musse ganz sécher nach eng Rei Decisionen huelen - dass hunn ech jo schonn oft gesot -, fir verschidden Ausbauten ze maachen, ob dass elo Tram ass oder Zuch ass oder aner Saachen.

Mä ech mengen, kommt, mir waarden, bis déi Etüde fäerdeg sinn, an da kucke mer dat a Rou zesummen duerch! Dir kritt jo vu mir fir déi Debatt schonn - loosse mer soen! - déi grouse Linnen, grouse Elementer als Input, fir dass déi Debatt kann uerdentlech virbereet ginn. An dann, Mëtt Mee, ass déi Fortsetzung vum MoDu ofgeschlossen. Da wäerte mer gesinn, wat sech do als dat Bescht fir déi eng an déi aner Region ausstellt. An dann hu mer och net einfach aus der Héft geschoss.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech wëilt dann nach, Här President, op déi puer Motiounen agoen, déi deposéiert gi sinn. Fir d'Éischt déi Motioun vun der ADR. Also éischstens wëll ech soen, datt dat jo net richteg ass, wéi dat hei duergestallt gëtt.

Firwat ass et beim Tram wichteg, datt ee Franséisch versteet? Majo, dat ass wéi iwwregens bei de CFL och. Ech kann lech soen, bei de CFL ass keen, dee Chef de circulation ass oder deen op der Maschinn fiert, dee kee Franséisch kann, well déi ganz Instruktiounen effektiv, déi gi meeschtens - mir erfannen déi zu Lëtzebuerg net nei -, déi ginn aus dem Franséischsproocheg ganz vill iwwerholl. An datt een do muss franséischsproocheg Kenntniss hunn, ech mengen, dat misst awer jiddwerengem alichten an datt dat och eng Konditioun muss sinn, fir agestallt ze ginn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dach, Dir sot, mä Dir sot hei...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Och Lëtzebuergesch als Konversationsprooch.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen. Lëtzebuergesch, ech soen lech, Lëtzebuergesch gëtt gefrot. Ech kann lech just...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen. Ech kann lech just soen... Här Gibéryen, ech kann lech just soen, et waren onwahrscheinlech vill Leit, déi sech gemellt haten, fir um Tram zum Beispill ze fueren - well dat ass jo nach deen einfachste Posten -, wa mer deen emol huelen. An do si prioritär all Lëtzebuurger, déi sech do gemellt hunn - et ass jo awer net nëmmen d'Sprooch, déi zielt, mä och psychologesch Aspekter, ob se wierklech och géeegegent sinn, fir ze fueren an esou weider -, wa se alles dat erfëllt hunn a se waren och nach Lëtzebuurger, se hu Lëtzebuergesch kannt, si se ganz sécher geholl ginn a virgeholl gi par rapport zu aneren. An et si jo och Lëtzebuurger agestallt ginn. Et ass jo net, wéi wa keng Lëtzebuurger agestallt gi wären. Dir maacht, wéi wann dat hei eng Klausel wär, déi duerfir agebaut gi wär.

Dat Zweet, wat ech lech wëll soen, ass: Ech mengen, mir mussen jo awer och realistesch sinn. Et gëtt Beruffer bei LuxTram, technesch Beruffer, an dat hu mer beim Stat jo och, ech mengen, et ass jo net fir näischt, datt den Innenminister an de Fonction-publiques-Minister déi Diskussioun de Moment hunn: Mir hu Rekrutementsproblemer beim Stat generell. Dat hei ass jo elo net Stat, datt ass jo eng privatrechtlech Gesellschaft, déi zwar dem Stat an der Gemeng zu 100% gehéiert.

An Dir hutt verschidden technesch Beruffer, do hutt Der ganz sécher Schwieregkeeten, iwwerhaupt een um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ze fannen. An och dat ass e Grond, firwat ech dat heiten net ganz gutt fannen.

An da muss ech lech soen, mat deem leschte Punkt sinn ech nu wierklech net d'accord, datt ee Leit vun der Lëtzebuurger Arméi hei soll e Virdeel ginn. Ech wëll lech iwwregens soen, déi Regel do, déi gëtt jo nach plazeweis ugewannt, déi ass immens problematesch. Wann eng Kéier een déi kontestéiere geet, da soen ech lech, da schafe mer se mat Sécherheet of. Et ass...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, dat ass kee Kritär - et deet mer leed -, d'Arméi gemaach ze hunn. Ausser et verbënnt een e Beruff ganz kloer domat, datt ee seet, datt et unablässlech ass, datt ee muss d'Arméi gemaach hunn, fir e gewëssene Beruff ze maachen. Mä Dir kënnt mer jo net wëllen zielen, datt, fir um Tram ze fueren, een do muss wëssen, wéi ee Gewier fonctionnéiert. Well ech

mengen, esou wäit si mer jo nach net!

An duerfir mengen ech, bei där Motioun hei, wär ech frou, wann d'Chamber déi géif ofleenen, Här President.

(Brouhaha)

Dann déi zwou Motiounen vun deene Lénken. Déi Éischt ass déi vun dem gratis ëffentlechen Transport. Éischstens emol wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren: Dee bëlleegsten ëffentlechen Transport an der ganzer Europäescher Unioun ass zu Lëtzebuerg. Dat kënnt Der roueg nokucke goen. Mir hunn dee bëlleegste vun der ganzer Europäescher Unioun.

A wann ech am Ausland bei menge Kollegee sinn an deenen heiansdo soen, wat bei eis d'Präisser si vum ëffentlechen Transport, da soen déi: „Wow, dat ass jo awer wierklech extrem sozial.“

Dat Zweet ass, mir hunn doriwwer eraus eng ganz Rei, Dir hutt hei elo d'Fro vun de Studenten opbruecht, 30 Joer an esou weider, datt dat jo gratis gemaach gëtt, mä och fir Leit, déi vun der Pauvretéit oder der Exclusion sociale bedroht sinn, och déi kënnen haut scho gratis fueren. Wann déi Leit vun hirem Office social e Brëif ausgestallt kréien, da kréien déi d'office de gratis ëffentlechen Transport. Dat heescht, et ass net esou, datt Leit, déi an der Pauvretéit wären an esou weider, haut net schonn d'Méiglechkeet hätten, de gratis ëffentlechen Transport ze kréien.

(Interruption)

An da gëtt hei lapidar gesot: Jo, et stellt näischt duer an de Recetten. Ech wëll awer soen, wa mer et géifen einfach gratis maachen, dat kascht de Statsbudget 30 Milliounen Euro d'Joer. Dat ass jo awer net, wéi wann dat elo näischt wär. Also mir liewen hei ewell an enger Situatioun - ech erënnere mech, virun dräi, véier Joer ware mer budgetär an enger anerer Situatioun -, bon, et kann een elo soen, 30 Milliounen d'Joer ass näischt, mä dat sinn 30 Milliounen Euro d'Joer.

An, fir dann ze soen, da kéinten déi Leit eppes aneres maachen: D'Billjeeausstellen ass haut souwisou gréisstendeels digitaliséiert. Dat heescht, do et ass kee méi, dee manuell Billjeeën ausstellt. D'Leit luede sech dat iwwer Internet erof an d'Kontrolleren an den Zich, déi bleiwe souwisou dran. Dat fannen ech och wichteg, onofhängeg vun dem Billjeekontrolléieren. Déi sollen och duerfir do sinn, fir d'Leit ze informéieren, fir e gewëssent Sécherheitsgefill an den Zich ze ginn an esou weider an esou fort. Also ech mengen, déi schafe mer jo net doduerjer of, ganz sécher net. Mä et sinn awer gewësse Recetten dorobber.

An et ass och net richteg, wann hei steet, datt de Gratistransport derzou géif féieren, datt doduerjer d'Leit géife massiv méi fueren. Et kann een, datt ass dat, wat mer hei gemaach hunn, e gewëssene Promotiounsmoment maachen. Mä et muss ee sech awer keng Illusiounen maachen. D'Leit notzen den ëffentlechen Transport, wann d'Qualitéit an d'Offer gutt ass. Dat kënnt Der an alle Studien noliessen. Iwwregens, d'Schwäiz ass dat Land, wou den ëffentlechen Transport op der Welt am meeschte genotzt gëtt an d'Schwäizer hunn x Etüde gemaach doriwwer, do spillt dat alles keng Roll. Et ass just d'Offer, déi zielt. An duerfir wär ech och frou, wann d'Chamber, wéi gesot, déi Motioun géif ofleenen.

An déi drëtt Motioun, déi déi Lénk gemaach hunn, Dir hutt jo nach eng gemaach... Gelif?

(Interruption)

Pardon, déi zweet. Do muss ech soen, do war ech erstaunt, wéi ech déi gelies hunn, well et ass en neie Moment, datt d'Chamber sech soll

améschen a Kollektivvertragsverhandlung vum engem privatrechtleche Betrib. Also do sinn ech awer der Meenung, datt dat wierklech guer net geet, well wa mer dat hei géifen ufänken ze diskutéieren, hei an der Chamber, wat ech wierklech net géif wënschen a kengem heibanne géif uroden, da misste mer jo och bei allen, bei der Post, bei der Spuerkeess oder wou de Stat Participatiounen huet, BGL BNP Paribas, iwwerall ufänken, hei an der Chamber ze diskutéieren iwwert d'Kollektivverträge. Bonne Chance! Ech wënschen der Chamber et net an ech sinn och do dergéint. An duerfir wär ech frou, wa mer déi och géifen ofleenen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, den Här Wagner freet d'Wuert.

Motions

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Merci, Här Minister och fir déi Äntwerten. Mech géif och interesséieren, well de Käschtepunkt, also, ech menge wierklech, datt een déi 30 Milliounen Euro d'Joer, datt ee sech déi leeschte ka fir den ëffentlechen Transport an datt dat u sech par rapport zu anere Käschten, par rapport zum Ausbau vun der A3 par exemple, eendeiteg manner ass. Also et ass wierklech e Käschtepunkt, deen et derwäert ass.

A souwisou, ech mengen, et kann een et jo net just esou kontabel arechnen. Well bei der Etüd iwwert den Tanktourismus gëtt jo och e bësse méi subtil gerechent. Et gëtt jo net nëmme gerechent, wivill ee géif verléiere bei den Akzisen. Mä et gëtt och gerechent, wivill den Tanktourismus iwwerhaupt global kascht, wat d'Infrastrukturen ugeet, wat d'Gesondheet ugeet an esou weider. A vläicht kéint een och déi Etüd doriwwer diskutéieren, wa méi Leit nach mam ëffentlechen Transport fueren, well e gratis ass - massiv oder net, doriwwer kann een diskutéieren -, wivill Leit wäerte manner op aner Saachen ërmsteigen. Dat heescht, souwisou, et ass a mengen Aen e bëssen eng Milchmädchenrechnung.

An, wësst Der, d'Schoul ass zum Beispill gratis, déi ëffentlech Schoul op jidde Fall. Wann ee misst déi ëffentlech Schoul bezuelen, souguer e klenge Minerval, wat weess ech, vu 50 Euro d'Joer oder esou, da kéinten awer d'Pouvoir-publicken deemno wéi soen: Okay, mir setzen dat op 60 Euro oder op 70 Euro graduell erop, lues a lues erop. De Fait, datt d'ëffentlech Schoul zum Beispill gratis ass, dat ass e politesch Hindernis, fir iwwerhaupt drun ze denken, datt ee se iergendeng Kéier misst payant maachen. Dat ass genau déiselwecht Logik. Mir hunn dat mam ëffentlechen Transport, da kann deemno wéi déi eng oder déi aner Kategorie vu Leit, déi kann da manner bezuelen oder e gratis kréien, oder fir déi aner vläicht souguer, deemno wéi, kann et och erhéicht ginn. An do vläicht, deemno wéi, kann ee seng Clientèle bedéngen oder net.

Mir sinn der Meenung: Kommt, mir maachen et méi einfach! Jiddweree kann einfach mam Bus, mam Tram a mat der Bunn gratis fueren. De Marc Baum hat mech nach op eppes opmierksam gemaach: Wann ee vun eis mam Auto op en Zebrasträifen einfach esou parkt wéi e Bëlles an net oppasst, an esou d'Leit hënnert, fir iwwert den Zebrasträifen ze goen, da kritt deen ee gepecht, wat richteg ass, an e bezilt 49 Euro.

Wann ee schwaarz fiert am Bus, kritt een eng Amende vun 150 Euro. Et gëtt een eendeiteg méi sanktionéiert hautzudaags, wann een de Billjee net bezilt vum ëffentlechen Transport, wéi wann ee sech egal wéi behëlt mat sengem Auto op der Strooss. Dat ass u sech eng Saach, iwwert déi ee kéint nodenken, datt heescht, et ass interessant ze gesinn. Déi 30 Milliounen Euro, ech mengen, datt ass e ganz gudden Invest a par rapport zu deene risegen Investe, déi d'Regierung gemaach huet, ass dat e Brochdeel. Dofir plädéiere mer derfir, datt et ugeholl gëtt.

(Brouhaha)

An duerno déi aner Saach, wat den Tram ugeet: Mir froen net, datt d'Chamber sech améscht, mir ruffen d'Regierung op, d'Regierung! Mir hunn dat och am Stater Gemengerot gemaach, déi Motioun ass leider net ugeholl ginn.

► **Une voix**.- Et pour cause.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo, et pour cause, well a Wierklechkeet immens vill Leit keng Politik méi wëlle bedreiwen. Ech war vläicht net do de Sonndeg bei der Aweigung, ech hat meng Ursachen, ënner anerem, datt mer relativ vill Aarbecht haten als kleng Fraktioun, an da muss ee sech do virbereeden. Mä mir maachen eis awer Suergen iwwert d'Leit, déi den Tram wäerte fueren. Well et ass schéin a gutt an et ass och richteg, dat schéin ze feie-

ren a frou an houfreg op den Tram ze sinn, mä et gëtt e Konflikt, an et si Leit, déi sinn net frou iwwert déi Situatioun, an där se sinn. Dofir wäert jo och nach eng Kéier negociéiert ginn.

An dofir wëlle mer, datt d'Aktionäre Politik maachen, dat d'Stad Politik mécht an datt de Stat Politik mécht. Et geet net drëms, datt mir eis an all Klenggeheet amésche vun enger Societéit, dat wëlle mer net. Mä an de grouse Froe mussen awer d'Pouvoir-publicke kënnen agräifen. Dat maache se, wann et néideg ass. An duerno - wa se dat net wëllen, well et geet em sozialen Dumping an et gëtt e Prezedenzfall geschafen a Wierklechkeet - deemno wéi bei de Bussen an esou weider kéinte se och à la baisse negociéieren. Dat ass op jidde Fall eng Angscht, déi d'Leit hunn an de Gewerkschaften. An ech weess net - vu datt net vill informéiert gëtt -, ob déi Angscht berechtigt ass oder net, mä deemno wéi ass dat awer och eng Gefor, déi do lauert. Dofir ruffe mer d'Regierung op, e gudde Geste ze maache bei den Negociatiounen a Richtung vun Doleancé vum Personal, well ouni déi wäert keen Tram fueren.

An dovunner ofgesinn, et gouf och eng Kéier gesot: „Tramfueren ass net datselwecht wéi Busfueren.“ Jo, dat ass wouer. Ech krut dat erkläert am Gemengerot vun enger Persoun, déi weder Buschaufferin ass nach Tramfuererin. Ech hunn elo awer mat engem Buschauffeur geschwat. Hie seet: „Et ass wouer, beim Bremsen ass et méi komplizéiert, wat den Tram ugeet, op jidde Fall, d'Zäit ass méi laang wéi beim Bus.“ Also et ginn aner Komplikatiounen. Et ass net onbedéngt méi einfach, wéi dat esou duergestallt gëtt. A mir hunn et jo gesinn: Wann en Auto duerch rout fiert, da muss awer den Tramfuerer iergendwéi eng Reaktionsperiod hunn, déi aneschtens funktionéiert.

Ech soen lech Merci.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, just ee Saz wëll ech awer soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Well dat do e bëssen esou duergestallt gëtt, wéi wann de Moment bei LuxTram dee leschte Wildwuchs wär. Also déi Entreprise, déi gëtt et jo nach net laang. Déi Leit, déi elo do schaffen, déi schaffen zënter e puer Méint do, den Tram fiert zënter net emol enger Woch. Mir hu Gesetzer, déi schreiw vir, ab wivill Mataarbechter een eng Delegatioun muss hunn, ab wivill Mataarbechter een e Kollektivvertrag muss hunn. An duerfir brauchen d'Regierung oder d'Chamber näischt ze maachen. Et ass dat Normalst: LuxTram als Gesellschaft muss sech un d'Gesetzer halen. An déi Gesetzer gesi vir, datt déi Delegatioun wäert zesummegeat ginn, an datt dann do mat de Gewerkschaften, wa se emol all organiséiert sinn, och e Kollektivvertrag ausgehandelt gëtt.

An ech mengen, bis elo hunn ech keen héiere bei LuxTram an der Direktioun soen, si wëllte sech net un dat Gesetz halen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Zu de Motiounen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Elo zu de Motiounen, dann hu mer d'Motiounsdiskussioun an engems erleedegt. Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, Merci, Här President, ech wëilt och kuerz Stellung huelen zu de Motiounen. Wat d'Motioun ubelaangt, déi de Kolleg Roy Reding erabruecht huet, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir net soen, et bräicht ee kee Franséisch, well mir sinn och der Meenung, datt ee muss Franséisch kënnen. Mä an den Ausschreiwungen ass Lëtzebuergesch keng Konditioun méi. An den Ausschreiwunge steet, datt ee muss Franséisch kënnen an datt Lëtzebuergesch, wann een dat kann, e Virdeel ass. A mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuergesch och misst eng Konditioun sinn. Dat ass d'Differenz, datt Lëtzebuergesch och misst eng Konditioun sinn.

Ech war allerdéngs iwwerrascht iwwert d'Ausso, Här President, déi den Här Minister elo hei gemaach huet, wat déi Leit vun der Arméi ubelaangt, wou e gesot huet: „Wann eng Kéier do ee klot, kréie mer Problemer.“ Ech weess awer, datt elo d'Gemengen a Gott weess wien, ëffentlech Institutiounen am Land, jo awer quasi forcéiert ginn oder datt et eng Obligatioun ass, fir d'Leit, déi aus der Arméi kommen, anzustellen.

Wann d'Regierung...

► **Une voix**.- Droit de priorité.



► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Voilà! Se hunn eng Prioritéit, fir agestallt ze ginn.

(**Interruption**)

Dat heescht an anere Wieder,...

Wat gelift?

(**Interruptions**)

Jo, mä se hunn awer... Wann dat richteg ass, wat den Här Minister hei gesot huet, da kann d'Regierung net méi soen, datt se eng Prioritéit hunn. Well dat ass elo eng Ausso hei gewiescht, déi fir mech awer wierklech iwwerraschend war. Déi war fir mech iwwerraschend! Wann e Regierungsmember hei seet, hie wär der Meenung, datt, wann een do géif kloen, dann hätte mer Problemer, datt mer deenen d'Prioritéit ginn, dann ass dat awer eng nei Positioun, déi ech elo hei vun der Regierung héieren hunn.

Dann déi éischt Motioun vun de Kollege vun deene Lénken, wat de Gratistransport ubelaangt. Mir haten och schonn an eisem Wahlprogramm e puermol de Gratistransport. Ech mengen, d'Sozialisten haten en iwwregens och viru Joren eng Kéier an hirem Wahlprogramm stoen. Et misst een emol eng Kéier kucken, Här Minister - Här President, ech wéilt den Här Minister dat froen -, wien alles momentan mat dem éffentlechen Transport scho gratis ka fueren.

(**Interruption par M. François Bausch**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Neen, zuele-méisseg, zuleméisseg.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Och zuleméisseg.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Majo, da kënnt Der eis jo soen,...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech hunn lech gesot: Dat kascht eis 30 Milliounen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...ech schwätzen net vun de Studenten, ech schwätzen net vun de Studenten. Mä mer hu jo och déi Leit, déi d'Invalidekaart hunn.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- 70.000.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- 70.000?

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann hu mer d'Studenten. Dat sinn der och e puer Dausend. Dann hu mer déi Leit iwwer 60, déi fuere fir mat 100...

(**Hilarité**)

Fir 100 Euro, net mat 100, well dat wier jo schéin! Mä déi fuere fir 100 Euro. Dann, laut dem leschten Accord salarial vum der Fonctioun publique, kréien d'Leit aus der Fonctioun publique alleguer d'mKaart fir 150 Euro. Dat heescht, do iwwerhëlt dann de Stat souwisou d'Differenz. Wa mer herno kucken, wien nach de vollen Tariff bezilt, da sinn et am Fong nach just déi Leit, d'Salariéen aus dem Privatsektor, déi all Dag schaffe ginn. A soss bezilt hei am Land kee méi en.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Gibéryen, déi Betriber kréien déi nämlechte Konditiounen wéi de Stat.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma da kënnen deenen hir Betriber... Mä et sinn am Fong nach just d'Leit aus dem Privatsektor, déi schaffe ginn, déi de vollen Tariff bezuelen. Soss bezilt entweder kee méi de vollen Tariff, oder e bezilt guer näischt méi. An duerfir mengen ech, huet dat kee Wäert, datt een...

Duerfir ënnerstëtzt mir déi Motioun. Et soll een den Transport gratis maachen, well een och mat där Tarifikatioun, wéi se elo gemaach gëtt hei am Land, grouss Ennerscheeder, Ongerechtegkeeten huet.

Firwat leet de Stat bei senge Leit esou vill bäi a wann ee Private fiert, kritt en näischt bäigeluecht? Da kann de Stat jo bei jiddwerengem dat bäileen, amplaz datt hei esou vill Kategorie vu Leit schaffen an et am Fong nach just d'Salariéen aus dem Privatsektor sinn, déi am Abléck de vollen Tariff musse bezuelen. Duerfir wäerte mir déi Motioun ënnerstëtzen.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, déi d'Kollektivvertragsverhandlungen ubelaangt, stëmme mer net mat. Do si mer genau där-selwechter Meenung wéi dat, wat de Minister hei gesot huet: Et ass net um Parlament, sech an d'Tariffautonomie vun de Sozialpartner an-

zeméschen. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Personaldelegatiounen, dat seet: Soubal e Betrib méi ewéi 15 Leit huet, muss en eng Personaldelegatioun hunn. Dat wäert bei där heite Societéit de Fall sinn an da wäert schonn e Kollektivvertrag gemaach ginn tëschent dem Betrib an de Gewerkschaften. A mir si gutt beroden als Parlament, eis aus deene Verhandlungen erauszehalen, well do komme mer an Däiwelskichen. Soss maache mer virun allem Negociatiounen, wou de Stat mat dra vertrueden ass. A wou de Stat dran ass, huele mir fir d'Éischt hei eng Deliberatioun, wou mer soen, wéi d'Resultat misst sinn, wat de Stat misst agestoen. Ech mengen, dat wëlle mer net. An duerfir stëmme mir hei géint déi Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech mengen, da maache mer déi Motiounsdiskussioun och elo hei fäerdeg an da kënnen mer eent nom aneren ofstëmme. Den Här Bodry, wann ech gelift.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech wëll just zwou Bemierkunge maachen. Fir d'Éischt fällt mer erëm eng Kéier op: Nodeems mer grad eng Budgetdiskussioun haten, wou besonnesch d'ADR kritiséiert huet, dass mer ze vill Defizit beim Statsbudget hätten, dass mer net däerfte weider léine goen, an hei, kaum ass déi Debatt eriwwer, mécht se eng Propos, déi derzou féiert, dass mer sollen op 30 Milliounen Euro Einnahme pro Joer verzichten. Et geet awer genau an déi contraire Richting wéi dat, wat se nach gëschter hei gepriedegt huet. Souwäit zur Seriositéit an zur Gradlinegkeet vun där dote Partei a finanzielle Froen.

Dat Zweet ass: Et kann ee sech nëmme wonnere, dass hei drasteet, dass d'Regierung soll derfir suergen, dass eng gewësse Kategorie vu Leit soll bei enger Ausschreiwung eng Prioritéit kréien. Et deet mer leed, dat kann nëmme e Gesetz maachen. D'Regierung, wa se sech un d'Regelen hält, déi haut an engem Rechtsstat gëllen, däerf dat net maachen. Dat kann nëmme e Gesetz maachen. An déi dote Motioun kann esou op kee Fall gestëmmt ginn. Et ass contraire zum grouse Prinzip vun eisem Rechtssystem.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Weider Wuertmeldungen? Den Här Gibéryen nach eng Kéier kuerz.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wëll dem Här Bodry just äntwerten, well e seet, mir wäeren eis inkonsequent. Ech wëll dem Här Bodry, als Lëtzebuergesch Sozialistesche Aarbechterpartei, soen: Ech wollt am Fong hei eng Lanz brieche fir d'Aarbechter, well dat sinn nach déi Eenzeg, déi elo de vollen Tariff bezuelen.

(**Brouhaha**)

An ech stellen dann hei fest, Här President, datt d'Sozialisten dergéint sinn, datt déi Leit, déi all Dag schaffe ginn, solle méi e bëlleegen Tariff kréien.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Populismus puer!

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Neen, neen. Et ass d'Realitéit.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Hunn ech nach weider Wuertmeldungen?

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass d'Realitéit, dat ass d'Realitéit.

(**Interruption**)

Wat?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- D'Prioritéit.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma mir wäerten dach nach amstand sinn, do Prioritéit... Ech hu gëschter a menger Interventioun hei gesot...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Iwwer e Gesetz oder net iwwer e Gesetz?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech hu gëschter nach hei gesot, datt vill Leit,...

► **Une voix**.- Dat misst Der wëssen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...datt et hei am Land nach Leit ginn, déi eng Ënnerstëtzung brauchen. An dozou gehéieren déi, déi ech elo grad hei genannt hunn.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Iwwer e Gesetz oder net iwwer e Gesetz?

(**Brouhaha**)

Keng Äntwert ass och eng Äntwert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wat huet dat elo hei dermat ze dinn?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà! Ech géif mengen, Kolleginnen a Kollegen, dass mer prett wäeren, fir fir d'Éischt iwwert déi zwee Projeten ofestëmme an dann iwwert d'Motiounen. Ech géif d'Ofstëmmung lancéiere fir de Projet 7209.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7209 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme an dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet 7209 ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet 7210.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7210 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo gläich un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet 7210 ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Max Hahn), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber och hei bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer zu der éischter Motioun vun de Kollege vun deene Lénke kommen.

Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Wie mat der Motioun 1, abruecht vun déi Lénk, d'accord ass, ass gebiede mat Jo, wien dergéint ass, mat Neen ze stëmme.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

5-mol Jo, 55-mol Neen. Domat ass déi éischt Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann zu där zweeter Motioun iwwergeen.

Vote sur la motion 2 (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

D'Ofstëmmung fänkt un. D'selwecht wéi bei där éischter. D'Ofstëmmung leeft. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen zu der éischter Motioun iwwergeen, déi haut vun de Kollege vun der ADR abruecht ginn ass.

Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7209 et 7210)

Mir géife mat der Ofstëmmung direkt ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass och déi Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 3 voix pour et 57 voix contre.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;



MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Dat si keng Manéieren!

► **Une autre voix.**- Den Här President schwätzt nach.

7. Discours de fin d’année de M. le Président

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kolleeginnen a Kollegeen, just nach zwou Minutte Gedold, well mer eist Joer awer wëlle wéi gewinnt ofschléisse mat deene sech opdrängende Mercien.

Eis lescht ëffentlech Sëtzung fir dëst Joer geet elo op en Enn. An och wa mer am Laf vun dësem Joer ganz vill geschafft hunn, wëll ech op dëser Plaz net no hannen, mä no vir kucken. 2018 ass wéi 2017 e Wahljoer. Eis Chamber gëtt nei gewielt, an duerfir wäerte méi wéi soss d’Aen an d’Oueren op eis geriicht sinn. Duerfir wënschen ech eis engagéiert a fair Debatten, déi eis et erlaben, déi vill Aarbecht, déi nach virun eis läit, ënner gudde Konditiounen ze meeschteren.

An deenen nächste Méint wäerte Projete wéi zum Beispill d’Reform vun de Services de secours, d’Polizeireform, d’Reform vun de Kierchefabriken, de Spidolsplang, d’Reform vum RMG, d’Gesetz iwwert d’Liewensmëttelsécherheet oder d’Gesetzgebung iwwert d’Prostitutioun um Ordre du jour stoen, doniewent och wichteg Reformen am Familljerecht an am Justizwiesen.

Och eis Aarbechten un der Verfassung wäerte weidergoen. Doniewent kommen eng Rei vu wichtige Debatten op eis zou. Niewent deenen alljäreleche Rendez-vous mat der Aussepolitik an der Lag vun der Natioun, sinn dat den Debat iwwert de Wunnengsbau, e Problem, bei deem mer eis alleguer bewosst sinn, dass et elo wichteg ass, dass mer no den Debatten och an deem doten Dossier virukommen. Et sinn Debatten iwwert d’Landesplanung an iwwert d’Mobilitéit.

D’Chamber wäert 2018 weider Efforte maachen, fir hir Diere breet opzemaachen an d’Bierger nach méi an den demokrateschen Entscheidungsprozess anzebannen. Dofir schaffe mer enk mat dem jonken Zentrum fir politesch Bildung zesummen a wäerten am Fréijoer bei der Porte ouverte vun der Chamber neit Informations- an didaktescht Material iwwert de Fonctionnement vun der Chamber virstellen.

Den Interêt vum Public un der Chamber bleift grouss. 2017 hate mer 127 Visitten an eise Haus, mat am Ganzen iwwer 3.100 Leit, déi an d’Chamber kucke komm sinn an nogelauschtert hunn a mat eis zesummen iwwert d’Wichtigkeet vun deem Haus vun der Demokratie diskutéiert hunn. Dorënner ware ganz vill Schouklasse, mä och vill Erwuessengruppen.

Mir kruten 2017 iwwer 150 Demandes de pétition publique a véier Pétitions ordinaires eran. Aachtmol war dëst Joer en Débat public iwwer eng Petitioun an dësem Haus. 42 international Delegatiounen sinn dëst Joer hei am Haus empfaange ginn. A mir hate wichteg parlamentaresch Missiounen am Ausland. Als Beispill just eng: eis Visitt am Cap-Vert, déi eis ganz plastesch gewisen huet, wat fir positiv Resultater eise staarken Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht bréngt.

Léif Kolleeginnen a Kollegeen, ech soen Iech alleguer e ganz grouse Merci, besonnesch och fir d’Disziplinn bei deenen Aarbechte vun der leschter Woch, den Deputéiertekolleegen an all eise Mataarbechter aus der parlamentarescher Verwaltung, déi am Hannergrond derfir suergen, datt mir eis Aarbecht gutt kënne maachen, mat un der Spëtzt eise Generol, dem Claude Frieseisen...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...a sengen zwee Adjointen, d’Isabelle Barra an de Benoît Reiter. Merci un déi parlamentaresch Mataarbechter an de Fraktiounen a Sensibilitëten. Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht.

(Interruption)

Jo, da sträiche mer dee Saz!

(Hilarité)

A Merci der parlamentarescher Press, déi eis all Dag hëlleft, d’Aarbecht vum Parlament no baussen ze vermëttelen. Ech wënschen Iech, léif Kolleeginnen a Kollegeen an Äre Familljen, alle Leit dobaussen, déi eis suivéieren, schéin, roueg a gerousam Feierdeeg a virun allem, wéi dat sech fir e fréiere Gesondheetsminister passt, eng gutt an zolidd Gesondheet. Maacht et gutt!

Villmools Merci, dass mer bis zum Schluss eng anstänneg Aarbecht gemaach hunn. Merci.

(Applaudissements)

Den Här Alex Bodry huet d’Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng gutt Traditioun, dass och ee vun de Verrieder vun de Fraktiounen hei d’Wuert ergräift zum Schluss, fir dem President Merci ze soe fir deen Engagement an dat Fangerspëtzegefill, wat en - am Regelfall zumindes - un den Dag leet,...

(Hilarité)

...fir déi Geschécker hei vun der Chamber ze leeden, och fir déi Representatioun, déi en vun dësem Haus no bausse mécht. Villmools Merci.

De Merci schléisst selbstverständlech sämtlech Mataarbechter vun eiser Verwaltung mat an, déi hei am Sall sëtzen, déi eis hei begleet bei eisen Aarbechten, an déi ganz vill Leit, déi een net esou oft gesäit dobaussen an eise sëllege Servicer. Et ass ewell e grousst Haus ginn, eis Chamber mat de sëllege Servicer, déi fir eis allegueren Aarbecht leeschten. Merci fir eng flott Zesummenaarbecht während dësem Joer an och nach vläicht an dësem Virwahljoer, e Wahltermin, deen heiansdo bei eenzelen Debatten duerchgeschimmert huet. Ech mengen kënne hei ze soen, dass mer dat bis elo awer ganz anstänneg gemeeschtert hunn.

Ech géif mer wënschen, dass dat och esou bleift bis de Juli. Mir hu jo och virgesinn, dass mer vläicht bis Enn Juli als Chamber géifen an ëffentleche Sitzungen tagen. Mir hunn net wëlles, eis am Oktober e puer Deeg virun de Wahlen onbedéngt missen erëmzegesinn. Duerfir wäerte mer nach eng Kéier un eise Reglement vun der Chamber schaffen. Mä et stinn nach ganz vill Aarbechte virun der Dier, och wa Leit gemengt hunn, et wär scho praktesch alles gelaf. Ech mengen, mir wäerten - dat wäerte mer all nach spieren - eng ganz flott an och eng e bësse stresseg Zäit kréien, a wéi dat an esou Zäite wichteg ass, gepaart mat enger Rei vun internationalen Engagementer, déi ze huele sinn.

Mir vergiesse ganz schnell. Wann ech zrëckkucken, d’Assemblée générale vun der Frankofonie, dat war eng grouss Organisatioun, déi eis Chamber, eis kleng Chamber huet misse meeschteren. Dat hu mer gutt gemaach. Ähnlech wäert och weider op eis duerkommen.

An deem Sënn, op eng weider flott Zesummenaarbecht an op hefteg, mä fair Diskussiounen. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An ier ech d’Sëtzung dann definitiv schléissen: De Generalsekretär huet mech nach eng Kéier virsiichtshallwer gefrot, ob mer bei deenen zwee leschte Projeten d’Dispens gefrot hunn.

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

Da soen ech Iech Merci bis déi drëtt Woch am Joer. D’Kommissiounssëtzunge ginn direkt den 2. Januar un, a Rendez-vous bei den ëffentleche Sëtzungen ass an där drëter Woch. Merci villmools. Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.34 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}13 et 14

13^e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2018 et modifiant:

- 1° le Code de la sécurité sociale;
 - 2° le Code du travail;
 - 3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
 - 4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l’évaluation des biens et valeurs;
 - 5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l’impôt sur la fortune;
 - 6° la loi modifiée d’adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
 - 7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l’impôt commercial;
 - 8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l’administration des contributions directes;
 - 9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu;
 - 10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d’une inspection générale des finances;
 - 11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - 12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d’enregistrement, de succession et de timbre;
 - 13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;
 - 14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l’État;
 - 15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2002;
 - 16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;
 - 17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d’accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l’électricité, les produits de tabacs manufacturés, l’alcool et les boissons alcooliques;
 - 18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;
 - 19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédu applicable à l’échange de renseignements sur demande en matière fiscale;
 - 20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;
 - 21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d’une disposition en matière d’impôts directs;
 - 22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d’un fonds de dotation globale des communes (suite)
- et
- 7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)
- *Prise de position du Gouvernement* p. 145-148
 - *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel* p. 150
 - *Motions* p. 150-151
- Ordre du jour p. 148
- 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l’exercice 2016 p. 148-150
- Ordre du jour (suite) p. 151
- 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable p. 151-152
- 7021 - Projet de loi concernant l’Institut grand-ducal p. 152-153
- 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l’entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l’organisation du Conseil d’État p. 153-154

14^e séance

Ouverture de la séance publique p. 155

Question urgente no3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d’incendie et de secours p. 155-156

6855 - Projet de loi relatif à un régime d’aides à la protection de l’environnement et modifiant

- 1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l’innovation;
- 2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d’un régime d’aide à l’investissement à finalité régionale p. 156-157

7060 - Projet de loi portant modification

- 1. du Code du travail;
- 2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d’un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d’un congé parental et d’un congé pour raisons familiales p. 157-163

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l’autoroute A3 p. 163-167

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d’Or;

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l’aéroport du Findel;

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l’introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

et

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l’opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201) p. 167-175

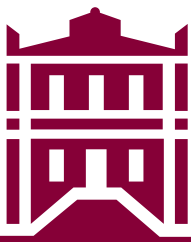
Discours de fin d’année de M. le Président

p. 175



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°05 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017		
3175	Gast Gibéryen	Chantier du tram
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018		
3385	Gérard Anzia, Henri Kox	Déclin des populations d’insectes
3388	Martine Hansen	Gratuité des manuels scolaires pour les élèves faisant leur parcours scolaire à l’étranger
3418	Françoise Hetto-Gaasch	Programme de soutien à l’éducation plurilingue
3421	Max Hahn, Claude Lamberty	Remplacement du passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange
3423	Gast Gibéryen	Péage automobile sur les autoroutes et routes allemandes
3430	Martine Hansen, Aly Kaes	Ponctualité des autobus en milieu rural
3433	Lex Delles, Claude Lamberty	Gratuité des manuels scolaires obligatoires
3440	Marc Spautz	Accessibilité des transports en commun
3445	Marco Schank, Marcel Oberweis	Électromobilité
3449	Laurent Mosar	Conséquences d’un éventuel Brexit dur
3452	Léon Gloden	Heures d’ouverture des boulangeries-pâtisseries
3453	Claudia Dall’Agnol	Trains de nuit
3455	Gusty Graas	«Démasculination» de la langue française
3456	Aly Kaes	Augmentation de la TVA et répercussions sur les lois de financement
3457	Claudia Dall’Agnol	Permissions de voirie
3458	Françoise Hetto-Gaasch	Transport de voyageurs par route
3459	Martine Mergen	Campagne «Rethink your drink»
3460	Léon Gloden, Emile Eicher	Plans d’aménagement général
3461	Fernand Kartheiser	Interprétation du droit pénal
3462	Fernand Kartheiser	Vente de tickets à travers le site www.luxembourg-ticket.lu
3463	Laurent Mosar	Nouvelle loi russe désignant des médias comme «agents de l’étranger»
3464	Georges Engel	Bus à haut niveau de service
3465	Yves Cruchten, Roger Negri	Feux de circulation avec décompte
3466	Léon Gloden, Emile Eicher	Calcul des contributions des communes
3467	Cécile Hemmen	Médicaments sans ordonnance
3468	André Bauler	Arrêts de bus à Ingeldorf
3471	Laurent Zeimet	Accidents avec des animaux sauvages
3472	Cécile Hemmen	Améliorations au sein des services d’urgences des établissements hospitaliers
3473	Léon Gloden	LuxTrust
3475	Martine Hansen	Modalités d’inscription aux cours dispensés en vue d’accéder à la nationalité luxembourgeoise
3476	Octavie Modert	Plan d’action national de mise en œuvre de la Convention de l’ONU relative aux personnes handicapées
3477	Max Hahn	Covoiturage
3478	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher	Nouvel horaire des CFL
3479	Eugène Berger	Parcs éoliens
3480	Max Hahn, Claude Lamberty	Casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle
3481	Martine Hansen	Renard
3482	Fernand Kartheiser	Blocs de béton sécurité anti-intrusion
3483	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Éducation plurilingue et encadrement de 20 heures hebdomadaires dans les crèches
3484	Martine Hansen	Classement de constructions se trouvant en zone verte
3485	Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig
3486	Gusty Graas	Économie hydrogène
3487	Taina Bofferding	Allocations familiales pour les frontaliers
3488	Gilles Baum	Nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig
3489	David Wagner	Critères de reconnaissance comme formation continue par l’IFEN et insertion d’évènements dans le «Courrier de l’Éducation nationale»
3490	Fernand Kartheiser	Distinctions honorifiques
3491	Fernand Kartheiser	Réglementation sur les éoliennes
3492	Marc Angel	Contrôle de personnes à l’Aéroport de Luxembourg
3493	Laurent Mosar	Fermeture de certains bureaux de POST Luxembourg
3494	Marc Spautz	Tests de langue luxembourgeoise
3495	Cécile Hemmen	Voiture de fonction
3496	Claudia Dall’Agnol	Réorganisation du Département de la sûreté de lux-Airport sa
3497	Gusty Graas, Alexander Krieps	Appels à témoin publiés par la Police grand-ducale
3498	Max Hahn, Claude Lamberty	Parcs éoliens en pleine forêt
3500	André Bauler	Internat du Lycée Edward Steichen à Clervaux
3501	Taina Bofferding	Personnes exclues de l’assurance maladie
3502	Léon Gloden	Courrier d’information de la Direction de la santé
3503	Josée Lorsché	Réglementation de l’ostéopathie
3504	Serge Wilmes	«Amnistie fiscale» votée en 2016
3505	Laurent Mosar	Rulings
3506	Martine Mergen	Emballages des paquets de tabac
3507	Marc Spautz	Examens médicaux du salarié
3508	Laurent Mosar	Échange automatique de rulings
3509	Françoise Hetto-Gaasch	Auberge de jeunesse de Bourglinster
3511	Claude Adam, Josée Lorsché	Problème de la non-prise en compte des élèves sans matricule de sécurité sociale pour la fixation du contingent de leçons
3513	Fernand Kartheiser	Promotion d’informations touristiques
3514	Fernand Kartheiser	Dispositions légales relatives aux feux d’artifice
3515	Franz Fayot	Recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force
3516	Françoise Hetto-Gaasch	Ondes électromagnétiques
3518	Diane Adehm, Gilles Roth	Interdiction des smartphones dans les écoles
3519	Taina Bofferding, Franz Fayot	Esch-sur-Alzette «Capitale européenne de la culture 2022»
3520	Diane Adehm, Gilles Roth	Implantation de Google au Luxembourg
3521	Marc Spautz, Laurent Zeimet	Fédération UGDA
3523	Françoise Hetto-Gaasch	Cantines
3524	Léon Gloden, Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch	Suppression de certains arrêts de train et de bus
3525	Sylvie Andrich-Duval	Initiative «Staark Kanner»
3526	Laurent Mosar	Réforme fiscale du Président des États-Unis d’Amérique
3528	Léon Gloden, Emile Eicher	Arrêt de la Cour constitutionnelle n°00131 du 8 décembre 2017
3529	Martine Hansen	Évaluations des compétences professionnelles
3530	Claude Adam	Offre éducative pour les jeunes ayant dépassé l’âge de l’obligation scolaire
3531	Claudia Dall’Agnol	Station-service Centre logistique Bettembourg/Dudelange
3532	Martine Hansen	Personnel de l’enseignement fondamental
3533	André Bauler	Spécialistes en logopédie
3534	Yves Cruchten	Changement horaire des CFL
3535	Octavie Modert	Relogement des réfugiés du foyer d’accueil Héliar
3537	Gusty Graas	Qualité de l’eau de l’Alzette
3538	André Bauler	Création d’un guichet unique «Convention bureau national»
3539	Gusty Graas	Bouteilles en plastique d’origine végétale
3540	Fernand Kartheiser	Conséquences de la fin de la guerre en Syrie
3541	Fernand Kartheiser	Statut et rôle de l’«Observatoire de l’islamophobie»
3543	Gilles Baum	Centre Héliar à Weilerbach
3544	Laurent Mosar	Mouvement de contestation violent en République islamique d’Iran
3545	Sylvie Andrich-Duval	Retards sur le réseau ferroviaire



3546

André Bauler

Travaux le long de l'antenne ferroviaire
Diekirch-Ettelbruck

3547

David Wagner

Fonctionnement du Conseil national pour
étrangers

Question 3175 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **chantier du tram**:

Beim Chantier vum Tram fält op, datt do gewaltig Quantitéite vum Eisebëton verschafft ginn. Dobäi gëtt esouwuel bei der Produktioun wéi beim Transport op de Chantier vill CO₂ ausgestouss. Dëst ass och de Fall fir d'Produktioun vum Stol fir d'Schinnen an d'Catenairen (mat de Pottoen).

Dowéinst wëllt ech dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Ass beim Ausschaffe vun de Pläng vum aktuellen Tracé vum Tram (Tramsschapp, Parcours Luxexpo - gare) berechent ginn, wéi vill CO₂ fir de Bau vun den Infrastrukturen ufält?

2) Wa jo, wéi vill CO₂ muss dofir ausgestouss ginn?

3) Wann neen, kann de Minister matdeelen, wéi vill CO₂ - op Basis vun internationalen Normen - fir dës Chantier, inklusiv de Gebaier vum Tramsschapp, ausgestouss wäert ginn?

4) Ass den Här Minister bereet, der Chamber d'Berechnungen iwwert den CO₂ bäizeleeën, falls d'Chamber mam Ausbau vum Tramsreseau befaasst gëtt?

Réponse complémentaire (31.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Et sief an deem Kontext drun erënnert, datt d'Bauaarbechte fir den Tram am September 2015 ugefaangen hu mam Bau vum Centre de remisage et de maintenance (CRM) an dono am Februar 2016 mam Bau vum éischten Deelofschnëtt tëschent den Hale vun der internationaler Foire um Kierchbiérg an der Stäreplaz. Eng éischt Mise en service bis virun d'Rout Bréck ass fir den 10. Dezember 2017 virgesinn, d'Stäreplaz soll am Fréijoer 2018 vum Tram bedéngt ginn.

Fir dësen éischten Deelofschnëtt vu 5,5 km souwéi fir de CRM si 57.800 m³ Bëton an 3.810 Tonne Stol verbraucht ginn.

Ee belsche Büro, dee spezialiséiert a zertifizéiert ass am Beräich Kuelestoffausstouss, ass domat beoptragt ginn, d'Quantitéite vu GES-Emissiounen ze bewäerten. Mat Hëllef vun der Emissiounsfaktorendatebank Ecoinvent huet de Büro eng Kuelestoffbilanz vun 20,95 Tonnen CO₂e fir d'Hierstellung an d'Liwwerung vu Bëton a Stol berechent. Wann ee berécksiichtegt, datt fir dësen Deelofschnëtt eng duerchschnëttlech Frequentatioun ze erwaarden ass, da géif sech déi ursprénglech Kuelestoffbilanz vum Projet duerch d'Benotze vum Tram no 6,2 Joer Betrib rentabiliséieren.

Dësen éischten Deelofschnëtt gouf geplangt an ëmgéiert mat der Perspektiv vum Betrib vun enger Linn tëschent der Cloche d'Or an dem Findel, déi 2021 a Betrib soll goen. Den aktuelle CRM ass esou gebaut ginn, datt en déi 32 Rammen, déi fir de Betrib vun dëser Linn néideg sinn, kann ophuelen; seng Kuelestoffbilanz ass awer schonn am éischten Deelofschnëtt mat dran.

Wann een déi 18.725 Tonnen CO₂-Ausstouss berécksiichtegt, déi duerch de Bau vun der Erweiderung vun der Linn ausgestouss ginn, esou wier d'Rentabilitéitsschwell vun dëser Erweiderung schonn no zéng Méint Betrib erreecht. Dës kuerz Zäitspan erkläert sech duerch déi bedeitend méi héich Unzuel u Passagéier (+/- 100.000) pro Dag an ënnersträicht dee bedeitend positive Bäitrag, deen den Tram zur Reduktioun vum CO₂-Ausstouss leescht.

Et ass wichteg ervirzehiewen, datt d'Etüd de Choix vu LuxTram beinhalt, d'Netz mat grénger Energie ze bedriewen. D'Etüd stëtzt sech des Weideren op duerchschnëttlech Mobilitéitszeenarien aus Lëtzebuerg an der Belsch souwéi op aner konservativ Rechenhypotheesen. Dat heescht, datt d'Kuelestoffrentabilitatioun vum Tramsreseau souguer nach méi séier kéint sinn, wéi erwaart.

Question 3385 (24.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **déclin des populations d'insectes**:

Selon une étude internationale publiée par la revue «PLOS ONE», près de 80% des insectes pourraient avoir disparu en Europe au cours des 30 dernières années. L'étude a analysé des données de captures d'insectes réalisées depuis 1989 en Allemagne et montre en outre que le déclin des abeilles domestiques n'est que la part émergée d'un problème bien plus vaste.

Le déclin catastrophique des populations d'insectes est dû à l'intensification des pratiques agricoles et à l'emploi fréquent de pesticides. Formellement, les informations révélées par l'étude mentionnée ci-dessus ne se rapportent qu'à l'Allemagne, mais il est fort probable que d'autres pays européens, surtout voisins de l'Allemagne ou ayant des systèmes agricoles similaires, connaissent les mêmes problèmes. Si le cas allemand était représentatif d'une situation plus large, nous nous trouverions face à une catastrophe écologique d'ampleur, car cet effondrement des populations insectes aura un impact énorme sur l'ensemble des écosystèmes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Existe-t-il des études similaires pour le Luxembourg? Les moyens disponibles pour de tels travaux scientifiques sont-ils suffisants?

2) Quelles sont les leçons à tirer de cette étude pour le court, le moyen et le long terme?

3) Comment le déclin des populations d'insectes peut-il être empêché et la diversité des insectes améliorée?

Réponse (22.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) À ce jour aucune étude long terme n'a été menée sur le développement des populations d'insectes au Luxembourg. La seule source nationale permettant de détecter d'éventuelles tendances similaires est le monitoring des papillons de jour qui est réalisé dans le cadre du biomonitoring national. Ce monitoring officiel est effectué par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et financé par le Gouvernement. Étant donné que le biomonitoring n'est opéré que depuis 2014, il est actuellement trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions robustes sur un éventuel déclin généralisé de la population d'insectes dans notre pays. Néanmoins les scientifiques constatent des tendances vers une réduction de la diversité et de l'abondance tant des espèces communes que des espèces spécialisées. Il est dès lors à craindre que les pertes massives d'insectes constatées en Allemagne reflètent également la situation réelle sur le terrain luxembourgeois, comme le suggèrent aussi les observations faites par les entomologistes expérimentés depuis plusieurs années déjà.

Le Gouvernement a reconnu une fois pour toutes la nécessité du monitoring environnemental et s'est donné davantage de moyens financiers pour poursuivre les programmes en place et combler les lacunes de connaissance dans le domaine environnemental grâce à l'adoption du deuxième Plan national concernant la protection de la nature 2017-2021. Le PNPN2 prévoit d'ailleurs des programmes de monitoring de la biodiversité générale supplémentaires, dont notamment un programme ciblant les espèces pollinisatrices.

ad 2) L'étude démontre tout d'abord l'importance de mener un suivi scientifique rigoureux et continu sans lequel de telles évolutions de populations ne peuvent être démontrées que difficilement.

L'étude allemande a été effectuée dans des réserves naturelles de petite taille encerclées par des zones agricoles. Or, cette situation est aussi typique du Luxembourg où les réserves naturelles sont pour la plupart de faible étendue et situées dans un contexte agricole. L'on peut

donc raisonnablement admettre par analogie que la situation des insectes au Luxembourg ne soit guère meilleure que celle constatée en Allemagne et que, si la situation se présente déjà dramatique à l'intérieur des réserves naturelles, elle est probablement pire en dehors de celles-ci. Voilà pourquoi il convient de se rendre à l'évidence que la déclaration de réserves naturelles ne suffira pas à elle seule pour améliorer la situation de la biodiversité en général et des populations d'insectes en particulier, mais qu'il faudra surtout améliorer l'état de nos zones Natura 2000 qui sont d'étendues plus vastes. Il convient également de rappeler dans ce contexte que les insectes se situent à la base de la chaîne alimentaire et que par conséquent leur déclin aura sans aucun doute des conséquences néfastes sur leurs prédateurs (oiseaux, chauves-souris, etc.). Dans les mois à venir il importera de lancer l'élaboration du Plan d'action «pollinisateurs» tel que prévu par le PNPN2 en collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris le secteur agricole.

À moyen et à long terme il faut tirer les bonnes conclusions de ces études et accepter que ce n'est qu'en réformant profondément la politique agricole qu'il sera possible d'inverser les tendances négatives observées notamment chez les insectes, mais aussi chez la plupart des autres espèces animales et végétales ainsi que des habitats inféodés au milieu agricole (p. ex. oiseaux, prairies maigres de fauche, faune et flore des cultures champêtres, etc.). Les jalons pour ces réformes doivent être mis avant la prochaine période de programmation du Plan de développement rural national (PDR 2021/2027).

ad 3) La diversité et l'abondance des insectes reposent sur la présence d'habitats sains, structurés, diversifiés sur des aires suffisamment importantes. Ces habitats doivent pouvoir soutenir les différentes espèces d'insectes tout au cours de leurs cycles de vie complexes en leur offrant une base alimentaire (diversité florale, plantes hôtes), des habitats et sites de reproduction et de ponte ainsi que des habitats propices à l'hibernation. À cette fin il faudra modifier bon nombre de pratiques agricoles et abandonner notamment l'épandage de pesticides qui ont un impact direct (insecticides) ou indirect (herbicides détruisant l'offre florale et les plantes hôtes) sur les populations d'insectes. Il faudra aussi inverser les tendances actuelles vers des monocultures de plus en plus répandues aussi bien en milieu champêtre que dans les herbages. Il faudra conserver les biotopes existants, en créer de nouveaux et augmenter les surfaces laissées en jachère ainsi que les surfaces exploitées de façon extensive ou en agriculture biologique. La mise en œuvre conséquente du PNPN2 et des plans de gestion Natura 2000 par tous les acteurs concernés (environnement et agriculture) contribuerait à recréer des paysages nettement plus accueillants pour les insectes et pour toute la chaîne alimentaire y dépendante. Or, cette transition nécessite une politique agricole qui intègre davantage les principes écologiques et se réoriente de nouveau vers les équilibres naturels.

Question 3388 (24.10.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **gratuité des manuels scolaires pour les élèves faisant leur parcours scolaire à l'étranger**:

Dans la mesure où un certain nombre non négligeable d'élèves de l'enseignement secondaire effectuent leur parcours scolaire à l'étranger, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, combien d'élèves se sont inscrits dans un établissement secondaire à l'étranger pour la rentrée scolaire 2017-2018?

2. Monsieur le Ministre, tout comme les élèves qui fréquentent une école de l'enseignement secondaire au Luxembourg, les élèves résidant au Luxembourg et inscrits dans un établissement secondaire à l'étranger bénéficient-ils aussi de la gratuité des manuels scolaires? Dans l'affirmative, de quelle manière?

3. Dans la négative, pour quelles raisons les élèves scolarisés à l'étranger ne profitent-ils d'aucune compensation?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Le contrôle du respect de l'obligation scolaire est assuré par les autorités communales qui ne sont pas tenues de transmettre ces informations au Ministère de l'Éducation nationale.

En règle générale, les enfants et jeunes, soumis à l'obligation scolaire, qui ne fréquentent pas une école publique luxembourgeoise, mais une école privée ou une institution à l'étranger, devraient être tenus de fournir un certificat de scolarité à leur commune de résidence.

Dès lors, mes services ne disposent pas du nombre d'élèves habitant le Grand-Duché et fréquentant une école à l'étranger. Toutefois, vu que ces données peuvent s'avérer intéressantes, j'ai chargé le service informatique et le service des statistiques et analyses de mon département d'identifier des pistes pour recueillir ces informations.

Dès qu'une procédure aura été établie, elle sera soumise pour approbation à la Commission nationale pour la protection des données.

ad 2. et 3. La Constitution prévoit en son article 23 la gratuité de l'enseignement public luxembourgeois. Vu que la gratuité des manuels scolaires à l'enseignement fondamental existe depuis longue date, le Gouvernement a décidé de l'étendre également à l'enseignement secondaire. Dans ce domaine, le Luxembourg ne fait que suivre l'exemple de la France, de la Belgique et de l'Allemagne qui disposent déjà aujourd'hui de systèmes de financement, de location ou de mise à disposition des manuels scolaires au niveau de l'enseignement secondaire.

Question 3418 (31.10.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **programme de soutien à l'éducation plurilingue**:

Depuis octobre 2017, toutes les crèches et autres structures prestataires du chèque-service accueil communiquent avec les enfants en luxembourgeois et en français dans le cadre du programme d'éducation plurilingue ayant lieu au cours d'un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires. Selon nos informations, un certain nombre de parents s'opposent au programme plurilingue, étant d'avis que leurs enfants sont déjà exposés à suffisamment de langues et refusent carrément que leur enfant soit familiarisé en plus avec le luxembourgeois. C'est la raison pour laquelle certains parents demandent alors au personnel de la structure d'accueil d'exclure leur enfant des activités tenues en langue luxembourgeoise, activités qui ont lieu pendant les 20 heures gratuites du programme du soutien à l'éducation plurilingue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de tels cas?

2) De quelle manière les structures concernées devraient-elles réagir quand une telle situation se produit?

3) Les parents qui refusent de faire participer leur enfant au programme d'éducation plurilingue ont-ils droit aux 20 heures d'accueil gratuites ou devront-ils, si on veut rester dans la logique du programme, se voir facturer lesdites heures d'accueil prestées?

Réponse (18.12.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Mes services n'ont pas été informés de tels cas jusqu'à ce jour.

Au contraire, nous avons reçu au cours des derniers mois des retours très positifs sur le fait qu'une attention particulière soit apportée au développement langagier des jeunes enfants. L'apprentissage précoce du luxembourgeois, à un âge où les enfants sont particulièrement réceptifs et enclins à découvrir les langues de leur environnement, est une mesure qui est largement saluée par les parties intéressées et le grand public.

ad 2) La loi modifiée sur la jeunesse, qui met en place le programme d'éducation plurilingue, prévoit la familiarisation des enfants avec la langue luxembourgeoise et avec la langue française et ni les parents qui souhaitent bénéficier du chèque-service accueil, ni une crèche presta-





taire du chèque-service accueil ne pourront refuser la participation au programme.

Nous ne pouvons évidemment pas exclure des parents demandant à une crèche de, par exemple reporter l'exposition de leur enfant à une nouvelle langue ou qu'ils expriment le souhait, pour quelle que raison que ce soit, que leur enfant n'apprenne pas la langue luxembourgeoise.

Dans ces cas, nous comptons sur les professionnels des structures pour qu'ils agissent, de concert avec les parents, dans le meilleur intérêt de l'enfant, comme ils le font dans d'autres situations où ils sont attentifs aux doléances particulières exprimées par les parents et aux besoins individuels des enfants.

ad 3) La loi prévoit que chaque enfant d'un à quatre ans a droit à 20 heures d'encadrement gratuit par semaine au titre de l'éducation plurilingue dans une structure prestataire du chèque-service accueil, ce qui équivaut à accepter la participation au programme d'éducation plurilingue.

Le concept de l'éducation plurilingue s'inscrit dans l'approche globale d'un encadrement de qualité de l'enfant, tel qu'elle a été définie par la loi modifiée sur la jeunesse. Il n'est pas conçu de telle manière à ce qu'il soit uniquement «appliqué» pendant 20 heures par semaine et il ne sera donc pas possible de se soustraire à ce programme.

Une attention toute particulière à la communication et aux interactions avec les enfants sera omniprésente et constituera le fil rouge du travail pédagogique quotidien. L'enfant est ainsi familiarisé de façon ludique avec la langue de communication du pays dans lequel ses parents ont choisi de vivre.

Question 3421 (02.11.2017) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant le **remplacement du passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange**:

En 2004 des travaux de modernisation ont été entamés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Pétange dans l'objectif d'une augmentation de capacité et de sécurisation de celle-ci. Dans ce cadre une deuxième voie a été construite et un certain nombre de gares ont été renouvelées. En outre il était prévu de remplacer certains passages à niveau par des passages inférieurs. Ainsi, depuis la mise en service complète de la double voie en novembre 2012, le passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange a été fermé définitivement. Cependant les travaux de remplacement du passage n'ont pas encore été entamés à l'heure actuelle, c'est-à-dire cinq ans plus tard.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel du projet de construction?

- Quelles sont les raisons du retard?

- La réalisation du passage inférieur en question est-elle toujours prévue?

- Dans l'affirmative, s'agit-il d'un passage pour véhicules motorisés ou uniquement pour piétons et cyclistes?

- Dans la négative, ne serait-il pas utile de construire au moins un passage pour piétons et cyclistes?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En 2012, au moment de la mise en service du projet de la mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg, le passage à niveau numéro 7 a dû être fermé au motif notamment de la programmation du logiciel d'exploitation mis en place lors de la mise à double voie qui ne tenait plus compte de la présence de ce passage à niveau.

La filiale CFL - Immo a déjà entamé des négociations au début de l'année 2009, en vue d'acquérir des emprises nécessaires à la construction de la nouvelle route qui fait partie intégrante du projet de substitution.

Malheureusement aucun accord entre parties n'a pu être trouvé de sorte qu'une procédure d'expropriation a été entamée en 2011. Suivant divers recours introduits par les propriétaires dans le cadre de cette procédure, aucun jugement n'a pu être rendu jusqu'à ce jour. La date de démarrage des travaux sur site reste exclusivement tributaire de la conclusion de la procédure d'expropriation.

Le projet de substitution du passage à niveau, qui est toujours d'actualité, comporte la construction d'un passage inférieur et d'une

voirie routière reliant la rue des Celtes au CR178. Le nouveau pont aura une ouverture libre de 10 m et une hauteur libre de 5 m permettant ainsi la réalisation de deux pistes de 3 m de largeur chacune pour les véhicules motorisés. En plus, un trottoir au côté Ouest de 1,5 m de largeur et une piste mixte piétons/cyclistes de 2,5 m de largeur au côté Est seront réalisés.

Question 3423 (03.11.2017) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **peage automobile sur les autoroutes et routes allemandes**:

Däitschland huet beschloss, eng Maut anzeféieren, déi och fir auslännesch Autoen, Motorrieder a Campingsbusse gëllt. Déi däitsch Automobiliste ginn, op déi eng an déi aner Manéier, vun dëser Maut verschount, andeems si manner „KFZ-Steuer“ bezuelen.

Éistraich huet virun e puer Deeg beschloss, géint dës Maut beim europäesche Geriichtshaff ze kloen, an Holland huet ugekënnegt, sech dëser Klo unzeschleissen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Deelt den Här Minister d'Meenung vun Éisträich an Holland, datt déi däitsch PKW-Maut eng Diskriminatioun géintwuer dem europäesche Bierger duerstelt?

2) Ass d'Lëtzebuurger Regierung bereet, sech der Klo vun Éisträich unzeschleissen?

3) Sollt d'Maut effektiv an Däitschland agefouert ginn, gesäit d'Lëtzebuurger Regierung dann d'Reciprocitéit vir, zum Beispill andeems Lëtzebuerg eng Maut fir däitsch respektiv all auslännesch Gefierer aféiert, oder mat Däitschland verhandelt am Sënn, datt mat eiser Vignette déi däitsch Maut bezuelt ass?

Réponse (05.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Nodeems d'Europäesch Kommissioun e Vertragsverletzungsverfahren géint Däitschland am Kader vun der Aféierung vun enger neier PKW-Maut an d'Weeër geleet hat, huet Lëtzebuerg natierlech mat gréisstem Interessi d'Évolutioun an dësem Dossier suivéiert.

Dëst Verfahren ass Enn 2016 vun der Kommission agestallt ginn, well Däitschland bei Verhandlungen mat der Kommission zu Zougeständnissen bereet war, fir hire Projet esou ofzeänneren, datt en an den Ae vun der Europäescher Kommission duerno konform zu den europäeschen Texter wier.

Zesumme mat Éisträich an Holland huet Lëtzebuerg an engem Schreiwes vum 8. Juni 2017 Erklärungen vun der Kommission gefrot, firwat d'Vertragsverletzungsverfahren géint Däitschland agestallt gi wier.

Opgrond vun dësen Erklärungen an no enger éischer Analys vum ofgeännerten däitsche Projet huet Lëtzebuerg, grad esou wéi Tschechien, decidéiert, fir à ce stade keng Klo géint de Projet ze maachen.

Lëtzebuerg géif generell an dësem Dossier eng europäesch Léisung favoriséieren. Eng eege Maut an all Land huet wuel net méi vill mat dem europäesche Gedanken ze dinn a riskéiert, och insgesamt problematesch fir d'Kompetitivitéit vun Europa ze ginn. Aus gesote Grënn plangt Lëtzebuerg dofir am Moment och net, fir eng national PKW-Maut anzeféieren.

Et sief an deem Zusammenhang hei awer och nach erwähnt, datt et zu Lëtzebuerg säit 1994 e Peage fir Camionen iwwer zwielef Tonne gëtt, déi sougenannten Eurovignette.

Question 3430 (06.11.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **ponctualité des autobus en milieu rural**:

Le Gouvernement a, entre autres, accordé une priorité absolue à l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun. Dans les zones rurales, l'utilisateur doit souvent changer à plusieurs reprises de bus pour atteindre sa destination.

Il nous revient dans ce contexte que les utilisateurs sont de plus en plus nombreux à se plaindre de la ponctualité des bus et de l'inéquation conséquente des correspondances.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et, le cas échéant, quelles sont les lignes d'autobus où la ponctualité n'est plus garantie?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation des lignes autobus en milieu rural et d'adapter les horaires aux réalités du trafic?

Par ailleurs, il nous revient que sur certaines lignes d'autobus, surtout empruntées par des étudiants, les bus sont temporairement bondés de manière à ce que les étudiants doivent rester debout pendant tout le trajet.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et le cas échéant une telle situation est-elle conforme aux consignes de sécurité?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Il échet de préciser tout d'abord que mes services s'efforcent à améliorer constamment la ponctualité des lignes du RGTR. Cependant, à l'heure actuelle, il est difficile de désigner la ou les lignes où la ponctualité n'est pas garantie notamment au vu de la croissance permanente du trafic.

Tout d'abord, les horaires de toutes les lignes du RGTR ont été révisés au cours de cette année et adaptés à la situation constatée sur le terrain. Toutes les bases de données sur les arrêts et itinéraires ont été contrôlées et intégrées dans un nouvel outil de planification informatique. En outre, des temps de profils distincts ont été introduits afin de tenir compte des durées de trajets suivant l'heure de pointe («Hauptverkehrszeit») ou l'heure creuse («Nebenverkehrszeit»). Les lignes ont été adaptées progressivement au «temps réel» les 27 février, 19 juin, 15 septembre et 10 décembre 2017. Une dernière mise à jour sera réalisée en mars 2018 et complètera les quelque 340 lignes d'autobus du RGTR.

Ensuite, la stratégie de limiter l'accès et les trajets au sein de la capitale du pays et de marquer les terminus des lignes régionales aux pôles d'échange, stabilisera les horaires des autobus alors que le trafic rencontré sur le trajet effectué à travers la capitale ne se répercutera plus sur la région.

Le système de la télématique en «temps réel» permettra aussi à mes services de détecter plus efficacement les retards et ponctualités et de réagir au fur et à mesure. Ainsi, les horaires seront adaptés en fonction de ces constats. Ce système permettra également d'améliorer les correspondances entre deux moyens de transport.

Les informations sont également fournies au groupe de travail «couloir-bus» afin d'envisager des solutions éventuelles dans ce contexte.

Concernant plus concrètement la ponctualité des courses scolaires, mon département a dû faire des adaptations de l'horaire sur onze lignes scolaires au cours de l'année.

Au cours de l'année 2018, une réorganisation du réseau du RGTR sera entamée, prenant en compte les résultats de l'enquête mobilité Luxmobil, des workshops publics «Är Iddie fir de Bus vu muer» tenus fin 2017, des comptages effectués sur toutes les lignes d'autobus ainsi que l'évaluation des statistiques du système télématique du RGTR. Un bureau d'études spécialisé en mobilité assiste le Département des transports dans ces travaux de réorganisation.

Finalement, si mes services constatent que des autobus, scolaires ou non, sont très ou trop chargés, la nécessité d'un renfort est analysée. Les autobus du RGTR ont des places assises et debout et des parties de trajets sont parfois inévitables en étant debout sans pour autant enfreindre des consignes de sécurité ou les dispositions du Code de la route. De manière générale de telles situations sont examinées au cas par cas pour remédier avec des renforts ou adaptations de capacité sur les lignes de bus concernées.

Question 3433 (07.11.2017) de **MM. Lex Delles et Claude Lamberty** (DP) concernant la **gratuité des manuels scolaires obligatoires**:

À partir de la rentrée scolaire 2018-2019, les élèves de l'enseignement secondaire vont, à l'instar des élèves de l'enseignement fondamental, bénéficier de la gratuité des manuels scolaires obligatoires.

Par ailleurs, afin de préparer les élèves dès le plus jeune âge aux défis de l'ère numérique, le Budget 2018 prévoit aussi une enveloppe de

2,1 millions d'euros pour l'acquisition de tablettes tactiles à des fins éducatives.

Le Gouvernement poursuit donc ses efforts pour alléger la charge financière des familles avec enfants par des prestations en nature.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que les élèves du Schengen-Lyzeum Perl, lycée avec lequel le Luxembourg a une coopération transfrontalière, pourront aussi bénéficier des mesures précitées?

- Bon nombre de livres scolaires disposent d'une version numérique, téléchargeable sur des tablettes ou d'autres appareils terminaux. Les versions numériques des livres scolaires obligatoires seront-elles aussi prises en charge?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions? Faut-il être inscrit dans une classe dite «iPad»? Est-ce que les élèves auront, dans la mesure du possible, le choix entre la version papier et la version numérique de ces livres scolaires?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans le cadre des efforts fournis par le Gouvernement pour soutenir financièrement les familles et dans l'optique de la gratuité de l'enseignement, mon ministère mettra en place la gratuité des manuels scolaires pour tous les lycéens à partir de la rentrée 2018. Cette mesure s'appliquera aux élèves des lycées publics, des classes européennes de l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette, ainsi que des filières européennes du Lycée Edward Steichen à Clervaux, du Lënster Lycée et du nouveau lycée à Mondorf, de l'International School Michel Lucius, des classes internationales (IB) du Lycée technique du Centre et de l'Athénée, de l'International School Michel Lucius et des écoles privées qui appliquent le programme de l'Éducation nationale.

Les élèves luxembourgeois qui fréquentent le Schengen-Lyzeum Perl (SLP) bénéficient déjà à l'heure actuelle de la gratuité des manuels scolaires à certaines conditions inhérentes au fonctionnement du lycée. Étant donné que le SLP fait partie de l'offre scolaire luxembourgeoise, un groupe de travail composé de représentants de mon ministère et du SLP sont actuellement en train de mettre au point une démarche pour permettre à tous les élèves luxembourgeois de bénéficier de la gratuité des manuels scolaires.

En ce qui concerne le format des manuels scolaires, il est vrai que le développement des manuels numériques est en train de connaître un réel essor sur le marché du livre scolaire. Vu l'implémentation des tablettes ou autres outils électroniques dans les écoles, que ce soit au Luxembourg ou dans d'autres pays européens, les éditeurs de manuels scolaires investissent dans la conception et le développement de tels produits.

Je mesure l'importance de fournir aux élèves qui fréquentent des classes dites «tablet classes» du matériel digital de qualité qui apporte une réelle plus-value pédagogique et didactique. En effet, l'outil informatique permet des approches vivantes et interactives où l'élève peut prendre une part active dans son apprentissage, en individuel ou en réseau, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'enseignement.

Quant à la question de la gratuité, il est entendu que tous les manuels obligatoires seront gratuits pour les élèves, qu'il s'agisse de la version imprimée ou de la version digitale si celle-ci existe. J'ai chargé mes services compétents en la matière de répertorier et d'analyser la disponibilité de versions numériques relatives aux manuels obligatoires au programme et de mettre au point, en collaboration avec les éditeurs de manuels scolaires, une démarche pour faire bénéficier les élèves de la version digitale en sus de la version imprimée. Des négociations autour des droits d'utilisation moyennant un contrat de licence sont actuellement menées et les frais pour ces droits seront pris en charge par mon département.

Dans une première étape de la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires, il est envisagé d'offrir aux élèves le manuel en papier ainsi que le manuel numérique si celui-ci est disponible, ceci d'autant plus que les contrats de licence pour les versions numériques sont limités dans le temps.

Les élèves qui sont inscrits dans des classes dites «tablet classes» pourront ainsi profiter de



la version digitale pendant l'année en cours, mais ils auront également le manuel imprimé à leur disposition qu'ils garderont par la suite ou pourront revendre au «Bichermaart», ou donner à leurs frères et sœurs.

La question du développement de matériel didactique de qualité me tient à cœur, je considère en effet le matériel didactique, qu'il s'agisse de manuels papier, de manuels numériques ou d'applications digitales, comme un levier important du développement de la qualité de l'enseignement et de la motivation d'apprendre. Je mise résolument sur le développement de matériel adapté au contexte luxembourgeois multilingue et aux besoins hétérogènes des élèves qui fréquentent nos écoles. Le développement de manuels numériques, plateformes d'apprentissage ou applications digitales répondant aux besoins de nos élèves est d'ailleurs une des priorités des services de mon ministère qui se consacrent à la question du digital.

Il est évident que dans les années à venir, le développement de manuels ou autres formats numériques, et partant le besoin et la demande des élèves, enseignants et lycées, iront croissants. Cette réalité doit être prise en compte dans les stratégies de développement de matériels didactiques et élaborées en collaboration avec les commissions nationales et équipes curriculaires.

Question 3440 (09.11.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'accessibilité des transports en commun:

Le règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1980 ayant pour objet de régler la police et d'assurer la sécurité des services de transports publics prévoit qu'il est dorénavant défendu «d'entrer dans le moyen de transport public, en fauteuil roulant qui ne dispose pas d'un repose-tête».

Or, l'on se doit de constater que la très grande majorité des fauteuils roulants ne dispose pas d'un repose-tête, tout simplement parce que les utilisateurs n'en ont pas besoin. Seulement une minorité des fauteuils roulants seraient équipés d'un repose-tête, en relation avec la pathologie de l'utilisateur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il conscient du problème décrit ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons à la base de cette décision?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le règlement grand-ducal en question devrait être modifié au plus vite afin d'assurer que les personnes en fauteuil roulant puissent utiliser les transports publics en toute légalité?

Réponse (03.01.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

À noter tout d'abord que la réglementation visée s'était limitée aux transports publics en autobus ainsi qu'en tram, en excluant par conséquent les services ferroviaires.

Ainsi, les transports visés par le règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 cité par l'honorable Député sont ceux décrits par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics en visant tant les transports publics réguliers ordinaires que spécifiques, à savoir ceux qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs moyennant des véhicules spécifiquement équipés.

Avant l'introduction de cette mesure, certaines structures ou ateliers pour personnes handicapées, de même que les transporteurs assurant les transports spécifiques, ont déploré le manque de mesures de sécurité en faveur de personnes se déplaçant en fauteuil roulant. Avaient toujours fait objet de discussions le défaut de réglementation concernant des repose-tête ainsi que les différents systèmes de fixations des fauteuils roulants dans les moyens de transport spécifiques. Pour les mesures de fixation, des dispositions contractuelles existent (contrats de concession pour les transports CAPABS et ADAPTO) mais elles se heurtent parfois à des incompatibilités entre le châssis du fauteuil roulant et le système de fixation.

La motivation à la base de la décision concernant l'utilisation d'un repose-tête sur les fauteuils roulants dans les moyens de transport public, y compris dans les transports spécifiques, fut évidemment la sécurité des utilisateurs. En aucun cas, l'intention n'était une discrimination quelconque.

Certes, les moyens de transport ordinaires ne disposent pas toujours de dossiers hauts pour les voyageurs ou de repose-tête. Or, les personnes en fauteuil roulant sont souvent particulièrement vulnérables de sorte que l'on a estimé nécessaire de les protéger davantage avec cette mesure.

Je tiens encore à préciser que les fauteuils roulants électriques disposent d'un repose-tête dans leur équipement standard. Étaient donc concernés les fauteuils roulants manuels.

À préciser encore dans ce contexte qu'il faut être conscient que le fauteuil roulant n'est pas per se un siège adéquat pour se faire transporter dans un véhicule, et en particulier s'il s'agit d'un fauteuil manuel de base. Ainsi, les constructeurs de fauteuils roulants recommandent en principe que la personne concernée se mette sur un siège fixe du véhicule. D'ailleurs, suivant les modèles et les indications sur le châssis du fauteuil roulant, l'on distingue si le fauteuil roulant est destiné à être utilisé en tant que siège pour se faire transporter ou non; en outre, selon les cas, des normes DIN ou ISO sont indiquées pour certifier si le fauteuil remplit certains critères en matière de sécurité. L'utilisation d'un repose-tête, avait donc été préconisée afin d'offrir une meilleure sécurité aux personnes qui se déplacent dans le fauteuil.

Enfin, l'on précise encore que même si peu de pays en font une obligation, des exemples aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Grande-Bretagne existent qui recommandent l'utilisation d'un repose-tête pour le transport d'enfants en chaise roulante.

Quoi qu'il en soit et au vu des différentes interventions à ce sujet, je tiens à vous informer que le Gouvernement a décidé le 22 novembre dernier de retirer cette disposition du règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 précité de sorte que l'abolition de cette mesure est déjà en vigueur.

Question 3445 (10.11.2017) de MM. Marco Schank et Marcel Oberweis (CSV) concernant l'électromobilité:

Jusqu'en 2020, il est prévu de mettre en place 800 bornes de charge publiques (bornes «Chargy») pour les voitures électriques et les voitures plug-in hybrides.

Le déploiement, l'exploitation et l'entretien de ces bornes sont assurés par les différents gestionnaires de réseau de distribution (Electris, la Ville d'Ettelbruck, Sudstroum, la Ville de Diekirch et Creos). Le financement est également assuré par les gestionnaires de réseau de distribution et leur coût sera pris en compte dans le calcul des tarifs d'utilisation des réseaux.

L'accès aux bornes «Chargy» se fera via une carte (à débit ou prépayée) qui sera combinée avec la «mKaart», offrant ainsi tous les services du Verkeiersverbond. Selon nos informations, les premières bornes de charge sont dès à présent opérationnelles, mais le système de facturation fait jusqu'à présent défaut. Il nous revient que l'électricité pour le client final serait pour l'instant gratuite et par conséquent les gestionnaires de réseau de distribution n'arriveraient pas à couvrir les frais encourus pour le déploiement des bornes de charge publiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Quand le système de paiement «mKaart» sera-t-il opérationnel sur les bornes «Chargy»?

- Comment les touristes respectivement les personnes qui n'ont pas souscrit un contrat avec un fournisseur de service de charge au Luxembourg, et qui veulent temporairement profiter de cette offre, peuvent-ils utiliser les bornes de charge publiques?

- Les bornes de charge privées (personnes privées, entreprises) peuvent-elles s'intégrer dans le réseau national public «Chargy» et, le cas échéant, sous quelles conditions?

Réponse (20.12.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Conformément à la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de

l'électricité et au règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, les gestionnaires de réseau de distribution ont commencé, depuis fin 2016, à installer les premières des 800 bornes de charge faisant partie de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique afin de pouvoir recharger les voitures 100% électriques et les voitures plug-in hybrides dans les lieux publics. Cette infrastructure, dont les bornes de charge publiques, s'appelle «Chargy». En avril de cette année, les premières bornes «Chargy» ont été mises en service alors que le déploiement général des 800 bornes se poursuivra progressivement jusqu'en 2020. À la fin de l'année, le réseau comptera une centaine de bornes opérationnelles réparties sur tout le territoire du pays. Le système central commun du réseau de bornes de charge publiques, qui permet la communication des données entre les bornes de charge, les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs de service de charge, est également opérationnel depuis le premier semestre de cette année. Les gestionnaires de réseau de distribution facturent dès lors les frais d'utilisation de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique aux fournisseurs de service de charge. En effet, quelques-uns de ces fournisseurs de service de charge ont offert, dans un premier temps et suivant des réflexions commerciales, l'électricité gratuitement à leurs clients.

Les bornes de charge «Chargy» sont dotées d'un moyen d'identification uniforme moyennant la carte à puce multifonctionnelle «mKaart» du Verkeiersverbond qui porte également le logo «Chargy». Ce moyen d'identification uniforme est opérationnel.

Ainsi, aussi bien les résidents que les non-résidents peuvent, par le biais d'une carte à puce «mKaart», charger leur voiture électrique sur les bornes «Chargy» en souscrivant un contrat auprès d'un fournisseur de service de charge de leur choix qui offre un produit afférent. Les responsables du système «Chargy» sont actuellement en cours de négociation des accords avec des plateformes d'itinérance d'autres pays afin de permettre dans le futur aux touristes respectivement aux voitures de passage de pouvoir charger leur véhicule électrique également sur les bornes «Chargy». Des premiers accords sont attendus dans les premiers mois de l'année 2018. En outre, les responsables du système «Chargy» sont actuellement en train de développer un moyen de paiement «à l'acte» via un «web-shop» qui vise les utilisateurs qui n'ont pas encore conclu de contrat ou acheté un abonnement auprès d'un fournisseur de service de charge inscrit dans le système «Chargy».

Conçue pour intégrer toutes les autres bornes compatibles existantes au Luxembourg, l'infrastructure de charge publique est basée sur un système informatique central commun permettant la communication des données entre les bornes de charge, les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs de service de charge. Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique prévoit en effet que les gestionnaires de réseau de distribution doivent coopérer de manière non discriminatoire avec toute personne publique ou privée qui veut établir ou exploiter des bornes de charge sur des emplacements ouverts au public en vue d'intégrer ces bornes de charge dans le système central commun «Chargy». Ces bornes de charge doivent répondre à des caractéristiques fonctionnelles et techniques minimales qui sont également définies dans le même règlement grand-ducal et doivent être gérées par le même système central commun mis en place pour les bornes de charge publiques. Ces spécifications techniques et fonctionnelles ont notamment trait au type du connecteur de charge, le protocole de communication et le moyen d'identification de l'utilisateur. Ces bornes sont marquées par un logo «Chargy OK» et sont à disposition de tous les utilisateurs de la plateforme «Chargy» munis d'une «mKaart» compatible «Chargy».

Question 3449 (14.11.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les conséquences d'un éventuel Brexit dur:

Dans une interview accordée au «Journal du dimanche», le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, a évoqué la possibilité qu'aucun accord ne puisse être trouvé entre Bruxelles et Londres. Il ajoute que: «Chacun doit s'y préparer, États comme entreprises.» En effet, en cas d'échec les relations entre l'UE et le Royaume-Uni seront réglées par le droit commun de l'Organisation mondiale du commerce.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement a-t-il déjà évoqué cette «possibilité»? Dans l'affirmative, quel pourrait être l'impact d'un «Hard Brexit» sur le Luxembourg et sa place économique et financière?

2. Le Luxembourg dispose-t-il d'une stratégie pour ce cas de figure?

Réponse commune (18.12.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

ad 1. Le Gouvernement évalue régulièrement les différentes possibilités relatives au Brexit qui constitue un dossier complexe dont l'issue précise est impossible à prédire à ce stade des négociations. Se pose aussi la question de la définition exacte d'un «Hard Brexit». Un «Hard Brexit» peut aller de l'absence générale d'accord jusqu'à un ou plusieurs accords partiels réglant de façon insuffisante divers domaines couverts aujourd'hui par l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Un «Hard Brexit» dans le sens d'une absence d'accord sur le retrait et sur le cadre des futures relations entre l'Union européenne des 27 et le Royaume-Uni figure parmi les scénarios dont le Gouvernement luxembourgeois tient compte dans son appréciation générale de la situation. Un tel scénario risquerait effectivement d'avoir un impact non négligeable sur les places économiques et financières de l'ensemble des pays de l'UE27 et aussi sur le Royaume-Uni.

Par ailleurs, à partir du moment où le Royaume-Uni sera un pays tiers, ce seront les règles de l'OMC qui s'appliqueraient dans l'hypothèse de l'absence d'un accord sur le retrait et sur le cadre des futures relations.

Pour les flux de biens, ce serait l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui serait pertinent. En ce qui concerne les services, financiers notamment, ce seraient les dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS, ou GATS en anglais pour General Agreement on Trade in Services) qui s'appliqueraient.

Cet accord multilatéral vise notamment la libéralisation des échanges de services et contient des engagements spécifiques contractés par les différents pays en vue d'assurer l'accès à leur marché, y compris des indications relatives aux cas dans lesquels les pays renoncent provisoirement à l'application du principe de la non-discrimination que constitue la clause de la «nation la plus favorisée». À défaut de négociations multilatérales actives, les engagements existants sont ceux qui ont été pris dans le contexte du cycle dit d'Uruguay. Ainsi, en ce qui concerne les services financiers, ce sont les engagements en matière de services financiers pris respectivement par le Royaume-Uni et le Luxembourg qui vont donc réglementer le commerce bilatéral. Ces engagements contiennent un seuil légal obligatoire. Toutefois la libéralisation autonome ces dernières 20 années est allée bien plus loin.

Les engagements pris par le Royaume-Uni dans le cadre de l'AGCS, pour des raisons de forme, sont consolidés dans la liste des engagements spécifiques (schedule) de la Communauté européenne et de ses États membres. Pour tous les secteurs, à l'exception des services de télécommunication de base et les services financiers, ces engagements spécifiques figurent dans la liste EC12-1994. Les engagements relatifs aux services de télécommunication de base et aux services financiers figurent dans deux suppléments ultérieurs correspondant aux CE-15.

Le scénario d'une absence d'accord n'est donc pas celui auquel les parties en négociation, dont le Luxembourg, aspirent. À noter que l'absence d'accord aurait également des conséquences substantielles dans le domaine du droit des citoyens.

ad 2. Comme relevé dans la réponse précédente, l'objectif primaire du Gouvernement luxembourgeois, comme celui de tous les États membres de l'UE ainsi que de la Commission européenne, est d'éviter le scénario de l'absence d'accord.

Le Gouvernement a procédé à un exercice de screening interministériel sur les conséquences du Brexit. Le but est de minimiser l'impact négatif du retrait britannique de l'UE, quelle que soit la forme que prendra la relation future avec le Royaume-Uni.



Dans le cadre des négociations, le Luxembourg plaide pour une période de transition limitée dans le temps qui maintiendrait une sorte de statu quo règlementaire après le mois de mars 2019 afin de permettre aux acteurs économiques et aux citoyens de s'adapter au nouveau cadre relationnel entre l'UE et le Royaume-Uni.

Le Ministre des Affaires étrangères qui coordonne le travail interministériel relatif au Brexit reste, comme par le passé, à disposition de la Chambre des Députés pour s'entretenir sur les négociations en cours.

Question 3452 (14.11.2017) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **heures d'ouverture des boulangeries-pâtisseries**:

Dans le cadre d'un litige opposant un boulanger-pâtissier au Ministre de l'Économie, le tribunal administratif vient par jugement du 18 octobre 2017 d'annuler la décision du ministre qui refusait de «faire bénéficier [le boulanger-pâtissier] d'une dérogation en matière d'ouverture de son magasin, en lui permettant d'ouvrir ses portes aux clients avant 06.00 heures du matin, à l'instar des concurrents voisins, stations de service».

Alors qu'en réponse à ma question parlementaire n°2928, Monsieur le Ministre avait indiqué vouloir «attendre le jugement du tribunal administratif pour ce qui est du cas d'espèce dont il est saisi afin de tirer tous les enseignements», y compris celui de décider s'il y a lieu d'interjeter appel ou non, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre entend-il interjeter appel contre le jugement du tribunal administratif précité?

- Ayant implicitement reconnu devoir réformer le régime des heures d'ouverture, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les modifications qu'il envisage et endéans quel délai?

- L'étude commanditée dans ce contexte auprès du LISER a-t-elle déjà été communiquée à Monsieur le Ministre? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes de réforme proposées par ledit institut? Dans la négative, quand cette étude sera-t-elle finalisée?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Tout d'abord je peux confirmer qu'appel a été interjeté. Cet appel est à mon avis amplement justifié par le fait que le Ministère de l'Économie n'a pris aucune décision de refus dans le cas d'espèce. Mes services ont seulement rappelé au requérant la situation légale, sans prendre de décision, étant donné que la législation ne prévoit pas la possibilité de pouvoir introduire à titre individuel une demande de dérogation aux heures d'ouverture auprès du ministère.

En effet, seule une demande de dérogation sectorielle, émise par le biais d'une organisation professionnelle représentative de la branche au niveau local, communal, régional ou national, respectivement via l'administration communale et s'appliquant donc, dans le cas d'espèce, à tous les boulangers-pâtisseries en vue d'ouvrir avant 06.00 heures le matin serait recevable.

Dans le cadre légal actuel il n'est donc pas possible de donner suite à la demande d'un boulanger individuel pour ouvrir avant 06.00 heures afin de ne pas subir de désavantage par rapport à une station-service proche.

À ce stade, il n'est pas prévu de procéder à une réforme complète de la législation en matière d'heures d'ouverture ni à une libéralisation complète des heures d'ouverture. Une fois le jugement de la Cour administrative rendu, il faudra nécessairement trouver une solution de compromis qui devra tenir pareillement compte de la protection de la vie de famille des salariés dans le commerce que des besoins des entreprises de s'adapter aux attentes des consommateurs et aux évolutions technologiques, mais également de la revendication du voisinage des commerces à une certaine tranquillité nocturne.

Concernant l'étude commanditée auprès du LISER, les services du ministère et le LISER ont tout d'abord dû définir une méthodologie de travail et un questionnaire pour l'enquête à réaliser. L'étude sera effectuée en tenant compte des remarques des partenaires sociaux, afin de s'assurer qu'elle puisse rencontrer l'acceptation mutuelle des parties concernées. Le lancement de l'enquête aura lieu début janvier 2018 et il est prévu de finaliser l'étude en juin 2018.

Question 3453 (15.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **trains de nuit**:

Depuis décembre 2016, les CFL offrent des trains de nuit sur les lignes Luxembourg - Ettelbruck et Luxembourg - Esch-sur-Alzette les vendredis, samedis et la veille de jours fériés. Selon les explications fournies par Monsieur le Ministre lors de l'introduction de cette offre très limitée, il s'agissait d'une phase pilote qui serait évaluée au bout d'une période déterminée.

En décembre 2017, il y aura un changement des horaires des trains. Or, il paraît que les trains de nuit continueront à circuler sur les lignes précitées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce qu'une évaluation de ces services de nuit a été réalisée après une année d'exploitation? Dans l'affirmative, quel est le résultat de cette évaluation?

- Au vu de ces résultats, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait opportun d'étendre l'offre des trains de nuit à d'autres lignes bien fréquentées?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le bilan sur l'occupation des trains nocturnes circulant sur les lignes 10 et 60 pendant les nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche montre que sur un total de 738 trains saisis entre le 11 décembre 2016 et le 18 novembre 2017, 16.576 voyageurs ont profité de ce service. En considérant l'occupation de quatre trains partant chaque weekend vers le nord et le sud du pays, la moyenne se chiffre à 34 voyageurs par train en direction de Troisvierges et 50 voyageurs vers le sud du pays.

Pour les trains nocturnes du 23 juin vers Troisvierges et vers Rodange, un pic d'occupation de 709 respectivement 562 voyageurs a été constaté. Sur la ligne 10, le mois de juin a marqué un maximum de 1.130 voyageurs ayant utilisé le train nocturne. De même pour la ligne 60, qui a marqué un maximum de 1.488 voyageurs pour le mois de juillet.

L'extension de l'offre des trains de nuit à d'autres lignes n'est actuellement pas encore réalisable à cause des grands chantiers qui sont en cours en vue d'augmenter la capacité de l'infrastructure ferroviaire. La mise en place d'une offre complémentaire ne sera en principe pas réalisable avant l'année 2023.

Question 3455 (15.11.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **«démasculinisation» de la langue française**:

En France, plusieurs centaines de professeurs ont récemment décidé à ne plus faire apprendre la règle grammaticale, selon laquelle «le masculin l'emporte sur le féminin». En prétendant vouloir promouvoir l'écriture inclusive à l'école, ces professeurs préfèrent notamment faire appliquer la règle latine de «l'accord de proximité» qui consiste à accorder l'adjectif avec le plus proche des noms ou pronoms auquel il se rapporte.

Il s'ensuit que certains écoliers français écriront à l'avenir: «les hommes et les femmes sont belles» ou «les garçons et les filles sont contentes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce mouvement vers une «démasculinisation» de la langue française?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre? Partage-t-il l'avis de ces professeurs qui prétendent que les règles grammaticales actuelles induisent des représentations mentales, conduisant femmes et hommes à accepter la domination d'un sexe sur l'autre?

- L'application spontanée des règles d'une grammaire inclusive ne risque-t-elle pas de créer des confusions dans la pratique?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

J'ai bien pris connaissance d'un mouvement tendant à une «démasculinisation» de la langue française: dans une tribune publique, 314 professeurs et universitaires français ont en effet affirmé leur refus de perpétuer la règle qu'en matière d'accords, «le masculin l'emporte sur le fé-

minin», ceci aux motifs que la règle serait récente dans l'histoire de la langue française, qu'elle ne serait «pas linguistique mais politique», et qu'elle serait propre à induire «des représentations mentales qui conduisent femmes et hommes à accepter la domination d'un sexe sur l'autre, de même que toutes les formes de minorisation sociale et politique des femmes».

Sans vouloir me prononcer sur le bien-fondé des arguments avancés, je note que ce mouvement, même s'il a réussi à capter l'attention des médias, est largement minoritaire au sein de la communauté des enseignants de français de l'Hexagone et - pour autant que je puisse en juger - inexistant au Luxembourg. Par ailleurs, à défaut d'une instance nationale en la matière, le Luxembourg a coutume de se rallier aux préceptes de l'Académie française dans toutes les questions ayant trait à la langue française. Or, dans une récente déclaration, l'Académie s'est prononcée à l'unanimité de ses membres contre «l'écriture dite inclusive», argumentant que «la démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit, aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité»¹. Partant, je n'envisage pas l'introduction de nouvelles règles de grammaire au Luxembourg.

Question 3456 (15.11.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'**augmentation de la TVA et les répercussions sur les lois de financement**:

Le Gouvernement a décidé en 2014 d'augmenter le taux de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2015. La mesure fut concrétisée au niveau de la loi budgétaire de l'État 2015.

Pour le cas de figure de nouvelles constructions entre autres dans le domaine public, ce taux est alors passé de 15% à 17%.

De nombreux lois de financement et engagements financiers arrêtés avant la date-clé du 1^{er} janvier 2015, dont entre autres ceux qui prévoient des aides étatiques pour le compte des communes ou syndicats de communes, retiennent un subventionnement se basant sur une estimation budgétaire avec un taux TVA de 15%, applicable à l'époque.

Il s'ensuit que les maîtres d'ouvrage seront pénalisés par une réduction des aides étatiques de 2%, si aucune adaptation n'est allouée.

Les lois de financement respectivement les engagements prévoient, du moins pour la plupart des cas, la promesse de tenir les maîtres de l'ouvrage indemnes d'une adaptation pareille en fixant les montants des aides «sans préjudice des hausses légales de prix pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que tous les engagements et lois de financement bénéficient d'une hausse des aides suite à l'augmentation de la TVA, vu qu'il s'agit d'une hausse légale au profit de la Trésorerie de l'État?

- Dans l'affirmative, quelle est la méthode d'adaptation des aides étatiques à la hausse de la TVA?

- Dans la négative respectivement pour les engagements pris sans promesse d'une prise en compte d'une hausse légale, quelles sont les protections alternatives pour les maîtres d'ouvrage communaux?

Réponse (12.12.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les engagements de l'État relatifs à des subsides pour des projets d'investissements de tiers ne bénéficient pas d'une hausse des aides suite à la modification de certains taux de la TVA à partir de l'année 2015.

En effet, la disposition standard reprise dans les lois autorisant la participation de l'État au financement d'infrastructures d'assainissement et de protection de l'eau, inspirée sur proposition du Conseil d'État, de la formulation appliquée au subventionnement des investissements hospitaliers ou destinés à la réalisation de centres intégrés pour personnes âgées, est formulée comme suit:

«Les dépenses engagées au titre du projet visé à l'article 1^{er} ne peuvent pas dépasser le montant de ... euros.

Ces montants correspondent à la valeur ... de l'indice semestriel des prix de la construction au Déduction faite des dépenses déjà enga-

gées par le pouvoir adjudicateur, ces montants sont adaptés semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité²».

Les devis à la base des projets pour lesquels une intervention de l'État est sollicitée comprennent normalement une marge pour «divers et imprévus», sur laquelle le surcoût dû à des facteurs imprévus, comme donc aussi une augmentation de TVA, peut être imputé au maître d'ouvrage.

Des «protections alternatives» pour les maîtres d'ouvrage tiers, communaux ou autres, au-delà de cette marge, n'ont pas été envisagées et ne sont donc pas prévues par la législation.

Question 3457 (16.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **permissions de voirie**:

La loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des routes détermine les cas où une permission de voirie doit être sollicitée par le porteur de projet.

Selon mes informations, le délai entre la demande d'une permission de voirie et l'octroi de celle-ci est très long, ce qui retarde la réalisation de projets.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont en moyenne les délais de délivrance pour les permissions de voirie? Est-ce que les délais pour les projets d'envergure et les petites modifications souhaitées par une administration communale (signalisation, passage pour piétons, etc.) sont les mêmes?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces délais devraient-être raccourcis? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il entend mettre en œuvre afin d'améliorer la situation?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Sur les 5.639 demandes qui ont été présentées du 1^{er} janvier jusqu'au 21 novembre 2017, 4.221 permissions de voirie (pdv) ont été accordées, dont 976 pdv ministérielles et 3.245 pdv directes. À noter que 1.086 dossiers sont en cours de traitement et que 332 dossiers ont été classés ou concernaient des avenants ou prorogations.

En 2017, les pdv directes ont été accordées en moyenne après 8,1 jours. Les pdv ministérielles, dont les dossiers étaient complets et conformes, ont été accordées en moyenne après 49,2 jours. Tandis que les dossiers non conformes (pièces manquantes, informations à fournir, projets à adapter, etc.), ont été autorisés en moyenne après 109,6 jours.

Les délais sont différents principalement en fonction du type de permission et non pas nécessairement en fonction de l'envergure des projets. En effet, les permissions de voirie directes sont normalement accordées dans des délais très courts par le service régional compétent de l'Administration des ponts et chaussées. Ce type de permission concerne principalement des travaux ou aménagements courants ou limités dans le temps (démolitions, échafaudages, conteneurs, branchements privés, panneaux publicitaires, etc.).

Les autres travaux ou aménagements ayant un impact durable sont traités par le biais d'une permission de voirie ministérielle (accès, maisons, résidences, lotissements, infrastructures, aménagements routiers, etc.).

Les pdv ministérielles ont des délais plus longs du fait d'une procédure différente qui débute par une première vérification du dossier et une visite des lieux effectuées par le service régional compétent des ponts et chaussées. Un projet de permission de voirie établi par ce dernier est ensuite examiné et, si nécessaire, modifié ou complété à différents niveaux de l'administration.

Le projet de permission de voirie est ensuite transmis au ministère où il est approuvé, après

² À titre d'exemple: Loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure.



un dernier contrôle, sous forme d'une permis-
sion de voirie ministérielle.

Des délais plus longs résultent avant tout du
fait que le demandeur d'une pdv tarde à pré-
senter des documents manquants ou des adap-
tations de plans demandées.

Des efforts continus sont entrepris pour amélio-
rer et écourter les procédures, que ce soit par
exemple en offrant des formations spécifiques
aux agents traitant les dossiers ou en restructu-
rant ou simplifiant le «Guide d'application en
matière d'établissement des permissions de
voirie ministérielles».

Les chiffres démontrent que ces efforts portent
leurs fruits. En effet, quoique le nombre de dos-
siers ne cesse d'augmenter, 25% de plus entre
2012 et 2016 (+ 46% pour les pdv ministé-
rielles!), les délais de traitement ne cessent de
se raccourcir, sans que les effectifs du personnel
affectés à l'instruction des dossiers n'aient été
augmentés.

Question 3458 (16.11.2017) de Mme Fran- çoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le transport de voyageurs par route:

Le règlement (CE) n°561/2006 du Parlement
européen et du Conseil du 15 mars 2006 fixe
actuellement les règles relatives aux durées de
conduite, aux pauses et aux temps de repos
qui doivent être observées par les conducteurs
assurant le transport de voyageurs par route.

Même si les entreprises de transport luxem-
bourgeoises respectent, pour autant que je le
sache, en âme et conscience les règles appli-
cables en la matière, elles sont exposées à une
concurrence ardue et s'organisent de manière
à offrir aux clients le meilleur prix possible.

Cela peut aboutir à la situation cocasse que
deux bus, un véhicule transportant les voya-
geurs et conduit par un premier conducteur et
un deuxième plus petit de type «minibus»
conduit par un deuxième conducteur, se
suivent sur le même trajet pendant plusieurs
heures. À un moment donné, le premier
conducteur prend le volant du «minibus», tan-
dis que le deuxième chauffeur conduit les
voyageurs à destination. Du fait que le temps
passé dans le «minibus» n'est pas comptabilisé
comme durée de conduite journalière, le deu-
xième chauffeur respecte, aussi bien les dis-
positions légales et conventionnelles luxem-
bourgeoises que les règles européennes sus-
mentionnées. De facto, ceci revient toutefois à
une durée de conduite journalière, à mon sens,
exagérée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions
suivantes à Monsieur le Ministre du Développe-
ment durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il
faille sensibiliser les services étatiques et com-
munaux, y compris les lycées et écoles à ladite
problématique et exiger que sur des trajets dé-
passant une certaine distance, il faille en tout
temps avoir deux chauffeurs à bord d'un seul
bus permettant constamment à un des chauf-
feurs de se reposer? Monsieur le Ministre n'es-
time-t-il pas que cette façon de procéder
n'augmente le bien-être des chauffeurs de bus
de même que la sécurité des voyageurs, en ce
y compris les écoliers et élèves de lycées?

- Monsieur le Ministre entend-il prendre une
initiative au niveau européen afin d'améliorer
les conditions de travail des conducteurs et la
sécurité des voyageurs?

Réponse (03.01.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le cas décrit par l'honorable Députée vise pro-
bablement celui dont mon département avait
été saisi à la fin de l'année scolaire 2016-2017
et qui concernait concrètement une excursion
d'une classe scolaire du cycle 4.1 de Gonde-
range et de Bourglinster, suite à laquelle les pa-
rents d'une élève étaient intervenus auprès de
notre département pour se renseigner sur les
modalités des temps de conduite de l'entre-
prise d'autocars.

Je tiens à préciser préalablement dans ce
contexte que cette entreprise avait été
conforme aux réglementations en vigueur.

Cependant, je comprends les inquiétudes de
l'honorable Députée quant à des durées de
conduite effectuées à cheval tel que précisées
dans l'exemple de l'honorable Députée.

Il est vrai que suivant l'article 9 paragraphe 2
du règlement (CE) n°561/2006 du 15 mars
2006 relatif à l'harmonisation de certaines dis-
positions de la législation sociale dans le do-
maine des transports par route, modifiant les
règlements (CEE) n°3821/85 et (CE) n°2135/98
du Conseil et abrogeant le règlement (CEE)
n°3820/85 du Conseil, «Tout temps passé par
un conducteur pour se rendre sur le lieu de
prise en charge d'un véhicule (...) ou en reve-
nir, lorsque celui-ci ne se trouve ni au lieu de
résidence du conducteur ni à l'établissement
de l'employeur auquel le conducteur est nor-
malement rattaché, n'est pas considéré comme
repos ou pause.»

La problématique ne reste pas moins anodine
au niveau de la sécurité évidemment, mais
aussi longtemps que la réglementation et en
particulier les amplitudes (stricto sensu) sont
respectées, aucune sensibilisation ou interven-
tion n'aura d'effets.

Au niveau européen, la Commission euro-
péenne a présenté le 31 mai 2017 la première
partie de son «paquet mobilité», dont une des
propositions est d'appliquer certaines règles et
notamment la législation sociale aux véhicules
commerciaux légers et ses conducteurs. La Pré-
sidence estonienne de l'Union européenne a
travaillé dur sur les différents éléments du pa-
quet mobilité et a présenté un rapport sur
l'état d'avancement lors du Conseil «Trans-
ports» du 5 décembre 2017. La prochaine Pré-
sidence bulgare entend prendre la relève et
prévoit d'aboutir à une approche générale
pour le Conseil «Transports» de juin 2018.

Évidemment, le Luxembourg soutient l'ap-
proche d'appliquer la législation sociale aux
conducteurs des véhicules commerciaux légers.
Contrairement à d'autres éléments du paquet
mobilité, ce point n'est pas beaucoup contro-
versé et devrait bien aboutir.

Ainsi, le problème soulevé par l'honorable Dé-
putée sera résolu une fois les modifications de
la législation européenne adoptées.

Question 3459 (16.11.2017) de Mme Mar- tine Mergen (CSV) concernant la campagne «Rethink your drink»:

Le 7 novembre 2017, Restopolis a lancé la
campagne «Rethink your drink» qui s'en prend
aux boissons sucrées. Cet objectif mérite d'être
soutenu, la campagne est sans doute utile dans
un souci de santé publique.

Cependant, l'eau potable dans notre pays
étant d'une très bonne qualité tant au niveau
du goût que de la salubrité en raison des
normes très strictes fixées par le règlement
grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qua-
lité des eaux destinées à la consommation, on
peut se demander pourquoi cette campagne
n'a pas profité de l'occasion de faire de la pu-
blicité pour le produit de nos robinets? Elle
semble en effet soutenir surtout les eaux miné-
rales en bouteilles PET.

Nous savons que les bouteilles PET constituent
un problème dans le circuit des déchets, le
plastique étant un fléau environnemental mon-
dial.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les
questions suivantes à Madame la Ministre de
l'Environnement et à Monsieur le Ministre de
l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeun-
esse:

1) Est-il envisagé de mettre à disposition des
étudiants plus de gobelets recyclables, comme
c'est déjà le cas dans certains établissements
scolaires?

2) Quelles sont les mesures entreprises pour
promouvoir la consommation de notre eau po-
table?

3) Quelles sont les mesures entreprises par le
Département de l'environnement en vue d'une
réduction des déchets plastiques dans les éta-
blissements scolaires?

Réponse commune (16.01.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environne- ment, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Conformément à la hiérarchie dans la
gestion des déchets, la priorité est toujours
donnée à la prévention des déchets. Proposer
des gobelets recyclables ne tient pas compte
de la prévention, mais consiste toujours à favo-
riser des produits à usage unique. Par ailleurs,
le fait de proposer des gobelets recyclables
n'est pas une garantie que ces gobelets soient
effectivement recyclés correctement. Pour ce
faire, il faudrait mettre en place un tri correct à
la source pour ce type de matériel ce qui pour-
tant est difficilement réalisable notamment sur
des places publiques.

C'est dans ce contexte qu'actuellement Resto-
polis n'envisage plus de mettre à disposition de
la communauté scolaire de gobelets recyclables
car l'utilisation du verre est favorisée pour des
raisons écologiques. La mise à disposition de
verres pour la consommation de boissons s'est
avérée comme la meilleure solution pour les
convives. Il en est de même pour les consom-
mateurs de café/thé qui se voient remettre des
tasses en porcelaine, sauf pour les cafés/thés à
emporter pour lesquels Restopolis propose des
gobelets en carton recyclables en attendant
une autre solution plus durable.

D'autre part, Restopolis est à la recherche de
gobelets réutilisables conformes aux besoins
des convives tout en continuant à privilégier
l'utilisation des verres et tasses en porcelaine.

Actuellement une analyse de faisabilité est en
cours visant à proposer des bouteilles en verre
comme alternative aux bouteilles PET. Par ail-
leurs, Restopolis a déjà commencé à travailler
sur la création d'affiches pour sensibiliser à
l'utilisation du verre/de la porcelaine pour
toute consommation «sur place».

ad 2) Entre 2009 et 2013 l'ALUSEAU a réalisé,
en collaboration avec l'Administration de la
gestion de l'eau et le Ministère de l'Intérieur (à
l'époque le ministère ayant l'eau dans ses attri-
butions) une vaste campagne d'information et
de sensibilisation sur l'eau potable. Lors de
cette campagne le site Internet [www.drenk-
waasser.lu](http://www.drenk-waasser.lu) a été développé, rassemblant toutes
les informations utiles autour de l'eau potable
au Luxembourg, et notamment une plateforme
de publication des analyses de l'eau potable.
En parallèle, une campagne d'affiches, de spots
télévisés et radio, ainsi qu'un concours de phil-
atélie menant à un timbre promouvant l'eau
potable étaient lancés. L'élément central de la
campagne était cependant le «Waasserbus» qui
visitait les écoles et des manifestations pour in-
former et sensibiliser les enfants et le grand pu-
blic aux sujets de l'eau potable et pour distri-
buer celle-ci. Le bus était également présent
aux salons comme l'Oekofoire, tout comme
l'Administration de la gestion de l'eau et le Dé-
partement de l'environnement.

L'Administration de la gestion de l'eau a réalisé
les brochures d'information «L'eau potable au
Luxembourg» et «Eist Waasser» ainsi que du
matériel de support pour les écoles, no-
tamment un cahier d'énigmes, un jeu autour
de l'eau et des affiches concernant le cycle de
l'eau, la pollution de l'eau, la consommation
de l'eau potable ainsi que sa réduction, le tout
téléchargeable sur le site www.waasser.lu.

L'Administration de la gestion de l'eau a égale-
ment déjà effectué des visites dans des écoles
(Journée de l'eau dans les écoles primaires et
présentations dans des lycées) afin d'informer
et de sensibiliser le public déjà au plus jeune
âge aux sujets de l'eau potable.

Le SEBES et le SES proposent l'installation de
bornes de distribution d'eau potable (Tengy et
ISKABUR), installations en place dans certains
lycées, installations sportives etc. afin de pro-
mouvoir la boisson d'eau potable.

S'il est vrai que Restopolis met en avant les
eaux luxembourgeoises dans ses points de
vente et vient de lancer sa campagne «Rethink
your drink» afin de sensibiliser la population
scolaire à consommer moins de boissons su-
crées, il faut signaler que des cruches d'eau po-
table sont mises gratuitement à disposition des
convives par Restopolis. L'eau du robinet étant
de très bonne qualité, des cruches d'eau po-
table sont déposées sur les tables des resta-
urants scolaires. Restopolis ne soutient en aucun
cas la distribution d'eau en bouteilles PET par
rapport à l'eau du robinet, mais le message
premier de la campagne «Rethink your drink»
était de remplacer une bouteille de boisson su-
crée par de l'eau (sous n'importe quelle forme),
action par laquelle le consommateur, conscient
des dégâts sur l'environnement de la produc-
tion sucrière, fait un geste écologique.

Restopolis offrira bientôt à la vente des gourdes
réutilisables qui peuvent être remplies avec de
l'eau du robinet. Dans ce contexte, il est envi-
sagé d'organiser une deuxième édition de la
quinzaine «Rethink your drink», qui permettra
non seulement de sensibiliser les consomma-
teurs à utiliser ces gourdes réutilisables, mais
aussi de promouvoir l'engagement «Anti-
Gaspi».

ad 3) Le Ministère du Développement Durable
et des Infrastructures, Département de l'envi-
ronnement ensemble avec l'Administration de
l'environnement ont toujours soutenu des ini-
tiatives de prévention de déchets plastiques
telles que le projet pilote visant à remplacer
lors de manifestations les gobelets à usage
unique par des gobelets consignés réutilisables
ou le projet d'un gobelet à usage multiple uti-
lisé lors de marches populaires.

Un groupe de travail composé de représentants
du Département de l'environnement du Minis-
tère du Développement durable et des Infra-
structures et le Ministre de l'Éducation natio-
nale, de l'Enfance et de la Jeunesse va être mis
en place afin de dresser un état des lieux de la
situation actuelle, de repérer les différentes
sources de déchets plastiques et d'élaborer des
pistes pour bannir à moyen terme les récipients
et emballages en plastique des écoles et lycées.
Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation
seront lancées prochainement dont le but est
de mettre à disposition des récipients consi-
gnés, pouvant être utilisés par exemple dans la
restauration pour emporter le surplus des plats
ou encore dans la vente de repas préparés et
de promouvoir l'utilisation de gobelets réutili-
sables destinés à la consommation d'eau po-
table du robinet, de café et de thé.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans les objec-
tifs du nouveau Plan national de gestion des
déchets et des ressources, actuellement dans la
phase de consultation publique, qui vise entre
autres à promouvoir l'utilisation des embal-
lages à usage multiple, dont notamment les
gobelets et de réduire les gobelets à usage
unique.

Question 3460 (17.11.2017) de MM. Léon Gloden et Emile Eicher (CSV) concernant les plans d'aménagement général:

Dans une interview publiée au journal le Quoti-
dien en date du 15 novembre 2017, Monsieur
le Ministre dit au sujet des PAG: «Deux tiers des
communes n'ont toujours pas envoyé le leur!
Mais maintenant, il faut y aller: la date butoir a
déjà été repoussée deux fois et ça suffit.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions po-
ser les questions suivantes à Monsieur le Mi-
nistre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre confirme qu'il
n'entend pas proroger la date butoir du
08.08.2018?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures
que Monsieur le Ministre préconise pour faire
avancer les dossiers en cours sachant que les
bureaux d'études n'arrivent pas à conclure la
charge de travail résultant des travaux de re-
fonte engagés relatifs au PAG endéans le délai
précité?

Réponse (04.01.2018) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

En référence et en complément à mes réponses
aux questions parlementaires n°3040 et 3420
des honorables Députés Diane Adehm et Gilles
Roth, je tiens tout d'abord à rappeler aux ho-
norables Députés que la loi du 14 juin 2015
portant modification de l'article 108 de la loi
modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'amé-
nagement communal et le développement ur-
bain a prorogé la date limite pour la refonte
complète des plans et projets d'aménagement
général des communes jusqu'au 8 août 2018. Il
s'agissait en fait de la 3^e prolongation du délai
depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004.

Par ailleurs, la loi du 14 juin 2015 a allégé l'am-
pleur de la sanction initiale qui frappait de ca-
ducité les plans d'aménagement général qui
n'avaient pas fait l'objet d'une refonte endéans
le délai prescrit antérieurement. Une commune
qui n'arrive dès lors pas à respecter le délai du
8 août 2018 pourra cependant continuer à
exécuter son plan d'aménagement général
moyennant la délivrance d'autorisations de
construire, mais sans pour autant pouvoir le
modifier¹, ni engager de nouvelles procédures
visant à faire adopter un plan d'aménagement
particulier «nouveau quartier».

Il s'avère dès lors indispensable que les com-
munes procèdent à la refonte de leurs plans
d'aménagement général «mouture 1937» qui,
de par leur rigidité, ne permettent pas un urba-
nisme adapté aux besoins actuels. Qui plus est,
nombre de ces PAG ne sont plus en phase avec
le principe de la sécurité juridique.

Comme je l'ai d'ailleurs déclaré lors de mon in-
tervention devant la Chambre des Députés le
21 mai 2015 à l'occasion des débats en amont
du vote de la loi précitée du 14 juin 2015, la
refonte des PAG amène notamment une plus
grande facilité et constitue de ce fait une
simplification administrative importante, parti-
culièrement au niveau des quartiers existants.
En effet, la solution de facilité insinuée par les
honorables Députés de proroger une nouvelle
fois la date butoir est synonyme de prolonga-
tion inutile et considérable des procédures ad-
ministratives pour la réalisation de projets de
lotissement dans les quartiers existants dans les
communes qui n'ont pas encore adopté un
nouveau PAG, mouture 2004-2011. Il y a donc

¹ sauf pour procéder à la refonte



lieu de considérer qu’une simple prorogation de délai n’est évidemment pas en phase avec les efforts consentis par le Gouvernement et d’autres acteurs, dont la Chambre des Députés, à combattre activement et offensivement la pénurie de logements.

En outre, elle ne ferait que perdurer une situation défavorable d’insécurité juridique et de traitement inégalitaire d’une commune à l’autre.

De toute façon, et en admettant qu’il n’y a pas lieu d’exclure l’approche insinuée par les honorables Députés malgré les désavantages décrits ci-dessus, je reste persuadé qu’il n’est nullement indiqué de se prononcer à ce stade pour une prorogation du délai précité. Une telle avancée du Gouvernement risquerait d’être mal interprétée par les retardataires et de les encourager à continuer de faire traîner les choses. Un tel développement déplorable serait diamétralement opposé à la volonté du législateur, volonté partagée d’ailleurs par tous les groupes politiques. Il me tient donc à cœur d’inviter une nouvelle fois les responsables communaux concernés à se conformer à la loi dans les meilleurs délais, et de les rendre attentif au fait qu’au cas contraire, ils ne seraient pas à l’abri d’éventuelles demandes en réparation de la part de particuliers.

Ceci étant, je puis informer les honorables Députés que quelque 40 communes, dont la Ville de Luxembourg, ont finalisé la procédure d’adoption d’un nouveau PAG ou ont au moins entamé leur procédure d’adoption proprement dite (art. 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004). Il est donc de mise de constater que les délais impartis étaient raisonnables. Parmi les quelque 60 communes restantes, l’énorme majorité a finalisé la première phase de l’évaluation sur les incidences environnementales, dont la commune de Clervaux et depuis peu la Ville de Grevenmacher. Il me revient finalement que seul quatre communes n’ont pas encore atteint ce stade de la procédure.

Je me permets, par ailleurs, de rappeler que par le biais de ma circulaire n°3282 du 22 juin 2015 ayant trait à la prolongation de la date limite pour la refonte du PAG au 8 août 2018, j’avais vivement encouragé les communes «à maintenir, en collaboration avec leur bureau d’études, les efforts déjà entrepris pour mener à terme la refonte du PAG».

Compte tenu de ces développements, je ne peux que réitérer mes conclusions tirées dans ma réponse du 5 juillet 2017 à la question parlementaire n°3040, à savoir que l’échéance du 8 août 2018 pourra être tenue par les communes. Un bilan afférent sera effectué par le Gouvernement dans les prochains mois.

En ce qui concerne le deuxième volet de la question parlementaire, je donne à considérer que le Ministère de l’Intérieur a activement incité les acteurs communaux concernés à limiter au strict nécessaire les modifications ponctuelles de leurs anciens plans d’aménagement afin de ne pas aggraver davantage la surcharge de travail que connaissent actuellement les bureaux d’urbanisme agréés chargés de la refonte des prédicts plans.

Dans ce sens, il va sans dire que les services du Ministère de l’Intérieur, et notamment la commission d’aménagement, se tiennent à l’entière disposition pour assister et accompagner tant les acteurs communaux que les différents bureaux d’urbanisme dans la finalisation des projets d’aménagement général.

Question 3461 (17.11.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l’interprétation du droit pénal:

Am 5. Rapport vun der ECRI (Commission européenne contre le racisme et l’intolérance) vum Conseil de l’Europe) iwwer Lëtzebuerg, deen den 28. Februar 2017 publizéiert gouf, félicitéiert dee Gremium op e puer Plazen déi lëtzebuergesch Justiz fir eng wäit Interpretatioun (interprétation large) vum Strofrecht. Ech zitieren dës Passagen:

«Les tribunaux interprètent les dispositions sur l’incitation à la haine d’une manière large et répriment ainsi également les injures et diffamations racistes.» (Säit 9)

«En même temps, l’ECRI constate avec satisfaction que les tribunaux interprètent les dispositions sur l’incitation à la haine d’une manière large.» (Säit 11)

Am „Point de vue du Gouvernement du Luxembourg sur le cinquième rapport de l’ECRI sur le Luxembourg“, deen d’Regierung gefrot huet, fir un dee Rapport ze annexéieren, hält si net zu deenen zitéierten Aussoe vum der ECRI Stellung.

Et ass e Grondprinzip am Rechtswiesen, datt de Principe de légalité en droit pénal bewierkt, datt een nëmme kann opgrond vun engem präzisen a kloren Text veruerteelt ginn. Dëst geet zrëck op de Rechtsprinzip „Nullum crimen sine lege“. Dës onverzichtbar Präzisioun gëtt dem Rechtswiesen eng gewësse Previsibilitéit an och eng Rechtssécherheet. Aus dëser Rechtsofpaassung ergi sech och d’Prinzipie vun der Netréckwierkung an der Noutwendegkeet vun enger enker Interpretatioun (interprétation stricte) vum Strofrecht. Am franséischen Droit heescht et dowéinst am Artikel 111-4 vum Code pénal: «La loi pénale est d’interprétation stricte.» Datselwecht ass och zu Lëtzebuerg en allgemeng unerkannte Prinzip, op dee sech jo och a wichtege, internationale Konventiounen referéiert gëtt.

Dowéinst wollt ech den Här Justizminister froen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d’Strofrecht op eng strikt Manéier ze interpretéieren ass?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt de Principe de légalité en droit pénal e wichtege Rechtsgrundsatz ass?

3. Wéi wëllt den Här Minister am Kader vu senge politesche Responsabilitéiten zu der Promotioun vun der Zouverlässegkeet, der Previsibilitéit an der Rechtssécherheet am Beräich vum Strofrecht bäidroen?

4. Wéi beuerteelt den Här Minister déi méi uewen zitéiert Aussoe vum der ECRI iwwert d’Praxis vun de Lëtzeburger Gerichter, déi op eng wäit Interpretatioun vum Strofrecht hindeiten?

Réponse (22.12.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Den honorabelen Deputéierte kënn a senger parlamentarescher Ufro nees op Froen zrëck, déi kierzlech an der Chamber - an ëffentlecher Sëtzung, de 15. November vun dësem Joer - schonn ausféierlech debattéiert gi sinn.

Wat d’ECRI betrëfft, kann d’Regierung net aschätzen, wat dëst wichtegt Gremium dozou beweegt, dës oder déi Aschätzung ze maachen.

Zu Lëtzebuerg gëtt, an den honorabelen Deputéierte weess dat sécherlech, de Principe de légalité en droit pénal respektéiert.

Zu Lëtzebuerg huet och all Biergerin an all Bierger Rechter, déi hir an him et erlaben, Gerichtsdecisiounen ze kontestéieren, wa se als net richteg empfonnt ginn, an dat iwwer méi Instanzen.

Am héijen Interêt vum Justiziabel ass et eng permanent Suerg vun der Regierung, eis Justizautoritéiten mat den néidege personellen, infrastrukturellen, finanziellen a legale Moyenen ze versinn, fir konstant eng Justiz op héijem internationalen Niveau ze erméiglechen. Esou ass Lëtzebuerg 2017 vun der Europäescher Kommissioun am Beräich vun der Ziviljustiz opgefouert ginn als dat EU-Land, wou d’Prozesser am séierste ginn. Eng Auszeichnung, awer och eng Motivatioun, fir et nach besser ze maachen, do wou dat geet.

Dëst gesot, huet d’Regierung deem, wat se am Kader vun der uewe genannter parlamentarescher Debatt iwwert de Respekt vun der Gewaltentrennung gesot huet, näischt bäizefügen.

Question 3462 (17.11.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la vente de tickets à travers le site www.luxembourg-ticket.lu:

Lëtzebuerg verfüügt iwwer vill Plaze wou kulturell Veranstaltungen opgeféiert ginn an iwwer e grouse Programm vun alle méigleche kulturellen Opféierungen. Fir et esouwuel dem interesséierte Publikum wéi den Organisateure méi licht ze maachen, Reservatiounen ze maachen a Billjeeën ze kafe respektiv ze verkafen, gëtt et de Service „luxembourgticket“. Dësen erlaabt et esouwuel iwwer Internet (www.luxembourg-ticket.lu) wéi an enger Rei Guichete Billjeeën ze kafen.

Leider ass et esou, datt eng Rei kulturell Institutiounen, dorënner d’Philharmonie an d’Abtei Neimënster, e groussen Deel vun hirem Programm net méi iwwert de Service Luxembourgticket ubidden, esou datt d’Clienten hir Billjeeën direkt an dësen Haiser musse bestellen a kafen.

De Service Luxembourgticket ass en Deel vun de Services, déi vun der Agence luxembourgeoise d’action culturelle de Lëtzebuerg Organisateur zur Verfügung gestallt ginn. Dës Agence, déi als Asbl agedroen ass, gëtt vum

Stat a vun der Stad Lëtzebuerg ënnerstëtzt. Och d’Philharmonie an d’Abtei Neimënster ginn zum gréissten Deel vun der ëffentlecher Hand finanziert.

Dowéinst wollt ech dem Här Kulturminister dës Fro stellen:

1) Ass dem Här Kulturminister d’Situatioun bekannt, datt eng Rei kulturell Institutiounen, wéi d’Philharmonie an d’Abtei Neimënster, net méi oder nëmme nach zum Deel mam Service Luxembourgticket kollaboréieren?

2) Wéi eng gréisser kulturell Institutiounen, déi vun der ëffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn, bidde keng oder nëmme wéineg Veranstaltungen iwwert de Service Luxembourgticket un?

3) Aus wéi enger Ursach ginn eng Rei Billjeeën net méi iwwert de Service Luxembourgticket ofgewëckelt? Ass dëst an der Haaptsach eng finanziell Ugeleeënheet?

4) Ass den Här Kulturminister bereet, déi responsabel Mataarbechter vun de kulturellen Institutiounen - ëmsou méi se vun der ëffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn - an der Agence luxembourgeoise d’action culturelle ronderëm en Dësch ze versammelen, fir de Problem ze léisen?

5) Ass d’Regierung bereet, de Budget vun der Agence luxembourgeoise d’action culturelle ze héijen, wann dëst d’Voraussetzung wär, fir datt nees all kulturell Manifestatiounen kéinten iwwert de Service Luxembourgticket ofgewëckelt ginn?

Réponse (25.01.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

ad 1) D’Situatioun, déi Dir beschreift, war ons schonn méi laang bekannt an dowéinst krut d’lescht Joer déi nei Direktioun an der Agence luxembourgeoise d’action culturelle (ALAC), déi „luxembourgticket“ geréiert, als eng vun hiren Haaptmissiounen, de Service vun der Billetterie opzeschaffen an ze moderniséieren, fir nei a méi Clienten ze fannen.

ad 2) Et sinn haaptsächlech véier kulturell Institutiounen (d’Philharmonie, d’Rockhal, d’Kulturfabrik zu Esch-Uelzecht an d’Rotonden op der Gare), déi decidéiert haten, hir eege Billetterie opzemaachen.

ad 3) D’Haaptursach war, dass si méi Fräiheet wollten, wat d’Entwécklung vun hirem hausinterne Marketing ugeet, fir den direkte Service un hire Clienten ze stäerken. Wichteg war hinnen, de Profill vun hirem Publikum ze erkennen an esou geziilt d’Vermaartung vun hire Manifestatiounen opzebauen.

Déi véier Haiser hunn hiren Ticketverkauf ouni eng direkt finanziell Ënnerstëtzung vum Kulturministère organiséiert. Den Opbau vun enger Billetterie ass en zolitte finanziellen Investissement an dofir ass net vun enger budgetärer Ugeleeënheet auszegoen.

ad 4) Déi nei Spëtzt vun der ALAC, déi säit Enn 2016 am Amt ass, huet bis haut keng Efforte gescheit, fir „luxembourgticket“ nees méi attraktiv a konkurrenzfähig ze maachen. Si hu sech d’lescht Joer mat bal alle kulturellen Institutiounen ausgetosch - och déi uewe genannten Haiser. Mam Resultat, dass, zum Beispill, Neimënster am November 2017 bereet war, „luxembourgticket“ e Kontingent Billjeeën an de Verkauf an an d’Promotioun ze ginn. D’Rockhal mécht dëst säit laange Joren. An d’Philharmonie proposéiert säit dësem Joer d’Promotioun vun hire Manifestatiounen um Internet-site vun „luxembourgticket“. D’kulturell Institutiounen an d’ALAC setzen also schonn erëm „um Dësch“, fir Léisungen an nei Kooperatiounen ze fannen.

ad 5) De System vun engem nationale Billjeeverkauf wéi „luxembourgticket“ ass komplex a muss och technesch permanent opgerüst a moderniséiert ginn, fir all dat ze bidden, wat de Client vun deem Service verlaangt. Am éischten Trimester vun dësem Joer ass virgesinn, dass - an dat zesumme mat eisem Partner, der Stad Lëtzebuerg - gepréift gëtt, wéi eng eventuell finanziell Hiewelen ugesat misste ginn, fir „luxembourgticket“ zu enger nach besserer a virun allem zentraler Ulafstell ze maachen, wou de Client bequeme op enger Plaz säi Billjee kafe kann an och all d’Informatiounen fënn, déi e brauch.

Question 3463 (17.11.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la nouvelle loi russe désignant des médias comme «agents de l’étranger»:

En effet, la Douma vient d’adopter mercredi - en urgence d’ailleurs - une loi qui permettra de qualifier des médias étrangers ou russes bénéficiant d’un financement international d’«agents

de l’étranger». Pour la République de Russie, ladite loi est considérée comme étant une «riposte similaire» (Poutine) à l’enregistrement sous cette même qualification d’«agent de l’étranger» de la chaîne de télévision pro-Kremlin, RT (ex-«Russia Today») aux États-Unis. Même si la nouvelle loi russe doit encore être adoptée et validée formellement par le Conseil de la Fédération, avant d’être promulguée par le Président Vladimir Poutine, de nombreux observateurs étrangers parlent déjà d’une nouvelle «guerre de l’information».

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m’informer sur la position du Gouvernement relative à cette nouvelle loi russe désignant des médias comme des «agents de l’étranger»? Quelles en sont les conséquences pour la liberté de presse en général et les médias étrangers en particulier en Russie? Le qualificatif «guerre de l’information» est-il, pour le reste, justifié?

2. Dans l’affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m’éclairer sur une éventuelle démarche politico-diplomatique bilatérale en réponse à la nouvelle loi de la Douma?

3. Monsieur le Ministre peut-il également me renseigner si le Gouvernement envisage d’aborder cette évolution pour le moins préoccupante au niveau du Conseil de l’Union européenne et aussi au sein du Conseil de l’Europe dont fait également partie la Russie?

Réponse (14.12.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Le Luxembourg suit de près la mise en œuvre de la nouvelle législation russe désignant des médias comme «agents de l’étranger». Ce sujet est également analysé au Conseil de l’Europe, notamment par le Commissaire aux droits de l’homme. Dans ce contexte, une alerte a été publiée sur la plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes. La liberté des médias est une composante essentielle de toute démocratie et il est à craindre que la mise en œuvre de cette législation constitue une menace pour les médias libres et indépendants et pour l’accès à l’information en Russie.

ad 2. Ensemble avec les représentations diplomatiques des autres États membres de l’UE, notre ambassade à Moscou suit la situation, qui continue d’ailleurs à évoluer. Il est actuellement encore difficile à répondre aux maintes questions qui se posent suite aux derniers amendements de ce projet de loi.

ad 3. La porte-parole du Service extérieur de l’Union européenne a fait une déclaration en date du 26 novembre 2017 à laquelle le Luxembourg se rallie. Au Conseil de l’Europe, le sujet sera abordé au Comité des délégués, et le Commissaire aux droits de l’homme a fait une déclaration en date du 20 novembre 2017.

Question 3464 (20.11.2017) de M. Georges Engel (LSAP) concernant le bus à haut niveau de service:

Il ressort d’un article de presse récent que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures envisage l’aménagement sur l’autoroute A4 d’un couloir pour un bus à haut niveau de service (BHNS) entre Esch-Belval et le quartier de la Cloche d’Or à Luxembourg-ville. Cet article soulève également la question d’un prolongement de cette ligne jusqu’en France.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le projet élaboré par le ministère prévoit actuellement l’option d’un prolongement de la ligne BHNS entre la Cloche d’Or et Belval jusqu’en France?

- Dans quels délais les travaux pour la mise en œuvre de ce projet pourront débuter?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer approximativement le coût du réaménagement de l’autoroute A4, ainsi que le coût relatif à une extension du BHNS jusqu’en France?

- Au vu du nombre toujours croissant de personnes empruntant chaque jour l’autoroute A4, Monsieur le Ministre estime-t-il que l’aménagement d’une liaison par tram entre les deux destinations puisse constituer une alternative



envisageable au BHNS? Des parkings P&R proches de l'autoroute A4 pourraient-ils rendre une telle ligne de tram attrayante?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le couloir de l'autoroute A4 entre Esch-sur-Alzette et la ville de Luxembourg est un des axes qui connaît la plus forte demande en déplacements du Grand-Duché, avec comme conséquence la saturation de l'autoroute aux heures de pointe. Actuellement, une dizaine de lignes RGTR transportent quelque 1.300 passagers par période de pointe sur l'autoroute A4. Ceci correspond à un bus toutes les trois minutes en moyenne sur son tronçon central. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'Administration des ponts et chaussées étudient actuellement plusieurs options pour renforcer l'offre des transports en commun, et d'ailleurs l'aménagement d'une liaison cyclable, sur ce corridor. L'objectif est de mettre en place des améliorations à court terme qui seront compatibles avec des améliorations plus conséquentes à moyen terme. Toutes les options en cours d'analyse considèrent évidemment aussi les besoins en mobilité transfrontalière. Les études en question fourniront des éléments de réponse plus concrets avant l'été 2018.

Le projet du réaménagement multimodal de l'autoroute A4 a été adopté par la Chambre des Députés lors du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État en date du 6 décembre 2017. Dès lors, et sur base de l'étude de faisabilité approuvée en novembre 2017, l'Administration des ponts et chaussées alignera les études d'avant-projet avec l'étude analysant plusieurs options de transport en commun, et dont des résultats plus concrets sont attendus pour mi-2018. Comme les études détaillées ne sont pas encore finalisées, un planning de réalisation ne peut pas encore être avancé, et il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'enveloppe des coûts, qui englobera non uniquement la voie pour bus, mais également le réaménagement indispensable des échangeurs de Lankelz, Lallange et Foetz.

Le projet des ponts et chaussées devra donc être compatible avec les futurs options et concepts d'exploitation élaborés à ce stade par mon ministère dans le but de garantir à moyen terme une offre de transports en commun suffisante permettant de satisfaire aux besoins de mobilité sur ce corridor très important.

Question 3465 (20.11.2017) de **MM. Yves Cruchten et Roger Negri** (LSAP) concernant **les feux de circulation avec décompte**:

La signalisation routière évolue et on voit apparaître dans d'autres pays de plus en plus de modèles différents de feux de circulation. Si au Luxembourg les feux équipés d'un signal sonore pour malvoyants sont très répandus, il n'en est pas de même pour des feux qui indiquent d'une manière ou d'une autre la durée de la phase rouge ou verte. Ainsi, il existe des feux de circulation avec compte à rebours qui indiquent et aux voitures et aux piétons le temps d'attente.

Dès lors, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que ce type de feux de circulation (avec décompte) est conforme à la réglementation existante au Luxembourg?

- Sinon, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'introduction de nouveaux modèles de feux de circulation pourrait améliorer la sécurité et le confort des usagers de la route?

Réponse (16.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le Code de la route s'exprime sur la signification en matière de priorité des signaux lumineux dont il est fait usage pour régler la circulation.

Les signaux colorés lumineux peuvent être de couleur verte, orange ou rouge. Les signaux blancs s'adressent aux conducteurs de véhicules du transport public.

Les installations avec affichage d'un compte à rebours affichent la durée restante de la phase actuelle (vert ou rouge) jusqu'au changement à la prochaine phase. Cet affichage peut

s'adresser tant au trafic motorisé qu'aux piétons et cyclistes.

Lorsque l'affichage d'un compte à rebours n'altère pas le fonctionnement, ni la signification des feux lumineux utilisés pour régler la circulation, son emploi n'est pas contraire aux dispositions réglementaires.

Les incidences sur le comportement des usagers de la route lors de l'affichage du temps restant aux signaux lumineux furent examinées scientifiquement dans plusieurs études et les résultats sont plutôt mitigés. Généralement, les résultats pour un compteur à rebours s'adressant aux piétons étaient positifs et le nombre des infractions aux feux rouges baissait environ d'un tiers. Par contre, les investissements pour la mise en place de feux de circulation avec décompte s'adressant au trafic motorisé sont disproportionnés par rapport à leur utilité.

L'utilisation systématique de feux lumineux à décompte ne saurait donc être préconisée et l'utilité de tels signaux en rapport avec la sécurité routière devrait être vérifiée au cas par cas et peut varier en fonction du système de feux de signalisation automatisé et dynamique. D'ailleurs, il est déconseillé d'utiliser des feux avec indication de la durée restante en chiffres, mais d'avoir recours à un modèle d'indicateur qualitatif, tel qu'utilisé aux Pays-Bas, qui permet plus de souplesse au niveau de la programmation des installations de feux lumineux.

Question 3466 (20.11.2017) de **MM. Léon Gloden et Emile Eicher** (CSV) concernant **le calcul des contributions des communes**:

Concernant le calcul des contributions des communes, il y eu lieu de constater une différence entre les données établies par le Statec et celles du RNPP. Cependant, ces différences devraient appartenir au passé suite à l'introduction du RNPP et la synchronisation de registres communaux et nationaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Comment de telles différences dans les données sont-elles possibles?

- Qu'entend faire Monsieur le Ministre afin de remédier à cette incohérence?

Réponse (04.01.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question des honorables Députés au sujet du calcul des contributions financières aux communes, j'aimerais tout d'abord référer les honorables Députés à ma réponse du 20 mars 2017 à la question parlementaire n°2773 de l'honorable Député Marc Lies au sujet du registre des personnes physiques.

Il s'avère en effet que le Statec, qui ne tombe, par ailleurs, pas sous la compétence du Ministre de l'Intérieur, a procédé jusqu'en 2016 à l'estimation de la population sur base du recensement général de la population, des mouvements naturels et des mouvements migratoires. Aussi, les chiffres de la population calculés par le Statec à l'époque pouvaient varier fortement avec ceux des registres de la population.

Or, suite à la synchronisation des registres communaux des personnes physiques avec le registre national des personnes physiques, qui constitue d'ailleurs un travail de coordination durable et permanent entre les secteurs étatique et communal, le Statec, en collaboration avec le CTIE, produit depuis le 1^{er} janvier 2017 les chiffres de la population sur base du registre national des personnes physiques.

Question 3467 (20.11.2017) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant **les médicaments sans ordonnance**:

Une enquête sur l'automédication publiée par le magazine français «60 millions de consommateurs» dévoile une «liste noire» de produits pharmaceutiques, parmi ceux les plus vendus, et révèle que plus de la moitié des 62 médicaments vendus en libre accès en pharmacie pour soigner les petites pathologies hivernales est à proscrire.

Sur cette liste figurent des médicaments avec deux à trois composés actifs: un vasoconstricteur (nez bouché), un antihistaminique (nez qui coule) et du paracétamol ou de l'ibuprofène (mal de tête).

Selon «60 millions de consommateurs», ces médicaments «tout-en-un» cumulent des risques de surdosage et d'effets indésirables graves (accidents cardiovasculaires, neurologiques, vertiges...).

En outre, des médicaments à base de pseudoéphédrine à administration par voie orale sont vendus sans ordonnance alors qu'ils délivrent jusqu'à 30 fois la dose de ceux qui s'administrent par voie nasale et qui sont accessibles seulement sur ordonnance. L'enquête s'attaque aussi aux sirops contre la toux.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Êtes-vous informée des résultats de cette enquête, et quelles suites y seront réservées?

2. Quel est le nombre de médicaments disponibles actuellement sans ordonnance dans les pharmacies au Grand-Duché pour soigner les «petites pathologies hivernales»? Quel est le nombre total de médicaments disponibles en vente libre?

3. Les médicaments incriminés par cette enquête sont-ils tous disponibles au Grand-Duché en vente par Internet? Y en a-t-il certains qui sont réservés à la vente au comptoir en pharmacie?

4. La publicité pour ces médicaments au Luxembourg est-elle réglementée? De quelle façon est-il envisagé de donner des informations complémentaires sur les risques de ces médicaments en vente libre?

Réponse (13.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les services du Ministère de la Santé sont au courant de l'article publié dans le numéro spécial du mois de décembre du magazine «60 millions de consommateurs». Aucun des médicaments y mentionnés ne fait à l'heure actuelle officiellement l'objet d'une éventuelle suspension par les autorités sanitaires nationales françaises ou de procédures d'arbitrage par l'Agence européenne des médicaments (EMA), tout en rappelant qu'une réglementation pharmaceutique efficace vise à assurer l'innocuité, l'efficacité et la qualité des médicaments.

Les médicaments autorisés, qui sont utilisés dans les indications concernant le traitement symptomatique des affections et troubles bénins comme la toux ou le rhume, sont repris dans la liste des médicaments commercialisés au Luxembourg. L'information fournie par cette liste est cependant limitée aux modalités de prescription et de remboursement et ne donne accès ni à leur composition ni à leur dosage en principes actifs. La consultation des banques de données administratives a permis aux services du Ministère de la Santé de recenser un nombre de 60 médicaments à prescription non obligatoire renfermant à divers dosages et à associations plus ou moins variées des principes actifs vasoconstricteurs, antihistaminiques ou autres, tels que des huiles essentielles, extraits de plantes ou des sels. Ces médicaments à prescription non obligatoire ne contiennent, pour la grande majorité, qu'une association de deux principes actifs. Ils sont proposés lors des demandes de conseil pour traiter le plus rapidement possible les affections courantes hivernales.

C'est justement dans le contexte de l'automédication que le pharmacien doit mettre le patient en garde contre une thérapie aléatoire. Il est du devoir du pharmacien d'informer et d'éclairer le patient sur le fait que la prise de médicaments à prescription non obligatoire doit être limitée à une courte période. Si au cours de cette période, qui ne doit pas dépasser cinq jours, les symptômes ne disparaissent pas ou s'aggravent, le patient doit consulter un médecin.

Force est de rappeler que le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre, et qu'il incombe au pharmacien d'informer et conseiller le patient pour que ce dernier décrypte les nombreuses informations transmises par les médias. La publicité au public concernant les médicaments sans prescription encadrée obligatoire et qui peuvent être mis en vente en ligne, est dans ce sens strictement réglementée et son contrôle incombe aux autorités sanitaires.

Question 3468 (20.11.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant **les arrêts de bus à Ingeldorf**:

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a fait aménager de nouveaux arrêts de bus le long de la N7 à Ingeldorf en attendant la réalisation future d'un boulevard urbain à travers cette localité. Cette décision est très louable étant donné qu'elle permet de rendre plus attractif le transport en commun entre Diekirch et Ettelbruck. Or, il s'avère que l'arrêt de bus près de la pharmacie «Nordstad» pose des problèmes de sécurité manifestes puisqu'il est situé à la fin d'une bande en béton asphaltique destinée à faciliter les sorties de vé-

hicules en provenance du parking d'un supermarché.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant la sécurité des voyageurs de bus en cet endroit? Le ministère a-t-il fait élaborer une étude au préalable?

2. Comme l'arrêt de bus «Um Dräieck» est loin des quartiers d'habitation d'Ingeldorf, est-il possible d'assurer également que les lignes de bus 555 (Ettelbruck - Huldange) et 570 (Ettelbruck - Stolzembourg) puissent desservir les nouveaux arrêts près de la pharmacie «Nordstad» et du lieu-dit «Walebroch»?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En ce qui concerne l'arrêt de bus près de la pharmacie «Nordstad», je précise qu'il s'agit d'un arrêt de bus provisoire pour lequel aucune étude préalable n'a été effectuée. Il est actuellement desservi par la ligne RGTR 512 «Nordstadbus».

Par la suite, avec la réalisation du couloir multimodal entre Ettelbruck et Diekirch, l'arrêt de bus en question sera décalé d'environ 50 mètres le long de la future voie de bus. L'actuel arrêt de bus provisoire avait été aménagé pour offrir déjà maintenant une opportunité supplémentaire de monter dans le bus entre Ettelbruck et Diekirch.

Les lignes RGTR 555 et 570 pourront desservir l'arrêt «Ingeldorf-Walebroch» à partir du mois de mars 2018 tout en offrant à ce moment-là un affichage en «temps réel» à l'occasion de la prochaine phase d'adaptation du réseau RGTR.

Question 3471 (23.11.2017) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant **les accidents avec des animaux sauvages**:

Lors d'une récente conférence de presse, la Police grand-ducale a avancé que 1.200 accidents avec des animaux sauvages lui ont été notifiés. Ce chiffre ne représente qu'une partie du nombre total d'animaux sauvages tués annuellement sur nos routes. À ce chiffre il faudra ajouter les animaux ramassés par les agents des ponts et chaussées, ceux ramassés par les préposés forestiers, ceux ramassés par les propriétaires et locataires des lots de chasse respectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs les questions suivantes:

- Est-ce que le Gouvernement juge utile et nécessaire de centraliser les informations des différents acteurs cités et, le cas échéant, d'établir une carte nationale avec les accidents et zones à risque?

- Quelles mesures le Gouvernement entend-il envisager pour diminuer le nombre d'accidents avec des animaux sauvages?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En général, les accidents avec des animaux sauvages ne causent pas de dégâts aux dépendances de la voirie de l'État et vu qu'il s'agit majoritairement de cas de délit de fuite, les services de l'Administration des ponts et chaussées ne dressent pas de procès-verbaux. Ainsi, l'Administration des ponts et chaussées ne procède ni à un recensement du type d'animal, ni à une localisation de ce type d'accidents, mais évacue les animaux trépassés vers les centres de collecte officiels.

Rappelons que, suite à une collision avec un animal sauvage, la Police grand-ducale est à informer dans tous les cas.

Tout comme la Police grand-ducale, les préposés de l'Administration de la nature et des forêts sont de temps en temps appelés lors d'accidents routiers, surtout pour attester la collision avec un animal sauvage ou, le cas échéant, pour achever l'animal blessé. Les préposés de la nature et des forêts disposent d'un outil informatique pour saisir les animaux trouvés morts ou achevés. Pourtant, comme ils ne sont souvent pas contactés, la carte générée ne peut guère être représentative. Ces données sont transmises au Musée national d'histoire naturelle afin d'être intégrées dans la base de données nationale et ainsi rendues disponibles pour toute analyse y relative.

En ce qui concerne le réseau autoroutier, les services de l'Administration des ponts et chaussées procèdent annuellement au contrôle de la



clôture de l'enceinte des autoroutes et réparent, le cas échéant, le grillage abîmé suite à la croissance végétale des arbres et arbustes respectivement déchirés par les animaux. Pour le réseau routier secondaire, l'Administration des ponts et chaussées remplace les balises routières vétustes par des balises complétées par des réflecteurs antigibier, respectivement avertit les usagers de la route par des signaux A,14 «passage d'animaux» aux endroits de passage connus. Néanmoins toutes les zones d'approche et de traversée de forêt sont susceptibles d'avoir une présence d'animaux sauvages.

À ceci s'ajoutent des mises en place de passages pour les amphibiens sur le réseau secondaire ainsi que les projets de passages supérieurs de faune, notamment afin de faciliter et réinstaurer le passage du gibier bloqué par l'enceinte clôturée de la grande voirie.

■

Question 3472 (23.11.2017) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant les améliorations au sein des services d'urgences des établissements hospitaliers:

Dans le cadre de la dernière quadripartite, la Ministre de la Santé et le Ministre de la Sécurité sociale avaient annoncé des améliorations au sein des services d'urgence des établissements hospitaliers, sur base d'une analyse détaillée des flux existants et des processus en place.

Consciente du fait que les systèmes de prise en charge ne sont pas homogènes et que la gestion des services hospitaliers tombe sous la responsabilité des hôpitaux, je désire néanmoins poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quels sont les processus qui sont actuellement analysés et qui est en charge de ces études?

2. Est-ce que les travaux en cours incluent l'analyse des flux des patients, des modalités d'accueil, de tri et de prise en charge, des ressources à disposition des équipes médico-soignantes et des délais d'attente pour les patients?

3. Est-ce qu'il est prévu de considérer également la prise en charge spécifique des enfants et des personnes âgées?

4. Quand est-ce que les deux ministres comptent tirer les conclusions des pourparlers et dans quel délai les différentes mesures pourraient-elles être mises en place?

Réponse commune (18.12.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Les défis liés au fonctionnement des services d'urgence des établissements hospitaliers luxembourgeois ont été un sujet récurrent à l'ordre du jour des dernières réunions du comité quadripartite, animées par la volonté des autorités publiques et de tous les acteurs du terrain de trouver des réponses durables au phénomène dit «d'engorgement» des services d'urgence.

Face à l'ampleur de l'enjeu et aux risques posés par l'engorgement, notamment pour les patients, les établissements hospitaliers et les professionnels médico-soignants, il fut décidé en mars 2017, d'un commun accord par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale, de compléter les réflexions par une analyse approfondie du fonctionnement des services d'urgence dans les différents sites des quatre centres hospitaliers. La réalisation d'une telle étude était considérée comme une étape essentielle pour une avancée objective dans ce dossier.

Les processus qui sont analysés dans le cadre de cette analyse, financée par les départements de la Santé et de la Sécurité sociale et la Caisse nationale de santé, couvrent l'ensemble des opérations ayant lieu au sein des services d'urgence, à partir de l'admission jusqu'à la sortie du patient, y compris la filière «patient debout», la filière «patient couché», la filière «SAMU», le circuit programmé et le circuit non programmé, ainsi que le flux en amont et en aval des patients.

La nature multifacette de la problématique explique que l'audit est divisé en deux volets.

Le premier volet de l'audit couvre les points suivants:

- Module 1: Fonctionnement actuel des services d'urgence

- Module 2: Systèmes d'information

- Module 3: Description de l'activité non programmée 2016

- Module 4: Événements indésirables, plaintes et violences

- Module 5: Cas traceurs: processus de prise en charge

- Module 6: Pilotage des services d'urgence interne et externe

- Module 7: Ressources disponibles et détermination des allocations de ressources

- Module 8: Maison médicale pédiatrique

- Module 9: Financement - Budgétisation

Le deuxième volet consiste en l'analyse systématique du processing et de l'organisation technique et logistique des flux au sein des services d'urgence des quatre établissements hospitaliers.

Les deux volets combinés de l'audit visent à obtenir une connaissance approfondie et précise de la population accueillie aux services d'urgence, de l'activité réelle des services d'urgence par rapport à l'activité renseignée, de l'organisation de ces services, des ressources disponibles en personnel soignant et médicaux ainsi que des outils et des systèmes d'information en place, permettant ainsi la prise de décisions appropriées afin de désengorger de manière durable des urgences. L'état des lieux des différents éléments fut réalisé sur base de visites de chaque site d'accueil d'urgences et sur base des entretiens avec les acteurs concernés.

Les travaux réalisés en relation avec les différents volets ont été régulièrement présentés au Comité de pilotage regroupant les principales parties prenantes. Ce comité reçut la mission d'accompagner les travaux et d'adopter les rapports relatifs aux différents volets de l'audit. Les constats et solutions proposés en découlant ont également été discutés et approuvés dans le cadre d'une série d'ateliers thématiques, interdisciplinaires et intersectoriels, entre octobre et décembre 2017, dans le but de mettre en évidence certains thèmes pourvoyeurs d'engorgement et le développement des pistes d'amélioration.

Le périmètre de l'étude est très vaste et comprend l'ensemble des activités qui sont en relation avec le fonctionnement des services d'urgence et des facteurs qui y interviennent. L'ensemble du processus de prise en charge du patient est ainsi décortiqué et analysé:

- l'arrivée du patient aux urgences (incluant le mode d'arrivée, la raison du recours aux urgences),

- son séjour aux urgences: tri, prise en charge soignante, prise en charge médicale par les urgentistes, par les spécialistes,

- son départ des urgences: destination et mode de sortie.

Pour l'ensemble du processus, les délais d'attente disponibles ont été enregistrés.

Une étude de cas traceurs a été réalisée, notamment pour les cas d'accident vasculaire cérébral, d'infarctus du myocarde, pour les personnes de plus de 75 ans, etc.

Les ressources humaines des urgences ont elles aussi été analysées.

L'étude fournit par ailleurs une analyse des prises en charge alternatives aux urgences, comme le recours renforcé aux généralistes en journée ou encore aux maisons médicales de garde les soirs et les fins de semaine.

La question des délais d'attente est au centre de l'étude, car il s'agit d'un élément essentiel du droit de chacun d'accéder aux soins de santé requis par son état de santé au moment où il en a besoin. Les travaux ont permis de dresser un état des lieux des délais d'attente moyens et médians dans chaque établissement. L'étude a permis d'effectuer plusieurs exercices de simulation permettant d'apprécier l'impact de certaines mesures envisageables sur les temps d'attente.

L'étude adresse également la prise en charge pédiatrique. Plus précisément, l'analyse couvre les services d'urgence adultes et pédiatriques de tous les sites concernés en ce qui concerne notamment le nombre de passages, l'organisation médicale et soignante, l'orientation des enfants malades, les locaux de prise en charge, l'admission administrative et la sortie de ces patients ainsi que les délais. Un atelier de travail regroupant les différents intervenants, entre autres les pédiatres hospitaliers et de ville, a été spécifiquement consacré à la pédiatrie. Une attention particulière a été accordée à la Maison médicale pédiatrique de garde centralisée.

De même, l'analyse adresse en détail la prise en charge des personnes âgées au sein des services d'urgence des différents établissements. Les besoins spécifiques de cette catégorie de patients présentent en effet un véritable défi en termes d'organisation des services d'urgence. Un atelier spécifique a été consacré à la prise en charge des personnes âgées, intégrant les

médecins des urgences, les cadres et personnels soignants, des représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, des gériatres et cadres de gériatrie.

Les deux ministres ont présenté ce 15 décembre 2017 les principaux constats découlant de l'étude et les mesures principales proposées pour y remédier de manière durable dans une perspective à court, moyen et long terme.

Finalement il y a lieu de rappeler que des efforts visant à désengorger les urgences ont déjà été réalisés, notamment par l'allocation d'un montant de deux millions d'euros qui fut intégré dans l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier pour les années 2017 et 2018, permettant ainsi d'engager du personnel supplémentaire destiné spécifiquement aux services d'urgence.

La mise en œuvre concrète de ces mesures sera entamée dès le début de l'année prochaine, en concertation étroite avec toutes les parties prenantes, y compris les partenaires sociaux - représentés au sein de la Caisse nationale de santé - ainsi que les autres ministères concernés. À cette fin, une plateforme regroupant aussi les acteurs du terrain sera mise en place afin d'assurer la mise en œuvre efficace des mesures et actions pendant les années à venir.

■

Question 3473 (23.11.2017) de M. Léon Gloden (CSV) concernant LuxTrust:

Selon mes informations, LuxTrust connaît des problèmes suite à une mise à jour du programme MAC OS X 10.13 d'Apple. En effet, selon mes informations LuxTrust n'est pas en mesure actuellement d'offrir toute la gamme de ses services aux utilisateurs qui utilisent un «signing stick». Apparemment ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le problème précis?

- Endéans quel délai le problème sera-t-il résolu et quelles mesures seront prises dans le futur pour éviter que de tels problèmes se reproduisent?

Réponse (22.12.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

L'honorable Député a soulevé une question concernant des problèmes que les utilisateurs de produits LuxTrust ont rencontrés lors de l'utilisation d'un ordinateur Apple via la version 10.13 du système d'exploitation Mac X, avec une clé de signature LuxTrust.

Suite aux informations obtenues de la part de LuxTrust, cette dernière a pu confirmer qu'il existe certaines incompatibilités entre le système d'exploitation Apple et le middleware fourni par LuxTrust par l'intermédiaire du fournisseur des produits à puces. LuxTrust a immédiatement fait remonter le problème au fournisseur en question. Cette incompatibilité est en cours d'analyse par la société. Selon leurs experts, il serait à ce stade spéculatif de déterminer l'origine exacte de l'incompatibilité.

Un correctif concernant ce problème a été testé et résout ce type d'incident. La mise en production de ce correctif sera disponible au plus tard le 29 décembre 2017.

Cet incident entraînera des améliorations supplémentaires des processus mis en place auprès de LuxTrust. Cependant, il faut rester conscient qu'à mesure où les logiciels complexes - tels que les systèmes d'exploitation - évoluent, il y a toujours un risque d'incompatibilité temporaire de certaines applications.

■

Question 3475 (24.11.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les modalités d'inscription aux cours dispensés en vue d'accéder à la nationalité luxembourgeoise:

D'après les informations disponibles sur les sites Internet de l'Institut national des langues, de même que du Ministère de l'Éducation nationale, les inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise respectivement du «Vivre ensemble», souvent indispensables pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise, ne peuvent se faire qu'en ligne.

La pétition n°828 lancée par l'Union luxembourgeoise des consommateurs et récemment débattue à la Chambre des Députés a démon-

tré à suffisance l'importance d'une alternative aux services en ligne, notamment pour les personnes âgées, mais aussi pour les personnes n'ayant pas accès à Internet pour diverses raisons.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils faire en sorte que les inscriptions puissent se faire non seulement via Internet, mais également «sur place»?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas utile de rectifier les informations publiées sur Internet? Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les différentes options d'inscription aux cours susmentionnés?

Réponse (14.12.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Au niveau du Ministère de l'Éducation nationale, les cours sont dispensés par deux départements, à savoir l'Institut national des langues (INL) pour les de cours de langue luxembourgeoise et le Service de la formation des adultes (SFA) pour les cours de «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg».

INL - Cours de langue luxembourgeoise

Les inscriptions aux cours de langues à l'INL, indifféremment des cours liés à la nationalité luxembourgeoise, doivent se faire en ligne. Avec plus de 7.250 inscriptions par semestre et un choix de plus de 400 cours différents, une manipulation manuelle ne serait guère envisageable et requerrait des ressources humaines conséquentes. Cependant, toute personne qui ne dispose pas d'Internet peut se rendre au guichet d'accueil de l'INL, prendre rendez-vous auprès d'un conseiller pédagogique ou téléphoner pour obtenir toute l'assistance nécessaire pour s'inscrire aux différents cours.

Les inscriptions aux examens d'évaluation de la langue luxembourgeoise nécessaires pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise se font manuellement. Les formulaires d'inscription ne sont pas en ligne. Les candidats qui ont des difficultés pour s'inscrire peuvent avoir une assistance directe par un agent à l'INL. Ce dernier est en charge de toute l'organisation et de l'inscription des candidats (1.500 sur une année).

SFA - Cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»

Les inscriptions aux cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» se font prioritairement - mais pas exclusivement en ligne.

Pendant quatre mois (mai-juin-juillet-septembre), 860 personnes se sont inscrites aux cours et examens «Vivre ensemble». Pour les cours, les candidats doivent choisir douze dates afin de couvrir les 24 heures de cours requises pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. Ainsi y avait-il 7.460 inscriptions singulières à traiter et à gérer durant les quatre mois en question. Voilà pourquoi il a été décidé de diriger la majorité des personnes vers une inscription en ligne, surtout les personnes qui s'inscrivent via Internet.

Les personnes qui ne disposent pas d'Internet ou qui ont rencontré des difficultés à s'inscrire, ont été prises en charge soit via la hotline téléphonique, soit sur place dans les bureaux du Service de la formation des adultes.

■

Question 3476 (24.11.2017) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux personnes handicapées:

Selon le programme gouvernemental, «La politique en faveur des personnes handicapées est largement axée sur la mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux personnes handicapées, ainsi que du Protocole facultatif à la convention, imposant aux États parties tout un ensemble d'obligations pour permettre aux personnes handicapées un exercice effectif de leurs droits. En collaboration étroite avec tous les acteurs concernés [...], le Gouvernement reverra et mettra en œuvre le plan d'action national.»



Alors qu'initialement ce dernier devait être présenté pour fin 2016, le Ministère de la Famille a annoncé dans un communiqué en date du 23 août 2017, qu'une révision du Plan d'action national de mise en œuvre de la convention est attendue pour la fin 2017.

Au vu de ces éléments, j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:

- Compte tenu des délais en cause, quand est-ce que Madame la Ministre envisage-t-elle de présenter le plan d'action national?

- Quand et sous quelle forme la «collaboration étroite avec tous les acteurs concernés» a-t-elle eu lieu? Les contributions et propositions de ces acteurs ont-elles été intégrées au plan d'action?

- Quelles sont les actions futures que le Gouvernement compte prévoir en matière de politique pour personnes handicapées?

- Selon les propos du Ministre des Finances lors du dépôt du projet de budget pour 2018, il est prévu de financer des infrastructures pour personnes handicapées à hauteur de 63 millions d'euros. Madame la Ministre peut-elle nous fournir des informations supplémentaires concernant ces investissements en infrastructures?

Réponse (20.12.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région*:

Le Comité des droits des personnes handicapées a examiné le rapport initial de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH) du Luxembourg les 22 et 23 août 2017 à Genève.

Les observations finales concernant ce même rapport ont été publiées le 10 octobre 2017.

Le bilan du plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH 2012-2017 a été présenté dans le cadre d'une soirée de discussion, le 4 décembre 2017, à laquelle environ 100 personnes ont participé, dont des représentants de la société civile, de l'Etat, des personnes en situation de handicap et de la Commission consultative des droits de l'homme.

En vue de la préparation du public à cette soirée, le plan d'action, les actions réalisées, les recommandations du Comité des droits des personnes handicapées ont été communiqués en formats accessibles à tous les invités. Le but de cette soirée était une discussion approfondie sur les actions réalisées et la préparation de la marche à suivre, ensemble avec les acteurs concernés, en vue de l'élaboration d'un éventuel nouveau Plan d'action national pour la continuation de la mise en œuvre de la CRDPH.

«La collaboration étroite avec tous les acteurs concernés» a lieu de façon continue depuis l'élaboration du plan d'action national en 2010.

Ainsi, pour la seule année 2017, ont eu lieu:

- des assemblées plénières du Conseil supérieur des personnes handicapées le 8 mars, le 15 juillet, le 10 octobre et le 5 décembre (chacune étant précédée par une réunion du Bureau exécutif);

- des réunions du Steering Group «Plan d'action» le 7 mars, le 7 juillet et le 13 octobre.

Le Conseil supérieur des personnes handicapées (CSPH), organe de consultation qui a sa base légale dans la loi du 12 septembre 2003, est composé majoritairement de personnes en situation de handicap et de représentants d'associations de personnes handicapées ou d'associations pour personnes handicapées. Il a, entre autres, pour mission d'aviser tout projet de loi touchant le domaine du handicap qui lui est soumis par le Gouvernement.

Par ailleurs, il étudie toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ainsi que tous les sujets qu'il juge utiles.

Parmi les avis rédigés par le CSPH en 2016 figurent des avis sur le «handicap invisible», sur la «prise en charge précoce» et la «réforme de l'assurance dépendance».

En 2017, le CSPH a rédigé, entre autres, des avis sur les projets de loi relatifs au «revenu d'inclusion sociale» et au «Centre d'égalité pour le traitement».

À noter que le CSPH est aussi représenté dans un certain nombre de commissions, telles que la Commission consultative de sécurité sociale - Commission des aménagements raisonnables, la Commission spéciale de réexamen en matière de salariés handicapés et le Centre nation-

nal de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

Les travaux d'élaboration du plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH ont été suivis en permanence par un groupe de pilotage (Steering Group) fondé en octobre 2010.

Après la publication du plan d'action en 2012, les missions du Steering Group ont été reformulées: actuellement le Steering Group accompagne l'organisation et le suivi des travaux de la mise en œuvre du plan d'action et collabore à la détermination de la suite des travaux après 2017.

Le Steering Group se compose:

- de deux personnes handicapées élues par les personnes handicapées ayant collaboré aux travaux de rédaction du plan d'action national,

- d'un représentant du Conseil national des personnes handicapées,

- d'un représentant du Conseil supérieur des personnes handicapées,

- d'un représentant de la Plate-forme Handicap de l'Entente des gestionnaires des centres d'accueil (EGCA),

- de trois représentants du Ministère de la Famille.

Le Steering Group représente un autre moyen pour faire le lien entre les personnes concernées et les décideurs.

À noter que le Gouvernement a commandité une étude sur la mise en œuvre de l'article 19 de la CRDPH «Autonomie de vie et inclusion dans la société» et notamment sur la faisabilité de l'introduction d'un «Budget d'assistance personnelle» (BAP) et les implications au niveau du budget de l'Etat.

Le chiffre global des dépenses pour les investissements d'infrastructures pour personnes handicapées inscrit dans le programme des dépenses du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales pour les années 2018 à 2021 est de 112.216.000 euros. Après déduction d'un taux correcteur de 35% pour 2018 et de 45% pour 2019 à 2021 pour moins-values pour des retards et aléas de chantier, des dépenses à hauteur de 63 millions d'euros sont prévues pour les infrastructures pour personnes handicapées.

Ce budget est destiné à des projets de construction, d'extension, de modernisation, d'aménagement et d'équipement d'infrastructures sociofamiliales de services pour personnes handicapées, gérés par des organismes conventionnés et/ou agréés par le Ministre de la Famille et de l'Intégration, conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le montant de 63 millions d'euros englobe le budget destiné au paiement des factures de projets qui sont achevés et qui sont en phase de décompte, ainsi qu'à des projets en planification ou en construction.

Les principaux projets d'envergure concernant des infrastructures pour personnes handicapées, ayant reçu l'accord pour une participation financière par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, sont les suivants:

- construction d'un atelier protégé pour 200 personnes en situation de handicap mental à Limpach (phase 2),

- travaux d'extension et de rénovation de plusieurs bâtiments pour la création d'une structure d'hébergement et d'accueil de jour à Ettelbruck pour 100 personnes souffrant d'un handicap mental,

- création d'un centre d'accueil pour 34 personnes souffrant d'un handicap psychique à Useldange,

- construction d'un atelier protégé pour 42 personnes en situation de handicap mental à Olm,

- construction d'une structure d'hébergement pour 40 personnes en situation de handicap physique et d'une structure d'accueil de jour pour 20 personnes en situation de handicap à Heisdorf,

- construction d'un centre d'accueil pour huit personnes handicapées avec troubles du comportement à Betzdorf,

- rénovation d'une structure d'hébergement pour 18 personnes atteintes d'un handicap lourd ou polyhandicapées à Grevenmacher,

- construction et rénovation d'ateliers protégés pour 30 travailleurs handicapés à Wiltz,

- agrandissement d'un atelier protégé à Bettembourg,

- extension pour 24 personnes en situation de handicap lourd ou polyhandicapées d'une structure d'hébergement à Frisange,

- construction d'un centre d'hébergement pour 24 personnes handicapées vieillissantes à Esch-sur-Alzette,

- rénovation et mise en conformité d'une structure d'hébergement pour douze personnes souffrant d'un handicap physique à Dudelange,

- modernisation/transformation d'une structure d'hébergement pour neuf personnes souffrant d'un handicap physique à Esch-sur-Alzette.

Par ailleurs, il convient de noter que certains projets d'infrastructures pour personnes handicapées bénéficiant d'une participation de l'Etat par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales ont ouvert leurs portes en 2017, à savoir:

- structure d'hébergement pour onze personnes atteintes de troubles du spectre d'autisme à Boxborn,

- atelier protégé à Limpach pour personnes mentalement handicapées (phase 1),

- structure d'hébergement pour dix personnes en situation de handicap mental à Mertzig,

- transformation et extension d'une structure d'hébergement pour dix personnes en situation de handicap mental à Luxembourg-ville (transformation et extension),

- atelier protégé pour 50 personnes handicapées à Lullange,

- structure d'hébergement pour huit jeunes handicapés à Roodt-sur-Syre.

Question 3477 (24.11.2017) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **covoiturage**:

Lors de l'Heure de questions au Gouvernement du 15 novembre 2016, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé la création d'une plateforme de services afin de promouvoir le covoiturage via une application à l'instar de la bien connue plateforme «Uber». Le lancement de la phase de test a été prévu pour juin 2017.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel du développement de cette application?

- Est-ce que la phase de test a été lancée? Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Quand, à l'avis de Monsieur le Ministre, cette application sera-t-elle opérationnelle?

Réponse (05.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En mars 2017 le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé un appel européen pour la mise en service d'un portail de covoiturage pour le Grand-Duché de Luxembourg. Dans la première phase du marché, onze offres ont été soumises, dont trois ont été retenues pour la deuxième phase.

Fin juillet 2017 le marché a été attribué à une entreprise française appartenant à la SNCF. Depuis le mois de septembre 2017 la mise en œuvre de la version finale du portail de covoiturage ainsi que des applications mobiles (iOS et Android) est en cours de route.

Il est prévu de lancer au mois de février 2018 une phase de test avec plusieurs entreprises au Luxembourg.

Par la suite, il est prévu de lancer le nouveau portail de covoiturage, intitulé Copilote, au mois d'avril 2018.

Question 3478 (24.11.2017) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Marco Schank**, **Aly Kaes** et **Emile Eicher** (CSV) concernant le **nouvel horaire des CFL**:

Le nouvel horaire des CFL va entrer en vigueur le 10 décembre 2017. Nonobstant certaines améliorations, cet horaire va entraîner une détérioration du cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges, concept introduit seulement en décembre 2014 précisément pour satisfaire la demande croissante des voyageurs. A l'inverse un certain nombre de trains voyageurs ne vont plus dorénavant s'arrêter dans différentes gares de la voie du Nord notamment à Goebelsmühle et Michelau. Or, une telle programmation ne répond clairement pas aux besoins effectifs des usagers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les motivations de l'abolition de certains trains aux gares de Goebelsmühle et Michelau?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas intervenir pour remédier à cette situation?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En effet, la ponctualité des trains des CFL a diminué, notamment suite au nombre croissant permanent des voyageurs et de l'augmentation substantielle et concomitante de la circulation des trains sur le réseau ferroviaire national.

Suite aux retards fréquents sur certaines lignes du réseau ferré luxembourgeois dont aussi la ligne du Nord, une étude a été réalisée avec un bureau spécialisé suisse identifiant les causes des retards et proposant la mise en place de solutions visant l'amélioration de la situation, notamment par l'augmentation de la robustesse de l'horaire des trains tenant compte des goulots d'étranglement.

Il faut savoir que la mise en circulation des trains est conditionnée par de nombreux facteurs, dont en particulier le manque de capacité en gare de Luxembourg. Dans cet ordre d'idées je vais déposer en janvier 2018 un projet de loi à la Chambre des Députés visant l'augmentation substantielle de la capacité de la gare de Luxembourg qui constitue le nœud du réseau ferré luxembourgeois.

Pendant les heures de pointe les trains s'arrêtent encore aux deux gares de Goebelsmühle et Michelau.

Pour l'arrêt à Goebelsmühle:

- Arrêt supplémentaire du train 7608 le matin en direction de Luxembourg.

- Arrêt supplémentaire du train 119 le soir en direction de Troisvierges.

Pour l'arrêt à Michelau:

- Arrêt supplémentaire des trains 456 et 457 le matin en direction de Luxembourg.

- Arrêt supplémentaire du train 8641 le soir en direction de Troisvierges.

Pendant le reste de la journée, ces arrêts sont alternativement desservis et le bus 610 est adapté aux trains arrivant à ces arrêts.

Tout en comprenant les remarques des honorables Députés, il y a lieu d'analyser dans une première étape la situation quant aux retards des trains circulant sur la ligne du Nord après la mise en œuvre du nouvel horaire qui est entré en vigueur le 10 décembre 2017 avant de procéder, le cas échéant, à des adaptations.

Question 3479 (24.11.2017) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **parcs éoliens**:

Il me revient que différents projets de parcs éoliens seraient analysés et projetés dans le sud du pays.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce qu'elle peut fournir une liste détaillée des lieux envisagés respectivement des communes concernées?

- Est-ce qu'elle peut fournir pour chaque projet l'état des lieux des études, préparations ou procédures en cours?

Réponse (19.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Actuellement, cinq projets de parcs éoliens sont en cours d'élaboration dans le sud du pays.

Parc éolien Garnich

En date du 27 décembre 2016, l'Administration de l'environnement en tant qu'autorité compétente a émis son avis sur les informations fournies par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales. Un avis complémentaire est en cours d'élaboration pour le projet afférent. Le projet est situé sur le territoire de la commune de Garnich.

Parc éolien Differdange

En date du 29 juin 2017, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). L'emplacement des éoliennes est projeté au sud du territoire de la commune de Differdange près de la frontière franco-luxembourgeoise.

Parc éolien Sudwand

En date du 6 décembre 2017, la ministre a émis son avis sur les informations à fournir par



le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). Une réunion de concertation à ce sujet a eu lieu le 11 décembre 2017 avec le maître d'ouvrage, les communes et les administrations concernées. Le projet du parc est prévu sur le territoire des communes de Sanem, Mondercange, Bettembourg, Dippach, Reckange-sur-Mess, Roeser et Weiler-la-Tour. À ce stade, l'emplacement définitif des éoliennes n'est pas encore connu.

Parc éolien Dahlheim

En date du 25 juin 2013, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). À ce stade aucun rapport sur les incidences environnementales n'a été soumis pour avis aux autorités. Le parc est projeté sur le terrain de la commune de Dahlheim.

Parc éolien Kayl-Rumelange

En date du 24 mars 2009, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping») et a demandé au maître d'ouvrage en date du 6 juillet 2017 de préciser si le projet sera finalisé ou abandonné. À ce stade aucune décision n'a été communiquée à l'administration. Le parc éolien Kayl-Rumelange projeté se situe en partie sur le territoire de la commune de Rumelange et en partie sur le territoire de la commune de Kayl.

Question 3480 (24.11.2017) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant le **casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle**:

Dans le cadre du salon «Milipol», rencontre mondiale dédiée aux technologies de sécurité intérieure qui a lieu du 21 au 24 novembre à Paris, un casque pour chiens intégrant une caméra grand angle a été présenté. Ainsi les policiers peuvent suivre le chien en temps réel et, grâce à une radio, donner des consignes à celui-ci.

Vu les avantages nombreux de cette technologie, notamment en ce qui concerne la sécurité physique des agents de police, lors des interventions des services de secours, ou encore en termes de recherche et sauvetage, il est à noter que des technologies semblables sont à l'heure actuelle déjà utilisées par des unités de police par exemple en Chine et en Grande-Bretagne.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant des développements technologiques dans ce domaine?

2. Messieurs les Ministres jugent-ils utile l'acquisition d'un tel matériel pour les forces de sécurité intérieure et/ou pour les services de secours?

Réponse commune (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

ad 1. La Police grand-ducale scrute en permanence le marché des équipements et de ce fait est au courant de l'offre d'un casque afférent pour chiens de police. De même, elle entretient des contacts réguliers avec les services cynophiles des pays limitrophes et les unités de police homologues, ce qui permet un retour d'expériences permanent sur la valeur ajoutée de nouveau matériel. Il en est de même de l'Administration des services de secours (ASS) et de son groupe cynotechnique.

Plus concrètement, en ce qui concerne le casque pour chiens intégrant une caméra grand angle, le groupe canin de l'Unité de garde et de réserve mobile (UGRM) a eu l'occasion de voir en action un chien de service de la Police fédérale belge initié à cet assistant de maître-chien.

ad 2. Pour des raisons tactiques et de sécurité individuelle des agents de police, il est peu judicieux de divulguer les équipements et techniques utilisés par la Police grand-ducale.

Cependant, force est de constater que l'approche de guider un chien par un casque et sur simple voix du maître-chien comporte deux inconvénients majeurs, à savoir:

- une formation de base intensive pour l'équipe cynophile d'une durée de deux ans au minimum;

- un rayon limité du champ d'intervention du chien de service.

Toutefois, le groupe canin de l'UGRM restera ouvert à tout projet novateur pour équiper les chiens de service, susceptible d'assister le maître-chien dans l'exécution de ses missions.

L'Administration des services de secours (ASS) n'envisage actuellement pas l'acquisition d'un tel équipement pour des chiens de sauvetage et ceci pour les raisons suivantes:

- la progression sous les décombres du chien de sauvetage équipé d'un tel dispositif augmente de façon considérable le risque pour l'animal de s'accrocher, respectivement de s'étrangler lorsqu'il se safile ou rampe profondément en dessous des débris. C'est la raison pour laquelle les chiens de sauvetage du groupe cynotechnique de l'ASS travaillent sans aucun harnais ou collier afin d'éviter ce genre de problèmes;

- suivant la densité des décombres, les débris de béton risquent de bloquer le passage de l'émission ou la réception des images, limitant ainsi fortement l'usage d'un dispositif onéreux et intensif en termes de formation;

- pour les interventions de pistage, l'utilisation du dispositif n'est pas indiquée, étant donné que le maître suit son chien derrière la longe.

L'utilisation d'un casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle pourrait éventuellement constituer une plus-value pour des interventions de questage. Toutefois, le groupe cynotechnique de l'ASS utilise actuellement déjà une technologie adaptée qui a fait ses preuves, à savoir les GPS à transmission directe au poste de commandement mobile.

Question 3481 (27.11.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **renard**:

Lors d'une conférence de presse le 22 janvier 2015, le secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures a présenté les principaux changements relatifs à la chasse au Luxembourg. Dans ce contexte, le secrétaire d'État et le responsable de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) ont assuré que: «C'est un fait qu'il y a bien moins de renards au Luxembourg qu'il y a quinze ans.» Or, lors d'un récent entretien dans l'hebdomadaire «Revue» au sujet du retour du loup au Luxembourg, le même responsable du Service chasse a rectifié cette position en notant que «...Dies wäre eine potenzielle Lösung der zu hohen Fuchsdichte in Luxemburg, ...»

En réponse à la question parlementaire n°3035 du 30 mai 2017, Madame la Ministre a cité deux études concernant l'échinococcose alvéolaire, dont une qui a été menée sur plusieurs années aux alentours de la ville de Nancy, pour en conclure que le résultat de ces études semblerait être que «la chasse au renard aurait comme effet d'augmenter la prévalence du parasite et donc le risque pour la santé humaine». Or, il me revient que l'auteur des études en question ne partage pas la conclusion de Madame la Ministre. Il s'agirait «des erreurs de jugement de la part de certains qui en ont fait une interprétation abusive en prétendant que la chasse faisait augmenter la prévalence». De plus, l'auteur estime que «ne pas contenir les populations de renards en les laissant augmenter peut entraîner en quelques années des conséquences très lourdes en termes de santé humaine».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que la densité des renards au Luxembourg a fortement augmenté depuis la conférence de presse d'il y a deux ans?

2. Pour quelles raisons le Gouvernement arrive-t-il à d'autres conclusions que l'auteur des études susmentionnées?

Réponse (11.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Non.

Néanmoins, la ministre souhaite attirer l'attention au fait que la fluctuation des densités des populations d'une espèce est un phénomène tout à fait naturel, qui dépend d'une multitude de facteurs dont la grande majorité est indépendante de l'homme. Ainsi, pour le renard, en analysant les graphiques des tableaux de chasse à long terme au Luxembourg (fig. 1a) et en Suisse (fig. 1b), comme réflexion de l'évolution des populations, on remarquera que les deux graphiques se ressemblent fortement, et ceci en dépit du fait que les méthodes et l'intensité de la chasse et surtout les périodes de fermeture de la chasse diffèrent largement entre les deux pays. On peut donc conclure que l'évolution des populations du renard à long terme ne semble pas liée à la pratique de la chasse.

(*Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

On remarquera également sur les graphiques que les populations de renards ont augmenté largement pendant les années 1980 et 1990, sans pour autant causer des problèmes majeurs dans les deux pays en ce qui concerne par exemple des dégâts.

Par conséquent, aucun agent de l'ANF n'a rectifié quoi que ce soit, ni aurait besoin de ce faire. Même si les tableaux des tirs ont fortement régressé entre 2000 et 2014, indiquant également une baisse de la population, cette dernière est certainement toujours plus élevée que dans une situation naturelle. Une situation naturelle impliquerait notamment la présence des ennemis naturels du renard, comme par exemple le virus de la rage sylvestre ainsi que des grands prédateurs tels que le loup et le lynx sur toute la surface. Des études montrent que la présence de grands prédateurs aurait un effet de réduction marqué sur les populations des prédateurs de taille moyenne tels que le renard, le chacal doré ou le chien viverrin.

ad 2. La Ministre de l'Environnement ignore comment l'honorable Députée est arrivée à la conclusion que le Gouvernement serait arrivé à d'autres conclusions que l'auteur des études en question. Réitérons donc le paragraphe de ladite réponse:

«...Or, les résultats d'une étude française, présentés à la conférence internationale „Echinococcus 2014“ en Lituanie, me paraissent particulièrement préoccupants.

Les auteurs indiquent que: „Our results showed that fox culling over such a territory is highly demanding (time and money) and poorly efficient. Worse; it may favour the presence of the parasite within the fox population, thus increasing the risk to the human population.“ (Comte et al. 2014). Il semblerait donc que la chasse au renard aurait comme effet d'augmenter la prévalence du parasite et donc le risque pour la santé humaine.»

La Ministre de l'Environnement est convaincue que l'honorable Députée remarquera que la phrase qu'elle a présentée comme conclusion de la ministre n'est autre que la traduction de la conclusion des auteurs de l'étude.

Entre-temps, la même équipe d'auteurs a publié, en novembre 2017, l'article suivant:

Comte, S., Umhang, G., Raton, V., Raoul, F., Giraudoux, P., Combes, B. & Boué, F. (2017) Echinococcus multilocularis management by fox culling: An inappropriate paradigm. Preventive Veterinary Medicine 147: 178-185.

Alors que déjà le titre dudit article en dit long, voici un extrait du résumé, que la ministre s'abstient de traduire pour éviter tout risque de mauvaise interprétation de la traduction:

„Despite this consequent effort of culling, not only did night shooting of foxes fail to decrease the fox population, but it resulted in an increase in E. multilocularis prevalence from 40% to 55% while remaining stable in an adjacent control area (585 km²). Though no significant change in age structure could be described, an increase in immigration and local recruitment is the best hypothesis for population resilience. The increase in prevalence is therefore considered to be linked to a higher rate of juvenile movement within the culled area shedding highly contaminated faeces. We therefore advocate managers to consider alternative methods such as anthelmintic baiting, which has been proven to be efficient elsewhere, to fight against alveolar echinococcosis.“

Pour le point vétérinaire, une référence en termes de presse animale en France, l'étude est claire. Voici leur conclusion, publiée dans un article en date du 6 décembre 2017: «En fin de compte, les chercheurs concluent que l'abatage massif des renards dans la lutte contre l'échinococcose alvéolaire est non seulement inefficace, mais même contre-productif.»

Dans ce contexte, l'Administration de la nature et des forêts a organisé, en collaboration avec la Direction de la santé, l'Administration des services vétérinaires et le Musée national d'histoire naturelle, une conférence publique avec un des auteurs de l'étude, représentant de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), qui est le laboratoire de référence au niveau national en France en ce qui concerne l'échinococcose. La conférence aura lieu le lundi, 29 janvier 2018 à 19.30 heures au Musée national d'histoire naturelle, 25, rue Münster, L-2160 Luxembourg. Toute personne intéressée par une approche constructive, objective et basée sur les études scientifiques est bien évidemment invitée très cordialement à cette conférence.

Question 3482 (27.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **blocs de béton sécurité anti-intrusion**:

Leider heefe sech an deene leschte Méint terroristesch Attentäter, déi mat engem „Rammgefier“ (Auto, Camionnette, Camion) ausgefouert ginn, andeems d'Attentäter mat esou engem Gefier an e Grupp vu Leit fueren, fir méiglech vill Affer ze fuerderen. Och d'Chrëschtmäert stellen en Zil duer fir esou grujeleg Doten.

Och an der Stad sinn am Abléck sougenannten „Terrorspären“, a Form vu Bëtonsbléck, op Afaarten an d'Foussgängerzonen opgestallt ginn. Dobäi sinn awer d'Ofstänn tëschent de Bléck esou grouss, datt weider Autoen an zum Deel och méi grouss Gefierer duerchkommen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Hunn de Ministère a seng Servicier, wéi zum Beispill d'Police, e Plang opgestallt, fir d'Chrëschtmäert am Land effizient géint Attentäter mat Rammgefierer a géint aner Geforen ze schützen?

2) Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Terrorspären aus Bëtonsbléck, esou wéi se den Ament opgestallt sinn, eng reell Äntwert op Attentäter mat Rammgefierer duerstellen? Wann neen, wéi eng zousätzlech Moossname plangt d'Regierung, fir d'Chrëschtmäert sënnvoll ze schützen?

3) Wéi eng Administratioun huet d'Pläng fir déi aktuell Spären opgestallt? Sinn dës Pläng op hir Effizienz ënnersicht ginn? Wat hunn dës Späre bis elo kascht?

Réponse (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Et muss ee fir d'Alleréischte ervirhiewen, datt Lëtzebuerg momentan mat engem Niveau de menace 2 konfrontéiert ass, wat bedeit, datt mer et, mat Bléck op d'Sécherheetssituatioun am internationale Kontext, mat enger reeller, mä abstrakter Menace ze dinn hunn, an deem Sënn, datt eis Sécherheetsservicer keng Informatiounen iwwert eng konkret Menace fir eng Cible op eiem Territoire hunn. Op dëser Basis steet d'Police an engem Kontakt mat den Organisateure vu gréisseren Manifestatiounen, an och Chrëschtmäert, fir ee beschtméigleche Schutz vun dëse Sitten ze assuréieren.

ad 2) Et ass an éischter Linn eng Responsabilitéit vun de Gemengenautoritéiten allgemeng am ëffentleche Raum a speziell vun den Organisateure vun de Chrëschtmäert, fir dës Sitten oder Plazen ofzesécheren. D'Opstelle vun dëse spezielle Spären um Terrain muss awer mat all den Akteuren, déi um Terrain aktiv sinn, koordinéiert ginn, sief et mat der Police, de Gemengeservicer oder och nach mat de Rettungsdéngschter. Zousätzlech zu de reng bauleche Moossnamen, déi individuell keng honnertprozenteg Sécherheet garantéieren, steet natierlech och d'Aarbecht vun der Police hei am Vierdergrond.

ad 3) D'Police bedeelegt sech op Ufro un der Ausaarbechtung vun de Positiounen vun dëse Spären. D'Police iwwerhëlt hei awer net de Käschtepunkt vun dësem Sécherheetsdispositif a proposéiert och kee spezifesch Modell.

Question 3483 (27.11.2017) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'**éducation plurilingue et encadrement de 20 heures hebdomadaires dans les crèches**:

Selon la loi du 29 août 2017, introduisant l'éducation plurilingue, chaque prestataire du chèque-service accueil devra adhérer à un nouveau système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche. Dans la réponse à notre question parlementaire n°3307, le ministre fait savoir qu'à partir du 3 janvier 2018, chaque enfant recevra par courrier la carte à puce «myCard fir Kanner» qui servira, via un système de badgeage, à enregistrer les heures d'arrivée et de départ de l'enfant à la crèche. Une communication aux gestionnaires sur les aspects techniques est prévue pour le mois de novembre.

Au vu de ces informations, nous aimerions poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:



1. Monsieur le Ministre de l'Éducation, est-ce que les structures ont été informées sur les aspects techniques du système de badgeage?

2. Selon nos informations, le nouveau système de badgeage inquiète bon nombre de gestionnaires de crèches et de parents en ce qui concerne les implications possibles sur la santé des enfants.

Monsieur le Ministre dispose-t-il d'études ou d'analyses faisant état d'implications possibles des ondes électromagnétiques sur la santé des enfants, et en particulier pour les enfants en phase de croissance?

3. En tenant compte des inquiétudes levées, est-ce que toutes les crèches doivent adhérer au système du badgeage ou sont-elles habilitées à le refuser?

4. Selon l'article 28 de la loi du 29 août 2017: «Les prestations pour heures d'absence non justifiée dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil ou dans le cadre du soutien à l'éducation plurilingue ne sont pas prises en charge par l'État.» Dans la réponse à la question parlementaire n°3307, Monsieur le Ministre souligne que «la notion d'absence non justifiée sera définie».

Monsieur le Ministre, est-ce que la notion d'«absence non justifiée» a été entre-temps définie? Dans l'affirmative, quelle est la définition précise?

5. La loi en question dispose en plus que l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue est fixée à un montant de 6,00 euros par heure pendant au maximum 20 heures par semaine pendant 46 semaines par année civile. Aucun supplément allant au-delà de 6,00 euros ne peut être facturé aux parents pendant ces heures.

Dans le cadre d'une amélioration de la qualité et de l'offre de l'encadrement, est-ce que les structures d'accueil sont habilitées à facturer d'autres prestations plus onéreuses (par exemple pour la préparation de repas avec des produits régionaux ou biologiques, pour différents projets pédagogiques tels que la visite d'une ferme, etc.) qui auront lieu pendant les 20 heures du programme du soutien à l'éducation plurilingue?

6. Selon nos informations, le nouveau système d'enregistrement des heures de présence pose encore un certain nombre de problèmes organisationnels. Ainsi, un certain nombre de parents reçoivent actuellement des factures provisoires.

Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Quelles en sont les raisons?

7. Comment le ministre envisage-t-il de remédier à ces problèmes?

8. Selon nos informations, la participation financière d'un certain nombre de parents s'avère plus élevée depuis l'introduction du nouveau système des chèques-services, et ceci malgré les 20 heures d'encadrement gratuit.

Le ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (15.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. L'article 28 (2) de la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit que chaque prestataire du chèque-service accueil adhère au système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche. Je tiens à rappeler que l'objectif visé par cette mesure est d'aboutir à une plus grande transparence des heures effectivement profitées à charge de l'État et des parents et d'améliorer la fonction de contrôle de l'administration en charge du paiement de la contribution de l'État à l'encadrement des enfants.

Toutes les parties prenantes au projet ont été régulièrement informées sur l'avancement des travaux concernant les différents aspects de la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la loi jeunesse, dont entre autres le futur système d'enregistrement des heures d'arrivée et de départ des enfants à la crèche.

Le système de badgeage constitue une solution technique parmi d'autres pour enregistrer l'heure d'arrivée et de départ. Cette solution présente l'avantage d'être simple d'un point de vue manipulation et surtout efficace d'un point de vue simplification administrative. D'autres solutions d'enregistrement des heures de présence des enfants sont également étudiées.

ad 2. Si la solution d'un système de badgeage venait à être retenue, il est évident que le système choisi sera adapté à l'environnement de la crèche ou de la maison relais; il respectera impérativement les recommandations qu'il peut y avoir en matière de protection contre des effets nuisibles à la santé, aussi bien des enfants que des adultes.

ad 3. La loi prévoit l'adhésion à un système d'enregistrement des heures de présence des enfants. Le système sera choisi de telle manière à ce qu'il soit facile d'utilisation pour toutes les parties prenantes.

Le système qui sera mis en place devra être utilisé par les services d'éducation et d'accueil bénéficiant de la reconnaissance de prestataire du chèque-service accueil (CSA).

ad 4. Mes services ont suivi de près l'évolution du secteur de l'éducation non formelle. La notion d'«absence non justifiée» est une notion déjà établie dans le secteur des services d'éducation et d'accueil conventionnés. En ce qui concerne le secteur des prestataires non conventionnés, mes services ont observé une augmentation considérable du nombre d'heures de présence des enfants au cours des dernières années, nombre d'heures de présence largement supérieur à celui des enfants de la même tranche d'âge dans le secteur conventionné. Cette différence ne peut s'expliquer uniquement par une différence de comportement des parents en fonction des deux secteurs.

Des discussions ont été entamées avec les représentants du secteur non conventionné afin de déterminer un prix réel d'une heure d'encadrement d'un enfant, ceci afin d'arriver à une plus grande transparence.

C'est dans le cadre de ces échanges que la notion d'absence non justifiée sera définie. Il faudra pour ceci attendre la conclusion des discussions avec le secteur.

ad 5. Par cette mesure, le Gouvernement a voulu assurer à tous les enfants l'accès à un encadrement de qualité sans distinction de l'origine socio-économique des familles. Il était important que tous les enfants puissent accéder à un soutien de leur développement langagier afin de les préparer encore mieux à l'environnement multilingue de notre système scolaire. Bien que je tiens à l'aspect non formel de cette offre éducative, celle-ci est destinée à pallier aux écarts de développement qui peuvent déjà être significatifs à l'âge de trois ans et que l'école ne parviendra plus à compenser.

Le système scolaire est gratuit depuis le début du 20^e siècle et nous avons voulu faire de même pour cette étape importante dans la biographie éducative d'un enfant.

ad 6. L'article 26 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit que l'État contribue à hauteur de 4,50 euros au prix d'un repas. Si ce prix, pour quelque raison que ce soit, se situe au-delà de ce montant, les parents doivent en être clairement informés.

Comme par le passé, un prestataire est habilité à demander un complément relatif à une prestation supplémentaire qui est liée à des activités qui dépassent le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Ce complément ne peut pas concerner les heures d'encadrement des enfants, ni pendant les heures d'éducation plurilingue, qui sont gratuites, ni pendant les heures d'accueil relatives au CSA.

ad 7. et 8. Lors des dernières simulations de calcul de la participation des parents au titre du chèque-service accueil, il est apparu qu'en effet certaines constellations familiales étaient défavorisées par différents éléments du barème prévu par la loi modifiée du 4 juillet 2008 (texte du 29 août 2017). Afin d'éviter tout préjudice aux parents, j'ai décidé de procéder à des changements au niveau de ce barème.

Ce changement de barème a été anticipé afin que les familles qui avaient été identifiées comme étant défavorisées ne paient trop pendant les mois d'octobre à décembre 2017 et que l'État ne soit obligé de rembourser des montants substantiels aux parents au mois de janvier 2018. Les factures d'octobre à décembre 2017 ont dès lors un caractère provisoire et un décompte définitif sera réalisé au cours du mois de janvier 2018.

Les parents ont été informés de ces modifications par courrier daté au 10 novembre 2017.

Question 3484 (28.11.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **classement de constructions se trouvant en zone verte**:

En réponse à ma question parlementaire n°1256, Madame la Ministre de l'Environnement avait fait savoir qu'un agent du Département de l'environnement aurait, durant quatre mois, inventorié et documenté les constructions visées ci-dessus identifiables sur les cartes topographiques. Elle avait également indiqué qu'après l'inventaire, ces constructions feront l'objet d'une évaluation de leur importance culturelle par le Ministère de la Culture.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le Département de l'environnement a-t-il demandé l'accord des propriétaires, voire des auteurs des constructions visées ci-dessus avant de les inventorier et les documenter?

- Madame la Ministre peut-elle fournir les données cadastrales concernant ces constructions en spécifiant à chaque fois la destination de ces constructions (habitation, exploitation, type d'exploitation, etc.)?

- Monsieur le Ministre peut-il compléter ces informations en spécifiant à chaque fois si les dites constructions (habitation seule ou habitation avec exploitation) ont été classées ou inscrites sur l'inventaire supplémentaire, voire méritent d'être classées ou inscrites sur l'inventaire supplémentaire?

Réponse commune (15.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Entre avril et juillet 2015, un inventaire des constructions existantes en zone verte a été élaboré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux. Ce repérage a été réalisé notamment en vue de l'élaboration d'un projet de loi devant modifier la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ce projet de loi se trouve actuellement devant le Parlement.

Il est à noter que cet inventaire et la documentation y relative s'est limité en grande partie à une analyse de l'aspect extérieur des bâtisses visible à partir de l'espace public. Pour des cas isolés, une analyse plus fine a été faite avec l'accord préalable des propriétaires. Des fiches d'inventariage, renseignant entre autres sur les numéros cadastraux, ont été réalisées à des fins purement internes de l'administration.

Cet inventaire n'avait pas pour objectif de lancer dans l'immédiat des procédures de protection nationale prévues par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux par l'État. Il s'agissait entre autres de déterminer quels immeubles en zone verte sont dignes d'une protection au vu des dispositions à intégrer au projet de loi prémentionné, en confection à l'époque.

Question 3485 (28.11.2017) de **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hettog-Gaasch** (CSV) concernant le **nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig**:

Selon les horaires de la ligne 30 Luxembourg - Wasserbillig, les départs des trains aux heures de pointe ont lieu avec un écart de seulement huit minutes, à savoir à 16h57, à 17h05, respectivement à 17h57 et 18h05 et encore à 18h57 et à 19h05.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons les départs ont-ils lieu dans un si petit laps de temps?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une personne qui travaille jusqu'à 17h00 risque de rater les deux trains aux heures de pointe?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'objectif du nouveau concept horaire est de contrecarrer les retards actuels des trains et d'intégrer la desserte des futurs arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald dans l'offre. L'avantage de l'horaire qui est entré en vigueur le 10 décembre 2017 pour les clients utilisant la ligne de Luxembourg à Wasserbillig est que la majorité des trains sont prolongés en direction d'Esch-sur-Alzette afin de créer des trains directs desservant le pôle d'échange Howald sans changement de trains en gare de Luxembourg.

Afin de garantir la stabilité de ce concept, des modifications par rapport au schéma de desserte et à la planification des roulements du

matériel roulant actuels étaient indispensables. Pour la ligne 30, cela signifie concrètement que depuis le 10 décembre 2017 les arrêts de Weccker et de Munsbach ne peuvent plus être desservis par les trains RE en provenance et à destination de Coblenze, à l'exception des heures de pointe matinale.

En ce qui concerne la desserte des deux arrêts aux environs de 17h00 et 19h00 à partir de la gare de Luxembourg et l'intervalle rapproché des trains de respectivement 16h57 (départ précédent à 16h59), 17h05 (départ précédent à 17h10), 17h57 (départ précédent à 17h59), 18h05 (départ précédent à 18h10), 18h57 (départ précédent à 18h59) et 19h05 (départ précédent à 19h10), les CFL ont pris la décision au moment de la conception des nouveaux horaires de proposer également ces trains au-delà de la date du 10 décembre 2017, afin de répondre à la forte demande des clients à ces heures de la journée.

Toutefois, en raison du nouveau plan d'occupation des voies de la gare de Luxembourg, les CFL ont dû légèrement décaler les heures de départ de ces trains.

Un report des horaires des trains de 16h05, de 17h05 et de 18h05 n'est pas réalisable non plus, comme ces trains assurent des liaisons transversales directes mises en place à partir du changement d'horaire du 10 décembre 2017 entre les lignes 60 et 30 et vice versa afin de permettre aux voyageurs de se déplacer sur ces deux lignes sans devoir changer de train en gare de Luxembourg.

Comme la capacité de réception de la gare de Luxembourg est très limitée, surtout aux heures de pointe, un arrêt prolongé en gare de Luxembourg des trains en provenance de la ligne 60 à destination de la ligne 30 n'est pas possible.

L'achèvement des projets d'infrastructure actuels (mise à double voie de la ligne 30, viaduc Pulvermühle, construction de deux quais supplémentaires en gare de Luxembourg et transformation de la gare de Wasserbillig) ouvrira de nouvelles possibilités d'extension de l'offre sur la ligne 30.

Question 3486 (28.11.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**économie hydrogène**:

Récemment les ministères compétents du Benelux ont échangé leurs idées sur l'économie hydrogène. La transformation de l'énergie éolienne excédentaire en hydrogène au moyen de l'électrolyse pourrait bien changer la donne pour la production et la distribution d'énergie à l'heure actuelle. À ce niveau le Benelux pourrait jouer un rôle intéressant à l'avenir. Diverses recommandations ont été élaborées, telles qu'encourager la reconversion de pipeline, l'adaptation de la législation sur le gaz, ainsi que l'harmonisation des certificats d'origine pour l'hydrogène durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que cette forme de production d'énergie présente un potentiel à saisir?

- Quelles seraient les opportunités pour le marché d'énergie luxembourgeois?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à suivre les recommandations retenues par le Benelux?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Dans le contexte des discussions autour de l'«économie hydrogène», il y a lieu de préciser tout d'abord que le vecteur énergétique communément appelé «hydrogène» vise en principe le dihydrogène (H₂) qui n'est en général pas disponible à l'état naturel. Il doit généralement être produit à partir d'une source qui contient l'élément hydrogène, comme par exemple l'eau, le pétrole ou le gaz naturel. Ce processus de production du dihydrogène (H₂) nécessite un apport d'énergie, soit sous forme d'énergie renouvelable, soit sous forme d'énergie fossile. Les quantités de ressources consommées respectivement d'émissions générées dépendent du processus de production choisi.

La question d'un recours plus poussé à l'hydrogène a été thématisée dans le rapport sur l'étude stratégique de la Troisième révolution industrielle qui retient que l'hydrogène pourra certes contribuer à la transition énergétique et à la décarbonisation, à condition que ce carburant alternatif soit produit par le biais de la technologie de l'électrolyse à partir d'énergies d'origine renouvelable. Néanmoins, il y a lieu de constater que les procédés actuels de production du dihydrogène, comme par exemple



le processus de reformage à la vapeur, utilisent principalement comme source des hydrocarbures et notamment le gaz naturel. La production du dihydrogène par électrolyse à partir d'électricité renouvelable est actuellement peu utilisée et demeure en général non compétitive.

Il y a cependant lieu de considérer que dans le cadre de la transition énergétique, l'industrie de l'énergie est confrontée à un changement de paradigme historique en devant passer d'un système où la production est actuellement axée sur la consommation vers un nouveau système où la consommation sera axée sur la production. Dans ce contexte, l'hydrogène pourrait devenir une option de flexibilité, parmi d'autres, dans le marché de l'électricité pour aider à gérer d'une part une production (renouvelable) d'électricité de plus en plus volatile et d'autre part des profils de consommation en pleine mutation (électromobilité, tendances d'électrification dans le secteur du chauffage...).

En effet, il y a lieu de mettre en relation les effets d'un recours plus poussé à l'hydrogène avec les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2020 et 2030.

Ainsi, une production d'hydrogène au niveau national utilisant comme source des hydrocarbures tels que le gaz naturel ou d'autres sources carbonées augmenterait potentiellement les émissions de gaz à effet de serre au niveau national et rendrait en outre plus difficile la réalisation des objectifs en matière d'efficacité énergétique, vu l'importation additionnelle de ressources carbonées comme le gaz naturel pour la production d'hydrogène. En contrepartie, la production d'hydrogène sur le territoire national à partir de l'électrolyse, utilisant de l'énergie électrique importée, n'affecterait pas le bilan des émissions des gaz à effet de serre national, mais uniquement la consommation d'énergie finale vu l'importation supplémentaire d'électricité. En général, le recours à l'hydrogène peut néanmoins contribuer à atteindre les objectifs en matière d'énergies renouvelables.

À noter aussi qu'une simple importation d'hydrogène à partir d'autres territoires, indépendamment de sa forme de production, n'affecterait pas le bilan des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg, puisque les émissions sont comptabilisées dans le pays de production.

Considérant que les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030 sont actuellement en négociation au niveau européen, il est à ce stade prématuré d'identifier définitivement les opportunités potentielles pour le Luxembourg en matière de politique d'hydrogène.

Pour ce qui est du secteur des transports, la promotion des véhicules électriques à pile à combustible fonctionnant à base d'hydrogène est uniquement judicieuse à moyen et long terme si la consommation énergétique et le bilan des émissions du puits à la roue («well-to-wheel») sont au moins inférieurs ou égaux par rapport à l'utilisation directe des hydrocarbures en tant que carburant, respectivement par rapport à d'autres carburants alternatifs utilisés par exemple sous forme d'électricité dans les véhicules électriques à batterie. Actuellement, le bilan global de la consommation énergétique et des émissions du puits à la roue des véhicules électriques à pile à combustible recourant à l'hydrogène est dans la plupart des configurations possibles moins favorable que celui des véhicules électriques à batteries. À condition que ce bilan s'améliore et vu les avantages des véhicules électriques à pile à combustible, comme notamment zéro émission de roulement, la vitesse de ravitaillement en hydrogène et l'autonomie, ces types de véhicules pourront certes jouer un rôle important à l'avenir.

En ce qui concerne les travaux entrepris par le Benelux, il est prévu d'entreprendre en 2018 des analyses supplémentaires concernant les opportunités et les défis en matière d'hydrogène pour savoir si une coopération Benelux peut apporter une valeur ajoutée dans ce domaine.

Question 3487 (29.11.2017) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les allocations familiales pour les frontaliers:

La loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour

enfant limite le bénéfice des allocations familiales aux enfants biologiques et adoptifs du travailleur frontalier au Luxembourg.

Or, la semaine dernière le Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) a jugé que la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) devait payer des allocations familiales pour les enfants du conjoint vivant dans le ménage du travailleur frontalier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1) Suite au jugement précité, la CAE informe sur son site Internet qu'elle fera appel à la décision du CASS et qu'en attendant, elle continuera à limiter le bénéfice des prestations familiales aux enfants biologiques et adoptifs des travailleurs frontaliers. Madame la Ministre peut-elle confirmer cet état des choses?

2) Tout en sachant que le jugement précité concerne un cas précis, Madame la Ministre a-t-elle connaissance du nombre de familles concernées par cette même problématique? Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'étendue de la problématique?

3) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la disposition de la loi précitée du 23 juillet 2016 passe à côté des réalités sociétales d'aujourd'hui en privant les enfants vivant dans des familles recomposées du droit aux allocations familiales?

Réponse (01.12.2017) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1) Je tiens à souligner que la Caisse pour l'avenir des enfants, tout en étant sous la tutelle du Ministère de la Famille, est un établissement public qui gère lui-même son contenu.

ad 2) Non, il n'existe pas de chiffres précis quant aux familles concernées, mais selon les informations de la Caisse pour l'avenir des enfants, une soixantaine de travailleurs frontaliers a saisi le Conseil arbitral de la sécurité sociale pour réclamer le paiement de l'allocation familiale luxembourgeoise pour les enfants de leur conjoint ou pour les enfants placés dans leur ménage.

ad 3) Les réalités des familles d'aujourd'hui sont très diverses et j'estime que les réformes intervenues et à venir en tiennent compte. Je vous rappelle d'ailleurs que la loi de 2016 a introduit une définition du «membre de famille» d'un travailleur et a ainsi:

- aboli la discrimination entre enfants légitimes et enfants naturels de l'ancienne législation;

- renforcé les droits des travailleurs frontaliers pour leurs propres enfants en ce que - contrairement au règlement européen sur la coordination - un père ou une mère qui travaille au Luxembourg n'a plus à prouver, après séparation ou divorce, que son enfant reste bel et bien à sa charge, même s'il réside dans le ménage de l'autre parent;

- renforcé de ce fait le droit des enfants ayant subi la séparation de leurs parents à garder un lien avec chacun des deux et à être considérés comme membres de famille de leurs deux parents.

Question 3488 (29.11.2017) de M. Gilles Baum (DP) concernant le nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig:

Dans le cadre des nouveaux horaires des CFL, qui entreront en vigueur le 10 décembre 2017, il y a lieu de constater que pour la ligne 30 de Luxembourg à Trèves un bon nombre d'arrêts sont supprimés. Il en résulte que même pour les heures de pointe les passagers n'ont à leur disposition qu'un seul train par heure.

Dans les cas où il y en a deux par heure, l'écart entre les deux trains est si inopportun que le temps d'attente est également de presque 60 minutes. Ainsi, par exemple si l'on raitait un premier train partant à 17h05, on serait obligé d'attendre jusqu'à 17h57 pour prendre le suivant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons pour la suppression d'un si grand nombre d'arrêts entre Luxembourg et Wasserbillig? Ces suppressions ont-elles été justifiées par des comptages?

- Sont éventuellement d'autres moyens de transport mis à disposition pour les passagers concernés par les suppressions mentionnées?

- Monsieur le Ministre, juge-t-il acceptable un écart pareil entre deux trains? Dans la négative, serait-il incliné de revoir l'horaire avec les CFL?

Réponse (03.01.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Afin de réduire les retards sur les différentes lignes du réseau ferré national, les CFL ont effectué une étude avec un bureau spécialisé dont une des conclusions était de laisser circuler les trains RE de la relation Luxembourg - Trèves - Coblenze sans arrêt entre Sandweiler-Contern et Wasserbillig.

Ces trains doivent traverser une série de goulots d'étranglement et doivent arriver à l'heure à Coblenze où les clients ont des correspondances intéressantes vers Cologne et la région de la Ruhr, d'une part, et le sud de l'Allemagne comme Stuttgart ou Munich, d'autre part.

Le premier goulot d'étranglement constitue la gare de Luxembourg. Au courant des derniers mois, les anciens ateliers situés du côté de la Rocade de Bonnevoie ont été détruits pour libérer une surface suffisante permettant l'aménagement de deux quais supplémentaires. Les travaux sont en cours en vue de la mise à double voie de la ligne jusqu'à Sandweiler-Contern. Ensuite vient le tronçon de ligne à voie unique entre Sandweiler-Contern et Oetrange. Sur le réseau ferré allemand, la ligne est à voie unique jusqu'à Karthaus situé au sud de Trèves. Afin de réduire la distance à voie unique sur le réseau ferré allemand, l'État luxembourgeois a investi un montant de huit millions d'euros dans la mise à double voie du tronçon de ligne situé entre Igel et Igel-Ouest.

Dans une première étape, les mesures mises en œuvre depuis le 10 décembre 2017 seront analysées quant à leur efficacité et des adaptations éventuelles peuvent être réalisées, le cas échéant, par la suite.

Question 3489 (29.11.2017) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les critères de reconnaissance comme formation continue par l'IFEN et insertion d'événements dans le «Courrier de l'Éducation nationale»:

En décembre 2016, l'Institut de formation de l'éducation nationale avait dans un premier temps accepté d'inscrire dans son catalogue de formation continue en ligne, la conférence-débat de l'historien israélien mondialement reconnu Ilan Pappé, conférence intitulée «L'art du marketing en politique - The Idea of Israel: a History of Power and Knowledge». (20.01.2017)

Alors que plusieurs enseignants s'étaient déjà inscrits sur le site de l'IFEN, le directeur est revenu sur sa décision antérieure et a retiré ladite conférence du catalogue, informant les organisateurs que: «À la relecture du descriptif de formation qui a été publié sur notre site, je dois vous annoncer que l'IFEN revient sur la décision de publier la conférence comme formation continue. En effet, il me semble que l'angle de vue est biaisé et qu'à ce titre nous n'intégrons pas la conférence dans notre offre de formation.»

En mars 2017, les organisateurs de la conférence «Quel développement durable pour la Palestine?» avaient également proposé à l'IFEN d'inscrire dans son catalogue cette conférence dans le cadre de l'éducation au développement durable (EDD). Il leur a été répondu par le directeur de l'IFEN: „Suite vun Ärder Demande wollt ech lech matdeelen, datt mer d'Konferenz vum 16. Mee 2017 net an de Programm vun der Formation continue ophuelen. De Lien mat schouleschen Themen ass minimal, well d'Thema ganz spezifesch ass.“ (26.03.2017)

En octobre 2017, les organisateurs de l'exposition photos-vidéos «Photography as protest in Israel - Palestine» du collectif de photographes palestiniens et israéliens (11.11.-18.11.2017) se sont adressés au service communication du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin qu'une annonce sur l'exposition, qui s'adresse à un public à partir de 13 ans, soit insérée dans le «Courrier de l'Éducation nationale» à l'attention des enseignants du secondaire.

Cette exposition peut en effet être abordée sous de nombreux angles pédagogiques: l'histoire contemporaine, la citoyenneté, l'esprit critique, l'art photographique, l'éducation aux médias, le langage des médias, etc. L'insertion de l'annonce leur a été refusée avec l'explication suivante: «Je regrette de vous informer que nous ne pouvons pas donner suite à votre demande étant donné que l'annonce de l'événement en question ne se prête à une publication dans le „Courrier de l'Éducation nationale“.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il des critères objectifs déterminant la publication d'un événement dans le «Courrier de l'Éducation nationale»?

2) Existe-t-il des critères conditionnant la reconnaissance d'une conférence dans le programme de formation continue de l'IFEN?

3) Dans l'affirmative, pouvez-vous nous énumérer ces critères pour les points 1) et 2) et nous indiquer comment ils ont été fixés, quand, par qui et où ils ont été consignés?

4) Dans la négative, quelle est la procédure en vigueur déterminant le choix du ministère de publier ou non un événement dans le «Courrier de l'Éducation nationale», ainsi que de la reconnaissance d'une conférence dans le programme de formation continue de l'IFEN?

5) Concernant l'exposition susmentionnée, quelles sont les raisons précises qui ont motivé le ministère à refuser sa publication dans le «Courrier de l'Éducation nationale» et en quel sens celle-ci ne se conformerait-elle pas à d'éventuels critères?

Réponse (16.01.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Sont publiés dans le «Courrier de l'Éducation nationale» des événements dont l'activité est adaptée aux enfants et aux jeunes et dont la vocation n'est pas commerciale.

ad 2) et 3) Les critères entrant en compte pour la définition de l'offre de formation continue de l'IFEN sont définis à deux niveaux:

a) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, à l'article 92, impose les critères suivants:

- l'offre de formation continue est élaborée en tenant compte des directives des plans d'études;

- les cours de formation continue sont proposés dans les domaines du développement scolaire, du développement de l'enseignement et du développement professionnel personnel;

- les domaines prioritaires de la formation continue sont définis.

b) Les domaines prioritaires de la formation continue visent le développement des compétences professionnelles suivantes:

- priorité 1: l'enseignement et l'apprentissage dans le cadre d'une approche par compétences;

- priorité 2: l'enseignement et l'apprentissage des compétences linguistiques dans un contexte multilingue;

- priorité 3: les technologies de l'information et de la communication;

- priorité 4: le travail en équipe et la communication;

- priorité 5: le développement professionnel personnel;

- priorité 6: le développement scolaire;

- priorité 7: la gestion des établissements scolaires;

- priorité 8: le travail socio-éducatif.

Les domaines prioritaires actuellement en vigueur sont en phase avec les grands dossiers du ministère et les réformes en cours. Ces domaines ont été définis durant l'année scolaire 2014-2015 par le ministre après consultation du précédent Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental et du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire, sont publiés sur le site Internet de l'IFEN et sont recensés dans l'instruction ministérielle du 23 novembre 2016 concernant la formation continue des enseignants fonctionnaires et employés de l'enseignement secondaire.

Des événements tels que des conférences, colloques, tables rondes ou autres, organisés par des institutions externes à l'IFEN, mais non conçus à la base comme formation continue, sont reconnus dans l'offre de formation continue de l'IFEN:

- s'ils sont en lien avec les directives des plans d'études

- et s'ils contribuent au développement des compétences professionnelles des personnels de l'éducation nationale dans au moins un des domaines prioritaires de la formation continue.

ad 4) Sans objet, car réponse affirmative.

ad 5) Force est de constater que le ministère est sollicité par beaucoup d'associations œuvrant dans le domaine culturel. C'est dans



ce contexte qu'il a été décidé de donner la priorité aux publications d'activités didactiques et pédagogiques. La publication de l'exposition photos-vidéos «Photography as protest in Israel - Palestine» dans le «Courrier de l'Éducation nationale» a été refusée pour ces raisons.



Question 3490 (30.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **distinctions honorifiques**:

All Joer gi fir Nationalfeierdag eng grouss Zuel u Matbierger fir hir Verdéngschter ausgezechent. Dëse System war eng laangjäreg Tradition, déi ville Leit Freed gemaach huet. Dëst Joer ass et zu verschiddenen Ännerunge komm. Et schéngt esou ze sinn, datt d'Zuel vun den Dekoratiounen erofgesat gouf an d'Kritären, fir esou eng Auszeechnung ze kréien, verännert goufen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ännerunge goufen 2016 an 2017 bei den zivilen Uerde virgeholl an aus wéi enge Grënn?

2. Huet sech d'Zuel vun den Distinctionen, déi accordéiert goufen, doduerch verännert?

3. Wa gewëssen Automatismen bei den Distinctionen net méi solle gëllen, wéi gëtt sécher gestallt, datt d'Meritte vun enger Persoun net no parteipolitesche Kritäre beuerteelt ginn?

4. Wéi wëllt d'Regierung bei deene Persounen, déi am ëffentlechen Déngscht sinn, op eng objektiv, onparteilech a gerecht Manéier d'Meritte bestëmmen (Art. 1 vum Arrêté grand-ducal vum 16. Juli 2016)? Wéi ass d'Prozedur, déi zu enger Recommandatioun vum „ministre du ressort“ nom Artikel 4 vun deem Arrêté soll féieren?

5. D'Regierung beméit sech drëm, bei den Distinctionen keen Ënnersched tëschent dem ëffentlechen an dem private Sektor ze maachen. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt si all déi Persounen, déi net beim Stat schaffen a Meritte fir d'Land hunn, kann erfassen an éieren?

6. Mam Datum vum 5. Juni 2014 gouf eng Kommissioun aberuff, „qui a pour mission de définir et d'organiser l'attribution des distinctions honorifiques“. Dräi vun de Membere missten dem Arrêté grand-ducal no „personnalités marquantes de la vie politique luxembourgeoise“ sinn, also keng Beamten. No wéi enge Kritären a Qualifikatiounen goufen déi dräi Perséinlechkeeten erausgesicht, déi aktuell an deem Gremium e Sëtz hunn an déi den 30. November 2014 genannt goufen?

7. Denkt d'Regierung drun, d'Méiglechkeet vu posthumen Distinctionen anzeféieren?

8. Denkt d'Regierung drun, bei deenen Dekoratiounen, wou et dat nach net gëtt, och Bijoue fir d'Dammen anzeféieren?

Réponse (12.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

ad 1. De 5. Juni 2014, mam Akraafttriede vun dem entsprecheenden Arrêté grand-ducal, gouf eng onofhängeg Kommissioun geschaf, fir objektiv Kritäre festzleeën, wat d'Attributioun vun den Distinctionen honorifiques betrëfft. Déi Kritären, déi d'Kommissioun virgeschloen huet, si vum Regierungsrot esou ugeholl ginn an am Arrêté grand-ducal vum 16. Juli 2016 verankert ginn. Dës Kritären déngen als Basis fir der Commission des distinctions honorifiques hir Aarbecht, wat d'Propose betrëfft, déi dës Kommissioun mécht.

ad 2. Am Kader vum Nationalfeierdag sinn 2017 am ganzen 2.929 Dekoratiounen iwwerrecht ginn, am Joer virdru waren et der 3060.

ad 3. Eng Persoun gëtt opgrond vun hire Meritte fir d'Land, d'Gesellschaft an d'Zesummeliewen dekoréiert. Eng Diskriminatioun opgrond vum Glawen oder der parteipolitescher Affiliatioun wier eng Violatioun vum Prinzip vun der Gläichstellung virum Gesetz.

ad 4. De privaten an den ëffentleche Sektor gi gläich behandelt. All Ressortminister ass zoustänneg fir d'Proposen aus deem Sektor, deen a senger Attributioun läit. D'Viraussetzung sinn déiselwecht fir all Persoun, déi a Fro kënn. D'Commission des distinctions honorifiques deliberéiert iwwert d'Propose vum Ressortminister an de Statsminister hält déi definitiv Decisioun.

ad 5. Cf. 4.

ad 6. Déi dräi Persounen aus dem ëffentleche Liewen, déi nieft deene véier Fonctionnaires d'Kommissioun kompletéieren, bréngen aus hire jeeweilegen aktuellen a fréiere Fonctiounen déi noutwendeg Experienz mat.

ad 7. Déi Fro ass um Ordre du jour vun der Commission des distinctions honorifiques.

ad 8. Déi Fro ass um Ordre du jour vun der Commission des distinctions honorifiques.



Question 3491 (30.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **règlementation sur les éoliennes**:

An Zesummenaarbecht mat engem private Promoteur ass d'Gemeng Déifferdeng amgaangen, e Wandmilleprojet ze plangen. Dëse soll zu Uewerkuer um Plateau realiséiert ginn, eng 550 Meter vun den éischte Wunnhaiser ewech a mat Wandmillen, déi eng Héicht ëm 200 Meter hunn. An enger Informatiounsversammlung goufen de Gemengenawunner d'Resultater vun den Etüden iwwert d'Ëmwelt an deem Kontext presentéiert.

Déi obligatoresch Etüden iwwert d'Auswierkungen op d'Awunner beschränke sech op d'Analys vun dem Kaméidi, dem Schiet an der Gefor vum Äis op den Dréifligelen. Et ginn awer nach vill aner méiglech Auswierkungen a Gefore wéi Infraschall a Wellen an de Brandrisiko, wat alles net analyséiert gouf. An engem Interview op RTL-Radio huet de Statssekretär Camille Gira den 21. Oktober 2014 erkläert, datt mir an deem Kader eng national Gesetzgebung fir de Kaméidi hunn, awer fir déi reschtlech Aspekter géingen déi däitsch Normen applizéiert ginn.

Wat de Brandrisiko vun engem Dréifligel ugeet, huet d'Federalunioun vun den däitsche Berufspompjeeë recommandéiert, en Distanzminimum vu 500 Meter anzehalen an a Wandrichtung aus Virsicht souguer 1.000 Meter. Am Fall vun Uewerkuer, wou d'Wunnhaiser sech a Wandrichtung befannen, géing dës Richtlinn also net berécksichtegt ginn.

„Sollte es zu einem Feuer im oberen Teil der WEA gekommen sein [...]. Besonders wichtig ist in diesem Fall das Schaffen eines Sicherheitsbereichs durch äußerst weiträumiges Absperren. Bei dem Abbrennen ist von herabfallenden Teilen auszugehen (ein Zusammenfallen der gesamten Anlage hingegen ist unwahrscheinlich). Daher muss ein Radius von mindestens 500 Metern unzugänglich gemacht werden, bei markanten Winden ist in Windrichtung das Doppelte einzuplanen.“ - Deutscher Feuerwehrverband, Fachempfehlung (März 2008, überarbeitet Mai 2012).

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltminister an den Här Innenminister:

1. Huet Lëtzebuerg selwer en nationaalt Gesetz an deem Sënn? Wann net, huet d'Regierung da virgesinn, esou eent ze schafen?

2. Falls keen eegent nationaalt Gesetz besteet, gouf hei dann déi däitsch Norm amplaz berécksichtegt?

3. Wéini gëtt am Sënn vum beschriwwene Virsichtsprinzip gehandelt? Am Hibleck op déi geplangten Distanz vu manner wéi 1.000 Meter, ass de Schutz vun den Awunner, deenen hir Wunnhaiser zu engem groussen Deel an der Wandrichtung (südwest) situéiert sinn, garantéiert? Firwat gëtt hei net am Sënn vum beschriwwene Virsichtsprinzip gehandelt?

4. Wéi ass de Lëtzeburger Berufspompjeeën hir Positioun heizou?

5. Wie wier responsabel, wann et am Laf vun der Realisatioun vun esou engem Wandmilleprojet, no bei den Awunner, zu engem Brandfall kéim?

Réponse commune (15.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, et de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

An der Aleedung vun der Fro vum honorablen Deputéierte ginn Aussoe gemaach, déi ze präziséieren sinn:

De Projet „Wandpark Déifferdeng“ war schonn Objet vun der Fro Nummer 3139, déi de 17 Juli 2017 gestallt gouf. Déi entsprecheend Äntwert huet de legislative Kontext erkläert a Bezuch op konkret Ëmweltaspekter geholl. Ënner anerem gouf gesot, dass fir de Projet eng EIE (évaluation des incidences environnementales) op Basis vum groussherzogleche Règlement vum 7. Mäerz 2003 erstallt muss ginn. Dës läit den zoustännegen Autoritéiten nach net vir. Ausserdeem gëtt et bis ewell nach ëmmer keng Geneemegungsufo no dem Kommodo-Gesetz. Dofir kann een nach keng Ausso zu de Studie maachen. D'Aussoen iwwert d'Applikatioun vun däitschen Normen huet sech primär op d'Bewäertung vum Impakt vun Schiet op de Mënsch bezunn.

Wandmilleprojeten ënnerleien de normalen Autorisatiounen wéi all aner Bauprojet och, dat heescht engersäits brauch de Bedriewer eng Autorisation d'exploitation am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur an anerersäits muss déi zoustänneg Gemeng eng Bauge-neemegung ausstellen. Am Kader vun deene Prozeduren ass och de Brandrisiko ze betruechten. Natierlech ass eng eventuell Autorisatioun am Kader vum Waassergesetz ze berücksichtegen a meeschtens och eng Naturschutzgeneemegung obligatoresch.

Déi Ofstänn vu 500 Meter respektiv 1.000 Meter, op déi den honorablen Deputéierte sech a senger Fro berëfft, stinn an enger „Fachempfehlung“ vum däitsche Pompjeeesverband DFV (http://www.feuerwehrverband.de/fileadmin/Inhalt/FACHARBEIT/FB6_ELU/DFV-Fachempfehlung_Einsatz_Windenergieanlagen.pdf), déi och bei der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter a Lëtzeburger Pompjeeeskreesser bekannt ass.

Dës „Fachempfehlung“ riicht sech un d'Rettungsdéngschter a gëtt Rotschléi, wéi d'Pompjeeën am Fall vun engem Asaz bei enger Wandmille solle virgoen. Si kann aus der Siicht vun de Pompjeeën als „Stand der Technik“ ugesi ginn an domat sécherlech och hei am Land als Orientéierung bei Asätz mat Wandmillen ugewannt ginn. Wichteg ass awer, ze ënnersträichen, datt et sech hei ëm taktesch Rotschléi handelt fir den Asaz a net ëm eng verbindlech Norm fir de Bau vun esou Anlagen.

Et dierf en also hei net een taktesche Riichtwäert fir eng Spärzon oder eng Evakuatioun am Asaz (min. 500 Meter) mat enger baulecher Virgab am Kader vun enger Autorisatioun verwisselen. Fir et mat engem anere Beispill ze illustréieren: Bei Bränn vun enger Azetylen-Fläsch gëtt bei Pompjeeesasätz en Evakuationsrayon vun 300 Meter recommandéiert. Dat heescht awer net, dat an engem Atelier, an deem Azetylen benotzt gëtt, an engem Rayon vun 300 Meter net gebaut dierf ginn.

D'Berufspompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg goufe vun enger Biergerinitiativ mat deem vun lech zitéierte Projet vun Déifferdeng saiséiert. Vu datt si territorial gesinn net fir d'Stad Déifferdeng zoustänneg sinn, kënnen si och offiziell näischt zu dem Projet soen.

Betreffend d'Responsabilitéit gëllen am Brandfall vun enger Wandmillen déi nämlech Regele wéi bei allen anere Bränn och, déi vum Droit commun.

Ofschléissend kann een nach soen, datt et hei zu Lëtzebuerg bis elo nach keng gréisser Bränn mat Wandmillen ze notéieren gëtt.



Question 3492 (01.12.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **contrôle de personnes à l'Aéroport de Luxembourg**:

Dans un article de presse, le président du conseil d'administration de Cargolux et de Luxair soulève un problème existant au niveau du contrôle de personnes entrant dans l'espace Schengen à l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Selon cet article, le contrôle est effectué par deux membres de la Police grand-ducale, nombre clairement insuffisant lorsqu'un avion transportant plus de 300 passagers de pays tiers atterrit au Findel.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des passagers en provenance d'un pays tiers doivent parfois accepter des temps d'attente de plus d'une heure pour passer le contrôle des passeports à l'Aéroport international de Luxembourg-Findel?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il une augmentation des effectifs pour résoudre ce problème?

3. Dans quelle mesure l'utilisation de nouvelles technologies comme les documents de voyage électroniques pourraient contribuer à faciliter les contrôles aux frontières de l'espace Schengen en général et à l'aéroport en particulier?

Réponse (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1. Des temps d'attente de plus d'une demi-heure ont été enregistrés à plusieurs reprises au courant de 2017. Ces temps d'attente sont dus à une augmentation considérable du volume des passagers au cours des dernières années ainsi qu'au contrôle systématique des ressortissants européens dans les banques de données SIS et Interpol depuis avril 2017.

Des temps d'attente de plus d'une heure sont cependant très rares.

ad 2. Le Service de contrôle à l'aéroport - Section contrôle frontalier (SCA-SCF), suite à un manque de personnel constaté lors de l'évalua-

tion «Schengen» effectuée par la Commission européenne en février 2016, a été renforcé de quatre fonctionnaires en 2016 et de trois fonctionnaires en 2017. Un renforcement supplémentaire de trois fonctionnaires est prévu pour 2018, portant l'effectif à 34 fonctionnaires.

ad 3. Actuellement l'Aéroport de Luxembourg dispose de trois guichets de contrôle frontalier à l'arrivée et de trois guichets au départ.

Un projet «Automated Border Control» est en cours de développement afin de doter l'Aéroport de Luxembourg d'un système de contrôle frontalier automatique identique à celui utilisé dans certains aéroports allemands. Ce système «ABC» est destiné à pouvoir être utilisé par tous les ressortissants majeurs européens et devrait permettre de réduire les files d'attente dès son entrée en service prévue au cours du 1^{er} semestre 2018.

À partir de mi-2018, le nombre de guichets de contrôle frontalier va se présenter comme suit:

- au départ: trois guichets classiques et cinq guichets automatiques;

- à l'arrivée: quatre guichets classiques et cinq guichets automatiques.



Question 3493 (01.12.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **fermeture de certains bureaux de POST Luxembourg**:

Il me revient que le bureau de POST Luxembourg se situant à Bonnevoie devrait bientôt fermer ses portes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de fermer le bureau de POST dans le quartier le plus peuplé de la ville de Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont motivé cette décision?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

Selon les informations obtenues par POST Luxembourg concernant la question de l'honorable Député au sujet de la fermeture du bureau de poste situé à Bonnevoie, je peux vous assurer qu'il n'existe aucune intention de la part de POST Luxembourg de fermer le bureau de poste en question. Cette information est donc à qualifier d'erronée.

Dans ce contexte, j'aimerais rappeler qu'il revient au conseil d'administration de POST Luxembourg d'approuver la stratégie du réseau de vente de POST et de contrôler son implémentation.



Question 3494 (01.12.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **tests de langue luxembourgeoise**:

L'Institut national des langues (INL) est actuellement chargé de l'organisation de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise. Or, à en croire le site Internet de l'INL, les candidats à la nationalité luxembourgeoise devront patienter jusqu'en juillet 2018 pour pouvoir passer lesdits examens.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

2) Dans l'affirmative, quelle est la durée d'attente actuelle pour passer le test de langue luxembourgeoise pour accéder à la nationalité luxembourgeoise? Le temps d'attente s'est-il réduit au fil des années? Dans la négative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils améliorer la situation?

3) Combien de sessions d'examen sont mensuellement organisées par l'INL? Combien de personnes sont admises par session d'examen? Messieurs les Ministres jugent-ils suffisant le nombre de places ouvertes aux différentes sessions d'examen? À défaut, comment entendent-ils améliorer la situation?

4) Combien de personnes sont actuellement en charge de l'organisation et de la tenue des sessions d'examen? Est-il envisagé de doter l'INL de plus de ressources humaines? Dans l'affirmative, combien de postes seront créés et suivant quel échéancier?



5) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le taux de réussite aux tests de langue?

6) Qu'en est-il des délais d'attente à l'examen relatif au «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»?

Réponse (04.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député, je me permets de signaler que l'augmentation du nombre de candidats à l'obtention de la nationalité luxembourgeoise a engendré des conséquences sur les cours requis par la procédure, ce qui m'emmène à réorganiser et les offres et leur organisation.

ad 1) Les informations relatives aux examens publiées sur le site Internet de l'Institut national des langues (INL) sont correctes. Actuellement, toutes les sessions, à l'exception de celle du 6 juillet 2018, où il y a encore 30 places disponibles, sont complètes.

ad 2) Jusqu'en avril 2017, sous l'ancienne loi sur la nationalité luxembourgeoise, le temps d'attente pour obtenir une place était de trois à quatre semaines. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les demandes d'inscription ont augmenté de manière exponentielle. Le temps d'attente entre la remise du dossier et le test peut aller jusqu'à six mois.

ad 3) Pendant l'année académique 2016-2017, l'INL a organisé 13 sessions d'examen pour 1.400 candidats.

Pour l'année académique 2017-2018, l'effectif des examinateurs a été augmenté pour pouvoir accueillir 1.616 candidats répartis sur une à deux sessions par mois.

Comme le nombre de demandes d'inscription a dépassé largement les prévisions, l'INL a prévu de former des examinateurs supplémentaires. Ainsi, quatre sessions additionnelles pourront être organisées après les congés de février 2018, ce qui permettra l'inscription de 512 candidats supplémentaires.

ad 4) Actuellement, l'équipe en charge de l'examen est composée de 16 enseignants (examinateurs/correcteurs), d'une responsable de la formation et de la coordination ainsi que d'un employé du bureau des examens. Toutes ces personnes sont des fonctionnaires ou des employés de l'INL, dont une partie de la tâche est consacrée aux travaux administratifs et/ou à l'organisation des épreuves.

Ceci correspond à un total de 38,5 heures par semaine, soit 1,75 tâche d'enseignement. L'employé administratif au bureau des examens consacre 75% de son travail à l'organisation, la gestion et le suivi des dossiers en relation avec les examens.

Au deuxième semestre 2017-2018, le nombre de leçons dédiées à l'examen passera à 54,5 par semaine pour faire face à la demande.

L'INL, qui réintègrera son siège initial au boulevard de la Foire au cours du deuxième semestre, disposera dès lors de locaux plus adaptés pour organiser les examens. Ceci permettra de passer les examens à un rythme plus soutenu. Une augmentation de l'effectif enseignant est prévue pour la rentrée 2018-2019. Le bureau des examens sera également renforcé par un employé administratif.

ad 5) En 2016, le taux de réussite aux tests de langue s'élevait à 62%. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le taux de réussite varie entre 72 et 87%.

ad 6) Je tiens à préciser que les personnes désirant acquérir la nationalité luxembourgeoise ont le choix de suivre des cours de 24 heures sans passer un examen ou de se soumettre à un examen sans devoir assister aux cours.

Les examens en vue de l'obtention du certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» sont organisés à raison de deux sessions par mois pour +/- 100 candidats. Les participants ont le choix entre l'allemand, le français et l'anglais comme langue d'examen. L'examen est passé sur ordinateur et les candidats peuvent recevoir leur certificat à l'issue de l'examen.

Les délais d'attente sont en principe négligeables et s'élèvent au maximum à un mois. En cas de besoin le nombre de sessions offertes par mois peut être augmenté.

Question 3495 (01.12.2017) de **Mme Cécile Hemmen** (*LSAP*) concernant la **voiture de fonction**:

Les sociétés propriétaires de véhicules mis à la disposition de leurs salariés ont l'obligation de dénoncer le chauffeur en cas d'infraction constatée par un radar automatisé.

En cas d'accident, pas tous les frais ne sont couverts par la CNS ou l'assurance accident.

À l'heure actuelle, rien n'oblige l'employeur à souscrire une «assurance conducteur» de sorte qu'en cas de décès dans un accident sans qu'une autre personne ne soit reconnue responsable de l'accident, ou en cas de faute du chauffeur il n'y aura pas de réparation du préjudice moral subi par ses proches autres que celui prévu par le Code de la sécurité sociale.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Existe-t-il des chiffres au sujet du nombre et/ou du pourcentage des infractions constatées par radar automatisé commises par les chauffeurs de véhicules professionnels?

2. Existe-t-il des chiffres pour informer quel genre de véhicules professionnels sont le plus souvent impliqués dans ces excès de vitesse (voitures, camionnettes, poids lourds)?

3. Au vu des dangers auxquels font face les salariés qui conduisent dans le cadre de leur profession sur la route, n'est-il pas indiqué de rendre l'assurance décès du conducteur d'une voiture dans le cadre de sa fonction obligatoire pour les entreprises?

Réponse commune (22.01.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. + 2. La Police grand-ducale dispose de chiffres concernant les infractions constatées par le CSA et qui sont commises par des conducteurs professionnels. À ce but, le logiciel du CSA fait la distinction entre les véhicules dont le détenteur est une personne morale et ceux dont le détenteur est une personne physique.

Cette statistique se présente comme suit:

- Personnes morales - poids lourds: 30.708 véhicules flashés

- Personnes physiques - poids lourds: 2.060 véhicules flashés

- Personnes morales - véhicules «légers»: 126.143 véhicules flashés

- Personnes physiques - véhicules «légers»: 359.290 véhicules flashés

Le total des véhicules flashés détenus par des personnes morales est de 156.851.

Le total des véhicules flashés détenus par des personnes physiques est de 361.350.

Depuis mars 2016, le total des véhicules flashés s'élève partant à 518.201.

Les véhicules «légers» sont en principe tous les autres véhicules qui peuvent être flashés par le CSA et qui ne sont pas immatriculés comme poids lourd.

Parmi les véhicules détenus par les personnes morales, ceux flashés le plus souvent sont les véhicules «légers», mais il faut aussi tenir compte du fait que les poids lourds flashés sont principalement détenus par des personnes morales.

Enfin, le fait que le détenteur soit une personne morale ne signifie pas automatiquement que le conducteur du véhicule est un chauffeur professionnel, même si la probabilité est très grande.

ad 3. Actuellement, les accidents de mission en voiture de service sont traités comme les accidents du travail et en cas d'un accident mortel reconnu par l'Association d'assurance accidents (AAA), les ayants droit de l'assuré bénéficient des prestations de l'AAA en sus de la pension de survie de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP).

Si la notion de faute lourde de l'article 93 du Code de la sécurité sociale ne s'applique qu'aux accidents de trajet et peut entraîner un refus de la part de l'AAA, cette notion n'existe tel quel ni pour les accidents du travail ni pour les accidents de mission. Cependant la jurisprudence connaît la notion de «risque dépassant de loin le risque assuré» qui permet à l'AAA de décliner un accident du travail. Or, la base de données juridique de l'AAA ne fait état que de deux affaires déclinées à cause d'un taux d'alcoolémie important.

Dans le cas d'un accident du travail non reconnu par l'AAA, les ayants droit ne peuvent effectivement bénéficier que des prestations de la CNAP. Or, une assurance privée appliquerait probablement le même principe de «risque dépassant de loin le risque assuré» ou même de faute lourde, de sorte qu'imposer une telle assurance risquerait fort de constituer un coût supplémentaire pour l'employeur sans pour autant ajouter une garantie supplémentaire de dédommagement pour les conducteurs en mission.

Question 3496 (04.12.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant la **réorganisation du Département de la sûreté de lux-Airport** sa:

Selon un communiqué de presse diffusé ce jeudi, 30 novembre 2017 par le syndicat OGB-L, la direction de lux-Airport sa, société de gestion de l'aérogare du Findel, aurait informé son personnel, par le biais d'une simple note de service, d'une réorganisation fondamentale de son département de la sûreté.

Ainsi, à partir du 1^{er} décembre 2017, le contrôle des passagers n'est plus effectué par des agents de sécurité de lux-Airport, mais sous-traité à une société privée de gardiennage. Selon des affirmations du directeur de lux-Airport, cette décision aurait été imposée par le ministre de tutelle.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la décision de remplacer les agents de sécurité aux points de contrôle des passagers a été imposée à la direction de lux-Airport par le ministre de tutelle? Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons qui ont motivé cette décision?

2. Pourquoi les représentants du personnel de lux-Airport n'ont-ils pas été informés à un stade plus avancé de ce changement dans l'organisation du contrôle des passagers à l'aéroport?

3. La solution de sous-traitance n'a-t-elle qu'un caractère temporaire ou est-elle censée perdurer?

Réponse (15.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1. Tenant compte de la situation de menace au niveau international et suite à une recommandation par les autorités compétentes, le ministre a demandé à la direction de lux-Airport de réintroduire avec effet immédiat des contrôles d'identité aux points d'accès aux zones de sûreté à accès réglementé dans le terminal de l'aéroport de Luxembourg. Afin d'éviter des files d'attente suite à cette exigence additionnelle de contrôler les cartes d'embarquement et les cartes d'identité, la direction de lux-Airport a décidé de renforcer les effectifs d'une vers deux personnes pour effectuer ce double contrôle. Il n'y a en conséquence ni question de «réorganisation fondamentale» du «Département de la sûreté», ni de remplacement d'agents, mais d'un renforcement des effectifs existants.

ad 2. Les représentants du personnel n'ont pas été informés puisqu'il s'agit d'une modification organisationnelle mineure et temporaire. Il s'agit d'un agencement opérationnel dicté par un changement à effet immédiat dans les contrôles de sûreté à effectuer qui n'affecte en rien les conditions de travail de l'ensemble du personnel de la sûreté.

ad 3. La solution de sous-traitance dans ce cas particulier a un caractère temporaire. lux-Airport, par contre, se sert de contrats de sous-traitance pour faire face aux périodes de vacances de ses collaborateurs ainsi que pendant les périodes de haute affluence. lux-Airport a aussi convenu avec les représentants du personnel de réduire la sous-traitance dans la mesure du possible et va procéder au recrutement de 40 agents de sûreté en 2018.

Question 3497 (04.12.2017) de **MM. Gusty Graas** et **Alexander Kriepps** (*DP*) concernant les **appels à témoin publiés par la Police grand-ducale**:

Régulièrement des appels à témoin de la police sont publiés dans les journaux ou sur les sites Internet, souvent pour demander au grand public des informations sur l'identité d'individus ayant retiré de l'argent avec une carte de crédit volée. Or, même si la qualité des photos prises par les caméras de surveillance s'est nettement améliorée ces dernières années, il s'avère que les faits sur lesquels la police demande des renseignements remontent généralement à plusieurs mois.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelle est la raison pour laquelle ces appels à témoin sont publiés seulement des mois après les faits?

2) Quel est le pourcentage d'identification positive de ces individus?

3) Est-il possible de publier ces appels à témoin dans un délai plus rapproché des faits?

Réponse (02.01.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Plusieurs facteurs déterminent les délais plus ou moins longs relatifs à la publication des différents appels publics dans la presse et sur les réseaux sociaux de la Police grand-ducale.

Tout d'abord, la procédure ne commence à courir qu'à partir du moment où la personne concernée a effectivement produit une plainte auprès de la Police grand-ducale. Par la suite, l'agent dispose d'un délai de 40 jours pour faire parvenir le procès-verbal au parquet. Ce délai est mis à profit pour procéder aux premières vérifications d'enquête. Une enquête interne à la Police grand-ducale est donc réalisée en amont d'un éventuel appel public. La décision de saisir des images ou les enregistrements des caméras de surveillance appartient aux autorités judiciaires.

Il y a encore lieu de préciser que la Police grand-ducale n'a pas d'influence sur la qualité des images saisies.

ad 2) Les appels à témoin servent pour de nombreuses affaires à collecter des renseignements et indices permettant notamment aux enquêteurs d'identifier le ou les malfaiteurs. La Police grand-ducale n'établit pas de statistiques en la matière.

ad 3) L'opportunité d'une enquête publique, c'est-à-dire le moment et aussi le contenu, appartient aux autorités judiciaires.

Question 3498 (04.12.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (*DP*) concernant les **parcs éoliens en pleine forêt**:

Trouver des emplacements pour l'installation d'éoliennes disposant de vents réguliers et suffisamment forts tout en respectant une certaine distance vers les zones d'habitation devient de plus en plus difficile. Voilà pourquoi quatre Länder d'Allemagne (Hesse, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat et Thuringe) ont commencé à installer des parcs éoliens en pleine forêt. Il est par exemple possible d'abattre des conifères et de les remplacer par des arbres d'une valeur écologique plus grande pour les forêts.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est l'opinion du Gouvernement concernant les parcs éoliens installés en forêt?

- Est-il envisageable d'installer des éoliennes dans les forêts luxembourgeoises?

- Dans l'affirmative, est-ce que des sites propices à l'installation de telles éoliennes ont déjà été identifiés?

- Est-ce que l'installation d'éoliennes dans nos forêts est prévue dans le futur Code forestier?

- Quand Madame la Ministre compte-t-elle déposer le projet de loi relatif au Code forestier?

Réponse commune (16.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Actuellement, il n'est pas prévu d'installer des parcs éoliens dans les forêts luxembourgeoises. Néanmoins, lors d'une extension ou lors d'une planification d'un nouveau parc éolien en zone verte, la situation peut se présenter où l'une ou l'autre éolienne pourrait être utilement placée en bord de forêt. Il est évident que les études d'impact à réaliser de toute façon dans le cadre de la planification de tout parc éolien doivent prouver dans un tel cas l'absence de tout impact négatif sur le biotope forêt concerné.

Le projet de loi relatif au Code forestier a été adopté lors du Gouvernement en conseil du vendredi, 12 janvier 2018. L'installation d'éoliennes dans nos forêts n'y est pas prévue.

Question 3500 (05.12.2017) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant l'**internat du Lycée Edward Steichen à Clervaux**:

Les travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux avancent au rythme prévu



si bien que cet établissement scolaire ouvrira ses portes à la rentrée scolaire suivante. Le Gouvernement a également décidé de créer un internat à proximité de ce nouveau lycée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux de planification concernant la création de l'internat à proprement parler?

- Le Gouvernement a-t-il déjà retenu le site d'implantation du nouvel internat?

- Dans l'affirmative, pour quand au plus tard l'internat pourrait-il ouvrir ses portes?

Réponse (04.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En référence à la question parlementaire n°2675 du 13 janvier 2017, posée conjointement à l'adresse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en relation avec l'état d'avancement général des travaux de construction du même Lycée Edward Steichen, la réponse commune confirmait effectivement qu'il était envisagé de pourvoir le lycée d'un internat.

Il y était précisé que cette création pourrait augmenter l'attrait du Lycée Edward Steichen en face d'une demande toujours croissante et que l'association du lycée à un internat pourrait s'avérer comme très utile du fait qu'il est le seul lycée au nord du pays du secteur des technologies de l'information et de la communication.

À l'heure actuelle, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train d'identifier et d'analyser la future population du lycée, et ceci non seulement du point de vue offre scolaire, mais également en tenant compte du profil socio-économique et sociologique de celle-ci. En effet, l'internat scolaire de demain va ajouter au système actuel une plus-value éducative en créant un contexte motivant, dans lequel les jeunes trouveront une aide personnalisée et des outils de formation complémentaires, qui sans lui demeureront éventuellement inaccessibles. Les internes pourront également y apprendre les règles de la vie en collectivité et prendre conscience de leur nécessité dans un État de droit.

Au vu de ce qui précède, il s'ensuit que les besoins en infrastructure pour l'internat du Lycée Edward Steichen se déclineront par la suite des conclusions de l'analyse relative à la population scolaire future.

Finalement, étant donné que les besoins en infrastructures seront déterminés ultérieurement, un site d'implantation n'a pas encore été retenu.

Question 3501 (05.12.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les **personnes exclues de l'assurance maladie**:

Récemment, lors de certaines manifestations publiques, il a été question de 500 à 600 personnes au Luxembourg qui seraient exclues de l'assurance maladie et qui, pour avoir accès aux soins médicaux, s'adresseraient aux ONG telles Médecins du monde.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce phénomène et dispose-t-il de données chiffrées en la matière? Ces données correspondent-elles aux chiffres cités ci-avant?

2) Selon les informations propagées, ces personnes seraient exclues de l'assurance maladie parce qu'elles ne disposent pas d'adresse officielle. Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à cette information?

3) De quelle façon Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de réagir au problème de personnes non couvertes par l'assurance maladie?

Réponse commune (08.01.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) Dans son rapport d'activités de 2016, Médecins du monde fait état de 620 patients vus en une année; ces chiffres corroborent ceux avancés par l'honorable Députée.

Pour ce qui est de données chiffrées officielles, il y a lieu de préciser que ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni le Centre commun de la sécurité sociale qui est en charge des affiliations à la sécurité sociale, ni le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne disposent d'informations concernant le nombre de personnes non affiliées.

ad 2) Depuis le 1^{er} janvier 2008, le Centre commun de la sécurité sociale admet à l'assurance volontaire facultative de maladie tout demandeur déclarant une adresse luxembourgeoise pour une période initiale de six mois. À défaut de disposer d'une adresse enregistrée dans le Registre national des personnes physiques, le demandeur d'une assurance maladie peut apporter d'autres preuves de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg, tel que, par exemple, un contrat de bail, une déclaration d'hébergement, une déclaration d'une association reconnue en matière d'encadrement de nouveaux arrivants. Sur présentation de telles pièces et à condition de payer les cotisations afférentes, l'assurance volontaire facultative maladie sort ses effets après un stage de trois mois.

Le Centre commun vérifie tous les six mois que l'assuré continue à résider au Grand-Duché de Luxembourg et rapporte annuellement les noms et adresses des personnes concernées au Ministère de la Sécurité sociale.

Actuellement 355 assurés volontaires sans adresse légale sont enregistrés dans nos systèmes. La grande majorité de ceux-ci sont de nationalité portugaise (40%), luxembourgeoise (7%) ou des ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne (18%). Quelque 125 ressortissants de pays tiers (hors le Brésil, le Cap-Vert et l'Angola) complètent la population d'assurés volontaires facultatifs sans adresse légale.

ad 3) Comme le Ministère de la Sécurité sociale ne sait pas quelles sont les raisons pour lesquelles des personnes qui séjournent au Luxembourg s'adressent à Médecins du monde, il lui est difficile de réagir de façon appropriée en vue de leur permettre de bénéficier de l'assurance maladie légale.

En effet, des dispositifs spécifiques ont été d'ores et déjà mis en place en vue de soutenir certaines franges de la population qui pourraient se trouver sans couverture d'assurance maladie.

Ainsi, un dispositif spécifique permet aux réfugiés, dès leur arrivée au Luxembourg et dès leur enregistrement, de bénéficier d'aides et de soins médicaux, avant que l'assurance volontaire contractée en leur faveur ne sorte ses effets.

Pour les personnes qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier du droit à l'aide sociale, les offices sociaux ont la mission de veiller à la prise en charge des frais de santé des personnes en situation précaire.

En effet, l'article 7, alinéa 7 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale dispose:

«Si la personne dans le besoin n'est pas assurée autrement, l'office social prend en charge les risques de maladie, d'un handicap ou de sénescence, y compris l'aide médicale et l'hospitalisation.»

L'article 8 du règlement grand-ducal du 8 novembre 2010 dispose que les offices sociaux ont la mission de s'assurer de l'affiliation du demandeur à la sécurité sociale et, le cas échéant, de procéder à son affiliation.

Rappelons à titre subsidiaire que la Caisse nationale de santé a conclu en outre une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration permettant aux offices sociaux d'attribuer aux personnes dans le besoin le tiers payant social (TPS). Ainsi les frais d'honoraires des médecins sont directement pris en charge par l'assurance maladie sur présentation d'une étiquette délivrée par l'office social compétent.

Ces deux dispositifs devraient donc permettre aux personnes disposant d'une autorisation de séjour de bénéficier de l'assurance maladie légale.

Par ailleurs le Ministère de la Santé est compétent pour l'accès aux soins médicaux; il dispose d'un budget pouvant prendre en charge les frais relatifs aux soins médicaux des personnes non assurées, des factures non payées et des frais d'hôpitaux.

Question 3502 (05.12.2017) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **courrier d'information de la Direction de la santé**:

La Direction de la santé envoie régulièrement des courriers au corps médical afin de sensibiliser les médecins quant aux diverses journées mondiales ou européennes consacrées à telle ou telle maladie, etc.

Or, il me revient que récemment certains de ces courriers ont été adressés aux médecins après la date même de la journée. Ainsi, à titre d'exemple, les médecins ont été informés par courrier du 22 novembre 2017 sur la journée européenne d'information sur les antibiotiques du 18 novembre 2017. Un deuxième exemple est celui de la journée mondiale de l'AVC du 29 octobre 2017, au sujet de laquelle les médecins ont été informés par courrier du 13 novembre 2017.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces faits?

- Pour quelles raisons le flux d'information n'a-t-il pas lieu en temps utile?

Réponse (04.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Depuis bon nombre d'années, la Direction de la santé, Division de la médecine préventive, articule ses campagnes de sensibilisation et d'éducation à la santé autour des journées internationales ou européennes proclamées par l'Organisation mondiale de la santé, la Commission européenne ou d'autres institutions internationales expertes en santé publique. À ces occasions des actions de terrain et des campagnes médiatiques sont organisées pour rappeler l'importance de la prévention, de la promotion des modes de vie sains et de la réduction des risques, face à certaines maladies et priorités de santé publique. À cette fin, nous faisons généralement parvenir nos nouveaux matériels d'information et de sensibilisation au corps médical et aux partenaires jouant un rôle majeur dans la diffusion de nos messages de prévention.

Ce n'est pas nécessairement lors de ces journées commémoratives, mais à l'occasion de ces journées que nous lançons nos campagnes et éditions certains matériels, l'information et la sensibilisation à ces thématiques se faisant au cours de toute l'année. Rien ne nous oblige en effet de communiquer en amont, ce qui est généralement fait par un communiqué de presse ou une conférence de presse, suivi ensuite par nos campagnes respectives.

En effet, les médecins de première ligne ont un contact privilégié avec les patients et peuvent jouer un rôle capital dans la sensibilisation et la prévention. Il ne s'agit pas seulement de diffuser le matériel lors des journées, mais de contribuer aux efforts d'éducation à la santé, visant à terme des changements dans les comportements néfastes à la santé.

Question 3503 (06.12.2017) de **Mme Josée Lorsché** (*déi grëng*) concernant la **réglementation de l'ostéopathie**:

Dans le chapitre du programme gouvernemental consacré aux médecines non conventionnelles, le Gouvernement déclare vouloir poursuivre ses travaux en vue de déposer un projet de loi portant réglementation de différentes formes de médecine complémentaire. Il déclare encore vouloir donner priorité à la réglementation de la profession d'ostéopathe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Dans quels délais Madame la Ministre entend-elle déposer un texte portant réglementation de la profession d'ostéopathe?

2. Madame la Ministre peut-elle d'ores et déjà m'informer sur les conditions de formation à remplir par les professionnels souhaitant exercer l'ostéopathie au Luxembourg?

3. Les traitements par ostéopathie seront-ils remboursables? Si tel est le cas, sous quelles conditions le remboursement pourra-t-il être accordé?

Réponse commune (05.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. En date du 6 décembre 2017, le Conseil de Gouvernement a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé afin de créer la profession d'ostéopathe. Les conditions de formation, les attributions ainsi que les règles d'exercice de la profession d'ostéopathe seront déterminées par règlement grand-ducal. Le projet de ce règlement d'exécution a également été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2017.

Les ministres soussignés tiennent également à préciser que tant le projet de loi que le projet

de règlement grand-ducal mentionnés ci-dessus seront prochainement soumis pour avis au Conseil d'État ainsi qu'aux organismes consultatifs concernés.

ad 2. L'exercice de la profession d'ostéopathe sera soumis à l'acquisition d'un titre de formation de niveau master en ostéopathie. La formation comportera un volet théorique et un volet clinique dont les contenus sont définis dans le projet de règlement grand-ducal mentionné ci-dessus. L'ostéopathe devra suivre annuellement une formation continue de 40 heures.

ad 3. Aussitôt que la profession de l'ostéopathe sera réglementée, le groupement représentatif des ostéopathes pourra contacter la CNS en vue d'entamer des négociations relatives à une convention sur les prestations à réaliser par les ostéopathes à l'intention des affiliés à la sécurité sociale. Si le comité directeur de la CNS y consent, il s'ensuit en général, à la fin des négociations ayant mené à la signature et à la publication d'une convention correspondante, la saisine de la Commission de nomenclature en vue de la détermination des actes et services à prendre en charge par l'assurance maladie et des conditions à la base du remboursement. Cette nomenclature sera arrêtée sous forme d'un règlement grand-ducal à soumettre au Grand-Duc.

Question 3504 (06.12.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant l'«**amnistie fiscale**» votée en 2016:

La loi budgétaire pour l'exercice 2016 introduit dans la loi générale des impôts un mécanisme temporaire de régularisation fiscale pour des personnes ayant leur résidence fiscale au Luxembourg. Les personnes concernées souhaitant bénéficier de cette mesure, et ainsi éviter les sanctions applicables en matière de fraude fiscale intentionnelle, d'escroquerie fiscale et de fraude fiscale involontaire, devront déposer une déclaration rectificative et ensuite s'acquitter du paiement intégral des impôts éludés en sus d'une majoration de 10% si la déclaration est déposée entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016, voire de 20% si le dépôt aura lieu entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2528 du 4 novembre 2016, Monsieur le Ministre avait fait savoir que l'Administration des contributions directes était en train d'analyser les déclarations rectificatives obtenues. Il est dès lors utile de tirer un premier bilan de l'«amnistie fiscale».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD) jusqu'au 30 décembre 2016?

- Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation?

- Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD?

- Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour les contribuables concernés?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 10%)?

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD) entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 septembre 2017?

- Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation?

- Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD?

- Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour les contribuables concernés?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 20%)?

Réponse (08.01.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le nombre total des demandes de régularisations uniques introduites auprès de l'ACD sur base du paragraphe 489 AO pendant l'année 2016 s'élève à 221 unités dont la quasi-totalité



a été traitée et le nombre de celles introduites pendant la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 septembre 2017 s'élève à 68 unités dont la majorité des cas a également été traitée.

Quelques cas isolés ont été refusés sur base du paragraphe 489, alinéa 4, AO (procédure administrative ou judiciaire en cours avant la date de dépôt de la déclaration rectificative), de sorte que la majorité des contribuables concernés ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation. Les contribuables qui se sont vus refuser l'application du paragraphe 489 AO sont actuellement soumis, soit à un contrôle par la «division révisions» de l'ACD, soit par le bureau d'imposition compétent. Les conséquences pour les contribuables concernés dépendront du résultat de ces vérifications.

Le montant total des impôts édulés qui a pu être récupéré, à ce jour, s'élève à 30.636.499,70 euros (sans compter la majoration de 10%) en ce qui concerne les demandes reçues pendant l'année 2016 et s'élève à 5.691.418,70 euros (sans compter la majoration de 20%) en ce qui concerne les demandes reçues pendant les neuf premiers mois de l'année 2017.

Enfin, il convient de rappeler que contrairement à d'autres pays, le Luxembourg a adopté en matière une approche prudente et n'avait pas budgétisé de recettes à percevoir dans le cadre du mécanisme de la régularisation fiscale.

Question 3505 (06.12.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les **rulings**:

Fin 2014, Monsieur le Ministre des Finances avait indiqué vouloir faire payer notamment les entreprises pour les services fournis par l'administration fiscale dans le contexte plus particulièrement de la confection des rulings.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quel tarif a été appliqué aux services fournis par l'administration fiscale dans le contexte sus-visé?

- Combien de recettes ont pu être générées via ce mécanisme?

Réponse (08.01.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

S'agissant du tarif appliqué aux services fournis par l'administration fiscale dans le contexte susvisé, il y a lieu de renvoyer au chapitre 4 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir et plus particulièrement à l'alinéa (4) du paragraphe 29a de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») qui dit que:

«(4) Lorsque la demande de décision anticipée concerne la fiscalité des entreprises, une redevance est fixée par l'Administration des contributions directes pour couvrir les frais administratifs occasionnés à l'occasion du traitement de la demande. Cette redevance varie entre 3.000 et 10.000 euros suivant la complexité de la demande et le volume du travail.»

Pour ce qui est des recettes générées via ce mécanisme (applicable depuis 2015), il convient de relever qu'entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes ainsi générées est de 10.191.000 euros. Ces chiffres sont d'ailleurs publiés depuis 2015 dans le rapport d'activité de l'Administration des contributions directes.

Question 3506 (06.12.2017) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant les **emballages des paquets de tabac**:

D'après la directive européenne 2014/40/UE, les emballages des produits de tabac en vente dans les pays européens contiennent des avertissements sanitaires combinés comprenant, entre autres un message d'avertissement et une photographie avec le but d'empêcher surtout les jeunes de consommer ces produits.

Conformément à l'article 10, paragraphe 3 de la directive précitée, il appartient à la Commission européenne de créer et d'adapter la bibliothèque d'images repris dans les avertissements sanitaires. Suivant règlement grand-ducal du 20 juin 2017 relatif à l'étiquetage et au conditionnement des produits du tabac, les images des avertissements figurant dans une bibliothèque électronique de documents sources sont disponibles auprès du Ministère de la Santé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer qui a accès à cette base de données? À part les images, cette base de données contient-elle d'autres informations?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'origine et de l'identité des personnes dont l'image est reprise dans la bibliothèque d'images?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si les personnes dont l'image est utilisée sur les emballages des produits de tabac ont donné leur accord à cet effet?

- Dans la négative, Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que l'absence de consentement risque de porter atteinte au droit à l'image, à la protection des données et au respect de la vie privée des personnes concernées?

Réponse (20.12.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Conformément à l'annexe 2 du règlement grand-ducal du 20 juin 2017¹, il n'existe aucune restriction à l'accessibilité aux images inscrite dans la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac. La demande d'accès à la base de données des bibliothèques d'images reprises dans les avertissements sanitaires doit être formulée par courrier à l'adresse postale du Ministère de la Santé, comme indiqué dans le règlement grand-ducal précité.

Ladite banque de données ne contient aucune information supplémentaire autre que les images d'avertissement sanitaire fournies par la Commission européenne. Les modifications auxquelles nous avons procédé sont prévues à l'article 3 du paragraphe 1 du règlement grand-ducal susmentionné.

Concernant la question de l'honorable Députée, à savoir si les services du Ministère de la Santé ont connaissance de l'origine et de l'identité des personnes figurant sur les images dans la bibliothèque d'images, il est à préciser que les images sont imposées à tous les États membres par la Commission européenne selon la directive déléguée 2014/109/UE de la Commission du 10 octobre 2014². La Commission européenne seule connaît l'identité des personnes dont les images apparaissent sur les photos. Elle ne communique pas les noms de ces personnes par souci de protection de leurs droits légaux.

Quant à la question de Madame la Députée sur l'accord donné par les personnes dont les photos figurent sur les produits du tabac, la Commission européenne déclare, dans un article consultable sur son portail Internet³, avoir: «... consulté des juristes pour s'assurer que les déclarations de consentement et les autres documents juridiques lui donnaient l'intégralité des droits d'auteur».

Question 3507 (06.12.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les **examens médicaux du salarié**:

Au cours de sa vie professionnelle, le salarié aura à faire à différents médecins lors de sa carrière professionnelle:

- à la médecine du travail au moment de l'embauche, pour des examens périodiques (notamment à l'expiration de la validité de la fiche d'examen médicale), en cas de reprise de son travail après six semaines d'arrêt maladie, voire dans le cadre du reclassement professionnel,

- au médecin de contrôle de la Caisse nationale de santé (CNS), par exemple sur demande de l'employeur,

- au médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), notamment dans le contexte du déclenchement de la procédure de reclassement,

- au médecin-conseil de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) quand il s'agit

de revoir les conditions du travail dans le contexte d'un reclassement interne,

- au médecin référent pour l'émission d'un certificat d'incapacité de travail.

Si ces avis s'inscrivent souvent dans des contextes différents, il se peut que les avis soient contradictoires. Ainsi, le certificat de maladie émis par le médecin référent peut se transformer en certificat de complaisance sur constatation du contrôle administratif de la CNS. De même, dans certains cas de figure, le médecin du travail constatant l'inaptitude du salarié d'occuper son dernier poste de travail peut, mais ne doit pas saisir la Commission mixte. S'il ne le fait pas, l'employeur ne pourra plus occuper le salarié audit poste et le salarié ne pourra prétendre à un reclassement faute de saisine de la Commission mixte. De même, si le médecin du travail est en principe amené à aviser la réduction du temps de travail dans le cadre d'un reclassement interne, le médecin-conseil de l'ADEM est appelé à intervenir s'il s'agit de réduire le temps de travail jusqu'à 75% du temps de travail initial.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement ne considère-t-il pas utile de mettre de l'ordre dans les missions des acteurs intervenant dans le contexte de la santé au travail?

- Le Gouvernement songe-t-il éventuellement à regrouper les différents services?

- À quel niveau le Gouvernement entend-il sinon procéder à des adaptations et suivant quel échéancier?

Réponse commune (08.01.2018) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Luxembourg a introduit en 1994 dans la législation une médecine du travail, organisée d'une manière professionnelle, sous le contrôle du ministère et de la Direction de la santé. Le Code du travail concernant l'organisation de la santé au travail prévoit des examens d'embauche pour chaque salarié et des examens périodiques en cas de postes à risque.

Après un arrêt de travail pour maladie ou accident, le salarié est parfois amené à passer un examen médical auprès de différents médecins qui ont des domaines de compétences, de tâches et de responsabilités différents. Dans le cadre de la législation sur le reclassement professionnel, le salarié voit ainsi le médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale, le médecin du travail compétent de son entreprise et dans certains cas le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Le rôle du médecin de contrôle, qui n'est pas médecin du travail et qui ne connaît pas l'entreprise, est de s'exprimer sur sa capacité/incapacité de travail, tandis que le rôle du médecin du travail consiste à évaluer son aptitude à un poste de travail spécifique et de proposer, en cas de besoin, des adaptations. Ces deux médecins ont donc des rôles tout à fait distincts, mais complémentaires, et sont amenés dans le cadre du reclassement professionnel à travailler étroitement ensemble.

Le Gouvernement est conscient que certains points du fonctionnement méritent réflexion au niveau opérationnel et a chargé un groupe de travail interministériel, composé des experts des trois ministères et administrations concernés, à savoir la santé, la sécurité sociale et le travail, de proposer des améliorations.

De manière générale, la Caisse nationale de santé est directement concernée à deux niveaux:

- d'une part par les certificats d'incapacité de travail établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées et

- d'autre part par les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale rendus en application des articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale.

Les certificats d'incapacité de travail sont établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées. Dans ce domaine comme dans maints autres, le corps médical luxembourgeois revendique une liberté thérapeutique absolue et n'apprécie guère que ses activités soient soumises à un quelconque contrôle. Or, le médecin, en formulant ses prescriptions, est tenu à respecter le cadre légal existant (notamment l'article 23 du Code de la sécurité sociale), la convention conclue entre la CNS et l'AMMD et le Code de déontologie médicale (notamment les articles 9, 16, 21, 34 et 35).

Le Contrôle médical de la sécurité sociale, administration de l'État régie par les articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale, intervient dans ce domaine pour évaluer et contrôler le bien-fondé médical des incapacités de travail indemnisées et convoque à cette fin les personnes qui se trouvent en incapacité de travail.

Quant à l'Agence pour le développement de l'emploi, un de ses médecins du travail intervient chaque fois qu'un reclassement interne est envisageable pour déterminer les capacités de travail résiduelles du salarié ainsi qu'en cas de demande d'une réduction du temps de travail supérieure à 50%. Cette intervention se justifie dans la mesure où les intéressés bénéficient par la suite d'une indemnité compensatoire à charge du Fonds pour l'emploi.

Question 3508 (06.12.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les **échange automatisés de rulings**:

Selon un article paru sur wort.lu, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) reprocherait au Luxembourg des délais significatifs pour échanger les décisions fiscales anticipées octroyées entre janvier 2010 et mars 2016. L'OCDE recommanderait par ailleurs au Luxembourg de continuer à travailler à l'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'échange des informations susmentionné pourra se faire d'ici la fin de l'année 2017, comme il s'y est engagé?

- À part les critiques au sujet de l'échange de rulings, l'OCDE fait état d'autres points sur lesquels des recommandations ont été émis, voire des évaluations programmées:

- En matière d'échange d'informations sur demande, le Luxembourg est listé comme largement conforme. Une nouvelle évaluation est toutefois programmée pour 2018. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg ne risque pas de «downgrading»? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer d'où provient le risque d'un éventuel «downgrading» et comment Monsieur le Ministre entend-il anticiper d'éventuelles recommandations?

- En matière de prévention des abus de traités, Monsieur le Ministre considère-t-il que le Luxembourg s'expose à d'éventuelles critiques de la part de l'OCDE? Dans l'affirmative, à quels niveaux et comment Monsieur le Ministre entend-il y répondre?

- En matière de règlement des différends effectif, quelles sont les recommandations émises par l'OCDE à l'adresse du Luxembourg? Comment Monsieur le Ministre entend-il implémenter les recommandations de l'OCDE?

- Quelles sont plus précisément les critiques de l'OCDE en matière d'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle?

Réponse (08.01.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Dans son premier rapport annuel sur la conformité avec le cadre de transparence (Action 5 BEPS) couvrant les juridictions qui ont participé au projet BEPS avant la création du cadre inclusif, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) recommande au Luxembourg de compléter la collecte d'informations sur les décisions passées ainsi que de continuer à veiller à ce que toutes les informations sur les décisions passées soient échangées avant la fin de l'année 2017. Toutes les informations sur les décisions fiscales anticipées accordées entre janvier 2010 et mars 2016 et rentrant dans le champ d'application ont bien été échangées avant la fin de l'année 2017.

En ce qui concerne la prochaine évaluation en matière d'échange d'informations sur demande il y a lieu de noter que, selon le calendrier des évaluations par le Forum mondial, celle-ci aura lieu au 1^{er} semestre 2018. L'évaluation portera sur la période du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2017. Contrairement au premier cycle d'examen, l'identification et la connaissance des bénéficiaires économiques sera une préoccupation primaire des assesseurs



durant le nouveau cycle d'examens. Ce nouveau cycle d'évaluation ayant commencé en 2017, aucun enseignement empirique significatif sur la manière dont les ratings sont attribués n'a pu être dégagé à ce stade. Le Luxembourg est confiant que les évaluateurs tiendront dûment compte des réformes décidées et mises en œuvre au cours des dernières années.

Pour ce qui est de la prévention des abus de traités, il y a lieu de préciser que les conventions fiscales conclues par le Luxembourg et couvertes par l'instrument multilatéral («IM») pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS Action 15), signé à Paris en date du 7 juin 2017, seront mises à jour par l'inclusion de la norme minimale visant à assurer une protection contre le chalandage fiscal (Action 6 BEPS). Ceci se fera notamment par: i) l'insertion dans le préambule de chaque convention fiscale d'une déclaration explicite indiquant l'intention des États contractants d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite résultant de comportements de fraude ou d'évasion fiscale, en particulier par le recours à des mécanismes de chalandage fiscal; et ii) l'insertion dans chaque convention fiscale d'une règle anti-abus de portée plus générale faisant référence aux objets principaux des montages ou transactions (critère des objets principaux ou «COP»). Cette règle anti-abus permet de dénier les avantages d'une convention fiscale si l'un des objectifs principaux de transactions ou de dispositifs est d'obtenir les avantages de celle-ci, à moins qu'il soit établi que leur octroi serait conforme à l'objet et à la finalité des dispositions de la convention. Les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre du projet BEPS devraient le mettre à l'abri de toute critique de la part de l'OCDE.

En guise de réponse à la question par rapport à l'implémentation des recommandations de l'OCDE en matière de règlement de différends effectif (BEPS Action 14), il convient de relever que les différents rapports d'évaluation ont été publiés récemment. Dans la synthèse du rapport concernant le Luxembourg, il est précisé que dans l'ensemble le Luxembourg respecte quasiment tous les éléments de la norme minimale de l'Action 14. Les principales recommandations concernent l'insertion de certains paragraphes de l'article 25 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans les différentes conventions bilatérales.

Concernant la mise en œuvre des standards BEPS, il est à relever que dans toutes les conventions fiscales existantes non couvertes par l'IM, le Luxembourg demande d'inclure les normes minimales issues de l'Action 6 et 14 de BEPS lors de négociation/renégociation bilatérales.

En outre, en ligne avec la nouvelle politique de négociation conventionnelle luxembourgeoise, les conventions fiscales négociées contiendront désormais tous les standards BEPS pertinents, y compris les normes minimales issues de l'Action 6 et 14.

Finalement, en ce qui concerne les critiques de l'OCDE en matière d'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle, il est à relever que l'OCDE recommande au Luxembourg de continuer à identifier et échanger les informations sur l'identité des nouveaux adhérents bénéficiant des mesures transitoires du régime de propriété intellectuelle (art. 50bis L.I.R., abrogé à partir du 1^{er} juillet 2016 par la loi du 18 décembre 2015).

À titre d'information, le terme de «nouveaux adhérents» englobe les contribuables rejoignant le régime de la propriété intellectuelle après le 6 février 2015 ainsi que les nouveaux actifs de propriété intellectuelle constitués ou acquis après le 6 février 2015 par des contribuables ayant joint le régime avant cette date. Les services d'exécution sont tenus de communiquer ces informations contenues dans les déclarations d'impôt à l'autorité compétente au plus tard six mois après le dépôt de la déclaration d'impôt. L'autorité compétente procède alors à l'échange des renseignements suivant la procédure normale d'échange spontané d'informations endéans le mois.

Actuellement, l'Administration des contributions directes a identifié 17 nouveaux adhérents pour lesquels les informations ont été échangées avec les autorités compétentes concernées. Il doit être présumé que la grande majorité des nouveaux adhérents a été identifiée à l'heure actuelle.

Question 3509 (07.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'auberge de jeunesse de Bourglinster**:

Selon nos informations, l'auberge de jeunesse de Bourglinster fermera ses portes au 31 décembre 2017 en raison d'une capacité d'accueil insuffisante et un faible standard des chambres et dortoirs.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons l'État, en tant que propriétaire du bâtiment, n'a pas davantage investi dans l'extension et la rénovation de l'auberge?

- Dans la mesure où le site de Bourglinster constitue un des sites principaux du Mullerthal, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la fermeture de l'auberge risque de priver une région entière d'une telle infrastructure, sachant que l'auberge la plus proche se trouve à Echternach?

- Est-ce que d'autres projets sont prévus pour le bâtiment concerné? Dans l'affirmative, lesquels?

Réponse (15.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les raisons invoquées par Madame la Députée Françoise Hetto au sujet de la fermeture de l'auberge de jeunesse de Bourglinster sont correctes. Il s'est avéré que le bâtiment présente des infrastructures d'accueil qui ne sont plus adaptées aux besoins actuels des usagers. Il fait face à un faible standard des chambres et dortoirs et ne remplit pas les conditions d'accès et d'infrastructure pour personnes à mobilité réduite.

L'État ne compte pas investir dans l'extension et la rénovation du bâtiment parce que des travaux d'adaptation ne sont que difficilement réalisables et nécessitent des investissements considérables. Le fait que l'immeuble est partiellement classifié et se trouve sous protection du Service des sites et monuments nationaux, limite les possibilités de rénovation de l'immeuble, comme par exemple l'installation d'un ascenseur afin de rendre le bâtiment accessible aux personnes à mobilité réduite. Par ailleurs, l'auberge n'est pas adaptée aux familles par un manque de répartition optimale des chambres.

Un recensement sur le nombre de nuitées montre une tendance décroissante depuis plusieurs années. Si le nombre de nuitées comptait 5.830 nuitées en 2012, le nombre a continué à diminuer jusqu'à 2.753 nuitées en 2017. La demande a baissé par le fait que de nouvelles infrastructures plus modernes ont ouvert leurs portes dans la région du Mullerthal à Echternach et à Beaufort. Le réseau des auberges de jeunesse continue à s'élargir au Luxembourg avec une nouvelle auberge de jeunesse récemment ouverte à Esch-sur-Alzette et le projet de relocalisation et d'élargissement de l'auberge de jeunesse à Vianden. Le nombre de lits total mis à disposition au niveau national, comparé à la surface du pays, connaît une très haute densité comparée à celle d'autres autres pays européens.

En ce qui concerne le risque de priver une région entière d'une telle infrastructure touristique, il faut souligner que l'auberge de jeunesse d'Echternach (118 lits) et l'auberge de jeunesse de Beaufort (62 lits) sont des nouvelles infrastructures qui permettront de bien couvrir la région du Mullerthal. À côté de l'auberge de jeunesse de Luxembourg-ville, l'auberge de jeunesse de Larochette (77 lits) se trouve également dans les alentours; pour celle-ci, un projet de rénovation est en cours. Ce sont les raisons pour lesquelles la Centrale des auberges de jeunesse a marqué son accord pour la mise à disposition du bâtiment abritant l'auberge de jeunesse de Bourglinster à l'État.

Mon département analyse actuellement les différentes options d'affectation parmi lesquelles figure le concept de logements pour jeunes.

Question 3511 (07.12.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **problème de la non-prise en compte des élèves sans matricule de sécurité sociale pour la fixation du contingent de leçons**:

Conformément à la convention relative aux droits de l'enfant, l'école luxembourgeoise res-

pecte le droit de l'enfant à l'éducation. Ainsi, tout enfant en âge de scolarité obligatoire habitant le territoire luxembourgeois doit être inscrit à l'école indépendamment de sa nationalité ou de son statut.

Dans le but d'attribuer aux communes les ressources nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse détermine annuellement un contingent de leçons de base pour toute commune en tenant compte de l'indice socio-économique et socio-culturel de la population scolaire y résidant. À cette fin, les communes sont appelées à communiquer au ministère le nombre d'élèves scolarisés dans leurs écoles au moyen de leur inscription dans le programme informatique «Scolaria», spécialement conçu à cet effet. L'inscription des élèves dans ce programme se fait par le matricule inscrit sur leur carte de sécurité sociale délivrée par le Centre commun de la sécurité sociale.

Or, il s'avère que dans certaines communes, la population scolaire comprend des élèves qui ne sont pas en possession d'un matricule du fait qu'ils ne sont pas affiliés à la sécurité sociale car les documents requis font défaut. La conséquence en est que le contingent de leçons attribué à ces communes ne peut pas tenir compte des élèves en question et que le nombre de leçons de base ne correspond donc pas au nombre réel d'élèves scolarisés.

Considérant que cette situation crée des problèmes au sein de l'organisation scolaire et qu'elle défavorise les communes concernées par rapport à celles dont tous les élèves sont recensés au «Scolaria», nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations quant au nombre d'enfants scolarisés à l'école fondamentale du Grand-Duché de Luxembourg qui ne sont pas en possession d'un matricule de sécurité sociale et qui ne sont donc pas inscrits au programme «Scolaria»?

2. Quelles sont les communes concernées?

3. Par quels moyens Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation afin que le contingent de leçons de base attribué aux communes puisse dans tous les cas tenir compte de l'intégralité de leur population scolaire?

4. Ne serait-il pas utile de créer un système d'affiliation intermédiaire à la sécurité sociale afin que tous les enfants résidant au Luxembourg puissent profiter d'une couverture sociale, jusqu'à l'établissement et la délivrance des documents requis?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

ad 1. En date du 2 janvier 2018, 44 enfants scolarisés dans les écoles fondamentales communales n'avaient pas encore de matricule de la sécurité sociale. Néanmoins tout enfant, qu'il possède un numéro d'identification nationale ou non, peut être inscrit dans le logiciel «Scolaria».

Si aucun numéro d'identification n'a encore été attribué à un élève, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se chargent de son inscription dans sa classe en lui attribuant un matricule intermédiaire en attendant que le numéro d'identification définitif lui soit attribué. Ces inscriptions se font tout au long de l'année scolaire sur simple demande de la part du titulaire de classe de l'élève concerné. L'inscription de chaque élève qui arrive en cours d'année scolaire dans une classe est obligatoire et appartient à la tâche du titulaire de classe.

ad 2. Les communes concernées sont les suivantes avec indication du nombre d'enfants au 2 janvier 2018:

Bertrange	1
Bettembourg	1
Diekirch	1
Differdange	18
Dudelange	3
Echternach	5
Esch-sur-Alzette	5
Ettelbruck	1
Käerjeng	1
Mondorf-les-Bains	1

Rumelange	1
Sanem	2
Schieren	1
Schifflange	1
Strassen	1
Vianden	1

ad 3. Le mode de calcul actuel du contingent, en vigueur depuis juin 2017, permet également de prendre en compte, pour la publication de la deuxième liste des postes d'instituteur vacants, les enfants qui arrivent en cours de l'année scolaire après l'établissement initial du contingent.

ad 4. À l'enseignement secondaire, 200 élèves sont actuellement inscrits avec un matricule provisoire, qui leur est attribué soit par le lycée accueillant, soit par la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA).

De ce fait, les élèves qui ne sont pas en possession d'un numéro d'identification, sont pris en compte pour le calcul du contingent des différents lycées qui se fait vers la fin de la première moitié du trimestre. Le calcul ne prend pas en compte le fait que des élèves arrivent tout au long de l'année scolaire. Ces arrivées nécessitent, le cas échéant, la création de classes ad hoc.

Question 3513 (08.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **promotion d'informations touristiques**:

Wann auslännesch Gäscht, Touristen a Geschäftsleit an eise Land ukommen, erliewe si hir éischt Impressioun vu Lëtzebuerg dacks op der Stater Gare oder um Findel. Et ass an anere Länner an an internationale Grousstied üüblech, datt dës Plazen och als positiv Visittekaart fir dat jeeeweilegt Land vermaart ginn, zum Beispill mat attraktive Fotoen an touristeschen Infoen. Zu Lëtzebuerg sicht een esou eng Vermaartung op der Gare an um Findel ëmsoss.

An deem Zusammenhang wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wär et net sënnvoll, Tourismusbüroen op der Stater Gare an um Findel opzemaachen?

2. Wär et net sënnvoll, op der Stater Gare an um Findel grouss a flott Fotoe vun deene schéinsten natierlechen a kulturelle Sitten am Land opzehänken?

3. Wär et net sënnvoll, op deene genannte Sitte Infoen iwwer kulturell Evenementer public ze maachen?

4. Sollt, aus Grënn vum Nation Branding, d'Zuel vun de Reklamme mat finanzielle Contenue vläicht net e bëssche manner grouss sinn?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Souwuel zu Lëtzebuerg ewéi och am Ausland ass eng réckleefeg Tendenz bei der Frequentatioun vun den Tourismusbüroe feststellen. Dëst erkläert sech duerch e verännert Informationsverhale vun de Reesenden an Zäite vun den digitale Medien. Vill Visiteure consultéieren haut en temps réel déi aktuellsten touristesch Informationsen op hire mobile Supporten (Smartphones, Tablets) a ginn ëmmer manner an eng „physesch“ Tourist Info.

D'Promotiounsagence „Luxembourg for Tourism“ (LFT) huet während ville Jore esou ee Büro an der Gare an um Fluchhafen bedriwwen an huet dësen aus den uewe genannte Grënn am Joer 2011 respektiv 2012 zougemaach. D'Erfahrung deemools huet och gewisen, datt d'Visiteuren ëmmer manner no reng touristeschen Informationsen, mä éischer no Renseignementen zu Transportverbindungen (Bus, Taxi, etc.) gesicht hunn, wat u sech d'Aufgab vun engem allgemengen Informationschalter an enger Gare oder op engem Fluchhafen ass. Et ass awer esou, datt d'Personal op dësen allgemengen Infopoints vun „Luxembourg for Tourism“ forméiert gëtt an och bei Bedarf touristesch Dokumentatioun verdeelt.

Um Findel si momentan schonns zwou grouss Visuelle mat flotten touristesche Motiver en place, an zwar e Stadmotiv beim „baggage claim“ an e VTT-Motiv bei der Arrivée am Niveau -1. Weiderhi wäert ab Mëtt vun dësem Joer eng nei Visuell mat der Stad Lëtzebuerg aus der neier LFT-Promotiouiscampagne an der Zon Non-Schengen zum Asaz kommen, wouduerch d'Destination Lëtzebuerg eng zousätzlech Visibilitéit wäert kréien. Well dës



Non-Schengen-Zon momentan am Ëmbau ass, gëtt ab Februar eng temporär Visuell op der Trennwand tëscht dem Chantier an dem Rescht vum Gebai während der Iwwergangsphas affichéiert.

Et ass virgesinn, datt „Luxembourg for Tourism“ zesumme mat de staatleche Servicer an deene verschiddene Partner (Fluchhafen an CFL) d’Méiglechkeeten analyséiert, wéi een nieft der kommerzieller Publicitéit déi verschidden Attraktiounen vu Lëtzebuerg, sief dat am touristeschen oder am kulturelle Beräich, op deenen zwee Sitte ka méi a Valeur setzen.

Eng Rei Aarbechte ginn an noer Zukunft an der Gare Lëtzebuerg an och ronderëm duerchgefouert, wéi zum Beispill d’Ëmbaue vun der Busgare, d’Konnexioun vun der Gare un den Tram, den Ëmbau vun der N3, de Bau vun enger neier Bréck „Jean-Pierre Bûcheler“ op der Diddenuewener Strooss, d’Bäifüge vun zwee zousätzleche Quaien an der Gare a schlussendlech verschidden Aarbechten um Gebai selwer.

All dës Aarbechte wäerten en Impakt op d’Gare Lëtzebuerg hunn an et wäert alles gemaach ginn, fir de Service weider ze verbesseren, besonnesch wou d’Unzuel vu Reesende stänneg klëmmt. An dësem Zesummenhang sinn eng Rei Etüde gemaach ginn a ginn nach gemaach, fir en eenheetlecht Konzept opzestellen, an dat d’Gare Lëtzebuerg och integréiert ass.

Vu datt d’Plaz limitéiert ass, ass et den Ament net méiglech fir d’Amenagement vun groussen Affichen, déi d’Haaptattraktiounen vum Land weise sollen. Mä dës kann awer duerch Publicitéit um Site vun der Gare gemaach ginn. Eng Etüd betreffend d’Publicitéit an der Gare an op de Quaien ass grad fäerdeg ginn an iwwer eng effentlech Ausschreiwung ass en neie Concessionnaire erausgesicht ginn, deen am Laf vum éischten Trimester 2018 nei Panneauen, déi fir d’Publicitéit geduecht sinn, opstelle wäert. Et ass wichteg, datt déi richteg Informatioun mat der néideger Qualitéit an op der richteger Plaz gewise gëtt.

Schonn haut steet um Parvis virun der Gare ee Panneau, deen op déi kulturell Evenementer an der Stad Lëtzebuerg hiweist. An der Verrière vun der Gare stinn och Panneauen, déi fir kulturell Evenementer kënnen genotzt ginn.

D’Finanzplaz huet e grouse Stellwäert an onser Wirtschaft, wat sech selbstverständlech och an de Reklammen op den übleche Publicitéitsplazen am Land erëmispigelt, déi vu Gesellschaften am Finanzberäich finanziert ginn. Et ass awer och esou, dass de Stat iwwert d’Initiativ Nation Branding an duerch d’Promotionsagencen, un deenen de Stat bedeelegt ass, sech duerfir asetzt, dass déi aner Facettë vum Land och an effentleche Campagnen duergestallt ginn.

Question 3514 (08.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **dispositions légales relatives aux feux d’artifice**:

Den Artikel 553-1 vum Code pénal seet:

«Seront punis d’une amende de 25 euros à 250 euros: Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des armes à feu ou des pièces d’artifice quelconques. (...)»

An enger Rei vu Gemengen ass et dowéinst och op Silvester net erlaabt, Freedefeieren ofzeschëssen oder Knupperten ze benotzen.

Dogéint kënn et awer vir, datt e Gemengereglement déi Dispositioun vum Code pénal ëmgeet, wéi zum Beispill an der Gemeng Käerjeng. Den Artikel 32 vum Käerjenger Gemengereglement seet, datt de Buergermeeschter kéint esou eng Autorisatioun ginn, wa se ugefrot gëtt:

«Art. 32.- Sur le territoire de la commune de Käerjeng, il est défendu de faire usage de pétards et d’autres objets détonants à l’intérieur de l’agglomération ainsi qu’à une distance inférieure à 300 mètres. Cependant le bourgmestre peut autoriser ces activités sur demande à l’occasion de fêtes publiques.»

Den Artikel 42 vum selwechte Reglement seet:

«Art. 42.- Sans l’autorisation du bourgmestre, il est interdit d’organiser des jeux ou des concours sur la voie publique, d’y tirer des feux d’artifice, d’y faire des illuminations, d’y organiser des spectacles ou expositions ou d’y exercer la profession de chanteur ou de musicien ambulante.»

Fir méi legal Kloeerheet ze kréien, wëllt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert den Här Minister den Artikel 553-1 vum Code pénal? Wéi eng Autoritéit - ausser dem Legislatuer - kann esou e Verbuet oder esou eng Erlaabnis („tirer (...) des pièces d’artifice quelconques“) ausschwätzen an déi

betreffend Plazen („en certains lieux“) festleeën an opgrond vu wéi enge legalen Dispositiounen?

2. Am Fall wou, an den Ae vum Här Minister, déi Autoritéit net sollt bei de Gemenge leien, wéi eng gesetzlech Basis géif et dann engem Buergermeeschter erlaben, eng Dispositioun vum Code pénal ze ëmgoen, doduerch datt hien eppes autoriséiert, wat d’Gesetz verbitt?

Réponse (10.01.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l’Intérieur*:

Den Artikel 553-1 vum Code pénal bestrooft déi Leit, déi sech net un ee Verbuet fir ee Freedefeier ofzeschëssen halen, mat enger Amende vu 25 bis 250 Euro. Dës Dispositioun beinhalt also net de Verbuet selwer, mä setzt viraus, dass de Verbuet vun enger anerer Norm virgesinn ass.

Op Basis vun den Dekrete vum 1789 a 1790¹ an den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemeengesetz vum 13. Dezember 1988 kënnen d’Gemeengenautoritéiten déi Mesuren huelen, déi fir d’effentlech Sécherheet an d’effentlech Rou noutwendeg sinn. Am Kader vun där Kompetenz kann d’Ofschësse vu Freedefeieren op dem Territoire vun enger Gemeng geregelt ginn.

An deene Gemengen, déi esou ee Reglement hunn, ass d’Ofschësse vun engem Freedefeier an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis a verschiddenen Ëmstänn an enner verschiddene Konditiounen erlaabt.

Question 3515 (11.12.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force**:

Le quotidien Tageblatt a publié vendredi, 1^{er} décembre 2017, une étude historique sur la compagnie des volontaires pendant l’occupation nazie. L’article de l’historien Mil Lorang s’occupe en particulier de 15 soldats luxembourgeois affectés au RPB 101 (Reserve-Polizei-Bataillon). Cette troupe a fait l’objet d’une recherche de l’historien Christopher Browning qui a publié en 1992 le livre «Ordinary Men: Reserve Police Battalion 101 and the Final solution in Poland», puis de l’historien luxembourgeois Paul Dostert, chargé en 1999-2000 d’une mission par le Ministre de la Justice du Grand-Duché et dont le travail a été publié dans la revue Hémecht en 2000.

- Face à la gravité des crimes dans lesquels semblent avoir été impliqués des soldats luxembourgeois, certes en très petit nombre, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d’avis que la recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force dans l’armée nazie doit être approfondie?

- Dans l’affirmative, sont-ils d’avis que le C2DH, Institut d’histoire du temps présent auprès de l’Université du Luxembourg, dispose des ressources humaines et financières suffisantes à cette fin, en particulier en ce qui concerne l’inventorisation de toutes les archives existantes, l’acquisition de copies d’archives à l’étranger et la mise à disposition de celles-ci aux chercheurs?

Réponse commune (17.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d’État*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l’Enseignement supérieur et à la Recherche*:

La contribution de Monsieur Mil Lorang, parue dans les colonnes du Tageblatt du 1^{er} décembre 2017 sous le titre racoleur «Als die Luxemburger Armee das Land verlassen musste - Wie Luxemburger in Osteuropa zu Teilnehmern am Judenmord wurden» n’est pas une étude historique puisque cette présentation ne fait que résumer des faits et discussions autour du départ, le 4 décembre 1940, de la compagnie des volontaires luxembourgeois à Weimar (en lux. Fräiwëllegekompanie) - qui n’était pas l’armée luxembourgeoise ni en droit, ni dans les faits. Le long article n’apporte rien de neuf par rapport aux publications de Browning, Goldhagen et Dostert des années 1980 à 2000, ni sur le sort peu enviable des plus de 400 soldats volontaires dont l’écrasante majorité ont connu les camps de concentration et les geôles nazis en raison de leur attitude patriotique et résistante, ni sur les crimes de l’unité de police 101 (Reserve-Polizei-Bataillon) dans laquelle avaient été affectés d’office 15 membres de l’ancienne compagnie des volontaires.

Nous tenons pour une évidence que la recherche scientifique doit continuer tant sur cette compagnie des volontaires, forte de 420 hommes, que sur les enrôlés forcés (plus de 12.000 garçons et filles luxembourgeois entre

1942 et 1944) et n’exclura bien sûr pas ceux qui s’étaient portés volontaires pour entrer dans la Wehrmacht ou même dans des compagnies SS. Nous ferons tout pour appuyer politiquement l’acquisition de copies d’archives y relatives et leur mise à disposition des chercheurs.

Nous tenons également à souligner que, selon l’article 1^{er} de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l’Université du Luxembourg, l’université jouit de l’autonomie scientifique. L’histoire contemporaine du Luxembourg est considérée comme un des trois domaines thématiques prioritaires du centre interdisciplinaire «Institut d’histoire du temps présent» (IHTP) auprès de l’Université du Luxembourg. L’IHTP dispose de moyens financiers substantiels de l’État, à savoir de 3,8 millions d’euros pour l’année 2017 et de plus de cinq millions d’euros par an pour les années 2018 à 2021 tel qu’arrêté dans le plan pluriannuel de l’université pour les années 2018 à 2021.

Question 3516 (11.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **ondes électromagnétiques**:

Etüden hu gewisen, dass elektromagnéitesch Stralungen nient der thermescher Belastung och biophysesch Wierkunge mat sech bréngen, déi sech duerch negativ Effekter op dat mënschlecht Nervensystem bemierkbar maachen. Duerch dës Mikrowellen erhéije sech net nëmmen d’Gesondheetsrisike fir d’Mënschen, mä och d’Biodiversitéit geréit weider a Gefor. Enger Publikatioun vun der Direction de la santé au travail vum Gesondheitsministère no ginn dem Secteur professionnel eng sëllege Mesurë presentéiert, fir dës Stralungen ze reduzéieren. Nom Prinzip Alara („as low as reasonably achievable“) gëtt hei beispillsweis probéiert, de Wäert vun 0,6 V/m (Bioinitiativ) net ze iwwerschreiden. Och d’Wi-Fi „intelligents“ droen ze enger Reduzéierung vun de Stralunge bäi. Ech begrëissen dës Initiativen, allerdéngs missten op där anerer Säit och Informatiounen en vue vun enger Stralereduktioun an déi privat Haushalter verdeelt ginn. Datselwecht gëllt fir d’Schoulen, wou ëmmer méi informatesch Material mat Wi-Fi-Verbindungen agesat gëtt. Et ass wichteg, eis Kanner an d’Enseignantë virun deene beschriwwenen negativen Auswierkunge vun den elektromagnéitesche Stralungen ze protegéieren.

Weiderhi ginn a villen Haushalter zu Lëtzebuerg vill onnéideg Internet-Routeren agesat, well oft jidderee probéiert, dat stäerkste Wi-Fi-Netz ze hunn. Dës féiert, mengen Informatiounen no, zu Interferenzen zwëschent den eenzele Kanäl. Aus dësem Grond ginn d’Stralungen an den Haushalter natierlech och drastesch an d’Luucht, an domat och d’Geforen. Eng besser Informatiounspolitik kéint och hei hëllefen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Minister fir Gesondheet an dem Här Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

- Envisagéiert d’Madamm Minister, d’Populatioun iwwert déi gesondheetlech Risiken opzeklären? Wa jo, wéi?

- Wéi gedenkt d’Madamm Minister, op déi ëmmer méi grouss Risiken duerch d’Stralungen an de Schoulen ze reagéieren? Wéi sollen eis Schüler protegéiert ginn?

- Firwat ginn et Recommandatiounen fir de professionnelle Secteur an net fir de private Beräich? Gedenken den Här Minister respektiv déi verschidden Telekommunikationsentreprises, och do fir Opklärung ze suergen? Wéi gesäit et mat Wi-Fi „intelligents“ fir privat Haushalter aus?

- Ginn et Interferenzproblemer bei de Routeren? Wa jo, wat gedenkt den Här Minister dogéint ze maachen?

- Ginn nei Technike fir d’Iwwerdroe vun Donnéeën „sans fil“ geféiert?

Réponse commune (16.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Economie*:

De Service Environnement vun der Division de la santé au travail et de l’environnement (DSATE) vum Gesondheitsministère ass responsabel fir Miessungen a Berodung am Beräich elektromagnéitesch Stralung, souwuel am professionellen ewéi am private Secteur.

D’Miessunge vun niddrefrequenten an héichfrequenten elektromagnéitesche Felder ginn op Ufro hin duerchgeféiert. Des Weidere beréit de Service Environnement Servicer, Entreprises a Privatleit iwwer Verhalen a Mëttel, fir d’Stralensexpositioun op ee Minimum ze reduzéieren. Am private Beräich gëllen dobäi déi selwecht Recommandatiounen wéi am professionnelle Secteur, nämlech de Precautionswäert vun 0,6 V/m.

Zum Thema Wi-Fi huet d’DSATE e Flyer erausbruecht, deen op d’Charakteristike vum Wi-Fi, déi verbonne Gesondheetsaspekter an déi aktuell Grenz- a Precautionswäerter hiweist. Dës Flyer gëtt op Ufro hin enner anerem u Schoule verdeelt a steet der Effentlechkeet online enner <http://www.sante.public.lu/fr/publications/r/reseau-wifi/reseau-wifi.pdf> zur Verfügung.

Dës Weidere wëlle mer an dësem Kontext op d’Antwort vum Educatiounsminister op d’parlamentaresch Ufro Nr. 3313 vum 21. September 2017 vun der Deputéierte Martine Hansen verweisen, wou et och ëm d’Thema Wi-Fi mat Schwéierpunkt Schoul geet.

D’Installatioun vu Routeren a Wi-Fi-Geräter berout op enger Entscheedung vun de Privatleit. Geräter, déi hei zu Lëtzebuerg agesat ginn, mussen CE-konform sinn. Et ass also wichteg, drop opzepasst, dass dës Geräter dat entsprechend CE-Zeechen hunn.

D’Wahrscheinlechkeet vun Interferenzen hält mat der Unzuel vun de Benotzungen (Unzuel vun Apparater) op klengem Raum zou. Prinzipiell ass et esou, dass de Wi-Fi a Frequenzberäicher funktionnéiert, an deenen interferenzfräit Schaffen net ganz ka garantéiert ginn.

Dës kënnt zu engem gudden Deel dohier, well jidderee sech esou en Apparat ka kafen an och selwer a Betrib kann huelen, ouni gréisser Fachkenntnesser misse ze hunn. An engem vun engem Operateur geplangte Reseau gëtt et déi Interferenzen net, oder zumindest manner, well do déi Interaktioun tëschent allen Apparater zentral vum Operateur ka koordinéiert ginn. Am Fall wou Installatiounen vu Fachleit gemaach ginn, zum Beispill a gréisserer Gebaier, kann de Fachmann dee Wi-Fi-Reseau och esou plangen, dass déi Interferenze méiglechst kleng gehale ginn.

D’Ausmooss vun esou Interferenzen hängt och dervun of, wéi vill Donnéeën iwwerdroe ginn. Des Weidere sinn Interferenzen och ofhängeg vun der Quantitéit vu Frequenzen, déi genotzt kënnen ginn. Aus deem Grond ass och d’Frequenzband, dat fir de Wi-Fi virgesinn ass, d’Band 2,4 GHz, duerch e weidert Frequenzband erweidert ginn, d’Band 5 GHz. Dës Frequenzbänner ginn op internationalem Niveau definéiert a Lëtzebuerg schléisst sech där Entwécklung un an iwwerhëlt dat Band a sengem nationale Frequenzplang (deen um Site vum ILR publizéiert ass). Wann nei Frequenzen dofir definéiert ginn, da wäerten déi och zu Lëtzebuerg benotzbar gemaach ginn.

Question 3518 (11.12.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l’**interdiction des smartphones dans les écoles**:

Le Ministre français de l’Éducation vient d’annoncer l’interdiction des smartphones dans les écoles primaires et les collèges à la rentrée scolaire 2018/2019. Selon les propos du ministre, pour les élèves équipés de smartphones de plus en plus jeunes, l’interdiction permettrait de leur imposer la modération et leur permettrait de prendre du recul sur leur usage parfois abusif des appareils mobiles.

Au vu de ces informations, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre l’exemple français en interdisant l’usage des smartphones dans les écoles au Luxembourg?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (16.01.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*:

Dans ma réponse à la question des honorables Députés, je dois distinguer entre la situation à l’enseignement fondamental et l’enseignement secondaire.

Pour ce qui est de l’enseignement fondamental, l’article 2 du règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l’ordre intérieur communs à toutes les écoles stipule entre autres: «(...) L’enregistrement de sons et d’images est interdit dans l’enceinte de l’école, sauf à des fins pédagogiques. Pour tout autre enregistrement, l’autorisation préalable des parents des élèves et des autorités communales ou du ministre ayant l’Éducation nationale dans ses attributions, est requise.

Les téléphones portables des élèves sont éteints pendant le temps de classe, pendant les récréa-



tions, et à l'intérieur des bâtiments scolaires. En dehors des restrictions énumérées ci-dessus, l'utilisation, de quelque fonction que ce soit, d'un téléphone portable ne peut se faire que dans le respect le plus strict vis-à-vis des autres membres de la communauté scolaire. L'utilisation d'un téléphone portable par les membres du personnel de l'école pendant leur temps de service est limitée au seul usage professionnel.»

Le même règlement grand-ducal prévoit en son article 6: «Le comité d'école ensemble avec les représentants des parents d'élèves peut en outre élaborer un règlement d'ordre intérieur complémentaire ayant notamment pour objet de fixer des règles spécifiques concernant le déroulement et la surveillance d'activités scolaires et périscolaires.

Chaque règlement d'ordre intérieur complémentaire est soumis à l'approbation du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire après avis de la commission scolaire et de l'inspecteur d'arrondissement.»

Il est tout à fait possible qu'un tel texte précise par exemple l'utilisation des téléphones portables lors des excursions et colonies scolaires.

À l'enseignement secondaire, la modification du 29 août 2017 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques fournit des précisions en matières disciplinaires.

Ainsi, l'article 41 évoque, tout comme pour l'enseignement fondamental, un règlement grand-ducal déterminant les dispositions concernant les règles de conduite communes à tous les lycées, et pour chaque lycée la mise en œuvre des règles spécifiques complémentaires d'ordre intérieur. Sous peu, je proposerai un avant-projet de règlement grand-ducal y relatif au Conseil de Gouvernement.

J'aimerais profiter de l'occasion pour mentionner encore deux autres aspects importants en relation avec les smartphones dans les écoles:

- D'un côté, il existe des cas où les jeunes utilisent leurs smartphones de manière exagérée voire abusive, ou même en conflit avec les dispositions légales. Voilà pourquoi mes services et les écoles s'investissent avec beaucoup de zèle dans la prévention et l'information; notamment le Service national de la jeunesse (SNJ) et le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) offrent un grand nombre de projets et d'actions censés de sensibiliser nos jeunes aux risques découlant d'un emploi abusif du smartphone.

- D'un autre côté, on dispose avec le smartphone d'innombrables possibilités d'utilisation qui dépassent de loin les simples moyens d'un téléphone portable. Ainsi, le „smart“ phone, le téléphone portable intelligent, saurait être utilisé à l'école comme outil pédagogique. Dans ce contexte, j'ai chargé des collaborateurs et des groupes de travail d'élucider les possibilités didactiques dont on dispose avec le smartphone dans les différentes disciplines scolaires.

- Grâce à l'application Restopolis, les convives ont la possibilité de consulter les menus de leur restaurant scolaire, de réserver des plats et de recharger leur compte numérique Restopolis par le biais du paiement Digicash. De cette manière, le smartphone constitue un outil utile dans la vie journalière de l'élève.

Question 3519 (12.12.2017) de **Mme Taina Bofferding** et **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant **Esch-sur-Alzette «Capitale européenne de la culture 2022»:**

Le 10 novembre 2017, la Ville d'Esch-sur-Alzette, ensemble avec les communes du sud du Luxembourg et la communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette, a été nommée capitale européenne de la culture 2022.

Or, depuis l'annonce de la proposition de nomination par le jury européen et la Commission européenne, les interrogations et polémiques se multiplient, notamment en ce qui concerne les futures structures organisationnelles d'«Esch 2022», l'implication des autres communes partenaires des deux côtés de la frontière, le financement de l'année culturelle, ainsi que le rôle du Ministère de la Culture en tant que principal bailleur de fonds publics.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Quand le Gouvernement procédera-t-il à la nomination officielle de la Ville d'Esch-sur-Al-

zette en tant que capitale européenne de la culture 2022?

2. Comment le Ministère de la Culture définit-il son propre rôle dans l'organisation de l'année culturelle 2022?

3. Pourquoi le contrat conclu en octobre 2016 avec le coordinateur général et la directrice artistique d'«Esch 2022» ne sera-t-il prolongé que pour six mois, alors que le dossier de candidature avec à la clef le concept «Remix Culture» a fait ses preuves devant le jury européen?

4. Quel rôle la halle des soufflantes à Esch-Belval, qui avait entre autres accueilli l'exposition «All we need» lors de l'année culturelle 2007, est-elle censée jouer dans le cadre d'«Esch 2022»? Sa rénovation est-elle acquise, tel que prévu par le «bid book»?

Réponse (15.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture:*

ad 1. La décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033 stipule dans son article 11 qu'il appartient à l'État membre concerné de désigner une ville de son territoire pouvant prétendre au titre de capitale européenne de la culture et cela sur base des recommandations figurant dans le rapport de sélection finale du jury. Cette désignation par l'État membre se fait notamment par la notification officielle au Parlement européen, au Conseil, à la Commission et au Comité des régions, au plus tard quatre ans avant l'année pour laquelle le titre est décerné.

Les notifications de désignation ont été officiellement adressées par le Ministère de la Culture aux instances européennes concernées en date du 6 décembre 2017, avec copie à la Ville d'Esch-sur-Alzette.

ad 2. Comme il l'a fait dès la première heure, l'État continuera à soutenir la ville désignée et ses partenaires de son mieux dans la réalisation de ce projet plus que prestigieux. À ce sujet, une convention pluriannuelle entre l'État et l'organisateur d'«Esch 2022» relative au cofinancement de l'année culturelle en 2022 est en élaboration.

ad 3. Il s'agit en l'espèce d'une décision du conseil d'administration de l'asbl «Capitale européenne de la culture 2022», employeur des deux personnes en question, et non d'une décision du Ministère de la Culture.

ad 4. Aucune décision quant à l'affectation de la halle des soufflantes n'a été prise jusqu'à présent.

Question 3520 (12.12.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'implantation de Google au Luxembourg:**

Dans un communiqué de presse, le géant américain de l'internet «Google» a annoncé avoir «bloqué» (secured) l'acquisition d'un terrain de 33,7 hectares dans la commune de Bissen pour la construction éventuelle d'un nouveau data center en Europe. Monsieur le Premier Ministre a affirmé que ces terrains avaient été achetés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- S'agit-il d'une option d'achat ou d'un achat de terrains proprement dit?

- S'il s'agirait d'une option d'achat, quelle est la durée de l'option pour l'acquisition des terrains?

- Qui est actuellement le propriétaire de ces terrains? État, personnes physiques ou personnes morales? Dans quelle proportion?

- Quel sera le prix payé par l'investisseur pour les terrains susmentionnés et sous quelles conditions cette vente aura-t-elle lieu?

- Existe-t-il un délai pour viabiliser ces terrains?

- Que deviendront ces terrains en cas de renoncement de l'investisseur de viabiliser les terrains en question?

- L'État dispose-t-il d'un droit de préemption en cas de vente des terrains?

Réponse commune (12.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

À travers leur question parlementaire, les honorables Députés cherchent à obtenir une série

d'informations supplémentaires au-delà de celles communiquées par Google dans leur communiqué de presse du 11 décembre 2017.

D'après les informations à la disposition du Gouvernement, il s'agit de 16 acquisitions de terrains de propriétaires privés/personnes physiques et non de simples options d'achat. Les terrains en question ont donc changé de propriétaire et c'est l'acquéreur actuel Google qui détient les titres de propriété.

Les prix librement négociés entre l'acheteur et les vendeurs et payés devant notaire relèvent de la sphère contractuelle privée et ne sauraient dès lors être révélés à travers la présente réponse. Comme les actes notariés sont déposés auprès du bureau des hypothèques de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, tout un chacun est autorisé à en prendre connaissance sur place.

En raison de l'absence d'un délai pour viabiliser un terrain, il y a lieu de suivre les délais de procédure prévus par les dispositions légales pour chaque étape.

Au moment où l'investisseur vient de lancer la première étape, il n'appartient pas au Gouvernement de spéculer sur l'avenir de ces terrains dans l'éventualité d'une non-réalisation d'un projet concret.

Question 3521 (12.12.2017) de **MM. Marc Spautz** et **Laurent Zeimet** (CSV) concernant **la fédération UGDA:**

D'après nos informations, depuis quelques semaines déjà, l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA) ne transmet plus de certificats de déductibilité fiscale pour les dons reçus en faveur des activités de ses sociétés affiliées, seuls les certificats pour les dons que l'UGDA conserve dans ses comptes pour financer ses propres activités étant encore envoyés aux donateurs. En effet, la fédération aurait reçu une lettre de la part de l'Administration des contributions directes dans laquelle cette dernière demande à la fédération de «faire cesser une telle pratique». Une récente entrevue n'a apparemment pas abouti à une clarification de la situation.

La fédération UGDA a été reconnue d'utilité publique le 1^{er} juin 1989 et figure par ailleurs sur la liste des organismes pouvant recevoir des dons fiscalement déductibles de l'Administration des contributions directes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'Union Grand-Duc Adolphe a été invitée via courrier de la part de l'Administration des contributions directes à cesser la pratique relative à la transmission de certificats de déductibilité fiscale?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous en expliquer les raisons?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire si cette consigne a également été envoyée à d'autres associations ou fédérations reconnues d'utilité publique?

Réponse commune (12.01.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture:*

À l'occasion de l'exercice de sa mission légale, l'Administration des contributions directes (ci-après «ACD») a pris connaissance d'un courrier par une entité affiliée de l'association sans but lucratif Union Grand-Duc Adolphe (ci-après «UGDA») adressé à un donateur potentiel pour lui suggérer de faire transiter le don par l'UGDA afin de pouvoir, d'une part, bénéficier de la déductibilité fiscale et, d'autre part, soutenir financièrement exclusivement l'entité affiliée.

Suite à ces informations, l'ACD a adressé un courrier au mois d'octobre 2017 à l'UGDA l'informant de la non-déductibilité des dons versés à des entités affiliées, non reconnues d'utilité publique, et l'invitant à cesser cette intermédiation.

Il y a lieu de rappeler que l'attribution du statut d'utilité publique à une association permet à celle-ci de recevoir des dons fiscalement déductibles dans le chef du donateur au titre de dépense spéciale conformément à l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (ci-après «L.I.R.»).

L'exemption fiscale prévue par le législateur se limite ainsi exclusivement aux entités reconnues d'utilité publique qui doivent, en vertu des textes législatifs en vigueur, être bénéficiaires ultimes des dons effectués.

En effet, les dons versés directement ou indirectement, notamment par intermédiation, à

des associations n'ayant pas été reconnues d'utilité publique ne remplissent pas les conditions de l'article 112 L.I.R. et ne bénéficient partant pas de la déductibilité fiscale.

En l'occurrence, l'UGDA a été contactée en raison d'un cas particulier porté à la connaissance de l'ACD. Le principe tel qu'énoncé ci-dessus s'applique cependant de manière générale.

En date du 11 janvier 2018, Monsieur le Secrétaire d'État Guy Arendt a rencontré une délégation de l'UGDA pour faire le point sur la situation. À cette occasion, il a notamment souligné que les activités culturelles, y compris musicales, peuvent faire l'objet d'un agrément en vue d'un don bénéficiant de la déductibilité fiscale.

Ainsi, en application du règlement grand-ducal du 4 juin 2004 fixant les conditions, critères et modalités d'agrément par le comité directeur du Fonds culturel national d'activités pour lesquelles il peut recevoir des dons en espèces, toute personne physique ou morale peut soutenir par un don fiscalement déductible une ou plusieurs activités culturelles agréées.

Dans ce cas de figure, dès réception du don, le fonds envoie un certificat de donation au donateur et transmet le don au destinataire final.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, 39 agréments correspondants ont été accordés par le fonds.

Question 3523 (13.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **les cantines:**

Selon la loi en vigueur depuis l'année 2016 consistant à améliorer la qualité de l'encadrement des enfants dans les structures d'accueil (projet de loi n°6410), les enfants sont appelés à participer activement et de façon autodéterminée dans toutes les activités qui leur sont proposées. Il en est de même en ce qui concerne la prise de nourriture dans les cantines. En effet, selon mes informations, il n'appartiendrait pas au personnel éducatif ni d'encourager les enfants à goûter à toute sorte de nourriture, ni à leur expliquer les bienfaits d'une nourriture variée, négligeant de cette façon de propager une réelle culture alimentaire saine et équilibrée. Bien que les responsables des cantines préparent des menus variés et équilibrés, les enfants décident de façon autonome ce qu'ils désirent manger, sans se soucier des apports nutritionnels du contenu de leur assiette, contenu souvent très peu varié.

Selon mes informations certains enfants omettent tout simplement les repas de midi, décisions acceptées par les équipes pédagogiques, qui suivent rigoureusement les consignes ministérielles basées sur l'autodétermination.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Gouvernement peut-il confirmer les informations susmentionnées?

2. Le Gouvernement estime-t-il qu'un jeune enfant est capable de décider de façon autonome s'il veut prendre un repas ou non?

3. Dans un souci d'antigaspiillage, cette approche n'entraîne-t-elle pas d'énormes quantités de nourriture gaspillées chaque jour?

4. De quelle façon ce surplus de nourriture pourra-t-il servir à d'autres fins?

5. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que les maisons relais aient aussi une tâche éducative en ce qui concerne une certaine hygiène de vie à laquelle appartient certainement aussi une culture alimentaire?

6. En négligeant si gravement cette culture alimentaire saine et équilibrée, le Gouvernement n'estime-t-il pas que cette approche puisse entraîner des conséquences pour la santé des enfants à moyen et à long terme (obésité, carences, etc.)?

7. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que dans un domaine aussi sensible que l'éducation de nos enfants, un concept cohérent, logique et sain s'impose? Le concept choisi n'est-il pas en contradiction avec le plan d'action national «Gesond lessen, Méi Bewegen»?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Le Gouvernement n'est pas en mesure de confirmer les informations susmentionnées et ne peut que réitérer les explications fournies le



9 janvier 2017 en réponse à la question parlementaire n°2565 du 17 novembre 2016 (ad 3), qui posait exactement la même question en des termes un peu différents.

Les informations évoquées quant aux valeurs transversales du cadre de référence pour l'éducation non formelle introduit par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, à savoir la participation active des enfants et l'autodétermination, sont tout à fait pertinentes.

L'interprétation des concepts d'une approche éducative basée sur l'autonomie, de la participation active des enfants et de l'autodétermination, qui est donnée dans le cadre de la question de l'honorable Députée, est cependant extrêmement «réductrice».

Les ministres soussignés se permettent d'attirer l'attention de l'honorable Députée sur la publication: «À Table», qui est un guide pédagogique pour la conception des situations de repas à l'intention des professionnels du secteur de l'éducation non formelle. Ce guide contient toutes les réflexions pédagogiques qui sont à la base de la formule du «Buffet». Cette publication fut distribuée en 2013, la préface étant signée par Monsieur Marc Spautz, à l'époque Ministre de la Famille et de l'Intégration, et, en cette qualité responsable du domaine de l'éducation non formelle qui résumait les avantages de ce concept de la façon suivante: «Parmi les solutions envisagées, le modèle du buffet [...] me semble intéressant à plusieurs points de vue. Il répond aux lignes directrices de la démarche qualifiée en voie législative dont notamment le cadre de référence national pour l'éducation non formelle et assure aux enfants une grande marge d'autonomie dans l'organisation de leur pause de midi. Ce sont en fait les enfants qui sont libres de gérer leur temps de midi selon leurs besoins et selon des règles à respecter en décidant quand ils vont manger endéans d'une période bien déterminée, avec qui ils vont manger et ce qu'ils vont manger.»

ad 2. Il serait bien entendu irresponsable de laisser aux enfants la liberté de prendre une telle décision. Affirmer que de telles pratiques existent sur le terrain consiste à mettre en cause la professionnalité du personnel encadrant. Il peut y avoir des circonstances exceptionnelles lors desquelles un adulte attentif permettra éventuellement à un enfant de sauter un repas s'il estime que c'est raisonnable.

L'approche éducative adoptée dans le domaine de l'apprentissage d'une alimentation saine illustre la transposition dans une situation bien concrète d'une approche basée sur la perspective de l'enfant compétent, coconstructeur de ses processus d'apprentissage, des exigences éducatives qui en découlent et du rôle de l'adulte.

L'objectif pour les services d'éducation et d'accueil n'est pas uniquement à ce que les enfants aient accès à une alimentation saine, mais qu'ils s'appliquent à manger sainement.

Cette adoption d'une attitude se fait dans la durée et n'est efficace et durable que si elle se fait de façon volontaire et de manière autonome, et si elle se base sur des expériences positives. L'intérêt des enfants pour la cuisine et l'alimentation peut être suscité d'une façon ludique et sans contraintes. Une éducation alimentaire contraignante risque de ne pas laisser de traces ou même, au contraire, d'avoir comme résultat un comportement alimentaire déséquilibré.

Comme chaque adulte, les enfants ont le droit de ne pas aimer certains aliments. Il peut être fait confiance à un enfant que, s'il aime certaines choses et n'en aime pas certaines autres, c'est pour la simple raison qu'il y a goûté et trouvé que «ce n'est pas bon». Les enfants ont le droit d'essayer et de découvrir de nouveaux aliments, mais ils ne seront pas contraints de goûter à tout, comme ceci fut trop souvent le cas par le passé. Il est prouvé que cette pratique n'a aucun effet positif sur l'adhésion à une alimentation saine, au contraire, cela embarrasse un enfant, met un enfant mal à l'aise, l'effraie et l'empêche d'apprécier ce qu'il mange.

Le rôle de l'adulte est d'encourager les enfants à faire de nouvelles découvertes, de respecter leur droit de refuser un aliment; il ne s'agit pas pour l'adulte de faire un choix pour les enfants, mais d'accompagner les enfants dans l'apprentissage de faire les bons choix par eux-mêmes.

Pour cela, il faut offrir un choix varié d'aliments et surtout, il faut que les enfants puissent prendre modèle sur les adultes.

Les enfants en bonne santé savent gérer leur appétit. Aucun enfant ne refuserait de s'alimenter s'il a faim. Dans les maisons relais et les restaurants scolaires, les enfants et jeunes trouvent une offre adéquate, accessible à tous. Les enfants sont également capables de décider des quantités qu'ils mangent. Cependant, l'appétit des jeunes, et surtout des enfants, peut varier

d'un moment à l'autre; or l'équilibre alimentaire s'installe sur plusieurs jours. En principe un enfant mange jusqu'à ce qu'il n'ait plus faim ou inversement désire se resservir s'il a encore faim. C'est à travers l'expérience que l'enfant apprend à évaluer par soi-même les quantités adéquates et aucun enfant ne devrait être contraint de vider son assiette, ni se voir refuser de pouvoir se resservir.

Évidemment, des comportements extrêmes nécessitent une attention particulière.

ad 3. C'est le contraire qui nous est rapporté de la part des services d'éducation et d'accueil qui ont implémenté la formule du buffet.

Le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont édité fin 2017 un guide reprenant les conseils nutritionnels d'une alimentation saine pour les enfants de sept à douze ans. Dans ce guide, on retrouve également des indications sur les portions d'aliments à prévoir en fonction de l'âge des enfants, ainsi qu'un fréquentiel qui aidera à mieux équilibrer l'alimentation sur la semaine. Ce guide est un outil de travail pour la direction, le personnel éducatif et le cuisinier des maisons relais.

Pour éviter toute toxi-infection, la démarche HACCP, qui s'applique aux collectivités, prévoit que tout plat qui a quitté le local de production, en l'occurrence la cuisine, et qui n'a pas été consommé, ne peut plus être réintroduit dans la chaîne de distribution; et doit donc être éliminé. Par contre, si le plat reste stocké dans les conditions adéquates dans l'enceinte de production, il peut être resservi.

La réduction du gaspillage alimentaire est un des objectifs du Gouvernement. Afin de sensibiliser les citoyens et de favoriser le développement d'idées propres, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPC) a proposé fin 2016 aux communes de se rallier à un pacte de solidarité dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. À l'heure actuelle, 63 communes, représentant quelque 70% de la population, ont adhéré à ce pacte et ont commencé à mettre en place des actions propres au niveau communal, dont notamment au niveau de la restauration scolaire. Le MAVPC met à disposition des communes-partenaires des brochures d'information, des autocollants, du matériel didactique et d'information ainsi qu'une exposition itinérante. Cette exposition s'adresse notamment aux cycles supérieurs de l'enseignement fondamental et peut se faire accompagner par différents work-shops autour du sujet du gaspillage alimentaire.

D'autre part, la thématique du gaspillage alimentaire a été intégrée dans les programmes de formation «gestion de déchets et consommation durable» de la SuperDrecksKëscht destinés aux entreprises et aux écoles.

ad 4. Le Gouvernement a très clairement reconnu le rôle important des services d'éducation et d'accueil dans le développement d'habitudes alimentaires saines des jeunes enfants, ceci se traduit par des initiatives précises.

Si la réduction du gaspillage alimentaire prime la réutilisation des surplus éventuels, il est à noter que les règles concernant la sécurité alimentaire priment également les règles de la réduction du gaspillage alimentaire. Une production calculée visant une minimisation des surplus est donc à préconiser.

Toutefois, les dons alimentaires constituent un outil important dans la réduction du gaspillage alimentaire. Ainsi, la Chambre des Métiers, en coopération avec l'Horesca, le Ministère de la Santé (MS), le MAVPC et avec l'appui de l'Administration de l'environnement, a préparé une fiche sur les aspects légaux en termes de donation de denrées alimentaires à des fins d'alimentation humaine. Cette fiche est mise à disposition des entreprises concernées dans le cadre du guide de bonnes pratiques d'hygiène. Dans ce cadre, des procédures facilitant le don alimentaire ont déjà été mises en place.

ad 5. Durant la Présidence luxembourgeoise en 2015, sous la régie du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Monsieur Fernand Etgen, les programmes européens de distribution de lait, de fruits et de légumes auprès des écoles ont été fusionnés et dotés de moyens financiers supplémentaires (portés par le Ministère de l'Agriculture luxembourgeois et par l'Union européenne) afin d'accompagner cette distribution par un volet éducatif tel que la semaine du lait.

Les interactions directes entre producteurs et consommateurs de produits alimentaires étant devenues de plus en plus rares, les enfants ignorent souvent la provenance de leur nourriture. La distribution gratuite de fruits et légumes dans les écoles sera dorénavant également accompagnée de visites d'exploitations fruitières (en collaboration avec le Lëtzebuerger Uebstbaueräin) afin de faire découvrir aux

élèves les modes de production locale des fruits.

En résumé, le programme européen a pour but:

- d'influencer positivement les habitudes alimentaires afin d'acquérir dès le plus jeune âge les bons réflexes d'une alimentation saine et variée;

- de donner envie aux enfants de consommer des fruits, des légumes et du lait;

- de relancer la consommation de ces produits;

- de transmettre les connaissances sur la provenance de la nourriture.

ad 6. Le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 prévoit que l'offre d'une restauration équilibrée est obligatoire pour chaque service qui souhaite recevoir un agrément en tant que service d'éducation et d'accueil.

Le cadre de référence pour l'éducation non formelle donne des lignes directrices très précises sur la formation nutritionnelle (Ernährungsbildung). L'adaptation à une alimentation saine et équilibrée est un processus d'apprentissage important et elle est définie comme un des objectifs majeurs de la formation nutritionnelle.

L'équilibre alimentaire se fait sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Donc, si par exemple un enfant refuse de manger systématiquement un certain aliment au restaurant scolaire, ceci n'aura certainement pas des conséquences négatives sur son état de santé à moyen ou à long terme. Le repas servi au restaurant scolaire ne devrait pas être le seul repas de la journée de l'enfant, du jeune. Il prendra d'autres repas chez lui, chez des tiers. D'ailleurs nous ne mangeons pas des nutriments isolés, mais des aliments qui sont constitués d'une multitude de nutriments. Donc une alimentation variée, telle qu'elle est servie dans les restaurants scolaires, n'entraîne pas de carence.

Une obésité s'installe s'il y a un déséquilibre entre les apports et les dépenses quotidiens, et cela sur une période plus ou moins longue. Le plan national «Gesond lessen, Méi Bewegen» (GIMB) vise cette problématique avec ces objectifs de prévention. Un point important dans la démarche GIMB est de permettre à chacun un accès à une alimentation saine. Les maisons relais et les restaurants scolaires proposent chaque jour un menu équilibré accessible à tous les élèves.

ad 7. C'est justement dans le cadre du plan d'action GIMB, et dans un souci de cohérence des approches, que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de la Santé ont publié cette année un guide appelé «Alimentation saine dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants». Celui-ci étaye l'approche préconisée par le cadre de référence. Ce guide, basé sur les principes fondamentaux de l'éducation non formelle, s'adresse aux professionnels pédagogiques et décrit les actions éducatives qui favorisent le développement d'un comportement sain et équilibré.

Question 3524 (13.12.2017) de **M. Léon Gloden, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **suppression de certains arrêts de train et de bus**:

Avec les nouveaux horaires du 10 décembre dernier, la société des CFL vient de supprimer certains arrêts de train des trains RE circulant entre Luxembourg et Trèves, notamment aux gares de Wecker et de Munsbach. À nos yeux, cette suppression constitue un désavantage sérieux pour les habitants des communes avoisinantes et met à néant en large partie le concept de la mobilité douce prôné par le Ministère du Développement durables et des Infrastructures.

En outre, sans être exhaustif, d'une part, plusieurs lignes de bus ont été réduites à partir de certains villages de l'est du pays. D'autre part, les connexions entre villages ou à partir de certains villages (par exemple commune de Flaxweiler) vers par exemple Junglinster ou Grevenmacher devraient être améliorées de façon générale.

En plus, il nous revient qu'en raison de la suppression ou de nouveaux tracés de certaines lignes de bus au plateau de Kirchberg, un grand nombre d'étudiants provenant de l'est du pays ne seraient plus en mesure d'arriver à temps dans leurs lycées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Pour quelles raisons les arrêts en cause ont-ils été supprimés?

- Comment Messieurs les Ministres réagissent-ils aux critiques que suscite la suppression de certains arrêts de train à Wecker et à Munsbach? Entendent-ils révoquer la décision en vue de la promotion de la mobilité douce?

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les problèmes résultant de la suppression, voire de la déviation de certaines lignes de bus à partir du plateau Kirchberg? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de résoudre le problème?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Afin de réduire les retards sur les différentes lignes du réseau ferré national, les CFL ont effectué une étude avec un bureau spécialisé dont une des conclusions était de laisser circuler les trains RE de la relation Luxembourg - Trèves - Coblenze sans arrêt entre Sandweiler-Contern et Wasserbillig.

Ces trains doivent traverser une série de goulots d'étranglement et doivent arriver à l'heure à Coblenze où les clients ont des correspondances intéressantes vers Cologne et la région de la Ruhr, d'une part, et le Sud de l'Allemagne comme Stuttgart ou Munich, d'autre part.

Le premier goulot d'étranglement constitue la gare de Luxembourg. Au courant des derniers mois, les anciens ateliers situés du côté de la Rocade de Bonnevoie ont été détruits pour libérer une surface suffisante permettant l'aménagement de deux quais supplémentaires. Les travaux sont en cours en vue de la mise à double voie de la ligne jusqu'à Sandweiler-Contern. Ensuite vient le tronçon de ligne à voie unique entre Sandweiler-Contern et Oetrange. Sur le réseau ferré allemand, la ligne est à voie unique jusqu'à Karthaus situé au sud de Trèves. Afin de réduire la distance à voie unique sur le réseau ferré allemand, l'État luxembourgeois a investi un montant de huit millions d'euros dans la mise à double voie du tronçon de ligne situé entre Igel et Igel-Ouest.

Dans une première étape, les mesures mises en œuvre depuis le 10 décembre 2017 seront analysées quant à leur efficacité et des adaptations éventuelles peuvent être prises, le cas échéant, au courant de l'année 2018.

En ce qui concerne la réorganisation du réseau d'autobus du RGTR, certaines lignes marquent maintenant leur terminus au pôle d'échange Luxexpo alors que d'autres continuent vers le centre de la ville de Luxembourg via le Boulevard Konrad Adenauer.

En effet, avec la réalisation de la première partie de la ligne du tram entre Luxexpo et l'arrêt Pfaffenthal-Kirchberg, il est indispensable d'arrêter certains bus au pôle d'échange Luxexpo afin de décongestionner le centre de la ville des bus régionaux.

Cela ne constitue pas un problème mais une question d'habitudes; ces transbordements entre différents modes de transport sont d'ailleurs prévus par la stratégie MoDu et sont absolument indispensables pour améliorer la répartition des flux à l'entrée et à l'intérieur de la capitale.

Les changements seront vite adoptés par les usagers des transports publics d'autant plus que les horaires des autobus connaîtront ainsi une stabilité plus fiable sur les tronçons de ligne dans les régions. Des problèmes ponctuels peuvent évidemment être résolus en cas de besoin en adaptant, le cas échéant, les cadences et les capacités des autobus.

D'ailleurs, au cours de l'année 2018, la réorganisation du réseau du RGTR sera poursuivie en prenant en compte les résultats de l'enquête mobilité Luxmobil, des workshops publics «Är Iddie fir de Bus vu muer» tenus fin 2017, des comptages effectués sur toutes les lignes d'autobus ainsi que l'évaluation des statistiques du système télématique du RGTR.

Ainsi, un bureau d'études spécialiste en mobilité assiste le Département des transports dans ces travaux de réorganisation.

Question 3525 (13.12.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant l'**initiative «Staark Kanner»**:

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, vient de lancer l'initiative «Staark Kanner. D'Zukunft



fänkt éischter un». Selon les propos du ministre, la campagne vise à informer les parents au sujet de cet ensemble de mesures et à les sensibiliser aux enjeux de la petite enfance.

La campagne est accompagnée d'une publicité soutenue par des spots dans les médias audiovisuels, des flyers ou des affiches. Diffusées largement au sein de l'espace public, les affiches de l'initiative ne fournissent que très peu d'informations et font principalement référence à un site Internet www.staarkanner.lu.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Dans la mesure où la teneur informative des affiches est très faible, Monsieur le Ministre peut-il préciser la plus-value de la campagne d'affichage?

2) Un appel public à la concurrence a-t-il été lancé pour l'élaboration de cette campagne?

3) Monsieur le Ministre, quels sont les coûts de l'ensemble de la campagne «Staark Kanner» en moyens publicitaires et logistiques?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) La campagne «Staark Kanner» est destinée à informer les parents sur des changements de paradigme importants dans le domaine des services d'éducation et d'accueil. La campagne est constituée de trois volets: l'élaboration d'un cadre de qualité dans le domaine de l'éducation non formelle, l'offre d'un contingent hebdomadaire de 20 heures gratuites dans le système «chèques-services» et l'introduction d'une éducation plurilingue pour les enfants d'un à quatre ans.

En outre, le Gouvernement entend renforcer le rôle des parents dans le domaine des SEA. Notamment à travers une information plus complète sur les critères de qualité que doivent assurer les prestataires et les contributions financières de l'État. Ceci afin de permettre aux parents d'assumer pleinement leur mission éducative.

Le seul moyen pour atteindre cet objectif est de passer par une information publique. Le fait d'avoir recours à une vaste campagne adressée au grand public pour l'informer de changements importants ayant un impact direct sur sa vie quotidienne n'est en soi rien d'extraordinaire. Le Gouvernement avait d'ailleurs eu lui-même recours à des brochures d'information et des réunions d'information lors de l'introduction du système «chèques-services» en 2009.

Cependant, l'envergure des informations à transmettre a été telle que de simples affiches n'auraient pu contenir l'abondance de texte qui aurait été nécessaire pour informer le public de façon exhaustive. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour une campagne d'affichage sobre, communiquant avant tout l'adresse du site Internet qui regroupe toutes les informations nécessaires sur ces changements.

ad 2 et 3) Il va de soi que les procédures d'engagement ont été respectées. L'envergure des différentes prestations n'ayant pas dépassé le seuil de 55.000 euros, il n'a pas été nécessaire d'avoir recours à un marché public. L'élaboration de la campagne par une agence s'est soldée à 22.055 euros, le montant de la campagne d'affichage a été de 46.000 euros.

Ceci correspond aux budgets utilisés par le passé pour des campagnes similaires comme celle qui a été organisée pour communiquer sur la «Réforme Lycée».

Question 3526 (13.12.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **réforme fiscale du Président des États-Unis d'Amérique**:

D'après un article paru sur paperjam.lu, les Ministres des Finances de cinq pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie) ont soumis un courrier commun au secrétaire du Trésor américain mettant en évidence le risque de violation des règles internationales par la réforme fiscale envisagée outre-Atlantique.

Parmi les mesures visées, on peut citer celle visant à taxer les multinationales américaines sur leur revenu global qui violerait les règles de non-discrimination de l'Organisation mondiale du commerce, voire diverses conventions de non double imposition.

Autre point sujet à critique: l'instauration d'un droit d'accise de 20% sur les paiements entre une entité américaine et étrangère du même groupe, sauf à déclarer un établissement stable aux États-Unis soumis donc à l'impôt sur les sociétés américaines.

De même, la taxation des transactions financières intragroupe est perçue comme une discrimination en faveur des opérations intra-américaines.

Finalement, l'instauration d'un taux préférentiel de 12,5% sur les revenus tirés de la propriété intellectuelle à l'étranger reviendrait à subventionner les exportations par rapport à la production locale, donc équivaloir à une violation des lignes directrices de l'OCDE en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les inquiétudes exprimées par les cinq ministres des Finances européens dans leur lettre à l'attention du secrétaire d'État au Trésor américain? Comment se fait-il que ni le Luxembourg, ni les autres pays composant le Benelux n'aient été associés à la rédaction et la signature de cette lettre?

- Quelles ont été les conclusions du Conseil ECOFIN de la semaine dernière au sujet des propositions américaines?

- Quel pourrait être l'impact des propositions américaines sur la compétitivité des entreprises domiciliées au Luxembourg?

Réponse (03.01.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par sa question parlementaire du 13 décembre 2017, l'honorable Député pose une série de questions sur les implications de la réforme fiscale qui entre en vigueur aux États-Unis en 2018. Le Sénat américain a approuvé le 2 décembre 2017 une première version du projet, qui a dû être harmonisé avec le texte voté le 17 novembre 2017 par la Chambre des Représentants. En date du 19 décembre 2017, le Sénat a adopté le texte final de la réforme fiscale, qui a ensuite été approuvé par la Chambre des Représentants le 20 décembre 2017.

L'honorable Député se réfère à un courrier envoyé le 11 décembre au secrétaire du Trésor américain, Steve Mnuchin, signé par les ministres des Finances de cinq États membres de l'Union européenne, à savoir l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Il n'appartient pas au Ministre des Finances du Luxembourg de spéculer sur les raisons qui ont pu amener ces ministres à ne pas également y associer leurs collègues d'autres États membres.

En effet, le sujet de la réforme fiscale américaine avait donné lieu à une discussion informelle lors de la dernière réunion du Conseil «Affaires économiques et financières», qui a eu lieu le 5 décembre 2017 à Bruxelles. À cette occasion, les Ministres des Finances des États membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg, ont invité la Commission européenne à analyser les différentes propositions retenues dans les textes du Sénat et de la Chambre des Représentants et à élaborer une étude d'impact sur les effets économiques qu'une telle réforme fiscale pourrait avoir sur les États membres de l'Union européenne. Le Luxembourg est en attente des résultats de ces analyses à effectuer par la Commission européenne.

Il est également à noter qu'en complément de la lettre des cinq États membres, la Commission européenne a tenu à exprimer ses réserves quant au projet de réforme dans un courrier du 12 décembre 2017 à destination du secrétaire Mnuchin et signé par les commissaires Domboviskis, Katainen, Malmström et Moscovici.

Les deux lettres insistent sur le respect du droit international et du principe de non-discrimination, ainsi que sur la nécessaire compatibilité des nouvelles règles américaines avec les règles de l'OMC et les conclusions BEPS de l'OCDE. En essence, ils réclament donc le respect du principe du «level playing field» au niveau international, ce qui correspond à la position régulièrement défendue par le Luxembourg.

Dans ce même sens, il est intéressant de noter que les deux lettres indiquent par ailleurs que l'OCDE représente l'enceinte de choix pour les discussions sur la fiscalité internationale, un argument déjà mis en avant par le Luxembourg dans le contexte d'autres initiatives dans le domaine fiscal.

Question 3528 (14.12.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Emile Eicher** (CSV) concernant l'**arrêt de la Cour constitutionnelle n°00131 du 8 décembre 2017**:

Dans l'arrêt n°00131 du 8 décembre 2017, la Cour constitutionnelle a déclaré l'article 8, paragraphe 3 de la loi du 30 juin 1976 portant création d'un Fonds pour l'emploi, y introduit par l'article 14 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) non conforme à l'article 107, paragraphe 1^{er} de la Constitution. La disposition en question a privé via une contribution supplémentaire quelques communes des recettes d'un montant maximum de douze millions d'euros au profit du Fonds pour l'emploi.

Nous nous permettons de rappeler dans ce contexte que lors des débats à la Chambre des Députés ayant précédé le vote du projet de loi devenu la loi du 19 décembre 2014 précitée, nous avions demandé la suppression de l'article 14 susmentionné. Nous avions en effet critiqué l'absence dans le texte de loi des paramètres essentiels de la contribution communale, tels l'assiette et le taux, ou encore le plafonnement des montants à percevoir des communes. La Cour constitutionnelle a, dans l'arrêt susmentionné, mis en cause l'absence de précision du texte de loi.

Nous avons réitéré nos critiques lors des débats ayant abouti à la loi de réforme des finances communales. Notre porte-parole s'était en effet exprimé dans les termes suivants:

„D'CSV, an dat soe mer kloer an däitlech, ass géint dee komplizéierten a virun allem ontransparente Korrekturmechanismus, esou wéi en am Reformprojet virgesinn ass, dee letztendlech e puer Gemengen, an net déi gréisst um Niveau vun der Populatioun, hei iwwerméisseg finanziell bludden deet.“

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si l'État risque de devoir rembourser aux communes concernées les recettes perçues au profit du Fonds pour l'emploi via la contribution supplémentaire d'un montant maximum de douze millions d'euros? Quelles sont ces communes et combien d'argent devra être remboursé auxdites communes pour les exercices budgétaires passés (par exercice budgétaire)? Suivant quel échéancier ce remboursement aura-t-il lieu?

- Plus précisément, appartiendra-t-il au Fonds pour l'emploi ayant, pour ainsi dire, perçu des recettes via une disposition dont la base légale a été mise en question de procéder au remboursement des recettes aux communes concernées? Dans l'affirmative, le Fonds pour l'emploi sera-t-il par la suite compensé via le budget de l'État?

- Dans l'arrêt sous rubrique, la Cour constitutionnelle a soulevé en filigrane la question de savoir si l'affectation par le législateur à une entité étatique d'une partie d'une ressource propre d'une commune dont elle peut disposer librement, i. e. l'impôt commercial communal, perçue dans l'intérêt d'une commune soit conforme aux principes de l'autonomie communale.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille procéder à une réforme de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant création d'un Fonds pour l'emploi en ce qui concerne les fonds perçus via l'impôt commercial communal?

Réponse commune (15.01.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

L'article 14 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir a modifié l'article 8 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un Fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet en le complétant par un point 3 disant que: «Une contribution supplémentaire d'un maximum de douze millions d'euros pour l'ensemble des communes est versée exclusivement par des communes déterminées au Fonds pour l'emploi qui perçoivent des montants d'impôt commercial dépassant proportionnellement de façon substantielle la moyenne du pays. Un règlement grand-ducal fixe les modalités de calcul de la contribution supplémentaire.»

Il y a lieu de préciser que la participation des communes au produit du Fonds pour l'emploi a été introduit en 1976, sous l'angle du principe de solidarité, par les dispositions combinées des articles 2, numéro 3, et 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1976 portant 1. création d'un Fonds pour l'emploi, 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet et ce par le biais d'une contribution au financement du Fonds pour l'emploi à

concurrence de 2% du montant d'impôt commercial communal revenant à chaque commune d'après l'article 7, alinéa 2 du règlement grand-ducal précité du 20 avril 1962. Ce taux a d'ailleurs été modifié à plusieurs reprises par différentes lois et porté de nouveau de 0% à 2% par la loi du 21 décembre 2012 modifiant diverses lois en matière d'impôts directs ou indirects.

L'article 7 de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes, qui a transposé la réforme des finances communales, fixe le taux de la contribution totale des communes au Fonds pour l'emploi à 2% du montant total des communes en impôt commercial tout en apportant, dans le texte de la loi, les précisions nécessaires en matière de participation de chaque commune par deux contributions différentes à travers ses recettes directes en impôt commercial communal et ses recettes non affectées de l'État provenant du Fonds de dotation globale des communes.

Alors que la mesure introduite par le paquet d'avenir a été maintenue dans le dispositif de la loi précitée du 14 décembre 2016 tout en l'adaptant à la nouvelle terminologie, il y a lieu d'informer les honorables Députés que du fait des nouveaux mécanismes introduits par la réforme des finances communales, la mesure afférente reste sans effet à partir du 1^{er} janvier 2017.

Comme la Cour constitutionnelle a été saisie par le tribunal administratif de la question sous objet, le Gouvernement attendra le jugement du tribunal administratif à l'égard de la requête déposée par la commune de Leudelange au sujet de sa participation au produit de l'impôt commercial communal de l'exercice 2015, afin de disposer de tous les éléments nécessaires pour envisager les conclusions à en tirer le cas échéant.

Question 3529 (14.12.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **évaluations des compétences professionnelles**:

D'après la loi du 15 décembre 2016 et la réforme de la fonction publique, entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2015, un agent de l'éducation nationale est, au cours de sa carrière, sujet à deux procédures d'évaluation des compétences professionnelles, et ce après douze ans et 20 ans d'ancienneté respectivement. L'entretien d'appréciation des compétences professionnelles est précédé d'un entretien individuel.

Dans la mesure où les premières évaluations auront lieu en 2018, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous donner des explications détaillées sur la méthode de calcul de l'ancienneté?

2) Dans la mesure où l'entretien d'appréciation est organisé au cours des trois derniers mois de la période de référence, les agents concernés ont-ils été informés sur la période de référence ainsi que sur les entretiens y relatifs? Dans l'affirmative, quand?

Dans la négative, pour quelles raisons? Quand le ministre envisage-t-il d'informer les agents concernés?

3) Combien d'agents de l'éducation nationale sont concernés par les entretiens d'appréciation pour l'année 2018?

4) Tout en tenant compte des spécificités qui sont propres à la fonction d'agent de l'éducation nationale, Monsieur le Ministre, sur quels critères s'appuie le système d'appréciation des performances professionnelles pour les agents de l'éducation nationale?

Réponse (29.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Début 2018, le Service ressources humaines du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (SRH du MENJE) et l'Administration du personnel de l'État (APE) vont se concerter une nouvelle fois, afin de définir les critères quant à la date de début de carrière à prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté des agents du MENJE.

ad 2) Les responsables de service (directeurs, chefs d'administration) ont été informés. Dans les lycées, cette information a été transmise par le chef du Service du personnel en 2016, et au sein des administrations dépendantes du MENJE, deux hauts fonctionnaires ont donné cette information et les explications y relatives au cours de la période du mois de décembre 2016 au mois de mars 2017.

À quelques exceptions près, les entretiens individuels ont été clôturés en mars 2017.



ad 3) Le nombre exact d'agents n'est pas encore connu puisqu'il s'agit, d'une part, de définir avec l'APE en début d'année 2018 les critères quant à la date de début de carrière à prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté et, d'autre part, de sélectionner les agents du MENJE appartenant à l'administration gouvernementale avec les outils mis à disposition par l'APE.

Les données précises seront recueillies au cours du premier semestre 2018.

ad 4) Étant donné que le système d'appréciation des performances professionnelles a été introduit par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MFPPRA), ce sont les critères de ce dernier qui valent également pour les agents du MENJE, à savoir les critères basés sur la «gestion par objectifs» et le «plan de travail individuel».

Question 3530 (14.12.2017) de M. Claude Adam (*déi gréng*) concernant l'offre éducative pour les jeunes ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire:

Chaque année, un nombre important de personnes arrivent nouvellement au Luxembourg. Parmi elles, qu'elles soient migrants, demandeurs ou bénéficiaires de protection internationale, on compte aussi de nombreux jeunes ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire (16 ans) mais désirant terminer leur formation et s'insérer sur notre marché du travail. Selon mes informations, un très grand nombre de personnes ne trouverait pas de place au sein du système scolaire luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de jeunes étaient dans ce cas de figure à la rentrée 2017, à la rentrée 2016 et à la rentrée 2015?
2. Quelles mesures ont été mises en place au sein du système éducatif luxembourgeois en faveur de ces jeunes?
3. Quels accès ont ces jeunes aux études et aux formations professionnelles?
4. Combien de places furent offertes respectivement en 2015, en 2016 et en 2017 dans les classes d'insertion pour jeunes adultes (et/ou autres)?
5. Combien de demandes ont été enregistrées cette année pour chacune des offres du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse?
6. Est-ce que tous les jeunes qui voulaient être scolarisés ou terminer leur formation ont trouvé une place parmi les offres du ministère? Dans la négative, combien de jeunes n'ont pas pu être accueillis?
7. Combien de ces jeunes ont rejoint le Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial ou étaient demandeurs et bénéficiaires de protection internationale?
8. Y a-t-il des offres particulières pour les jeunes réfugiés?
9. Devant parfois faire face à des élèves désorientés, voire fortement traumatisés, les enseignants qui interviennent dans ces classes ont-ils reçu des informations ou des formations qui les rendent sensibles à la problématique?

Réponse (16.01.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1. Le tableau suivant reprend le nombre de jeunes entre 16 et 24 ans qui se sont présentés auprès de la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA) du Service de la scolarisation des enfants étrangers ou du Service de la formation des adultes (SFA) au cours des trois dernières années scolaires (du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année subséquente). À noter que les primo-arrivants peuvent intégrer une classe du système scolaire luxembourgeois à tout moment de l'année scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Les différents services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ont mis en place diverses mesures au sein du système éducatif luxembourgeois permettant d'accueillir, d'informer et d'orienter les jeunes.

Dans cette optique, la CASNA accueille depuis 2016 également les jeunes âgés de 18 à 24 ans. Aussi, depuis janvier 2018, différents services du MENJE sont impliqués dans la mise en œuvre du parcours d'intégration accompagnée (PIA), mesure mise en place pour les deman-

deurs de protection internationale (DPI) et les bénéficiaires de protection internationale (BPI).

Après constitution d'un dossier incluant des tests écrits et oraux, la CASNA oriente les jeunes en fonction de leur niveau scolaire et linguistique vers l'une des classes suivantes:

a. Offre publique luxembourgeoise

Les classes régulières et les classes d'insertion

Le jeune orienté vers l'offre publique intègre en fonction de son niveau scolaire et linguistique soit une classe régulière de l'enseignement secondaire classique soit une classe de l'enseignement secondaire général [classe régulière ou alternativement, dans le cas où l'une ou les deux langues d'enseignement lui feraient défaut, une classe d'insertion ou d'accueil (classes inférieures 7^e à 5^e)].

Pour les jeunes souhaitant intégrer le cycle moyen ou supérieur, des classes à régime linguistique spécifique sont offertes à partir de la 4^e de l'enseignement secondaire général. Ces classes permettent aux jeunes de poursuivre leurs études dans une autre langue d'enseignement que celle des classes régulières.

Les classes à régime linguistique spécifique (RLS) existent dans tous les régimes de formation de l'enseignement secondaire général, à savoir: le régime technique, le régime de la formation de technicien et le régime professionnel.

Les classes d'insertion jeunes adultes et jeunes adultes +

Les jeunes de 16 à 24 ans qui ont de faibles ou aucune connaissance des langues scolaires peuvent intégrer soit une classe d'insertion jeunes adultes (CLIIJA: 16-17 ans), soit une classe d'insertion jeunes adultes + (CLIIJA+: 18-24 ans). Ces classes CLIIJA et CLIIJA+, dont la langue vernaculaire est soit le français, soit l'allemand, donnent accès à un large éventail de formations professionnelles, voire à une classe de l'enseignement secondaire général.

Les cours d'instruction de base

Pour les personnes qui ont des difficultés d'écriture, de lecture ou de calcul ou qui ne connaissent pas l'alphabet latin, il existe des cours d'instruction de base. Pour les jeunes âgés de plus de 18 ans, ces cours fortement individualisés sont offerts par le Service de la formation des adultes sur sept différents sites. Une cinquantaine de jeunes adultes de 18 à 24 ans fréquentent annuellement ces cours.

Autres

Les jeunes nouvellement arrivés désirant poursuivre des études universitaires, mais ne pouvant obtenir ou présenter le diplôme de fin d'études secondaires requis ou dont le diplôme n'est pas reconnu, peuvent être admis dans une classe CLIIJA+ qui prépare au diplôme d'accès aux études supérieures (DAES). Cette classe est notamment offerte à l'École de la 2^e Chance.

b. Offre publique internationale

Pour faire face à l'hétérogénéité croissante de la population scolaire, le Gouvernement a étendu l'offre internationale avec davantage de filières linguistiques. Le MENJE propose ainsi une multitude d'offres diversifiées telles que le curriculum britannique au Lycée Michel Lucius, les conventions avec les écoles européennes du Kirchberg et de Mamer, les curricula européens tels qu'offerts à l'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette. À partir de septembre 2018, il est prévu d'ouvrir des sections anglophones, francophones et/ou germanophones au Lënster Lycée de Junglinster, au Lycée international Edvard Steichen de Clervaux et à Mondorf-les-Bains. D'autres lycées tels que l'Athénée de Luxembourg et le Lycée technique du Centre offrent par ailleurs aux élèves la possibilité d'obtenir le baccalauréat international anglophone respectivement francophone.

Toutes ces offres sont accessibles aux jeunes nouvellement arrivés au même titre qu'aux résidents en fonction du niveau d'études et des connaissances en anglais, français ou allemand. Tout jeune disposant des compétences langagières requises peut suivre un programme de l'offre internationale en fonction de son niveau scolaire. L'admission à ces offres peut se faire sur dossier.

c. Offre pour jeunes âgés de plus de 18 ans

Les personnes qui n'ont pas le niveau d'études ou le diplôme requis pour continuer leurs études, peuvent recourir à la deuxième voie de qualification, telle que proposée par le SFA en collaboration avec les établissements de l'enseignement secondaire. Le SFA propose différentes classes dans l'enseignement secondaire général permettant de rejoindre par la suite la formation professionnelle ou une classe supérieure de l'enseignement secondaire général. Les formations d'adultes au niveau secondaire

supérieur (secondaire général ou secondaire classique) et le DAES donnent accès aux études universitaires.

Le SFA a par ailleurs élargi et adapté différentes mesures de la deuxième voie de qualification, de l'instruction de base et de la formation linguistique suite à l'afflux massif des DPI et BPI.

Depuis janvier 2016, le SFA offre des cours de 9^e d'intégration pour primo-arrivants appelés 9^e+i. Dans ces cours, l'accent est mis sur l'apprentissage accéléré du français. S'y ajoutent les mathématiques ainsi que l'anglais ou une initiation à la langue luxembourgeoise. Depuis février 2017, un cours de 9^e d'intégration associant les programmes de 9^e avec des travaux en atelier est offert grâce à la collaboration entre le SFA, la Ville de Luxembourg et l'association DELTA.

À la fin de ces cours, un bulletin et un avis d'orientation sont délivrés. Sont formés annuellement de cette manière entre 40 et 60 adultes âgés entre 18 et 30 ans pour la plupart.

L'Institut national des langues (INL) propose également des cours de langues de différents niveaux accessibles à tous les adultes Les personnes reconnues nécessiteuses par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) peuvent profiter d'une inscription à tarif réduit.

ad 3. Les jeunes primo-arrivants (migrants, DPI ou BPI) qui intègrent l'une des classes de l'enseignement secondaire classique ou général - classe d'accueil ou formation d'adultes - ont accès aux études et aux formations professionnelles au même titre que tout autre élève et selon les règlements grand-ducaux en vigueur déterminant ou portant sur l'évaluation et la promotion des élèves.

Les jeunes migrants, BPI ou DPI n'ayant pas de documents scolaires en leur possession, mais possédant les connaissances requises pour intégrer le régime professionnel (DAP/CCP) peuvent obtenir l'accès à ce régime, via un test DAP organisé par les différents services du MENJE.

Les jeunes primo-arrivants fréquentant les classes d'accueil apprennent une langue d'enseignement ainsi que la langue luxembourgeoise et se familiarisent avec le système éducatif luxembourgeois.

Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion dans le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, le conseil de classe évalue les connaissances de l'élève, au moment où il le juge utile, et l'oriente:

- soit dans une classe usuelle de l'enseignement secondaire général ou classique;
- soit dans une classe à régime linguistique spécifique des classes supérieures;
- soit dans une classe d'insertion des classes inférieures.

Le conseil de classe, en collaboration avec le Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS), veille à trouver la meilleure solution d'orientation scolaire et professionnelle pour chaque jeune.

ad 4. Le tableau ci-après indique le nombre de classes d'insertion jeunes adultes (CLIIJA/CLIIJA+) pour les années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour le moment, il n'y a pas de demandes en attente pour les jeunes de 16 à 17 ans.

Pour les classes CLIIJA+, l'offre scolaire a été élargie au-delà de l'obligation scolaire depuis la rentrée 2016-2017. Les élèves primo-arrivants peuvent choisir soit le français, soit l'allemand comme première langue. L'ouverture de nouvelles classes CLIIJA+ est prévue au 2^e semestre 2017-2018.

ad 5. Comme indiqué dans la réponse à la question 2, un dossier incluant des tests écrits et oraux est ouvert à chaque demande à la CASNA, afin d'orienter le jeune en fonction de son niveau scolaire et langagier vers une des classes énumérées précédemment.

Le tableau suivant indique le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire 2017-18:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À noter que des jeunes ayant profité d'un rendez-vous auprès de la CASNA ne souhaitent pas nécessairement intégrer le système scolaire luxembourgeois; leur démarche implique sou-

vent le souhait de s'informer en premier lieu. Une partie de ces jeunes fait notamment le choix d'intégrer un système scolaire à l'étranger.

Aussi convient-il de préciser que les élèves scolarisés dans ces classes ne sont pas tous passés par la CASNA:

- soit parce qu'ils sont arrivés au cours de l'année scolaire précédente et restent une année de plus dans la classe en question;
- soit parce qu'ils étaient déjà dans le système scolaire et que l'orientation a été prononcée par le conseil de classe.

ad 6. Tous les primo-arrivants de 16 à 17 ans, voulant être scolarisés, se sont vus proposer une intégration dans une classe, soit de l'enseignement secondaire classique, soit de l'enseignement secondaire général, soit de l'enseignement international.

En ce qui concerne les jeunes adultes de 18 à 24 ans, ils sont:

- soit pris en charge par le Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) et orientés vers une des classes offertes par le MENJE;
- soit pris en charge par le SFA;
- soit redirigés vers l'INL pour des cours de langues.

ad 7. Conformément à la loi sur les traitements des données à caractère personnel, le MENJE ne dispose pas de renseignements sur les jeunes provenant d'un regroupement familial. Tout en respectant ce même principe, le MENJE ne dispose pas de données concernant les jeunes scolarisés dans les établissements scolaires autres que ceux sous l'autorité du MENJE.

ad 8. Les différents services du MENJE accueillent, informent et orientent tous les jeunes primo-arrivants qui se présentent, indépendamment de leur statut. De même, l'offre scolaire ne fait pas de distinction concernant le statut des jeunes. Toutes les classes sont mixtes, c'est-à-dire qu'elles incluent tous les migrants, dont les DPI et BPI, afin de permettre une meilleure intégration et de favoriser l'utilisation du français/de l'allemand comme langue de communication entre eux.

Depuis janvier 2018, dans le cadre du PIA, le SFA et le SECAM organisent des cours obligatoires pour les DPI. En fonction des compétences linguistiques évaluées lors d'une séance de guidance et documentées dans un portfolio, les adultes sont guidés vers des cours de littératie en français ou vers des cours de français langue étrangère.

ad 9. En 2016-2017 et en 2017-2018, le SECAM a proposé, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, un cours intitulé «Relations école-famille et médiations interculturelles» aux étudiants inscrits aux cours visant l'obtention d'un bachelor en Sciences de l'éducation.

L'un des objectifs de ce cours est de sensibiliser les futurs enseignants à l'enjeu éducatif de la collaboration entre école et famille, et plus particulièrement dans le contexte des familles d'origines étrangères et de la médiation interculturelle.

Un encadrement éducatif (informations sur le matériel didactique) et un soutien pédagogique sont offerts aux enseignants nouvellement recrutés (séances d'information régulières organisées par le MENJE, supervision et coaching sur demande). Le portail: <https://portal.education.lu/secam/Secondaire/DPI/Infos-DPI> fournit des informations supplémentaires.

Par ailleurs, les enseignants, les parents et les autorités scolaires peuvent recourir gratuitement aux services d'un médiateur interculturel. Les médiateurs peuvent assister les enseignants lors de l'accueil des élèves de langue étrangère et de leurs parents, traduire des informations sur la scolarité antérieure dans le pays d'origine, assurer des traductions orales ou écrites en relation avec l'école et aider occasionnellement en classe. Actuellement, le SECAM dispose de plus de 60 médiateurs maîtrisant l'albanais, l'arabe, les langues du Balkan (bosnien-croate-monténégrin-serbe), le bulgare, le chinois, le coréen, le créole capverdien, le créole guinéen, l'espagnol, le farsi, le filipino, le grec, le hongrois, l'italien, le kurde, le mancagne, le néerlandais, le népalais, le polonais, le portugais, le roumain, le russe, le slovaque, le tchèque, le thaïlandais, le tigrinya, le turc, l'ukrainien, le vietnamien et le wolof.

Différentes formations en lien avec l'éducation des DPI et BPI sont également proposées aux enseignants. Au cours de l'année scolaire 2016-2017, l'Institut de formation de l'éducation na-



tionale (IFEN) a notamment organisé les formations suivantes:

- Journée de l'accueil des classes ACCU/CLIIJA de l'enseignement secondaire technique: accueil des élèves nouvellement arrivés au pays

- La communication non violente: médiation interculturelle, accompagnement des médiateurs

- Formation sur le thème de la radicalisation

- Ressourcenorientiertes Arbeiten mit Flüchtlingen in der Schule (Früherziehung, Vorschule, Grundschule)

- Jugendliche Flüchtlinge im schulischen Alltag - eine pädagogische Herausforderung für Lehrkräfte und Schulsozialarbeiter/-innen

- Flüchtlinge willkommen heißen: Forum zum Erfahrungsaustausch und zur Vernetzung an und mit Schulen, ein Gewinn für alle

- Flüchtlingsfamilien mit ihren Kindern: willkommen heißen und integrieren, aber wie?

Le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) organise régulièrement des journées d'études qui s'adressent aux professionnels des champs psycho-socio-éducatifs, aux enseignants et à tout autre acteur professionnel concerné par l'adolescent, ainsi que des conférences à l'attention d'un public plus large. Lors de ces manifestations, les sujets de l'adolescence et de la migration sont aussi abordés.

Le Groupe de prévention et de sensibilisation à l'interculturalité (GPS Interculturalité) du CePAS, composé de professionnels psycho-éducatifs, a notamment pour mission de soutenir et accompagner les jeunes et leur famille venus d'«Ailleurs» ainsi que les membres de la communauté scolaire vers une «intégration créatrice».

Diverses mesures sont proposées aux enseignants et aux élèves concernés: interventions pour enseignants, échanges de pratiques entre professionnels, formations, brochures et références bibliographiques ou encore interventions en classe.

Question 3531 (14.12.2017) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le station-service Centre logistique Bettembourg/Dudelange:

Pour éviter que les nombreux poids lourds, qui desservent déjà aujourd'hui et qui desserviront davantage encore à l'avenir la plate-forme multimodale de Bettembourg, n'aillent s'approvisionner en carburant aux stations-service se situant dans les alentours immédiats de cette dernière, et notamment le long de la route nationale N31 entre Bettembourg et Dudelange, la construction d'une station-service faisant partie intégrante du centre logistique fut prévue.

Dès lors, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à quel stade se trouve le projet de construction d'une station-service sur le site même du Centre de logistique de Bettembourg/Dudelange?

Réponse (16.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La construction d'une station-service sur l'emprise de l'ancien terminal intermodal à Bettembourg a été évoquée dans l'exposé des motifs de la première loi de financement des nouveaux terminaux intermodaux à Bettembourg/Dudelange. Cette station-service devra réduire le trafic de poids lourds dans les localités limitrophes, tout en offrant aux camionneurs la possibilité de s'approvisionner sur le site même de l'Eurohub Sud. Par ailleurs, l'accès à cette station-service est réservé aux clients des nouveaux terminaux intermodaux et du parc logistique afin de ne pas drainer des camions supplémentaires des autoroutes sur la N31 entre Bettembourg et Dudelange.

Les études du Centre routier sécurisé (CRS) et de sa station-service sont au stade d'un avant-projet détaillé (APD). Des demandes d'autorisation de construire pour l'ensemble du CRS et pour la station-service ont déjà été déposées auprès de la commune de Bettembourg en septembre 2017. Il est prévu de démarrer les travaux en 2018, sous condition d'obtenir les autorisations afférentes en temps utile. Le parking pour camions du CRS est déjà en service depuis septembre 2017.

Le CRS est financé par le Fonds du rail à l'exception de la station-service qui sera financée

par l'exploitant qui conclura une convention avec l'État à cet effet.

Question 3532 (15.12.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le personnel de l'enseignement fondamental:

Selon la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental «Les agents reclassés au grade E5, à l'échelon 16 (indice 480) [...] bénéficient d'un supplément de traitement pensionnable de 20 points indiciaires après deux ans de bons et loyaux services passés au grade E5, à l'échelon 16 (indice 480).» Selon la loi du 25 mars 2015 fixant le régime de traitement et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, ces mêmes fonctionnaires peuvent bénéficier d'une majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière à hauteur de 22 points.

Selon nos informations, les agents ayant un poste à responsabilité particulière et ayant bénéficié d'un supplément de traitement se voient retirer ce même supplément de 20 points et reçoivent en contrepartie une majoration d'échelon pour le poste à responsabilité particulière de 22 points [(480 indice + 20 points supplément de traitement) - 20 points supplément de traitement + 22 points majoration d'échelon pour poste à responsabilité particulière = 502 indice].

Ainsi, les agents qui ont passé deux ans à l'échelon 16, grade E5, reçoivent un supplément de traitement de seulement deux points pour occuper un poste à responsabilité particulière. A noter que dans ce contexte, les enseignants qui n'occupent pas un poste à responsabilité particulière bénéficient d'un indice de 500 points.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sur quelle disposition législative se base ce mode de calcul?

- Les ministres ne jugent-ils pas que ce mode de calcul démotive les enseignants expérimentés d'occuper un poste à responsabilité particulière?

- Comment les ministres envisagent-ils d'éviter que les enseignants expérimentés seront démotivés d'occuper un poste à responsabilité particulière?

- Les ministres ne jugent-ils pas opportun de revoir le mode de calcul?

Réponse commune (31.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Les questions posées par l'honorable Députée ont trait aux agents bénéficiant d'un supplément de traitement de 20 points et qui suite à l'attribution d'un poste à responsabilité particulière se voient retirer ce même supplément et reçoivent en contrepartie une majoration d'échelon pour le poste à responsabilité particulière de 22 points [(480 points + 20 points supplément de traitement) - 20 points supplément de traitement + 22 points majoration d'échelon pour poste à responsabilité particulière = 502 points indiciaires].

Les informations auxquelles l'honorable Députée se réfère sont correctes.

Les instituteurs de l'enseignement fondamental engagés avant 2015 ayant atteint l'échelon 16 (480 p.i.) du grade E5 et qui bénéficient du supplément de traitement de 20 points indiciaires, prévu à l'article 51 h), i) et j) de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, se voient retirer ce supplément à partir du moment où la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière leur est accordée.

Dans ce contexte, il importe de revenir tout d'abord sur les motifs à la base de l'introduction du supplément de traitement en 2009 lors du reclassement des instituteurs au grade E5. Ainsi, avant 2009, le nombre d'échelons des différentes carrières d'instituteurs classées à l'époque aux grades E3, E3ter et E4 comprenaient 18, 19, voire 20 échelons dans le barème des traitements. Or, le nouveau grade E5 dans lequel ces carrières ont toutes été reclassées ne comprend que 16 échelons. Soucieux de tempérer l'effet d'une perte d'ancienneté en échelons acquise dans les grades d'origine, le législateur a décidé d'introduire, non pas un échelon supplémentaire au grade E5, mais le supplément de traitement de 20 p.i. dont question ci-dessus.

L'article 51 précité de la loi de 2009 dispose cependant que «le supplément ... n'est plus dû en cas de classement de l'agent à un échelon autre que l'échelon 16 (indice 480) du grade E5». En conséquence, chaque instituteur, dès son classement au grade de substitution de sa carrière, a perdu le bénéfice de son supplément de 20 p.i.

Il y a lieu de noter que la situation de carrière des instituteurs, telle que modifiée en profondeur par la réforme de 2009, n'a pas été remise en question par les réformes dans la fonction publique de 2015.

Étant donné que, parmi les agents confrontés à cette situation se trouvent les présidents des comités d'école, qui assurent, parmi tous les postes visés, ceux à la responsabilité la plus élevée, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse envisage des mesures ayant pour objectif de tenir compte de cette réalité sur le terrain et d'inciter des instituteurs expérimentés à assumer de telles responsabilités.

En effet, l'article 16 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État a instauré le mécanisme de la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière. Le bénéfice de cet avantage en traitement est alloué, entre autres, aux présidents d'un comité d'école, sous forme d'une augmentation de 22 points indiciaires de leur échelon auquel ils sont classés au moment de l'attribution du poste à responsabilité particulière.

Ladite majoration est l'héritier du mécanisme du grade de substitution. Ainsi, les bénéficiaires du supplément de traitement pensionnable de 20 points indiciaires prévues à l'article 51 précité de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental se sont vu retirer le bénéfice de ce supplément au moment où la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière leur a été accordée.

Les concernés ont donc uniquement profité de 2 points indiciaires supplémentaires. Afin de remédier à cette situation, il a été décidé d'introduire une disposition selon laquelle le président d'un comité d'école qui peut se prévaloir d'une ancienneté de service de douze ans à partir de la nomination à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, bénéficie d'une décharge supplémentaire de 1,5 leçons hebdomadaires créditée sous forme de leçon supplémentaire.

Il est dès lors envisagé de modifier le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et d'y insérer la disposition suivante à l'article 6: «(...) Le président d'un comité d'école qui peut se prévaloir d'une ancienneté de service de douze ans à partir de la nomination à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, bénéficie d'une décharge supplémentaire de 1,5 leçons hebdomadaires créditée sous forme de leçon supplémentaire d'après les modalités définies à l'article 17. (...)»

Par le biais de cette disposition, le fait pour un agent de se porter volontaire pour occuper le poste à responsabilité particulière de président du comité d'école sera gratifié à une plus juste valeur.

Question 3533 (19.12.2017) de M. André Bauler (DP) concernant les spécialistes en logopédie:

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage régulièrement des spécialistes en logopédie pour répondre aux besoins spécifiques les plus divers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelle est l'évolution du nombre de logopèdes depuis 2010?

- Combien de logopèdes se sont présentés aux examens-concours de recrutement ces dernières années et combien ont réussi ces épreuves?

- Le MENEJ a-t-il déjà défini les besoins en logopèdes durant les années à venir? Dans l'affirmative, combien de spécialistes en la matière seront encore engagés d'ici l'an 2020?

Réponse (18.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En guise d'introduction, je voudrais préciser que selon la structure de la classification internationale type des professions, 2008 (CITP-08), la profession de logopède n'existe pas comme telle au Grand-Duché de Luxembourg.

Si Monsieur le Député vise les professeurs avec la spécialité logopédie, anciennement appelés

professeurs d'enseignement logopédique, je peux lui fournir les réponses suivantes:

- en 2010, le Centre de logopédie comptait 32 professeurs contre 54 en 2017, professeurs-stagiaires compris;

- pendant les cinq dernières années, 26 candidats se sont présentés aux examens-concours, 24 candidats ont réussi les épreuves;

- selon les estimations actuelles, les besoins du Centre de logopédie durant les années à venir se chiffrent à 28 postes de professeurs pour les unités d'enseignement, de diagnostic, de conseil et de rééducation.

Question 3534 (20.12.2017) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant le changement horaire des CFL:

Suite au changement horaire des CFL depuis le 10 décembre, un grand nombre d'utilisateurs de la ligne 60 en provenance de Rumelange et de Kayl se plaignent d'une augmentation notable de trains en retard et de correspondances ratées.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les CFL évaluent de manière systématique le nombre de trains accusant des retards sur les différentes lignes? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la situation pour les usagers en provenance de Rumelange et de Kayl a empiré depuis le changement horaire?

- Qu'en est-il des retards enregistrés sur les autres lignes du réseau? Est-ce que l'objectif du changement horaire de résoudre un certain nombre de problèmes existants et de contribuer à une évolution positive en termes de qualité et de ponctualité tel qu'annoncé par les CFL a été atteint?

Une autre critique récurrente concerne le manque d'informations données aux passagers qui changent de train. Ainsi, il serait souvent difficile de savoir si le prochain train arrivant en gare est le train en retard prévu initialement ou le prochain train qui dessert la même ligne, mais qui ne s'arrête pas à toutes les gares.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de remédier à ces situations, afin d'assurer une desserte ferroviaire fiable et confortable, pour les habitants des communes de Rumelange et de Kayl/Tétange en particulier, mais dans l'intérêt de tous les usagers de trains en général?

Réponse (01.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans le cadre des démarches de qualité, les CFL assurent un suivi systématique de tous les retards des trains. Les causes des retards sont analysées en détail et prises en compte, le cas échéant, dans la conception de mesures et actions spécifiques visant à offrir une qualité de service répondant aux attentes des clients.

Le taux de ponctualité des trains sur la ligne 60 pour les semaines 50 et 51 de l'année 2017, période à laquelle se réfère Monsieur le Député Yves Cruchten, s'est élevé à respectivement 89,08% et 93,66%, comparé à 90,60% pour l'année entière.

Pour la semaine de travail du 11 décembre au 15 décembre 2017, il convient toutefois de mentionner qu'en raison de l'agression récente d'une contrôleur de la SNCF dans un TER, une bonne partie des contrôleurs SNCF avaient fait valoir leur droit de retrait, de façon à ce que la circulation de certains trains transfrontaliers entre le Luxembourg et la France n'a pas pu être assurée.

De fortes perturbations dans l'ensemble du trafic ferroviaire sur les lignes 60 et 90 aux heures de pointe matinales et du soir, se traduisant par des annulations et des retards considérables des trains, en furent les conséquences.

Pour la semaine de travail du 18 au 22 décembre 2017, aucun incident majeur impactant la ponctualité des trains de façon significative n'a été signalé sur la ligne 60.

À l'heure actuelle, les CFL ne peuvent pas déjà tirer à ce stade des conclusions définitives sur les changements mis en place et la stabilité du nouveau concept horaire, étant donné qu'il ne vient d'être introduit qu'en date du 10 décembre 2017.

Il importe de signaler cependant que les CFL procéderaient à un retour d'expérience au courant du 1^{er} trimestre 2018 afin d'analyser la possibilité d'adaptations ponctuelles des horaires au courant de 2018 ou pour le changement horaire 2019.

En ce qui concerne le manque d'informations données aux passagers qui changent de train, les CFL travaillent actuellement sur le projet Auris. Le projet Auris est réalisé dans le cadre



des démarches d'amélioration de l'information dans les gares en situation perturbée et il consiste à équiper les gares luxembourgeoises de télé-afficheurs avec déclenchement d'annonces acoustiques, ce qui permettra désormais de mieux informer les clients en situation perturbée.

Afin d'optimiser davantage le flux d'information et le service au client, les contrôleurs des CFL seront très prochainement équipés de tablettes leur permettant, entre autres, de recevoir plus rapidement des informations en cas de perturbations dans le trafic ferroviaire et d'en aviser les clients à bord du train dans les plus brefs délais.

En outre, les CFL offrent la possibilité aux clients d'obtenir à tout moment des informations en temps réel sur la situation du trafic ferroviaire sur le réseau des CFL, par le biais de l'application «CFL mobile». Sur cette application les clients peuvent également s'abonner aux flux RSS par ligne de leur choix, pour recevoir des notifications en cas de perturbation. Ces mêmes informations peuvent également être consultées sur la page Twitter des CFL.

Question 3535 (20.12.2017) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le **relogement des réfugiés du foyer d'accueil Héliar**:

Le foyer d'accueil pour réfugiés à Weilerbach, le Centre Héliar, vient d'être fermé respectivement le sera dans les prochains jours, pour cause de travaux de rénovation certes nécessaires, et les personnes et familles réfugiées y logées sont dès lors amenées à quitter ce lieu dans de brefs délais. D'après mes informations, elles seront relogées à travers plusieurs communes du pays.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'information concernant la fermeture temporaire du Centre Héliar à Weilerbach? Quand est-ce qu'ont commencé les déménagements de familles y logées?

2) Est-ce que les autorités communales de la commune de Berdorf, sur le territoire de laquelle se trouve le centre, étaient informées? À quelle date furent-elles concrètement informées des plans précis ainsi que du timing définitif relatifs au déménagement?

3) Toujours dans l'affirmative, quant à la première question, Madame la Ministre peut-elle me dire quand et où les différents habitants du Centre Héliar seront relogés?

4) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les critères appliqués pour la répartition et la nouvelle installation dans d'autres logements ou centres d'accueil à travers le pays des actuels résidents du centre de Weilerbach?

5) Dans la mesure où les personnes ayant résidé au Centre Héliar sont relogées dans différentes localités et communes du pays, il est probable que les enfants en âge scolaire seront intégrés, en cours d'année scolaire, dans les écoles fondamentales des communes respectives, tandis qu'ils étaient jusqu'à présent scolarisés au Centre Héliar même. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils le confirmer?

6) En cas de réponse affirmative à la question précédente, les différentes écoles, autorités scolaires et autorités communales sont-elles informées de cet état des choses, et à quelle date en ont-elles été informées?

7) Est-ce que le personnel enseignant des classes au Centre Héliar a été mis au courant de la fermeture de ces classes, et quand? Quels seront les nouvelles affectations respectivement détachements du personnel enseignant, et quand est-ce que les personnes concernées en seront informées?

8) Quand est-ce que les travaux de rénovation du Centre Héliar vont débiter sur le terrain et quelle est la date prévue pour la fin des travaux? Est-il certain qu'il sera à nouveau affecté au logement de personnes réfugiées à la fin des travaux de réaménagement ainsi prévus?

Réponse commune (22.01.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Le Foyer Héliar a fermé ses portes le 31 décembre 2017 pour travaux de rénovation de grande envergure et planifiés de longue date.

Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes y hébergées en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs et en effectuant une pre-

mière série de relogements de familles demandeurs de protection internationale pendant les vacances scolaires d'été 2017.

Fin novembre 2017, les 61 personnes qui résidaient encore sur le site à ce moment-là ont été informées de la fermeture du foyer au 31 décembre 2017; les personnes concernées ont ensuite été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année.

Il convient de noter que chaque transfert de personnes d'une structure d'hébergement vers une autre implique des changements importants pour les familles et surtout pour leurs enfants. Sauf en cas de situations d'urgence, l'OLAI organise les relogements pendant les vacances scolaires (d'été ou trimestrielles) afin de faciliter aux enfants leur intégration dans un nouvel environnement scolaire.

ad 2) Au cours de l'année 2016, une première réunion a eu lieu entre le directeur de l'OLAI et le maire de la commune de Berdorf pour présenter le projet de rénovation du Foyer Héliar. Depuis cette première présentation du projet, un échange régulier a eu lieu entre l'OLAI et les autorités communales.

Initialement, l'ancien hôtel Schumacher situé à Weilerbach devait accueillir les personnes qui résidaient encore au Foyer Héliar à la fin du mois de décembre 2017. En raison de retards non prévisibles survenus lors des transformations nécessaires à l'accueil des personnes, la planification initiale n'a pas pu être respectée et l'OLAI a dû organiser les transferts de ces personnes vers d'autres structures.

ad 3) Les familles qui résidaient au Foyer Héliar ont été transférées dans onze autres structures d'hébergement.

ad 4) Les transferts ont été effectués en fonction des besoins des familles et des disponibilités existantes dans d'autres structures.

ad 5) Pour ce qui est du volet scolaire, les enfants sont intégrés en classe régulière dans les écoles fondamentales des communes respectives.

Les écoles respectives (président d'école, multiplicateur des cours d'accueil, directeur de région, administration communale) ont été informées par le responsable des classes d'accueil de l'État aussitôt que celui-ci avait reçu les données concernant les transferts de la part de l'OLAI (date limite de la communication des transferts/relogements de la part de l'OLAI, le 31.12.2017).

La stratégie d'information du responsable des classes d'accueil de l'État consistait dans:

- les informations et connexions dans les meilleurs délais des parties impliquées, à savoir:

- Commune, voire Service scolaire

- Président du comité d'école de la nouvelle école

- Multiplicateur pour le cours d'accueil

- Direction de l'enseignement fondamental

- Présidente des CSAE Weilerbach

(Personne de contact pour informations spécifiques relatives aux élèves en vue de connecter anciens et nouveaux titulaires, ceci notamment afin d'assurer un suivi adéquat des élèves et d'éviter dans la mesure du possible une rupture des apprentissages);

- les informations relatives à la date d'arrivée au pays, à la scolarisation au Grand-Duché et à la scolarisation antérieure.

ad 6) Comme évoqué plus haut, du point de vue scolaire, les parties impliquées ont été informées dans les meilleurs délais en fonction des décisions de transfert.

- Pour les enfants devant être scolarisés à l'école communale de Berdorf:

12.12.2017: information du bourgmestre/secrétaire communal via courriel par le responsable des classes d'accueil de l'État (scolarisation prévue d'élèves du foyer de Bollendorf-Pont à l'école fondamentale de Berdorf);

13.12.2017: courte entrevue avec une délégation d'enseignants, suivie d'une entrevue du responsable des classes d'accueil de l'État avec la présidente du comité d'école de Berdorf.

- Pour les enfants devant être scolarisés à l'école Soleuvre/Scheuerhof:

22.12.2017: communication des dates d'arrivée au Grand-Duché des enfants concernés par le responsable des classes d'accueil de l'État au président de l'école et aux titulaires du cours d'accueil.

- Pour les enfants devant être scolarisés aux écoles de Redange/Attert et Wahl:

29.12.2017: communication par le responsable des classes d'accueil de l'État des dates d'arrivée des enfants concernés à la multiplicatrice des cours d'accueil, ceci en vue de faciliter le dépistage dans les classes respectives de l'école fondamentale concernée.

- Pour tous les enfants, en récapitulatif, communication des cursus scolaires individuels des élèves le 02.01.2018 aux écoles et parties impliquées (pour Wahl, Hesperange, Differdange, Soleuvre/Scheuerhof et Redange. Ceci ne vaut pas pour Berdorf, vu que les enfants étaient déjà inscrits à l'école de Berdorf via l'application Scolaria).

Finalement, après l'information du 03.01.2018 de la part de l'OLAI sur le transfert des élèves restants vers Marienthal et Luxembourg, l'information a été transmise immédiatement (03.01.2018) aux écoles et parties impliquées à Tuntange et à Luxembourg.

Le 03.01.2018, envoi par courrier des bilans et documents disponibles des enfants vers les écoles concernées.

ad 7) Le personnel enseignant a été informé de la fermeture de ces classes en date du 16.11.2017, l'information de la fermeture du Foyer Héliar ayant été communiquée en date du 15.11.2017 au responsable des classes d'accueil de l'État.

Les enseignants sont actuellement déjà affectés, et ceci temporairement, à la Direction de l'enseignement fondamental, région Echternach.

Plusieurs échanges relatifs à une future affectation ont eu lieu entre le responsable des classes d'accueil de l'État, la présidente du comité d'école et les enseignants impliqués. Des échanges préalables ont eu lieu entre le directeur de la région Echternach et le responsable des classes d'accueil de l'État.

Finalement une concertation entre enseignants et directeur de la région Echternach a réglé le détail des affectations nouvelles. Il est à relever qu'une enseignante a été affectée à l'école de Berdorf en vue d'encadrer et d'intégrer les enfants y transférés et en vue de faciliter la passation des savoirs.

ad 8) Les travaux de rénovation du Foyer Héliar vont commencer au printemps 2018. La date d'achèvement des travaux est prévue pour fin 2020.

Après les travaux de rénovation, le Foyer Héliar sera à nouveau affecté à l'hébergement de demandeurs de protection internationale.

Question 3537 (22.12.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant la **qualité de l'eau de l'Alzette**:

La qualité de l'eau de l'Alzette entre Villerupt (F) à l'amont et Hesperange à l'aval est régulièrement évaluée sous l'angle de la pollution de type organique. De fortes dégradations sont souvent constatées dans la partie amont de cette rivière. Ainsi des analyses ciblées, effectuées sur demande du contrat de rivière du bassin supérieur de l'Alzette, ont révélé que les effluents du crassier de Mondercange, drainés par le «Kiemelbaach», seraient particulièrement chargés en nitrites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer le résultat de ces analyses?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de l'Alzette dans son bassin supérieur?

3. Ne faudrait-il pas en général entreprendre des efforts supplémentaires dans l'assainissement de l'Alzette du côté luxembourgeois pour atteindre l'objectif de 2027 fixé par l'article 4 de la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE?

Réponse (02.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Un document de préparation pour une réunion avec les partenaires du partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette comportant des résultats d'analyses d'eau du bassin versant de l'Alzette effectuées par le bureau d'études du partenariat de cours d'eau précité a été transmis à l'Administration de la gestion de l'eau en date du 8 janvier 2018. Cependant, en absence d'un rapport définitif, une prise de position détaillée sur ces analyses et leurs origines exactes s'avère impossible. L'Administration de la gestion de l'eau proposera une date de réunion avec le contrat de rivière du bassin supérieur de l'Alzette dans les meilleurs délais afin de définir les prochaines étapes.

Néanmoins, en 2016 l'Administration de la gestion de l'eau a effectué un monitoring dit «opérationnel» dans le cours d'eau «Kiemelbaach» conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface qui révèle que la qualité du

cours d'eau est impactée par certains paramètres physico-chimiques qui dépassent les limites du bon état écologique. Il ne s'agit pas exclusivement des nitrites, mais aussi notamment de l'ammonium, du carbone organique total et du pH.

ad 2. Suite à la constatation du dépassement de certains paramètres physico-chimiques dans le «Kiemelbaach» lors du monitoring réalisé en 2016, l'Administration de la gestion de l'eau a pris contact avec le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette et son bureau d'études afin de lancer une campagne de monitoring du réseau de canalisation, dont les rejets sont à l'origine de la dégradation par les nitrites du «Kiemelbaach». Cette canalisation évacue entre autres les eaux pluviales provenant du réseau autoroutier, d'une partie de la zone industrielle «Monkeler» et du crassier de Mondercange. Vu la complexité et la vétusté du réseau ainsi que la difficulté d'accès sur les différents sites, cette campagne de monitoring est toujours en cours et n'a pas encore pu aboutir à des conclusions fiables sur l'origine exacte de chaque paramètre polluant.

ad 3. Le programme de mesures faisant partie intégrante du plan de gestion pour les parties des districts hydrographiques internationaux Rhin et Meuse situées sur territoire luxembourgeois tel qu'adopté par le Gouvernement en conseil en date du 14 octobre 2016 prévoit une multitude de mesures visant à améliorer la qualité de l'Alzette. Au total, 2.173 mesures hydromorphologiques et mesures de gestion des eaux urbaines ont été identifiées dans le programme de mesures pour un investissement supérieur à 1,5 milliards d'euros. Ces mesures ont été discutées avec les communes concernées et ont été soumises à une consultation du public. Il est évident que toute autre mesure émergente due à de nouvelles connaissances sera également prise en considération (dont notamment les mesures investigatrices et les résultats de la campagne de monitoring mentionnée ci-dessus). Il est à noter que des projets transfrontaliers pour la protection des cours d'eau sont également en cours de réalisation, dont notamment le projet Interreg «A(l)qua - Alzette, objectif Qualité» débuté en 2016 et qui a comme but de réduire la charge polluante d'origine urbaine. Des contacts réguliers ont en outre lieu entre le Luxembourg et la France visant à résoudre le problème qualitatif de l'Alzette de façon transfrontalière, ce qui présente également un pilier fondamental de la directive-cadre sur l'eau.

Question 3538 (02.01.2018) de M. André Bauler (DP) concernant la **création d'un guichet unique «Convention bureau national»**:

Le Gouvernement souligne dans son Programme de coalition l'importance du tourisme d'affaires pour le Grand-Duché de Luxembourg et la nécessité de mettre en place une meilleure coordination et une meilleure visibilité vers l'extérieur.

Dans cette optique, il s'avère nécessaire de créer un guichet unique «Convention bureau national» qui servira d'interlocuteur privilégié pour un client potentiel (organisateur de congrès), qui le guide, l'informe et lui donne de façon neutre et transparente les contacts les plus pertinents auprès des professionnels (structures de congrès, de conférences et de réunions, hôtellerie, transports, visites, PCO locaux, organisateurs d'événements et de soirées événementielles, etc.). Le ministère souhaite assumer ainsi sa responsabilité pour la création d'un projet «Convention bureau national» qui est à considérer comme prioritaire pour l'année 2018.

Dans cette perspective, le ministère vise des partenariats, par exemple avec la Ville de Luxembourg, et envisage de créer un «National Luxembourg Convention Bureau» sous forme d'une nouvelle structure juridique (Budget de l'État, volume 1, page 47).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quels sont les opérateurs dans le tourisme d'affaires que le ministère a pris en considération pour formuler sa recommandation?

- Quelles sont les faiblesses constatées et sur base de quels critères ont-elles été relevées?

- Le Convention bureau de la Ville de Luxembourg, le Cluster MICE et Luxembourg for Tourism seront-ils représentés dans le «National Luxembourg Convention Bureau»?



- Quel serait le statut juridique valable pour un accueil et conseil «neutre et transparent»?

- Le GIE «Luxembourg for Tourism» continuera-t-il à assurer la mission de promotion du tourisme MICE?

- Qu'advient-il de son Cluster MICE et du personnel affecté à celui-ci?

- Pourquoi le Ministère de l'Économie souhaite-t-il créer une nouvelle structure au lieu de renforcer celles qui existent?

- Quels sont les critères qui font qu'un acteur touristique puisse être pris en compte comme partenaire par la nouvelle organisation à créer?

Réponse (01.02.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le tourisme de congrès est un secteur prometteur, à forte valeur ajoutée, qui possède un potentiel de croissance considérable et constitue un vecteur capital dans la politique de développement des secteurs économiques prioritaires. Également connu sous l'acronyme MICE (Meetings, Incentives, Conventions, Exhibitions), ce secteur génère des retombées économiques par nuitée enregistrée qui sont en moyenne trois fois plus élevées que pour les voyageurs de loisirs. La création d'un bureau des congrès, qui serait l'interlocuteur privilégié des organisateurs d'événements professionnels nationaux et internationaux, permettrait d'accélérer le développement du secteur MICE au Luxembourg et constituerait un maillon important dans la réorganisation ambitieuse et la professionnalisation du secteur du tourisme.

La Ville de Luxembourg, et le Luxembourg City Tourist Office (LCTO) en particulier, constitue à mes yeux le partenaire stratégique clé pour la réalisation de ce projet. En effet, le secteur des congrès et événements professionnels est fortement ancré sur le territoire de la capitale et le département Luxembourg Convention Bureau du LCTO dispose d'une expérience de longue date et d'une expertise avérée dans le domaine en question.

À cet effet, la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Cloeser, a prévu une entrevue avec les représentants de la Ville de Luxembourg pour discuter des principes du projet et entériner, le cas échéant, notre volonté commune pour procéder ensemble à sa réalisation. Les modalités du projet (statut juridique, stratégie, financement, partenaires, personnel, etc.) ne seront déterminées qu'ensuite, ensemble avec les représentants de la Ville de Luxembourg.

Question 3539 (03.01.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **bouteilles en plastique d'origine végétale**:

Une start-up française a réussi à fabriquer des bouteilles végétales et biodégradables à partir de déchets naturels dans son usine de Chaniers (Charente-Maritime). Pour se démarquer visuellement des bouteilles traditionnelles, des résidus naturels comme des noyaux d'olive sont incorporés dans ces bouteilles pour obtenir du beige ou des coquilles de moules pour du noir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette invention?

2. Dans l'affirmative, de telles bouteilles pourraient-elles réduire le problème massif des déchets en plastique?

3. De quelle manière la promotion de telles bouteilles sur le marché luxembourgeois pourrait-elle être envisagée?

Réponse (06.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Il existe un grand nombre d'initiatives qui se lancent dans la production et la promotion d'emballages biodégradables. Dans le cas mentionné par l'honorable, il s'agit de la gamme Veganbottle de la société Lyspackaging.

ad 2. La gamme de produits proposée consiste à remplacer des bouteilles à usage unique en plastique classique par des bouteilles à usage unique produits à partir d'autres matériaux qui sont réputés biodégradables. Dans cette approche subsiste le message de l'utilisation unique et de courte durée des matériaux tout en conférant aux utilisateurs une meilleure conscience en jetant ces produits après usage.

Le fait de promouvoir des emballages biodégradables risque même de produire des effets

pervers. Jeter des bouteilles en matière biodégradable pourrait être conçu comme n'étant plus un problème environnemental car ces matières devraient bel et bien se décomposer. Or, leur visibilité par exemple le long des routes conduit à une image d'acceptation du littering attirant d'autres déchets constitués d'autres matériaux.

Il est également rappelé que les notions d'emballages biosourcés et biodégradables sont à considérer avec une certaine prudence. En effet, la norme EN 13432 à laquelle sont réputées satisfaire les bouteilles en question exige un taux de biodégradation d'au moins 90% après traitement biologique d'une durée de six mois. Or, les processus industriels de compostage ou de biométhanisation ont des durées de traitement de quelques semaines seulement. Une dégradation aux taux exigés par la norme ne peut donc pas être garantie. À ceci s'ajoute que lors du contrôle visuel des matières entrant dans les installations de compostage ou de biométhanisation, il n'est pas possible de faire la distinction entre les bouteilles en plastique sur base de pétrole et celles qui sont biosourcées. De ce fait, tous les emballages plastiques, quel que soit la nature du matériel, sont enlevés en amont du traitement et soumis à une opération d'incinération.

Certains plastiques biodégradables se décomposent en fragments très petits appelés microplastiques qui ne sont plus visibles à l'œil nu. La perception visuelle est donc la dégradation complète du matériel, la réalité en est que les microplastiques peuvent facilement transiter à travers les différents compartiments environnementaux pour atterrir finalement dans les organismes vivants pour ensuite se retrouver dans l'alimentation humaine. Un exemple récent est la découverte de microplastiques dans la fleur de sel.

Pour le citoyen, il est difficile voire impossible de faire la distinction entre des matières plastiques à base de pétrole et des matières plastiques biosourcées. Il ne peut donc pas être exclu que ces dernières se retrouvent dans les collectes séparées des déchets plastiques. Or, les matières plastiques biosourcées sont des facteurs dérangent les processus de recyclage des matières plastiques classiques.

On peut donc conclure que la promotion de matières plastiques biodégradables ne permet pas de réduire la problématique des plastiques, mais risque de soulever de nouveaux problèmes.

ad 3. Au vu des réflexions qui précèdent, il n'y a pas lieu de promouvoir explicitement ni les bouteilles biosourcées auxquelles l'honorable Député se réfère, ni d'autres matières plastiques biosourcées. Il s'agit plutôt de prendre des mesures pour prévenir définitivement la production des déchets en promouvant des emballages réutilisables.

Question 3540 (03.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **conséquences de la fin de la guerre en Syrie**:

An de leschte Wochen hunn déi dräi Statspresidente vu Frankräich, Russland an den USA deklaréiert, datt de Krich géint den Islamesche Stat a Syrien eriwwer oder esou gutt wéi eriwwer ass. Duerfir géif ech den Här Bauseminister bidden, dës Froen iwwert d'Konsequenze vum Enn vum Krich a Syrien ze beäntweren:

1. Wéi wäit schafft d'international Gemeinschaft schonn u Pläng, fir d'Land nom Krich nees opzebauen?

2. Wéi wäit ass Lëtzebuerg hei engagéiert a gëtt et schonn éischt Schätzungen, wat fir en Deel vun de Käschte fir den Opbau vun deem fréiere Krichsland Lëtzebuerg soll matdroen?

3. Wat fir Konsequenzen huet d'Enn vum Krich a Syrien fir déi Leit, déi virum Krich fortgelaf sinn an déi elo beim Opbau vun hirem Land gebraucht ginn?

4. Wéi wëllt Lëtzebuerg syresche Flüchtlingen hëllefen, esou séier wéi méiglech an hir Heemecht zrëckzegoen?

5. Bedeit d'Enn vum Krich e séieren an automatesche Retour vun alle Krichsflüchtlingen?

6. Bedeit d'Enn vum Krich eng nei Evaluatioun vun den Demandé vun den DPlen a BPlen?

7. Beaflosst d'Enn vum Krich a Syrien d'weidert Plange vun der Hëllef fir Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg, vun deenen e gudden Deel jo aus Syrien kënn?

8. Amplaz hei zu Lëtzebuerg d'Zesummeferung vu Familljen ze organiséieren, wär et net besser a méi wäitsichteg, de Leit, déi virum Krich fortgelaf sinn, et ze erméiglechen, séier bei hir Familljen an hir Heemecht zrëckzegoen?

Réponse (30.01.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Déi gemeinsam Linn vun der EU ass, fir beim Opbau vu Syrien eréischt ze hëllefen, wann e politeschen Accord fonnt ginn ass an eng kredibel politesch Transitioun a Syrien ueleeft am Kader vun den Negociatiounen, déi vun der UNO facilitéiert ginn, esou wéi et d'Resolutioun 2254 vum UNO-Sécherheetsrot vum 18. Dezember 2015 virgesäit. Wat déi Negociatiounen ugeet, si mer nach wäit vun engem Accord: Déi aachte Verhandlungsrund zu Genève, organiséiert vum UNO-Gesandte Staffan de Mistura, ass am Dezember 2017 ouni Fortschrëttler fréizäitig op en Enn gaangen, haaptsächlech well d'Delegatioun vun der syrescher Regierung sech onkooperativ gewisen huet. Dofir gëtt et vun EU-Säit nach keng Pläng, fir Syrien erëm opzebauen.

ad 2. Lëtzebuerg ass a bleift op der gemeinsamer Linn vun der EU, déi an der Äntwert op d'Fro 1 erläutert ass. Dofir gëtt et keng Schätzungen iwwer eng eventuell Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Opbau vu Syrien.

ad 3.-8. De Krich a Syrien ass nach net eriwwer. D'Zuel vun den Doudesoffer gëtt eleng fir d'Joer 2017 op ongeféier 40.000 geschat. Eng stabil Situatioun, déi Retour gëf zouloossen, ass net an Aussicht. Ënnert dës Konditiounen ginn et keng Iwwerleeungen, fir Retouren a Syrien ze ënnerstëtzen. Automatesch Retour ginn et a kengem Fall. All Dossier gëtt enger individueller Analys ënnerzunn.

Op Basis vun dësen Elementer ännert sech näischt un der Planung fir Hëllef fir Leit, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg sichen. Un der Familljenzesummefeierung wäert sech an deem Sënn och näischt änneren.

Question 3541 (03.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **statut et rôle de l'«Observatoire de l'islamophobie»**:

Aus de Medie gi mer gewuer, datt en Institut „IREDI“ (Institut de recherche, d'éducation et de dialogue interculturel) zu Diddeleng en „Observatoire de l'islamophobie“ gegrënnt huet. An der Dageszeitung „Journal“ vum 3. Januar gi Verrieder vun dësem Institut mat dësen Aussoen zitéiert:

«Mais l'Observatoire constate entre autres que des politiciens „notamment ceux des partis d'opposition, dépourvus d'idées nouvelles et progressistes, se voient opter pour un populisme futile pour ainsi gagner la faveur d'un certain nombre d'électeurs de droite“. La loi sur une éventuelle interdiction du niqab est d'ailleurs qualifiée comme une tentative de restriction de libertés qui prendrait pour cible „des minorités au sein d'une minorité“.»

An dësem Kontext wëllt ech dem Här Statsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Rechtsform huet den Institut IREDI respektiv den Observatoire de l'islamophobie?

2. Kréien den Institut oder den Observatoire staatchlech Subventiounen?

3. Huet dësen Institut respektiv dee genannten Observatoire Kontakter zu staatlechen Organer? Wéi stellt sech d'Regierung zu der Méiglechkeet vu Kontakter tëschent deem Observatoire a staatlechen Organer, inklusiv dem Zentrum fir politesch Bildung?

4. War d'Regierung am Virus informéiert iwwert d'Grënnung vun deem Observatoire?

5. Wéi beuerteelt d'Regierung dësen Observatoire a seng Intentiounen? Weess d'Regierung eventuell vu Kontakter tëschent dësem Observatoire oder senge Mataarbechter a radikal-islamisteschen Organisatiounen?

6. Gesäit d'Regierung duerch d'Aktivitéite vun deem Observatoire eng méiglech Gefor fir d'Meenungsfreiheet zu Lëtzebuerg?

7. Wëllt d'Regierung et deem Observatoire eventuell erlaben, Enquëten, Virträg, Ausstellungen oder aner Aktivitéiten a staatlechen Institutiounen wéi zum Beispill Schoulen ze organiséieren?

8. Ass d'Regierung mat där Beuerteelung averstanen, datt e Verbuat vum Niqab eng „tentative de restriction de libertés“ wär, „qui prendrait pour cible «des minorités au sein d'une minorité»“?

Réponse (29.01.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

ad 1. Laut dem Handels- a Firmeregëster, deen ëffentlech zougänglech ass (Memorial C - n°1545 vum 28. Mee 2016, op Säit 74149), huet den IREDI, den Institut de recherche, d'éducation et de dialogue interculturel, d'Rechtsform vun enger Association sans but lucratif.

Laut de Statute vum IREDI, déi och ëffentlech zougänglech sinn, ass den Observatoire aktiv innerhalb vun där Asbl.

ad 2. Neen.

ad 3. Neen.

ad 4. Neen.

ad 5. Laut Statuten ass den Objet vun där Asbl den interkulturellen Dialog, d'Promotioun vum Fridden, d'géigesäiteg Verständnes, d'Bekämpfung vun all Dimensioun vu Reduktionismus an Extremismus an den Asaz fir Gerechtegkeet a sozial Kohäsioun.

Dësen Objet verstéisst net géint déi ëffentlech Uerdnung, am anere Fall wier d'Asbl och net enregistriert ginn.

ad 6. Neen.

ad 7. Neen.

ad 8. D'Regierung huet e Projet de loi op den Instanzewee bruecht, deen den Artikel 563 vum Code pénal ergänzt an eng „infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics“ schafft.

Question 3543 (04.01.2018) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **Centre Héliar à Weilerbach**:

Selon un article paru dans le Luxemburger Wort, le Centre Héliar à Weilerbach aurait été fermé afin de pouvoir procéder à une rénovation complète.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quel est le nombre d'habitants relogés? Est-ce que tous les habitants sont concernés par ce relogement? Vers quels sites les concernés ont-ils dû être relogés?

2) En ce qui concerne les enfants scolarisés, combien d'enfants de chaque cycle ont été dirigés vers des écoles d'autres communes? De quelles communes s'agit-il?

3) Est-ce que les membres du corps enseignant engagés à Weilerbach ont été transférés?

4) Quelle est la date d'achèvement des travaux prévue?

5) Combien de personnes (adultes et enfants) pourront être accueillies sur le site après les travaux de rénovation?

Réponse commune (26.01.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes hébergées au Foyer Héliar en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs et en effectuant une première série de relogements de familles pendant les vacances scolaires d'été 2017.

Fin décembre 2017, 61 personnes résidaient encore au Foyer Héliar. Toutes ces personnes ont été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année dans onze autres structures d'hébergement.

ad 2) Sur les 21 enfants scolarisés dans les classes spécialisées de l'État (CSAE) à Weilerbach, sept enfants (un enfant de l'éducation précoce, un élève au cycle 1, deux élèves au cycle 2 et trois élèves au cycle 3) ont intégré l'école fondamentale de la commune de Berdorf.

Sur les 14 enfants restants ont été scolarisés:

- à Differdange, un enfant (cycle 3),

- à Echternach, un enfant (cycle 3),

- à Hesperange, un enfant (cycle 2),

- à Luxembourg-ville - CSAE, deux enfants (deux au cycle 2),

- à Redange-sur-Attert, un enfant (cycle 2),

- à Sanem/Soleuvre, cinq enfants (deux au cycle 1, un au cycle 2, un au cycle 3, un au cycle 4),

- à Tuntange/Marienthal, un enfant (cycle 3),

- à Wahl, deux enfants (un au cycle 2, un au cycle 3).

ad 3) Les enseignants de l'école Weilerbach ont été nouvellement affectés sur le territoire de la Direction de région de l'enseignement fondamental Echternach dès le 2 janvier 2018.

Un enseignant a sollicité un congé sans solde.



ad 4) La date d'achèvement des travaux est prévue pour fin 2020.

ad 5) Après les travaux de rénovation, 212 personnes pourront être hébergées sur le site.

Question 3544 (04.01.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **mouvement de contestation violent en République islamique d'Iran**:

En effet, après huit jours de violences dans le cadre d'un mouvement de contestation sans équivalent depuis 2009 en Iran - 21 personnes ont été tuées depuis le 28 décembre 2017; des centaines de personnes ont été arrêtées, selon les chiffres officiels -, l'Europe reste étonnamment silencieuse. Quant à Téhéran, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, vient d'accuser les «ennemis» de l'Iran de s'unir pour porter atteinte à son régime dictatorial.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'Union européenne doit montrer plus de détermination vis-à-vis du régime de Téhéran et plus d'unité dans sa critique des violations des droits de l'homme?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser dans ce sens la question de l'Iran au niveau du Conseil de l'Union européenne dans un avenir proche? Quelles en sont les répercussions éventuelles sur l'accord nucléaire historique de 2015?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il développer dans ce contexte la position du Luxembourg?

Réponse (01.02.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le 2 janvier 2018, Madame Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a fait la déclaration suivante sur la situation en Iran, au nom de l'Union européenne, c'est-à-dire à l'unanimité des 28 États membres de l'UE:

«L'Union européenne suit de près les manifestations en cours en Iran, l'augmentation de la violence et la perte inacceptable de vies humaines.

La question des droits de l'homme a toujours été au cœur de nos relations avec l'Iran. La manifestation pacifique et la liberté d'expression sont des droits fondamentaux qui s'appliquent à tous les pays, et l'Iran ne fait pas exception.

Ces derniers jours, nous avons été en contact avec les autorités iraniennes. Dans l'esprit de franchise et de respect qui est à la base de notre relation, et à la lumière des déclarations du Gouvernement iranien, nous attendons de toutes les parties concernées qu'elles s'abstiennent de toute violence et que le droit d'expression soit garanti.

L'Union européenne continuera de suivre l'évolution de la situation.»

L'Union européenne parle ainsi d'une seule voix et de façon déterminée quand il s'agit de la situation des droits de l'homme en Iran, notamment dans le contexte des récentes manifestations.

ad 2. + 3. J'évoque la question des droits de l'homme en Iran régulièrement, aux niveaux européen, onusien et bilatéral. Dans mes contacts bilatéraux avec le Gouvernement iranien, la question des droits de l'homme a toujours été mise à l'ordre du jour par le Luxembourg.

Les manifestations en Iran n'auront pas de répercussions sur l'accord nucléaire de 2015. Cet accord ne traite que du programme nucléaire de l'Iran. Les autres problèmes entre l'Iran et la communauté internationale, y compris ceux liés à la situation des droits de l'homme, ne font pas partie de cet accord et sont traités dans d'autres enceintes.

Étant donné que l'Agence internationale de l'énergie atomique a certifié à neuf reprises depuis la signature de l'accord nucléaire de 2015 que celui-ci est bien respecté par l'Iran, l'Union européenne continuera à mettre en œuvre les dispositions de l'accord nucléaire.

Je tiens enfin à souligner que, depuis 2011, l'Union européenne a adopté des mesures restrictives liées à des violations des droits de l'homme en Iran, notamment:

- un gel des avoirs et des interdictions de visa à l'encontre de personnes et d'entités responsables de graves violations des droits de l'homme (82 personnes et une entité à l'heure actuelle);

- l'interdiction des exportations vers l'Iran d'équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ainsi que d'équipements de surveillance des télécommunications.

Ces mesures restent en place et sont régulièrement mises à jour. La dernière mise à jour, en date du 11 avril 2017, a prorogé ces mesures jusqu'au 13 avril 2018.

Question 3545 (04.01.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **retards sur le réseau ferroviaire**:

An de leschte Jore si vill Efforten ënnerholl ginn, fir den effentlechen Transport méi attraktiv ze maachen. Och den neien Horaire, deen zanter dem 10. Dezember spillt, soll zu Verbesserungen am Zuchreseau bäidroen.

Leider hält d'Onzefriddenheet vu ville Leit duerch d'aldeeglech Zuchverspéidunge respektiv duerch carrement d'Sträiche vun Zich emmer méi zou. Esou ginn et mengen Informatiounen no Zuchlinnen, déi ënner anerem bis zu zwielef Verspéidungen an engem Mount hunn.

Duerch dës Ëmstänn komme vill Leit net matzäit op hir Aarbecht a mussen dofir lwwerstonne maachen, fir déi verlueren Aarbechtssäit erëm eranzehuelen. Anscheinend kréien an der Tëschenzäit vill Leit besonnesch am Privatsektor un d'Häerz geluecht, erëm mam Auto schaffen ze kommen, oder huele selwer déi Decisioun, och well de Patron d'Excusen, déi d'CFL am Fall vun enger Verspéidung ausstellen, net méi kann oder wëllt aldeeglech unhuelen. Aner Leit kënnen wéinst der Problematik vun der Onpünktlechkeet hir Doktesch-Rendez-vousen net wouerhuelen, wat mat Käschte verbonnen ass, well den Dokter säi Rendez-vous awer verreckt, ob een do war oder net.

An dësem Kontext wollt ech dem Nohaltegekeetsminister dës Froe stellen:

- Gëtt am Sënn vun der Transparenz driwwer nogeduecht, all Mount Statistiken iwwert d'Pünktlechkeet ze presentéieren, esou wéi déi belsch a franséisch Eisebunn dat all Mount maachen?

- Wéi vill Prozent vun den Zich am Mount hu schonns beim Depart eng Verspéidung?

- Wéi vill Zich gi pro Mount annulléiert a firwat?

- Wéi héich ass de Prozentsaz am Mount vun der richtegen Offaarts- an Ukommenszäiten?

- Ass schonns eng Kéier driwwer nogeduecht ginn, fir de geschiedegte Clientë bei Onpünktlechkeet eng Entschiedegung zoukommen ze loossen, an, wa jo, wéi kéint esou eng Entschiedegung ausgesinn?

Réponse (31.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans le cadre de leurs démarches de qualité, les CFL assurent un suivi systématique de tous les retards des trains au moyen de statistiques établies à des intervalles journaliers.

Ainsi, les CFL disposent de tous les éléments nécessaires permettant la publication des taux de ponctualité des trains par mois et par ligne.

La ponctualité moyenne des trains au départ s'est élevée à 94,09% en 2017. À l'arrivée, les trains ont affiché une ponctualité moyenne de 90,84%. La continuité de service a pu être assurée dans 97,5% des cas en 2017.

Il y a lieu de signaler qu'au cours des trois premières semaines de l'année 2018, la ponctualité moyenne des trains au départ et à l'arrivée s'est élevée à respectivement 95,51% et 92,48%. Pour cette même période, la continuité de service a affiché un taux moyen de 98,01%.

Il convient de relever dans ce contexte que les taux précités se conforment à la définition du retard, recommandée par la Commission européenne, qui retient un seuil de cinq minutes et 59 secondes pour le calcul des retards.

Finalement, en ce qui concerne l'éventuel octroi d'une indemnisation aux clients en cas de retard ou de suppression d'un train, je vous informe qu'en application du règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, une telle indemnisation n'est pas prévue.

Question 3546 (05.01.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **travaux le long de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck**:

Je viens d'apprendre que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se

propose d'effectuer des travaux le long de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck durant l'année 2018.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant ces travaux? Quel en est le coût estimatif?

2. Est-il prévu d'aménager dans ce contexte l'un ou l'autre arrêt entre Diekirch et Ettelbruck?

3. Le ministère projette-t-il d'acquérir du matériel roulant nouveau au bénéfice de cette antenne?

4. Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques concernant le nombre journalier de voyageurs sur cette antenne en distinguant selon les heures de pointe et les heures dites «normales»?

Réponse (31.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les CFL prévoient en 2018 sur l'antenne Ettelbruck-Diekirch la reconstruction du pont rivière au point kilométrique 0,500 de la ligne Ettelbruck-Diekirch.

En considération du mauvais état général du pont et afin de pérenniser la situation, des travaux de reconstruction de l'ouvrage ont été entamés dans le courant de l'année 2017. Ces travaux permettront également d'améliorer la gestion de la Sûre, étant donné que le nouvel ouvrage ne présentera plus de pile intermédiaire dans le lit du cours d'eau. Les CFL profitent par ailleurs de cette opération pour supprimer le système de fixation directe de la voie et pour passer en voie ballastée, ainsi que pour optimiser le tracé de la ligne sur une longueur d'environ 400 mètres.

Le coût des travaux est estimé à 5,5 millions d'euros.

Afin de réduire au minimum le nombre de barrages de la ligne Ettelbruck-Diekirch, les travaux suivants auront lieu en parallèle:

- Les CFL réaliseront la première phase du projet «Nouveau pôle multimodal Ettelbruck». Ces interventions nécessiteront un grand nombre de barrages de la ligne du Nord et de la ligne Ettelbruck-Diekirch.

- Le Syndicat intercommunal des eaux du Nord (SIDEN) réalisera deux traversées à ciel ouvert pour les besoins de son réseau.

- L'Administration des ponts et chaussées réalisera une opération de dépollution du sol aux abords et sous le domaine ferroviaire; pollution provenant d'une ancienne fabrique de goudron. Cette opération va dépasser la durée des interceptions planifiées pour les chantiers CFL et nécessitera un barrage de ligne d'environ six semaines.

L'Administration des ponts et chaussées va également réaliser des travaux sur le tronçon parallèle à la ligne Ettelbruck-Diekirch le long de la route N7, mais sans impact sur l'exploitation ferroviaire.

Pour l'instant aucun arrêt supplémentaire n'est planifié sur l'antenne en question.

En 2017, les CFL ont lancé un appel d'offres en vue de l'acquisition de 34 nouvelles automotrices à deux niveaux, destinées à la fois au remplacement des automotrices de la série Z2000 et à l'extension du parc de matériel roulant existant. La livraison des nouvelles rames, dont une partie sera destinée à assurer la desserte de la ligne Diekirch-Ettelbruck-Luxembourg, aura lieu entre décembre 2021 et décembre 2024.

Le Service activité voyageurs des CFL procède de façon régulière à des comptages sur l'ensemble du réseau ferré. Le nombre journalier moyen de voyageurs s'élève à environ 1.500 personnes dont 875 de Diekirch vers Ettelbruck et 676 d'Ettelbruck vers Diekirch. Un pic de fréquentation existe entre 14.00 et 15.00 heures entre Diekirch et Ettelbruck (216 clients) et entre 07.00 et 08.00 heures entre Ettelbruck et Diekirch (150 clients).

Question 3547 (08.01.2018) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **fonctionnement du Conseil national pour étrangers**:

En ce 8 janvier 2018, six mois précisément se sont écoulés depuis l'élection du Conseil national des étrangers (CNE). Or, selon les informations dont je dispose, le CNE ne s'est pas encore réuni et aucune réunion n'aurait à l'heure actuelle été convoquée. Sachant qu'une convocation d'un organe comportant 34 membres devrait être lancée dans un délai raisonnable de

quatre à six semaines et prenant en compte les vacances scolaires durant lesquelles une telle réunion ne peut avoir lieu, le risque est grand que le CNE mette quasiment une année pour se réunir depuis son élection, respectivement les nominations de ses membres. Ceci serait d'autant plus dommageable que le CNE serait dans l'incapacité de livrer un rapport sur l'intégration des citoyens étrangers avant les élections législatives d'octobre 2018.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration:

1) La longueur d'un tel processus est-elle normale?

2) Me référant à votre réponse à la question n°3312 de l'honorable Marc Angel, les nominations définitives n'étaient pas encore effectuées en date du 10 octobre 2017.

a) Ces nominations ont-elles été entre-temps effectuées? Le CNE est-il désormais au complet? Quand les organismes habilités à proposer des représentants ont-ils été contactés et quel est le laps de temps que vous considérez raisonnable pour attendre une réponse de leur part?

b) Selon mes informations, l'OLAI a envoyé un courrier électronique en date du 9 novembre 2017 aux élus, les avertissant qu'il les contacterait avant la fin de l'année. Cette prise de contact a-t-elle eu lieu?

c) Quelles démarches envisagez-vous dans l'éventualité où le CNE, toujours incomplet, mais néanmoins avec quorum, serait dans l'incapacité de se réunir?

3) Pour quand pensez-vous que les travaux du CNE pourront démarrer?

4) Toujours dans votre réponse à la question susmentionnée, vous avez affirmé envisager de vouloir saisir le CNE afin de mener un travail de réflexion sur d'éventuels changements à prévoir au niveau de la nomination et du fonctionnement du CNE. D'après mes informations, des suggestions de changements du fonctionnement du CNE vous ont été remises le 27 mars 2017. Quel était le contenu de ces suggestions et ont-elles été prises en considération?

5) Le 12 décembre dernier, les services de l'OLAI ont contacté les associations en les enjoignant à donner leur avis au sujet du Plan national d'intégration (PAN) au moyen d'un questionnaire en ligne. Madame la Ministre prévoit-elle d'entendre le CNE sur cette question ou se basera-t-elle sur l'avis publié par cet organisme le 29 septembre 2014, déjà vieux de trois ans?

Réponse (01.02.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Les membres effectifs et suppléants du Conseil national pour étrangers (CNE) ont été nommés par arrêté ministériel du 18 janvier 2018.

Le CNE s'est réuni en séance constitutive le mardi 23 janvier 2018. Monsieur Franco Avena, représentant des ressortissants italiens, a été élu président et Madame Claire Geier-Courquin, représentante des ressortissants français, a été élue vice-présidente.

La prochaine réunion du CNE aura lieu le mercredi 28 février 2018.

Le CNE sera mandaté, à brève échéance, de la rédaction d'un avis sur le nouveau Plan d'action national pluriannuel d'intégration (PAN) qui fait actuellement l'objet d'une vaste consultation de tous les acteurs concernés.

En outre, je saisirai le CNE d'une réflexion sur ses missions et sur son mode de fonctionnement; ce processus a été entamé en 2017 par le précédent CNE, qui a fait des propositions d'amélioration autour des domaines suivants: la composition, la base électorale, la méthode d'élection des président et vice-président, le remplacement des membres démissionnaires, les langues de travail, le budget et le mode de fonctionnement. À noter que pour 2018, le CNE a été doté d'un budget de fonctionnement et que les suggestions relatives à la méthode d'élection des président et vice-président ont été appliquées lors des élections du 23 janvier 2018.

Le CNE est un organe consultatif essentiel pour accompagner le Gouvernement dans ses réflexions et ses efforts pour se doter d'instruments afin de faciliter l'intégration des ressortissants étrangers dans la société luxembourgeoise et je suis confiante que le CNE nouvellement constitué sera à la hauteur de ses missions et de ses ambitions.